



**HAL**  
open science

# Radicalisation de l'action collective et jeunesse populaire : construction du politique et résistances au Chili

Angelo Montoni Rios

► **To cite this version:**

Angelo Montoni Rios. Radicalisation de l'action collective et jeunesse populaire : construction du politique et résistances au Chili. Sociologie. École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2015. Français. NNT: . tel-01511427

**HAL Id: tel-01511427**

**<https://theses.hal.science/tel-01511427>**

Submitted on 21 Apr 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Doctorat nouveau régime:

Discipline : sociologie

**ANGELO MONTONI RIOS**

**Radicalisation de l'action collective et jeunesse  
populaire : construction du politique et résistances au  
Chili**

**Thèse dirigée par:** M. Johann MICHEL

**Date de soutenance : le 2 décembre 2015**

- Jury
- 1 Hélène COMBES, Chargée de Recherche au CNRS, CERI
  - 2 Denis MERKLEN, Professeur à l'Université Sorbonne Nouvelle, IHEAL, rapporteur
  - 3 Johann MICHEL, Professeur à Université de Poitiers, IUF, CEMS-EHESS, directeur
  - 4 Albert OGIEN, Directeur de Recherche au CNRS, IMM-CEMS-EHESS
  - 5 Miguel URRUTIA, Professeur Universidad de Chile, rapporteur







Doctorat nouveau régime:

Discipline : sociologie

**ANGELO MONTONI RIOS**

## **Radicalisation de l'action collective et jeunesse populaire : construction du politique et résistances au Chili**

**Thèse dirigée par:** M. Johann MICHEL

**Date de soutenance : le 2 décembre 2015**

- Jury
- 1 Hélène COMBES, Chargée de Recherche au CNRS, CERI
  - 2 Denis MERKLEN, Professeur à l'Université Sorbonne Nouvelle, IHEAL, rapporteur
  - 3 Johann MICHEL, Professeur à l'Université de Poitiers, IUF, CEMS-EHESS , directeur
  - 4 Albert OGIEN, Directeur de Recherche au CNRS, IMM-CEMS-EHESS
  - 5 Miguel URRUTIA, Professeur à l'Universidad de Chile, rapporteur

*À Rodrigo et sa famille qui combattent tous les  
jours pour transformer la société*

## Remerciements

Je tiens à remercier tous ceux qui par leur présence, leur appui et leur générosité ont contribué à rendre possible cette thèse. Tout d'abord mon Directeur de thèse M. Johann Michel, qui a eu confiance en moi et m'a soutenu tout au long de ce parcours. Je lui en suis très reconnaissant. Je remercie également les membres de mon laboratoire CEMS pour leurs conseils, leurs remarques et l'orientation donnée à mes questionnements.

Je remercie très sincèrement mes collègues et amis de la bibliothèque de la FMSH : Camila, Hadrien, Gani, Martin, Laura, Idyle, Glauber, Guillaume, Oscar, Marion, Costa, Farah, Hala, Maissa, Marcella, Mathilde, Violeta, Elodie, Carolina, Sofia, Natalia, Nathalie, Mariangela, Andrea, Paola, Carla... et tant d'autres qui ont nourri nos conversations dans ce lieu de travail et d'amitié. Je voudrais particulièrement remercier mes amis kurdes qui m'ont fait découvrir leur histoire, leur culture et leur lutte : Véli, Serdar, Massoud, Hawjin, Adnan, Amir...merci.

Un grand merci également à mes collègues du Département de Sciences de l'Éducation de l'Université Picardie Jules Verne où j'ai eu le plaisir d'enseigner pendant ces deux dernières années.

Sans mes séjours au Chili, cette enquête n'aurait pas eu lieu. Plusieurs personnes et amis ont collaboré pour que cette activité, fondamentale et souvent très difficile, se passe de la meilleure façon. Je tiens donc à remercier ceux qui m'ont accompagné et aidé lors de mon terrain : Epi, Pablo, Cristian, Ariadna et Sole, qui ont partagé leurs contacts, connaissances et idées pour faciliter ce travail. Anita pour sa générosité, son accueil chaleureux et son intérêt. Mes amis du quartier Franklin : Claudia, Lazo, Claudio, grâce à qui j'ai pu sortir de ma recherche et porter un nouveau regard sur la rue. Mes camarades et amis de l'Université du Chili : Pao et Marco. Et spécialement tous les jeunes qui ont accepté d'être interviewés et ont partagé avec moi un morceau de leur existence.

Le travail d'écriture représente une difficulté pour un non-francophone, je tiens donc à remercier tous ceux qui ont investi un peu (ou beaucoup) de leur temps à relire et corriger mon travail. Merci Mathilde, pour ton aide solidaire dans la correction de cette thèse.

Merci à ma famille qui a suivi ce parcours et qui a accepté les absences et l'éloignement, à mes frères Roberto et Claudio, à Ayun pour sa compagnie dans les moments de solitude.

Et principalement merci à Charlène, Anna, et ma mère Teresa, cette thèse leur est dédiée.

# Sommaire

INTRODUCTION GENERALE .....	7
A. Terrains, méthodes, sources et enjeux .....	15
CHAPITRE PRELIMINAIRE : QUESTIONNEMENTS THEORIQUES .....	36
1. La violence au centre de la radicalisation politique .....	36
2. La violence ou l'opérationnalisation d'une notion .....	37
3. Violence politique et jeunes populaires .....	52
<b>PARTIE 1 - UNE SOCIOLOGIE HISTORIQUE DE LA VIOLENCE POLITICO POPULAIRE AU CHILI.....</b>	<b>64</b>
CHAPITRE 1 – FORMES HISTORIQUES DE LA VIOLENCE POLITIQUE POPULAIRE (VPP) AU CHILI.....	65
Introduction .....	65
1. Les formes classiques de la violence populaire : le soulèvement, la rébellion et la révolte .....	68
2. La résistance du peuple Mapuche .....	71
3. Indépendance et post-indépendance : des processus investis par l'aristocratie.....	80
4. Naissance et politisation des classes ouvrières : une histoire de répressions .....	82
5. Les nouveaux acteurs du mouvement populaire : étudiants, prolétaires et pobladores .....	102
6. Coup d'État et période de dictature : le régime de la terreur.....	109
CHAPITRE 2 – COMMUNAUTÉS ORGANISÉES ET PRATIQUES DE RÉSISTANCE VIOLENTE .....	112
Introduction .....	112
1. La construction d'une communauté : l'exercice de la science populaire au Chili.....	113
2. Les poblaciones et les pobladores protagonistes de la résistance violente .....	117
3. Villa Francia : lieu de résistance .....	125
4. Les groupes subversifs : une militance au service du peuple .....	141
Conclusion .....	156
CHAPITRE 3 – L'HISTOIRE, LA VIOLENCE ET LA MÉMOIRE. ....	158
1. Mémoire de la violence : les mouvements de contestation à la source d'une identité collective des secteurs populaires .....	162
2. Martyrs et commémorations .....	172
3. La vengeance en tant que crime politique.....	190
Conclusion .....	201
<b>PARTIE 2 - VIOLENCES POLITIQUES : ENGAGEMENTS ET NOUVELLES PRATIQUES DE L'ACTION COLLECTIVE .....</b>	<b>204</b>
INTRODUCTION .....	205
CHAPITRE 4 – CONFLITS SOCIAUX, ATTENTES MORALES ET VIOLENCES POLITIQUES POPULAIRES DANS LE CHILI ACTUEL .....	208
Introduction : l'événement contestataire, bifurcations et conséquences durables dans la violence politique ...	212
1. De la gestion du conflit aux atteintes morales : les années de la « Concertación » .....	215
2. L'âme de la contestation : de la désobéissance civile à la violence politique populaire .....	219
3. L'inhérence et les dynamiques des violences politiques au Chili .....	239
CHAPITRE 5 – DYNAMIQUE DE L'ÉVÉNEMENT : ÉMOTIONS ET VIOLENCE POLITIQUE POPULAIRE .....	276
1. Émotions, politique et contestation : l'émotion comme objet sociologique.....	277
2. Construction émotionnelle de la violence politique dans le mouvement étudiant : répression affective et contrôle social .....	286
3. L'engagement à risque des jeunes de quartiers populaires : une analyse à partir de la sociologie des émotions. ....	299
Conclusion .....	320
CHAPITRES 6 – NOUVELLES PRATIQUES, NOUVEL ENGAGEMENT ET NOUVELLES IDEOLOGIES : LA MOUVANCE LIBERTAIRE ET LA VIOLENCE POLITIQUE .....	322
1. La pensée libertaire au sein de la jeunesse populaire chilienne : aux origines d'une tradition ancienne.....	322
2. La renaissance de la pensée libertaire : des événements récents et un héritage historique et social.....	331
3. Des parcours individuels qui définissent le militantisme libertaire.....	345
Conclusion .....	350

<b>PARTIE 3 - CONSTRUCTION D'UNE RADICALITE POLITIQUE : VIOLENCES, RECONNAISSANCE ET NOUVELLES NORMATIVITES .....</b>	<b>352</b>
INTRODUCTION.....	353
CHAPITRE 7 – LES SOURCES MORALES DES COMPORTEMENTS VIOLENTS .....	366
Introduction .....	366
1. Identité politique radicale et construction d'une conflictualité .....	367
2. Rapports avec ses proches : famille et transmission mémorielle.....	383
3. Pratiques politiques radicales : distinction et action directe .....	392
Conclusion.....	429
CHAPITRE 8 – L'ESPACE EDUCATIF, NOUVELLE SPHERE DE L'INTENTIONNALITE COLLECTIVE .....	432
Introduction .....	432
1. Le déplacement de l'expérience politique radicale aux espaces de sociabilité éducative.....	434
2. Socialisation politique, espace éducatif et formation entre les pairs .....	443
3. L'occupation et ses éléments normatifs .....	451
Conclusion.....	469
CHAPITRE 9 – RADICALITE POLITIQUE ET ESPACE COMMUNAUTAIRE .....	472
1. Construction communautaire versus fragmentation du comportement individuel .....	473
2. Resocialisation de la conscience de la domination.....	482
3. Le retour à la población .....	497
Conclusion.....	509
CONCLUSION GENERALE .....	512
I. Bibliographie méthodologique.....	521
II. Bibliographie générale .....	524
III. Bibliographie action collective .....	534
IV. Bibliographie Chili : histoire, mobilisation sociale et violences .....	538
V. Bibliographie jeunesse et engagement .....	546
VI. Bibliographie nouvelles pratiques du politique.....	549

# Introduction générale

## 1. Le rapport à l'objet : quelques éléments biographiques

Comprendre le rapport d'un chercheur à son objet, lorsque ce dernier est considéré comme illégal et illégitime, implique souvent une analyse de son propre parcours biographique. Appréhender pourquoi mon parcours peut avoir une incidence directe sur la compréhension des questionnements se trouvant à l'origine de cette recherche peut être une première façon de s'approcher des modalités singulières de sa construction. C'est pourquoi je me permets de dédier à cet exercice d'auto-analyse ces premières lignes d'introduction.

C'est l'année de ma rentrée à l'université que se nouent mes premiers rapports à la politique au sens large. Issu d'une famille pauvre de droite, je vis une grande partie de mon adolescence – toute la période lycéenne – dans une grande contradiction et parfois dans une ignorance du politique. Être le premier étudiant universitaire de ma famille, qui plus est dans une école de science politique, me fait sentir l'obligation de comprendre, d'observer et de raconter à mes proches la politique que je vis dans cette nouvelle ambiance.

Pour des raisons qu'encore actuellement j'ignore, ce sont les actions politiques radicales qui suscitent mon intérêt. Sortir et observer les défilés et les affrontements qui se produisent durant les dates politiquement symboliques au Chili et lors des rassemblements étudiants – très rares au début des années 2000 – devient l'une de mes activités régulières. Je participe aux rassemblements du 1<sup>er</sup> mai, du 11 septembre (anniversaire du Coup d'État de 1973) et à celui du 12 octobre (anniversaire de la « conquête » de l'Amérique). Je suis tous ces rassemblements de très près, et je reste souvent jusqu'à la fin pour observer ces quelques jeunes cagoulés qui crient des slogans, dressent des barricades et s'affrontent avec la police sous le regard désapprobateur des passants. Je ne suis pourtant pas le seul à rester captivé par cette « mise en scène<sup>1</sup> ». Les passants s'arrêtent, les autres manifestants s'approchent, il y a même des passagers de bus qui descendent pour contempler la scène. Je me pose déjà à cette époque de nombreuses questions : Qui sont-ils ? Pourquoi font-ils cela ? D'où viennent-ils ? Comment s'organisent-ils ? Que ressentent-ils ? Qu'est-ce qui les motive à prendre de tels risques ? Ont-ils peur ?

---

<sup>1</sup> L'utilisation de cette notion n'est pas dénuée de sens, l'harmonie recherchée par les jeunes acteurs, habitués à jouer ensemble, le souci de l'image donnée au public, leur emplacement et l'esthétique mise en place ne peuvent que s'apparenter à l'organisation d'une mise en scène théâtrale au sens de Goffman.

Un jour d'octobre en sortant des toilettes de l'université, un jeune homme aux cheveux longs, la peau mate et les habits désordonnés s'approche de moi et me dit de façon presque provoquante : « Tu es *mechon* (étudiant novice) ? Je t'ai vu pour la manif du 12 octobre, d'ailleurs je t'ai vu aussi le 11 septembre et le 1<sup>er</sup> mai ». À partir de ce moment, plusieurs de mes questions concernant ces jeunes cagoulés trouveront une réponse. Le jeune homme me raconte sa participation à un groupe politique révolutionnaire à l'université, une sorte de collectif appelée PPU (Projet Populaire Universitaire). Les membres organisent des activités à la Villa Francia – quartier très connu du fait de son engagement politique depuis les années de dictature – ; ils dessinent des peintures murales, animent un programme de radio, un *pré-universitaire populaire*<sup>2</sup>, une école de formation politique, etc. Je lui demande combien de membres compte son organisation pour être si actifs. Il me dit qu'ils sont nombreux, mais que dans le « comité central » ils sont quatre. Il me propose très rapidement de devenir un membre de ce comité vu mon « intérêt » pour la « cause révolutionnaire ». Sans trop croire à son discours radical (j'ai vite compris qu'ils peinaient à recruter des membres), j'avais pourtant une forte envie d'en connaître davantage sur ce type d'organisations et ses activités, tout un monde politique avec lequel je n'avais aucun lien au départ.

Je passe ainsi mes trois premières années d'université à participer à ce collectif. Cela me permet aussi de devenir un « spectateur averti » des violences politiques dans les quartiers populaires de Santiago. Car, suivant une pratique « coutumière », après chaque activité politique ou culturelle réalisée par le collectif une action de propagande politique violente clôture la journée. Ces trois années me donnent toute une expérience dans la réalisation de projets. Satisfait de mes expériences, je décide alors un jour de ne plus participer au collectif et de me consacrer aux activités éducatives ; ce qui me permet de rester toujours proche des jeunes des quartiers populaires.

En 2006, lors du mouvement de contestation étudiante appelé la « révolte de pingouins<sup>3</sup> », j'étais fonctionnaire, inspecteur de l'éducation pour le Ministère de l'Éducation. J'étais chargé des programmes de climat scolaire, de prévention de la violence et des rapports avec les organisations lycéennes du district Ouest de Santiago. Avec un collègue, aussi jeune que moi (27 ans), nous organisions des réunions avec les dirigeants

---

<sup>2</sup> Le pré-universitaire est l'équivalent d'une école préparatoire où les jeunes qui finissent le lycée se préparent pour passer le test d'entrée aux universités. Normalement, ces établissements sont privés et très chers.

<sup>3</sup> La révolte de pingouins est un mouvement surtout lycéen qui a eu lieu l'année 2006, il est le premier grand mouvement de contestation de la post-dictature au Chili. Le mot « pingouin » fait référence aux uniformes bleus, blancs, gris portés par les élèves des écoles et lycées au Chili.

de chaque lycée. Les « affaires » avec les lycéens étaient, certainement, des « embrouilles » déléguées aux novices. Lors de ces réunions, j'ai été surpris de me retrouver face à des représentants lycéens particulièrement passifs, presque apathiques. Nous étions au courant de la cooptation faite par les proviseurs dans la sélection des dirigeants, mais en général ils envoyaient des élèves participatifs : les proviseurs de lycées se préoccupaient de nous présenter souvent les meilleurs étudiants choisis avec soin parmi les élèves de la dernière année, dans des élections sans réelle participation. C'était l'usage, malgré notre volonté de faire bouger les choses. En effet, cette absence de participation que « tous » attribuent au manque d'intérêt des jeunes pour la « chose publique » était le symptôme d'un mécontentement grandissant qui prenait forme à travers d'autres logiques participatives.

De mes années d'activiste au sein du PPU, j'avais gardé mon intérêt pour les projets éducatifs et, depuis quelques années, je coordonnais un projet de pré-universitaire populaire avec beaucoup de succès. Je commence donc à m'informer de la situation des lycées avec les élèves de la promotion 2006 du pré-universitaire. Les élèves me racontent que les *Centros de alumnos* (CA), les organisations institutionnelles d'élèves du secondaire, ne représentent personne et que, de ce fait, personne ne veut en faire partie, situation qui ne m'était pas inconnue. Ces jeunes signalent ensuite que depuis quelques années existe l'ACES (Assemblée Coordinatrice d'Étudiants du Secondaire) : cette organisation n'a pas de dirigeant, mais est présente dans tous les lycées à travers des collectifs dont les porte-paroles participent à l'assemblée hebdomadaire. Ce que me racontent ces jeunes me semble être complètement nouveau. Les hommes et femmes politiques quant à eux considéreront longtemps cette situation comme complément irréaliste et dénuée de toute logique « démocratique ».

Dans cette promotion du pré-universitaire que je coordonnais, se trouvait un porte-parole de l'ACES ; je me rapproche donc de lui pour en savoir davantage sur la situation des lycéens. Ce jeune, mince, typé indien, m'explique « que ça ne va pas du tout », qu'ils sont mobilisés et que « ça va péter ». Il me parle de leur lutte contre les politiques néolibérales, de la privatisation de l'éducation, du pouvoir populaire, d'autogestion et de l'occupation des lycées. Autant de concepts que je n'avais jamais entendu hors des cercles



d'étudiants universitaires les plus engagés. Il était évident qu'un changement important dans la construction « du politique<sup>4</sup> » prenait place au sein de la jeunesse.

Un mois plus tard, en juin 2006, ces lycéens occupent 250 lycées. Bien plus qu'une simple occupation, les jeunes affrontent en nombre la police après chaque rassemblement, mais surtout, ils se défendent avec des cocktails Molotov, pierres et barricades. La cagoule pour couvrir leurs visages se transforme en un symbole empreint d'esthétisme. Tout cela est justifié par un discours autonomiste<sup>5</sup> qui se répand au sein des espaces occupés. Ces actions de violence ponctuelles, clandestines, réalisées par quelques courageux auparavant, deviennent une pratique commune parmi les lycéens. Que s'est-il passé ? Comment ces pratiques radicales sont-elles apparues ? Qui a formé ces jeunes ? Quel type d'engagement politique s'est mis en place ? Je n'ai pas eu le temps de trouver une réponse à ces évolutions : à la fin du mois d'août 2006, je pars en congé de formation pour passer les deux années suivantes à l'étranger. Pourtant les images de ces lycéens qui construisent une politique radicale resteront gravées dans ma mémoire.

De retour à mes fonctions, à la rentrée scolaire 2009, tout semble calme à nouveau. Mais c'est un calme étrange, comme celui qui avait précédé la « révolte de pingouins ». Dans les salles de classe, une nouvelle vague de protestation, encore plus puissante que la précédente, se prépare à exploser. Je commence donc la préparation de cette recherche à la fin 2010.

Trois grandes questions se présentent au moment où je commence ma recherche : Quels sont les antécédents historiques et biographiques de cette pratique de la violence politique et comment influencent-ils le comportement des acteurs de « la radicalité politique » ? Comment une situation de contestation sociale particulière peut-elle influencer des évolutions dans les engagements et les pratiques radicales ? Et de quelle façon ces évolutions vers la radicalité génèrent-elles des changements normatifs et moraux chez l'individu, ses contemporains et la communauté ? Ces questions me permettent d'organiser ma recherche en trois temps.

---

<sup>4</sup> L'objet de la notion « le politique » à la différence de « la politique » est de fixer un certain ordre de relations sociales et de distribution de pouvoirs entre ressortissants d'une entité politique. Le politique est le creuset dans lequel se forgent les pratiques de la politique. OGIEN A., et LAUGIER S., *Le principe démocratie : enquête sur les nouvelles formes du politique*, Paris, La découverte, 2014, p. 22

<sup>5</sup> Dans leur discours, les jeunes revendiquent l'abolition de l'État et du capitalisme, considérées comme deux formes d'oppression indissociables, ainsi que l'instauration d'une société égalitaire fondée sur l'autogestion et la responsabilité individuelle

## 2. Vers l'identification d'une problématique

L'objectif principal de cette thèse est de comprendre et de rendre intelligible le phénomène de *radicalisation de l'action collective* au sein de groupes de jeunes issus de milieux populaires au Chili. Dans ce cadre, mon premier choix théorique cherche à penser la radicalisation comme un *processus*, comme une dynamique ; A. Collovald l'explique ainsi :

« Il s'agit de concevoir la radicalisation comme la conséquence imprévue d'une série de transformations objectives et subjectives dont la dernière n'était pas forcément contenue et annoncée par la première. Penser ainsi la radicalisation conduit à historiciser son cheminement [...] cette historicité requiert d'une réflexion en termes d'interdépendance et d'interaction »<sup>6</sup>.

Ce processus, entendu comme un ensemble d'idées et de pratiques qui cherchent à briser l'ordre établi, se produit dans un moment où les initiatives militantes prennent forme à l'extérieur des voies de participation institutionnalisées. Un exemple peut être repéré dans la formation des collectifs aux racines du mouvement de 2006 que j'ai évoqué plus haut. Ces initiatives s'établissent en conflit direct avec les formes de participation traditionnelles, issues d'une démocratie représentative, en remettant en cause la légitimité des pouvoirs gouvernants.

Prendre la radicalisation comme l'objet de ma recherche signifie, premièrement, porter mes questions sur ses modes d'externalisation, fondés pour la plupart sur des pratiques considérées comme illégales en politique<sup>7</sup>. Celles-ci peuvent prendre diverses formes, pourtant l'image qu'il me semble s'imposer dans le discours scientifique et qui trouve une place centrale dans mon travail est celle de la violence politique.

Suivant l'opposition classique construite par M. Weber, cette forme de violence se retrouve du côté de l'illégal et de l'illégitime, contrairement à la violence légale et légitimée émanant de l'État<sup>8</sup>, donc stigmatisée et disqualifiée. Cette opposition m'a permis, également, d'identifier les acteurs participants à la construction de cette violence. Ce sont en effet les couches populaires, qui subissent, plus que les autres, le poids du monopole légal de la violence, qui se trouvent fréquemment à l'origine de celle-ci. Cette violence

---

<sup>6</sup> COLLOVALD A., GAÏTI B., « chapitre I. Questions sur la radicalisation politique », dans *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La dispute, 2006, pp. 19-45.

<sup>7</sup> Cette illégalité se trouve au sein d'une conception traditionnelle de la politique, définie par A. Ogien et S. Laugier comme la sphère d'action dont l'objet est l'établissement et l'ajustement permanent du cadre constitutionnel d'un État et du fonctionnement des organes de gouvernement, de représentation et de participation. OGIEN A., et LAUGIER S., *Le principe démocratie : op. cit.*, p. 22

<sup>8</sup> Voir à ce sujet. Weber M., *Le savant et le politique*, Paris, 10/18 essai, 2002.

politique de groupes populaires peut ainsi être considérée comme l'arme du faible qui essaye de compenser le rapport de force dans lequel il se trouve dû à leur faiblesse matérielle, quantitative ou idéologique. De ce fait, mes questionnements passent principalement par la compréhension du sens donné par les acteurs à ces violences et à leurs pratiques, sachant qu'ils se retrouvent plongés dans toute la « dynamique de la radicalité<sup>9</sup> ».

Par ailleurs, la construction par l'acteur d'un phénomène comme la radicalisation politique part de l'articulation d'une série d'événements : historiques, mémoriels, sociaux, émotionnels, individuels, objectifs et subjectifs. Ces événements s'articulent dans un moment donné afin de donner des *motifs*<sup>10</sup> à certains acteurs pour élaborer un projet de passage à l'action. Lorsque ce projet sera transformé en *acte*, il se constituera en phénomène. Partant de ces propos, un sujet attribuerait du sens à son action ou à celle d'autrui à travers les modes d'organisation de ses expériences de la réalité sociale : ses connaissances et ses pratiques.

Pour cela, la catégorie de jeune issu de milieu populaire et participant à une activité militante est fondamentale pour la compréhension du phénomène de radicalisation. Dans ce contexte, nous aurons affaire surtout à des lycéens/lycéennes, étudiants/étudiantes.

Dans l'espace de la parole dominée par des discours élaborés par les hommes et femmes politiques, par les journalistes ou en général par les médias, qui se voient dans l'obligation de catégoriser rapidement des idées et des pratiques comme dangereuses, primaires ou simplistes<sup>11</sup>, la compréhension de la signification donnée par les jeunes à cette radicalisation se transforme en une nécessité fondamentale. Elle sera le centre de ma recherche. Celle-ci passe d'ailleurs par l'identification d'éléments théoriques qui peuvent être à l'origine de leurs actions.

---

<sup>9</sup> Des nombreuses pratiques font partie de cette dynamique de la radicalité, parmi celles-ci : l'occupation, la démocratie directe, la désobéissance civile et toute une série d'autres formes de manifestation de la radicalité qui accompagnent les actions directes violentes.

<sup>10</sup> Le terme de *motif* recouvre deux séries différentes de concepts qu'il faut distinguer. *Motif en-vue-de*, qui du point de vue de l'acteur se réfère à son futur, c'est-à-dire à l'acte projeté, cet acte peut être lié à une temporalité ou à un degré d'importance. Nous pouvons trouver au sein de la violence politique la simple propagande immédiate, la médiatisation des actions dans la presse et des motifs plus importants et à long terme comme seraient une révolution, la chute d'une classe dominante ou d'un système politique. La deuxième série sera le *motif parce-que*, qui se réfère à ses expériences passées qui ont déterminé l'acteur à agir tel qu'il l'a fait. Voir à ce sujet : SCHÜTZ A., *Essais sur le monde ordinaire*, Paris, Le félin poche, 2007 et SCHÜTZ A., *Le chercheur et le quotidien*, Paris, Klincksieck, 2008.

<sup>11</sup> L'objectif derrière ces catégorisations est d'effacer l'autre politique en l'assimilant aux catégories de terroriste ou de délinquant.

L'analyse des pratiques radicales mises en place par les jeunes activistes est guidée par une pensée critique de la société. L'objectif de celle-ci est de définir et d'analyser les processus d'évolution de la société qui apparaissent comme des évolutions manquées ou des perturbations, autrement dit comme des « pathologies du social<sup>12</sup> ». Cette pensée propose concrètement que le processus de rationalisation sociale, à travers des structures sociales spécifiques au seul capitalisme, se soit interrompu ou déformé d'une manière telle que les pathologies du social deviennent inévitables.

Suivant ce raisonnement, la réalité institutionnelle du capitalisme moderne, tel que l'expriment les réflexions de G. Lukacs – et postérieurement celle de la théorie critique de l'école de Frankfurt –, laisse entrevoir une forme d'organisation de la société structurellement liée à un type donné et restreint de rationalité (économique). La spécificité de cette forme de rationalité résulte de la contrainte exercée sur les sujets par un type de praxis qui les transforme en « spectateurs impuissants<sup>13</sup> » devant des événements coupés de leurs besoins et de leurs intentions. Dans un tel cadre, les conditions normatives de l'interaction sociale sont violées, refusant systématiquement aux individus la *reconnaissance*<sup>14</sup> qu'ils méritent. Dans la situation où une reconnaissance perçue comme méritée ne se produit pas, une injustice morale devient effective, autrement dit une atteinte aux sentiments moraux des individus. Le type d'acteur que j'interroge réagit en règle générale par des sentiments moraux qui accompagnent son expérience du mépris ou à l'expérience de mépris vécu par ses proches ou ses « semblables<sup>15</sup> ». Ces sentiments

---

<sup>12</sup> A. Honneth définit les pathologies sociales comme des relations ou des évolutions sociales qui portent atteinte, pour nous tous, aux conditions de réalisation de soi. A., *La société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique*, Paris, La découverte, 2006, p. 40 et 179

<sup>13</sup> LUKACS G., *Histoire et conscience de classe*, Traduit par K. Axelos et J. Bois. Paris, Éditions de Minuit, 1960, p. 118

<sup>14</sup> Le terme de reconnaissance signifie dans le contexte hégélien le progrès cognitif d'une conscience parvenue « idéalement » à se constituer en totalité accomplie lorsqu'elle « se reconnaît en tant qu'elle-même dans une autre totalité, une autre conscience » [...] or cette découverte de soi-même en autrui conduit nécessairement à un conflit ou à une lutte, en effet le conflit représente ici une sorte de mécanisme de socialisation qui contraint les sujets à se reconnaître réciproquement en autrui. HONNETH A., *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, 2000, p. 50. Néanmoins, pour l'utilisation du concept Honnethien de reconnaissance, il faut prendre en compte le fait que la reconnaissance doit renvoyer à un acte moral ancré dans le monde social en tant qu'« événement » quotidien, en partant de quatre prémisses : premièrement, l'affirmation de qualités positives de sujets humains ou groupes. Deuxièmement, un accord sur le fait que la reconnaissance a la caractéristique d'une action, seuls les comportements correspondants lui donnent la crédibilité qui est normativement importante pour le sujet reconnu. Troisièmement, les actes de reconnaissance constituent un phénomène distinct dans le monde social qui sont l'expression d'une action autonome dont leur finalité première est de s'orienter de manière affirmative vers l'existence de l'autre personne ou de l'autre groupe. Quatrièmement, la reconnaissance représente un concept générique englobant différents sous-variantes (amour, respect juridique et estime sociale). HONNETH A., *La société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique*, Paris, La découverte/Poche, 2006, p. 253

<sup>15</sup> La notion de « semblables » sera utilisée pour parler des pairs ou des partenaires immédiats : amis, camarades de classe, etc.

moraux prennent souvent la forme d'émotions comme la honte, la colère, la rage ou l'indignation<sup>16</sup>.

Pourtant, et comme il sera montré tout au long de cette recherche, les jeunes acteurs de la radicalité proposent de nouvelles pratiques normatives<sup>17</sup>, des modèles de société qui restaurent la rationalité sociale<sup>18</sup> en déclin. Ces pratiques, plus ou moins bien articulées dans leurs pensées, les jeunes essaient de les imposer à travers leur activisme radical. Concrètement, les jeunes militants cherchent un type d'investissement politique n'ayant pas pour finalité la quête du pouvoir au sein des institutions existantes, mais visent plutôt à préfigurer dans des expériences concrètes la nouvelle société à construire, comme le montrera l'analyse de pratiques telles que la démocratie directe, l'assembléisme, l'occupation, l'autonomisme ou encore des pratiques de contre-culture<sup>19</sup>. Derrière ces pratiques, un renouveau de la pensée et des pratiques anarchistes est évident, ainsi qu'un anti-autoritarisme et une option politique libertaire (*cf. chapitre 6*). Les idées et pratiques classiques de type marxiste ne sont pas délaissées pour autant, puisque l'idée de lutte de classes est toujours très présente. Ces jeunes cherchent donc une « guérison » à cette impossibilité de réalisation de soi, à travers l'expérience de l'action directe.

Pour comprendre le phénomène de la radicalisation et sa mise en discours, un travail de recherche sur plusieurs aspects a été mis en œuvre : l'histoire, la mémoire, les émotions, la morale, les pratiques et la construction de nouvelles normativités, que je présenterai dans les trois parties de ce travail. Tous ces aspects sont étayés par l'articulation d'événements évoqués tout au long de cet écrit et notamment par l'expérience du quotidien de ces jeunes, documentée lors du travail de terrain. Cette enquête s'est réalisée à travers le recueil de récits biographiques et par l'observation directe de pratiques de la radicalisation politique.

---

<sup>16</sup> Actuellement, comme le présente A. Ogien et S. Laugier, les individus adhèrent à la protestation politique sous le coup d'une émotion impérieuse (exaspération, colère, tristesse, dépit ou dégoût). Cette manière de s'engager se différencie par nature de celles qui se sont traditionnellement développées à partir de la canalisation des affects par l'adhésion à un programme rédigé et défendu par des partis ou des syndicats. OGIEN A., et LAUGIER S., *Le principe démocratie...op. cit.*, p. 58. Nous ne voulons certainement pas dire qu'il y ait de mobilisation « non-émotionnelles », mais que néanmoins les émotions qui les conduisent ont significativement évolué.

<sup>17</sup> Ce sont les pratiques constituant le rapport entre exercice de la connaissance et réalisation de l'action, celles-ci expliquent la coordination de l'action, et donc la régularité des conduites sociales. *Cf.* OGIEN A., « Normativité sociale et normativité neuronale. La découverte des « neurones miroirs » et ses usages en sociologie », *Revue française de sociologie*, 2010/4 (Vol. 51), p. 678.

<sup>18</sup> Rationalité que s'inscrit dans la société, promue par la volonté individuelle subjective.

<sup>19</sup> Parmi elles l'activisme végétarien, l'animalisme, le graffiti, etc.

## A. Terrains, méthodes, sources et enjeux

Trois quartiers de la ville de Santiago composent le terrain de ma recherche : Villa Francia, dans la périphérie de Santiago, connue pour son engagement politique contre la dictature et comme foyer de nombreux groupes d'activistes radicaux ; le Barrio Yungay, un quartier du centre-ville hébergeant de nombreux squats (maison « *okupas*<sup>20</sup> ») et foyer de divers groupes anarchiste ; et la *población*<sup>21</sup> Santa Anita, quartier voisin de Villa Francia, réinvesti par divers collectifs de jeunes militants radicaux. L'enquête a été complétée par (i) l'observation de rassemblements de rue liés au mouvement étudiant de 2011 et les occupations de lycées que se produisent durant ce mouvement de contestation et qui continuent l'année 2012 (ii) par le recueil de récits de vie et enfin (iii) par un travail d'archive dont l'objectif était la construction d'un catalogue d'événements contestataires de la période d'enquête et des périodes contestataires précédentes (années 2006 et 1997).

En ce qui concerne le processus de contestation de 2011, il se compose d'une série de rassemblements de rue, massifs, réalisés par des lycéens et des étudiants universitaires. Il se déroule entre les mois de mai et décembre 2011. Sa principale caractéristique est l'occupation des lycées et universités durant six mois environ. Les lycéens et les étudiants organisent des défilés successifs dans les principales villes du pays, ils mènent également des actions culturelles, des *cacerolazos*<sup>22</sup> et même des grèves de la faim. Au moment le plus intense de ce mouvement, toute la dynamique de la radicalité est mise en place<sup>23</sup>.

Le premier travail d'enquête se produit durant le mouvement étudiant, entre les mois d'août et décembre 2011. De ce fait, j'ai pu réaliser une ethnographie des occupations et des actions de violence en situation qui ont lieu lors des grands rassemblements. Je suis retourné sur le terrain d'octobre 2012 à janvier 2013 pour continuer avec le recueil d'entretiens et le travail d'observation. Un dernier terrain a eu lieu l'année 2014, entre les

---

<sup>20</sup> L'*okupa* ou squat en français désigne l'installation dans un lieu pour y habiter sans l'accord du titulaire légal du lieu. Cf. PECHU C., « Entre résistance et contestation. La genèse du squat comme mode d'action », *Travaux de science politique de l'Université de Lausanne*, n° 24, 2006.

<sup>21</sup> La *población*, est un vaste regroupement pratiquement permanent, généré par des occupations et par les programmes de logement d'urgence qui commencent dans les années 1960 au Chili. Ce regroupement correspondait à plusieurs types de situations : des quartiers semi-équipés, des habitations légères (en bois), jusqu'à des zones sans équipement et de construction progressive.

<sup>22</sup> Manifestations très bruyantes où l'on frappe des casseroles avec des cuillères, ces manifestations caractéristiques de la période dictatoriale exprimaient le mécontentement de la population face au manque de nourriture et la mauvaise situation économique due aux politiques d'ajustement structurel des années 1980. Pourtant elles sont nées lors de manifestations de couches aisées pendant le gouvernement de l'*Unidad Popular* (UP) sous la présidence de Salvador Allende.

<sup>23</sup> Il est impossible de s'abstraire de la situation internationale du 2010 et 2011, marquée par d'innombrables processus de contestation, certains de par leurs caractéristiques et emplacements sont plus proches que d'autres, pourtant un mouvement à échelle mondiale est effectivement constaté.

mois d'avril et juillet où je reviens auprès de certains de mes enquêtés et je complète mon travail d'archive.

J'ai, d'autre part, opté pour une enquête ethnographique<sup>24</sup> fondée sur une sociologie compréhensive et interactionniste et par des principes d'analyse phénoménologiques. Au centre de cette approche se trouve la notion de compréhension. Ma méthode peut ainsi se définir comme l'étude des phénomènes pour ce qu'ils signifient du point de vue de ceux qui en font l'expérience.

L'approche compréhensive met en scène des acteurs qui participent activement à la construction de leur réalité sociale et de ce fait ceux-ci seraient les mieux placés pour communiquer le sens de leurs actions. Sachant que la violence se joue essentiellement dans le registre de rapports sociaux, du point de vue du constructivisme social de P. Berger et T. Luckmann<sup>25</sup>, il est essentiel de considérer à la fois l'objectivité, la subjectivité et l'intersubjectivité pour comprendre toutes les facettes d'un phénomène social. À partir de ces prémisses – l'influence de la phénoménologie schützienne est présente dans ma démarche tant théorique que méthodologique –, cette méthode d'analyse rend possible la compréhension d'un phénomène spécifique d'après le point de vue des acteurs eux-mêmes.

Suivant cette démarche, la radicalisation politique est conçue comme une action sociale, c'est-à-dire comme un projet préconçu par l'acteur, une conduite intentionnelle où il existe une relation dans laquelle les sujets interagissent<sup>26</sup>, et prêtent à *autrui* la capacité d'être significativement orienté vers eux, de comprendre le « *sens* » de leur action.

L'objectif de mon travail est donc de découvrir les motifs de l'action, des *motifs en vue de* et des *motifs parce que*, que l'acteur et l'observateur pourront dévoiler à la suite de l'acte accompli. La logique de travail se centre sur ce que les phénoménologues appellent le *monde-de-la-vie*, qui permet de travailler avec une série de « stratifications<sup>27</sup> » classables

---

<sup>24</sup> Garfinkel signale que la démarche ethnométhodologique se circonscrit au phénomène de production, par les agents sociaux, dans leurs activités concertées de la vie quotidienne, de la réalité objective des faits sociaux. Au cœur de ce phénomène se trouve la rationalité pratique, c'est-à-dire la réalisation et la reconnaissance ordinaires du caractère rationnellement ordonné des pratiques et des conduites sociales. GARFINKEL H., *Recherches en ethnométhodologie*, Paris, Presses Universitaires de France – PUF, 2007, p.4

<sup>25</sup> Cf. BERGER P. et LUCKMANN T., *La Construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin, 2012.

<sup>26</sup> SCHÜTZ A., *Essais sur le monde ordinaire*, op. cit. p. 72

<sup>27</sup> Parmi les stratifications nous pouvons considérer premièrement, une perspective *spatio-temporelle* : expérimentée ou susceptible de l'être (à ma portée effective) : quartiers, lycées, universités, prisons, centres culturels, la ville, etc. Deuxièmement, une perspective du monde qui était autre fois, mais qui n'est plus à ma portée : expériences d'enfance, l'école, les réunions de famille, baptêmes, communions, commémorations, etc. Et troisièmement, une perspective du monde qui n'est et n'était à ma portée et que cependant je pourrais conduire à ma portée effective, nous trouvons dans cette perspective les désirs : faire des études, indépendance, avoir une famille, changement de leur réalité, etc.

dans le *domaine de l'expérience sociale directe* ou *réalité sociale directement expérimentée* par les acteurs interrogés.

L'utilisation de l'ethnométhodologie – représentant la voie d'accès au terrain et la méthode de recueil de nos données – implique par ailleurs une participation à des activités de la vie quotidienne des jeunes activistes comme les meetings, les occupations, la préparation de journées de protestation et l'observation de fait de violences *in situ*. Ceux-ci permettent d'apercevoir la réalité « objective » de phénomènes de radicalisation politique.

### 1. Une phénoménologie de la violence

Utiliser une approche phénoménologique pour étudier la radicalité politique et la violence qu'elle comporte répond à une nécessité d'analyser la violence politique en se détachant de la disqualification et du stigmatisme qui l'accompagne. Une compréhension en tant qu'« *action sociale* » qui fait partie de la réalité sociale<sup>28</sup> permet une première objectivation de cet objet.

Suivant A. Schütz, le terme d'*action* désignera la conduite humaine, comprise comme un processus, qui est imaginée par l'acteur par avance ; ce qui signifie qu'elle se fonde sur un projet préconçu<sup>29</sup>. L'action peut être interne (mentale) ou externe en s'adaptant au monde extérieur. Le terme d'*acte* désignera, par ailleurs, le résultat de ce processus, c'est-à-dire l'action accomplie. Toutefois, toute conduite projetée n'est pas nécessairement une conduite intentionnelle : pour transformer ce qui est prévu en un but, il faut faire intervenir l'*intention* de réaliser, par exemple la destruction ou l'altération d'un objet<sup>30</sup>.

Par rapport à l'*action sociale*, d'un point de vue wébérien, il s'agira d'une relation entre deux personnes ou davantage, relation dans laquelle les sujets interagissent, prêtent à *autrui* la capacité d'être significativement orienté vers eux, de comprendre le *sens* de leur

---

<sup>28</sup> La réalité sociale peut être *directement éprouvée*, ou être *indirectement expérimentée*. La réalité sociale directement expérimentée régit le champ de nos partenaires immédiats. Les êtres que le sujet ne perçoit pas directement, relèvent quant à eux de trois sphères. Ils s'inscrivent dans le monde de mes contemporains (*Mitwelt*), dans le monde de mes prédécesseurs (*Vorwelt*), et dans celui de mes successeurs (*Folgewelt*). BLIN T., *Phénoménologie et sociologie compréhensive sur Alfred Schütz*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 13

<sup>29</sup> SCHÜTZ A., « Choisir parmi des projets d'action ». In A. Schütz, *Éléments de sociologie phénoménologique* (T. Blin, trad., pp. 53-87). Paris, L'Harmattan. 1998, p. 53

<sup>30</sup> Une des définitions classiques de la violence politique, proposée par H. Nieburg, insiste sur les effets politiques de la violence, où la recherche des effets est conditionnée par l'intentionnalité d'un sujet à modifier la réalité qui l'entoure: « Des actes de désorganisation, destruction, blessures dont l'objet, le choix des cibles ou des victimes, les circonstances, l'exécution et/ou les effets acquièrent une signification politique, c'est-à-dire tendent à modifier le comportement d'autrui dans une situation de marchandage qui a des conséquences sur le système social ». NIEBURG H., *Political violence. The Behavioral Process*, New York, St Martin's Press, 1969, p. 13.



action, et produisent des *motifs subjectifs* sur leur action et sur celle d'*autrui*. La notion d'action sociale nous renvoie, de cette manière, vers la notion de sens. Ainsi la *signification* de l'action peut se révéler selon trois modes : acte en état de projet, acte en voie d'achèvement et acte accompli. Ces modes ayant été largement utilisés pour l'analyse du processus émotionnel de la violence politique en situation : on verra dans le chapitre 5 comment le passage à l'acte violent est accompagné d'un processus émotionnel qui suit ces modes de signification. En outre, la projection d'une action future telle qu'elle se déroulera – une action de sabotage ou un affrontement avec la police – doit placer l'acteur imaginairement en un moment futur, où cette action aura déjà été accomplie, où l'acte résultant aura déjà été matérialisé. Autrement dit, il s'agit de se placer dans un scénario construit en fonction des buts de l'acteur. Dans une situation de violence, les buts pourraient être la perturbation de la circulation, de l'ordre public, la propagande, ou simplement la médiatisation des *motifs en-vue-de* des acteurs.

Dans la même dynamique, l'acteur fonde sa projection au futur antérieur de son acte à venir, à partir de la connaissance d'actes préalablement accomplis. Ainsi, des actions violentes similaires réalisées précédemment par les jeunes qui ont déjà eu des expériences pratiques de la violence, ou par d'autres sujets, ou des actions de préparation pour l'acte en projet réalisé par des jeunes familiarisés à l'usage de matériaux – cocktails Molotov, pamphlets, pneus, cagoules, armes, motivation des participants, sélection de cachettes, etc. – permettent une projection de l'action. Cette connaissance est pourtant la connaissance immédiatement disponible pour l'acteur au moment de la projection, et elle est nécessairement différente de celle qu'il aura lorsque l'acte, qui n'est maintenant que projeté, aura été matérialisé. Cette perspective temporelle, propre au projet, explique aussi la relation entre celui-ci et les différentes formes de motif, que nous verrons ensuite.

Le terme de *motif* recouvre, comme nous l'avons déjà vu, deux séries différentes de concepts à distinguer. *Motif en-vue-de*, qui, du point de vue de l'acteur, se réfère à son futur proche ou éloigné. Dans le cas des jeunes militants, cela va de la simple propagande par le fait et la médiatisation de leurs actions, à des motifs plus importants et à long terme comme une révolution, la chute d'une classe dominante ou d'un système politique. La deuxième série sera le *motif parce-que* : ce type de motif, qui échappe en partie à la conscience de l'acteur, se réfère aux expériences passées de celui-ci, qui l'ont déterminé à agir tel qu'il l'a fait. Dans ce cadre, la mémoire biographique et la mémoire historico-

sémantique<sup>31</sup> ainsi que le monde social et la situation sociale<sup>32</sup> des sujets prennent une place fondamentale. Des expériences liées à la répression politique subie par l'acteur ou observées par lui-même, des événements traumatiques comme l'assassinat d'un proche ou des expériences d'injustice et de mépris sont à prendre en compte. Figurent également les expériences racontées par ses prédécesseurs, les commémorations des martyrs de la lutte politique, la mémoire officielle et communautaire et l'information historique extraite de différents formats : livres, cinéma ou télévision.

Ainsi, un motif peut avoir un sens subjectif et un sens objectif. Subjectivement, il se réfère à l'expérience d'un acteur qui vit dans un processus en cours de déroulement. Le motif signifie pour lui ce qu'il a actuellement en vue, ce qui dote de sens son action en cours. Il s'agit toujours de *motifs en-vue-de*. C'est seulement quand l'action a été accomplie, lorsqu'elle est devenue un acte, que l'acteur peut faire un retour sur son action passée en tant qu'observateur de sa propre personne, et rechercher les circonstances par lesquelles il a été déterminé à faire ce qu'il a fait. Le véritable *motif parce-que* se réfère à la genèse même de la projection elle-même<sup>33</sup>.

Lorsque je me questionne de quoi se compose l'*intention* d'un activiste au moment de l'agir, je trouve la deuxième série d'expériences. Selon A. Schütz, l'intention reposerait sur les expériences que maîtrise le sujet de sa situation biographiquement déterminée au moment de toute projection<sup>34</sup> : la situation actuelle de l'acteur a son histoire, qui est constituée par la sédimentation de ses expériences subjectives préalables. Seule la situation de « *doute* » créée par la sélection de l'acteur rend possible la délibération et le choix.

En résumé, la radicalisation politique exprimée par la violence est une action sociale, externe, toujours intentionnelle, et projetée, accompagnée normalement d'une délibération. En outre, si ce sont divers motifs qui incitent l'acteur à agir de façon radicale, ils ne l'obligent pas pour autant. Il est libre de suivre ou de ne pas suivre ses inclinations vers une action violente. Le choix préférable a toujours lieu dans la limite de l'état de notre connaissance qui consiste en la totalité de nos pré-expériences. D'après Schütz, l'évaluation parfaite des raisons qui déterminent notre choix n'est pas possible, donc la

---

<sup>31</sup> Cf. TULVING E., "Episodic and Semantic Memory", in E. Tulving, & W. Donaldson, eds, *The Organisation of Memory*, New York, Academic Press, 1972 et BLOCH M., "Mémoire autobiographique et mémoire historique du passé éloigné", *Usages de la tradition*, N° 2, <http://enquete.revues.org/document309.html?format=print>

<sup>32</sup> Pour l'analyse des notions de monde social et situation sociale, voir : BERTAUX D., *L'enquête et ses méthodes. Le récit de vie*, Paris, Armand Colin, 2010.

<sup>33</sup> SCHÜTZ A., *Éléments de Sociologie Phénoménologique*, op. cit., p. 58.

<sup>34</sup> SCHÜTZ A., *Essais sur le monde ordinaire*, op. cit. p. 82

maîtrise des conséquences ne l'est pas non plus. Ainsi, du point de vue de l'acteur dans la vie quotidienne, la clarté absolue de tous les éléments impliqués dans le processus du choix, c'est-à-dire une action « parfaitement » rationnelle, est impossible<sup>35</sup>.

## 2. Le récit de vie

J'ai déjà explicité que l'un des objectifs majeurs de mon travail est de comprendre la genèse de l'action violente. Pour ce faire, le récit de vie en tant qu'outil de construction d'un corpus remplit une double fonction. Il sert d'abord à l'acteur à revenir sur son passé et à retrouver les motifs qui l'ont poussé à agir tel qu'il le fait (je suis pourtant conscient du phénomène d'illusion biographique<sup>36</sup>). Il permet ensuite au chercheur d'objectiver l'expérience de l'acteur et de redonner du sens à son action.

Dans l'utilisation des récits de vie, trois éléments méthodologiques se retrouvent : la phénoménologie, la mémoire, et l'interprétation herméneutique ; je montrerai ensuite comment ils y participent.

Le récit de vie, comme l'explique D. Bertaux, fait partie d'une perspective ethnosociologique<sup>37</sup>. Son but premier est d'étudier un morceau ou un segment particulier de réalité socio-historique, obtenu de la narration subjective d'un acteur. Mais pas n'importe quelle narration : c'est une narration confrontée au modèle par excellence du récit, c'est-à-dire au paradigme de la *mise en intrigue*.<sup>38</sup> Il s'agit pour le chercheur de comprendre comment ce segment de la réalité sociale fonctionne. Le lien étroit avec la phénoménologie se produit donc quand le chercheur, dans la quête de configurations de rapports sociaux, de logiques de situation, ou de mécanismes générateurs de pratiques, doit se servir des multiples « stratifications » qu'exhibe le *monde-de-la-vie*<sup>39</sup>.

---

<sup>35</sup> *Ibidem*, p. 109

<sup>36</sup> P. Bourdieu signale à ce sujet que : « sujet et objet de la biographie (l'enquêteur et l'enquêté) ont en quelque sorte le même intérêt à accepter le postulat du sens de l'existence raconté [...] cette inclination à se faire l'idéologue de sa propre vie en sélectionnant, en fonction d'une intention globale, certains événements significatifs et en établissant entre eux des connexions propres à leur donner cohérence, comme celles qu'implique leur institution en tant que causes ou, plus souvent, en tant que fins, trouve la complicité naturelle du biographe que tout, à commencer par ses dispositions de professionnel de l'interprétation, porte à accepter cette création artificielle de sens ». BOURDIEU P., « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 62-63, juin 1986. L'illusion biographique, p. 69

<sup>37</sup> Conception ethnographique du terrain et conception sociologique des questions examinées et des objets étudiés, voir : BERTAUX D., *L'enquête et ses méthodes. Le récit de vie*, Paris, Armand Colin, 2010

<sup>38</sup> MICHEL J., « Narrativité, narration narratologie : du concept ricœurrien d'identité narrative aux sciences sociales », *Revue européenne des sciences sociales*, Tome XLI, 2003, N° 125, p.129

<sup>39</sup> Les hypothèses fondamentales de l'attitude naturelle dans le *monde-de-la-vie* sont relatives d'abord à la constance de la structure du monde, la permanence de la validité de notre expérience du monde, et la persistance de notre capacité à agir sur le monde, et au sein du monde.

C'est surtout dans le *monde-de-la-vie sociale* se trouvant à la portée des jeunes<sup>40</sup> où les acteurs rencontrent leurs « semblables » ou partenaires immédiats. Le chapitre 8 sera dédié à l'examen des interactions entre semblables au sein du même monde social qui est l'espace éducatif. Dans ce lieu, les lycéens partagent le même environnement temporel et spatial. Lors des occupations, cet espace rassemble des jeunes, populaires ou non, camarades de classe, voisins ou amis de quartier qui participent ensemble aux rassemblements, et aux actions de violence, planifiées ou non. Entre eux, les jeunes partagent une portion temporelle commune qu'ils narrent dans leurs récits. Le monde de leurs « prédécesseurs » (*Vorwelt*) est aussi largement raconté dans leurs récits biographiques (*cf. chapitres 3 et 7*), où la transmission mémorielle et la socialisation politique permettent l'assimilation d'événements non-vécus. Ces événements agissent aussi sur les jeunes, tout en étant eux-mêmes hors de portée pour leur action. Cela fait référence aux individus qui ont façonné divers sédiments historiques chez ces jeunes<sup>41</sup>, représentés souvent par les grands-parents ou d'autres membres de leurs familles qui participent à la construction de leur « identité narrative<sup>42</sup> ».

Par ailleurs, en tant que souvenir narré, le récit s'appuie, sur les grands cadres de la mémoire de la société<sup>43</sup>. Il constitue également en un instrument primordial pour rendre compte du réseau continu d'interprétations subjectives qui guident la conduite des individus.

Le récit nous sert à montrer que le sujet ne saurait livrer le sens de son action pendant qu'il la vit, lorsqu'il est pris dans sa durée, mais uniquement lorsque celle-ci est accomplie et qu'il peut alors faire un retour sur son action par un acte de réflexion. Néanmoins, l'opération de la mémoire suppose une activité à la fois constructive et rationnelle de l'esprit [...] elle ne s'exerce que dans un milieu naturel et social ordonné, cohérent, dont nous reconnaissons à chaque instant le plan d'ensemble et les grandes directions<sup>44</sup>. Tout souvenir est en rapport avec un ensemble de notions que beaucoup d'autres, en dehors de nous, possèdent : avec des personnes, des groupes, des lieux, des

---

<sup>40</sup> Appelé aussi le domaine de l'expérience sociale directe, ou réalité sociale directement expérimentée (*Umwelt*)

<sup>41</sup> Ceux-ci n'existent pour les jeunes qu'à travers un réseau de médiations typifiées-typifiantes que peuvent être temporelles ou/et spatiales.

<sup>42</sup> L'identité narrative se définit comme la capacité de la personne à mettre en récit de manière concordante les événements de son existence.

<sup>43</sup> HALBWACHS M., *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994, p. 39

<sup>44</sup> *Ibidem*, p. 38

dates, des mots et formes du langage, avec des raisonnements et des idées, c'est-à-dire avec toute la vie matérielle et morale des sociétés dont nous faisons ou avons fait partie<sup>45</sup>.

Au centre de ce processus mémoriel se trouve la notion de « bifurcation », représentée par un événement temporalisé, autrement dit inscrit dans un processus dynamique, avec une histoire passée et des implications futures<sup>46</sup>. Le terme de bifurcation est en effet apparu pour désigner des configurations dans lesquelles des événements contingents, des perturbations légères peuvent être la source de réorientations importantes dans les trajectoires individuelles<sup>47</sup>. La bifurcation devient ainsi l'événement fondamental d'un engagement radical, le « choc moral<sup>48</sup> » qui renverse le jugement que le jeune a du monde. L'exemple classique retrouvé dans mon travail est la violence de l'État, à savoir l'agression injuste de la part de la police, directement observée ou vécue, ou les traces d'une violence accablante laissée par la dictature.

L'existence de ces événements extraordinaires qui sustentent les « champs d'expérience » (relations du passé au présent) et les « horizons d'attente » (relations du futur au présent) d'un sujet doivent être interprétés et dotés de signification par le chercheur.

Ainsi, dès lors que le chercheur restaure le sens qui lui est adressé à la façon d'un message par le jeune militant, lorsqu'il le démystifie, il se sert de l'interprétation herméneutique<sup>49</sup>. En effet, la réflexion doit devenir interprétation, parce que je ne peux saisir cet acte d'exister ailleurs que dans des signes épars dans le monde. Certainement,

---

<sup>45</sup> *Idem*.

<sup>46</sup> BESSIN M., « Parcours de vie et temporalités biographiques : quelques éléments de problématique », *Informations sociales*, 2009/6 n° 156, p. 13

<sup>47</sup> *Ibidem*, p. 18

<sup>48</sup> Par l'expression *choc moral*, J. Jasper désigne un type d'expérience sociale qui s'inscrit en amont de l'engagement pour une cause et qui se caractérise par quatre traits complémentaires. 1. Il résulte d'un événement inattendu ou d'une modification imprévue, plus ou moins brusque, de l'environnement des individus. 2. Il implique une réaction très vive, viscérale, ressentie physiquement parfois même jusqu'à l'écoeurement, la nausée, le vertige. 3. il conduit celui qui y est confronté à jauger et juger la manière dont l'ordre présent du monde semble s'écarter des valeurs auxquelles il adhère. 4. Enfin cette expérience sociale suscite un sentiment d'épouvante, de colère, de nécessité d'une réaction immédiate, qui commande un engagement dans l'action, et ce, en l'absence même des facteurs favorables généralement soulignés par les théories de l'action collective. JASPER J., "The Emotions of Protest: Affective and Reactive Emotions In and Around Social Movements", *Sociological Forum*, Vol 13, N° 3, 1998p. 409

<sup>49</sup> Dans un premier temps, Ricœur définit l'herméneutique comme la science des règles exégétiques, et l'exégèse comme l'interprétation d'un texte particulier ou d'un ensemble de signes susceptibles d'être considérés comme un texte. Schleiermacher concevait l'herméneutique comme la théorie de l'art ou technique de la compréhension, qui réfléchit aux conditions selon lesquelles il est possible de comprendre les expressions de la vie. Il parlait de deux modes d'explication : la méthode objective (grammaticale), qui comprend un texte à partir du système global de la langue ; la méthode subjective qui le comprend à partir de l'individualité que l'auteur insuffle dans le processus de création.

cette interprétation dépendra de la capacité de l'acteur à mettre en récit de manière concordante les événements de son existence, c'est-à-dire rendre intelligible l'histoire racontée et configurer des événements narratifs qui livrent une dynamique temporelle au récit raconté. La richesse du récit biographique passe par l'imitation de l'action, qui n'est pas une simple duplication, le récit étant une nouvelle action créatrice et innovante.

\*  
\*   \*

Au cours de mon travail de recherche, 24 récits biographiques ont été utilisés, d'une durée variable (entre 1h10 et 3h30). Parmi ceux-ci, seulement 21 ont répondu aux critères que j'ai établi progressivement, critères fondés principalement sur l'intelligibilité de l'histoire narrée.

La sélection de l'activiste interrogé passe donc par différents moments. Il s'agit d'abord dans la construction d'une typologie du « jeune populaire » que je présente dans le chapitre préliminaire qui suit cette introduction générale. La construction théorique de cette catégorie se nourrit du travail d'observation de pratiques et de discussions avec de jeunes participants à des actions politiques « radicales<sup>50</sup> ». Ce travail, je le réalise d'abord à Villa Francia, où mon entrée a été facilitée par des connaissances de mes années universitaires. Ensuite je passe à la *población* Santa Anita ex-Che Guevara. Ce lieu avait été investi par un groupe de jeunes, la plupart étudiants de l'Usach (*Universidad de Santiago de Chile*) et anciens élèves du Lycée Amunategui (placé dans le quartier Yungay), qui réalisent un travail de récupération de la mémoire de la *población* et des activités avec les enfants et les habitants. Les occupations de lycées en 2011 et les universités en 2012 seront aussi une source précieuse d'information et d'interactions avec les jeunes. Finalement, je participe à une série de réunions de formation politique réalisées au siège de l'association syndicale CGT<sup>51</sup> en 2012.

Je fais mes premières approches avec les « jeunes » à travers des conversations informelles. Je les rencontre lors de rassemblements, des occupations de lycées et des

---

<sup>50</sup> Les actions politiques radicales que nous avons observé concrètement comprennent des actions de violence physique contre des biens meubles et immeubles, public ou privés et des affrontements directs avec la police lors d'une action contestataire ; les actions de désobéissance civile comme les occupations de lieux publics ou privés, les grèves, et en général toute action politique hors la loi réalisées par les jeunes au cours du terrain de recherche.

<sup>51</sup> La Confédération générale de travailleurs du Chili (CGT) est fondée en 1931, elle fédère les différents groupes syndicaux libertaires issus de la Fédération ouvrière régionale du Chili (FORCH) et de l'*Industrial workers of the world* section chilienne (IWW).

actions de commémorations dans les *poblaciones*. L'objectif de cette première approche est de retrouver un discours politique plus ou moins cohérent au sein d'un groupe hétérogène d'acteurs participants de manière directe à des actions politiques radicales. J'identifie principalement chez les lycéens et les étudiants la catégorie de jeunes à interviewer ; ce sont eux qui justifient la violence comme un moyen d'expression de leur identité politique. La justification politique de la violence devient donc un deuxième critère. L'engagement au sein d'une organisation qui comprend parmi ses activités la réalisation d'actions de violence politique planifiées sera le troisième critère. Le dernier critère, construit au cours des entretiens, est la participation à d'autres groupes ou collectifs : propagande, peinture, danse, ou promotion de contre-cultures (végétarien, végétaliens, animalistes, etc.) qui finalise le profil du jeune activiste radical.

Je retrouve au sein de mes entretiens un groupe de jeunes où l'âge moyen est de 21,6 ans, les sujets interviewés dont les récits sont utilisés directement se trouvent donc dans une tranche d'âge allant de 13 à 33 ans. Il y a sept lycéens, dix étudiants universitaires, deux étudiants d'institut professionnel (IUT), un professionnel travaillant dans la formation, une vendeuse et une femme sans activité professionnelle. Les sept lycéens, les deux étudiants d'institut professionnel et trois étudiants d'université ont été interviewés l'année 2011 lors du mouvement de contestation étudiant, les sept étudiants d'université l'année 2012, le formateur a été interviewé en 2011 et 2012. Ils font tous partie d'un même réseau, mais ils s'articulent en divers collectifs ; ils ne se connaissent donc pas tous entre eux.

Du fait de la nature illégale et clandestine des activités menées par mes interlocuteurs, l'obtention des récits a été particulièrement difficile : la peur des jeunes à l'égard de la surveillance – qui d'ailleurs, selon mes observations, est bien fondée – s'est traduite par au moins dix rendez-vous manqués. C'est l'une des raisons pour lesquelles les sujets font partie du même réseau bien que leurs orientations pratiques et théoriques restent assez diverses. Dans cette situation de proximité se trouvent quatre couples parmi les militants interviewés, un beau-père et sa belle-fille ainsi que deux cousins. Ils sont tous issus du secteur ouest (*poniente*) de la ville, même si au moment des entretiens certains habitent dans le centre de la ville de Santiago, les entretiens se réalisent principalement dans les lycées occupés et dans les universités.

En résumé mes interlocuteurs sont des lycéens et des étudiants qui, à travers un récit intelligible, donnent une justification politique à la violence, qu'ils exercent au sein

d'une organisation politique radicale, et qui participent à d'autres collectifs associés aussi à la dynamique de la radicalité politique (*voir annexe 1*).

### **3. Enquêter dans le milieu des jeunes activistes radicaux**

Cette enquête est marquée par l'emprise de l'action : l'action directe, le passage à l'acte ou simplement l'action violente. Une action que l'on peut décrire comme un processus dont le terme n'est pas donné *a priori* et dont la forme se constitue dans le déroulement temporel des échanges qui la composent. Cela signifie, selon une conception interactionniste, qu'enquêteur et enquêtés deviennent parties prenantes de l'action. J'acquies donc en tant qu'enquêteur une double posture qui m'oblige à m'interroger sur les ressorts de cette situation.

Cet engagement commence par la nature de mon entrée sur le terrain qui se fait via deux voies. D'une part, à travers la participation comme intervenant à des séminaires de formation politique dans les occupations de lycées et dans les réunions d'un collectif de jeunes activistes radicaux. Dans ces deux situations, il m'a fallu construire un discours proche de celui tenu par les jeunes. D'autre part, via des amis habitant la Villa Francia, lesquels me présentent comme un militant de la gauche radicale.

Ce processus d'observation et de participation à des activités « clandestines » m'a permis d'analyser mon rôle en tant que chercheur à partir de trois moments : premièrement, le processus nommé *devenir comme eux*, où mes questionnements se centrent sur le comment construire un discours légitimateur des actions de violences politiques ; un deuxième moment se construit sur la question du comment *assimiler les signes d'identité et les rituels d'un passage à l'acte violent* (par exemple l'utilisation de la cagoule) ; le dernier moment arrive lorsque je me confronte à la nécessité de me *détacher de l'engagement émotionnel* à mon objet, afin de travailler et d'envisager la mise en récit et le traitement de mes données.

#### **3.1. Devenir comme eux**

Plusieurs enjeux se présentent lorsque l'on se propose d'enquêter sur des violences politiques. Le plus difficile à surmonter est de pouvoir articuler la description de l'action avec la qualification de sa légitimité ou de son illégitimité, du juste et de l'injuste. Lorsque nous décrivons les violences, nous acceptons l'utilisation de ce concept de manière normative et évaluative. Il y a en effet des institutions sociales, politiques et juridiques qui



labellisent ce qui est la violence, ses degrés, ses typologies, etc.<sup>52</sup> Toutefois, chaque enquêteur déterminera de manière subjective dans quelle mesure un événement est violent et par conséquent digne d'être observé, compris et raconté.

Un deuxième enjeu que la situation d'enquête impose est de se mettre à distance de ce qui est vérité pour l'enquêteur afin de comprendre ce qui est vérité pour les sujets enquêtés. Cette mise à distance de l'enquêteur par rapport à ses vérités est vécue principalement comme un processus émotionnel où celui-ci doit passer de l'*antipathie* ou de l'indifférence à la *sympathie* lorsqu'un partage des valeurs morales se produit, pour finalement arriver à l'*empathie* qui implique le partage de la conscience et des actes des jeunes activistes radicaux.

Dans un premier temps, mon aperçu de la situation se fonde sur l'existence d'un groupe réduit de jeunes « antisystème », éparpillés entre les universités publiques, dans les facultés de sciences sociales, dans les maisons « *okupa* » du centre-ville (barrio Yungay) et dans certains quartiers sensibles où il y avait encore quelques traces des anciens groupes extrémistes que l'on connaît depuis les années de la dictature. La situation est pourtant complètement différente, la quantité de jeunes participants à des actions violentes est étonnante par rapport à mes prévisions et je n'arrive pas à classer ces jeunes dans des groupes que mes idées reçues m'ont suggérés au préalable.

Ainsi, après quelques jours, je recueille des productions discursives spontanées des jeunes qui s'approchent de moi de manière très ouverte, à l'instar de mon intermédiaire, pour dévoiler leurs motifs sans difficulté. Ce type d'échanges me permet d'arriver à ce deuxième stade appelé de « *sympathie* » pour une cause et ses revendications.

Le processus qui empêche de donner de la légitimité à une action ou à un groupe est le fait de nier la crédibilité d'un sujet en raison de certains attributs sociaux. Dans ce cas, les attributs sont la jeunesse et l'origine populaire : le fait de penser les jeunes lycéens pour la plupart comme des enragés, anomiques, sans discours politique, crée les conditions pour les décrédibiliser. Nous attribuons aux jeunes un *statut épistémique faible*, sans crédibilité. La démarche interne a donc été d'analyser les valeurs qui animent leurs actions. Ceux-ci se trouvent dans la notion de « *résistance épistémique*<sup>53</sup> ». L'objectif est d'assigner

---

<sup>52</sup> M. Wieviorka explique qu'« il faut admettre que la légitimité de la violence peut être un fait culturel et social. Chaque culture chaque société définit, à un moment donné, ce qu'elle tolère, accepte ou refuse ». WIEVIORKA M., *La violence*, op. cit., p. 76

<sup>53</sup> Cf. MEDINA J., *The Epistemology of Resistance Gender and Racial Oppression, Epistemic Injustice, and Resistant Imaginations*, Oxford, Oxford University Press, 2012, 352 p.

un nouveau statut épistémique aux jeunes en donnant moins de crédibilité à l'autorité épistémique (État, gouvernement, institutions, élites).

Cette forme de résistance n'est pas conçue par les jeunes pris pour cible comme une stratégie réactive de survie, mais comme une pratique active de transformation de soi et de la société, représentée par des valeurs issues des idées libertaires et communistes : démocratie directe, assembléisme, antiautoritarisme et action directe. Il existe certainement un puissant discours légitimateur de changement. Ainsi, cette analyse qui commence par assigner un nouveau statut aux « jeunes » en délégitimant le discours dominant et en donnant ensuite de la crédibilité à cette résistance épistémique fondée sur des valeurs « positives » me permet d'adhérer à leurs projets.

À la suite de cette construction légitimatrice de leurs actions, je me suis donc retrouvé dans l'impossibilité de me tenir en position d'extériorité. Il m'a fallu faire un déplacement et changer de la position d'observateur spectateur vers celle d'observateur participant qui fut la clé pour passer de la sympathie envers le mouvement et leurs revendications vers l'« *empathie* » en annulant ainsi la distance par l'immersion.

Ce processus vers l'empathie doit être alors complété par les actes afin d'obtenir une compréhension plus générale de leurs pratiques et de leur ressenti, ressentir les plaisirs, les peurs et les difficultés qu'ils éprouvent. Cependant, la pratique de leurs actions signifie préalablement l'acceptation de l'enquêté, situation qui ne va pas de soi.

Dans ce processus le recours à l'intermédiaire devient le premier pas, ainsi mon entrée dans le monde des jeunes se réalise par la voie de celui-ci. Les caractéristiques de cet acteur de ma recherche vont cependant m'imprégner d'un rôle parfois non désiré face aux « jeunes ». Mon intermédiaire est un « guide » pour ces derniers, un formateur, mais aussi un adulte, un père et cela m'éloigne d'une certaine façon du monde des adolescents.

Par ailleurs, mon intermédiaire, comme n'importe qui qu'accepte de collaborer à une enquête, a des intérêts propres ; mon enquête a un prix implicite et parfois explicite, avec ma participation aux activités que cette personne réalise. Dans les lycées, c'est la formation politique qui a été ma porte d'entrée, ces actions sont pourtant trop proches du rôle d'adulte que je ne veux pas toujours représenter. Le « prix » de rentrée à Villa Francia est différent : les habitants ont une « fierté intellectuelle », et il serait difficile qu'un inconnu arrive avec les discours savants d'un formateur. Je deviens ainsi un ouvrier, un peintre : je dessine des lettres, je colle les affiches, je reste silencieux et j'écoute les gens.

Mon intérêt est d'établir une « communication amicale », mais toujours entre connivence (ma participation aux activités) et distance. En même temps, mon rôle d' « ouvrier » me permet de « baisser les barrières » et de gommer tout ce qui peut faire apparaître la situation comme inégale<sup>54</sup>.

Enfin, suite à cette première immersion dans la situation d'enquête, mon rôle de « nouveau venu » me pose aussi quelques difficultés. C'est plutôt mon origine populaire qui me rapproche des jeunes de manière implicite. Toutefois, cela ne signifie point pour moi d'assimiler immédiatement les signes d'identités et les codes du passage à l'acte.

### 3.2. *Assimiler les signes d'identité et des rituels de passage à l'acte*

L'assimilation des signes et des rituels signifie s'adapter physiquement et moralement aux exigences de nos enquêtés. C'est ainsi que l'on se retrouve rapidement enserré dans le maillage des échanges matériels, symboliques et affectifs qui tissent la trame du quotidien de ces jeunes<sup>55</sup>.

Assimiler les signes d'identité des enquêtés devient nécessaire lorsque l'on veut participer et se faire accepter par les jeunes lors des actions violentes et ne pas passer, entre autres, par un « mouchard ». Pourtant, le fait de m'appuyer sur des intermédiaires pour mon introduction sur le terrain m'a entraîné, tout au début, dans le piège d'assimiler leurs codes et pratiques à celles de l'ensemble des « jeunes ». Comme le signale G. Mauger, les informateurs se situent presque toujours « à distance » du monde dont ils se font l'expression. D'ailleurs, « l'échantillon spontané » rencontré sur le terrain n'est évidemment pas « représentatif », au sens statistique du terme, de la population étudiée. Il y a en effet une surreprésentation du « haut de l'échelle<sup>56</sup> ». Mes intermédiaires et ceux qui acceptent de parler avec moi possèdent un niveau d'études plus élevé que celui de la moyenne des jeunes issus de quartiers « populaires » au Chili. Ils sont d'anciens étudiants de lycées occupés actuellement à l'université, suivant des cursus en sciences sociales. Ils arrivent facilement à passer du monde des étudiants vers le monde des chercheurs ; leur langage s'adapte au mien plutôt que l'inverse. Ils sont pour la plupart des leaders de leurs groupes, voire les porte-paroles. Cela signifie qu'ils sont là pour me faire rentrer dans ce monde. Cependant le fait d'être perçu avec eux signifie toujours être un étranger avec un

---

<sup>54</sup> MAUGER G., « Enquêter en milieu populaire ». *Genèses*, 6, 1991. Femmes, genre, histoire, p.131

<sup>55</sup> WACQUANT L., « Chicago fade, Le corps du sociologue en scène », *Quasimodo*, n° 7 (« Modifications corporelles »), printemps 2003, Montpellier, p. 172

<sup>56</sup> MAUGER G., *op. cit.*, p.136

interprète. Pour résumer, mon comportement et ma représentation sont façonnés par des jeunes non représentatifs de la « moyenne » des jeunes populaires et militants.

En outre, dans ses tentatives de passer inaperçu, l'enquêteur « adapte son apparence à ce qu'il peut pressentir des critères d'appréciation de la tenue et de la manière d'être que les personnes qu'il va rencontrer lui paraissent susceptibles de mettre en œuvre<sup>57</sup> ». J'essaie de passer pour quelqu'un de plus jeune, de plus militant, de m'habiller en noir, capuche, jeans serrés, sac à dos, mais en essayant de ne pas devenir une caricature du jeune militant. Je raconte des anecdotes à propos de la dernière « manif », j'utilise de plus en plus leurs expressions, mais j'essaie aussi d'avoir un discours militant cohérent qui doit cadrer avec mon âge et mon rôle de formateur chez les lycéens. Finalement, l'enquêteur, comme les « taupes » des services secrets, se forge méthodiquement une fausse identité, un curriculum vitae satisfaisant, une apparence physique adéquate. Il apprend à imiter l'« accent indigène<sup>58</sup> ».

Cette recherche de l'empathie ne peut pas être complète sans l'implication dans l'action directe. L'analyse de l'implication nous mène ainsi nécessairement vers un travail réflexif principalement émotionnel ; le passage à l'acte signifie nécessairement expérimenter de la manière la plus proche certaines des émotions des enquêtés.

À villa Francia mon implication est plus naturelle que celle dans les lycées occupés : je vis, à la fin de mon travail de terrain, une sorte de naturalisation avec cet endroit, qui accepte rapidement ceux qui veulent bien faire partie de cette communauté. Mon enquête est faite donc plutôt d'observations que d'entretiens, les conversations et la participation m'ouvrent des possibilités d'accès au terrain différentes. Il y a d'autre part l'« habitus » des habitants de villa Francia aux enquêteurs, étant un terrain plein d'histoire et de contestation, devenu l'endroit idéal pour faire une sociologie des mouvements de contestation populaires depuis les années 80. Ainsi les liens qui se créent font partie d'une série *d'émotions positives*. D'abord nostalgie de revenir dans un endroit que je connais depuis mon adolescence, fierté de faire partie au moins pour un temps de cette communauté et espoir en regardant comme l'esprit communautaire continue à s'imprégner des enfants, adolescents et jeunes.

D'autres types d'émotions se présentent lorsque je commence mon observation des manifestations de rue. Notamment quand les actions violentes commencent, et même si ma

---

<sup>57</sup>*Ibidem*, p.127

<sup>58</sup>*Ibid.*, p.127

participation est indirecte, je me retrouve soumis à la même peur, anxiété et joie qui pousse ou repousse à une action de ce type. Ainsi je me retrouve à échapper à la police en rigolant comme les étudiants, à sauter et crier contre les politiques néolibérales, l'héritage de la dictature et le gouvernement de droite. Je sens la joie de participer, de faire partie de quelque chose que moi-même, au début, je ne croyais pas possible, bref je commence à solidifier la « *crédibilité épistémique* » du discours des jeunes.

Ce processus d'implication à travers des effets émotionnels sur mon vécu, ainsi que la compréhension de mes limites face aux jeunes militants, me permet d'obtenir une prise de connaissance par le corps de nos positions sociales respectives dans le monde social partagé.

### 3.3. *Limites de l'enquête*

Lors de ma première activité à Villa Francia, une semaine après avoir commencé mon enquête de terrain, je participe à ma première action « violente », à 6 heures du matin. Évidemment, la peur que j'ai de la police me trahit, cette émotion, qui suivra chaque moment à risque de mon terrain, est mon souvenir principal. Mon rapport avec la police est tout à fait différent de celui de jeunes : j'ai été élevé dans la peur de l'autorité, certes héritée de mes parents et de la dictature, mais cette émotion est là ; si la police s'approche, mon corps transpire et j'ai immédiatement envie de courir. Pour les lycéens, au contraire, cela signifie l'affrontement direct. La police est une cible comme pour moi pourrait l'être un panneau publicitaire. Dans ce premier épisode d'observation, lorsque la police arrive dans un véhicule non blindé, pour évaluer ce qui est en train de se dérouler, ma réaction immédiate face à cet incident est de m'échapper dans la direction prévue en cas d'urgence. Au contraire, la réaction immédiate des lycéens est celle de partir derrière la voiture de police en jetant des cailloux. Les jeunes parviennent à détruire complètement les fenêtres du véhicule et à faire fuir la police. Après cela, ils occupent la rue et allument des barricades jusqu'à 1h du matin.

L. Humphreys se demande si le sociologue doit se faire « voyeur », c'est-à-dire « mobiliser l'organisation sociale de ceux qu'il observe<sup>59</sup> ». En effet, pour étudier les pratiques homosexuelles dans les pissotières, Humphreys assume le rôle du voyeur : selon ses propres termes, il est « la folle qui guette », celui qui ne passe pas à l'acte, mais assure la sécurité de ceux qui le font, « moyen d'être présent sans troubler l'action ».

---

<sup>59</sup> HUMPHREYS L., *Le commerce des pissotières. Pratiques homosexuelles anonymes dans l'Amérique des années 1960*, Paris, La Découverte, 2007 [1e éd. 1970], p. 37.

On pourrait dire que ce rôle est le plus proche de l'idéal de l'observateur ; je suis là, plus près que personne, je suis accepté, légitimé, je fais vraiment ce que je suis venu faire (voyeur) et en plus je ne me « salis » pas ou pas complètement. Toutefois, ce type d'ethnographie peut être source d'un grand nombre de problèmes. Comment fixer mes limites à la participation ? Qu'est-ce qu'il faut m'interdire ou me permettre ? Ou comment garder distance lorsque je suis sollicité ? Ces questions sont au centre de mon terrain.

Nous entendons souvent que l'étude par l'observation participante d'un groupe qui se définit comme « activiste » confronte d'emblée le chercheur à la question des liens entre recherche scientifique et militantisme, surtout lorsqu'il s'agit de réaliser une ethnographie politique. J. Auyero signale que :

Faire de l'ethnographie implique d'abord de s'isoler de sa communauté. (...) Parallèlement, tu vis une sociabilité intense dans un autre espace social, car faire de l'ethnographie implique d'interagir avec les acteurs sur lesquels tu travailles. Cette extrême sociabilité et cet extrême isolement (...) souvent te font courir le risque de te convertir (...) en idéologue, en militant, en sympathisant »<sup>60</sup>.

L'exemple le plus marquant dans mon travail d'observation participante au cœur des manifestations de rue est celui de « se cacher le visage ». Être cagoulé signifie être dedans, mais aussi être une cible pour la police, donc la question posée est : comment puis-je être « entre-deux » ?

J'utilise différentes méthodes : porter des masques chirurgicaux ou une grande écharpe en hiver et tout ce qui permet de cacher le visage et être en même temps un manifestant pacifique qui se protège du gaz lacrymogène, selon mon appréciation subjective qui n'est pas nécessairement celle de la police. Être muni d'un appareil photo peut évoquer la même sensation, et dans les manifestations de nuit, sortir muni de tout document prouvant la condition de chercheur est aussi rassurant. Je souhaite toujours maintenir une distance et me sentir chercheur, même si dans certaines situations, je suis complètement investi dans des situations violentes.

En outre, dans ces situations, l'« ego du chercheur » est aussi un point important à souligner. Le danger d'observer les violences politiques, même s'il est minimal en comparaison avec une guerre ou des catastrophes naturelles, provoque des émotions, une montée d'adrénaline qui aide à profiter du travail de terrain et à avoir désormais quelque chose à raconter.

---

<sup>60</sup> AUYERO J., «El oficio de la etnografía política», *Iconos*, N° 22, 2005, p. 15.

Après ces expériences, il faut pourtant, comme l'explique B. Havard-Duclos, « faire le deuil d'une identité que le chercheur avait fini par endosser, parce qu'elle était à la fois congruente avec son univers et avec l'attente du milieu enquêté et ses prescriptions<sup>61</sup> ».

### 3.4. *Détachement*

S. Kleinman et M. Coop rappellent que lors de l'immersion dans le terrain, l'ethnographe s'engage avec sa sensibilité et son monde intérieur. Elles observent que le manque d'attention de l'enquêteur envers ses émotions le conduit finalement à être plus influencé par celles-ci que s'il en avait pleine conscience<sup>62</sup>. J'ai essayé ainsi de me livrer à cet exercice, pendant et surtout après mon terrain ; j'ai essayé de comprendre ce processus d'engagement émotionnel, d'analyser mes émotions et de m'interroger sur leurs causes et comprendre un peu plus le parcours émotionnel d'une violence en situation. Cependant, l'engagement affectif se produit surtout dans le processus intersubjectif de l'enquête, avec les entretiens, les conversations et le temps que l'on passe avec les militants.

En effet, la participation quotidienne à des activités militantes a réveillé des souvenirs d'une jeunesse engagée et une nostalgie des années de participation active aux manifestations. Il y a des souvenirs d'une représentation mythifiante de la violence, d'une violence libératrice, que face au discours des jeunes me touchant si fortement, je me vois dans l'obligation de neutraliser mes désirs spontanés de combat, taire mes élans de protestation et de révolte, reporter à plus tard et à d'autres lieux les prises de parti, pratiquer une forme d'ascèse axiologique pour laisser place à un espace et à un temps de l'enquête<sup>63</sup>.

De plus, cet engagement affectif pour la « cause » provoque plusieurs questionnements déontologiques : comment justifier sa présence sans trahir et sans se trahir ? Cette justification est étroitement liée à la notion de « *fidélisation* » : je deviens pour les jeunes tout d'abord « l'ami de leur ami » et surtout quelqu'un qui peut et va, selon leur ami, les aider. Néanmoins, je ne suis pas là pour faire de l'intervention sociologique ni

---

<sup>61</sup> HAVARD-DUCLOS B., « Les coûts subjectifs de l'enquête ethnographique », *SociologieS*, mis en ligne le 21 juin 2007, <http://sociologies.revues.org/document182.html>.

<sup>62</sup> KLEINMAN S. et COOP M., *Emotion and fieldwork*. Newbury Park, Ca., Sage Publications (« Qualitative Research Method Series » 30). 1993.

<sup>63</sup> CEFAÏ D. AMIRAUX V., « Les risques du métier. Partie 2 », *Cultures & Conflits* [En ligne], Tous les numéros, Les risques du métier, mis en ligne le 29 avril 2003. URL : <http://conflits.revues.org/index832.html>, p. 4.

de la recherche-action : il me faut alors déguiser, dans un premier moment, mon travail. Je commence par les trahir pour ne pas me trahir.

Pourtant je finis par me rapprocher d'eux affectivement. À plusieurs moments j'ai eu envie d'être eux, de participer avec eux sans me sentir étranger. Je voulais devenir comme eux, non seulement pour les besoins de mon enquête, mais aussi parce que leur « moment » me fascinait, une fascination très forte pour leurs vies et pour ce moment de leur existence.

Je découvre « que l'enquête requiert toujours une forme d'engagement vis-à-vis des enquêtés, qu'elle est porteuse d'obligations morales et de choix politiques<sup>64</sup> ». Mais ces obligations morales et ces choix politiques ne s'éteignent pas avec la fin du terrain : ils continuent à se poser lors de la narration, la publication et la révélation de mon travail.

#### **4. Les moments de la recherche**

Une série d'éléments d'analyse du phénomène de la radicalisation et de la violence politique ont été évoqués au cours de cette introduction. Pourtant un travail théorique demeure indispensable. De ce fait un premier *chapitre préliminaire* de ce travail de recherche sera consacré à l'opérationnalisation du concept de violence, en passant par différents stades : la violence politique, la violence politique populaire, le caractère urbain du phénomène et les acteurs qui le constituent. Ainsi nous découvrons progressivement les jeunes « populaires » dans leur construction identitaire et leur évolution en tant qu'acteurs d'une radicalité politique.

Trois parties se succèdent après ce chapitre préliminaire. La première propose un retour sociohistorique sur la violence politique populaire au Chili. La seconde analyse les événements contemporains, les formes d'engagement et les nouvelles pratiques de l'action collective. La troisième examine des formes actuelles de résistances et la socialisation de pratiques normatives.

Cette recherche se préoccupe en premier lieu des aspects sociohistoriques de la radicalisation politique au Chili. L'analyse est menée en trois temps : elle passe d'abord par l'analyse de la violence politique en tant que phénomène fondé sur des événements historiques, puis par l'étude des formes historiques et contemporaines de résistance dans le monde populaire et, enfin, par la compréhension du rôle joué par la mémoire dans la construction d'une identité collective liée à la violence politique. Le *premier chapitre* de ce

---

<sup>64</sup> CEFAÏ D., « Éditorial », *Cultures & Conflits* n°47 3/2002, p.11



travail se propose ainsi d'identifier la genèse historique des phénomènes de violence. Pour cela une critique à une historiographie traditionnelle et mystificatrice sera contrastée à une histoire sociale qui présente la perpétration de massacres et la peur envers les groupes populaires comme un élément fondamental de la constitution sociohistorique du pays. L'organisation communautaire dans l'histoire contemporaine constitue le noyau du *deuxième chapitre* : l'environnement historique dans lequel la violence politique prend corps et ses différentes formes de résistance ; l'environnement où se construit la notion de « groupe populaire » ; et la construction monographique d'une communauté de résistance, extrait d'un de nos lieux de terrain, retracent ce parcours. Enfin, l'héritage de pratiques mémorielles et discursives compose le *troisième chapitre*. Ce sont les aspects mémoriels des mouvements de contestation populaire, les martyrs et les commémorations qui nous permettront de comprendre les effets, à travers des exemples concrets, de la mémoire biographique et historique et des émotions dans le passage à l'acte individuel.

Il s'agit en deuxième lieu de se préoccuper de la compréhension du phénomène de radicalisation à partir des éléments structurels, événementiels, émotionnels et pratiques au sein d'un processus de contestation sociale particulier. L'objectif de la deuxième partie sera ainsi de comprendre comment des éléments historiques, événementiels et biographiques s'entrecroisent afin de donner du sens au militantisme de jeunes dans leurs différentes expériences du politique.

Dans la construction du *chapitre quatre*, nous nous appuyons sur ce que Weber qualifie de « règles de l'expérience », autrement dit la manière dont les individus ont l'habitude d'agir dans des situations données. Nous commençons donc par identifier les processus discursifs qui édifient la période post-autoritaire et qui permettent l'évolution vers un processus de contestation radicale, pour ensuite ethnographier des événements où des expériences de la violence politique sont mises en pratique. À partir de ce travail, nous pouvons donc identifier certaines conditions macrosociologiques qui structurent le comportement et ainsi l'ordre émotionnel d'un militant. Ces éléments composent le *chapitre cinq*, qui montre comment les émotions se transforment en une manière d'organiser les expériences de la vie quotidienne des jeunes activistes radicaux. Enfin, le *chapitre six* expose la construction historique et idéologique des militantismes actuels. Ceux-ci issus principalement de la mouvance libertaire, se constituent en une nouvelle morale mise en pratique par les jeunes, les éléments biographiques des jeunes acteurs « radicaux » complétant cette analyse.

Enfin, sur la base des parcours biographiques des jeunes militants, nous traiterons, d'abord, la construction d'une identité politique radicale, ensuite, l'engagement qui se produit dans l'espace de socialisation de jeunes, pour finalement travailler le retour d'une pensée politique radicale au monde social populaire. Le *chapitre sept* se préoccupe donc du processus de formation du sujet moral. Composé par la constitution de principes normatifs internes ; par la dynamique d'interaction des jeunes avec leurs proches et les dispositifs de transmission narrative intergénérationnelle qui se développent ; et enfin par la justification de nouvelles pratiques radicales mises en place. Après une analyse de la construction d'une morale individuelle, le *chapitre huit* s'intéresse à la construction des différentes intentionnalités collectives. Autrement dit, les pratiques alternatives du politique qui s'organisent au sein du monde scolaire en tant que « champ de l'expérience », permettant la mise en place d'un contre-pouvoir au modèle normatif hégémonique.

Dans le *chapitre neuf*, nous nous consacrons à une analyse « communautaire » de la radicalité politique vécue par les jeunes activistes dans les milieux populaires auxquels ils appartiennent, autrement dit, leur retour à l'espace de la *población*. Nous montrons dans ce dernier moment comment l'acquisition d'une identité politique radicale basée sur des expériences individuelles vécues par les jeunes activistes s'est progressivement complétée par une interaction croissante d'abord avec les membres de leur groupe de référence et finalement avec l'ensemble des groupes populaires.

## Chapitre préliminaire : questionnements théoriques

### 1. *La violence au centre de la radicalisation politique*

La réponse à nos questionnements théoriques passe par la compréhension de certaines notions qui se trouvent au centre de notre recherche. Chaque notion travaillée signifie prendre un chemin théorique singulier et en écarter d'autres pouvant être tout aussi valables. Ce chemin signifie donc une première prise de position, qui constituera la nature de notre enquête. Une première notion, qui s'est transformée en fil conducteur de notre travail et à laquelle nous nous accordons à donner la priorité dans la construction d'une radicalité politique, n'est autre que la violence.

L'opérationnalisation du concept de violence, à cause de ces multiples facettes, a été un travail minutieux rempli de nombreuses questions : qu'est-ce que la violence (ou les violences) ? Sous quelles formes se présente-t-elle ? Quelles sont les caractéristiques qui la construisent au sein de notre terrain ? Quelle est son histoire ? Qui sont ses protagonistes ? Ceci représente quelques une des nombreuses questions que nous nous sommes posées.

À cause de la multiplicité de ses aspects, de ses formes, et de ses contextes où se manifestent les violences, nous sommes obligés d'établir des limites de son opérationnalisation. Ainsi nous comprendrons les violences principalement sous ses formes physiques, autrement dit comme des actions exercées par la force sur le corps ou sur des objets.

Nous entendons la violence et particulièrement « les violences politiques » en tant que moyen ou manifestation de volonté utilisée par des individus, groupes, institutions, États afin d'obtenir le pouvoir et maintenir la *domination* sur d'autres individus, groupes ou États.

En outre, trois aspects sont à additionner à ces violences politiques. Premièrement, son origine « populaire ». Lorsque nous parlons de populaire nous faisons référence *grosso modo* à deux conditions génériques que subissent un ensemble de sujets, une, objective, qui est la pauvreté et l'autre, relationnelle-subjective, qui est la domination. Cette dernière condition fait référence à une relation sociale de caractère conflictuel. Cette relation conflictuelle s'exprime normalement sous la forme de violences collectives où la condition de domination suppose une situation d'inégalité entre les parties qui s'affrontent, généralement l'État et les sujets populaires.

Un deuxième aspect est l'analyse des actions de violence à partir de la catégorie sociale des « jeunes ». L'opérationnalisation de cette catégorie passe par la construction de l'identité de jeune en tant qu'identité sociale, personnelle et pour soi<sup>65</sup>. Celle-ci nous permettra de déterminer qui sont les jeunes issus de milieux populaires au Chili et, selon les particularités de l'environnement, leur rapport aux violences politiques. À ces deux aspects, nous ajouterons, pour finaliser, le caractère « urbain » de ces violences.

## ***2. La violence ou l'opérationnalisation d'une notion***

« La justice est sujette à dispute, la force est très reconnaissable et sans dispute. Ainsi, on n'a pu donner la force à la justice, parce que la force a contredit la justice et a dit que c'était elle qui était juste. Et ainsi ne pouvant faire que ce qui est juste fût fort, on a fait ce qui est fort fût juste<sup>66</sup> ».

L'analyse conceptuelle de la violence nous amène vers un déplacement contextuel de celle-ci. Nous ne nous intéressons pas à toutes les violences ; notre cadre conceptuel voudrait répondre principalement aux violences qui se produisent au sein des processus de contestation et des actions collectives. Néanmoins comme tout phénomène social, la violence trouve ses sources dans l'histoire longue ainsi que dans des phénomènes qui s'opèrent autour d'elle et de ses acteurs. D'un point de vue phénoménologique, cette violence est donc la conséquence des événements historiques, biographiques, des choix liés à des motifs internes et externes préexistants et survivants à l'existence de l'acteur, à ses interactions avec d'autres individus qui influencent de manière implicite ou explicite sa façon d'agir. Ce sont ces éléments qui nous ont conduits à nous intéresser au sens donné par les acteurs à la radicalisation de leur action collective jusqu'au passage à l'acte violent.

Alors, la question de départ dans la construction de cette introduction conceptuelle et à laquelle nous voudrions répondre à la fin de celle-ci est : qu'est-ce que la violence ?

Notre premier objectif sera donc de définir un concept opératoire de la violence. Par une logique déductive, nous passerons à travers les notions de violences politiques, de violences politiques populaires et de violences politiques des jeunes populaires.

Dans ce parcours conceptuel, plusieurs problèmes nous interpellent de manière récurrente : des questions liées à la moralité de la violence ; des questions concernant sa

---

<sup>65</sup> Cf. GOFFMAN E., *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, éditions de minuit, 1975.

<sup>66</sup> PASCAL, *Pensées*, fragment 298 de l'édition Brunschvicg.

légitimité ; et des questions par rapport à ses limites, entre autres. En effet, un des aspects centraux dans le texte de W. Benjamin *Pour une critique de la violence*<sup>67</sup> était la question de la moralité de la violence, essentiellement lorsque ses fins étaient justes. Suivant la teneur de son argumentation, il serait possible d'admettre la violence comme un moyen techniquement nécessaire, dans un monde gouverné par la force, lorsqu'il s'agit de contribuer à l'établissement de la non-violence.

Concernant sa légitimité, il est question de savoir si la violence est un moyen légitime lorsqu'il s'agit d'attendre des fins justes ou au contraire – et du point de vue du droit positif – si elle est illégitime aucune fin présentant des moyens illégitimes est juste. Ou encore, comme l'explique H. Arendt, la violence peut être justifiable, mais elle ne sera jamais légitime.

Si nous regardons les approches contractualistes, surtout chez Hobbes<sup>68</sup>, pour qui l'État (le Léviathan) naît lorsque les individus acceptent de confier leur volonté à une force supérieure en échange de la sécurité – la sécurité suppose alors l'usage possible de la violence contre ceux qui la mettraient en danger ou encore chez M. Weber<sup>69</sup>, qui définit l'État comme une communauté humaine qui revendique le monopole de l'usage légitime de la force physique (c'est-à-dire la violence) sur un territoire donné. Cette légitimité basée sur un contrat ouvre la porte à la contestation de ce contrat lorsque l'État fait une utilisation abusive de cette violence. La contestation peut passer par le questionnement de sa légalité. Ainsi, dans les sociétés démocratiques contemporaines, les appareils de l'État sont contraints de rendre compte à d'autres pouvoirs de l'utilisation qu'ils ont faite de la violence. Pourtant lorsque les moyens de contrôle n'existent pas ou lorsque des individus veulent concrètement rompre ce contrat lorsqu'ils sont face à un État tyrannique, d'autres types de violences moralement légitimes peuvent apparaître : la résistance à l'oppression ou le droit à l'insurrection<sup>70</sup>.

Nous pouvons donc, suivant la thèse de la légitimité de la violence, avancer que la violence n'est pas une fin en soi, elle est un outil, un instrument, un moyen ou la manifestation d'une volonté (dans le cas d'une violence issue de la colère ou la rage<sup>71</sup>),

---

<sup>67</sup> BENJAMIN W., « Critique de la violence », in *Œuvres I*, trad. M. de Gandillac, P. Rusch, et R. Rochlitz, Gallimard, Folio, Paris, 2000, p. 210-243

<sup>68</sup> HOBBS T., *Léviathan*, Paris, Folio essai, 2000.

<sup>69</sup> WEBER M., *Le savant et le politique*, Paris, 10/18 essai, 2002.

<sup>70</sup> Cette résistance peut aller de la simple désobéissance civile, jusqu'à la révolte, l'émeute ou la révolution.

<sup>71</sup> W. Benjamin oppose la violence-moyen et la violence-manifestation, cette dernière désigne tous les sentiments violents qu'éprouve un individu : ces émotions ne sont pas nécessairement condamnables, et

mais elle n'est pas, au moins en politique, l'essence de quelque chose. La violence suppose d'ailleurs un comportement, c'est-à-dire un ensemble d'actes. C'est alors un phénomène qui comprend l'exécution d'une intention de destruction ou d'altération d'un objet dans la quête de fins supérieur.

Or, si nous sommes d'accord avec l'existence d'une violence juste et légitime, quelles seront ses limites ? Qu'est-ce que la violence et qu'est-ce qui ne l'est pas ? Suivant nos premières réflexions, celle-ci devrait être aperçue et prendre des formes différentes selon des moments, des contextes et cultures différents, F. Dubet écrivait à propos de la violence : « elle est définie par sa représentation, parce qu'elle n'est rien d'autre que ce qui est vécu comme une violence dans une culture, dans un groupe dans un contexte d'interaction, elle ne peut pas être réduite qu'à un phénomène objectif mesurable<sup>72</sup> ». Cependant et afin de trouver une définition acceptée et partagée, il nous semble préférable d'adopter une position conventionnaliste.

Or, pour une première construction positive du concept nous prenons comme définition de départ celle de J.-C. Chesnais qui écrit : « La violence au sens strict, la seule violence mesurable et incontestable, est la violence physique. C'est l'atteinte corporelle directe contre les personnes. Elle revêt un triple caractère, brutal, extérieur et douloureux. Ce qui la définit est l'usage matériel de la force, la rudesse volontairement commise aux dépens de quelqu'un<sup>73</sup> ». L'idée principale que nous pouvons tirer de cette définition est celle de « l'action exercée par la force sur le corps ». Cette explication souffre cependant d'une incomplétude que nous essayons de combler avec la définition donnée par M. Wieviorka, pour qui la violence sera « l'atteinte par la force à l'intégrité physique, intellectuelle ou morale d'une personne ou un ensemble de personnes<sup>74</sup> ». Nous ajouterons que la violence dépendra de l'existence de quelqu'un qui l'exerce et de quelqu'un qui la subit, c'est-à-dire une victime ou ensemble de victimes qui ressentent cette atteinte comme une « souffrance ».

La souffrance ajoute un élément de subjectivité, de perception. Cette subjectivité de la violence permet l'apparition de nouvelles catégories, ainsi d'un point de vue symbolique toute forme de contrôle social qui barre une aspiration, impose des opinions ou des

---

surtout elles peuvent s'exprimer sans servir d'instruments à une fin prédéterminée. FRAPPANT H., *La violence*, Paris, Flammarion, 2000, p. 21

<sup>72</sup> DUBET F., « A propos de la violence et des jeunes », *Cultures & Conflits*, n°6, 1992, pp. 7-24

<sup>73</sup> CHESNAY J.-C., *Histoire de la violence*, Paris, Laffont, 1981, p. 32

<sup>74</sup> WIEVIORKA M., *La violence*, Paris, Hachette littératures, 2005, p. 13

comportements, perturbe une trajectoire sociale ou un cadre de vie, est violence, qu'elle soit ressentie douloureusement ou non par le sujet<sup>75</sup>. D'un point de vue structurel, la violence sera la pression sur les individus produisant « une différence négative entre leurs possibilités d'accomplissement et leurs réalisations réelles<sup>76</sup> ». Sous cette définition, nous pouvons trouver les situations d'acculturation, l'exploitation dans des sociétés marchandes, la manifestation de puissance technologique, et d'autres innombrables formes et types de violences.

Un aspect important à prendre en compte dans cette constitution de limites de la violence est le fait que des émotions accompagnent la violence. Nous pouvons parler d'abord de la peur ; la violence implique toujours la peur : peur de la défaite, peur de subir les conséquences, peur de la mort, etc. Il y a aussi l'anxiété de celui qui se sert de la violence l'excitation du spectateur, le plaisir du spectacle de la cruauté, qui a été depuis longtemps une pratique sociale de légitimation de la violence. Plusieurs éléments se combinent afin de comprendre quand la violence commence et où elle s'arrête. Une catégorisation s'impose alors afin de cerner mieux ses limites.

### **2.1. La violence politique**

En construisant la catégorie « violence politique », une nouvelle série de questionnements se présente : quand est-ce que la violence devient politique ? Est-elle toujours par essence politique ? Quels sont les éléments qui transforment la violence en politique ?

Nous pouvons signaler dans un premier moment le caractère politique de la violence lorsque l'objectif de son utilisation est la conquête du pouvoir et la domination d'autrui. L'acte fondamental afin d'arriver à cet objectif est d'empêcher l'autre d'utiliser la violence pour les mêmes fins, l'objectif essentiel de cet acte est la préservation de soi et avant tout la préservation de l'intégrité corporelle menacée par l'agressivité d'autrui<sup>77</sup>. Autrement dit, comme le signale C. Clausewitz lorsqu'il fait allusion à la guerre, celle-ci « n'est jamais l'action d'une force active contre une masse inerte, mais bien toujours le

---

<sup>75</sup> BRAUD P., « la violence politique : repères et problèmes », *Cultures & Conflits*, La violence politique dans les démocraties occidentales, N° 9-10, 1993, p. 3

<sup>76</sup> *Idem*.

<sup>77</sup> FRAPPANT H., *op. cit.*, p. 31

choc de deux forces vivantes<sup>78</sup> ». La violence politique est donc l'utilisation de la force afin de conquérir le pouvoir, ce qui implique l'existence de deux ou plusieurs adversaires.

C'est à T. Hobbes que nous devons une des premières théories relatives à la préservation par la violence, il montre que la société a pour finalité de réduire la violence en créant elle-même une violence encore plus forte, mais légitime, l'ordre et l'État. Dans la même ligne, W. Sofsky signale que l'ordre n'est rien d'autre que la systématisation de la violence<sup>79</sup>. N. Elias illustre d'ailleurs cette théorie à travers le processus de monopolisation de la violence qui se trouve à la base de la construction même de la société occidentale<sup>80</sup>. G. F. W. Hegel indique par ailleurs que la nécessité de la violence doit être comprise davantage comme un élément constitutif de la genèse d'une communauté politique, que comme le moyen souhaitable de sa perpétuation.

Effectivement, la théorie politique fait de la protection l'essence de l'État, c'est pourquoi, dans l'État hobbesien, jamais le sujet ne doit être protégé en tant que sujet libre et rationnel possédant des droits, mais en tant que corps en butte à la violence d'autrui<sup>81</sup>.

La protection se trouve d'ailleurs, en rapport étroit avec la peur, la peur qui règne dans l'État est le corollaire inévitable d'une obéissance acquise par la violence. Mais cette peur du pouvoir souverain est aussi la peur que ressent en retour ce pouvoir face à cette menace potentielle que constitue toujours son peuple<sup>82</sup>. Certainement, pour cesser d'avoir peur, les hommes croient bon de faire peur.

H. Arendt, dans son essai *Sur la Violence*, souligne au début du deuxième chapitre que la violence n'est que la plus flagrante manifestation de domination<sup>83</sup>, tandis que le pouvoir serait un instrument du commandement et le commandement devrait son existence à l'instinct de domination. Par conséquent, violence et domination, du point de vue de la politique, sont des phénomènes fortement liés, cependant, ils sont aussi tous des phénomènes différents. La violence serait un « moyen<sup>84</sup> », comme nous l'avons déjà signalé, par lequel un homme domine un autre homme. Selon Arendt, la violence ne peut pas être essence de quelque chose, car elle est par nature « instrumentale » et, comme tous

---

<sup>78</sup> CLAUSEWITZ C., *De la guerre*, première partie, livre premier, chap. I, Ivrea, Gérard Lebovici, 1989, p. 36.

<sup>79</sup> SOFSKY W., *Traité de la violence*, Paris, Gallimard, 1998, p. 25

<sup>80</sup> Cf. ELIAS N., *La civilisation de mœurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1973.

<sup>81</sup> FRAPPANT H., *op. cit.*, p. 34

<sup>82</sup> *Ibidem*, p. 93

<sup>83</sup> ARENDT H., *Sobre la Violencia*, Madrid, Alianza Editores, 2005, p. 50.

<sup>84</sup> Sorel à la différence des autres auteurs voit dans la violence plus qu'un moyen, pour lui c'est l'expression d'une force vitale spécifiquement créatrice, donc essentielle dans la vie humaine. Cf. SOREL G., *Réflexions sur la violence*, Paris, Quartier libre, 2006.



les moyens, elle a besoin d'un guide, d'une justification, qui, d'après la théorie politique, serait la domination. E. Kant l'avait déjà signalé de manière similaire, il emploie l'expression violence – *Gewalt* – pour définir les trois actes effectifs de la souveraineté (le pouvoir souverain, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire) les trois exercices du pouvoir par lesquels l'État se forme et se conserve lui-même d'après des lois de la liberté<sup>85</sup>. Il signale également que la véritable force de l'État réside dans l'obéissance absolue que lui doivent les citoyens. Car, de même que T. Hobbes, E. Kant estime que la fin ultime de l'institution n'est pas le bonheur sinon avant tout de protéger contre tous les ennemis extérieurs du peuple.

En résumé, la violence politique en tant qu'action, en tant qu'agir, requiert une intentionnalité, c'est-à-dire, viser quelque chose en lui donnant du sens<sup>86</sup>. Le pouvoir sera, en effet, l'objet visé, entrevu par une conscience guidée par une intentionnalité dont le sens ultime est l'instinct de domination afin de se préserver de l'autre.

La violence politique sera ainsi le principal moyen de conquérir le pouvoir et de le conserver. Cela oblige donc à la construction d'un appareil afin de produire des moyens en vue de cette fin, des moyens non nécessairement violents, autrement dit par le canal de la légitimité donner un consentement à la domination. Comme J.J. Rousseau l'explique, le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître, s'il ne transforme sa force en droit et l'obéissance en devoir<sup>87</sup>.

Cette structure normative qui trouve son origine dans le contrôle du pouvoir, réussit grâce au monopole de la violence. En effet, ceux qui produisent le droit seront aussi les seuls capables d'utiliser légitimement la violence, dont un lexique euphémisant (coercition, contrainte, force, maintien de l'ordre, etc.) remplace le qualificatif de violence, laissant ce dernier aux comportements jugés illégitimes. Cette illégitimité juridique est réfutée par la tradition marxiste, W. Benjamin explique que la classe ouvrière organisée était avec les

---

<sup>85</sup> KANT E., *Doctrine du droit in Métaphysique des mœurs*, Introduction à la doctrine du droit, § E, trad. A. Renaut, GF-Flammarion, p. 49

<sup>86</sup> P. Ricœur signale que la grande découverte de la phénoménologie reste l'intentionnalité, c'est-à-dire, dans son sens le moins technique, le primat de la conscience *de quelque chose* sur la conscience de soi [...] l'intentionnalité signifie que l'*acte* de viser quelque chose ne s'atteint lui-même qu'à travers l'unité identifiable et re-identifiable du *sens* visé – ce que Husserl appelle le « noème » (le noème est un objet intentionnel de la pensée, selon Husserl le noème serait l'objet intentionnel des actes de conscience) ou corrélat intentionnel de la visé « noétique », RICEUR P., *Du texte à l'action. Essais d'herméneutique II*, Paris, Éditions du Seuil, 1986, p. 30

<sup>87</sup> ROUSSEAU J.-J., *Du contrat social* (1762), Livre I, Chapitre III, Gallimard 1964, Folio Essais, pages 176.

États, le seul sujet juridique avec un droit à la violence<sup>88</sup>. La réalité sociale étant un ensemble de rapports de force entre groupes sociaux historiquement en lutte les uns avec les autres, dans cette conception de lutte des classes pour le pouvoir économique et social, une classe exploitée est *dominée* par la classe exploiteuse, mais elle possède le droit de se désasservir par des moyens violents.

Max Weber<sup>89</sup> nous montre que tout véritable rapport de domination comporte un minimum de *volonté d'obéir*, toute domination requiert normalement un état majeur d'individus, et un facteur décisif, plus large s'y ajoute normalement : la croyance en la légitimité. Nous pouvons signaler que cette croyance dans la légitimité peut être obtenue sous la base de l'imposition de valeurs des dominants aux dominés qui, en les intériorisant, deviennent les artisans de leur propre domination, comme le signale P. Bourdieu lorsqu'il analyse les ressorts de la domination masculine. Les structures de domination sont « le produit d'un travail incessant de reproduction auquel contribuent les différents agents : les hommes (avec des armes comme la violence physique et la violence symbolique), les femmes victimes inconscientes de leurs habitus et les institutions : famille, Église, école, État<sup>90</sup> ».

Lorsque nous observons cette domination appliquée à des situations quotidiennes, Ch. Dejours parle du travail comme un anéantissement de la capacité d'un sujet à utiliser la pensée dont il fait usage pour faire fonctionner son sens moral, et il n'y a donc d'abolition du sens moral que si le sujet ne peut plus penser par lui-même ; il agit conformément à la volonté de l'autre en voyant abolit sa subjectivité<sup>91</sup>. Alors, l'impact de la violence est soit la destruction de la subjectivité, c'est-à-dire la mort du sujet, soit l'affaiblissement de sa subjectivité grâce à laquelle peut être abolie sa capacité de pensée. Dans de nombreux cas, la violence ne vise pas la mort de la victime, mais s'arrête avant pour pouvoir utiliser sa soumission et l'enrôler dans des actes ou des actions qu'elle n'aurait pas commis si elle n'avait pas été soumise à des manipulations violentes exercées contre son corps<sup>92</sup>. Évidemment, nous ne pouvons pas considérer que toute abolition de

---

<sup>88</sup> Benjamin signale que le droit à la grève est le droit à utiliser la violence afin d'imposer des fins déterminées. BENJAMIN W., « Critique de la violence », *op. cit.*

<sup>89</sup> Cf. WEBER M., *Économie et société : les catégories de la sociologie*, Paris, Plom, 1995.

<sup>90</sup> BOURDIEU P., *La Domination masculine*, Paris, Seuil, 1998

<sup>91</sup> DEJOURS Ch., « Violence ou Domination ? », *Travail. Revue Internationale de Psychopathologie et de psychodynamique du travail*. No. 3, 1999, p. 11-29. Ch. Dejours défend l'idée que la théorie de la violence est inséparable de la théorie de la subjectivité et que c'est en imposant au corps certaines contraintes que l'on atteint la subjectivité.

<sup>92</sup> *Ibidem*, p. 20

notre subjectivité soit due à des violences physiques sur nos corps, donc nous devons penser aussi aux violences symboliques qui nous atteignent dans la vie quotidienne.

Quand nous examinons la domination symbolique qui travaille à travers la formation de la tolérance à l'injustice et à la souffrance, nous pourrions dire que de deux manières, elle peut provoquer la violence. D'abord, dans le cas de sujets asservis par elle, principalement dans le monde du travail, c'est la « rébellion du sujet » contre cette domination, un sujet qui pense par lui-même et qui subit une souffrance. Ensuite, dans des zones où la domination symbolique n'a pas de prise, dans des populations plus ou moins ghettoïsées ou des groupes marginaux la violence est orientée contre ceux qui participent à la domination symbolique par le fait même d'être intégrés au sein de la société civile et de l'État. C'est-à-dire les mêmes travailleurs, les professeurs, la police, les travailleurs sociaux, etc.

Nous pouvons analyser également la violence politique comme un moyen de libération d'une domination et d'obtention du pouvoir à des fins bénéfiques pour ceux qui sont opprimés. Elle est dans cette situation parfaitement légitime, car sa légitimité trouve son origine dans l'illégitimité qui la fonde. N. Machiavel le montre lorsqu'il signale que jamais on ne peut déshonorer assez un homme pour le priver de son ressentiment et d'un violent désir de vengeance. Donc, tout individu peut concevoir un pareil projet, grand ou petit, noble ou plébéien...parce tout homme trouve quand il le veut bien le moyen de l'aborder (le prince) et par conséquent celui de satisfaire sa vengeance. Ainsi, l'audace devient la valeur fondamentale, car « il n'est pas rare de trouver des gens qui forment de pareils projets, mais il en est bien peu qui les exécutent<sup>93</sup> ». Il ajoute que seuls échappent à la servitude les hommes sans peur, sans foi ni loi<sup>94</sup>.

Une autre sorte de légitimité de la violence politique est présentée par G. Sorel, pour qui la violence politique légitime est par essence prolétarienne, et se manifeste en particulier à travers la grève générale. La violence est donc l'expression d'une force vitale spécifiquement créatrice ; il va plus loin encore en affirmant que non seulement la violence politique n'est pas contraire à la morale, mais qu'elle peut même en favoriser le sentiment<sup>95</sup>. G. Sorel considère que la violence porte en elle les valeurs d'héroïsme, d'abnégation, de désintéressement, d'effort, de solidarité. Il voit la grève comme un

---

<sup>93</sup> MACHIAVEL N., *Œuvres complètes, Vol 1*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1974, p. 551

<sup>94</sup> *Idem*.

<sup>95</sup> FRAPPANT H., *op. cit.*, p. 104

phénomène de guerre et il signale que c'est commettre une grave erreur de dire que la violence est un accident appelé à faire disparaître des grèves<sup>96</sup>. La révolution sociale serait donc une extension de cette guerre dont chaque grande grève constitue un épisode. La violence a un rôle révolutionnaire et serait l'instrument grâce auquel le mouvement social l'emporte. Par conséquent, la violence ne démoralise pas celui qui l'emploie, tout au contraire, elle lui offre de hautes valeurs morales.

Pour résumer ce deuxième point, nous pouvons considérer comme « Violence politique » toute contrainte matérielle dont l'objet, le choix de cibles ou de victimes, les circonstances, l'exécution et les effets acquièrent une signification politique, c'est-à-dire la conquête du pouvoir et la domination de l'autre afin de préserver un individu et sa communauté.

Sur cette base, il est possible d'identifier, d'après P. Braud<sup>97</sup>, trois sous-ensembles des violences politiques. Premièrement, la « violence de l'État » : la monopolisation tendancielle de la force physique est le fondement ultime de l'autorité du pouvoir politique. Dans un État de droit, l'emploi de la violence d'État, soigneusement codifié, bénéficie d'une présomption de légalité, même si sa légitimité suscite nécessairement des contestations, à cause de pratiques parfaitement illégales : bavures policières, tortures, etc. Deuxièmement, la « violence protestataire » : dirigée contre l'ordre social, le régime politique ou simplement contre les représentants de la puissance publique. Elle peut présenter une multiplicité de modalités : violences armées d'organisations clandestines (I.R.A., E.T.A., FPMR, MIR, MJL) ; violences-déprédations d'émeutiers ; emploi de la force matérielle pour empêcher le fonctionnement régulier de la ville : barrages routiers, barricades, etc. Finalement, la « violence intersociale » correspondant à l'affrontement ou menaces d'affrontement entre deux groupes sociaux.

Ces sous-ensembles nous donnent déjà les premières lueurs sous lesquelles nous allons nous centrer pour cerner encore plus notre catégorie de violence politique, la place principale sera ainsi occupée par la violence protestataire d'origine « populaire ».

---

<sup>96</sup> SOREL G., *Réflexions sur la Violence*, édition électronique réalisée à partir du Texte de la 1re édition, 1908. Paris : Marcel Rivière et Cie. Réimpression de la première édition, Collection : Études sur le devenir social, 1972, p. 194

<sup>97</sup> BRAUD P., « la violence politique : repères et problèmes », *op. cit.*

## 2.2. Violence politique « populaire »

Nous sommes arrivés à une certaine clarté conceptuelle sur la violence politique, cependant, quand nous ajoutons l'adjectif « populaire » celle-ci peut s'avérer beaucoup plus complexe non seulement dans sa définition sinon surtout dans l'opérationnalité du concept. Nous assignons cette notion à des sujets déterminés, lesquels devront être identifiés sous une catégorie plutôt abstraite qui change, selon le contexte historique, géographique et social où elle est placée. De ce fait, il est fondamental de s'enquérir sur les caractéristiques les plus génériques de ce que nous appelons populaire dans notre domaine de recherche, pour ensuite pouvoir les assigner à des sujets déterminés agissants dans ce contexte.

De manière générale, le concept de « populaire » a été privilégié dans la pensée latino-américaine, on parle depuis longtemps de « mouvements populaires » pour faire référence aux mouvements sociaux<sup>98</sup>, la notion de populaire a été aussi préférée à celle de « prolétariat » ou de « peuple<sup>99</sup> », car elle renvoie moins à une représentation des sociétés en « classes », définies par une position dans le système de production, qu'à leur structuration en termes de pouvoirs, mais aussi de représentations. Si « populaire » fait parfois office de synonyme de « peuple », c'est surtout au sens de « pauvres », occupant une position basse dans la hiérarchie sociale des pouvoirs et des revenus<sup>100</sup>. Pour une approximation plus contextuelle du concept, nous utiliserons les notions issues des travaux du sociologue chilien R. Baño<sup>101</sup>. Pour lui, il s'agit d'un groupe d'êtres humains subissant deux caractéristiques génériques : premièrement, ils détiennent la condition de pauvres, c'est-à-dire ils manquent de ce que les autres sujets de la même société possèdent et jouissent<sup>102</sup> ; deuxièmement, ils sont des groupes dominés dans un système social donné.

De manière générale, il est habituel de faire un rapport entre ce qui est populaire avec une catégorie sociale déterminée, en tant qu'objet passif des actions faites par d'autres sujets. Cependant, nous considérerons ce qui est populaire comme essence d'un individu agissant, comme un « sujet populaire » duquel nous pourrions évaluer ses orientations et

---

<sup>98</sup> Cf. GOIRAND C., « Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine. Les approches des mobilisations depuis les années 1970 », *Revue française de science politique*, 2010/3 Vol. 60, pp. 445-466.

<sup>99</sup> Cette notion, comme nous le verrons plus tard, reprend des forces au sein des groupes de jeunes militants radicaux.

<sup>100</sup> *Ibidem*, p.448

<sup>101</sup> BAÑO R., « *Los sectores populares y la política: Una reflexión socio-histórica* », *Revista Política* N° 43. Santiago, 2004. p. 36

<sup>102</sup> La condition de pauvre est une condition de carence, cependant cette condition est mesurée par rapport à une société historiquement située et non en termes absolus. Il y a une dimension relative de la pauvreté qui est établie dans chaque moment social.

actions dans le processus social. C'est pourquoi nous analyserons ce qui est populaire comme faisant partie d'un acteur social et d'un acteur politique.

La société comprise comme un système de domination définit ce qui sera désigné comme les « secteurs populaires ». C'est, en effet, l'imposition d'un ordre politique qui organise la construction de ce qui sera nommé populaire. En conséquence, ce qui est populaire n'est pas une catégorie inerte, mais elle agit, par différents moyens et avec différents degrés, sur la définition de la volonté collective d'une société.

Bref, ce qui est populaire fait référence à deux conditions : une objective, qui est la pauvreté, et une relationnelle-subjective qui est la domination. Cette dernière condition fait référence à une relation sociale de caractère conflictuel qui permet également la constitution du « sujet » populaire.

En ce qui concerne la relation sociale conflictuelle du sujet populaire, celle-ci se développe sur deux axes : le premier se déploie en termes de domination directe établie par la relation de production capitaliste, « relation objectivement conflictuelle<sup>103</sup> » ; le second axe est exposé en termes d'exclusion générique du produit social, indépendamment d'une relation de production directe. Le premier axe décrit la relation de classe classique du système de production capitaliste industriel, néanmoins c'est dans le deuxième axe fondé sur les rapports sociaux d'exclusion (ou de mépris) que nous trouverons l'essence du sujet populaire actuel.

Denis Merklen signale par ailleurs que « les classes populaires d'aujourd'hui ne se distinguent pas de la classe ouvrière seulement par leur « sociabilité » (le chômage, la précarité et l'inscription territoriale), elles s'en distinguent aussi politiquement. En premier lieu parce que l'État a mis en place une véritable batterie de politiques publiques en direction de l'univers populaire, qui peut aller de la création de corps spécialisés de police et de tactiques répressives à la mise en place de politiques sociales de nature diverses (politique de la ville, d'insertion, de lutte contre le chômage, éducatives, etc.). En deuxième lieu, parce que les classes populaires ont développé des stratégies de survie et des modes d'action collective qui les mettent fréquemment en contact avec la violence et qui les laissent souvent en situation d'illégalité. Trafics, occupations illégales de terrains,

---

<sup>103</sup> Ce qui correspond clairement à l'analyse marxiste, qui définit la relation capitaliste comme un rapport d'exploitation, donc, objectivement conflictuelle.

travail au noir, saccages, émeutes, et barrages de route [...] affrontements répétés avec la police<sup>104</sup> ».

Passant directement au lien qui s'établit entre le sujet populaire et la violence nous voudrions préciser que le type de violence observé peut être classé premièrement comme une violence civile, autrement dit, une violence qui se présente comme un composant des relations sociales surgissant par des rapports de forces sociaux concurrentiels<sup>105</sup>. Ce sont des violences internes et collectives, caractéristiques qui nous permettent de les différencier des violences criminologiques. En outre, cette violence part d'une situation d'inégalité, tout d'abord, entre les parts qui s'affrontent avec normalement l'État, d'un côté, et les sujets populaires, de l'autre. Ensuite sur l'inégalité sociale et politique qui donne des motifs à ces violences, car il y a une prise de conscience de l'illégitimité de la privation, de la « spoliation urbaine » comme le conceptualise R. Boschi<sup>106</sup>, de la négation illégitime de droits aux plus pauvres. Une analyse détaillée montre en effet que la prétendue spontanéité de ces violences désire exprimer, à l'état brut, une réaction aux rapports de domination et s'insère dans le fonctionnement ordinaire du système politique. Car même si les situations de violences constituent généralement la réponse à un événement précis – augmentation de frais sur les services sociaux de base –, elles ne sont pas pour autant des conduites collectives désorganisées, dépourvues de sens et de rapports entre fins et moyens.

Ces violences se présentent surtout comme une expression de la volonté politique révolutionnaire, comme une force qui va dans le sens du progrès, l'idée révolutionnaire est fondamentale dans la construction de ce concept – nous le verrons plus tard –, car, comme l'indique H. Frappant, la révolution est un phénomène politique particulier dans la mesure où il implique nécessairement l'usage, voire la justification, de la violence<sup>107</sup>.

Ainsi nous arrivons vers une première notion de violence politique populaire : l'atteinte par la force à l'intégrité physique, intellectuelle ou morale d'une personne ou d'un groupe de personnes, réalisée par des sujets populaires et produite par les relations de pouvoir entre les secteurs dominants et dominés dans un système donné. La condition de

---

<sup>104</sup> MERKLEN D., « De la violence politique en démocratie », *Cités. Extrêmes violences*, PUF, N°50, 2012, p.71-72

<sup>105</sup> AROSTEGUI J., «Violencia, sociedad y política: la definición de la violencia», *Ayer N° 13*, Madrid Asociación de Historia Contemporánea, 1994, p. 20

<sup>106</sup> BOSCHI R., *A Arte da Associação: Política de base e democracia no Brasil*, São-Paulo, Vértice-IUPERJ, 1987.

<sup>107</sup> FRAPPANT H., *op. cit.*, p. 155

dominé étant celle qui permet la constitution de sujets populaires, elle fait toujours référence à une relation sociale de caractère conflictuel.

Cependant, et comme il a été déjà évoqué, le concept de populaire et tout ce qu'il englobe vont être étroitement liés à des réalités sociales particulières, donc le contexte où cette violence politique populaire se présente sera décisif pour déterminer ses formes et ses justifications.

### **Encadre 1 : Formes et instruments des violences politiques populaires (VPP)**

---

Les violences politiques populaires sur lesquelles nous travaillons sont jouées par des individus organisés en groupes ou foules dans une scène principalement urbaine – nous le verrons plus tard –. Ce contexte oblige à utiliser diverses options d'occupation de l'espace urbain. L'ensemble de ces options a configuré un cadre de conduite collective autour duquel se déroule la VPP. Dans l'histoire du mouvement populaire chilien nous trouvons une série particulière de formes de conduite qui articulent l'organisation de ses tactiques.

En conséquence, il nous semble important de signaler les aspects les plus généraux de ces violences dans la Ville de Santiago du Chili. Ces formes ne sont pas uniques ni rigides, elles peuvent muter passant d'un type à un autre dans un même scénario, elles peuvent avoir une durée courte ou même durer plusieurs jours, avec plus ou moins de commotion publique. Maintes fois, l'événement originel se perd ou se subordonne à une chaîne d'événements. Nous donnerons plusieurs exemples dans les chapitres postérieurs (*cf. chapitre 4*).

G. Salazar distingue quatorze formes prédominantes de VPP à partir de la deuxième moitié du siècle dernier au Chili.

1. Actes et assemblées : il s'agit des réunions massives dans d'espaces fermés ou ouverts. Entre 300 et 5000 personnes en moyenne. Avec comme motivation des problèmes ponctuels, ils sont pacifiques en soi, cependant ils peuvent devenir violents lorsqu'ils se transforment en marches ou défilés non autorisés ou comportent des discours qui incitent au passage à l'acte.
  2. Rassemblements : il s'agit des réunions très massives, sur les 5000 personnes, normalement autorisées dans des espaces ouverts proches du centre civique de Santiago et liées à des dates ou événements de commémoration (11 septembre, premier mai, etc.). Ils ont permis à certains leaders et caudillos de devenir connus et reconnus politiquement. Quand ils se transforment en défilés vers des ministères ou le Palais du gouvernement ils retrouvent sa composante violente au moment où ils s'affrontent à leurs « contra » ou ennemi identifié (actuellement la police, avant l'armée). L'origine de cette violence est due, plus que par l'objectif du rassemblement, à sa massivité.
  3. Défilés : il s'agit de rassemblements en mouvement, normalement, additionnés à d'autres formes de VPP donc planifiées. Elles peuvent pourtant être aussi spontanées et non autorisées (le cas de marches contre le *Transantiago*) la VPP peut donc se présenter au sein de cette illégalité.
  4. Les occupations (tomas) : forme de VPP réalisée par des groupes ou masses, inférieure à 5000 personnes où l'objectif est l'occupation d'un espace soit pour souligner un problème ou assumer *de facto* un droit. Normalement l'acte d'occupation signifie la violation du droit de propriété et/ou des démarches institutionnelles. Étant donné que c'est une action pragmatique et opérationnelle, l'occupation est nécessairement organisée à l'avance de manière plus ou moins soignée.
  5. Les grèves : à la différence d'autres formes, elles sont réglementées par la loi, cela sous-entend aussi un droit restreint et qualifié seulement pour les travailleurs. Cependant, les étudiants et les fonctionnaires publics (professeurs et travailleurs de la santé surtout) font aussi des grèves, lesquelles, illégales, commencent comme une simple « désobéissance
-



---

civile » pour traverser souvent les frontières de l'action directe.

6. Les grèves nationales : cette forme constitue un défi en théorie majeur au régime existant, cependant sa signification politique réelle a été faible et sa transformation en VPP a passé par des actes locaux et ponctuels plutôt que par sa définition nationale.
7. Les journées de proteste : cette forme consiste en une variété d'actions directes réalisées de manière convergente par un agrégat hétérogène d'acteurs. Bien qu'elle puisse être à l'origine une grève nationale, la réponse des acteurs dans le terrain a dépassé les limites de la grève avec des affrontements contre la police, l'agression des autorités, de bâtiments publics, etc. De ce fait, les forces de l'ordre peuvent utiliser des « tactiques de guerre » lorsque la situation dérape. Elles sont plus spontanées que les grèves nationales, mais reconnaissent avec clarté le « contre », généralement le système de domination en vigueur.
8. Les manifestations et actions d'agitation et propagande : il s'agit d'actions démonstratives qui se sont déployées dans l'espace public par des groupes grémiaux, sociaux ou de militants partisans. Ce sont des groupes qui exhibent une conscience politique majeure. Grâce à la taille qu'exige ce type d'action, ils peuvent affronter plus facilement l'action répressive. Cependant, son contenu de VPP est faible.
9. Les agressions et attaques : il s'agit d'une décharge de violence physique réalisée par des individus ou groupes mineurs contre personnes ou propriétés publiques ou privées, planifiée ou non, mais qui impliquent toujours un degré délictuel ou intentionnel. Ce type d'action se trouve liée à un climat politique général qui lui donne du sens. L'agression peut être classée comme un acte simple et spontané, par contre l'attaque est une action préméditée plus proche de la VPP que nous observons actuellement chez les jeunes militants radicaux.
10. Le sabotage : il s'agit nettement d'actions de violence du « travail » contre le capital et les capitalistes, elles peuvent se produire à l'intérieur comme à l'extérieur de plantes productives. Pourtant actuellement toutes les actions de VPP qui recherchent le dysfonctionnement économique de la ville peuvent être classées également comme des sabotages.
11. Les affrontements : ce sont des actions de défense ou attaque commise par des groupes dont leur objectif est de combattre le « contre ». Cette décision de combattre est la conduite propre de l'action ou les participants assument les conséquences de s'affronter au « contre ». Il y a une décision d'aller au combat, décision qui généralement est plus collective qu'individuelle. En conséquence, le coût des affrontements (intégrité physique, vie, dommage matériel) a été généralement élevé. Les affrontements ont, par ailleurs, révélé au Chili une conscience primaire et limitée de guerre interne et constituent le cas le plus ouvert de violation au système de domination.
12. Les incidents électoraux : cette forme a comme caractéristique une absence de mise en cause du système de domination et une nulle désobéissance des autorités. Elle est en effet une extralimitation de la rivalité permise par le système dans les conjonctures électorales. Sa transcendance politique en matière de violence est donc mineure.
13. Les préparations clandestines pour la VPP : il s'agit des actions logistiques d'approvisionnement de matériel, entraînement et préparation d'actions de VPP, réalisées par des individus et groupes qu'ont décidé de se perfectionner dans la VPP. Parmi ces actions se trouvent l'accumulation d'arsenaux, la constitution de réseaux de propagande subversive, les écoles d'entraînement, l'organisation de groupes opératifs, les études de terrain, tout cela avec l'objectif de déstabiliser le système et imposer les objectifs du mouvement populaire.
14. Les révolutions ouvertes : action destinée à défier et contester l'institutionnalité en vigueur sur la base de mettre en place de facto et sur le terrain une institutionnalité alternative, d'inspiration directement populaire. Ces révolutions surgissent en lien avec un groupe ou organisation experte en VPP, d'orientation révolutionnaire, très rares dans l'histoire du mouvement populaire chilien.

---

Toutes ces formes présentent des évolutions liées à des cycles politiques, ainsi des formes comme la

---

grève et le rassemblement stagne tandis que des formes comme la manifestation, le défilé et les occupations, plus agiles politiquement, s'étendent. Il est possible de parler de formes plus modernes et « anti-systémiques » qui se généralisent à partir des années 1970 et que même la période de Dictature n'a pas pu contraindre.

---

### 2.3. Violences politiques populaires urbaines à Santiago du Chili.

La violence, comme il a été plusieurs fois indiqué, est protéiforme, elle peut être individuelle, collective, organisée, imprévisible ou spontanée, instrumentale, rationnelle, irrationnelle, ritualisée, etc. L'analyse du contexte dans lequel elle se développe devient donc indispensable. Nous avons ainsi déterminé que pour le type de violences avec lequel nous allons travailler, qui s'insère dans un contexte de radicalisation, il s'agit avant tout des violences politiques urbaines. Deux types y sont identifiés, premièrement, une « violence politique spontanée » structurée principalement dans le centre-ville de Santiago, où se trouvent les bureaux du gouvernement, les universités, etc. Elle se manifeste normalement sous la forme de ce qu'on appelle émeute ou révolte. Un deuxième type est la « violence politique organisée » qui se déroule principalement dans les quartiers populaires et périphériques de Santiago et qui se sert des grandes manifestations de masse pour justifier une continuation des violences dans ces quartiers<sup>108</sup>.

Dans le type des violences que nous étudions s'observe des jeunes et des adolescents : lycéens, étudiants universitaires, ou non scolarisés, qui participent aux manifestations de rue massives. Ces violences manifestent normalement un « effet contagieux » au sens donné par R. Girard<sup>109</sup>, où la destruction de la « propriété » publique et privée et les affrontements contre la police sont les moyens d'expression. Comme l'indique Ch. Tilly, si les gains escomptables sont élevés et les coûts réduits, notamment en termes de répression, alors la probabilité d'un recours à la violence augmente dès lors que surgit une conjoncture favorable, c'est-à-dire une mobilisation croissante autour des revendications rejetées par les gouvernants<sup>110</sup>.

---

<sup>108</sup> Ces types de violence suivent la même logique de différenciation établie par Ted Gurr qui définit deux types de violences civiles : *l'agitation* caractérisée par une participation en masse, usuellement spontanée, désorganisée et avec de faibles degrés de violence dont les formes d'expression typiques sont la grève, l'émeute, la révolte, l'insurrection, etc. Et *la révolution* reflète d'une organisation, et une application souvent instrumentale et intense de la violence, dirigée par une élite, où nous trouvons différentes formes d'expression comme : résistances, lutte armée, guérilla, terrorisme, actions de milice urbaine, etc. GURR T., *Why men rebel ?*, Princeton University Press, 1971, p. 438.

<sup>109</sup> Cf. GIRARD R., *Le bouc émissaire*, Paris, éditions Grasset et Fasquelle, 1982

<sup>110</sup> TILLY C., *Front mobilization to revolution*. Reading, Mass., Addison-Wesley Publishing Co., 1978, p. 201 et ss.

En ce qui concerne le deuxième type de violence, elle est plus organisée, et structurée par les étudiants et habitants de « *poblaciones*<sup>111</sup> », ce type de violence se localise dans des endroits réunissant certaines caractéristiques sociohistoriques. Ces zones sont tout d'abord périphériques, maintiennent une vie sociocommunautaire active malgré l'abandon, le chômage et parfois la misère. Ces zones très intégrées sur un mode communautaire ouvrent des espaces à la violence tolérée, lors de manifestations et des commémorations liées à des événements marquants l'histoire de ces endroits. Ceci est la situation que nous pouvons observer à la Villa Francia ou d'autres quartiers de Santiago que nous visitons pour cette recherche. Les violences dans ces quartiers, à la différence des manifestations massives de rue, cherchent plutôt l'affrontement contre les forces de police, sans destruction de l'espace et des biens publics ou privés, les participants sont moins nombreux, mais plus organisés, il y a plus d'armes (Molotov principalement, mais parfois des armes à feu) plus de coupures de routes et des barricades qui peuvent se maintenir plusieurs heures. En effet, la violence des groupes organisés est exercée parfois sans passion ni agressivité incontrôlée. Elle s'inscrit directement dans une logique de calculs et d'efficacité ; ce qui implique la recherche consciente d'une proportionnalité de moyens mis en œuvre par rapport au but recherché<sup>112</sup>.

Ces violences au Chili comme ailleurs, comportent comme acteurs principaux les jeunes qui sont l'objet de ce qui suit dans la construction de notre concept opératoire de la violence.

### **3. Violence politique et jeunes populaires**

La violence des « jeunes » et des « bandes de jeunes » est ancienne ; elle fait partie selon F. Dubet de ces nouveautés symbolisant la décadence des temps présents découverts par chaque génération<sup>113</sup>. Cependant et malgré l'ancienneté et l'évidence de ce type de violence, la catégorie de « jeunes » reste encore très mal délimitée. C'est pourquoi avant de nous introduire sur les violences propres aux jeunes populaires il faudrait isoler cette catégorie.

Bien entendu, les jeunes ne forment pas un groupe unifié avec des pratiques et des valeurs si communes. Ainsi et de manière immédiate ressortent une série de

---

<sup>111</sup> Les *poblaciones* sont des anciens bidonvilles qui actuellement habitent les populations les plus démunies, se trouvant principalement à la périphérie des villes, nous allons approfondir la notion dans les chapitres 1, 2 et 3.

<sup>112</sup> BRAUD P., « la violence politique : repères et problèmes » *op.cit.*, p. 11

<sup>113</sup> DUBET F., « À propos de la violence et des jeunes », *op. cit.*, p. 9

questionnements : qui sont les jeunes ? Qu'est-ce que nous entendons par jeune et jeunesse ? De quoi parlons-nous quand nous parlons des jeunes ? Quels sont les caractéristiques et les traits qui permettent de construire cette catégorie ?

### **3.1. La jeunesse populaire à Santiago du Chili : identité en construction**

Lorsque nos sociétés parlent de la jeunesse, elles font référence à plusieurs significations simultanément. Il est nécessaire alors de placer les discours dans leurs contextes et déterminer la position de « qui parle ». Or, la nomination au singulier de la jeunesse n'est pas telle, car ses signifiants sont divers et font référence à plusieurs images d'une même expression avec divers sujets parlants. Pour introduire une conceptualisation, quatre représentations extraites des travaux du Sociologue chilien K. Duarte Quapper<sup>114</sup> vont nous guider afin de nous approcher de la manière la plus exacte d'une conception de la jeunesse chilienne actuelle.

Une première représentation, pouvant être la plus traditionnelle, définit la jeunesse comme une étape de la vie. Elle est, d'une part, une étape différente des autres dans le cycle de vie humaine, comme l'enfance, la maturité, la vieillesse, et d'autre part, une étape de préparation des individus pour arriver au monde adulte. Les deux sens sont intimement liés, le premier part des changements propres de la puberté pour signaler l'entrée dans un nouveau moment du développement du cycle vital et le deuxième sens possède une connotation, un regard social qui est l'intégration au monde adulte (la maturité sexuelle et organique). À partir de cette vision se renforce l'idée de penser la jeunesse en référence aux paramètres et mesures du monde des adultes.

Une deuxième représentation voit la jeunesse en tant que groupe social pouvant être classé à partir de certains paramètres, principalement l'âge. Cette variable permettra de construire un groupe dans nos sociétés que nous allons nommer les « jeunes ». Cette représentation pose pourtant comme problème la confusion entre une situation démographique et un phénomène socioculturel appelé « le juvénile » en tant que moment dans la vie ou attitude face à la vie. Selon P. Bourdieu<sup>115</sup> les coupures soit en classe d'âge, soit en générations, sont tout à fait variables et sont un enjeu de manipulation qu'utilisent sociologues et politologues. En effet, les classifications par âge reviennent toujours à

---

<sup>114</sup> DUARTE K., *Discursos de resistencias juveniles en sociedades adultocéntricas*, Departamento Ecueménico de Investigaciones, San José, 2006.

<sup>115</sup> BOURDIEU P., "La "juventud" no es más que una palabra", *Sociología y cultura* (p. 163-173). México: Grijalbo, Conaculta, 2002.

imposer des limites et à produire un ordre auquel chacun doit se tenir, dans lequel chacun doit rester à sa place. En conséquence, la manipulation a été la caractéristique de cette mauvaise utilisation de l'âge, principalement, parce qu'à partir de cela se construit une réalité en assignant des responsabilités ou conduites attendues selon l'âge, sans considérer les spécificités et le contexte social du groupe dont on parle.

Une troisième représentation de la jeunesse fait référence à un certain ensemble d'attitudes face à la vie. Par exemple, lorsque nous parlons de la jeunesse, cela nous renvoie vers la joie, la santé, la modernité, la révolte ou l'innocence, etc. Toutefois, ces attitudes sont définies à partir du monde des adultes, à travers des images préfigurées qui ne coïncident pas toujours avec la réalité vécue par cette catégorie.

Une quatrième représentation expose la jeunesse comme la génération future. Autrement dit, comme ceux et celles qui dorénavant vont assumer les rôles des adultes que la société nécessite pour continuer sa reproduction. Cette représentation tend à installer, principalement, les aspects normatifs attendus des jeunes en tant qu'individus en préparation pour l'avenir, selon les sociétés nous entendrons dire d'eux créatif, entrepreneurs, audacieux, etc.

Évidemment, ces visions ne sont pas les seules, elles sont un échantillon de ce que nous trouvons dans le discours scientifique, journalistique, communicationnel, religieux, politique, de la rue, et comme le postule K. Duarte dans le discours « *Adultocentrique* ».

Cependant, un élément fondamental dans la construction de cette conceptualisation est la réalité sociale, politique, historique et culturelle de la société étudiée. Certes, la jeunesse en Europe est différente de la jeunesse en Amérique latine, et celle d'Amérique latine change aussi d'un pays à l'autre ou si elle est rurale ou urbaine, pauvre ou riche. Pour cette raison, il nous a paru intéressant de souligner le travail d'A. Touraine<sup>116</sup> qui parle de la jeunesse au Chili. A. Touraine signale que la jeunesse au Chili n'est pas une catégorie sociale, sinon une construction culturelle et administrative, une partie de l'image qu'une société a d'elle-même. Ainsi, pour lui, dans les données quantitatives qui sont utilisées pour ébaucher une image de la jeunesse chilienne s'élaborent de manière arbitraire des réalités assez diverses, en nous imposant ainsi l'image d'un jeune qui est une moyenne irréaliste de nombreux et divers types sociaux. A. Touraine parle de deux images principales que la société chilienne se fait de la jeunesse : d'abord, comme instrument de

---

<sup>116</sup> TOURAINE A., "Juventud y democracia en Chile", *Ultima Década* 008, Cidpa, 1997

modernisation, et ensuite, comme un élément marginal et dangereux. Ce contraste correspond en partie à l'opposition entre la jeunesse de classe moyenne ou riche et la jeunesse appelée marginale. Cette dernière, surtout urbaine, est largement majoritaire. Elle englobe des jeunes sans emploi, issus de familles déstructurées, des jeunes qui survivent grâce à des travaux intermittents et mal payés, qui sont prédisposés à la délinquance, la drogue, la précarité, etc. Cette jeunesse qui pense qu'il n'y a pas un endroit pour elle dans une société dont leur développement est limité, pleine d'inégalités et d'exclusions.

Afin d'approfondir dans la construction identitaire de la jeunesse chilienne, nous allons utiliser la typologie de construction d'identité utilisée par Goffman<sup>117</sup>. L'utilisation de cette typologie se justifie, premièrement, parce qu'elle nous permet de travailler la notion de jeune comme un processus dynamique : nous rentrons et sortons de la jeunesse, nous pouvons nous sentir plus ou moins jeunes, etc. Deuxièmement, parce qu'elle se construit dans les rapports quotidiens avec l'environnement et avec soi-même, par conséquent elle peut rendre plus ou moins compte des aspects sociaux, politiques, historiques et culturels que la société chilienne procure afin de rendre effective cette identité. Finalement, nous utilisons cette typologie, que Goffman a utilisée lorsqu'il s'agissait de travailler avec des populations stigmatisées, parce que les jeunes de quartiers populaires font effectivement partie des groupes les plus stigmatisés dans la société chilienne.

L'objectif de cette typologie tient dans la construction d'une « *identité sociale réelle* » du jeune : nous construisons premièrement des identités sociales virtuelles des jeunes et ce qui nous permet de créer une identité sociale réelle ce sont les attributs que nous assignons à ces individus d'après nos constructions. Tous ces processus dépendent des relations que nous avons pu créer entre attribut et stéréotype<sup>118</sup>. Ainsi, le stéréotype le plus classique d'un jeune de quartier populaire et celui de délinquant dangereux, sans culture, feignant, ce que de manière courante les Chiliens appellent « *flaite*<sup>119</sup> ». Ensuite, il y a le stéréotype qui est resté attaché à l'image des jeunes pendant 20 ans et qui trouve son origine principalement dans le discours de groupes savant, celui d'« apathiques », ou de

---

<sup>117</sup> Cf. GOFFMAN E., *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps* (1963), traduit de l'Anglais par Alain Kihm, Paris, coll. Le Sens commun, Éditions de Minuit, 1975

<sup>118</sup> *Ibidem*, p. 14.

<sup>119</sup> Ce terme péjoratif identifie les personnes d'origine modeste, de marginaux qui présentent des caractéristiques vulgaires et qui sont socialement moins intégrés, ces termes ont adopté des connotations élitistes et font référence à la capacité d'adaptation des individus aux différents éléments culturels de la société chilienne. Généralement, ils sont associés à des conduites agressives, à l'utilisation d'un langage vulgaire et à la provenance de la périphérie de grandes villes du Chili.

passifs face à sa citoyenneté<sup>120</sup>. Ce stéréotype est pourtant évincé par les lycéens avec leur activisme au sein de la « révolte des pingouins<sup>121</sup> » à partir de l'année 2006.

Effectivement, ce que nous avons observé jusqu'à maintenant au Chili est une prévalence de stéréotypes plutôt qu'une recherche d'attributs qui permettrait de construire à travers « *l'information sociale*<sup>122</sup> » une identité sociale réelle.

L'information sociale est une information à propos d'un individu, elle touche à ce qui le caractérise de façon plus ou moins durable de même que le signe par lequel, elle se transmet, elle est réflexive et incarnée, c'est-à-dire émise par la personne qu'elle concerne et diffusée au moyen d'une expression corporelle que perçoivent directement les personnes présentes à travers la reconnaissance cognitive<sup>123</sup>. Parmi les signes qui la transmettent, certains sont fréquents et stables, toujours recherchés et habituellement reçus : on peut les appeler des symboles. Ainsi les signes porteurs d'information sociale varient selon qu'ils sont congénitaux ou non. En effet, dans le cas chilien, les signes congénitaux prédisposent fortement la construction identitaire. Dans cette société métisse, qui valorise énormément le type européen (symbole de prestige), la taille, la couleur de peau, de cheveux ou des yeux, lorsqu'ils sont plus proches du type amérindien (symbole de stigmaté), prédisposent à l'identification aux groupes populaires. En outre, les niveaux élevés d'inégalité et la faible mobilité sociale peuvent transformer la pauvreté et l'éducation en signes congénitaux.

D'autre part, les signes non congénitaux varient selon qu'ils s'impriment ou non de façon permanente sur la personne. En même temps, nous trouvons des signes comme la manière de s'habiller ou le langage pouvant être permanents lorsqu'ils font référence à l'appartenance socioéconomique de l'individu ou transitoires lorsqu'ils sont le reflet d'une étape de la vie. Ceux-ci rendent compte d'une rupture générationnelle qui s'exprime normalement à travers l'identification avec différentes mouvances : tribus urbaines (*skinhead* de gauche ou de droite, *skaters*, *emos*, etc.) ou types de musiques (*punk*, *hip-hop*, *reggaeton*, etc.).

---

<sup>120</sup> OLABARRIA J. *et al.*, "Los jóvenes de sectores populares: nuevas preguntas de investigación", *Chile 97, Análisis y opiniones*, FLACSO – Chile, 1998, p. 288.

<sup>121</sup> Nous allons parler largement de cet événement au cours de toute notre recherche.

<sup>122</sup> GOFFMAN E., *Stigmaté*, *op. cit.*, p. 58

<sup>123</sup> C'est l'acte de perception qui consiste à « situer » un individu comme ayant telle ou telle identité sociale ou personnelle

D'autre part, il arrive que l'information sociale confirme ce que d'autres signes nous révèlent de l'individu en question. De même que, dans certaines circonstances, l'identité sociale de ceux avec qui se trouve un individu peut servir de source d'information sur son identité sociale à lui, partant de l'hypothèse qu'il est ce que les autres en font. C'est en effet l'expérience sociale des jeunes qui s'exprime de manière individuelle ou collective qui nous apporte ce type d'information sociale.

Le concept d'« *identité personnelle*<sup>124</sup> » nous donne également d'importantes lignes directrices pour la construction de la typologie de la jeunesse. Elle correspond à l'information légale ou juridique, comme l'âge, la scolarisation, et tous les signes patents ou « porte-identité », et la combinaison de tous les faits bibliographiques qui constituent l'unicité d'un individu. En effet, des données comme le prénom et nom de famille nous livrent des informations relatives aux types de croyances ou d'éducation religieuse des jeunes, par exemple des prénoms bibliques issus de l'Ancien Testament sont signe d'une formation religieuse protestante, fortement présente dans les secteurs périphériques des grandes villes ou les secteurs ruraux<sup>125</sup>. Ou des prénoms d'origine étrangère principalement anglophones sont aussi présents dans les secteurs populaires. En outre, l'origine scolaire dans un pays qui présente une forte ségrégation spatiale reflète aussi les origines socio-économiques, géographiques et même du niveau scolaire acquis par les jeunes, car tous ces facteurs se trouvent en forte relation. La notion d'identité personnelle est donc liée à l'hypothèse que chaque individu se laisse différencier de tous les autres, et qu'autour de ces éléments de différenciation, c'est un enregistrement unique et ininterrompu de faits sociaux qui vient s'attacher comme une substance poisseuse à laquelle se collent sans cesse de nouveaux détails biographiques<sup>126</sup>.

Du seul fait qu'il possède une identité personnelle et une identité sociale, chaque individu voit le monde des autres autour de lui partagé d'une certaine façon. Le partage est d'abord entre ceux qui le connaissent et ceux qui ne le connaissent pas<sup>127</sup>. De ce fait, un jeune populaire dans son quartier sera perçu de manière différente en centre-ville agissant lui-même en conséquence, car ce jeune devant des inconnus ne compte qu'en fonction de son identité sociale immédiatement perceptible. Cette dernière normalement associée à des

---

<sup>124</sup> *Ibidem*, p. 67

<sup>125</sup> À ce sujet voir: SALINAS CAMPOS M., *Historia del pueblo de Dios en Chili: la evolución del cristianismo desde la perspectiva de los pobres*, Santiago, Eds. Rehue, 1987 et MANSILLA AGÜERO M., "La canutofobia en Chile: Los factores socioculturales de la discriminación evangélica", *Ciencias Sociales Online*, marzo 2007, Vol. IV, No. 1, pp. 48-61.

<sup>126</sup> GOFFMAN E., *Stigmaté*, *op. cit.*, p. 14

<sup>127</sup> *Ibidem*, p. 84



symboles de stigmatisme construisant ce qu'E. Goffman décrit comme la « mauvaise réputation ». Cette mauvaise réputation est liée à un type de mépris qui devient évidemment une violence envers les jeunes. La mauvaise réputation a pour fonction évidente le contrôle social, dont il est possible de mentionner deux variétés. En premier lieu, le contrôle social formel. Il existe en effet des *preposés*, isolés ou en groupe, dont la tâche consiste à repérer au sein du public la présence d'individus identifiés que leurs antécédents ou leur réputation ont rendus suspects, quand ils ne sont pas recherchés. Nous observons de manière quotidienne comment la police remplit ce rôle avec, entre autres, des interpellations arbitraires. Un second type de contrôle social, fondé sur la mauvaise réputation, est le contrôle informel auquel contribue l'ensemble du public<sup>128</sup>.

En effet, très souvent le jeune discrédité délimite ses risques en divisant le monde en deux groupes : l'un, nombreux, auquel il ne révèle rien, et l'autre, restreint, auquel il dit tout et dont il espère le soutien.

Le dernier aspect dans cette typologie de construction d'identité des jeunes est l'« *identité pour soi* » ou le sentiment subjectif de sa situation et de la continuité de son personnage que le jeune vient à acquérir à la suite de ses diverses expériences sociales. L'identité pour soi est avant tout une réalité subjective, réflexive, nécessairement ressentie par l'individu en cause. Grâce à cette notion d'identité pour soi, nous pouvons analyser ce que le jeune ressent à l'égard du regard des autres et de ce qu'il en fait. Cette analyse sera placée au centre de notre travail afin de déterminer les limites dans notre opérationnalisation du concept de jeunesse.

En résumé, dans la construction de la typologie de jeune populaire, il existe des aspects dont nous ne pouvons pas nous passer (processus chronologique, une classe d'âge ou une génération, attitudes, construction culturelle et administrative, etc.). Pourtant, c'est le processus de construction d'identité sociale, personnelle et pour-soi qui nous permettra de déterminer qui sont les jeunes issus de milieux populaires au Chili et selon les particularités de leur environnement leur rapport aux violences politiques.

### **3.2. Violences de jeunes : de l'émeute urbaine aux violences politiques**

M. Wieviorka, dans les années 90, signalait que « les violences urbaines aujourd'hui, ne semblent guère s'inscrire dans une continuité historique, qui les apparenterait aux poussées révolutionnaires ou aux grèves insurrectionnelles du passé,

---

<sup>128</sup> *Ibid.* p. 88-89

elles ne semblent pas porter le rêve ou les utopies d'un nouveau modèle de société, même si elles en appellent parfois à l'accouchement d'un monde plus juste<sup>129</sup> ». Pourtant, 20 ans après cette analyse, nous observons que la situation a considérablement changé si l'on s'appuie sur d'autres cas empiriques (révolutions arabes) et d'autres en évolution comme les cas canadien, chilien ou mexicain. Effectivement, dans notre étude et à la différence des idées reçues sur une violence des jeunes comme source d'une impossibilité d'expression du conflit ou comme une action difficile à verbaliser, les jeunes créent des revendications en fonction de leurs aspirations et leurs actes se formulent explicitement au moment de l'action violente. Il n'y a pas de perte de sens, et normalement cette violence n'est pas imprévisible ou spontanée.

La question qui se pose est de savoir quand cette transformation s'est produite. En effet, un grand nombre d'études réalisées au Chili concernant la violence des jeunes, surtout à l'école ou au lycée, montraient que jusqu'à l'année 2006<sup>130</sup> ce qui s'observait était une violence « enragée », « anomique », ou encore une violence qui naissait de l'ennui et du manque d'horizons d'attente.

Du côté du gouvernement et des agences dédiées au travail avec des jeunes, l'analyse de la violence des jeunes se faisait jusqu'à peu, de deux façons. Premièrement, en matière de crise de socialisation, les jeunes se heurteraient à des problèmes d'identification et d'intériorisation des normes, à un dérèglement des conduites, une incapacité de résister aux désirs et aux contraintes. La violence juvénile relèverait de cette absence de contrôle de soi qui n'est que le versant interne de la crise de la socialisation. Même s'il est vrai que la violence dérive parfois d'une absence de contrôle de soi et qu'une partie de la délinquance et le pillage sont accomplis sur un mode ludique sans que son caractère proprement illégal soit essentiel par les acteurs, cette vision n'explique qu'une partie très réduite du phénomène. Deuxièmement, avec une forme d'analyse qui voit la violence des jeunes en termes de désorganisation sociale, même si elle part de la même idée d'absence d'intégration, elle suppose que les jeunes peuvent construire d'autres modes d'appartenance, d'autres identités collectives face au monde qui se désorganise et se défait. Ce type d'analyse peut être associé à certains des jeunes interviewés au cours de notre recherche. En effet, comme F. Dubet l'expose, malgré le chômage et la marginalité, les

---

<sup>129</sup> WIEVIORKA M., « Éditorial : Approche comparée des violences urbaines », *Cultures & Conflits*, 06, Centre d'études sur les conflits, 1992.

<sup>130</sup> Voir : BLAYA C. *et al.*, « Réflexions phénoménologiques sur le sens de la violence scolaire au Chili », *International journal of violence and school*, 2009, pp. 41-59

jeunes des milieux populaires vivent dans une société de masse dans laquelle des modèles d'accomplissement des classes moyennes s'imposent à la plupart<sup>131</sup>. La réponse à cet échec est donc l'agression méchante. Plus les normes du succès et du conformisme des classes moyennes s'imposent aux enfants des classes populaires et des minorités qui ne pourront pas réellement s'y conformer, plus la méchanceté, préalable à la violence pourrait-on dire, se développe. Une caractéristique de cette agression méchante est qu'elle peut anticiper l'échec et le mépris, ainsi elle permettrait de vivre l'échec social comme un acte volontaire, voire héroïque<sup>132</sup>.

Cette interprétation de la violence peut être d'ailleurs associée aussi au stigmatisme que nous avons vu dans la construction identitaire. Lorsqu'un groupe est stigmatisé, une des manières d'échapper au façonnage consiste à revendiquer pour soi le stigmatisme négatif, à l'exacerber afin de le retourner contre ceux qui le stigmatisent. En général, le groupe d'individus méprisés se comporte conformément à ce qui est attendu par le stéréotype négatif, mais ils en rajoutent et en jouent comme dans le mouvement de la négritude. Nous trouvons souvent dans ce cas le garçon de *población* le jeune populaire qui se trouve entre la délinquance et l'exclusion, couramment appelé *flaite*.

Pourtant, d'un point de vue plus politique, les recours à la violence sont construits sur la conviction selon laquelle il n'existe pas réellement d'autre moyen d'obtenir la prise en considération de ses attentes ou, plus radicalement, d'imposer ses solutions<sup>133</sup>. L'apparition de la violence serait un signal de dysfonctionnement du système politique à cause principalement de trois situations. D'abord, parce qu'il y a une indifférence face au problème dont la violence est révélatrice<sup>134</sup>. Ensuite, parce que les solutions préconisées sont inacceptables (solutions basées sur le modèle néolibéral complètement discrédité par le discours des jeunes). Finalement, parce que les autorités politiques sont incapables de percevoir correctement ou d'interpréter des signes antérieurs de nature non violente (durant les 20 ans de gouvernement de la coalition de centre gauche, les demandes et les manifestations socioculturelles de jeunes n'ont pas été entendues). Si nous ajoutons à tout cela que les jeunes font partie des groupes sociaux les moins bien armés pour utiliser des ressources spécifiquement politiques traditionnelles du système institutionnel, c'est-à-dire

---

<sup>131</sup> DUBET F., « A propos de la violence et des jeunes », *op. cit.*, p. 7

<sup>132</sup> *Ibidem*, p. 8

<sup>133</sup> BRAUD P., « la violence politique : repères et problèmes », *op. cit.*, p. 6

<sup>134</sup> Au Chili peuvent être signalées principalement les inégalités, qui, comme G. Salazar l'explique, sont la cause d'une société qui n'a jamais participé à la construction de l'État, dont les jeunes seront spécialement laissés pour compte.

pouvoir participer au jeu politique de la démocratie représentative sous un système totalement délégitimé<sup>135</sup>, le recours à la violence se voit donc socialement légitimé par un vaste groupe de la population.

Cependant, tout ce que nous avons signalé auparavant n'explique pas ce passage d'une violence délictuelle ou anomique ou enragée des années 1990 vers une violence politique dans les années 2000. Même si ce passage prend une grande partie de notre travail (*cf. chapitres 6 et 8*), nous allons regarder deux des hypothèses qui s'exposent actuellement dans ce revirement de situation.

Une première hypothèse issue de l'« Histoire sociale chilienne » est proposée par G. Salazar<sup>136</sup>. Il présente le passage vers la violence politique comme un processus cyclique dans l'histoire du Chili, où, après un moment de forte violence institutionnelle et constitutionnelle, venue principalement des forces armées sous la forme de coups d'État ou guerres civiles, s'installe une période de paix sociale. Dans cette période, les groupes populaires vivent une situation d'isolement et de repli identitaire, pendant laquelle ils se rendent compte du degré d'inhumanité de leurs identités<sup>137</sup>. C'est pourquoi ils réagissent avec une résistance aveugle « non politique » due au manque de canaux institutionnels. Cette violence est donc généralement délictuelle ou émeutière. Lorsque la pression sur le mouvement populaire tend à diminuer et les critiques au modèle économique et social réapparaissent, le mouvement populaire se recompose, trouve des alliés et commence une radicalisation et une politisation des « agitations sociales » et une hausse de la violence contre le système politique, c'est ainsi que se reproduit le cycle<sup>138</sup>.

Une deuxième hypothèse d'orientation sociologique, complémentaire à l'antérieure, analyse le changement au sein des formes de la violence en fonction des évolutions sociohistoriques des années 1990. Ce postulat signale comme premier symptôme l'épuisement de la conscience de classe ouvrière, dans presque tous les pays au monde. Au Chili, cela est évident après 17 ans d'une dictature imposant des politiques néolibérales que le retour à la démocratie a seulement approfondies. En effet, après le démantèlement des syndicats par la dictature, les gouvernements démocratiques n'ont fait qu'approfondir cet écrasement des syndicats déjà affaiblis par la destruction du réseau industriel pendant les

---

<sup>135</sup> Nous faisons référence particulièrement au Système d'élection Binominale.

<sup>136</sup> Cf. SALAZAR G., *La violencia política popular en las « Grandes Alamedas »*, *op. cit.*

<sup>137</sup> *Ibidem*, p. 94

<sup>138</sup> G. Salazar rend compte de sept cycles de violence politique dans l'histoire du Chili, lesquels nous analyseront plus tard.

années 80. Cette situation qui a changé l'ordre économique et de production au Chili a fortement influencé l'affaiblissement observé pendant les années 1990 et 2000 du mouvement social tel qu'il avait été connu auparavant.

À la place de la conscience ouvrière qui avait influencé la violence dans les années 1970-1980 se forme une révolte sans objet, une violence, ce que les jeunes appellent très justement la « rage » ou la « haine », très bien décrite dans l'ouvrage de F. Dubet *La galère*. Ce type de violence a été caractéristique des années 1990 et début 2000, lorsque le sentiment de domination et d'exclusion ne disposait pas de canaux idéologiques et de moyens institutionnels leur donnant forme. En effet, la violence des secteurs populaires et principalement des jeunes s'exprimait à travers des gangs délictuels fortement influencés par des mouvements culturels de critique violente comme le *Hip Hop* et le *Rap*, et par les supporters de football qui sont à l'origine du phénomène de *Barra Brava*<sup>139</sup> en tant que sous-culture urbaine.

Alors, nous pouvons voir dans l'évolution de cette rage et de cette haine la naissance de l'émeute. L'émeute se présente dans plusieurs de nos récits de vie comme une des sources d'un engagement radical. En effet entre nos interviewés, une majorité, dans un moment déterminé, a exprimé ce sentiment de rage qui est passée à l'émeute dans des événements récents principalement durant l'année 2006 avec le mouvement des pingouins ou le jour de la mort de Pinochet le 10 décembre 2006.

De manière générale, au Chili, la violence émeutière mêle différents types de violences, la violence ludique des plus petits, la défense d'un territoire (principalement lors d'occupations des lycées) la violence délinquante (pillage et vols), la violence de la rage et une violence née des idéologies politiques antisystème (anarchisme, guévarisme, etc.).

D'ailleurs, la naissance de l'émeute a comme complément la violence policière, de bavures et de dénis de justice. Ainsi, la violence émeutière répondrait aussi à une autre violence qui lui permet de passer à l'acte en tant qu'action de défense. L'émeute en termes généraux n'est pas un mouvement social. Elle est autodestructrice, sa rage se porte contre le quartier lui-même et elle n'a rien à négocier, de ce fait elle retombe aussi rapidement qu'elle explose, de façon imprévisible<sup>140</sup>.

---

<sup>139</sup> Barra Brava est le nom donné aux groupes organisés de supporters d'équipe de football en Amérique Latine. Ces groupes se caractérisent par leur violence, dans et en dehors du stade, et leur ferveur déployée lors des matchs de leur équipe.

<sup>140</sup> DUBET F., « A propos de la violence et des jeunes », *op. cit.*, p. 8

Nous observons pourtant que la situation actuelle de la violence politique des jeunes populaires a dépassé le processus émeutier pour être acteur d'un mouvement social organisé. Au centre de ces deux processus, nous trouvons l'action violente politique organisée, laquelle, d'une part, trouve dans le mouvement social des motifs pour s'exprimer : situations concrètes d'injustice, problèmes sociaux et crises politiques. D'autre part, ces actions trouvent des sujets engagés prêts à être dirigés vers certaines cibles, ainsi que des prospectus pour élargir leurs rangs. En effet, il n'est pas surprenant qu'une grande partie des jeunes militants radicaux aient commencé leur participation à la suite des émeutes pour ensuite continuer dans ce processus contestataire où ils ont été recrutés par des militants plus anciens.

Comme conséquence de cette évolution, et d'après nos observations, un grand nombre des jeunes possèdent ou développent une forte conscience de classe, contrairement aux analyses des années 1990, ce qui a changé est néanmoins l'avant-garde idéologique. Les syndicats et les organisations d'étudiants ont laissé la place à des collectifs et des organisations plus horizontales, et le Marxisme, en tant qu'idéologie fédératrice des années passées, est remplacé par un anarchisme libertaire. Cette nouvelle conscience de classe permet d'ailleurs aux jeunes de résister au stigmat social, elle confère une conscience fière qui donne aux acteurs la capacité de ne pas se laisser définir par l'image négative qui leur est imposée. La conscience de classe donnerait en effet un sens à la situation subie, et donc une justification aux actions violentes engagées.

## **Partie 1**

-

# **Une sociologie historique de la violence politico populaire au Chili**

# Chapitre 1 – Formes historiques de la violence politique populaire (VPP) au Chili

## *Introduction*

« Et n'allez pas vous laisser frapper parce qu'ils vous jettent au visage « l'antique noblesse de leur sang », puisque tous les hommes sont sortis du même lieu, sont pareillement antiques, ont été bâtis de façon pareille. Mettez-nous tous nus : vous nous verrez tous pareils. Mettez-nous leurs hardes, et à eux les nôtres : pas de doute, c'est nous qui aurons l'air d'être nobles, et eux des misérables. Seules pauvreté et richesse nous distinguent<sup>1</sup> »

Qu'est-ce qui peut justifier dans un travail sociologique l'élaboration d'une partie historique ?

Premièrement, à l'instar de J. Michel pour qui « dès lors qu'il n'existe pas d'interprétation de l'action sans interprétation des actions humaines sédimentées, le sociologue doit se convertir en même temps en historien<sup>2</sup> », nous pensons que toute critique normative doit être complétée par un élément d'explication historique. C'est pourquoi nous construisons une sociohistoire de la violence politique populaire au Chili nous permettant d'identifier la genèse de ces phénomènes<sup>3</sup>.

Plusieurs auteurs font écho à cette tradition théorico-méthodologique de l'étude du passé dans le présent. À ce titre, Max Weber<sup>4</sup> peut sans doute être considéré comme l'initiateur de cette approche dans son étude de la domination et des rapports de pouvoir. Cette tradition a, par la suite, intéressé d'autres auteurs mobilisant des approches diverses. Ainsi, d'un point de vue comparatiste et plus proche de la science politique, Charles Tilly<sup>5</sup> se sert d'une comptabilité des événements historiques pour expliquer les révolutions et les crises. Norbert Elias<sup>6</sup> quant à lui s'intéresse aux déterminants socio-historiques du contrôle

---

<sup>1</sup> MACHIAVEL N., *Histoires florentines*, III, 13, « L'émeute de Ciompi » in *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, « La Pléiade », 1952, p. 1089

<sup>2</sup> MICHEL J., *De l'Herméneutique à la sociologie de soi*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, p. 26

<sup>3</sup> NOIRIEL G., *Introduction à la socio-histoire*, Paris, La découverte, Coll. Repères, 2008, p. 6.

<sup>4</sup> Cf. WEBER M., *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964; KALBERG S., *La sociologie historique comparative de Max Weber*, Paris, La découverte, 2002.

<sup>5</sup> TILLY C., *Front mobilization to revolution*. Reading, Mass., Addison-Wesley Publishing Co., 1978, 349 p.

<sup>6</sup> Cf. ELIAS N., *La civilisation de mœurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1973 et *La dynamique de l'occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975



des émotions et des comportements. Enfin, Michel Foucault<sup>7</sup> et, d'une autre façon, Pierre Bourdieu<sup>8</sup> proposent une réflexion sur l'inscription dans les corps des contraintes sociales, et l'incorporation des normes collectives dans le temps historique.

Deuxièmement, et comme nous l'avons exprimé dans les bases théoriques structurant notre travail, le déficit d'*universalité rationnelle*, qui est à l'origine de la *pathologie sociale* du temps présent, qui est censée d'ailleurs expliquer les épisodes de violences politiques populaires, devrait être expliqué de manière causale par un processus historique de *déformation de la raison*. À partir de cette vision critique, nous voudrions déterminer ce processus historique de déformation de la raison au Chili à travers la construction historique de l'État chilien par une élite unique, jamais substituée. Cet État qui – comme Hegel l'expose au sujet de la fondation de l'État romain – vient de se former lui-même et repose sur la violence doit être maintenu de force. Il n'y a pas de lien moral, libéral, mais une condition imposée de subordination<sup>9</sup>. Ainsi, la violence originelle doit nécessairement se transformer en une violence structurelle, violence qui dans l'histoire du Chili, comme ailleurs, se voit reflétée par une série, plus ou moins continue, de massacres à la suite des soulèvements de groupes dominés.

Nous allons étudier la nature historico-constitutive de la violence au Chili à partir de ce positionnement théorique. D'une part, cette violence n'est pas une particularité de certains États ou sociétés, son utilisation se trouve dans la genèse de toute communauté politique. D'autre part, elle n'est pas un phénomène isolable, qui définirait la manière dont un État fut fondé sans entraîner aucune répercussion sur la vie concrète des sujets.

Troisièmement, comme l'expose E. Deves, l'Histoire chilienne est fondée sur une historiographie mystificatrice, c'est-à-dire, qui nous trompe en ce qui concerne le caractère du passé ou qui nous empêche de le comprendre. En effet, soit cette historiographie nous montre un passé qui est faux, soit elle nous montre de vrais visages qui nous trompent par rapport à sa globalité. Cette historiographie ne nous permet pas d'accéder à la signification des événements<sup>10</sup>. Néanmoins, cette situation reflète un principe de fonctionnement de l'État, celui de toujours maintenir secret la violence à laquelle il doit sa fondation.

---

<sup>7</sup> Cf. FOUCAULT M., *Histoire de la folie à l'âge classique*, Paris, Gallimard, 1972

<sup>8</sup> Cf. BOURDIEU P., *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Les éditions de minuit, 1979

<sup>9</sup> HEGEL, G. W. F., *Leçons sur la philosophie de l'histoire*, Paris, Librairie philosophique J. Vrin, 1967, p.220

<sup>10</sup> DEVES E., *Los que van a morir te saludan, Historia de una masacre, Escuela Santa María de Iquique, 1907*, Santiago, Ediciones Documentas, 1989, p. 34

Cette histoire fait donc partie des origines de la violence. Son objectif est d'empêcher la compréhension à travers la sélection de données qui confirment les thèses des dominants. Certes, l'histoire officielle a voulu montrer la stabilité du système politique comme une vertu structurelle et intrinsèque. Néanmoins, quiconque peut se demander pourquoi dans un système politique se vantant d'indices élevés de stabilité relative, modernité et capacité de domination, les mouvements sociaux et les violences populaires viennent sans cesse le remettre en question ?

L'une des réponses possibles est l'existence d'une Histoire des classes populaires que les classes dominantes ont voulu effacer. Il existe donc une lutte entre l'Histoire populaire et l'Histoire officielle, de la même manière que nous observons une lutte pour la construction d'une mémoire officielle qui essaye de s'imposer à toutes les mémoires collectives<sup>11</sup>.

En effet, nous observons au Chili des cycles<sup>12</sup> de stabilité, qui se suivent au sein d'une longue période d'instabilité. Ainsi à partir de cette perspective, travaillée par l'historien G. Salazar<sup>13</sup>, la stabilité imposée peut être vue comme un facteur d'instabilité et même comme une forme de violence politique. Car les mouvements sociaux, qui dans les perceptions stéréotypées se manifestent comme des forces conjoncturelles déstabilisatrices, peuvent selon cette approche apparaître comme des processus ou projets sociaux de stabilisation fondamentale<sup>14</sup>.

Par conséquent, au sein de l'histoire officielle, les mouvements sociaux sont souvent présentés comme des délits, qui sont de ce fait des situations à discipliner et à apprivoiser. Les actions issues des mouvements sociaux ne possèdent ni lois ni droits qui les justifient ou les soutiennent. Il n'existe pas un droit à la révolte. Les *reventones*

---

<sup>11</sup> C'est ce que l'historien H. Guillemin appelle « l'histoire des vainqueurs » par opposition à l'histoire des vaincus. Voir : GUILLEMIN H, *Silence aux pauvres!*, Paris, Arléa, 1989

<sup>12</sup> Salazar signale différents moments dans les cycles de violence politique du système de domination chilien. Tout d'abord à la consommation factuelle d'un acte constitutionnel de l'État chilien l'a suivi une période de paix sociopolitique relative, où s'impose une des formules du libre-cambisme. Les groupes d'opposition agissent de manière inégale, les groupes moyens essayent de négocier la formation d'une coalition civiliste élargie, afin d'assurer la gouvernabilité de la Nation et la normalité constitutionnelle. Quant aux groupes populaires, ils expérimentent une réclusion dans sa propre identité sociale, il n'y a pas de canaux ouverts pour l'expression de l'opposition de ces groupes. Suite à cette période de coalitions surgissent les premières éruptions d'instabilité économique qui mettent fin à la paix post-constitutionnelle, la pression sur les groupes populaires tend à diminuer, car les problèmes de fonctionnement prennent l'attention des autorités, le mouvement populaire recompose sa puissance « historiciste » et radicalise et politise son agitation sociale. On observe donc l'augmentation de la violence politique contre le système politique nationale, en se reproduisant encore le cycle. SALAZAR G., *op., cit.*, p. 94-95

<sup>13</sup> Cf. SALAZAR G., *La Violencia Política Popular en las Grandes Alamedas, la violencia en Chile 1947-1987*, Santiago, LOM Ediciones, 2006, p. 69

<sup>14</sup> *Idem.*

*historicistas*, comme G. Salazar appelle les cycles de violence politique, ont une légitimité sociale, mais pas institutionnelle. Ainsi, l'historiographie a cumulé suffisamment de preuves pour s'assurer que pendant 160 ans un même projet et un même groupe social s'imposent sur ses concurrents. Corrélativement, un autre projet et un autre groupe ont été déplacés. Les classes populaires ont vu ainsi continuellement un déni structurel du droit à construire un projet d'État et de société.

Nous pouvons esquisser à partir de cette approche que le Chili s'est développé historiquement à partir de la violence<sup>15</sup>. Celle-ci est presque toujours exercée par l'État et les secteurs dominants, sans pour autant avoir vécu, jusqu'aujourd'hui, un épisode révolutionnaire majeur. En effet, la violence des subordonnés a toujours été sporadique et réactive par rapport à des situations d'oppression extrême<sup>16</sup>.

### ***1. Les formes classiques de la violence populaire : le soulèvement, la rébellion et la révolte***

Soulèvement, rébellion, révolte sont les termes le plus souvent utilisés pour parler de la même chose : la manifestation des groupes populaires dans différentes périodes de l'histoire du Chili, qui en essayant d'obtenir une amélioration de leur situation de dominés, se lèvent contre le pouvoir établi. Ce dernier a agi historiquement de la même façon : la perpétration de massacres.

Suivant la thèse de Salazar sur les cycles de stabilité, ce sont les forces de maintien de la stabilité du système politique chilien qui, en même temps, poussent les mouvements sociaux majoritaires contre l'État. En effet, les travailleurs ne s'attaquent jamais aux entreprises, mais toujours à l'État et à ses institutions, et celui-ci en retour répond avec une répression violente.

Les groupes populaires à l'origine de ces mouvements sociaux se sont ainsi vus continuellement enlever leur droit à construire un État. Pendant plus de 180 ans (1830-2010), le même groupe social, que l'on peut qualifier « d'oligarchie mercantile-financière<sup>17</sup> » impose sur ses concurrents un même projet qui, de façon générique, peut être nommé « libre-cambistes ». Les groupes populaires acceptent leur sort, car chaque soulèvement entraîne la mort violente d'insurgés.

---

<sup>15</sup> Tous les régimes politiques, même ceux qui n'exercent pas des rapports tyranniques et arbitraires de domination sur leurs sujets, furent à l'origine fondés sur la violence. FRAPPANT H., *La violence*, Paris, Flammarion, 2000, p. 36

<sup>16</sup> VERGARA-ESTEVEZ J., "La cultura de la violencia en Chile", *Nueva Sociedad* N°105, 1990, p. 174

<sup>17</sup> SALAZAR G., *La Violencia Política Popular en las Grandes Alamedas*. *Op. cit.*, p.82

### 1.1. Le massacre comme événement constructeur d'une histoire populaire

Si la mort est un événement universel, la façon dont elle se produit est diverse. Il est possible de distinguer la catégorie de morts passives – les malades et les personnes âgées – et la catégorie des morts violentes, parmi lesquelles la mort préméditée. C'est justement le caractère prémédité qui donne un sens aux massacres. Un massacre peut être défini comme le meurtre d'une fraction non négligeable d'une population humaine. Il peut notamment répondre à une logique d'extermination, à une logique de punition (massacre de représailles perpétré par un régime en réponse à l'assassinat de l'une de ses personnalités) ou à une logique de terreur, comme dans le cadre d'une guerre pour démoraliser l'ennemi. Quand des massacres sont perpétrés en vue de l'extermination totale ou partielle d'un groupe défini selon des critères ethniques, nationaux, religieux ou raciaux, nous parlons de « génocide ».

Au Chili, les massacres ont pris différentes formes. D'abord génocidaires<sup>18</sup> ou d'extermination<sup>19</sup>. Cela commence dès la Colonisation du territoire par les Espagnols dont le processus, par son extension, ne peut pas être isolé comme un événement particulier. Néanmoins, les événements que l'on appelle la « *Pacificación de la Araucanía* » qui commencent en 1881 permettent d'identifier plus clairement le génocide produit par l'État chilien. Alors qu'environ un million d'indigènes habitaient les terres de la frontière, seulement 300 000 d'entre eux sont restés en vie. Le génocide se poursuit plus au Sud où les groupes ethniques *fueginos*<sup>20</sup> sont totalement exterminés. Des milliers de mercenaires parcourent ainsi les steppes de la Patagonie chilienne et de la Terre de Feu en pratiquant la chasse à l'indien – chaque oreille, censée montrer la mort de l'indien Ona, était payée à une livre sterling. Lorsque les « propriétaires terriens » découvrent des Indiens vivants, mais sans leurs oreilles, ils demandent leurs têtes. L'année 1945 meurt à Puerto Williams la dernière Ona « pure » à savoir d'une mère et d'un père non métis.

Le XXe siècle arrive avec de nouveaux défis : la question sociale et les luttes de travailleurs pour leurs droits. On assiste alors de plus en plus à des massacres de

---

<sup>18</sup> Cette notion ne fait vraiment pas consensus parmi les historiens, mais elle est défendue par les différentes associations mapuche qui ont demandé à l'État chilien pour ce motif.

<sup>19</sup> Cf. BENGUA J., *Historia del Pueblo Mapuche, Siglos XIX y XX*, Santiago, LOM ediciones, 2008.

<sup>20</sup> Les trois peuples qui composent le groupe ethnique de *fueginos* sont: les Onas, les Alacalufes et les Yaganes. L'excellent documentaire de P. Guzman, *Le bouton de nacre* de 2015 est dédié en partie à raconter l'histoire et la disparition de ces peuples.

travailleurs se soulevant à l'occasion de problèmes d'ordre économique<sup>21</sup>. Dans ce cadre, la conscience sociale se développe surtout chez les travailleurs des mines qui ne correspondent pas à un prolétariat urbain. Par ailleurs, des organisations de travailleurs proto-syndicales se constituent dans les ports de Valparaiso et Iquique. C'est dans ces endroits que les premières grèves ont lieu. Elles sont fortement réprimées. Les prolétaires s'organisent de manière progressive et en réponse se mettent en place les tueries qualifiées de « constitutionnelles<sup>22</sup> ».

**Tableau N°1. Les massacres au Chili**

N°	Nom	Lieu	Date	Morts	Responsables
1	Pacification de l'Araucanie	Araucanie, La Frontière	1861-1883	70.000	État chilien. Cornelio Saavedra Rodríguez (1861-1868) José Manuel Pinto Arias(1868-1871) Gregorio Urrutia Venegas(1871-1883)
2	Massacre de Lo Cañas	Lo Cañas, Santiago	1891	84	General Orozimbo Barbosa
3	Grève de Dockers	Valparaíso	1903	50	José Miguel Ortuzar
4	Tuerie de la Plaza Colon	Antofagasta	6 février 1906	9	Bataillon 7 de ligne "Esmeralda"
5	Tuerie de l'école Santa María d'Iquique	Iquique	21 décembre 1907	2200-3600	Général Roberto Silva Renard
6	Assaut et Incendie de la FOCH	Punta Arenas	21 juillet 1920	15-30	Guardias Blancas
7	Massacre de San Gregorio	Office de Salpêtre de San Gregorio, Antofagasta	3 février 1921	100	Bataillon 7 de ligne "Esmeralda"
8	Massacre de Marusia	Office de Salpêtre de Marusia, Antofagasta	Mars 1925	500	Capitain Gilberto Troncoso
9	Tuerie de la Coruña	Office de Salpêtre la Coruña, Tarapaca	5 juin 1925	2000	Coronel Acacio Rodriguez
10	Massacre de Ranquil	Alto Bio-Bio	1934	500-	Arturo Alessandri Palma

<sup>21</sup> MANS P., *Las grandes masacres*, Colección 'Nosotros los Chilenos N° 20, Santiago (Chile), Empresa Editora Nacional Quimantú, 1972. p. 8.

<sup>22</sup> *Ibidem.*, p. 10.

2000					
11	Tuerie du Seguro Obrero	Santiago	5 septembre 1938	66	Arturo Alessandri Palma
12	Massacre de Plaza Bulnes	Santiago	30 janvier 1941	8	Carabineros de Chile.
13	Automne sanglant	Santiago	2 Avril 1957	+ 30	Carabineros de Chile. Carlos Ibáñez
14	Tuerie de la Población José María Caro	Santiago	19 décembre 1963	8	Jorge Alessandri, Force aérienne
16	Massacre d'El Salvador	El Salvador	11 mars 1966	8	Eduardo Frei, Carabineros de Chile
17	Massacre de Puerto Montt	Puerto Montt	9 mars 1969	10	Carabineros de Chile, Edmundo Pérez Zujovic
18	Coup d'Etat Militaire	Tout le pays	1973-1988	3197 morts-1198 disparus	Forces armées

Notre objectif est, dans ce premier chapitre, d'identifier les événements sanglants dans l'histoire sociale chilienne qui, en raison de leurs caractéristiques, marquent encore les événements de violence politique populaire : par leur commémoration, par les martyrs qu'ils ont créés ou par les pratiques de résistance qu'ils ont transmises.

## ***2. La résistance du peuple Mapuche***

Pourquoi commencer par le peuple Mapuche<sup>23</sup> ? Parce que ce sont les premiers événements sanglants lors desquels s'affrontent des groupes dominants et des groupes dominés. Parce que le peuple Mapuche résiste à l'occupation espagnole. Parce qu'un grand nombre d'activistes et de groupes radicaux se révoltant actuellement font des revendications mapuche les leurs. Parce que les héros mapuche sont entrés dans l'imaginaire symbolique des groupes radicaux, l'exemple le plus évident étant le *Movimiento Juvenil Lautaro*<sup>24</sup>, unique groupe subversif qui restera actif après la fin de la Dictature. Enfin parce que le conflit persiste encore aujourd'hui et se présente comme le plus important foyer actuel de violence politique au Chili.

<sup>23</sup> Le concept de Mapuche s'utilisera toujours en singulier. Le mot dans la langue *mapudungún* correspond en effet au pluriel et singulier, en tant que construction de mots : *mapu* : terre et *che* : gens, le pluriel est donc implicite.

<sup>24</sup> Nous analyserons plus en détail son histoire et ses actions dans le chapitre 2.

Dotés de remarquables qualités militaires et d'un profond sens de la liberté, les Mapuche arrivent à retenir la colonisation espagnole et à maintenir un état de guerre durant toute la période coloniale<sup>25</sup>. Ils réussissent à obtenir la signature d'un traité de paix avec la couronne espagnole le 5 et le 6 janvier de 1641. Cet événement divise le territoire chilien en deux, faisant du fleuve Bio-Bio, dans l'actuelle huitième région, une frontière naturelle. Ce traité permet au peuple Mapuche de vivre de manière indépendante pendant plus de 240 ans.

Au moment où le Chili gagne son indépendance de la couronne espagnole, en 1810, en suivant le chemin ouvert par d'autres pays du continent comme le Venezuela, la Colombie et le Mexique (1810), les groupes mapuche vivent de façon politiquement indépendante, leur présence dans les territoires du Sud étant légitimée et garantie par le dernier accord signé avec la couronne espagnole en 1803<sup>26</sup>.

Au moment des guerres d'indépendance durant lesquelles l'armée royaliste affronte les forces indépendantistes, s'allier avec les Espagnols semble, paradoxalement, représenter pour les Mapuche le moyen le plus efficace pour poursuivre leur lutte pour l'indépendance<sup>27</sup>.

En dépit de ce choix stratégique, les futurs fondateurs de la nation chilienne mobilisent l'histoire du peuple Mapuche. En effet, la résistance opposée par les Mapuche aux Conquistadores espagnols pendant deux siècles alimente la naissance dans l'imaginaire *criollo* (créole) d'une « race militaire », naturellement dotée d'un « esprit guerrier »<sup>28</sup>. Les indépendantistes reprennent cette image pour ériger la figure de l'indien araucan comme héros de la décolonisation. Les Mapuche sont représentés comme les premiers « pères de la patrie », symbole national de la résistance au pouvoir colonial. Pour cela, les figures des grands leaders guerriers de Caupolican et Lautaro<sup>29</sup> sont reprises et mythifiées.

La défaite des forces réalistes et la proclamation de la République du Chili en 1818 ne modifient pas, dans un premier temps, même de manière substantielle, les logiques installées dans l'espace occupé par le Mapuche. En effet, le jeune État-Nation chilien, qui n'a pas encore besoin des terres inoccupées de l'Araucanie, établit des relations avec les

---

<sup>25</sup> VERGARA-ESTEVEZ J., *op.cit.*, p. 173

<sup>26</sup> Parlamento de Negrete, 1803 dans lequel se reconnaît le fleuve Bio Bio comme frontière de l'espace où les Mapuche jouissent d'un statut juridique particulier qui leur assure pleine autonomie

<sup>27</sup> BENGOA J., *Historia del Pueblo Mapuche... op. cit.*, p. 143

<sup>28</sup> *Ibidem.*, p. 39

<sup>29</sup> Lautaro fut un leader militaire « *Toqui* » mapuche pendant la première période de la conquête espagnole, son successeur fut Caupolican.

Indiens de cette région dans la continuité de la politique indigène coloniale<sup>30</sup>. Ainsi, les institutions coloniales des missions et des parlements, assemblées réunissant les autorités mapuche et espagnoles et qui sont des instances à la fois de négociation, de discussion et de résolution des conflits, vont jouer le rôle d'instruments de pénétration dans le territoire araucan et d'intégration du territoire mapuche dans le projet national.

### 2.1. De héros guerrier au traître sauvage

Pendant la première moitié du XIXe siècle, les gouvernements républicains se préoccupent de consolider leur autorité dans le secteur central et septentrional du pays. Ce faisant, ils laissent en attente la situation des territoires du Sud.

Ainsi, pour la société mapuche, la première phase de la République représente une période de stabilité où son indépendance politique vis-à-vis de l'État chilien est encore assurée et ses rapports avec celui-ci, basés principalement sur des échanges commerciaux et rythmés par les *parlamentos*, se maintiennent stables.

Dans un premier temps, il semble que le nouvel interlocuteur, la société *criolla*, se présente comme porteur d'un projet beaucoup plus libéral et bienveillant à l'égard de la population indigène par rapport à la politique de gestion des relations mises en place par les colons espagnols. Ainsi, en 1819, le Directeur suprême<sup>31</sup> Bernardo O'higgins dicte un décret dans lequel il est mentionné qu'il souhaite prendre de la distance avec la « politique inhumaine » des Espagnols qui privait les « anciens habitants » de « toute représentation politique et de toutes les ressources pour sortir de leur condition servile<sup>32</sup> » ; en décrétant cette politique de soumission comme incompatible « avec le système libéral qu'a adopté le Chili » indépendant, O'higgins reconnaît les Indiens comme citoyens de plein droit de la nouvelle nation, où ils jouiront des mêmes droits et de la même représentation que les autres citoyens. Ils seront même libérés de l'obligation de verser des tributs.

Si le panorama politique et idéologique des premières décennies du XIXe siècle apparaît particulièrement favorable aux Indiens, cette situation est toutefois provisoire. La

---

<sup>30</sup> BOCCARA G., SEGUEL BOCCARA I., "Políticas indígenas en Chile (siglos XIX y XX), de la asimilación al pluralismo (el caso Mapuche)", *Revista de Indias*, 1999, vol. LIX, num. 217, p. 746

<sup>31</sup> Directeur suprême était la dénomination assignée à l'autorité unipersonnelle – chef de l'État et du gouvernement – chilienne pendant la période d'émancipation nationale (début du XIXe siècle est jusqu'en 1826). Ce titre fût assigné à B. O'higgins par le Général José de San Martín qui refuse de prendre la direction du pays lors de son Indépendance

<sup>32</sup> Bando Supremo, 4 mars 1819, cité par Bengoa, *op.cit.*, p. 147



question indigène, telle qu'elle se présente face à la nouvelle nation, qui cherche à construire une unité nationale, ne peut pas être laissée de côté indéfiniment.

Bien que la figure du héros araucan qui verse son sang, célébré dans les couleurs du drapeau national, pour la défense de la liberté fasse partie du mythe national chilien, l'expérience de la rencontre avec les Mapuche détruit les idées romantiques des patriotes qui peignent les « pères de la nation » comme de « bons sauvages » rousseauistes. D'après la reconstruction historique de l'anthropologue J. Bengoa

La première expérience de la rencontre avec les héroïques ancêtres est traumatique : ils appartiennent à la faction contraire et se comportent de manière sauvage aux yeux des créoles chiliens. Le stéréotype surgit : ils sont barbares, sauvages, leurs coutumes sont dégradantes [...]. Le moment viendra où le pays citadin, civilisé, cultivé criera à l'unanimité « Terminez avec eux ! »<sup>33</sup>

À quel moment et pour quelles raisons la classe dirigeante chilienne a-t-elle changé sa vision pro-indigéniste pour une politique beaucoup plus évolutionniste et raciste à l'égard des populations autochtones ?

Selon l'historien J. Pinto Rodriguez<sup>34</sup> la raison est à chercher dans le modèle d'expansion économique que la république avait alors choisi de poursuivre. Les élites qui assument la direction du pays à partir des années 1840 dessinent une forme de développement économique basé sur la capacité du Chili à exploiter les matières premières présentes sur son territoire pour l'exportation à grande échelle, modèle appelé *desarrollo hacia afuera*<sup>35</sup>. De plus, la société chilienne de l'après-Indépendance se trouve dépourvue d'une classe bourgeoise proprement dite, capable de faire surgir un modèle alternatif basé sur l'industrialisation.

Selon J. Pinto, c'est justement cet ensemble de circonstances qui

[...] aurait obligé le pays à élargir ses domaines vers l'Araucanie au début de la deuxième moitié du XIXe siècle, juste au moment où une crise conjoncturelle – celle du 1857 et 1861 – commençait à se combiner avec les conditions encourageantes qui offraient les marchés externes, avides de produits chiliens.<sup>36</sup>

---

<sup>33</sup> BENGOA J., *op. cit.*, p.149

<sup>34</sup> PINTO J., VILLALOBOS S., *Araucanía, temas de historia fronteriza*, Temuco, ediciones Universidad de la Frontera, 1985, p. 106

<sup>35</sup> Il s'agissait d'un schéma hérité de l'époque coloniale, très sensible aux contradictions des marchés extérieurs et, par conséquent, très exposé aux crises qui le frappent, effectivement, à plusieurs reprises.

<sup>36</sup> *Ibidem*, p.107

Ainsi, la nécessité d'incorporer rapidement de nouveaux territoires sous contrôle étatique à la production pour le développement des marchés externes constitue le facteur fondamental de la transformation des projets de l'État chilien concernant les régions fertiles, vertes et très peu peuplées au-delà de la frontière du Bío-Bío.

Lorsque l'on essaie de comprendre la transformation des relations entre État et Mapuche dans la première période républicaine il faut pourtant considérer une combinaison de plusieurs facteurs.

Il est tout d'abord nécessaire de préciser que la phase d'occupation territoriale de l'Araucanie, l'événement qui a sans doute le plus marqué l'histoire mapuche et qui atteint son apogée avec la « pacification de l'Araucanie », ne s'est pas faite de manière abrupte. Cette phase s'est mise en place à travers une série de manœuvres et d'événements qui facilitent par la suite la justification des violences contre les Mapuche et l'usurpation de leurs terres au nom de la nation.

Une première pénétration dans les territoires mapuche commence après les premières années de l'Indépendance, lorsque les *criollos* provenant des régions du Nord repoussent la frontière agricole vers le Sud, à travers l'achat et la spéculation sur les terres. Ce phénomène est désigné comme une « colonisation spontanée ». De l'autre côté, les mêmes *caciques* mapuche commencent, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, à aliéner leurs terres en échange de titres de vente ou de donations auprès des chefs militaires et civils des villes-frontière. Tout cela se déroule durant une période où l'on ne perçoit pas encore la force irrésistible des nouvelles dynamiques politiques et économiques nationales et internationales.<sup>37</sup>

Comme nous l'avons évoqué précédemment, tous les événements qui conduisent à l'occupation et à l'usurpation finale des terres mapuche ne sont pas indépendants les uns des autres, et les stratégies des différents acteurs se sont à plusieurs reprises articulées entre elles.

Dans le cas de la colonisation pacifique ou spontanée, les aventuriers et spéculateurs terriens se sont vus rejoints par l'action de l'État sur le plan législatif. Ce dernier est en fait intervenu en dictant une série de normes visant à régulariser et régler les transactions des terres sous l'égide des autorités locales, en démontrant de

---

<sup>37</sup> BOCCARA G., SEGUEL BOCCARA I., *op. cit.*, p. 750

cette manière un souci protectionniste vis-à-vis des intérêts, mais en ne faisant en réalité que renforcer la dynamique de colonisation et de dépossession agricole<sup>38</sup>.

L'une des premières dispositions allant dans ce sens est la promulgation, en 1835, d'une loi qui permet à tous ceux qui dénoncent l'existence d'un terrain inculte de se l'approprier et de le cultiver. En considérant, selon les critères occidentaux d'exploitation du sol, tous les terrains non cultivés comme automatiquement sans propriétaire, l'État refuse implicitement (mais avec des effets assez immédiats) de reconnaître le système indien de possession et d'occupation des terres, et le système économique et territorial qui est complètement étranger au principe de l'exploitation maximale.

Le projet productiviste et rationaliste de l'État sur les terres araucanes devient plus explicite quelques années plus tard quand, en 1845, sous l'initiative du président Manuel Bulnes, la Loi de Colonisation est promulguée. Cette loi vise à favoriser et à encourager l'installation dans les terres du Sud de colons européens, notamment allemands et austro-hongrois, auxquels sont données d'importantes portions de terres « incultes » et extrêmement fertiles à travailler, surtout dans les provinces d'Osorno et de Valdivia. L'idéologie sous-jacente à cette mesure est, encore une fois, la nécessité de faire un usage rationnel des terres incultes et désertes sur le plan démographique, et exploiter au maximum leur potentiel productif, grâce à l'expertise rationaliste venue du « Vieux Continent ».

Quelques années plus tard, à travers la promulgation du décret sur la propriété foncière de 1866, d'un côté la souveraineté indienne sur ces terres sera définitivement niée et d'un autre côté la libre initiative des spéculateurs terriens, au moins d'un point de vue législatif, sera reconnue. La loi de 1866 représente une étape fondamentale dans la politique de dépouillement légal des terres mapuche, comme le souligne Bengoa :

L'État se déclarait en pratique propriétaire de toutes les terres de l'Araucanie (vu qu'aucun Mapuche ne possédait aucun titre ni propriété); il liquidait publiquement ces terres divisées en petites parcelles et octroyait aux familles mapuche des titres de *merced* sur des possessions à déterminer.<sup>39</sup>

L'État est certainement en train de légiférer sur des territoires dont il ne peut pas encore se dire propriétaire : beaucoup d'espaces ne sont pas encore occupés et restent sous le régime de possession mapuche. C'est à ce moment que se concrétise, dans les « palais

---

<sup>38</sup> *Ibidem*, p. 751

<sup>39</sup> BENGOA J., *op. cit.*, p.161

du pouvoir » de la capitale, un projet d'occupation militaire qui termine et qui rend effectif les avancées obtenues par les réformes législatives. À partir de la deuxième moitié des années 1860, la planification de l'opération connue sous le nom de « Pacification de l'Araucanie » est ainsi mise en marche.

## **2.2. La pacification de l'Araucanie : répression de l'État et résistance Mapuche**

Cinquante ans seulement après la déclaration de l'indépendance et la reconnaissance par la nouvelle nation de la frontière du Bío-Bío, le climat politique et culturel vis-à-vis des Indiens change radicalement au Chili. Le discours stigmatisant envers l'*indio* sauvage, violent, lâche et archaïque, remplace définitivement la figure du héros de la résistance face à la colonisation, et l'aspiration à la consolidation d'une nation moderne et productive ne fait qu'alimenter l'hostilité envers toute forme de gestion des biens qui s'écarte de ce modèle. Ces idées, qui caractérisent l'esprit de l'époque, s'incarnent parfaitement en Cornelio Saavedra, Général de l'armée chilienne et principal stratège et artisan de la campagne militaire de « pacification ».

Jusqu'à cette période, l'avancée des colons se caractérise par une libre initiative et l'absence, dans un premier temps, de supervision de l'État. Celui-ci intervient indirectement, à travers une normalisation et une consolidation administrative et législative de l'expansion. Le modèle de colonisation promu par le plan de Saavedra va entièrement redéfinir les conditions d'acquisition des terres, en faisant de l'État le centre absolu du processus de conquête, et le seul acheteur légitime des terres<sup>40</sup>.

Selon ce plan, la conquête militaire ne fait que rendre officiel ce qui avait déjà été obtenu à travers les moyens plus implicites ou moins ouvertement conflictuels des années précédentes. Comme le décrit le juriste chilien José Aylwin, le plan consiste en particulier au :

dépassement de la ligne frontalière jusqu'au fleuve Malleco, ligne qui serait protégée à travers la construction d'une série de fortins, en laissant comme territoire mapuche indépendant celui compris entre [les fleuves] Malleco et Toltén; la subdivision et successive aliénation des terres de l'État comprises entre le [fleuve] Bío-Bío et le Malleco; la colonisation de la part d'étrangers des territoires de l'Araucanie<sup>41</sup>

---

<sup>40</sup> *Ibidem*, p. 173

<sup>41</sup> AYLWIN J., *Estudio sobre tierras indígenas de la Araucanía: antecedentes histórico-legislativos* (1850-1920). Temuco, Instituto de Estudios Indígenas, 1995. Cité par Boccara-Seguel, *op. cit.*, p. 753

La première phase du programme militaire n'est pas la plus violente. Le même Saavedra prévoit d'affronter la question araucane en jouant non seulement sur les armes et le conflit ouvert, mais aussi sur les instruments diplomatiques, en organisant des négociations à travers les parlements, en utilisant la fraude et la flatterie, et en profitant des divisions internes qui existent parmi les groupes mapuche. Cette stratégie peut se résumer par cette célèbre phrase : « La Pacification de l'Araucanie, Monsieur le Président, nous a coûté beaucoup de moût, beaucoup de musique et très peu de poudre<sup>42</sup> ».

La résistante armée mapuche entrave les ambitions du Général qui lance alors une offensive d'une extrême violence, qui prendra le nom de « guerre d'extermination », au cours de laquelle le commandant José Manuel Pinto se distingue par la férocité et la barbarie des opérations qu'il conduit dans la Haute Frontière, sur la ligne Malleco. À partir de là, le conflit ne se joue plus seulement entre armées, mais il touche aussi la population : les expéditions de pillage dans les villages, de captures, de meurtres de femmes et d'enfants, la dévastation des espaces verts et de troupeaux visent à faire succomber une société d'éleveurs en détruisant les bases mêmes de sa subsistance, dans une perspective explicitement ethnocidaire, alimentée par l'imaginaire raciste et évolutionniste retentissant dans les salons des élites de Santiago, dans les pages des principaux quotidiens de l'époque, le *Ferrocarril* et le *Mercurio de Valparaíso*, et résonnant tragiquement dans les rapports de guerre qui arrivent du front.

Il est désormais clair que l'enclave mapuche, établie par le plan Saavedra, située entre les fleuves Malleco et Toltén, ne sera pas épargnée : la nécessité d'occuper tout le territoire et de compléter l'œuvre de constituer une nation ne peut plus tenir compte de la présence d'habitants aux « coutumes sauvages » qui ne se soumettent pas aux lois et au contrôle de l'État<sup>43</sup>. Entre les années 1871 et 1878, à travers la construction d'une série de fortifications sur la ligne Toltén, les Chiliens pénètrent insidieusement en plein territoire mapuche. De 1881 jusqu'à 1883, a lieu la phase finale du plan, la plus tragique de toute l'opération d'occupation, qui se caractérise par des affrontements sanglants, et qui

---

<sup>42</sup> Cité par BENGUA, J., *op. cit.*, p. 174

<sup>43</sup> En 1868, au cours d'une session de la Chambre des Députés, le ministre de l'Agriculture, Vicente Reyes, s'exprimait dans ces termes : « Los ciudadanos y los extranjeros tienen la obligación de obedecer las leyes de Chile so pena de incurrir en los castigos que ellas señalan a la infracción. Si esto es cierto; si tampoco puede desconocerse que hay una fracción de habitantes en nuestro territorio que se llama araucanos, pero que para mí son también chilenos, ¿en virtud de qué derecho se les quiere eximir de la obediencia a nuestras leyes? [...] ¿Es o no un hecho que hay en Chile habitantes que no reconocen nuestra autoridad, ni ejercen uno solo de los actos de la vida civilizada, y que no tienen nuestra religión? Es cierto. Chile no debe soportar eso sin mengua de su dignidad y de su nombre », cité par BOCCARA-SEGUEL I, *op. cit.*, p. 754

débouche sur la fondation de la ville de Villarica et l'achèvement des annexions territoriales à la nation chilienne.

La défaite militaire, l'occupation et l'expropriation du territoire et la soumission des Mapuche à la souveraineté nationale sont le résultat de la campagne de la conquête de Saavedra. Cette situation, déjà préparée à travers les mesures législatives approuvées avant la campagne, se réalise pleinement dans toute sa tragédie avec le confinement des Mapuche qui ont survécu à la barbarie de l'armée chilienne.

La solution de la délimitation de portions de territoires visant à confiner les Indiens pour laisser les colons libres de cultiver les terres fertiles de la région araucanienne est déjà prévue par la loi sur la propriété indigène de 1866, laquelle régleme la formation de parcelles « indiennes » par une équipe de trois ingénieurs nommés directement par le Président de la République.

Elle ne sera effectivement appliquée, surtout dans les territoires plus au Sud, qu'à partir de 1884 quand, avec la parcellisation, l'État commence à émettre des titres de *merced*. De cette manière, le système de possession mapuche des terres cesse définitivement d'être reconnu et la gestion de leur vente, concession ou attribution relève entièrement de la compétence de l'État.

De cette manière, en confinant les habitants autochtones de l'Araucanie à vivre dans ce qui correspond seulement à 6% de leur territoire d'installation historique, non seulement le système de réduction les transforme en citoyens soumis au pouvoir politique de l'État, mais il entraîne aussi une transformation radicale de la société mapuche, aux niveaux socioéconomique, ethnopolitique et culturel. Leur système de production s'adapte aux nouvelles conditions d'habitat : d'une situation pré-paysanne, d'éleveurs, ils passent à un système caractérisé par l'appartenance impérative à un petit territoire et par une production de subsistance. On assiste ainsi à un phénomène de paupérisation et à de grands changements internes au groupe mapuche, qui comprennent une reconfiguration de l'organisation sociale et du système de valeurs des Mapuche.

L'historien Bengoa décrit avec ces mots la situation :

Les Mapuche ont été soumis à la rigueur de la civilisation; on leur a livré de petites parcelles de terre, on les a enfermés dans des enclaves, on les a obligés à se transformer en agriculteurs.

Le guerrier a du se transformer en citoyen, l'éleveur de bétail en paysan, producteur de subsistance<sup>44</sup>



Image N° 1. Groupe de chasseurs d'Indiens en Terre du feu. Source Editorial Catalonia

### ***3. Indépendance et post-indépendance : des processus investis par l'aristocratie***

Parallèlement à l'expérience tragique vécue dans l'Araucanie, dans le territoire chilien, l'indépendance récemment acquise, continue avec le processus d'exclusion des couches populaires et marginales. Il est évident que la construction de l'État naissant va se faire sans leur participation. L'historien A. Edwards l'explique de manière précise lorsqu'il qualifie la révolte indépendantiste de « frondes aristocratiques » plutôt que de mouvement populaire<sup>45</sup>.

Les idéaux libéraux, qui cherchent une place dans le processus de construction du nouvel État-nation, sont eux aussi violemment refusés suite à la nomination de Bernardo O'higgins comme Directeur Suprême, lequel en tant que dictateur interdit toute pratique de participation citoyenne, dotant le pays d'une constitution approuvée uniquement par lui, avec des pouvoirs absolus. Il crée des tribunaux où seront jugés des opposants à ses projets, il confisque leurs biens, les prive des droits politiques ou les exile<sup>46</sup>. O'higgins est finalement écarté du pouvoir et exilé comme tant de ses opposants. Néanmoins, le style autoritaire de sa gestion restera dans la culture politique de l'époque. Une brève période

---

<sup>44</sup> BENGUA, J., *op. cit.*, p. 327

<sup>45</sup> EDWARDS A., *La Fronda aristocrática en Chile*, Santiago, Editorial del Pacífico, 1945, pp. 45 et 51.

<sup>46</sup> FERNANDEZ RODRIGUEZ M. et MARTINEZ PEÑAS L., "Alteraciones violentas de la vida política en Chile (1810-1891)", *Revista electrónica Iberoamericana CEIB*, Vol. 4, N°2, 2010, p. 36

appelée « l'anarchie » suit le départ d'O'higgins. Elle se clôture après une guerre civile opposant libéraux et conservateurs et l'arrivée au pouvoir de ces derniers. La nouvelle époque appelée Portalienne, en référence au pluri-ministre Diego Portales, instaure les bases du modèle politique (autoritarisme) et économique (libre-échangeisme). Cette période, qui va de 1831 à 1851, est qualifiée par les historiens comme une période de stabilité politique. Toutefois, celle-ci est marquée par la répression des idées libérales et des groupes populaires. La création d'un corps répressif appelé la *guardia nacional*, placé sous les ordres directs du Président, constitue l'apogée de cette politique répressive et autoritaire.

Suite à une série de rébellions de casernes dans le Nord et le Sud du pays, le 7 septembre de 1851, les membres d'un groupe appelé la *Sociedad de la Igualdad* saisissent les armes et assaillent les casernes de la capitale. La révolte de 1851 est particulièrement sanglante, avec plus de deux mille morts pour une population qui ne dépasse pas le million et demi d'habitants. La victoire, une fois de plus, des conservateurs, force les libéraux à s'exiler.

En 1859 un nouveau soulèvement contre le pouvoir conservateur se produit, cette fois-ci avec Manuel Montt, le vainqueur de 1851, à la tête du pays. Les motifs et participants à ce soulèvement sont hétérogènes : problèmes liés au centralisme du pouvoir, conflits entre libéraux et conservateurs et même des conflits entre le pouvoir politique et religieux. Pourtant, les conséquences sont toujours les mêmes : répression de secteurs pauvres et exil de leaders libéraux. Pendant la période qui suit, la violence s'installe, comme nous l'avons déjà vu, au Sud du pays avec la « pacification de l'Araucanie ». Ce ne sera qu'en 1891 que le dernier conflit d'importance du XIXe siècle aura lieu avec la guerre civile qui oppose les partisans du président Manuel Balmaceda et ceux du Parlement. Néanmoins, ce conflit, comme tous les précédents, est le résultat de la « fronde de l'aristocratie » chilienne contre le gouvernement. Ce sont les pouvoirs *de facto* qui s'affrontent contre le pouvoir politique, même si certains historiens le signalent comme un conflit entre secteurs populaires et oligarchie<sup>47</sup>. L'historien M. Gongora explique que la participation de l'ensemble du peuple chilien fut faible. Bien que très sanglante avec plus

---

<sup>47</sup> « La revolución de 1891 no fue más popular que la de 1859. Tampoco lucharon en ella precisamente la usurpación y la legitimidad, sino dos formas divergentes del último principio. La marina, de formación europea y británica, empapada en el espíritu del constitucionalismo burgués del siglo XIX (...) acompañó al Congreso; El ejército, más criollo y tradicionalista, más fiel al espíritu de obediencia pasiva al jefe del Estado, más español y monárquico, en una palabra, acompañó no a Balmaceda, sino al Presidente de la República ». EDWARDS A., *op. cit.*, p. 186



de dix mille morts pour une population d'environ deux millions et demi de personnes, la guerre se développe sans foule ni barricade, de manière ordonnée, entre deux armées régulières<sup>48</sup>. Durant ce conflit, seul le massacre de Lo Cañas peut être retenu en tant qu'événement où des jeunes et des artisans affrontent les armées régulières.

Après la victoire des « *parlamentaristas* » commence la période appelée oligarchique où l'on observe l'apparition des premières organisations ouvrières socialistes et anarchistes et avec elles les premières grèves dans l'industrie du salpêtre, charbon et dans les ports. L'axe du conflit se déplace ainsi vers les luttes sociales et ouvrières. L'annexion des régions minières d'Antofagasta et Tarapaca, suite à la Guerre du Pacifique<sup>49</sup>, précipite la formation de mouvements ouvriers dans le Nord du pays à partir des années 1880. Ils deviendront la principale source de conflit au début du XXe siècle.

#### ***4. Naissance et politisation des classes ouvrières : une histoire de répressions***

Le Chili a été un pays de massacres, comme d'ailleurs presque tous les pays. Il s'agit de comprendre cela et le prendre en charge. Pour, dans un sens, ne pas s'égarer, quoique paradoxalement, on ne puisse pas ni ne doive pas nous laisser nous scandaliser. Si nous le pensons bien, si nous sommes honnêtes, nous ne pouvons jamais arrêter de nous scandaliser de nous-mêmes...<sup>50</sup>

Durant la période que l'historiographie appela l'oligarchie (1891 à 1920), la plupart des institutions sont déjà constituées, les territoires établis et l'État en marche. Cet État que G. Salazar appelle l'« État des marchands<sup>51</sup> » se maintient par un bloc hégémonique composé par les propriétaires terriens de la vallée centrale, les grands propriétaires miniers du Nord et les marchands fortunés de Santiago et Valparaiso dédiés principalement au commerce extérieur. Cette période se caractérise par la finalisation de la transition d'une forme coloniale de production vers la forme capitaliste.

---

<sup>48</sup> GONGORA M., *Ensayo histórico sobre la noción de Estado en Chile en los siglos XIX y XX*, Santiago, Ed. La Ciudad, 1981, p. 66.

<sup>49</sup> Conflit armé qui affronte le Chili au Pérou et la Bolivie, il se déroule entre 1879 et 1884.

<sup>50</sup> «Chile ha sido un país de masacres, como casi todos los otros por lo demás. Se trata de entender eso y hacerse cargo. Para, en un sentido, no extraviarse, aunque paradójicamente no podamos ni debamos dejar de escandalizarnos. Si lo pensamos bien, si somos honestos, no podemos jamás dejar de escandalizarnos de nosotros mismos». DEVES E., *Los que van a morir te saludan: ... op. cit.*, p. 20

<sup>51</sup> Cf. SALAZAR G., *Mercaderes, empresarios y capitalistas (Chile, Siglo XIX)*, Santiago, Editorial Sudamericana, 2009.

Cette transition implique une série d'adéquations dans les relations du travail, dans la conception et la construction de l'espace urbain, dans les formes de récréation idéologique des processus et des acteurs sociaux et dans les formes de confrontation du rôle de l'État dans la société. Tout cela guidé par les processus de modernisation des villes et de l'industrie.

Dans ce contexte, les individus appartenant aux couches sociales plus pauvres acquièrent un rôle plus important. Les besoins de main-d'œuvre pour l'agriculture et l'industrie minière obligent l'État et l'élite à concevoir une matrice d'intervention selon trois points. D'abord, avec des stratégies de recrutement et d'établissement de cette masse travailleuse. Ensuite, avec le déploiement d'initiatives qui cherchent à discipliner les conduites contrevenantes de la population. Enfin, avec l'élaboration d'un discours moralisateur qui essaye d'intervenir sur les pratiques culturelles et les formes de sociabilité des sujets populaires<sup>52</sup>. Pourtant, et comme l'indique l'historien I. Goicovic, les classes populaires, en particulier les *peones* (ouvriers) d'origine coloniale, ont tendance à résister à cette triple matrice d'intervention, d'abord par la fuite de cette prolétarisation forcée, et de manière plus générale avec des réactions violentes aux contraintes imposées par l'élite. L'émeute urbaine, la rébellion minière et le banditisme rural deviennent les manifestations les plus récurrentes de la révolte populaire face aux pressions du système de domination<sup>53</sup>.

Par ailleurs, au cours de cette période un nouveau processus social est en évolution : le concept de « groupes pauvres » laisse sa place au concept de « sujet populaire » comme l'explique A. Touraine : sujet en tant qu'être de droit susceptible d'être invoqué par n'importe quel individu, sujet qui a la capacité et le droit d'être un créateur<sup>54</sup>. L'organisation de ces groupes pauvres qui prennent conscience de leur domination commence par la revendication des droits : de grève, à un salaire, au logement, etc. Cette caractéristique de groupe agissant le transforme en sujet politique qui à partir de cette période maintiendra une relation conflictuelle avec les groupes dominants. C'est dans cette conflictualité que se trouve la base de la Violence Politique Populaire désormais appelée VPP que nous observerons dorénavant.

La relation de domination directe est conditionnée par l'économie et les rapports de production. Pendant cette période le Chili reste un pays dominé par des activités liées à

---

<sup>52</sup> GOICOVIC DONOSO I., "Consideraciones teóricas sobre la violencia social en Chile (1850-1930)", *Ultima Década* n°21, CIDPA, Valparaíso, 2004, p. 126

<sup>53</sup> *Ibidem*, p. 127.

<sup>54</sup> TOURAINE A., *La fin des sociétés*, Paris, La couleur des idées, éditions du Seuil, 2013, pp. 15-16

l'extraction de minerais et à la production agricole, situation qui d'ailleurs n'a pas évolué, sauf par l'introduction dans les années 1980 de la matrice financière. La principale production de la période 1900-1920 est le salpêtre, exporté principalement en Europe où il s'utilisait comme engrais et dans la production d'explosifs. En ce qui concerne la part de travailleurs dans le pays, le recensement de 1885 dénombre 2.507.000 habitants, dont 1.790.000 de paysans, tandis que le recensement de 1907 indique que la population paysanne est toujours majoritaire avec 57% du total, pour la plupart pauvres. L'organisation de la propriété agricole se fonde sur le *latifundio*<sup>55</sup>, système caractéristique de la forme de production coloniale, qui emploie la main-d'œuvre la plus nombreuse du pays : *inquilinos* et *peones*<sup>56</sup>. Les ouvriers urbains et les mineurs sont nés de la prolétarisation forcée à travers la migration des *inquilinos* et *peones* vers les grandes villes et vers la *pampa salitrera* dans le Nord du pays.

Le campagnard qui arrive à Santiago, Valparaiso ou Concepción, arrive donc dans des villes qui n'ont pas les conditions minimales pour l'accueillir. Les nouveaux arrivés s'entassent dans des *conventillos*, ensembles de chambres disposées les unes à côté des autres formant de longues ruelles où les femmes lavent et cuisinent. Ces habitations ne comptent aucun service élémentaire comme l'électricité, l'eau ou les égouts (*cf. chapitre 2*).

En dépit de ces conditions de vie misérables dans les villes, ce sont les conditions de vie du travailleur de la *pampa salitrera* qui vont marquer les événements de cette période. La majorité des ouvriers arrive à la *pampa* à travers un système appelé *enganche* où des agents envoyés par les entreprises du salpêtre ramènent des hommes de la campagne avec la promesse d'importants salaires et une amélioration de leurs conditions d'existence, promesses qui ne se concrétiseront jamais. Ainsi, si l'ouvrier partant au Nord a comme motivation de gagner de l'argent et repartir, la plupart ne peuvent pas revenir et s'établissent de manière définitive. La majorité de travailleurs du salpêtre ne sont pas payés en argent, mais en jetons émis par l'entreprise, pouvant être échangés seulement dans des

---

<sup>55</sup> Les *latifundios* sont des structures agraires de grandes dimensions caractérisées par un rendement faible, une sous utilisation de la terre, un niveau technologique faible une main d'œuvre précaire avec un faible niveau de vie.

<sup>56</sup> L'*inquilino* était une relation de travail établie pendant la période coloniale à travers laquelle le travailleur avait le droit à un toit, une petite ferme et à quelques aliments produits dans le *fundo*. Le salaire en argent était pratiquement inexistant ou infime. La relation entre le propriétaire terrain et l'*inquilino* était plus personnelle que contractuelle, Les *peones* par contre constituaient une masse de travailleurs nomade, que parcourait la campagne en travaillant dans les périodes de plus grande demande en échange d'un salaire journalier.

magasins appelés *pulperias* appartenant elles aussi à l'entreprise et étant les uniques magasins du complexe minier. D'autre part, les *pulperias* affichent des prix plus élevés que les magasins en ville qui, eux, n'acceptent pas les jetons émis par les entreprises minières. Paradoxalement, dans un système d'économie libérale, il n'y a pas de liberté de commerce pour l'ouvrier<sup>57</sup>.

Les ouvriers des usines, les miniers, ou les portuaires ne possèdent aucune protection juridique de leurs emplois, les relations entre ouvriers et patrons sont régulées par des accords mutuels ; cela produit nécessairement des abus de la part des patrons.

Toute cette situation d'abus, de pauvreté, de chômage, d'emploi précaire, de problèmes sanitaires et urbanistiques vécus par les secteurs populaires est connue comme « *la question sociale* ». Situation qui se trouve à l'origine de la VPP durant ces années.

Malgré cette situation sociale dramatique, les partis politiques traditionnels restent à l'écart de la problématique. Les différents partis se caractérisent par de faibles différences doctrinaires. Cette homogénéité s'explique par le fait que tous ces partis représentent plus ou moins les idées et intérêts de l'élite qui contrôle la vie nationale, économique, sociale et culturelle. Cependant cette organisation ne reflète pas la réalité chilienne, elle est l'expression d'un cercle très réduit de couches supérieures, et parfois moyennes, qui détiennent le pouvoir socioéconomique. C'est cette homogénéité doctrinaire et l'arrivée des immigrants européens qui permettront l'apparition de mouvements politiques plus radicaux, de gauche et anarchistes. Ils seront les premiers à déclarer comme légitime l'utilisation de l'action violente, avec la « propagande par le fait<sup>58</sup> », et ainsi d'une certaine manière ils viendront contester le monopole de la violence légitime aux appareils répressifs de l'État.

#### **4.1. La naissance des mouvements populaires révolutionnaires : l'anarchisme et le socialisme pendant l'oligarchie**

L'arrivée des groupes politiques de caractère révolutionnaire coïncide avec le développement du mouvement ouvrier dans tout le pays et principalement dans le Nord minier. Parmi les groupes politiques révolutionnaires, nous trouvons principalement deux catégories : ceux issus des doctrines socialistes et ceux issus des doctrines anarchistes.

---

<sup>57</sup> GAZMURI C., "Alberto Edwards y la Fronda Aristocrática", *Histoire*, N°37, Vol. 1, 2004, p. 67

<sup>58</sup> Ce type de propagande se trouve associé à la propagande écrite et verbale. Elle proclame le « fait insurrectionnel » « moyen de propagande le plus efficace » et vise à sortir du « terrain légal » pour passer d'une « période d'affirmation » à une « période d'action », de « révolte permanente », la « seule voie menant à la révolution ». Cf. MAITRON J., *Le mouvement anarchiste en France*, Paris, Gallimard, coll. « Tel », 1992.

À propos de ces derniers, l'introduction de l'anarchisme au Chili se produit, comme sur toute la côte Atlantique américaine, avec l'arrivée des internationalistes du Sud de l'Europe. Ces derniers émigrent de leurs pays suite à la défaite de la Commune de Paris en 1871 et avec la dissolution de la Première Internationale en 1876<sup>59</sup>. Les premières manifestations de ces groupes apparaîtront au début des années 1890 autour des noyaux anarchistes de la corporation des typographes à Valparaiso et Santiago<sup>60</sup>. Les organisations anarchistes propagent leurs idées par la création de centres d'études sociaux dans lesquels est organisée la distribution de brochures, pamphlets, journaux et livres, en lien avec l'importance des travailleurs des imprimeries parmi ses membres.

Un noyau d'ouvriers et d'intellectuels se forme adoptant l'anarchisme et impulsant la création d'un *mouvement libertaire*. À l'intérieur de ce groupe se distinguent Francisco Véliz, le poète Juan Bautista Peralta et l'ouvrier Magno Espinoza. Ce dernier à travers les journaux *El Rebelde* (1898) et *El Acrata* (1900-1901) répand l'idée-force de ce groupe actif de militants qui a pour consigne la « Révolution sociale<sup>61</sup> ». Ainsi dans un communiqué incendiaire Magno Espinoza déclare :

« Notre aspiration est le communisme anarchique et pour cela nous combattons, nous serons solidaire des actes de nos compagnons lorsque les autorités écrasant en eux la majesté de la pensée libre, les traînent au terrain de l'attentat, à la rébellion, avec les prétentions odieuses avec lesquelles les tyrans se sont habitués à étouffer la voix de la raison »<sup>62</sup>

Nous pouvons extraire, de cette déclaration, la revendication de la violence comme stratégie de défense ouvrière face à un État qui commence à être mis en question concernant son engagement à côté des classes dominantes ; ce qui jusqu'à ce jour n'avait pas été mis en évidence par les travailleurs.

Un autre aspect fondamental dans la construction de la pensée anarchiste est la dimension sacrificielle contenue dans ses discours, visible dans les événements de l'école Santa Maria d'Iquique. Cette dimension est héritée et se manifeste actuellement dans la

---

<sup>59</sup> MIGUEZ E. et VIVANCO Á., "El anarquismo y el origen del movimiento Obrero Chileno 1881- 1916", *Revista Andes*, 4: 6, Santiago du Chili, 1987.

<sup>60</sup> VITALE L., *Contribución a una historia del anarquismo en América Latina*, Instituto de Movimientos Sociales "Pedro Vuskovic", Santiago de Chile, 1998.

<sup>61</sup> MIGUEZ E. et VIVANCO Á., *op. cit.*, p. 106

<sup>62</sup> *El Rebelde*, N°1, Santiago de Chile, 20 de Noviembre de 1898.

stratégie de groupes anarchistes et libertaires<sup>63</sup>. Le journal *El Rebelde* signale un exemple de ce type de discours :

« Il a germé au Chili une phalange révolutionnaire qui est disposée à arroser avec son sang le sol noir sur lequel marchent les esclaves et les serfs [...] la liberté existe pour ceux qui savent la prendre<sup>64</sup> ».

Effectivement, la mort – associée au sang versé par la classe travailleuse pour une nouvelle et meilleure vie – apparaît à partir de ce moment de manière récurrente dans tous les instruments de propagande des travailleurs organisés et des groupes populaires aussi bien passés que contemporains.

Le discours anarchiste, en plus de revendiquer la violence, donne une justification morale de celle-ci. Dans le journal *El Acrata*, le chroniqueur Alejandro Escobar Carballo, reproduit et exalte la thèse de Bakounine concernant la relation entre violence et morale, nous pouvons lire :

« Le crime, qu’importe sa nature, entraîne toujours une force révolutionnaire, et c’est si vrai que la criminalité est le principal facteur de l’évolution du droit et de la morale...Le criminel qui attaque la relation économique de son temps est le type d’homme libre ; il est un être digne qui a la conscience de ses droits, et celle-ci le donne le droit de voler...Tout criminel est un être révolutionnaire<sup>65</sup> ».

Ce type de discours ne passe pas inaperçu pour l’État chilien, qui trouve comme unique moyen de le contenir une politique répressive très violente. La séquestration et l’emprisonnement des dirigeants, ainsi que des rafles et des bastonnades des participants aux meetings deviennent courants.

Le bouc émissaire de cette période fut le mouvement anarchiste que la presse de l’époque accuse de donner de mauvais conseils aux ouvriers et aux pauvres. I. Goicovic signale qu’au Chili comme dans d’autres pays latino-américains, et principalement en Argentine, la rhétorique de la violence est systématiquement présente dans la presse anarchiste du début du XXe siècle. Néanmoins, la conduite violente est réservée à l’intervention collective de « masses », spécialement dans le contexte de grèves générales

---

<sup>63</sup> L’action directe des groupes anarchistes au Chili se caractérise entre autres par l’utilisation de bombes qui durant ces dernières années ont coûté la vie à deux personnes, un militant et un passant et laissé d’autres gravement blessés.

<sup>64</sup> *El Rebelde*, N°2, Santiago du Chili, 1ère mai 1899.

<sup>65</sup> *El Acrata*, N°5, Santiago du Chili, 1 juillet 1900

et émeutes urbaines, tandis que la « propagande par le fait » est limitée à quelques attentats sporadiques qui ne sont jamais devenus une pratique courante<sup>66</sup>.

De ce fait, et suite à la tuerie de Santa Maria d'Iquique, le mouvement anarchiste amorce un profond repli. C'est aussi lors de cet événement que deux importants dirigeants anarchistes sont assassinés : Luis Olea et Jose Brigg. Les mouvements ouvriers se réduisent alors significativement après cet événement. Selon P. de Shazo, une des causes principales de la crise de l'« anarchisme précoce » est son incapacité à se propager au niveau national et dans le monde industriel<sup>67</sup>. Dans ce contexte, l'incidence du mouvement anarchiste diminue avant de connaître un regain d'activité dans la décennie de 1920.

Concernant les « mouvements socialistes », les premiers signes se manifestent avec la *Sociedad de la Igualdad*, vers la moitié du XIXe siècle, déjà évoquée. Pendant la période oligarchique, une première figure d'importance est celle de Malaquias Concha qui, en 1887, crée le premier parti politique de caractère populaire au Chili : le Parti Démocratique. Celui-ci est le premier à organiser des meetings de rue qui aident à la politisation des secteurs populaires jusqu'alors éloignés de la formation politique. Du mouvement ouvrier surgit aussi des regroupements, dont l'Union Socialiste considérée comme la première organisation politique ouvertement ouvrière et révolutionnaire. C'est cependant Valentin Letelier qui, au sein du parti radical, arrive à faire adopter les idées socialistes, avec une perspective de classe, de manière massive lors du congrès de ce parti en 1906. Néanmoins, les idées de la gauche révolutionnaire sont éclipsées par la force du mouvement anarchiste. Nous pouvons signaler que le premier essai durable de fusion des idées, des structures organiques, et des actions de lutte effective<sup>68</sup>, est la création du Parti Ouvrier Socialiste (POS) en 1912 par Luis Emilio Recabarren. Ces faits consolident le passage d'un antagonisme politique<sup>69</sup> entre les élites vers un antagonisme politique entre l'élite et les secteurs populaires.

---

<sup>66</sup> GOICOVIC DONOSO I., «La propaganda por los hechos en el movimiento anarquista chileno (1890-1910)», Proyecto FONDECYT 1020063

<sup>67</sup> Cf. DE SHAZO P., *Urban workers and labour unions in Chile: 1902-1927*, Wisconsin, Madison, University of Wisconsin Press, 1983.

<sup>68</sup> Carl Schmitt signale que « le mot lutte doit être entendu ici dans son sens originel et existentiel. Ce n'est pas une simple concurrence que ce mot désigne, ni la lutte purement intellectuelle de la discussion, ni cette lutte symbolique dans laquelle chaque homme est de quelque manière engagée à tout instant puisque les choses sont ainsi faites, et que la vie humaine tout entière est un combat et tout homme un combattant. Les concepts d'ami, d'ennemi, de combat tirent leur signification objective de leur relation permanente à ce fait réel, la possibilité de provoquer la mort physique d'un homme ». SCHMITT C., *La notion de politique – Théorie du partisan*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p.73

<sup>69</sup> Carl Schmitt signale que la notion du politique s'accompagne nécessairement d'une hostilité et d'un combat, c'est-à-dire que la lutte est réelle, le combat effectif, et la violence proprement physique.

Le développement théorico-politique de la période s'accompagne du développement de plusieurs répertoires d'action à l'intérieur des secteurs populaires. Il y a les meetings privés, la distribution de pamphlets et de journaux, ainsi que l'occupation de l'espace public qui commence précocement avec *La Sociedad de la Igualdad* et la première marche pour l'Alameda le 14 octobre de 1850. Celle-ci réunit entre 1500 et 2500 personnes, un succès pour cette époque. En 1888, le Parti Démocratique appelle à une manifestation contre l'augmentation du prix du billet de train. Celle-ci réunit environ 5000 personnes. Elle est fortement réprimée. Le 1<sup>er</sup> mai 1907, les mouvements de gauche organisent un rassemblement massif dans le parc Cousiño, actuel Parc O'higgins, où le principal orateur est Luis Emilio Recabarren<sup>70</sup>. La grève reste néanmoins le répertoire le plus utilisé. La première grève est enregistrée en 1843, dans la mine d'argent de Chañarillo. Dans ces mêmes années se produisent des grèves au Sud du pays, dans les mines de charbon de Lota et Coronel. À partir de 1870 commencent les grèves dans l'industrie du Salpêtre. Ces « grèves-émeutes », dépourvues d'une basse idéologique, expriment la révolte des travailleurs du salpêtre. C'est néanmoins la grève générale de 1890 qui marque le commencement d'un cycle combinant révoltes et répressions.

#### **4.2. L'action ouvrière en évolution : les années de grèves**

Comme il a été indiqué auparavant, c'est la question sociale et la lutte pour l'acquisition de droits sociaux qui encouragent une organisation croissante des ouvriers. Ce mouvement de travailleurs, d'après les historiens S. Grez et J. Pinto, est issu d'une gamme hétérogène d'influences idéologiques et culturelles : sur le plan doctrinal, nous retrouvons les libéraux progressistes, les socialistes utopiques, les socialistes scientifiques et positivistes, et sur le plan socioculturel des *peones* agricoles, des travailleurs miniers, des artisans, des prolétaires et des intellectuels<sup>71</sup>.

---

<sup>70</sup> Luis Emilio Recabarren est un homme politique considéré comme le père du mouvement ouvrier chilien. Il est né à Valparaiso en 1876 au sein d'une famille d'origine vasque, comme plusieurs jeunes militants il commence à travailler très jeunes comme typographe. Il devient membre du parti démocrate à 18 ans, il est emprisonné plusieurs fois pour ses critiques au gouvernement. Après une période d'exil en Argentine il se présente aux élections présidentielles sans grand succès. Il représente pourtant plusieurs fois en tant que député la zone du nord minier ainsi que comme président de la Foch (Fédération ouvrière du Chili) toute la région chilienne dans la Troisième internationale. En 1922 il adhère à la Troisième internationale et fonde le Parti communiste chilien. Il se suicide à l'âge de 48 ans en 1924.

<sup>71</sup> Cf. GREZ S., *De la regeneración del Pueblo a la huelga general: génesis y evolución histórica del movimiento popular en Chile (1810-1890)*, Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos, Santiago du Chili, 1997 et PINTO VALLEJOS J., *Trabajos y rebeldías en la pampa salitrera: el ciclo del salitre y la reconfiguración de las identidades populares, (1850-1900)*, Santiago du Chili, Universidad de Santiago-LOM Ediciones, 1998.



D'autre part, en ce début de siècle qui se présente comme prometteur pour le sort des travailleurs, arrive un événement décisif pour le mouvement ouvrier : la loi de service militaire obligatoire. Cette loi, établie en 1900, signifie que la jeunesse d'origine populaire sera utilisée dorénavant pour réprimer la révolte d'origine populaire elle aussi.

L'historienne M. A. Illanes explique cet événement de la manière suivante :

Cette jeunesse populaire qui soi-disant devait forger la nouvelle aurore fut massivement recrutée pour accomplir la loi de service militaire obligatoire, loi qui faisait ses débuts dans le pays. Cette loi constituait un des coups stratégiques les plus certains donnés par le régime contre le mouvement ouvrier et aura une grande répercussion dans l'histoire du siècle. De cette manière, bien que le peuple s'apprêtait à la lutte séculaire, le régime se préparait à sa propre défense.

Mais il ne s'agissait pas de l'affrontement de deux « ennemis » clairement différents et capables de reconnaître sa propre tranchée : l'élite constituait son armée avec les membres du peuple lui-même. Le fusil empoigné pour celui-là en défense de l'élite constitue la clef de la défense du régime de pouvoir dans le nouveau siècle, phénomène qui se réalise à travers la colonisation interne des forces sociales potentiellement productrices d'infidélité.<sup>72</sup>

Par ailleurs, Luis Emilio Recabarren qui vit l'événement écrit en 1901 :

« L'attentat le plus infâme qui se réalise en ce moment est l'accomplissement de la loi odieuse du service militaire obligatoire. Quand cette loi a été approuvée, on l'a refusée avec toute l'énergie possible, mais on le confesse vraiment, jamais on ne comprit les effets désastreux qu'elle allait produire parmi les classes ouvrières. Depuis lors, alors que cette inscription se réalise dans tout le pays nous jurons nous venger des misérables qui ont attenté si témérairement contre ce que nous apprécions le plus : la liberté ; les droits que nous confère la Constitution ». <sup>73</sup>

Pourtant, la croissance des organisations est intense. D'une part, le mutualisme continue son développement, et d'autre part les anarchistes créent de nombreuses sociétés de résistance dont l'objectif central est la préparation à la grève. De ce fait, la *Mancomunal*<sup>74</sup> d'Iquique, première organisation ouvrière du Chili créée en 1900 par des travailleurs portuaires, organise sa première grève l'année 1901. À partir de ce jour, des grèves ont lieu chaque année : l'organisation de la résistance des travailleurs du tramway à Santiago en 1902, la *Mancomunal* du salpêtre à Tocopilla et les arrimeurs du port de

---

<sup>72</sup> ILLANES M. A., "Lápiz contra fusil, Las claves de un nuevo siglo. Santiago-Iquique, 1900-1907", in ILLANES M. A., *La Batalla de la memoria*, Santiago, Planeta, 2002, p. 3-4.

<sup>73</sup> RECABARREN L. E., "El Servicio Militar Obligatorio". 3 de Febrero de 1901, en *La Democracia*.

<sup>74</sup> Les *mancomunales* étaient des organisations d'ouvriers qui se développent pendant le XIX siècle et qui avaient pour but l'amélioration de conditions de travail et salaires des ouvriers, elles commencent comme des sociétés d'épargne collective pour aller en aide des ouvriers suite à des accidents, maladies, ou d'autres difficultés.

Valparaiso dirigés par Magno Espinoza – qui deviendra l’anarchiste le plus connu de l’époque – en 1903.

#### **4.2.1. La grève des dockers de Valparaiso**

Le 11 mai 1903, les différentes corporations de travailleurs maritimes commencent une grève. Environ 7 000 travailleurs sortent dans les rues ce matin. À la fin de la journée, on compte déjà deux morts. Le 12 mai les travailleurs se réunissent face aux imprimeries du journal *El Mercurio*<sup>75</sup>, lequel, depuis le début des manifestations, a menti sur les événements et les causes de la grève. Les grévistes détruisent les locaux du journal puis brûlent le bâtiment de la *Compañía Inglesa de Vapores*. Leur mouvement est finalement réprimé par la police à leur arrivée à un meeting sur la place Echaurren, dans le centre de Valparaiso. La police tire sur les travailleurs et les passants. On compte 38 morts et plus de 600 blessés. Cette forte répression réveille la solidarité des autres travailleurs qui paralysent toute la ville. Le gouvernement envoie alors un bataillon de Santiago pour étouffer la grève. Le bilan est de 50 morts et 2000 blessés<sup>76</sup>. Cependant, cet événement permet pour la première fois de mettre à l’épreuve les méthodes d’action directe violente que soutiennent les organisations anarchistes.

#### **4.2.2. La grève de la viande**

En 1905 à Santiago a lieu la « grève de la viande ». Les grévistes demandent la fin de l’impôt sur la viande provenant de l’Argentine, impôt qui empêche les couches populaires de consommer ce produit et qui bénéficie aux grands propriétaires terriens. Le 22 octobre 1905, environ 30.000 personnes marchent vers le Palais de la Moneda (siège du pouvoir exécutif). Ils demandent à être reçus par le Président de la République. En l’absence de réponse de la part des autorités, les manifestants impatients entament les affrontements avec la police.

Cette grève qui commence avec des émeutes de faible ampleur devient de plus en plus violente, avec des pillages et des incendies, et dure une semaine. Ces journées seront connues comme la « semaine rouge ». Pendant cet événement, les travailleurs s’emparent

---

<sup>75</sup> *El Mercurio* est le journal le plus ancien du pays, caractérisé par une pensée très conservatrice et proche de la droite politique.

<sup>76</sup> GAZMURI Cristian, « Alberto Edwards y la Fronda Aristocrática », in *Histoire*, N°37, Vol. 1, 2004, pp. 61-95, p. 67

de la ville de Santiago : ils réclament, lapident et saccagent la ville. Cette action a, plus tard, été payée par centaines des morts et blessés<sup>77</sup>.



Image N°2. Morts lors de la grève de la viande. Source [www.memoriachilena.cl](http://www.memoriachilena.cl)

Le bilan fait état d'environ 200 morts et 300 blessés. En 1906, quelques mois après les événements de Santiago, des faits similaires se reproduisent dans la Ville d'Antofagasta faisant 58 morts et 200 blessés. Cette période de grèves se termine par l'épisode funeste de l'école Santa Maria d'Iquique en 1907.

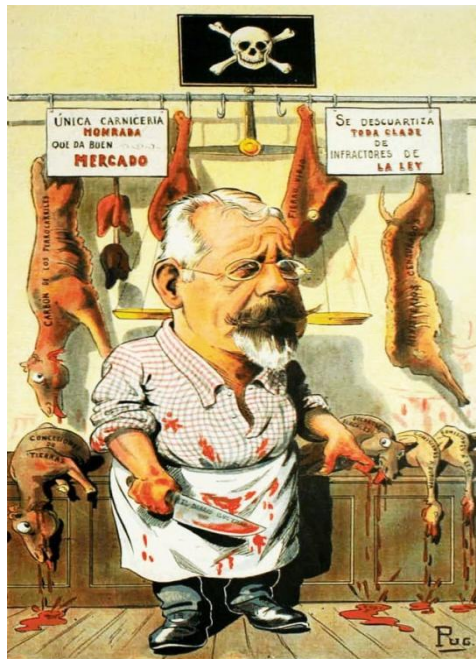


Image N°3. Président German Riesco Errazuriz, on peut lire dans les affiches : « unique boucherie qui a de bons produits », « on dépece tous les types de transgresseurs de la loi ». Source revista Zig-Zag

<sup>77</sup> DEVES E., *op. cit.*, p. 50

#### 4.2.3. Plaza Colon Antofagasta

Le 6 février 1906, environ six mille personnes se concentrent sur la *Plaza Colon* d'Antofagasta. Le nouveau gouvernement avait déjà, comme le signale Patricio Mans<sup>78</sup>, pris l'habitude de tuer des travailleurs. Lors de cette réunion, un militaire est blessé. En réponse, un lieutenant donne l'ordre de tirer contre la foule de manifestants. L'armée, accompagnée de groupes de mercenaires, tue au moins 7 personnes. Le 7 février la grève est générale. Pendant 4 jours, une lutte de guérillas s'organise dans les rues d'Antofagasta. Les chiffres officiels parlent de 9 morts et de nombreux blessés. Les autorités finalement cèdent aux revendications et la grève s'arrête. Cependant les patrons commencent à se méfier des travailleurs, et la situation économique, surtout l'inflation et les salaires à la baisse, produit de nouvelles grèves chaque fois plus massives.



Image N°4. Minières du salpêtre en grève Plaza Colon 1906

#### 4.3. La tuerie de l'école Santa Maria d'Iquique : figure symbolique de la violence d'État

La tuerie de l'école Santa Maria d'Iquique est sans doute, l'événement le plus important de la période oligarchique en ce qui concerne la violence politique et sociale. Nous allons commencer par décrire brièvement l'événement afin de mieux comprendre la grève : Comment se produit-elle ? Quelles sont ses origines ? Comment s'est étendu le mouvement ? Quelle position est assumée par les différents acteurs : travailleurs, patrons, État ? Comment s'est produit le massacre ? Et finalement quelles ont été ses conséquences dans l'histoire de la VPP au Chili ?

---

<sup>78</sup> MANS P., *op. cit.*, p. 20

Comme nous l'avons déjà évoqué, depuis le début du siècle la « zone du salpêtre » concentre les conflits politiques et sociaux. La question sociale dans ce territoire suit une dynamique différente liée aux caractéristiques particulièrement dures d'exploitation des travailleurs miniers. Par ailleurs, l'action des organisations des travailleurs porte ses fruits, se créent la *Mancomunal* d'Iquique (depuis 1901), les centres d'études anarchistes et le parti démocrate. Par conséquent, le mouvement social commun à tout le pays trouve dans la pampa d'Iquique son plus grand foyer. Pour expliquer cela, nous pouvons ajouter aux conditions objectives de domination économique un soutien idéologique particulier à cet endroit.

Ainsi, lorsque l'on se demande quelles ont été les causes d'un événement aussi sanglant et irrationnel, nous pouvons signaler tout d'abord les origines immédiates de la grève, concrètes et partagées par tous les travailleurs du pays. Premièrement, la dévaluation de la monnaie (peso versus livre sterling) et la conséquente baisse des salaires des travailleurs couplée à la diminution du pouvoir d'achat. Deuxièmement, et comme conséquence de cette dernière, les contradictions entre ouvriers et patrons s'accroissent. Par ailleurs, nous retrouvons les désormais classiques luttes politiques entre le gouvernement et l'opposition. En plus de ces causes générales, les travailleurs du salpêtre demandent à être payés en monnaie circulante officielle et donc en finir en partie avec le système « précapitaliste » de « jetons », ainsi qu'avec les procédures qui limitent leur liberté économique.

La grève des travailleurs du chemin de fer d'Iquique, le 4 décembre 1907, marque le début de ce mouvement aboutissant à cette tragédie. Cette grève intervient à la suite d'une promesse non tenue d'augmentation des salaires. Rapidement, le PDG et l'équipe dirigeante de l'entreprise trouvent un accord avec les travailleurs pour une reprise du travail contre l'augmentation de salaire prévue. Cette résolution du conflit encourage d'autres travailleurs à faire de même. Ainsi, les travailleurs du port, après un refus de leurs demandes, commencent une grève le 9 décembre. E. Deves signale qu'entre le 5 et le 10 une série d'événements similaires se produisent un peu partout au Nord : les travailleurs du Gaz, de l'assainissement d'eaux, les boulangers, etc.<sup>79</sup>. Cependant, les jours passent et la grève s'essouffle, par le manque d'union et parce que certains patrons cèdent aux demandes salariales. Le conflit se déplace alors vers la Pampa. Le 10 décembre éclate la grève dans *l'oficina San Lorenzo*. Ce jour, à la Pampa les travailleurs reprennent les

---

<sup>79</sup> DEVES E., *op. cit.*, p. 52

revendications qui n'ont pas abouti dans le port d'Iquique. Comment cette mobilisation des travailleurs est organisée ? Quels sont les instruments utilisés ? Il semble que la *Mancomunal* d'Iquique avait envoyé certains de ses dirigeants pour encourager le mouvement quelques jours avant la grève. Néanmoins, les moyens écrits vont jouer un rôle important dans l'agitation des ouvriers.

Le journal de la Mancomunal, appelé *El Trabajo*, commence depuis novembre à informer les ouvriers sur le problème du taux de change et les conséquences pour la classe travailleuse. Les articles du journal adressent aussi une critique aux autorités de la zone opposées au parti gouvernant, ce dernier étant d'ailleurs proche de la Mancomunal, ses actions doivent être également comprises dans le cadre d'une lutte politico-partisane à l'intérieur des élites. Le journal *El Pueblo Obrero* appartenant au Parti Démocrate fait un travail d'agitation similaire. E. Deves, pose comme présupposé l'existence d'un plan, relativement coordonné dont la finalité est de provoquer un mouvement de protestation à Iquique et ensuite à la Pampa, où des groupes différents en termes idéologiques et d'intérêts convergent pour la création du mouvement. Néanmoins, tous ces groupes ne prévoient pas les résultats de ce mouvement qui comporte clairement un discours de classe qui s'éloigne des intérêts des partis politiques traditionnels.

Le samedi 14 décembre, toute la région de San Antonio à l'intérieur de la Pampa s'est jointe à la grève, environ 5.500 personnes arrivent de toutes les *oficinas* à San Antonio où ils passent la nuit pour ensuite commencer la descente vers le port d'Iquique.

C'est ainsi que des milliers de travailleurs avec leurs familles descendent des mines de Salpêtre vers le port d'Iquique. Ils arrivent le 15 décembre après avoir marché 80 km au milieu du désert et envahissent la ville. Ils s'installent dans l'école Santa Maria et sur la place Manuel Montt dans le centre-ville. Pourquoi ont-ils décidé de marcher vers Iquique ? D'après toutes les versions, les administrateurs ne parvenant pas à résoudre les demandes des ouvriers, renvoient le problème aux propriétaires des *oficinas*, se trouvant en ce moment à Iquique. Ce fait donne aux autorités politiques la possibilité d'agir comme médiateurs, bien qu'ils s'éloignent de plus en plus de ce rôle en s'associant avec les propriétaires<sup>80</sup>.

---

<sup>80</sup> DONOSO ROJAS C., "Escuela Santa María: revisitando la matanza desde los documentos", *Revista de ciencias sociales* N° 22, Departamento de Ciencias Sociales, Universidad Arturo Prat. Iquique, Primer Semestre 2009, p. 69.

Initialement, il n'y a pas d'accord entre les travailleurs à propos des moyens à utiliser pour obtenir satisfaction de leurs revendications. Deux groupes coexistent. D'une part, ceux qui veulent négocier directement avec les propriétaires et qui voient leur problématique comme un conflit de classe. D'autre part, ceux qui demandent à l'État de les protéger et qui s'adressent directement au Président de la République<sup>81</sup> et aux autorités de l'État pour résoudre leurs problèmes. Nous observons d'ailleurs encore aujourd'hui l'existence de ces deux groupes parmi les manifestants.

Quelle a été l'attitude du patronat en tant que deuxième acteur principal dans ce conflit ? Les patrons tentent principalement de convaincre les représentants de l'État de trois choses : d'abord que le mouvement est injuste, car les conditions de vie des travailleurs de la pampa sont bonnes et ils sont satisfaits<sup>82</sup> ; ensuite que la grève est nuisible au trésor public et pour l'intégrité du territoire alors que le pays vient de conclure une guerre contre le Pérou et la Bolivie ; et enfin que la grève est impopulaire et qu'en particulier tous les participants ne sont pas d'accord entre eux. Malgré la faiblesse voire l'absurdité de cette argumentation, les représentants de l'État se sont laissés convaincre. Cela se produit, principalement, parce que les lois existantes ont été construites par la classe des propriétaires et parce que les liens entre celle-ci et la bureaucratie de l'État sont évidents.

Le nombre important de personnes descendant de la Pampa fait craindre le pire aux autorités. Lorsque le nombre de manifestants atteint les treize mille, l'Intendant (chef administratif de la région) demande le soutien des forces armées pour prévenir les désordres.

De même que les contingents militaires débarquaient, de grandes quantités d'ouvriers continuaient aussi d'arriver au port. Les meetings se succédaient fréquemment et des milliers des travailleurs « se promenaient comme dans les jours de fête<sup>83</sup> ».

Cependant et malgré la foule, la situation est loin d'être un chaos. Les ouvriers se sont organisés, une police spéciale est mise en place par le comité de grève et selon tous les journaux de l'époque, l'attitude des ouvriers est « absolument respectueuse et tranquille ». Les notables et les propriétaires miniers justifient l'arrivée des militaires en supposant que

---

<sup>81</sup> DEVES E., *op. cit.*, p 63.

<sup>82</sup> En gros ils signalaient que les salaires étaient élevés, que les produits dans les *pulperias* étaient pas chers et parfois subventionnés, ils ont dit même que le climat était agréable (sachant que la pampa était appelée la Sibérie chaude).

<sup>83</sup> DEVES E., *op. cit.*, p.120

des pillages pouvaient se produire ou que la ville serait brûlée par les ouvriers si leurs demandes n'aboutissaient pas. Ce type d'arguments « artificiellement » créés par certains – le propriétaire minier l'Anglais David Richardson est identifié comme un de ceux-là<sup>84</sup> – inquiète des familles de la ville. Ainsi à partir du jeudi 19 décembre l'inquiétude se transforme en panique et les familles commencent à abandonner leurs maisons pour s'éloigner de la ville. Le journal *El Nacional* signale :

« Depuis jeudi l'alarme dans le voisinage se transforme en panique et de nombreuses familles quittent leurs maisons pour chercher refuge dans les navires... Le vendredi (20 décembre) la panique se généralise et toute la ville ressemble à un cimetière<sup>85</sup> ».

La phase ultime de ce mouvement social commence avec l'arrivée de l'Intendant Carlos Eastman. Les ouvriers voient en lui la personne pouvant résoudre la situation, le représentant de l'État susceptible de pouvoir convaincre les patrons ou de les envoyer au Sud pour devenir agriculteurs ou, dans le pire des cas, leur permettre de partir du pays<sup>86</sup>. Il reçoit des acclamations et des manifestations de confiance et de remerciement de la part des grévistes. Cependant, comme le soulève le député Malaquias Concha quelques jours après le massacre, les ouvriers naïvement étaient très loin :

« de penser qu'ils ne faisaient seulement qu'imiter les esclaves romains condamnés à mort dans le cirque lorsqu'ils passent devant l'empereur dans le chemin du sacrifice exclamant : *Ave César, imperator, morituri te salutant*. Salut César, ceux qui vont mourir te saluent ! le salut des esclaves romains au César se répète encore une fois. Les ouvriers de Tarapaca chantent devant l'Intendant le Salut César de la Mort<sup>87</sup> ».

Trente heures après son arrivé, Eastman déclare l'état de siège et 45 heures plus tard le délogement de l'école Santa Maria. Les journaux ouvriers signalent que le samedi 20 décembre l'intention des autorités est de trouver des motifs pour entamer une forte répression. Ils évoquent la mise en place de la police secrète parmi les grévistes, ainsi que de prisonniers libérés spécialement pour simuler une insurrection ouvrière. Par ailleurs, les autorités commencent à arrêter des dirigeants et à réprimer des manifestations dans d'autres endroits. À Buenaventura par exemple, un piquet militaire tire contre les grévistes tuant et blessant plusieurs d'entre eux.

---

<sup>84</sup> *Ibidem*, p.121

<sup>85</sup> *Ibid.*, p.123

<sup>86</sup> Il faut prendre en compte qu'un tiers des manifestants étaient des étrangers, surtout Boliviens et Péruviens.

<sup>87</sup> «de pensar que no hacían sino imitar a los esclavos romanos condenados a la muerte del circo que, cuando pasaban delante del emperador en camino del sacrificio exclamaban: *Ave Cesar, imperator, morituri te salutant*. ¡Salve Cesar, emperador, los que van a morir te saludan! El saludo de los esclavos romanos al Cesar se repite una vez más, los obreros de Tarapacá cantaron ante el Intendente el Salve Cesar de la Muerte», Séance de la Chambré de Députés du 27 décembre 1907.



Le 21 décembre matin, tout le monde sait que les Anglais (propriétaires des mines) ont déjà convaincu l'Intendant, car celui souhaite obliger par la force les grévistes à retourner à leur travail à la Pampa sans répondre à aucune des revendications.

À 13h30 toutes les forces de terre et de mer se retrouvent dans la Place Arturo Prat commandées par le Général Roberto Silva Renard. Ses hommes armés de mitrailleuses entourent les grévistes. L'ordre est donné aux grévistes de partir du centre-ville vers l'hippodrome, endroit éloigné de la ville pour les conduire ensuite vers la Pampa. Les grévistes n'acceptent pas les ordres de l'armée et signalent qu'ils préfèrent quitter le Chili plutôt que de redevenir des esclaves dans la Pampa. Le général donne l'ordre à 15h30 de tirer contre la foule. Pourquoi, en dépit des injonctions des autorités et le fait que les hommes qui les entourent soient armés de mitrailleuses, les ouvriers ne quittent-ils pas l'école ? Simplement parce que personne n'imagine être assassinés de manière si sauvage, de façon publique et pour n'avoir commis aucun délit si ce n'est celui de revendiquer une amélioration de ses conditions de vie ou des billets de transports pour descendre dans le Sud du pays ou émigrer<sup>88</sup>. Parce qu'ils ont cru aux promesses faites par les autorités, parce qu'ils n'ont pas pensé que les militaires chiliens issus de leur classe sociale tireraient sur eux. Parce qu'ils ont été doublement naïfs : ils ne savaient pas que des autorités il ne faut croire que les menaces et non les promesses<sup>89</sup>.

Le nombre de victimes est encore incertain. La censure et les efforts des autorités pour adultérer les faits à propos du massacre nous privent encore aujourd'hui de la possibilité d'un véritable décompte des personnes tuées. Cependant les dernières recherches sur l'événement indiquent plus de deux mille morts. Le Général Silva Renard signale dans son rapport qu'après la première décharge de tirs de mitrailleuse, les ouvriers et leurs familles essayant de s'échapper se sont retrouvés en face des militaires lesquels, craignant une charge des ouvriers voulant se battre au corps à corps, ont tiré encore et encore sur la foule désarmée. Le Général ordonne une deuxième et une troisième fois des tirs de mitrailleuses sur le groupe compact se trouvant coincé dans l'école. Une fois les tirs terminés, ceux qui arrivent à s'échapper du lieu du massacre sont persécutés par des lanciers à cheval et transpercés pendant leur fuite.

« Un professeur d'école m'a enseigné la cour des morts. Cette terre est neuve il m'a dit, on l'a mis là avec les élèves, l'autre trempé de sang a brûlé toutes les plantes et les fleurs. Il a fallu

---

<sup>88</sup> *El Pueblo Obrero*, Iquique, 11 janvier 1908

<sup>89</sup> DEVES E., *op. cit.*, p. 193

enlever presque un demi-mètre de terre et la changer pour que ce que l'on plante là puisse encore fleurir<sup>90</sup> »

Pourquoi avons-nous donné une telle importance à cet événement ? La réponse la plus évidente est celle de l'ampleur du massacre : deux ou trois mille morts dans une seule journée sont tout à fait exceptionnels. L'injustice que constitue cette tuerie est une deuxième réponse. Cependant, l'importance de ce fait est l'événement en tant qu'objet de la construction d'une mémoire ouvrière d'abord et de la mémoire populaire ensuite. Avec l'analyse de cet événement, nous voudrions déterminer quel héritage ce massacre a légué aux mouvements de contestation populaire et quels sont les apprentissages tirés de cette première grande défaite.

#### **4.3.1. Conséquences de l'événement : représentations et stigmatisations des classes populaires**

Le développement massif d'une « conscience de classe » chez les ouvriers chiliens est une première conséquence de cet événement. Il permettra ensuite la naissance des partis politiques de classe qui seront les protagonistes des conflits sociaux ultérieurs. Les événements d'Iquique ont été perçus comme un sacrifice des compagnons de classe dans leur lutte pour de justes revendications<sup>91</sup>. Ils deviennent ainsi des martyrs. Même si la tuerie est décrite le plus souvent en des termes pacifiques, elle se traduit pour une grande partie de la population par la soif de vengeance contre ceux ayant assassiné brutalement les ouvriers. Elle montre aussi la partialité de l'autorité dans les conflits entre ouvriers et patrons faisant du gouvernement un ennemi des secteurs populaires lui aussi. L'édition du journal *El Pueblo Obrero* du 21 décembre 1908, premier anniversaire du massacre l'exprime de cette manière :

Le gouvernement crédule a écouté la dépravation et la méchanceté des capitalistes, en permettant aux autorités régionales de décréter l'extermination des ouvriers, en utilisant les armes que la patrie possède pour un meilleur emploi. Le gouvernement loin de maintenir l'impartialité dans ce conflit entre deux bandes s'est mis du côté du capital et en protégeant ses prétentions il s'est dédié à produire cette tuerie<sup>92</sup>.

Les circonstances dans lesquelles se développent les événements de 1907 présentent une série de caractéristiques qui sont facilement repérables dans l'histoire des

---

<sup>90</sup> PINOCHET LE-BRUM T., *La conquista de Chile en el siglo XX*, Santiago, La ilustración, 1909

<sup>91</sup> ARTAZA P., "La matanza de la escuela Santa María de Iquique y La radicalización de la conciencia de clase", *Patrimonio Cultural* N° 45 (Año XII) Primavera de 2007 Revista estacional de la Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos (Dibam), Ministerio de Educación de Chile, p. 23

<sup>92</sup> "El 21 de Diciembre", in *El Pueblo Obrero*, Iquique 21 décembre 1908

mouvements de contestation au Chili. Nous observons tout d'abord un mouvement non violent de grande dimension, qui trouve son origine (comme nous analysons dans la deuxième partie de ce travail) au cours d'une période de prospérité économique, mais marquée par d'importantes inégalités. Dans ce contexte, il est normal qu'une partie des manifestants attaque les commerces, les grands magasins et des bâtiments représentant le pouvoir politique et que la propagande appelle au pillage de ces lieux :

Le 26 avril, un peu avant 22h deux bombes explosent dans la ligne du chemin de fer urbain, sur la place Prat, provoquant quelques dégâts dans le magasin Capella. À cet endroit se sont retrouvés des pamphlets appelant à la révolte et le pillage du commerce<sup>93</sup>.

Nous observons ensuite de la part des autorités, l'utilisation de personnel militaire et policier infiltré afin de provoquer des excès entre les manifestants :

Il se racontait que des groupes de grévistes circulaient dans la ville avec des cartouches de dynamite dans leurs poches, tandis que ceux-ci signalaient qu'un militaire venu de Santiago s'était introduit parmi les travailleurs « plusieurs scélérats sortis *ex professo* de prison » afin de promouvoir les excès<sup>94</sup>.

Puis nous trouvons l'application de censures, la mise en place d'états d'exception et la restriction des libertés constitutionnelles :

Le 20 décembre, l'Intendant interdit le transit par les rues et les chemins de la province en groupes de plus de six personnes, à toute heure du jour ou de la nuit. De même il décrète le couvre-feu à partir de 20h et ratifie l'arrêt municipal d'interdire la vente des boissons alcoolisées, cela permet de soupçonner l'inefficacité de l'arrêt municipal préalable. La censure aux médias se ferait de manière partielle seulement le lendemain de la tuerie<sup>95</sup>.

L'autorité classe enfin la violence comme issue des groupes séditieux, conspirateurs, anarchistes, extrémistes et subversifs et non comme une expression des mouvements sociaux et de la souveraineté populaire. Enfin, et en fonction de ce dernier argument, on commence à entendre comme motif justificateur de la répression l'existence d'un « ennemi interne » issu des couches populaires :

La version de l'Intendant Carlos Eastman fut un peu différente. Un peu avant d'initier le massacre – à environ 14h10 le 21 décembre – dans un télégramme adressé au Président de la République, l'Intendant informait de sa décision de prendre des « mesures énergiques » puisque, il considérait impossible d'avoir dans une si grande agglomération de gens sans être un danger imminent pour la sécurité publique et la tranquillité du voisinage...de ma

---

<sup>93</sup> DONOSO ROJAS C., "Escuela Santa María: revisitando la matanza desde los documentos", *op. cit.*, p. 66

<sup>94</sup> *Ibidem*, p. 66

<sup>95</sup> *Ibid.*, p 71

perspective, je préciserais qu'il s'agissait de la peur atavique de l'élite envers la société populaire<sup>96</sup>.

La thèse de l'« ennemi interne » a été constamment invoquée par le pouvoir politico-économique afin de justifier l'intervention violente des forces armées. Cette idée basée seulement sur des suppositions, est à l'origine de la peur de la classe dirigeante vis-à-vis des ouvriers et des travailleurs et de la classe populaire en général, elle a donc justifié la plupart des tueries de l'histoire chilienne.

D'après G. Salazar, la thèse de l'ennemi interne, évoquée constamment par l'élite pour réprimer les mouvements populaires, trouve ses origines dans deux facteurs de l'histoire du pays qui se répètent. Le premier facteur est l'existence d'un puissant pouvoir économique externe qui exige le libéralisme, le libre-échange et l'entrée de capitaux étrangers pour être investi dans tous les secteurs<sup>97</sup>. Le second facteur est composé des forces armées s'alliant systématiquement aux pouvoirs économiques externes et aux puissances derrière ceux-ci, afin d'obtenir un pouvoir relatif par rapport au pouvoir de ses voisins (Argentine, Pérou, Bolivie). Les forces armées chiliennes ont toujours cherché à se rapprocher d'abord de l'Angleterre, ensuite des États-Unis et actuellement des puissances occidentales, et ont organisé des coups d'État en fonction des intérêts de ces pouvoirs étrangers. C'est pour cette raison qu'elles ont toujours vu les mouvements populaires comme des ennemis internes. G. Salazar parle de Forces armées malades, qui se sont construites dans la répression de leur propre peuple<sup>98</sup>, pendant quatre siècles, elles ont combattu les Mapuches, ensuite les *rotos*, vagabondes et *peones*, dans les années 1910 et 1920 les ouvriers « subversifs », puis la gauche révolutionnaire et actuellement elles attendent pour commencer à réprimer les jeunes révoltés<sup>99</sup>. Comme nous avons pu l'observer, toutes les manifestations ont été confrontées à la force, c'est-à-dire la répression des mouvements populaires. L'historien M. Garces souligne que la répression ne représente que la carence de légitimité politique et sociale des élites dominantes. Ils

---

<sup>96</sup> GREZ TOSO S., «La guerra preventiva: Escuela Santa María de Iquique. Las razones del poder», *Patrimonio Cultural* N° 45 (Año XII) Primavera de 2007 Revista estacional de la Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos (Dibam), Ministerio de Educación de Chile, p. 4

<sup>97</sup> Nous allons traiter en profondeur ce sujet dans les chapitres à venir, car leur rôle devient très important lors de la privatisation des droits sociaux et de biens et services publics (eau, électricité, gaz, santé, routes, etc.)

<sup>98</sup> Salazar parle de 23 interventions des forces armées dans les deux siècles d'histoire chilienne et toujours vers la même direction.

<sup>99</sup> LABARCA C., «entrevista a Gabriel Salazar», *Patrimonio Cultural* N° 45 (Année XII) Primavera 2007, Revista estacional de la Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos (Dibam), Ministerio de Educación de Chile, p. 6-8

utilisent ce moyen pour « discipliner » les secteurs populaires et ainsi nier leur qualité d'interlocuteurs<sup>100</sup>.

Il est donc possible d'affirmer que les mêmes forces qui ont maintenu le système politique en « stabilité », c'est-à-dire les classes dominantes mercantiles, ont poussé d'une part les mouvements sociaux à une lutte contre l'État et de l'autre ont poussé l'État à réprimer ces mouvements. Les travailleurs ne s'en sont jamais pris aux patrons<sup>101</sup>, toujours à l'État. Ainsi chaque période de stabilité institutionnelle a été précédée par une phase de violence politique institutionnelle armée et non armée, étatique, et non-étatique, civile et militaire, à des doses variables<sup>102</sup>.

La stabilité du système politique chilien est en effet réductible au renforcement de la criminalisation de tout mouvement social et non à la stabilisation économique et sociale ainsi que l'histoire officielle a voulu le présenter. En conséquence, cette stabilité institutionnelle apparaît comme faiblement légitime et n'est fonctionnelle que pour une partie de la société. L'autre partie attend toujours le moment d'exercer la souveraineté dont ils ont été, jusqu'aujourd'hui privés.

## **5. Les nouveaux acteurs du mouvement populaire : étudiants, prolétaires et pobladores**

### **5.1. Nationalisme et répression : l'assaut contre la Fédération d'étudiants du Chili et l'incendie de la Fédération ouvrière du Chili**

Dans les années 1920, la crise économique, en particulier l'inflation, amène le gouvernement chilien vers une politique belliciste contre le Pérou afin de dévier l'attention sur les graves problèmes internes que cette crise financière entraîne. Cette politique provoque la montée du nationalisme qui s'accompagne de la consolidation des groupes paramilitaires de droite représentés par les *Guardias Blancas* (voir encadré 1).

La Fédération d'étudiants du Chili (FECH) est la première organisation à manifester son opposition à cette façon d'agir du gouvernement. Face à ces critiques, les *Guardias Blancas* s'en prennent au siège de la FECH et à leurs occupants. Ils détruisent le siège et tirent contre les personnes se trouvant dans les locaux. La journée se solde avec un grand nombre de détenus étudiants, plusieurs blessés et un mort.

---

<sup>100</sup> GARCÉS M., *Crisis social y motines populares en el 1900*. Santiago, LOM Ediciones, 2003, p. XX

<sup>101</sup> Dans les événements de l'école Santa Maria les ouvriers ne se sont pris à personne, car la violence politique fut inexistante.

<sup>102</sup> SALAZAR G., *op. cit.*, p. 81

Aucun assaillant n'est inculpé, néanmoins les étudiants sont mis en examen dans le surnommé « procès des subversifs ».

## **Encadré 2 : groupes paramilitaires du début du XXe siècle**

---

Les *Guardias Blancas* et les milices patriotiques étaient des groupes de jeunes nationalistes et contre-révolutionnaires, généralement armés. Ils apparaissent au début du XXe siècle et sa période de fonctionnement se trouve entre 1910 et 1925. Issus de classes sociales aisées, ils possédaient une structure paramilitaire, armés tout au début par les autorités gouvernementales, postérieurement, seront les oligarchies urbaines et rurales qui le feront. Ces groupes, comme la plupart des groupes de type ultranationalistes, utilisent la violence surtout contre les étrangers, les étudiants et les ouvriers de gauche. Les *Guardias Blancas* étaient conformées, principalement, par de hauts officiers de l'armée, des intellectuels de droite, des éléments de la petite bourgeoisie, des étudiants, des professionnels libéraux et même des membres partis politiques établis. Elles s'organisent en suivant l'exemple de *Freikorps* Allemands et les milices anticommunistes finlandaises. Elles suivent en effet la bague de ce type d'organisation qui se succèdent dans le cône Sud de l'Amérique, on peut signaler *l'Asociacion Patriotica del Uruguay*, la *Légion Civica Argentina* et *l'Açao Integralista Brasileira*.

Ses principales caractéristiques sont : la continuité dans le temps, l'appel à la violence, la militarisation, leur origine ancienne depuis les premiers colons qui se défendaient des Indiens, l'idéologie conservatrice et anti gauche, le nationalisme, l'identité nationale et la xénophobie. Leurs origines sociales proviennent de la bourgeoisie et de propriétaires terrain, normalement elles sont organisées par des officiers de l'armée à la retraite.

---

Les actions des paramilitaires se déplacent ensuite vers l'extrême Sud du pays. À Punta Arenas, les ouvriers sont très bien organisés, et la Fédération ouvrière du Chili (FOCH) de Magallanes se trouve parmi les plus importantes du pays. Cela leur permet d'avoir une grande influence chez les travailleurs et une légitimité lorsqu'ils critiquent le gouvernement. Les *Guardias Blancas* organisent une manifestation contre la FOCH le 25 juillet 1920 en les accusant, eux et les étudiants, de recevoir de l'or du Pérou. Le lendemain à l'aube, les policiers, habillés en civil, débarquent dans les locaux de la FOCH. Dans l'ombre, ils tirent contre les locaux. Plus de deux mille tirs sont exécutés en 45 minutes<sup>103</sup>, 9 ouvriers sont ainsi assassinés, le bâtiment est brûlé par les autorités. Un nombre indéterminé de travailleurs meurent brûlés. Le gouvernement central laisse faire, personne n'est mis en examen.

## **5.2. Crise économique et intensification des soulèvements**

### **5.2.1. Le massacre de Ránquil**

L'année 1934, l'économie chilienne tombe encore une fois dans une grave crise créée comme nous l'avons déjà signalé par l'extrême dépendance aux prix des exportations de matières premières et, comme le signale G. Salazar, au régime « libre cambiste ». Ce contexte aboutit, comme ailleurs, à des soulèvements populaires qui se terminent par des

---

<sup>103</sup> MANS P., *op. cit.*, p. 49

massacres. Ce qui change néanmoins est le lieu où se produisent ces événements. Cette fois-ci, la violence politique reviendra sur territoire Mapuche.

Le massacre de Ránquil se produit en juin et juillet 1934 lorsque des paysans Mapuche et des colons pauvres travaillant dans l'extraction d'or se soulèvent contre les abus de l'État et des patrons. Cela se produit dans le secteur Pehuenche<sup>104</sup> de Lonquimay et Alto Bio-Bio.

Deux conditions peuvent être citées comme les causes du soulèvement de Ránquil. D'une part, le plan de colonisation encouragé par le gouvernement entre 1881 et 1914 qui permet l'installation d'environ quinze mille colons étrangers. Cela a pour conséquence la diminution drastique des terres des Mapuche, ces derniers devenant donc des agriculteurs appauvris ou des paysans travaillant dans un semi-esclavage. D'autre part, le déplacement des colons avec leurs familles pour travailler dans l'extraction de l'or crée une grande masse de travailleurs qui lorsque l'hiver arrive se retrouvent sans travail, sans argent et sans nourriture. Ils pillent alors les *pulperias* et les établissements agricoles qu'ils trouvent devant eux.

Ainsi et face aux constants dépouillements subis d'abord par les indigènes et ensuite par les colons, deux groupes s'organisent en déclarant la zone comme « territoire libre ». Libre d'injustices, de pressions et d'exactions, où ils peuvent vivre en paix en travaillant leur terre<sup>105</sup>. Face à cette situation, le gouvernement bloque la zone et empêche l'arrivée de vivres et de semences. Les paysans répondent en organisant des groupes armés que pillent les *pulperias* de la zone. Les propriétaires de ces dernières répondent par les armes. Cela conduit à des faits de violence qui donnent sa légitimité à une intervention de la police. La répression se déroule pendant trois semaines et on estime qu'environ trois mille personnes sont assassinées sans discrimination<sup>106</sup>. Parmi elles, le jeune Juan Segundo Leiva Tapia, professeur de castillan et anglais, 25 ans, leader du mouvement.

Les différentes versions de ce massacre montrent d'une part les problèmes liés à la distribution de la terre dans le Sud du pays et d'autre part l'influence acquise par le Parti

---

<sup>104</sup> Les Pehuenche sont un peuple indigène qui faisait partie du groupe des mapuche et habitaient dans les Andes du centre-sud du Chili et de l'Argentine.

<sup>105</sup> *Ibidem.*, p. 55

<sup>106</sup> *Ibid.*, p. 56.

communiste qui est accusé par certains auteurs de soulever les paysans, colons et indigènes sans nécessairement trouver une solution au conflit<sup>107</sup>.

### 5.2.2. *La tuerie du Seguro Obrero et le massacre de plaza Bulnes*

Ces deux événements ont la particularité de se dérouler à quelques mètres du palais du gouvernement.

La tuerie du *Seguro Obrero* a été commise sous le gouvernement d'Arturo Alessandri, tout comme le massacre de Ránquil. Il fut sans doute le président le plus sanguinaire de l'histoire du pays.

Le 5 septembre 1938, un groupe d'étudiants de l'université du Chili partageant des idées national-socialistes, en vogue pendant ces années-là, occupe l'université et le bâtiment du *Seguro Obrero* se trouvant en face du Palais de la Moneda. Le Président ordonne d'abattre la porte de l'université avec des canons. Les étudiants sont détenus et amenés, avec quelques curieux qui regardent naïvement les faits, vers les locaux du *Seguro Obrero* aussi occupé. Une fois le bâtiment délogé par la police, environ 70 personnes, étudiants et simples curieux, sont assassinées sur ordre du Président.

Le massacre de Plaza Bulnes se produit le 30 janvier 1948, la crise économique frappe encore une fois fortement le secteur exportateur. Les ouvriers entament donc une grève. Ce jour-là, ils se réunissent à la plaza Bulnes, juste en face du palais de la Moneda. Vers 19 heures, ils sont des milliers. La police reçoit l'ordre de les déloger avec des moyens lourds. Ils commencent par charger avec leurs chevaux en frappant la foule avec leurs sabres provoquant de nombreux blessés. Ils se retirent ensuite pour laisser place à la police d'infanterie qui tire contre la foule. La charge se solde par 8 morts et plus de 100 blessés. Parmi les morts se trouve la jeune communiste de 18 ans Ramona Parra. Elle deviendra une icône des mouvements sociaux et, en son honneur, une brigade muraliste se baptisera de son nom<sup>108</sup> (*cf. chapitre 7*).

---

<sup>107</sup> ULIANOVA O., "Levantamiento campesino de Lonquimay y la Internacional Comunista", *Estudios Públicos*, N° 89, 2003, p.179

<sup>108</sup> Surgies à la fin des années 1960, les brigades murales acquièrent une grande visibilité à l'occasion de la campagne présidentielle de 1970. Les brigades sont alors affiliées à des partis politiques, elles sont constituées de militants – jeunes pour la plupart ; et si l'ensemble du spectre politique chilien se dote à un moment donné de sa brigade, l'émergence du travail muraliste reste associée à la gauche chilienne. En 1968 naît la brigade Ramona Parra qui réunit des étudiants et des ouvriers rassemblés autour du soutien au Vietnam. La brigade est créée suite à une résolution du VIe congrès de la jeunesse communiste chilienne (JJCC). GARCIA CASTRO A, « Les murs comme support du politique : la brigade Chacón au Chili (1989-1997) », *Cultures & Conflits*, 57 | 2005, p. 259





Image N°5. Ouvrier assassiné lors du massacre



Image N°6. Ramona Parra morte

### 5.2.3. *Avril 1957 : l'automne sanglant*

Le mouvement de 1957 présente les mêmes caractéristiques que le processus de contestation vécu pendant l'année 2011 au Chili. Tout commence avec l'augmentation du prix des transports. Les premiers mouvements d'étudiants commencent à Valparaíso et rapidement se répandent à Santiago. La mort d'une étudiante aggrave encore la situation. Commencent alors des affrontements dans les rues qui causent encore des morts parmi les militants et les habitants.

En outre, des groupes d'habitants de bidonvilles arrivent au centre-ville et pillent des magasins et des maisons. La situation devient incontrôlable. Même le Parti Communiste et ses associés, CUT et FOCH, n'arrivent pas à organiser les manifestants. Une théorie parle d'un complot de la droite qui aurait amené des groupes d'habitants de bidonvilles pour piller le centre-ville afin de faire tomber le gouvernement de Carlos Ibañez pourtant non gauchiste. La particularité de cet événement s'exprime dans les mots et les actions du Président Ibañez qui méprise la droite, mais réprime violemment la gauche.

## 5.3. Les *Pobladores*<sup>109</sup> se révoltent

### 5.3.1. *Tuerie de la Población José María Caro*

Le 19 décembre 1963, sous le gouvernement de Jorge Alessandri, une foule d'environ trois mille personnes se trouve assise sur les rails qui bordent la *Población*<sup>110</sup>

<sup>109</sup> Les *pobladores* c'est le nom donné aux sujets habitants les faubourgs chiliens, appelés *poblaciones*, même s'il n'est pas tout à fait correct de fonder le mouvement de *pobladores* avec l'univers de la *Población*.

<sup>110</sup> La *población*, est un vaste regroupement pratiquement permanent, généré par des occupations et par les programmes de logement d'urgence qui commencent dans les années 1960. Ce regroupement correspondait à plusieurs types de situations : des quartiers semi-équipés, des habitations légères (en bois), jusqu'à des zones sans équipement et de construction progressive.

José Maria Caro, dans la périphérie de Santiago. C'est l'époque des occupations des terrains pour la construction de *Poblaciones Callamapas*<sup>111</sup>. Ces occupations sont parfois très durement réprimées<sup>112</sup>. Les habitants se trouvent devant un groupe de jeunes cadets des forces de l'air qui surveillent des terrains vides appartenant à leur institution. Ceux-ci après avoir échangé avec les habitants reçoivent, sans aucune raison, l'ordre de tirer contre la foule. Cet acte sans explication se solde avec plus de huit morts et des centaines de blessés. Aucune déclaration n'est prononcée par le gouvernement ou les forces armées. Cela se termine, comme d'habitude, dans le silence.



Image N°7. Enfant blessé à la *Población J.M. Caro*. Source: MANS Patricio, *Las grandes masacres*, Colección 'Nosotros los Chilenos', 20, Empresa Editora Nacional Quimantú, Santiago (Chile), 1972

### 5.3.2. *La tuerie de la pampa Irigoin à Puerto Montt en 1969*

Chaque gouvernement dans l'histoire du Chili a eu ses massacres. Le gouvernement de la Démocratie chrétienne (DC) ne fait pas exception, même si dans les promesses de son candidat Eduardo Frei Montalva, s'exprime un lien fort avec les secteurs populaires, et même si dans la mise en place de sa politique d'importants progrès sont enregistrés en termes de réforme agraire, de politiques de logements et de droits sociaux. Comme ses prédécesseurs, ce gouvernement est soumis aux intérêts de groupes de pression des hommes d'affaires et entrepreneurs nationaux et étrangers qui ont investi leur argent pour son élection.

---

<sup>111</sup> *Población callampa* est le nom donné au Chili à l'établissement informel de personnes c'est-à-dire aux bidonvilles, le mot *callampa* qui signifie champignon, fait référence à la rapidité avec laquelle ces logements s'installent et disparaissent. La *callampa* née d'une occupation illégale de terrain. Elle n'a ni lotissement ni titre de propriété indiscutable. Ce sont des occupations de type collectif et dont les habitants occupent une place peu privilégiée dans la stratification urbaine où ils sont souvent des nouveaux venus : ruraux, d'autres villes plus petites, mais aussi parfois d'autres quartiers moins commodes de la ville.

<sup>112</sup> DE RAMON A., "La población informal, poblamiento de la periferia de Santiago de Chile 1920-1970", *Revista Eure*, Vol., XVI N°50, Santiago, 1990, p, 14

Ainsi le 11 mars 1966 le gouvernement réprime fortement la grève de miniers d'El Salvador sous la pression de compagnies minières qui ne veulent pas d'une grève longue générant souvent d'énormes pertes. La répression provoque la mort de 8 personnes, dont deux femmes d'ouvriers qui, avec leurs enfants, accompagnaient leurs maris.

Cependant cette période est encore davantage marquée par la tuerie de la pampa Irigoin. Le 9 mars 1969, un groupe de *pobladores*, fatigués d'attendre une solution de logement et voyant l'hiver s'approcher, décident d'occuper un terrain nommé Pampa Irigoin. Le propriétaire du terrain ne demande aucunement le délogement. Il propose même de loger les occupants sur le long terme dans ces terrains vides. Cependant, comme l'explique P. Mans, la machine répressive est déjà en marche<sup>113</sup>. La police déloge violemment les occupants en tirant contre la foule. Les victimes sont au nombre de dix et des centaines de personnes sont blessées. Durant le gouvernement d'Eduardo Frei Montalva trente-sept personnes participant à des occupations de terrain sont assassinées.

Réveillés par les fracas, hommes et femmes essayent de quitter leurs huttes, tandis que la police les démantèle à coups de crosse. Quelques-uns essayent une faible défense. D'autres, la plupart, échappent vers une occupation voisine. Cela ne sert à rien ; les policiers avaient encerclé l'endroit et, suivant l'ordre, ils commencent à tirer des rafales composées de mitraille et lacrymogènes contre les *pobladores*. Ensuite, ils aspergent les chaumières d'essence et les brûlent. Allumés par les flammes, comme des condamnés à l'enfer, les *pobladores* couraient à droite et à gauche, en essayant de trouver une sortie au siège fatal. Mais tout cela était en vain ils étaient condamnés. Dans cet endroit tombent plusieurs morts. « On a entendu les tirs, lui il se lève. Il mettait ses habits quand la balle le toucha. Il était vers 7 h, il a saigné jusqu'à 9hrs. On ne pouvait pas le sortir ; vous ne voyez pas que les policiers étaient là-bas ». Irene Carcamo Millán raconte avec des phrases entrecoupées, l'assassinat de son époux, Federico Contreras. Les nuages de fumée et la demi-clarté de l'aurore ne permettaient pas d'apercevoir les vraies proportions de la tragédie.<sup>114</sup>

Comme nous l'avons observé, l'arrivée de ces nouveaux acteurs génère des changements importants dans les pratiques populaires. L'aboutissement de ces évolutions est l'arrivée du gouvernement populaire. Ce chemin tracé depuis longue date est encouragé par l'expérience théorique et politique de la Révolution cubaine. Celle-ci modifie de manière importante la façon de faire de la politique dans les secteurs populaires des pays latino-américains. Le principal impact de l'expérience cubaine se produit sur le plan politique lorsqu'elle fixe avec exactitude les ennemis des secteurs populaires : l'oligarchie *criolla* et l'impérialisme américain. Surgit ainsi une stratégie de conquête du pouvoir par la lutte armée sous forme de guérilla où le leader de ce processus doit être le prolétariat et les

---

<sup>113</sup> MANS P., *op. cit.*, p. 82

<sup>114</sup> URRUTIA C., *Historia de las poblaciones callampas*, Santiago, Ed. Quimantú, 1972, pp. 9 et 11

paysans. Ce discours permet la création d'une nouvelle catégorie éthique et sociale : l'homme nouveau<sup>115</sup>.

D'autre part, se développe toute une série d'initiatives afin de bloquer l'influence de la révolution cubaine sur le continent : l'*Alianza para el Progreso*, la *Doctrina de Seguridad Nacional*, et l'*Estrategia de Contrainsurgencia*. Ces mesures vont permettre le développement des Coups d'État sur tout le continent. En effet, au lendemain de la Révolution cubaine, les États-Unis organisent un processus systématique de formation des officiers des forces armées de l'Amérique Latine dont le centre opérationnel se situe au sein de l'*Escuela de las Americas*. Cette formation permet une homogénéisation idéologique autour de l'anticommunisme et de la lutte contre-insurrection.

Dans ce contexte, la stratégie de contre-insurrection a comme objectif d'annihiler, détruire ou neutraliser les secteurs les plus radicaux du mouvement populaire. C'est dans le cadre de cette stratégie que se déroulera le Coup d'État de 1973.

## ***6. Coup d'État et période de dictature : le régime de la terreur***

Le coup d'État de 1973 peut être analysé dans son ensemble comme un massacre. D'une part, politique avec la destruction des rapports sociaux contraires à l'idéologie et aux pratiques hégémoniques. Ces rapports sont représentés par des formes d'organisation collective construites par les secteurs populaires et par les forces politiques au pouvoir entre 1970 et 1973. D'autre part, physique avec l'assassinat systématique de milliers de personnes représentants explicites ou implicites d'une pensée politique contre-hégémonique. Autrement dit l'élimination des individus sur le principe d'épuration idéologique avec l'objectif de réorganiser les rapports sociaux à l'intérieur du pays.

La destruction du lien social commence par la stigmatisation des personnes représentant les anciennes formes de rapports sociaux. Ils deviennent des « ennemis internes » appelés : subversif, marxistes, terroristes, etc. L'utilisation efficace de tous les moyens de la propagande permet à la dictature de réussir son objectif de déshumanisation des personnes qui vont devenir les victimes du massacre physique.

« Ils étaient persécutés pour chercher à installer une doctrine étrangère, athée, jugée en conséquence immorale, éloignée de la morale chrétienne occidentale définie par l'élite dominante du pays depuis la colonisation...<sup>116</sup> »

---

<sup>115</sup> GOICOVIC DONOSO I., "Teoría de la violencia y estrategia de poder en el Movimiento de Izquierda Revolucionario, 1967-1986", *Archivo de Chile*, Usach, 2002, p.3

La stigmatisation et la déshumanisation sont des éléments fondamentaux pour éviter des sentiments moraux de rejet et d'indignation par rapport à l'extermination d'autrui. Il s'agit d'obtenir la légitimation, dans l'action ou dans le silence, des assassinats de masse. En effet sous cette politique, l'« autre » ne doit pas seulement être différent, mais aussi dangereux. Ainsi leur anéantissement est soutenu par l'argument de la protection d'autrui et de sa communauté, dont justement la déshumanisation se définit comme la négation de l'identité et de la communauté<sup>117</sup>.

La deuxième étape de destruction du lien social est la terreur. Pour cela la dictature se sert des camps de concentration, de la torture et des disparitions. Il faut montrer que le pouvoir est arbitraire, qu'il peut tomber sur n'importe qui, militant ou non. Il est en plus nécessaire que les camps de concentration ne soient pas secrets ou qu'ils soient, de manière plus subtile, un « secret de polichinelle<sup>118</sup> ». La disparition<sup>119</sup> est la continuation de ce chemin, comme l'indique Antonia Garcia :

« L'option de faire disparaître les personnes passe fondamentalement par la dissuasion des autres à se transformer en opposants [...] c'est pourquoi, certains, même beaucoup parmi ceux qui n'avaient pas une militance politique sont aussi disparus. Ils n'ont pas été inutiles au pouvoir, car ils contribuent à créer la fiction [réelle] que n'importe qui pouvait disparaître. De cette fiction se nourrit la peur et cette peur est un des principaux mécanismes de contrôle utilisés par les militaires sur la société chilienne<sup>120</sup> ».

La destruction du lien social continue avec la délation, souvent bien choisie, parfois erronée. Le signalement du « stigmatisé » constitue un mode de construction d'une nouvelle relation sociale qui permet la survie, mais qui génère l'éclatement de l'identité communautaire et élimine toute possibilité de coopération avec un pair, car le délateur comprend clairement, à partir de l'acceptation de sa propre condition de délation, que tout « autre » est en définitive un délateur potentiel<sup>121</sup>.

---

<sup>116</sup> VETO S., «Prácticas genocidas en la dictadura chilena», *Revista Lecturas*, Santiago, 2011, p. 10.

<sup>117</sup> KUPER L., *Genocide. Its Political Use in the Twentieth Century*. New Haven: Yale University Press. 1981, p. 87

<sup>118</sup> CALVEIRO P., *Poder y desaparición: los campos de concentración en Argentina*. Buenos Aires: Colihue, 2004, p.47

<sup>119</sup> «Est considéré comme disparu l'individu qui, ayant été arrêté par des agents de l'état, est durablement détenu dans le secret, sans que cette arrestation soit reconnue par les autorités impliquées ». GARCIA CASTRO A., *La Mort lente des disparus au Chili*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2002, p. 40.

<sup>120</sup> GARCIA CASTRO A., «Por un análisis político de la desaparición-forzada». *Políticas y estéticas de la memoria*, edited by Nelly Richard, Santiago: Ed. Cuarto Propio, 2000, p.89

<sup>121</sup> FEIERSTEIN D., *El genocidio como práctica social. Entre el nazismo y la experiencia argentina. Hacia un análisis del aniquilamiento como reorganizador de las relaciones sociales*. Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica, 2007, p. 131

Les rapports de solidarité, de réciprocité, de complicité, les rapports de confiance sont détruits par ce type de pouvoir et son dispositif concentrationnaire. Ces changements dans les rapports sociaux seront fondamentaux dans la révolution économique néolibérale qui sera mise en marche par les complices civils de la dictature. Ces changements comme l'indique T. Moulian se tiendront en place jusqu'à nos jours :

« Le Chili actuel de 2002 est encore une société où domine le modèle socioéconomique de « économie libre », dont les lignes générales ont été définies durant la dictature et où, comme il est naturel, survivent leurs plaies associées. Elles sont : a) une démocratie de faible intensité, envahie par l'idéologie technocratique, dont leur formalisme génère une forte indifférence vers la politique institutionnelle et une grande perte de prestige des professionnels de l'activité et b) une culture dans laquelle dominent les composantes individualistes et acquisitives sur les composantes associatif et expressif [...] sa culture individualiste, compétitive et acquisitive a réussi à se recycler avec succès en démocratie<sup>122</sup> ».

L'estimation des victimes de la répression militaire et policière qui suit le coup d'État du 11 septembre 1973 est évaluée ainsi : 1198 détenus-disparus ; 3197 morts (environ 3500, selon les militants des droits de l'Homme) ; et entre 30 000 (Rapport Valech) et 300 000 cas de torture. Si un million de personnes quittent le Chili durant la dictature, on estime les expatriés politiques à 250000<sup>123</sup>.

La question qui nous intéresse est de savoir pourquoi se produit un tel niveau de répression ? Comment s'est construite cette peur des groupes populaires ? À quel moment de l'histoire ces derniers commencent à être appréhendés comme un danger réel pour les groupes hégémoniques ?

La réponse peut être trouvée dans leur organisation en tant qu'acteurs du changement avec des pratiques politiques qui vont plus loin qu'une adaptation simple dans un contexte donné. Ce sont des pratiques contre-hégémoniques et de résistance épistémique qui se sont construites durant la deuxième moitié du XXe siècle. Ces pratiques s'expriment à travers l'occupation de terrain, l'autogestion, la protestation organisée, et la lutte armée.

Nous analyserons ces changements dans le deuxième chapitre de cette recherche.

---

<sup>122</sup> MOULIAN T., *Chile actual: anatomía de un mito*. Santiago: LOM, 2002, p. 9-10

<sup>123</sup> JEDLICKI F., « De l'exil au retour. Les figures des familles réfugiées politiques et retornadas chiliennes », *Revue Hommes et migrations*, N°1270 : Migrations latino-américaines, 2007, p. 53

## Chapitre 2 – Communautés organisées et pratiques de résistance violente

L'histoire n'est pas tout le passé, mais elle n'est pas, non plus, tout ce qui reste du passé<sup>124</sup>.

### *Introduction*

Ce chapitre traitera le phénomène de la Violence Politique Populaire (VPP) au Chili à partir d'un niveau méso d'analyse. L'élément central sera la « communauté » organisée : les lieux où cette communauté s'étend et les rôles que ses acteurs prennent dans leurs actions de résistance vis-à-vis de la violence hégémonique.

Ce chapitre est ainsi consacré à l'environnement historique où se développe la violence politique populaire à partir de la deuxième moitié du XXe : *la población*. Nous allons montrer comment cet environnement où se tassent les habitants de secteurs pauvres permet le passage d'une identité fondée sur la notion de « classe prolétaire ouvrière » ou classe travailleuse vers la notion de « groupe populaire<sup>125</sup> ». Nous développons pour y parvenir une sociohistoire des lieux et des acteurs de la résistance violente dans la deuxième moitié du XXe siècle. Cette analyse historique, sociologique et anthropologique trouve ses sources méthodologiques dans les travaux de la nouvelle histoire sociale chilienne, développée par G. Salazar et J. Pinto<sup>126</sup>, S. Grez Toso<sup>127</sup> et M. Garcés<sup>128</sup>, entre autres. Ce mouvement se fixe comme objectifs la construction et la reconstruction de l'histoire et les expériences du quotidien, la mémoire et les attentes de secteurs populaires ou en termes de G. Salazar l'élaboration d'une « science populaire<sup>129</sup> ». Nous nous servons, par ailleurs, d'une sociologie phénoménologique<sup>130</sup>, principalement, pour la construction du monde physique et social de *la población*. Autrement dit une perspective

<sup>124</sup> HALBWACHS M., *La mémoire collective*, Paris, Editions Albin Michel, 1997, p. 113

<sup>125</sup> C'est-à-dire d'un groupe social qui se caractérise davantage par la relation de domination dont elle souffre dans tous les domaines que par sa relation au travail.

<sup>126</sup> SALAZAR G. y PINTO J, *Historia contemporánea de Chile, tomes I-V*, Santiago de Chile, LOM ediciones, 1999-2002.

<sup>127</sup> GREZ TOSO S., *De la "regeneración del pueblo" a la huelga general. Génesis y evolución histórica del movimiento popular en Chile (1810-1910)*, Santiago, Centro de Investigaciones Diego Barros Arana, 1998.

<sup>128</sup> GARCÉS DURAN M., *Tomando su sitio. El movimiento de pobladores de Santiago, 1957-1970*, Santiago, LOM Ediciones, 2002.

<sup>129</sup> SALAZAR G., «La historia como ciencia popular : despertando a los "Weupifes"», *Revista Austral de Ciencias Sociales* 11: 143-168, 2006

<sup>130</sup> SCHÜTZ A., *Le chercheur et le quotidien*, Paris, Klincksieck, 2008.

spatio-temporelle du « monde de la vie à notre portée » et la perspective du monde qui était autrefois et qui agit sur nos actions, tout en étant lui-même en dehors de notre portée<sup>131</sup>.

### ***1. La construction d'une communauté : l'exercice de la science populaire au Chili***

Pendant la période 1950-1973 la « paix oligarchique » a une durée exceptionnellement longue. L'explication, du point de vue économique, se trouve dans le modèle national-développementaliste<sup>132</sup> appliqué durant cette période et que consolida la Démocratie libérale. Cependant, il se sépare de la dimension sociale, ce qui permet au mouvement populaire de se développer en tant que « classe » chimiquement pure sur un environnement politique permissif.

La radicalisation est différente dans cette période. Nous ne pouvons pas parler comme dans d'autres moments de l'histoire de « *reventones historicistas* » ou révoltes ponctuelles. Les processus de violence politique populaire se présentent comme un phénomène ramifié où ses faits s'organisent de manière politique et historique. Le discours pour les changements radicaux s'impose augmentant l'intentionnalité politique de l'agitation sociale.

Ce contexte permet l'apparition de partis politiques populaires spécialement organisés pour l'action directe (MIR, MAPU, etc.). Le projet populaire commence ainsi à se canaliser en dehors des circuits institutionnels.

Il ne faut pas confondre cependant les significations qui portent les actions de VPP avec ce qu'ils projettent, car les projections finissent par amplifier artificiellement ou dénaturer les significations et donc décharger de manière disproportionnée leur pouvoir de changement. G. Salazar fait référence, dans cette situation historique, à quatre types de VPP : a) une violence sans destinataire spécifique, expression surgie de l'absence de sorties institutionnelles donc du désespoir ; b) violences orientées contre le capitalisme ou

---

<sup>131</sup> SCHÜTZ A., *Essais sur le monde ordinaire*, Paris, Le félin poche, 2007, p. 115-118.

<sup>132</sup> L'État développementaliste, dans le sens traditionnel du terme, est un État qui intervient directement dans l'économie dans le but de favoriser le développement national. Associé à l'origine avec un régime autoritaire en Amérique latine et dans les pays d'Asie de l'Est, il tend à devenir démocratique dans la mesure où il réussit à faire avancer la révolution nationale et industrielle dans chaque pays. Il est nationaliste dans le sens où il suppose un contexte de dépendance économique par rapport aux pays riches qui représentent un obstacle majeur à la croissance économique. Pour cette raison, il a une composante « anti-impérialiste ». Alors que les pays riches utilisent l'économie néoclassique pour justifier leur libéralisme, les États développementalistes justifient leur rôle actif dans le développement par une approche économique keynésienne structuraliste. BRESSER-PAREIRE L. C., et THEUER D., « Amérique latine : après les années néolibérales, l'État développementaliste est-il de retour ? », *Recherches internationales*, n° 93, janvier-mars 2012, p.85



contre ses matérialisations, liées principalement à un mécontentement syndical ; c) violences dirigées contre le système politique national et ses différentes instances et d) violences orientées à réaliser sur le terrain le modèle de société contenue dans le projet historique populaire<sup>133</sup>.

Dans le premier cas, l'exemple classique est celui que D. Merklen appelle *estallidos sociales* (explosions), qui dénote exclusivement leur caractère soudain et collectif. Ce sont des « événements » qui résulteraient directement de l'insatisfaction, voire de l'ire, déliées des structures établies<sup>134</sup>. Dans le deuxième cas nous trouvons surtout des actions comme les occupations illégales de terrains, publics et privés, qui se généralisent pendant la seconde moitié du XXe siècle dans l'ensemble des grands centres urbains, leur origine est la difficulté, voire l'impossibilité d'accéder au logement<sup>135</sup>.

Ces deux premiers cas sont généralement perçus comme des phénomènes délictueux (type a) ou bien illégaux, mais légitimes (type b), normalement moins réprimés, ils ne génèrent pas d'incertitude à l'intérieur du pouvoir hégémonique, étant perçus la plupart du temps comme non politisés.

Le troisième cas produit cependant une inquiétude majeure dans le système dominant. Ces violences produisent méfiance dans le système politique et les institutions, qui les obligent à réagir avec des réponses disproportionnées. Nous pouvons signaler l'exemple de certaines occupations politisées organisées par des mouvements ou partis révolutionnaires. De ce type d'action sont nés, comme l'indique D. Merklen<sup>136</sup>, les barrages de routes, de rues ou de points d'accès aux centres urbains<sup>137</sup>, la *barricada* au Chili ou le *piquete* en Argentine, où les protagonistes sont en général les habitants les plus défavorisés de la ville ; ses formes d'action – mise en place de barricades qui coupent les principales routes, autoroutes et les ponts du pays –, qui mobilisent souvent plusieurs

---

<sup>133</sup> SALAZAR G., *La Violencia Política Popular en las Grandes Alamedas...* op. cit., p. 109-110.

<sup>134</sup> MERKLEN D., « De la violence politique en démocratie », *Cités*, 2012/2 n° 50, p. 62

<sup>135</sup> *Ibidem*, p. 63.

<sup>136</sup> MERKLEN D., « Le quartier et la barricade : Le local comme lieu de repli et base du rapport au politique dans la révolte populaire en Argentine », *L'Homme et la société*, 2002/1 n° 143-144, p. 146.

<sup>137</sup> Le barrage d'accès aux villes est un répertoire d'action de plus en plus utilisé dans des conflits qui opposent l'État et certaines communautés de zones extrêmes du pays, nous pouvons signaler le conflit à la Ville de Punta Arenas en 2010 lié à l'augmentation du prix du gaz, le conflit à la Ville de Puerto Aisen en 2012 pour des améliorations dans la qualité de vie de sa population et le conflit à la Ville de Freirina en 2012 lié à des industries polluantes. Tous ces événements ont présentait des situations de répression extrême malgré l'appui de l'opinion publique.

milliers de personnes sont parfois coordonnées sur des dizaines de points stratégiques de la circulation<sup>138</sup>.

Concernant le dernier type de violence, elles sont rares dans l'histoire du Chili. Celles-ci, en vue d'orienter un projet social populaire, nécessitent la présence d'une « science populaire<sup>139</sup> » (ou résistance épistémique) et d'une « politique populaire ». Elles ont pourtant été absentes des cycles de VPP, principalement, parce que pour le mouvement populaire la lutte contre la négation de son existence a été plus déterminante que la lutte pour son auto affirmation<sup>140</sup>. La période entre 1950 et 1973 possède les éléments de construction de cette « science populaire », en effet les acteurs évoluent vers leur unification sous le principe du sujet populaire.

### 1.1. Quels acteurs pour la construction d'une communauté populaire ?

Parmi les protagonistes des actions de VPP trois caractéristiques peuvent être historiquement observées : d'abord, ceux-ci s'identifient plutôt avec l'action qu'avec les structures ; ensuite, ces acteurs proviennent d'horizons différents, néanmoins, ils recherchent l'homogénéisation dans une même identité ; enfin avec cette identité populaire ils lèvent et font marcher un mouvement populaire sans systématisme, mais fondé sur un projet qui vise à instaurer un nouvel ordre. En effet pendant ces deux décennies (1950-1973) ce ne sont pas des individus isolés ni des groupuscules antisociaux qui ont joué le rôle principal dans la VPP, ce sont les foules, les masses, où se sont retrouvées les identités le plus variées. Chez le sujet populaire, la logique de filiation latérale solidaire est en effet plus importante que la logique horizontale de classe. Néanmoins, les différences entre acteurs existent, il est possible d'en retrouver quatre principales, qui ont été catégorisées par G. Salazar en fonction du nombre de participants et de leur constitution :

1. La foule ou la masse : un groupe de personnes en nombre supérieur à deux cents, c'est-à-dire un nombre qu'un individu ou groupe d'individus peut difficilement commander ou contrôler lors d'actions directes. Elle se constitue d'une contagion ou solidarité du mouvement concomitant à

---

<sup>138</sup> *Ibidem*, p. 143

<sup>139</sup> La notion de science populaire fait référence aux constructions discursives idéologiques opposées à la science formelle et aux productions discursives de l'État qui soutient son hégémonie sur une idée de « science officielle » qui est présentée comme l'unique légitime et véritable. Cette dernière est inaccessible pour les groupes populaires et vice versa. La science populaire cherche donc à montrer les sujets populaires de façon qualitative, et représenter ainsi sa vie quotidienne, ses expériences, souvenirs, opinions et expectatives. SALAZAR G., «La historia como ciencia popular: despertando a los "Weupifés"», *op. cit.*

<sup>140</sup> SALAZAR G., *La Violencia Política Popular en las Grandes Alamedas... op. cit.*, p. 111

l'action et se compose d'un ensemble d'identités multiples. Cette diversité intérieure témoigne de l'extension sociale et des situations qui motivent l'action directe, c'est-à-dire des déséquilibres profonds du système économique ou politique.

2. Groupes opératifs : usuellement liés à des organisations politiques plus ou moins spécialisées en actions directes. Leurs origines, à la différence de la foule ou de la masse, ne sont pas basées sur une solidarité intrinsèque sinon par des projections politiques. De ce fait, les groupes opérationnels se sont déployés souvent en dehors de masses sans créer une relation de consanguinité sociale avec ces dernières.
3. La *poblada* : cet acteur factuel est composé en termes quantitatifs d'un nombre d'individus qui varie entre 20 et 200, une taille supérieure au groupe et inférieure à la masse. À la différence de cette dernière, la *poblada* est apparue généralement comme un contingent monofonctionnel, c'est-à-dire composé d'une même identité structurelle, d'une grande consanguinité sociale, donc d'une rapide solidarité d'action. Elle accepte la conduction externe et l'action organisée accouplant ainsi la revendication et l'action directe.
4. Les individus isolés : l'action individuelle révèle normalement une certaine atomisation partisane des acteurs, même d'une conscience de guerre chez certains militants « professionnalisés » dans l'action directe.

La plupart des actions de VPP ont été faites par des acteurs en masse, ce fait nous oblige donc à analyser la composition de cette masse dans la période qui va de 1950 à 1973. Sept acteurs peuvent être identifiés en fonction de leur participation à des actes de VPP<sup>141</sup> : les Militants, les *Pobladores*, les étudiants, les ouvriers, les employés, le public<sup>142</sup> et les religieux. Ces divers acteurs s'associent ou agissent seuls selon la conjoncture. Cependant, l'évolution entre autonomie et associativité est liée étroitement à la modernisation du mouvement populaire où il est possible d'observer aussi une associativité majeure entre des acteurs tels que militants-*pobladores*/*pobladores*-étudiants/étudiants-

---

<sup>141</sup> *Ibidem.*, p. 154.

<sup>142</sup> Ce sont des acteurs circonstanciels, qui se retrouvent mêlés à des actions de VPP lorsqu'elles sont déjà mises en place, ils y participent de manière spontanée.

militants<sup>143</sup>. Ces trois acteurs deviennent le moteur des actions de VPP pendant cette période. C'est pourtant le mouvement de *pobladores* qui a su se montrer comme un mouvement de masse qui s'organise et adopte l'action directe, principalement l'occupation de terrain (*toma de terreno*). Ce sont ces acteurs et leur environnement, les *poblaciones*, que nous analyserons ensuite plus en détails.

## ***2. Les poblaciones et les pobladores protagonistes de la résistance violente***

Au sein de la communauté organisée, nous trouvons *la Población* en tant que lieu de socialisation et d'organisation de groupes populaires. Lieu où se développent différentes pratiques de résistance, parmi les plus connues : l'occupation de terrain (*Toma de terreno*<sup>144</sup>), l'autogestion, la protestation, le collectivisme, etc. Les *Pobladores* est le nom donné aux acteurs habitants ces lieux, même s'il n'est pas tout à fait correct de fondre le mouvement de *pobladores* avec l'univers de la *Población*<sup>145</sup>.

Ainsi et d'après M. Castells, en 1973 le monde *poblacional* se constitue sur une série d'assimilations arbitraires, mais non moins réelles :

1. Crise du logement, déficience de l'habitat et de l'équipement collectif ;
2. Un type d'unité écologique caractérisée par de faibles services et localisation périphérique ;
3. L'expression des secteurs marginaux, lorsqu'on parle de : marginalisation du système productif (chômeur total ou caché) ; et l'expression d'une certaine subculture caractérisée par le manque de participation politique traditionnelle, prédisposition à la « déviation sociale et la délinquance », mais aussi à l'apathie, etc.
4. Relation avec d'autres formes et processus de gouvernement et organisations locales (*Juntas de vecinos, centros de madres, clubes deportivos*, etc.)

Les *pobladores*, tout au début considérés comme un groupe désarmé, évoluent pendant le cycle dictatorial vers des actions d'affrontement et de guérilla urbaine.

---

<sup>143</sup> *Ibid.*, p.159

<sup>144</sup> Cette action donne accès aux secteurs marginaux à un territoire sur lequel établir leur espace de vie

<sup>145</sup> CASTELLS M., "Movimiento de Pobladores y lucha de clases en Chile", *EURE*, Volumen 3, N° 7, abril de 1973, p. 9.

Néanmoins, à sa genèse cet acteur ne semble pas être à l'origine d'un mouvement politiquement violent, dans son essence cet acteur s'oriente vers la construction de société et d'économie locale, autrement dit une communauté, qui ne cherche pas à détruire ou à reconstruire l'État.

Ainsi, dans leur évolution vers la violence, les *pobladores* passent d'un « spontanéisme naïf » qui caractérise leurs actions dans les premières années du XXe siècle pour pénétrer dans le champ des actions organisées vers la fin des années 1950. La motivation politique de leurs actions (entendues comme des actions contre les appareils de l'État) n'arrive qu'en 1972 et la projection de ces actions contre les forces de l'ordre seulement vers les années 1980. En matière d'instruments, ils passent de l'occupation, qui est leur forme typique d'action directe, vers l'utilisation de ressources instrumentales de l'environnement, principalement, les barricades, les blocages de routes et la protestation, situation liée aux changements dans la conjoncture (démocratie-dictature) et à leur situation socioéconomique (ils avaient pour la plupart un habitat établi dans les *poblaciones* nées des anciennes occupations).

La barricade et la protestation donnent donc l'origine à une pratique de l'affrontement qui dure toute la période de la dictature, ces 15 ans (1974-1988) d'affrontements construisent une culture de la VPP dans d'amples strates du mouvement *poblacional* qui se maintient jusqu'aujourd'hui.

### **2.1. Du *Conventillo* au *Campamento*: construction d'une résistance forgée par l'occupation**

La crise du logement, les mauvaises conditions d'habitation, l'exploitation et la reproduction de la main d'œuvre sont les conditions caractéristiques de la population ouvrière du XXe siècle. En outre, à partir des années 1950, la crise de la production minière, surtout du salpêtre, et la crise de l'artisanat provinciale, liée à l'exode rural, créent une situation d'entassement des groupes populaires dans les quartiers anciens du centre-ville de Santiago, principalement à l'intérieur des habitations appelées « *conventillos*<sup>146</sup> ».

---

<sup>146</sup> Le *conventillo* dont son étymologie vient du mot « couvent » est une forme de logement urbain collectif où chaque chambre est louée par une famille ou un groupe d'hommes seuls. Les services, toilettes et eaux normalement étaient partagés par tous les locataires. Cette construction se caractérise par deux rangées de chambres avec un ample corridor entre les deux et quelques fois un grand jardin partagé ou la communauté faisait sa vie quotidienne et de travail pendant l'été. Cf. CALQUIN DONOSO C., "De conventillos y conventilleras: genero y poder en las viviendas populares colectivas en el Chile de inicios del siglo XX", *Encrucijadas. Revista critica de ciencias sociales*, N° 2, 2011, pp. 34-47



Image N°8 : intérieur d'un *conventillo*, source : [www.memoriachilena.cl](http://www.memoriachilena.cl)

Le *conventillo* est le type de logement qui héberge la majorité de personnes de classes populaires jusqu'à la moitié du XXe siècle, il est également une source de profit pour leurs propriétaires en échange d'un investissement quasi nul<sup>147</sup>. La diminution de leur utilisation dans les années suivantes se trouve certainement liée au manque d'investissement et aux prix élevés des terrains correspondant à la vieille ville<sup>148</sup>.

En conséquence, au début des années 1950 le niveau d'entassement à l'intérieur des *conventillos* oblige leurs occupants, guidés par les Partis ouvriers, à trouver de nouveaux lieux d'habitation. C'est ainsi qu'à partir de 1946 commencent les occupations de terrain et la formation de *poblaciones callampas*<sup>149</sup>. Cet habitat de caractère spontané se trouve dans la périphérie de la ville et se forme dans un premier moment par une accumulation de personnes « sans-abri » qui cherchent un endroit où s'établir. Pourtant, les *callampas*, à la différence de l'expérience postérieure des *campamentos*, sont le résultat d'un agrégat

---

<sup>147</sup> *Ibidem*, p. 38.

<sup>148</sup> L'utilisation de *conventillos* est toujours d'actualité, car ils sont devenus l'hébergement d'urgence de groupes migrants des pays frontaliers, principalement péruviens et colombiens. Cf. TIXOUX M. E., "Peruanas inmigrantes en Santiago. Un arte cotidiano de la lucha por la vida", *Polis* [En ligne], 18 | 2007, mis en ligne le 23 décembre 2007, consulté le 09 septembre 2014. URL : <http://polis.revues.org/4185> ; DOI : 10.4000/polis.4185.

<sup>149</sup> *Población callampa* est le nom qui se donne au Chili à l'établissement informel de personnes c'est-à-dire aux bidonvilles, le mot *callampa* qui signifie champignon, fait référence à la rapidité avec laquelle ces logements s'installent et disparaissent. La *callampa* née d'une occupation illégale de terrain. Elle n'a ni lotissement ni titre de propriété indiscutable. C'est des occupations de type collectif et dont les habitants occupent une place peu privilégiée dans la stratification urbaine où ils sont souvent des nouveaux venus : ruraux, d'autres villes plus petites, mais aussi parfois d'autres quartiers moins commodes de la ville.

d'individus qui partagent la caractéristique d'être de sans-abri et de ne pas être, comme le *campamento*, le fruit de l'action d'une collectivité organisée.

**Tableau N°2**

**Numéro de personnes habitant des logements détériorés, provisoires ou sans équipement, région de Santiago 1952, 1966, 1970.**

Type de logement				
<i>Conventillos</i>	<i>Callampas</i> ou <i>campamentos</i>	<i>Poblaciones</i>		
<i>Conventillos</i> et assimilés	Occupation illégal de terrains	Logement insalubre	Logements semi- salubres	Population totale
350.000	75.000	150.000	250.000	1.200.000
<i>Conventillos</i> et assimilés	<i>Callampas</i> et améliorations	<i>Poblaciones</i> suburbaines et planifiées		Population totale
76.849	201.217	366.254		2.498.100
<i>Conventillos</i>	Hutte, <i>rucas</i> , améliorations, mobiles	Logement semi- permanent	Logement semi- salubre	
64.660	346.380	332.040	643.632	2.587.700

Source

1950 : URRUTIA Cecilia, Historia de las poblaciones callampas, Quimantu, Santiago, 1972.

1966: DESAL, La marginalidad Urbana: origen, modo y proceso, Mimeo, Santiago 1968.

1970: recensement de population et logement, 1970.

L'entité qui suit les *poblaciones callampas* est la *población*. Celle-ci est un vaste regroupement humain, pratiquement permanent, généré par des occupations et par les programmes de logement d'urgence qui commencent dans les années 1960 avec le gouvernement d'Eduardo Frei. Ce regroupement correspond à divers types de situations : des quartiers semi-équipés, des habitations légères (en bois), jusqu'à des zones sans

équipement et de construction progressive liées à l’*Operación Sitio*<sup>150</sup>. Apparaissent ainsi des *poblaciones* comme : « José Maria Caro », « San Gregorio », « Lo Valledor », « Lo Ferrer » et « Robert Kennedy », parmi d’autres (cette dernière deviendra ensuite la VF). Elles se concentrent particulièrement dans le Sud-Ouest de Santiago, proche du *Zanjon de la Aguada* (cours d’eau qui traverse la ville de Santiago d’Est à Ouest) et de sites de décharge d’ordures<sup>151</sup>.

**Tableau N°3**

**Occupations illégales de terrain dans les villes chiliennes, 1968-1971**

Année	N° d’occupations	Pourcentage
1968	8	1,92
1969	21	5,05
1970	215	51,68
1971	172	41,35
<b>Total</b>	<b>416</b>	<b>100,00</b>

Source : HIDALGO DATTWYLER, Rodrigo, *la vivienda social en Chile y la construcción del espacio urbano en el Santiago del siglo XX*, Colección Sociedad y Cultura, Ediciones de la Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos, Santiago, 2005, p. 319

D’après certaines études des années 1960-1970<sup>152</sup>, les caractéristiques des *poblaciones* à cette époque peuvent être résumées comme suit :

- Elles ne sont pas formées par des populations rurales immigrées (cette population se sert généralement de ses réseaux et vit principalement comme *allegados*, c’est-à-dire logés par des parents ou amis), cela confirme que l’image de *poblaciones* en tant que zones rurales à l’intérieur de la ville est incorrecte.

<sup>150</sup> Vers 1970 existaient au Chili environ 800 000 familles (environ 4 millions d’habitants, c’est-à-dire 40% de la population du pays à cette époque qui participaient à des organisations sociales dont leur objectif était le problème du logement. Ces organisations sont typiquement territoriales et fonctionnelles. ALVARADO L., *et al.*, “Movilización social en torno al problema de la vivienda”, *Revista Latinoamericana de Estudios Urbano Regionales EURE*, Universidad Católica de Chile., Santiago, 7, 1973, p. 37.

<sup>151</sup> Il était tolérée seulement l’occupation de terrain dont la propriété n’était pas claire ou des biens nationaux d’utilisation publique comme les rives des fleuves ou de cours d’eau, c’est pour cette raison qui se sont installée des *callampas* dans les rives du Zanjon de la aguada ou du fleuve Mapocho à l’extérieur des murs de la ville. DE RAMON A., “La población informal: Poblamiento de la periferia de Santiago de Chile, 1920 – 1970”, *op.cit.*, p. 10

<sup>152</sup> Enquête DESAL sur la marginalité urbaine, DESAL, Santiago, avril 1969, 2 Vols., mimeo ; CASTELLS M., *op. cit.*, p. 15-17.



- La *población* n'est pas une zone habitée par des personnes éloignées du système productif, en effet la proportion d'ouvriers est plus élevée que dans le reste de la ville. Principalement l'ouvrier industriel, cela confirme aussi que le lien entre un « lumpenprolétariat » et *población* n'est pas correct.
- Enfin ce qui caractérise les poblaciones est principalement : un taux élevé de chômage, une faible scolarisation et le faible niveau de revenus.

Il est donc possible d'affirmer que les *poblaciones* ne sont pas le refuge de la désintégration sociale, elles ne concentrent pas un nombre plus élevé de lumpenprolétariat qu'ailleurs, elles sont juste l'unique façon de se loger pour une fraction de la classe ouvrière, du prolétariat industriel, des employés et même d'une fraction de la petite bourgeoisie<sup>153</sup>.

Cette hétérogénéité des habitants ne permet pourtant pas d'expliquer l'existence d'une autonomie politique du monde *poblacional* ni l'apparition d'un front de lutte ou de l'organisation d'un mouvement de *pobladores*. Si ce n'est pas dans l'origine sociale des habitants, où faut-il donc chercher les éléments d'un profil sociologique et politique de *pobladores* qui amène les habitants vers la VPP ?

Une première réponse se trouve dans les formes de vie et les pratiques quotidiennes. La question est alors de savoir comment ces formes de vie et ces pratiques sont symbolisées.

Un premier aspect est l'idéologie. Ces secteurs montrent en effet un niveau d'organisation sociale motivé par une « idéologie populaire » à savoir celle revendiquant la notion de *pueblo* (peuple) et non de classe. Cette idéologie rend compte également d'un autre phénomène qui s'observe durant ces années, la faible participation de *pobladores* à des organisations sociales plus institutionnalisées, comme les syndicats ou les partis politiques.

---

<sup>153</sup> Ces caractéristiques contrastent avec les théories de la Marginalité urbaine développées dans ses premières années par l'École de Chicago, cf. PARK R. E., "Human migration and the marginal man", *Amer. J. Sociol.* 33, 6 : 1928, pp. 881-893, qui lie une culture de la marginalité à la migration et la vie sous deux cultures antagonistes où le contrôle social communautaire disparaît. Un autre postulat de cette théorie concerne les problèmes de criminalité ou de pathologies sociales, dont, sans nier l'existence dans le cadre de la *población*, ne se trouvent pas au centre des actions de violence ni ne prennent les espaces de socialisation de ces endroits. Enfin, nous trouvons les études liées à la notion de « culture de la pauvreté » qui nous parlent d'une adaptation et d'une perpétuation d'un type humain dans la marginalité causée par une reproduction des traits de personnalité dysfonctionnelle. Cf. LEWIS O., *Les enfants de Sanchez*. Paris, Gallimard, 1963.

Un deuxième aspect est la lutte revendicative urbaine. L'hétérogénéité des classes qui participent de la notion de *pobladores* permet la concentration de leurs actions sur des demandes liées aux services et aux droits collectifs ainsi qu'une organisation en fonction de ceux-ci. Cette tendance devient fondamentale pour le projet de socio-assistancialisme du gouvernement démocrate-chrétien d'Eduardo Frei Montalva (1964-1970). Ce projet se fonde sur l'octroi de terrains, d'habitations provisoires et de matériaux de construction ainsi que l'organisation des *pobladores* dans des associations telles que les *comandos de pobladores* et les *juntas de vecinos*.

Un troisième aspect est la radicalisation de leurs actions : effectivement, les conjonctures politiques et économiques ainsi que les attentes données par le projet populiste génèrent, grâce à la capacité d'organisation acquise, un terrain propice à l'action directe violente. En 1967, 648 familles participent à l'occupation de terrain d'INVICA à La Bandera, elles sont fortement réprimées (une petite fille est meurt dans les affrontements) ; en 1968 se produit la Toma Violeta Parra avec plus de 5000 *pobladores* ; puis nous arrivons en 1969 à la tuerie de Pampa Irigoien déjà commentée dans le premier chapitre.

Dans cette conjoncture, où la pression populaire et la radicalisation des actions du mouvement de *pobladores* augmentent et la répression qui suit ces actions est de plus en plus violente, surgit une nouvelle stratégie, celle du *Movimiento de Izquierda Revolucionario* (MIR)<sup>154</sup>. Composé par des groupes de la bourgeoisie son insertion dans le mouvement d'occupation de terrain se voit motivée par les événements de répression violente. Commence ainsi la stratégie de la lutte armée au Chili, laquelle, à la différence d'autres pays, s'installe dans le mouvement de *pobladores* plutôt que dans les usines, où la présence du MIR est quasi inexistante à ce moment.

Les occupations opérées par le MIR deviennent d'une certaine façon des zones libérées dont la défense est assurée par les *pobladores* au sein des milices populaires. Elles seront nommées *campamentos*<sup>155</sup> et s'organiseront autour de l'articulation d'une demande urbaine et une stratégie politique révolutionnaire.

---

<sup>154</sup> CASTELLS M., *op. cit.*, p. 25.

<sup>155</sup> La constitution d'un *campamento* avait comme caractéristique le fait d'être dirigée par un parti politique, dans un seul acte, soudain et parfois violent, qui prenait au dépourvu l'autorité et le propriétaire (généralement l'État), DE RAMON A., *op. cit.*, p. 13.

Le *campamento* devient ainsi l'assise où se développeront d'autres mouvements plus radicaux, des mouvements « terroristes<sup>156</sup> » qui trouvent chez les *pobladores* des sujets pour constituer leur base. Ces mouvements seront dénoncés dans le plan politique par l'*Unidad Popular* (UP) dans le pouvoir depuis 1970 et par la gauche révolutionnaire.

La crise du gouvernement populaire provoquée par des contradictions au sein même du projet populaire devient l'une des causes de l'éloignement du mouvement de *pobladores*. La répression contre les *pobladores* plus radicalisées en est la preuve. En même temps, les occupations se trouvent à leur apogée et en 1971 on compte plus d'une occupation par jour<sup>157</sup>.

L'attaque des *campamentos* durant le gouvernement de l'UP s'explique par deux conflits. D'une part, l'opposition entre l'État bourgeois dans son ensemble (structure et fonctionnement) et le mouvement populaire, manifesté par l'action de la police essayant de pénétrer dans ces territoires libres qui échappent à son contrôle. D'autre part, la tentative des secteurs moins radicaux de l'UP de renforcer les contradictions avec la gauche révolutionnaire afin d'isoler cette dernière et, par conséquent, isoler aussi le mouvement de *pobladores*.

En 1972 s'ouvrent deux autres fronts pour le gouvernement de l'UP, la déstabilisation créée par la droite avec le désapprovisionnement de biens et l'infiltration des agents de la CIA dans le contexte de Guerre froide, cela marquera la fin du projet politique populaire et l'abandon définitif des *pobladores*.

---

<sup>156</sup> Parmi eux la *Vanguardia Organizada del Pueblo* (VOP) et l'*Ejercito de liberación nacional* (ELN)

<sup>157</sup> SUR ediciones, *Constructores de Ciudad*, Ediciones Sur, Santiago, 1989, p. 112

### 3. *Villa Francia : lieu de résistance*

“...Cierta día llegó la gente, eran éstos unos potreros muy cerca el botadero. El zanjón estaba al frente, unas chacras al poniente, por detrás los arenales, por aquí los matorrales tapaban todos los sitio’. Unos hoyos daban ripio Y otros tantos materiales...”<sup>158</sup>

Après cette première esquisse, il est possible d’affirmer que le mouvement de *pobladores* devient un élément fondamental dans la construction de la VPP actuelle au Chili. En effet, et à la différence d’autres pays où le mouvement ouvrier ou indigène se trouve au centre des résistances violentes, dans la situation chilienne, ce sont les *pobladores* qui construisent le discours légitimateur de cette résistance dans la seconde moitié du XXe et le début du XXIe siècle. De ce fait, nous avons choisi de travailler avec l’une des *poblaciones* construite sous l’emprise de ce mouvement : la Villa Francia (VF).

Reconnue comme l’une des communautés les plus fortement frappées par la dictature, avec quatre détenus-disparus (1974) et neuf jeunes assassinés (un l’année 1973 et huit entre 1984 et 1988), la VF est devenue aujourd’hui un endroit où se développent des pratiques commémoratives liées à la remémoration de leurs morts (martyrs) et à la projection de leur héritage où se mêlent des actes évocateurs avec l’action directe violente.

Ceci peut-être expliqué parce qu’à la différence du processus de mémorisation institutionnelle, centré sur le culte aux victimes ou sur la sensibilisation concernant le passé, le discours au sein de la VF se centre sur la possibilité d’aboutir à un projet de société (celui pour lequel les victimes luttèrent). Dans ce sens la pratique commémorative, plus que de se souvenir, souhaite favoriser une réflexion critique sur le social, le politique et l’économique du présent<sup>159</sup>.

---

<sup>158</sup> Chanteur populaire de Villa Francia: « Un jour des gens sont arrivés, ici c’était des pâturages près de la décharge. Le canal était en face, certaines fermes à l’ouest, derrière les dunes, par ici les broussailles couvraient tout le site. Quelques trous donnaient des gravières et tant d’autres matériaux »

<sup>159</sup> RAPOSO QUINTANA G., “Territorios de la memoria: La retórica de la calle en Villa Francia”, *Polis: Lo público un espacio en disputa*, N°31, Centro de Investigación Sociedad y Políticas Públicas (CISPO), 2012, p. 2

En effet, à VF, la mémorialisation se manifeste matériellement comme un phénomène en construction, qui émerge dans des interventions urbaines où la particularité est l'appropriation de la rue sous la forme de peintures murales, des défilés, des pèlerinages ou des actions de VPP. Ces pratiques, qui influencent les acteurs qui y participent, ont renforcé leur capacité d'action et de contestation face à l'État.

VF devient ainsi un endroit où ont lieu des événements disruptifs de l'ordre qui affectent la ville toute entière. Deux questions guident ainsi notre analyse de ce lieu : comment s'explique cette construction identitaire particulière ? Et quels sont les aspects qui ont inspiré la construction d'un discours revendicatif si fort ?

Il nous semble fondamental, pour répondre à ces questions, de commencer par l'étude des éléments historiques qui forgent cette communauté. Nous proposons donc pour continuer ce deuxième chapitre une étude monographique de cette *población*. Ce travail nous permettra de soulever les aspects mémoriels qui constituent la base identitaire des jeunes activistes radicaux issus de ce lieu.

### **3.1. Le commencement d'un chemin identitaire particulier**

La VF se fonde en 1969, au début elle est composée d'environ 1200 parcelles où habitent 1500 familles, environ 6 000 personnes. VF est le reflet de graves problèmes du logement affectant les secteurs populaires dans la deuxième moitié du XXe siècle.

Ses limites géographiques sont déterminées au Sud par des anciens puits de sable dans lesquels s'extrait le remplage et le sable utilisé pour la construction de Santiago (ces puits deviennent ensuite la décharge d'ordures Lo Errazuriz et aujourd'hui le parc Lo Errazuriz). À l'Ouest se trouvent des fermes de petits agriculteurs, au Nord l'avenue Cinco de Abril et enfin à l'Est la *Población* Robert Kennedy<sup>160</sup>.

---

<sup>160</sup> Les habitants signalent que le nom du quartier se doit au fait que Robert Kennedy avait visité le lieu pendant une visite qu'il avait réalisé en 1965.



Image N°9 : Photo satellite de Villa Francia et ses environs

Les terrains où s'est construite la VF correspondent à l'ancienne exploitation de *San Jose de Chuchunco*<sup>161</sup>, qui était un ensemble de terrains expropriés dans les années 1960 pour les transformer en logements sociaux. Appelé au moment de sa fondation San Jose de Chuchunco<sup>162</sup>, elle fait partie des solutions de logement proposées par le gouvernement démocrate-chrétien du Président Eduardo Frei Montalva (1964-1970) correspondant au programme *Operación Sitio*.

Dans ce programme les lotissements destinés à la VF sont délimités, mais non urbanisés, c'est-à-dire, sans eau et sans électricité. On y trouve des robinets uniquement sur la voie publique. Les îlots sont composés de vingt lotissements chacun et leur taille est d'environ 180 mètres carrés<sup>163</sup>.

Lorsque les lotissements sont octroyés, certains *pobladores* suivent les voies institutionnelles, c'est-à-dire l'acquisition à travers *l'Operación Sitio*<sup>164</sup>. Mais la plupart se

<sup>161</sup> *Chuchunco* dans la langue des peuples autochtones signifie : abondance d'eau. Cela s'explique pour être un terrain entouré des fleuves et canaux : fleuve Mapocho dans le Nord et le *Zanjon de la aguada* par le Sud, ainsi que d'autres cours d'eau plus petits.

<sup>162</sup> Le nom de Villa Francia, selon certaines versions, provient du don d'une voiture destiné au transport de malades octroyé par l'ambassade de France. Cf: CONTRERAS LINEO S. et IBARRA CORTES L., *Villa Francia: pobladores y manifestaciones violentas*, Tesis para optar al grado de Licenciado en Trabajo Social, Santiago de Chile, Universidad Academia de Humanismo Cristiano, 2005, p.64.

<sup>163</sup> CABRERA MOLINA E., *Historia y Protagonismo Popular en Villa Francia*, Tesis para optar al grado de Licenciado en historia, Santiago, Universidad ARCIS, 2007, p. 14

<sup>164</sup> *L'Operación Sitio* consistait dans l'octroi de lotissements urbanisés, une installation sanitaire minimale et des *medias aguas* (habitations en bois constituées de deux chambres sans séparation) à des familles sans logement, elle s'effectuait lorsque le foyer arrivait à épargner une quantité d'argent minimale qui lui permettait de postuler et rester dans une liste d'attente jusqu'à être assigné à une *población* inscrite auparavant par le postulant en fonction d'un ordre de préférence.

servent de l'action directe, c'est-à-dire par l'occupation des terrains ou des bâtiments construits ou en construction (tel est le cas de la villa Canada).

Les occupations obligent certains bénéficiaires à activer leur installation avec la construction rapide de radiers des foyers, des murs, etc. Tout se passe pendant l'été, cependant à l'arrivée de l'hiver, les travaux continuent et sous des conditions climatiques difficiles. Les adultes, qui sont les premiers arrivés, pour éviter que les enfants passent l'hiver sous les intempéries, tissent leurs premiers liens en partageant la construction de leurs foyers<sup>165</sup>.

Avec le temps sont installés des robinets dans chaque lotissement, et chaque famille possède sa fosse septique, la plupart construites de manière communautaire. Pour l'électricité, les voisins s'organisent, ils achètent des câbles et prennent l'électricité de manière illégale dès l'Avenue Cinco de Abril<sup>166</sup>, le débit étant très limité les accidents et les incendies sont courants. Ce système d'auto-construction de logements permet, non seulement au sein de la VF, mais aussi dans toutes les occupations, de créer de forts liens communautaires qui se maintiendront dans certains quartiers jusqu'à nos jours. Les solutions aux problèmes de la vie quotidienne passent ainsi par l'apprentissage collectif plutôt que par l'individuel, cela s'insère dans la façon de vivre des *pobladores* qui en dépit de l'État s'organisent sur la base de la solidarité et du collectivisme.

En 1970 commence la construction des immeubles d'habitation de quatre étages dans le côté Sud de l'avenue Cinco de Abril, 736 appartements sont construits entre les avenues Aeropuerto et Luis Infante Cerda<sup>167</sup>, ce sont les appartements de ce qui s'appelle aujourd'hui la *Villa Canada*.

---

<sup>165</sup> *Ibidem*, p. 17

<sup>166</sup> L'action de prendre l'électricité de manière illégale est appelée *colgarse*, et c'était la manière avec laquelle la plupart des occupations obtenaient un accès à l'électricité, qui évidemment devenait une action risquée qui causait des accidents mortels.

<sup>167</sup> *Ibid.*, p. 21



Image N°10 : photo satellite de la Villa Canada, elle est composée par une série d'immeubles d'appartement de quatre étages, ce sont leurs murs qui servent aux peintures qui décorent la VF

Ces bâtiments sont urbanisés et les rues qui les entourent goudronnées. Ils sont destinés aux épargnants les plus avancés, toutefois, le désespoir des familles les conduira à occuper les bâtiments déjà construits, mais inachevés. Cette situation se répète un peu partout. C'est de cette façon que la plupart des habitants de la Villa Canada s'installent. Les détails de cette action font partie des histoires que l'on retrouve même dans les récits des plus jeunes habitants de la VF :

...la Villa commence à naître avec de petites occupations, tu vois ? Elles n'ont pas été nécessairement des occupations massives, elles se sont déroulées petit à petit, sauf où l'on habite (Villa Canada) ils étaient des bâtiments en construction pour d'autres, mais ce sont les habitants de *Los Nogales*<sup>168</sup> où habitait le pépé de ma femme, qui occupant les appartements... (Roberto, *poblador* de Villa Francia, sept. 2012)

La *población* VF se forme ainsi de l'union des habitants surgis des occupations et d'autres qui ont accédé aux terrains ou aux appartements par le biais de l'épargne.

L'occupation signifie par ailleurs au *poblador* de prendre une décision rapide, de passer à l'action directe ou de rester sans logement, cela imprime une attitude particulière dans la plupart des occupations, où l'action directe devient un moyen légitimé et efficace d'obtenir une solution à sa situation de misère, mais surtout, l'occupation oblige à agir :

« ...mon frère, le Manolo, prend deux ou trois choses de la maison et il part tout seul à un appartement [...] « on doit partir, on n'a pas de maison, on est de locataires, on y va ! » Et il est

<sup>168</sup> *Población* voisine et plus ancienne que la Villa Francia, elle était constituée par de grandes maisons, des anciens *conventillos* et peuplé par un grand nombre d'*allegados* qui attendaient une solution logement (voir image N°9 à droite).



parti. Il arrive à l'appartement, il ouvre une porte et s'installe. Ce jour il arrive tout seul, mais de la même façon plus des gens arrivent après, des parents, des amis des gens qui ont déjà occupé un appart, ils arrivent aux apparts et s'installent...<sup>169</sup> ».

Le succès de leurs actions permet aux *pobladores* de devenir des acteurs autonomes au lieu d'être des sujets assistés par l'État, avec une capacité de gestion et d'organisation, une capacité d'agir, comme l'indique R. Reguillo, c'est la façon par laquelle l'identité s'objective<sup>170</sup>. L'État perd ainsi le contrôle sur eux et ils deviennent, dans les termes de G. Salazar, des « sujets historiques ».

Le travail collectif nécessaire pour faire face à la précarité de leurs maisons génère chez les habitants de VF une forte appartenance à l'espace qu'ils habitent, chaque travail réalisé signifie de rendre réel leur rêve d'une propriété. Avec ces actions on observe donc la construction d'une narration identitaire fondée sur la difficulté d'atteindre leurs rêves, ainsi quand cette narration se fixe dans l'espace ce dernier devient territoire, c'est-à-dire l'espace qui donne forme et sens à la vie du groupe<sup>171</sup>.

Avec les *pobladores* commencent à surgir d'autres organisations, les groupes de jeunes et les *Centros de Madres* (organisations de femmes de foyer). Cependant, le fait qui marquera plus fortement VF est l'installation d'une communauté chrétienne ancrée dans la Théologie de la Libération<sup>172</sup>. Un groupe ou communauté ecclésiastique de base est ainsi créé. Le leader de cette communauté est le père Mariano Puga, jeune aristocrate qui convaincu des bienfaits de la Théologie de la Libération habite à la VF entre 1971 et 1982.

La radicalité du message des prêtres appelle à « la libération du peuple des chaînes qui l'oppressent ». Au niveau personnel comme structurel : ces prêtres ont un compromis avec la construction du « royaume de Dieu » ici et maintenant et non dans le ciel comme

---

<sup>169</sup> Récit extrait de CABRERA MOLINA E, *op. cit.*, p. 24

<sup>170</sup> REGUILLO CRUZ R., *En la calle otra vez. Las bandas: identidad urbana y usos de la comunicación*. Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Occidente (ITESO), México, 1991, p. 56

<sup>171</sup> *Ibidem*, p. 78

<sup>172</sup> La théologie de la libération est un vaste courant de pensée théologique qui emportera toute l'Église d'Amérique latine dans son sillage dans les années 1970. Prenant sa source dans une expérience de contemplation, de compassion, d'indignation et d'engagement aux côtés des plus pauvres, la théologie de la libération offre une réponse spécifique à toutes les communautés opprimées. Elle repose sur la prise de conscience que les pauvres attendent une libération réelle et qu'il est vain de parler du Christ et du salut qu'il apporte si ce salut n'est pas immédiat. Le critère le plus précis de l'authenticité évangélique est donc la lutte contre la pauvreté. « La création d'une société juste et fraternelle est le salut des êtres humains, si par salut nous entendons le passage du moins humain au plus humain. On ne peut pas être chrétien aujourd'hui sans un engagement de libération » dira Gustavo Gutierrez un de ses fondateurs. Cf. GUTIÉRREZ G., *Hacia una teología de la liberación*, Montevideo, MIEC-JECI, 1969. Et CHAOUCH M. T., « La théologie de la libération en Amérique latine », *Archives de sciences sociales des religions*, 138 | 2007, 9-28.

L'application pratique de la Théologie de la Libération se réalisait avec l'installation de communautés ecclésiastiques de base (CEB), petites communautés populaires permettant une appropriation de l'Évangile et une lutte contre la pauvreté.

propose le discours catholique traditionnel qui appelle au *statu quo* et à la résignation de l'exploité<sup>173</sup>. La communauté chrétienne devient ainsi fondamentale pour la constitution d'organisations populaires à la VF.

Pourtant, pendant les années du gouvernement de l'UP, la VF ne se caractérise pas par un mouvement social et politique fort. Le fait d'être une *población* nouvelle signifie que l'identité revendicative qui la caractérise actuellement se développe pendant la dictature, c'est-à-dire sous la contrainte et la répression. En effet et paradoxalement, le moment où la VF commence à développer un corps communautaire fort se produit en 1972, lors d'autres groupes de *pobladores* sans logement menacent d'occuper les terrains de foot et des terrains déjà occupés mais disposant encore de place pour d'autres familles. Les voisins s'organisent et allument des feux de toutes parts afin de surveiller et d'empêcher l'éventuelle arrivée de nouvelles familles :

« ...c'était cela la rumeur. Alors, les gens, avec la peur de que cela arrive, commencent à faire des feux dans chaque coin, et la VF devient une terre de feux parce que partout il y avait des feux et les *pobladores* montent garde dans la *población* et dans tous les coins<sup>174</sup> ».

Pendant ces jours la VF passe toutes ses nuits illuminée, les habitants restent dehors, partagent à manger et à boire et resserrent ainsi les liens d'amitié et d'affection. Il est important de souligner que toute cette sociabilité se déroule dans la rue, dans l'espace public et moyennant la défense d'un territoire. Ce fait va marquer la rue comme l'espace de sociabilité le plus significatif et va permettre aux habitants de construire une identité territoriale propre.

À la suite de cet événement, très médiatisé, le MIR s'intéresse aux possibilités que la VF peut donner en termes d'organisation et s'introduit afin de trouver de nouveaux militants. L'arrivée du MIR signifie le commencement d'une nouvelle façon de faire de la politique.

Le MIR se sert, premièrement, des groupes autonomes et réfractaires des politiques du gouvernement central. Mais ce n'est que pendant l'année 1971, lorsque le désapprovisionnement devient une forme de lutte politique menée par les patrons et les partis de droite<sup>175</sup>, que le *Comité de Abastecimiento Popular* (CAP) commence à jouer un

---

<sup>173</sup> CABRERA MOLINA E, *op. cit.*, p. 40

<sup>174</sup> *Ibidem*, p. 44

<sup>175</sup> GARCÉS M., "Cuando hicimos historia, La experiencia de la Unidad Popular", en *Construyendo las poblaciones: El movimiento de pobladores durante la Unidad popular*. Lom Ediciones, Santiago, 2005, p.77.

rôle important dans l'activité politique du MIR à la VF<sup>176</sup>. Dans un premier temps, le CAP s'organise dans la recherche des produits de base au prix du marché, lorsque le marché noir devient l'unique façon de se procurer des aliments à deux ou trois fois le prix. Cependant, avec le temps, commence un processus de prise de pouvoir de la part de *pobladores* participant du CAP qui constituent l'assemblée de voisins où se prennent les décisions les plus importantes pour la VF. Parmi elles, l'occupation d'une flotte de bus pour améliorer le transport à l'intérieur de la *población*. Pour certains c'est la matérialisation du pouvoir populaire à travers la CAP qui travaille maintenant dans plusieurs domaines. Les leaders du CAP sont des jeunes, le premier président du mouvement, militant du MIR, n'a que 24 ans et son successeur seulement 17 ans.

Grâce à cette organisation qui essaie de lutter contre le problème du désapprovisionnement, jeunes et adultes de la *población* se rejoignent dans une organisation autonome. Cette organisation aide également à diminuer la délinquance de la *población*, car ils doivent rester toute la nuit pour surveiller les entrepôts et l'acheminement d'aliments. La présence des voisins dans les rues décourage les voleurs assez nombreux dans ce coin de Santiago. Ce fait leur permet aussi d'avoir accès, pour la première fois, aux armes, nécessaires pour remplir cette fonction.

Dans cette première période, se constituent donc les instances organisatrices les plus importantes de la VF : le CAP et la Communauté chrétienne *Cristo Liberador*. Dans les deux cas, les voisins deviennent des acteurs essentiels, cela permet de se passer des acteurs externes et le succès ou l'échec de leur gestion dépend donc complètement d'eux.

Dans ces formes d'organisation deux modèles différents de faire du politique se sont retrouvés. D'une part une façon participative, inclusive et horizontale. D'autre part une forme verticale, utilitariste avec l'intérêt de subordonner les groupes aux intérêts partisans.

### **3.2. Villa Francia sous la dictature : construction de nouvelles pratiques de résistance**

L'arrivée du coup d'État de 1973 n'est un secret pour personne, le niveau de polarisation politique que vit le pays fait soupçonner à tous que la situation va empirer. Toute la journée du 11 septembre, les habitants de VF sont appelés par des hautparleurs à défendre le gouvernement populaire.

---

<sup>176</sup> La réponse du gouvernement au désapprovisionnement fut les JAP (Juntas de abastecimiento y precios) qui essayaient d'enrayer et contrôler la spéculation de prix de denrées alimentaires.

Les voisins reçoivent l'instruction de collecter des bouteilles pour faire des cocktails Molotov :

« ...ici même pendant la nuit on nous apprend comment jeter des cocktails Molotov au tank par l'unique partie vulnérable qu'il a, c'est la partie en arrière où se trouve la ventilation, tout se conduit très bien...<sup>177</sup> »

Les réunions se succèdent après le coup d'État dans une petite école, toutes les nuits, dans l'obscurité, les habitants sont dirigés par des personnes externes à la *población*<sup>178</sup>.

Les réunions organisées surtout par des membres du Parti socialiste ne donnent aucun résultat, les habitants ne maîtrisent pas les armes et ils n'en ont pas non plus, ce qui a empêché une réelle capacité de réponse au coup d'État.

La situation de la VF est le reflet de ce qui se passe dans toutes les *poblaciones*, finalement le pouvoir populaire, le gouvernement du peuple tombe, presque sans résistance. L'armée du peuple n'existe pas, il n'y a pas d'armes, personne ne tente de les organiser. Ainsi les *pobladores* constatent qu'ils sont seuls, sans direction et sans savoir quoi faire.

Cette situation amène les voisins à chercher d'autres pratiques d'organisation. Ceux-ci profitant des apprentissages acquis dans les pratiques de solidarité communautaire se réunissent de manière clandestine : la nuit, dans la pénombre. Ils apprennent à vivre autrement, à dissimuler, à se méfier. La sociabilité devient en effet un délit.

Le mois d'octobre 1973, suite à une série de violations de domicile de la VF, un nombre important de *pobladores* est arrêté. La stratégie suivie après ceci par le CAP est de changer ses activités vers le sport pour pouvoir échapper à la surveillance et la répression de l'État. Pour la communauté chrétienne, la situation est cependant plus dure, car trois de ses membres sont détenus et disparus, jusqu'aujourd'hui<sup>179</sup>.

Ces événements signifient la construction d'une nouvelle culture de la résistance, une solidarité engendrée par les dangers de tortures, de disparitions et d'assassinats.

Ainsi les familles des détenus (disparus) reçoivent l'aide de voisins, dans la quête de leurs maris ces femmes laissent leurs enfants aux voisines qui prennent soin d'eux et de

---

<sup>177</sup> Entretien extrait de: CONTRERAS LINEO S. et IBARRA CORTES L., *Villa Francia: pobladores y manifestaciones violentas*, op. cit., p.99.

<sup>178</sup> CABRERA MOLINA E, op. cit., p. 86

<sup>179</sup> Enrique Toro, Eduardo Lara, y José Caupolicán Villagra

ceux qui vont venir à la suite d'autres parents détenus. La VF crée en décembre 1974 une cantine pour les enfants dont au moins un des parents se trouve détenu, elle est gérée par les membres de la communauté chrétienne et par les mères de ces enfants<sup>180</sup>.

Comme l'indiquent De la Maza et Garcés entre 1974-1976 les premières expressions d'organisation sociale émergent principalement du monde *poblacional*. Il s'agit d'organisations développées au sein des églises cherchant à mitiger les effets de la politique économique à travers l'assistance sociale et la solidarité<sup>181</sup>.

La *Comunidad juvenil*, association liée également à l'église, joue un rôle d'importance, elle se charge de la propagande, de rappeler aux gens qu'il y a des détenus. Elle est aussi fortement frappée par la dictature, puisqu'au moins cinq de ses membres sont détenus et deux sont portés disparus. Ces événements obligent la communauté de VF à créer des stratégies afin d'éviter les arrestations lorsqu'ils se rendent compte que les chances de revenir sont faibles.

Les activités de la communauté chrétienne se voient renforcées par l'arrivée de nouvelles personnes, des religieux et des laïques de partis de gauche qui trouvent dans la communauté un espace de participation. Le christianisme populaire et la politique s'unissent alors pour donner forme à une lutte contre les violations des droits de l'homme.

C'est aussi le moment où la famille Vergara Toledo arrive à la communauté (1975). Cette dernière va jouer un rôle fondamental dans l'histoire de la VF et l'histoire du pays dorénavant.

D'autre part, chaque personne qui cherche à effectuer un sacrement doit se rapprocher de cette église qui rompt avec le paradigme traditionnel, ce qui signifie accepter et partager une série de valeurs faisant partie de cette communauté. L'église devient de cette façon l'élément central de la politisation de la VF.

La communauté chrétienne crée ainsi une bourse de travail en 1975 et le groupe d'alcooliques anonymes la même année. Ensuite, un groupe d'étudiants universitaires arrive pour mettre en place un pré-universitaire populaire<sup>182</sup> lequel permet à de nombreux jeunes de participer à des activités externes à la communauté chrétienne. Même si dans un

---

<sup>180</sup> *Ibidem*, p. 106

<sup>181</sup> DE LA MAZA G., GARCÉS M., *La explosión de las mayorías, protesta Nacional 1983-1984*, op. cit, p.13.

<sup>182</sup> Le pré-universitaire est l'équivalent d'une « prépa » où les jeunes qui finissent le lycée se préparent pour passer le test d'entrée aux universités. Normalement ces établissements sont privés et assez chers ce qui créa depuis longtemps une discrimination liée à la situation économique de familles dans l'entrée aux universités.

premier temps les *pobladores* de la VF se méfient des personnes externes à la *población*, ces jeunes se rendent indispensables vu qu'ils permettent une passerelle entre les activités chrétiennes, qui intéressent moins la jeunesse de la VF, vers cette activité qui devient une solution aux désirs de participation notamment politique que les jeunes expriment de plus en plus. L'un des premiers étudiants de ce pré-universitaire est Pablo Vergara Toledo, assassiné par la Dictature en 1985.

Au sein du pré-universitaire se coordonnent particulièrement les actions de la grève de la faim des familles de détenus disparus de la *población*, qui se déroule entre le 2 mai et le 7 juin 1978. Cet événement marque l'éclatement des contradictions entre Foi et politique. La communauté chrétienne devient le lieu concret de politisation et ses activités quotidiennes reflètent ce changement.

En outre, les jeunes s'organisent progressivement en dehors du cadre religieux et de plus en plus sur une logique politique, ainsi en 1979 se crée le Centre Culturel. L'une des caractéristiques principales du groupe est de promouvoir le développement de la formation de ses membres à travers l'autodidaxie et l'éducation politique motivée par les étudiants universitaires<sup>183</sup>.

La communauté de jeunes met aussi en place jusqu'à l'année 1981 le centre d'appui scolaire (CAE) pour les enfants en difficulté scolaire. En dehors des valeurs de solidarité et de coopération, cette activité représente une manière de donner d'autres contenus à l'enseignement des enfants. C'est une façon d'installer une résistance culturelle contre les enseignements de la dictature. De cette expérience, et à cause du travail des femmes de plus en plus répandu, surgit le *Jardin infantil Villa Francia* (crèche), cette initiative complète l'ensemble des activités d'éducation populaire mise en place dans la *población*.

G. De La Maza et M. Garces expliquent que dans les secteurs *poblacional*, se génèrent une multiplicité d'organisations dépourvues de cadre légal, qui normalement fonctionnaient sous la tutelle de l'église et que l'on peut diviser en trois types : de subsistance (d'assistance, solidaire ou d'auto-aide) ; orientée vers la revendication ; et culturelles-politiques (culturelles, de jeunesse, communautés chrétiennes, de droits de l'homme, etc.). Toutes ses organisations se caractérisent par un travail de caractère éducatif populaire<sup>184</sup>. Les participants à ces activités parlent d'initiatives démocratiques, égalitaires et horizontales. Ces valeurs donnent donc forme aux actions mises en place à

---

<sup>183</sup> CABRERA MOLINA E, *op. cit.*, p. 136

<sup>184</sup> DE LA MAZA G., GARCÉS M., *La explosión de las mayorías...*, *op. cit.*, p.15

VF. Les membres de ces activités vont intégrer en définitive les nouvelles formes de résistance, plus directes, plus politiques, qui s'installent à partir de 1982.

### 3.3. La proteste (1982-1986): renouveau de la révolte populaire

En 1982 la crise économique se fait sentir fortement au Chili, le gouvernement dévalue la monnaie, plus de deux mille entreprises sont en faillite et le chômage galopant atteint presque 40% dans certaines régions. Les salaires sont revus à la baisse et le pouvoir d'achat chute à des niveaux intolérables pour une population déjà assez pauvre. L'État commence l'application des mesures néolibérales et l'orthodoxie économique est appliquée dans tous les domaines de la vie nationale.

Par ailleurs, les syndicats et toutes les organisations de travailleurs sont décimés, les nouvelles normes du travail effacent toutes les conquêtes que le mouvement ouvrier et populaire avait obtenues à la suite de longues luttes<sup>185</sup>. Tous les espaces de participation et de construction d'une identité populaire sont en conséquence fermés.

Comme l'expliquent G. De la Maza et M. Garces, le régime politique au début des années 1980 présente quatre caractéristiques :

- Il s'agit d'un régime autocratique, fondé sur l'appui des forces armées, sans mécanismes de participation civile et sans l'appui effectif de diverses couches de la population ;
- Il s'agit d'un régime éminemment répressif, son arme de dissuasion fondamentale est la répression légale ou extralégale ;
- Le projet d'institutionnalisation (Constitution de 1980) qui légalise la répression est soutenu par les forces armées ;
- Au sein des éléments d'appui civil surgissent des tensions importantes autour de l'administration de la crise économique. S'observent alors deux secteurs : d'une part les « nationalistes » plus durs qui insistent sur le caractère permanent du régime, et qui proposent un rôle plus actif de l'État avec des politiques plus populistes ; et d'autre part, les « *aperturistes* » qui proposent une démocratie restreinte et vigilée en envisageant un changement du régime dans l'avenir. Cependant, ces deux groupes sont

---

<sup>185</sup> *Ibidem*, p.10.

subordonnés au pouvoir des forces armées, ils n'ont donc pas un poids réel dans la gestion du régime militaire<sup>186</sup>.

En termes économiques, les débuts des années 1980 montrent d'une part un pays appauvri, mais surtout avec de grandes différences sociales liées principalement à l'exclusion des grands secteurs de l'appareil productif. D'autre part, il apparaît une augmentation de l'emploi informel et le développement d'un secteur tertiaire réduit, mais puissant, lié à la finance et au commerce extérieur. Il est possible d'observer un vaste secteur exclu de la vie économique et un petit groupe intégré qui bénéficie de la modernisation de l'économie.

D'autre part, les rapports entre la société et l'État s'effondrent, avec l'établissement d'un fort contrôle sur la communication massive qui exclut les groupes non partisans. Ces mesures du régime cherchent l'endoctrinement communicationnel de la population et la suppression du rôle de médiation qu'occupent d'autres acteurs du système démocratique.

Dans ce cadre de crise économique et d'inexistence d'instances de participation, commencent en 1982 les premières journées de contestations avec les « *marchas del hambre* », les réponses aux appels restent cependant très limitées.

À la VF, la première protestation populaire où la participation est importante a lieu le 11 mai 1983. Des milliers de personnes se réunissent sur l'Avenue Cinco de Abril avec des casseroles et autres couvercles (*cacerolazos*) pour marcher jusqu'à l'avenue Las Rejas. Il s'agit de manifestations familières où tous sortent dans la rue, les jeunes commençant pourtant à se faire remarquer par leur investissement dans ces activités. Parmi eux, ceux qui participent à la communauté chrétienne de jeunes, qui à cette époque compte environ 70 membres divisés dans différents comités : culture, récréation, réhabilitation (drogues et alcool) et travail. Les frères Vergara Toledo participent à ce dernier qui présente de forts liens avec le monde des étudiants universitaires.

Les jeunes commencent à créer progressivement de nouvelles organisations, plus politiques que la communauté chrétienne, et à créer des alliances avec d'autres organisations. C'est ainsi que les jeunes *pobladores* se retrouvent à participer à des protestations avec des étudiants du *Pedagógico*<sup>187</sup>, et des membres du MIR.

---

<sup>186</sup> *Ibid.*, pp. 10-11

<sup>187</sup> *Peda* ou *Pedagógico* est le surnom donné à l'université métropolitaine de sciences de l'éducation qui forme les professeurs d'école et de lycées à Santiago, caractérisé par une participation forte de ses étudiants à des actions politiques radicales.



Au niveau national, la protestation populaire qui surgit en mai 1983 constitue l'expression sociale du mécontentement cumulé par la société chilienne durant 11 ans de régime militaire sous l'égide d'une crise économique sans solution. La protestation devient l'élément catalyseur de la crise qui cherche à s'exprimer dans le champ de la politique<sup>188</sup>. L'efficacité de celle-ci se trouve dans sa capacité articulatoire, qui se retrouve lorsqu'elle donne un sens politique au mécontentement de la société. La protestation représente de ce fait la redéfinition des expressions sociales et politiques, en dehors de l'État, mais en référence et lutte contre celui-ci, à cause de son caractère exclusif et non participatif<sup>189</sup>.

Cette rencontre active et expressive produit deux conséquences : elle ouvre l'espace pour la constitution d'acteurs politiques qui cherchent à représenter et conduire la société ; et favorise une reconstruction d'expressions de la société civile, particulièrement chez les jeunes, qui s'expriment directement dans la lutte contre le régime.

Ces deux éléments sont solidaires concernant l'objectif d'en finir avec le régime. Cependant avec l'évolution des événements, la stratégie de l'action directe se rend indépendante de la lutte civile et reproduit dans certaines situations une sorte d'avant-gardisme scindé des majorités<sup>190</sup>. Cela sera l'une des causes de l'abandon et de la répression des mouvements d'action directe lors du retour de la démocratie.

À la VF, les conséquences directes de ce processus sont l'arrivée d'un grand nombre d'étudiants du *Pedagógico* invités par Eduardo Vergara Toledo. Ceux-ci, extérieurs à la *población*, viennent pour s'intégrer à la communauté chrétienne de jeunes dans le comité de travail dirigé par Pablo Vergara Toledo et Tito Ravanal. S'intègrent ainsi à la communauté chrétienne, un groupe de jeunes du même âge que ceux qui y participent déjà, mais avec une origine socio-économique différente et surtout avec une culture politique que les autres jeunes ne possèdent pas.

L'engagement politique des jeunes de la VF commence l'année 1982 lorsqu'une forte tempête inonde une partie de la *población*, les jeunes s'organisent pour aider les habitants de la VF, et c'est au sein de ce volontariat qu'ils sont attirés par le MIR et par les jeunesses communistes (JJ.CC), principalement.

---

<sup>188</sup> *Ibid.*, p. 18.

<sup>189</sup> Dans chaque explosion sociale, c'est l'impossibilité des secteurs populaires de se faire entendre et de participer à la construction de cette entité appelée État qui se présente comme une de causes de l'exclusivité et de la non-participation

<sup>190</sup> *Ibid.*, p.21

La communauté chrétienne se vide de la plupart de ses membres, mais elle a déjà rempli une mission, celle de donner à ces jeunes les bases d'une carrière militante.

Par ailleurs, les journées de protestation de 1983 donnent naissance aux pratiques de violence politique qui perdurent jusqu'aujourd'hui : les sabotages, les coupures d'électricité, les barricades dans des rues spécifiques<sup>191</sup> et les affrontements avec la police. Les actions directes se planifient trois jours à l'avance, et ce sont durant ces réunions que les groupes subversifs commencent à diriger les protestations dans la *población* par le biais d'une *Coordinadora*. Parmi eux le MIR, les JJ.CC, le *Frente Patriótico Manuel Rodríguez* (FPMR) et plus tard le *Movimiento Juvenil Lautaro* (MJL). Le fonctionnement de cette *Coordinadora* est raconté dans le récit d'une *pobladora* :

« ...ils venaient tous de l'extérieur et ils faisaient tout, se planifiait avec eux. [...] les planifications déchiraient, déchiraient parce que tout était planifié de manière méticuleuse. Tout ce qui se faisait était avec un horaire, les gens qui coupaient les routes [...] les femmes qui avaient prêtés leurs maisons où on stockait les pneus [...] et où on allait couper la rue combien des tranchées on allait construire, les piques et les pelles, tout cela était planifié, tout...<sup>192</sup> ».

Cependant, les pratiques apprises par les jeunes de la VF durant les premières années de la Dictature créent les premières fissures avec les groupes externes : ils arrivent, ils planifient, mais ils ne se mêlent pas de l'action directe ou très peu ou seulement au début, ils laissent les aspects les plus dangereux, c'est-à-dire les affrontements avec la police pour les habitants de la VF. Ces attitudes provoquent un ressentiment de la part des jeunes *pobladores*. En outre, les formes de faire de la politique des agents externes (plus traditionnelle, et verticale) rentrent en ouverte contradiction avec la façon de faire à VF, plus démocratique et horizontale, bref, plus intégratrice. Dans ce cadre, chaque groupe politique veut prendre le pouvoir, les réunions de la *Coordinadora* deviennent ainsi un endroit de luttes entre factions qui veulent imposer leurs idées.

En termes de pratiques, un exemple de ce qui reste jusqu'aujourd'hui ce sont les coupures de route à l'aube : les jeunes doivent se préparer à quatre heures ou cinq heures du matin pour mettre en place une coupure de route qui doit empêcher le déplacement aux heures de pointe. Une partie importante de cette discipline provient du travail organisé au sein de la communauté chrétienne, présente au moment même des actions directes où le récit d'un passage de la bible ou une prière faisaient souvent partie du rituel.

---

<sup>191</sup> Les rues qui historiquement se coupent avec des barricades sont Yelcho avec l'avenue 5 de Abril, et Luis Infante Cerda avec Lo Errazuriz.

<sup>192</sup> Entretien extrait de CABRERA MOLINA E., *op. cit.*, p. 162.

Comme le signale ce récit, et comme on peut témoigner actuellement :

« Je me souviens une fois où on était environ 70 [...] on se couchait, il fallait aller entièrement vêtu de noir et on se couchait habillé en noir, complètement, et avec une montre, en silence, réveillé et à quatre heures du matin le réveil sonnait...et on se levait à quatre heures du matin. On était à ce point convaincu [...] il était quatre heures du matin et c'est quelque chose que je me rappelle comme si c'était hier, de voir des silhouettes noires partout, quatre ou cinq gars en sortant de différents passages, on était environ 70...<sup>193</sup> ».

Parmi les jeunes qui organisent les actions à la VF se trouvent les frères Eduardo de 19 ans et Rafael Vergara Toledo de 18 ans, assassinés le 29 mars 1985 ; date qui deviendra dorénavant la journée du jeune combattant, leur frère aîné, Pablo, sera assassiné trois ans après en 1988 à l'âge de 25 ans.

Ces trois frères, qui facilitent l'entrée du MIR à la VF, se transforment en leaders et référents de la *población*, mais plus que par leur engagement politique, c'est par leur solidarité, leurs valeurs et leur foi chrétienne. Ils sont l'archétype des jeunes issus de la communauté chrétienne. Même si leur activisme devient principalement politique, ils évitent d'imposer ce même activisme aux autres jeunes de la VF.

C'est pourquoi le jour des funérailles de Rafael et Eduardo le 31 mars, le déplacement de ses restes de la VF jusqu'à l'église Jésus Obrero se réalise au milieu d'une foule que la chapelle ne peut pas contenir, le défilé vers le cimetière se déroule, comme le signale le prêtre Roberto Bolton : « entre drapeaux, acclamations, consignes et chants, ces actes revêtaient un mélange de foi publique religieuse et de combativité vibrante non observée auparavant au Chili<sup>194</sup> ».

En effet, à VF se fondent deux visions du monde qui découvrent un facteur commun et se dédient à construire et alimenter ce facteur d'union. Ainsi l'église et ensuite les groupes subversifs se nourrissent de cadres militants disciplinés, avec une forte capacité de direction, capacités oratoires, charisme et un degré de compromis et de dévouement que d'autres secteurs ne connaissent pas<sup>195</sup>.

---

<sup>193</sup> *Ibidem*, p. 174

<sup>194</sup> BOLTON R., *Memoria Histórica de los oprimidos*, témoignage mis en ligne par l'auteur, Santiago, 1986, p 37

<sup>195</sup> CONTRERAS LINEO S. et IBARRA CORTES L., *op. cit.*, p. 115

**Tableau N°4****Morts et disparus de Villa Francia**

Année	Nom	Âge	Type de délit
1974	Enrique Toro		Détenu disparu
1974	Eduardo Lara		Détenu disparu
1974	José Villagra		Détenu disparu
1974	René Menares	30 ans	Détenu disparu
1974	Domingo Medina	30 ans	Exécuté politique
1983	Pedro Flores	20 ans	
1983	Rudesindo Villegas	40 ans	
1984	Erika Sandoval	15 ans	
1985	Eduardo Vergara Toledo	19 ans	Assassiné
1985	Rafael Vergara Toledo	18 ans	Assassiné
1985	Ervin Iturra	22 ans	Assassiné
1986	Miguel Leal	18 ans	
1988	Luis Silva	14 ans	Assassiné
1988	Pablo Vergara Toledo	25 ans	Assassiné

Source : Atelier Recuperando la memoria Historia Villa Francia

En résumé, ce sont les pratiques horizontales et communautaires caractéristiques de la VF qui sont adoptées progressivement par les manifestants d'aujourd'hui, ces jeunes populaires cherchent des actions et des façons de faire autonomes, planifiées, mais sans le dirigisme et la verticalité distinctives des groupes subversifs des années 1980. Lesquels laissent cependant d'autres types de traces, permettant la perpétuation de formes de lutte et des discours dans la mémoire collective des jeunes chiliens.

#### ***4. Les groupes subversifs : une militance au service du peuple***

Nous finaliserons ce chapitre avec l'analyse du rôle joué par les groupes subversifs en tant que principaux agents de résistance violente, leur organisation et les principaux événements qui ont marqué l'histoire de ces groupes ainsi que leur implication dans l'organique communautaire.

Trois organisations seront décrites et analysées : le Mouvement de Gauche Révolutionnaire (MIR) ; le Front Patriotique Manuel Rodriguez (FPMR) et le Mouvement de Jeunes Lautaro (MJL). Nous essayerons de dégager des éléments discursifs, symboliques et pratiques que ces groupes ont laissés en héritage aux jeunes activistes radicaux actuels.

La reconstitution des groupes subversifs commence avec le retour de l'exil des premiers cadres militaires du FPMR, cela se produit en 1983, précisément, quand la période de contestation populaire se cristallise et quand les défaites subies par le MIR sont en train de l'anéantir.

L'histoire de ces types de formations est cependant plus longue. Si l'on se base sur les actions et les objectifs de ces organisations, leur genèse, en ce qui concerne leurs pratiques, peut se retrouver dans le banditisme rural des milieux du XIXe siècle. Celui-ci est un type d'insurrection liée aux conflits terrains dans la société chilienne préindustrielle. Le banditisme présente en effet une légitimité élevée dans les secteurs populaires<sup>196</sup>. La société chilienne du XIXe se caractérise par de forts mouvements migratoires internes. Ces déplacements génèrent à l'intérieur de la société une vision du monde et de soi-même différente de celle d'un groupe social établi de manière permanente, de cette façon, l'image construite de la personne qui conteste l'ordre établi devient une vision magique, un mélange de peur et d'admiration pour celui qui possède une vie alternative plus libre<sup>197</sup>. Cette sorte d'avant-garde n'a pourtant pas assimilé des attitudes revendicatives de classe à cette époque.

L'arrivée massive des secteurs populaires dans les villes provoque des problèmes sociaux et urbains, lesquels ont été largement évoqués dans le premier chapitre. Dans ce contexte et durant presque un siècle, l'unique forme de résistance observée est l'émeute, le vandalisme et le pillage. Il faut attendre les années 1960 pour que des groupes s'organisent pour mener une lutte armée contre l'État et les élites nationales.

#### **4.1. Le mouvement de gauche révolutionnaire MIR : Peuple, conscience et fusil<sup>198</sup>**

La naissance du MIR au mois d'août 1965 va bouleverser la vie politique chilienne. Issu d'un ensemble de groupes révolutionnaires, le MIR s'organise pour disputer la conduite du mouvement populaire au sein de la gauche traditionnelle. Dans sa profession de foi, le MIR se visualise comme l'avant-garde marxiste-léniniste de la classe ouvrière et des couches opprimées du Chili. La finalité brandie par le MIR est de renverser le système capitaliste et de le remplacer par un gouvernement d'ouvriers et de paysans<sup>199</sup>. Il se déclare

---

<sup>196</sup> GOICOVIC DONOSO I., "Consideraciones teóricas sobre la violencia social en Chile 1850-1930", *ULTIMA DÉCADA* N°21, CIDPA, 2004, p. 129.

<sup>197</sup> *Ibidem*, p. 131.

<sup>198</sup> Pueblo, conciencia y fusil, MIR, MIR, MIR!! Était une partie de l'hymne et ensuite devient le cri de guerre du mouvement de gauche révolutionnaire.

<sup>199</sup> MIR, Declaración de principios, Santiago du Chili, in *El Rebelde*, Septembre 1965

anti-impérialiste, anticapitaliste et socialiste. Le MIR dénonce également les pratiques de la gauche traditionnelle, en particulier la lutte pour reformer le capitalisme, l'électoralisme, l'abandon de l'action directe, bref la voie pacifique et parlementaire au socialisme<sup>200</sup>.

Le MIR propose l'insurrection populaire armée comme unique chemin pour abolir le régime capitaliste. L'introduction des formes de lutte armée comme stratégie d'affrontement contre l'État et les classes dominantes est donc la principale contribution théorique et pratique du MIR. Il structure à partir de 1967 des Groupes politico-militaires, des structures organiques intermédiaires qui s'approchent des groupes populaires dans une politique de recrutement de militants.

Dans cette politique expansive s'articule une ligne de fronts<sup>201</sup> intermédiaires – *Frente de trabajadores revolucionarios*, FTR ; *Movimiento Universitario de Izquierda*, MUI ; *Frente de estudiantes Revolucionarios*, FER ; *Movimiento Campesino revolucionario*, MCR ; et *Movimiento de Pobladores Revolucionarios*, MPR.

Ainsi, pour le MIR, la crise du pouvoir peut se résoudre uniquement à travers la guerre révolutionnaire irrégulière et prolongée. Lors du coup d'État l'attitude du MIR n'est pourtant pas celle attendue, le mouvement populaire de masse déconcerté, frappé et fragmenté demeure passif, effrayé, et ne développe aucune résistance. À partir de 1973, la nouvelle ligne stratégique s'accroît dans la composante politico-militaire, spécifiquement dans la guerre révolutionnaire, néanmoins, cette ligne stratégique s'interrompt par l'action violente des appareils de sécurité de l'État, ainsi entre les années 1974 et 1975 des milliers de militants et auxiliaires sont arrêtés, torturés, assassinés ou disparus. En 1978 s'organise *l'Operación retorno*, où des cadres politiques militaires en exil doivent se réinsérer dans le pays. Une série de défaites désarticule pourtant le contingent guérillero entre 1981 et 1983. Ainsi lorsque l'insurrection des secteurs populaires se déclenche à partir des protestations de 1983, le MIR se trouve pratiquement démantelé.

À partir de 1984, le MIR met en place la politique de soulèvements populaires dans les quartiers périphériques de Santiago, cette politique est nommée : stratégie de guerre populaire prolongée (EGPP) et se caractérise par l'incorporation de centaines des jeunes *pobladores* à la lutte milicienne. C'est sous cette stratégie que les jeunes de VF sont

---

<sup>200</sup> GOICOVIC DONOSO I, "Teoría de la violencia y estrategia de poder en el Movimiento de izquierda Revolucionaria, 1967-1986" *op. cit.*, p. 5

<sup>201</sup> La logique de construction de fronts restera présente comme pratique des collectifs et groupes d'action directe

recrutés. Néanmoins, en 1986 le MIR se divise en deux factions, pour finalement se voir complètement désarticulé en 1990 avec la sortie négociée de la dictature.

Actuellement, ce sont surtout les aspects romantiques du mouvement qui perdurent. Son mysticisme et le lien avec une jeunesse illustrée qui s'intéresse aux problèmes du peuple, c'est l'héritage du MIR. De ce fait, il se retrouve encore présent dans certaines universités, mais son héritage dans le monde populaire, du moins dans ses pratiques de VPP, n'a pas été celui escompté.

#### **4.2. Le Frente Patriótico Manuel Rodriguez et le plan de soulèvement national**

Le déclin du MIR contraste avec l'essor du FPMR, le bras armé du Parti communiste (PC), qui néanmoins, à partir de 1985, développe une nouvelle culture politique, différente de celle du PC, qu'on appellera le *rodriguismo*. Sa naissance peut être datée en décembre de 1983, même si la formation des cadres commence en 1974, avec la « politique de rébellion populaire des masses » et de « sortie insurrectionnelle » de la dictature<sup>202</sup>.

L'objectif du FPMR en tant qu'organe militaire du PC, est de produire l'effondrement politique et moral des forces armées grâce à des coups et des actions militaires. Cet objectif est élaboré lorsque le PC conclut qu'une sortie pacifique et consensuelle de la dictature n'est plus possible, et que le mécontentement populaire, lié à la crise économique et reflété dans les journées de protestations de 1983, donne la possibilité d'incorporer dans la lutte contre la dictature des milliers de Chiliens. De cette façon, le PC et une partie importante de la population assument la violence politique populaire comme légitime dans la lutte contre le régime.

En ce qui concerne ses objectifs politiques, le FPMR acquiert la forme d'un appareil orienté à développer des actions armées capables de dépasser la légalité du régime et ainsi introduire la désobéissance civile et la déstabilisation. Son objectif est de créer une situation de non-gouvernabilité<sup>203</sup>.

Parmi les actions de violence politique que le FPMR développe pendant ses années d'activité nous pouvons signaler : assaut des casernes, attentas à des institutions publiques, explosion de tours électriques ou de rails de train, sabotages d'entreprises, exécution et

---

<sup>202</sup> PEREZ SILVA C., "Violencia y política en las publicaciones clandestinas bajo Pinochet: la palabra armada en el FPMR. Chile, 1983-1987", *Revista de historia social y de las mentalidades*, Departamento de historia Universidad de Santiago de Chile, N° XII, Vol. 2, 2008, p. 73.

<sup>203</sup> *Ibidem*, p. 77

enlèvement de membres des agences de sécurité, vols (récupérations) d'argent, armes, aliments, etc., occupation de territoire par les armes, embuscades et propagande armée.

La légitimation des actions de violence politique comme unique moyen d'en finir avec la dictature se fait à travers une série d'actions de propagande et parmi elles : l'occupation de radios, les conférences de presse et la publication de revues et de livres. La publication de la revue « *El Rodriguista* » est l'élément fondamental dans cette politique de propagande qui sert également à configurer l'identité politique de la militance armée.

Cet organe du PC créé par des officiers formés pendant les années d'exil, surtout à Cuba, s'autonomise progressivement des hiérarchies politiques partisans. Le PC voit le FPMR principalement comme un élément opérationnel, néanmoins le FPMR, lorsque la manifestation contre le régime se massifie, désire augmenter ses niveaux d'incidence politique à partir de son action de rébellion populaire<sup>204</sup>. L'événement qui marque cette autonomisation est l'attentat au cortège du Général Pinochet le 7 septembre 1986 réalisé par cet appareil militaire sans le consentement du commandement politique<sup>205</sup>.

L'identité *rodriguista* se forge dans la vie militaire que ces jeunes mènent à Cuba ou lors de leur participation à la Guerre révolutionnaire nicaraguayenne. Cette dernière leur permet la participation active à une véritable révolution armée et de ce fait le tissage de loyautés qui sortent de la logique traditionnelle des partis politiques. Cette identité se voit renforcée par l'attitude du PC à prendre la question militaire comme une annexe ou complément d'une ligne politique. Cette construction identitaire se solde avec la création de mythes et de symboles. Le FPMR crée donc son propre blason, où le « F » se transforme en un fusil, son hymne connu comme *la marcha del frente* et à partir 1984, il dispose de sa propre publication avec la revue appelée *El Rodriguista*. Il compose enfin son propre serment d'une forte valeur symbolique et éthique, dans lequel la loyauté au FPMR prime sur celle allouée au PC.

---

<sup>204</sup> *Ibid.*, p. 76

<sup>205</sup> ALVAREZ VALLEJOS R., "Los hermanos rodriguistas. La división del Frente Patriótico Manuel Rodríguez y el nacimiento de una nueva cultura política en la izquierda chilena. 1975-1987", *Revista Izquierdas*, año 2, N° 3, 2009, p. 3





Image N°11: désertion d'un policier, Source : El Rodriguista N°35, 1988, p.28

En 1987, le FPMR et le PC se scindent et les militants officiers-militaires forment le *Frente-autonomo* qui, avec des objectifs politico-militaires, continue son action jusqu'aux premiers gouvernements de la *Concertación*.

#### **4.3. Jeunes, rebelles et armés : le Lautaro et le pouvoir populaire**

Le troisième groupe d'importance dans la scène subversive des années 1980 et 1990 est le *Movimiento Juvenil Lautaro* (MJL ou Lautaro). Ses origines se trouvent liées à ceux du *Movimiento de Acción Popular Unitaria* (MAPU), parti de gauche qui se détache du Parti démocrate chrétien en 1969. L'idée centrale dans l'idéologie du Lautaro est le pouvoir populaire, c'est-à-dire, que le peuple puisse avoir une action effective dans la prise de décision. Cet exposé idéologique configure, d'une certaine façon, les idéaux de jeunes activistes actuels avec des éléments comme la démocratie directe et l'horizontalité, entre autres.

Le MAPU dans ses origines n'est pas un groupe qui cherche la voie armée. Ses membres soutiennent le gouvernement de l'UP faisant un fort travail de base où se conforme une façon particulière de s'organiser en cellules, appelées Groupes d'Action Populaire (GAP). Les GAP servent principalement à la réalisation de propagande (tracts, affiches, pamphlets, peintures murales, etc.).

Le coup d'État fait périlcliter le mouvement naissant, ses membres partent en exil, sont incarcérés, assassinés ou deviennent des clandestins. La reconstruction du mouvement

prend 10 ans, durant lesquels les principaux acteurs sont les jeunes, certains sans même se rendre compte que leur travail associatif et communautaire devient nettement politique. En effet, le MAPU se sert de l'infrastructure physique et sociale que donne l'église, comme nous l'avons observé avec la communauté chrétienne de VF, cette logique se répète dans d'autres *poblaciones* investies par ce mouvement, principalement dans la zone Sud de Santiago.

Ainsi, la nette participation de jeunes donne de nouvelles perspectives à la façon de se confronter à la dictature. Il y a, d'une part, ceux qui ont vécu le succès et la défaite du gouvernement de l'UP et qui cherchent une sortie consensuelle, et, d'autre part, les jeunes qui observent l'UP comme un élément auquel ils s'attachent, mais non plus comme un référent d'action, car ils sont conscients de sa fin et pensent donc l'affrontement direct comme unique issue<sup>206</sup>.

Le passage d'une action défensive vers une « résistance insurrectionnelle » passe d'abord par des actions de propagande, des consignes sur les murs, distribution de pamphlets contre le régime et des actions de sabotage. Le R encerclé tagué partout devient le symbole de cette résistance. Ces actions sont le premier filtre entre les jeunes qui préfèrent rester à la paroisse et ceux qui prennent l'action directe. Cette dernière se manifeste à travers la création de brigades, des groupes réduits qui jettent des pamphlets, font des barricades, coupent l'électricité, brûlent des pneus, tirent des bombes Molotov et escarmouchent avec la police.

Les différences entre « jeunes » se trouvant au Chili et « vieux » se trouvant à l'étranger finissent néanmoins par faire périlcliter le MAPU ; entre l'action directe promue par les jeunes et une politique du consensus promue par les vieux ; et entre le travail populaire réalisé dans les *poblaciones* et l'organisation dans l'exil. La direction politique dans l'exil décide de dissoudre l'organisation pour s'allier à la convergence socialiste qui deviendra postérieurement la *Concertación*. Les jeunes au Chili décident de leur côté de fonder une nouvelle organisation qu'ils appelleront MAPU-Lautaro, du nom du chef de guerre Mapuche *Leftrarú* en *mapudungún*. Le travail de base de cette organisation sera coordonné par le MJL. Tout cela se passe dans la cinquième plénière du Parti en 1983 au moment où les protestations populaires explosent.

---

<sup>206</sup> ORDENES HERMOSILLA H., *Jóvenes rebeldes y armados, teoría, identidad y praxis del MAPU-Lautaro*, Informe de Seminario de grado para optar al grado de Licenciado en Historia, Universidad de Chile, 2007, p. 124.

L'idéologie de ce mouvement montre clairement des tendances autonomistes et anti-autoritaires, d'abord dans leur aversion au PC, aux structures pyramidales formées au sein de la stratégie des cellules du FPMR ou du MIR et pour sa préférence pour l'action directe primant sur le travail politico-réflexif. Ils s'organisent ainsi en « *piños* » c'est-à-dire en groupes de six personnes maximum qui se forment dans les *poblaciones* pour mener l'action directe, leur objectif étant d'agir dans le présent.

Un exemple d'action directe des années 1980 menées par le MJL est détaillé de la façon suivante :

« En 1980 on a fait une barricade, on était environ 26 dans cette barricade. Je me souviens qu'il y avait trois personnes qui posaient les pneus, trois qui jetaient des bouteilles (cocktails Molotov) et trois personnes qui allumaient le feu [...] ensuite chacun avait une personne qui devait surveiller la sortie. Si l'on était neuf, on en avait neuf de plus [...] nous n'avions pas d'armes, sinon seulement un estoc ou un gourdin<sup>207</sup> ».

La suite de ces actions de désobéissance se trouve dans ce qu'ils appellent les récupérations, un pas en avant dans l'action directe violente, l'exemple le plus marquant ce sont les « Bata », pratique que consiste à saccager les magasins de la multinationale de chaussures. Ce sont des actions qui cherchent à donner une réponse aux besoins des secteurs populaires. Ces actions signifient une préparation minutieuse et la participation d'au moins une trentaine de jeunes. Elles se passent de la façon suivante : une partie de jeunes retient les travailleurs, une autre prend les boîtes de chaussures et les jette dans la rue, une autre vide les caisses du magasin, d'autres prennent les boîtes de chaussures et les partagent dans les *poblaciones*, un dernier groupe coupe les rues et fait de la propagande. Le risque de ces actions n'est pas nécessairement lié aux gains matériels obtenus, elle a une signification symbolique qui est de montrer aux secteurs populaires que les besoins doivent être satisfaits par la récupération et par l'occupation. L'importance n'est pas militaire comme c'est le cas pour le MIR ou le FPMR, sinon dans la massivité et l'illégalité de l'action. Ceci permet de créer une identité propre *Lautarina* centrée sur le micro, le local et le quotidien, autrement dit l'exercice du pouvoir ici et maintenant, composante idéologique principale dans l'action directe des jeunes populaires aujourd'hui. Comme l'explique C. Moyano :

« si le pouvoir était exprimé dans de multiples espaces, la lutte devait aussi être multiple. L'idée de tracer un R encerclé exprimait tantôt une action de révolte tantôt une résistance à la domination [...] les actions si insignifiantes qu'elles semblaient être face aux grands défilés et

---

<sup>207</sup> Entretien extrait de ORDENES HERMOSILLA H, *ibidem*, p. 133.

grandes démonstrations de force d'autrefois, se pensaient qu'elles finiraient pour devenir effectives, car le pouvoir n'était pas seulement dans l'État, il était dans les savoirs, dans l'impérialisme, dans les espaces publics et les espaces privés. Tout acte quotidien, devait en effet avoir un quota de conscience et de résistance nécessaires afin d'affaiblir les fondements de la dictature [...] les journées de protestation nationale montrent ainsi un sujet autonome des partis politiques, un sujet social-populaire-rebelle<sup>208</sup> ».

La fin de la période de protestation en 1985 est suivie d'une radicalisation du MJL qui finit par la militarisation du mouvement et l'indépendance définitive de sa matrice. Le MAPU-Lautaro de son côté devient un organe de réflexion politique sans grand impact sur la nouvelle phase du MJL. Cette nouvelle période se manifeste dans la consigne de l'organisation qui apparaît en 1987 « jeunes, rebelles et armés », cela signifie l'éloignement de l'identité subversive de masse et la naissance d'une identité politico-militaire. Cette période présente également d'autres caractéristiques, la jeunesse populaire de *poblaciones* qui forme la grande masse de militants du MJL s'éloigne du projet et ce sont les étudiants et surtout les lycéens qui prennent le relais. Même si parmi les lycéens, certains sont d'origines populaires, le concept de mouvement de jeunes dépasse celui de populaire<sup>209</sup>. Le départ de cette jeunesse populaire signifie une diminution de militants. Celle-ci est comblée par un développement de la propagande avec la création de la revue *El Pueblo Rebelde Vencerá*. De nouveaux objectifs sont aussi fixés : la lutte contre l'impérialisme, les forces armées, les groupes économiques et la « démocratie bourgeoise ». Ce dernier objectif, lié au déclin du MIR et du FPMR, permet la continuité des actions du Lautaro en démocratie. Étant le dernier référent, le mouvement commence une phase de radicalisation qui le mène à appliquer dans sa praxis l'idée de guerre totale et permanente contre l'État. Aux récupérations s'ajoutent des actions militairement plus évoluées comme la libération d'un prisonnier qui coûte la vie à trois policiers et un gardien de prison ou l'assaut à la banque O'higgins qui coûte la vie de huit personnes, entre policiers, militants et passagers d'un bus du transport public. Avec ces actions commence aussi le déclin du mouvement qui voit partir (incarcérés, morts ou décrochés) un grand nombre de ses effectifs déjà limités.

En termes idéologiques le Lautaro s'éloigne de plus en plus de la gauche traditionnelle. Le Lautaro refuse la culture du martyrologe, de la gauche souffrante, qui pleure ses morts, les droits de l'homme ou la violence de la dictature, ils veulent selon

---

<sup>208</sup> MOYANO BARAHONA C., "De Gramsci a Foucault: los referente teóricos y los inesperados rumbos de la Renovación Socialista en el MAPU 1973-1989". Article électronique: [http://web.uchile.cl/vignette/cyberhumanitatis/CDA/texto\\_sub\\_simple2/0,1257,PRID%253D16159%2526SID%253D16169%2526ISID%253D576.00.html](http://web.uchile.cl/vignette/cyberhumanitatis/CDA/texto_sub_simple2/0,1257,PRID%253D16159%2526SID%253D16169%2526ISID%253D576.00.html).

<sup>209</sup> ORDENES HERMOSILLA H, *op. cit.*, p. 153.

leurs propres mots « construire autre chose, mais avec la joie et la subversion<sup>210</sup> ». Situation plus ou moins compressible du fait de ne pas avoir des martyrs parmi eux et de la jeunesse de ses membres. Dans cette idéologie de la subversion et de la joie, la satisfaction des besoins avec l'appropriation et la récupération devient un élément central, en termes principalement propagandistes, leur objectif est de signaler au peuple qu'ils doivent s'emparer de tout ce dont ils avaient été spoliés. Dans cette même logique surgit pendant la dictature la politique du « sexe est à nous » avec laquelle les militants du MJL veulent permettre aux jeunes populaires de profiter librement du sexe. Pour cela il faut empêcher les grossesses précoces, lesquelles, selon eux, servent seulement à reproduire la domination. Le groupe commence donc les récupérations de préservatifs et d'autres produits dans les pharmacies. Paradoxalement, c'est un groupe subversif qui réalise les premières campagnes d'éducation sexuelle et d'utilisation du préservatif dans le Chili dictatorial.

En résumé, l'analyse succincte réalisée aux trois principales organisations subversives existantes dans le Chili dictatorial, nous sert premièrement à déterminer que chacune possède des caractéristiques diverses, dans ses origines et dans ses objectifs, ainsi le MIR et le FPMR possèdent une structure forte, liée à une organisation partisane puissante, une idéologie très solide, une importante composante issue de la petite bourgeoisie et une militarisation développée. Le Lautaro au contraire est issu d'un petit parti, ce qui lui permet d'être plus libre en termes idéologiques et plus proche des couches populaires dont proviennent majoritairement ses militants. La stratégie militaire du Lautaro est beaucoup plus artisanale, mais sa légitimité dans les *poblaciones* est très forte. Ils ne sont ni des professionnels ni des experts et peuvent ainsi recruter facilement une majorité de jeunes et d'adolescents et ainsi rester actif beaucoup plus longtemps, tandis que le MIR et le FPMR disparaissent de la vie subversive dès l'arrivée de la démocratie. Néanmoins, la construction de cadres militants forts les relie entre eux, nous retrouvons des aspects qui vont plus loin que l'analyse objective de la situation politique du pays, où la question qui se pose est « Pourquoi eux » ? Et « Comment ces individus, dont une majorité de jeunes, deviennent-ils des militants radicalisés ? »

---

<sup>210</sup> *Ibidem*, p. 176

#### **4.4. Le militantisme : motivations, émotions et sentiments**

Dans la construction d'une résistance armée à la dictature, l'élément le plus important est le militant. Lorsque les agences de sécurité sont fortement développées et bien entraînées, le contexte ne permet pas de se fournir en armement, de plus les dirigeants politiques de l'opposition se trouvent en exil. Ce climat décourage alors toute action interne destinée à faire revivre la résistance. La motivation des militants devient donc un sujet fondamental pour expliquer cette construction. Le militant est en effet le représentant d'un mouvement intense de groupes régulièrement organisés et guidés par une motivation exclusivement – ou obsessionnellement – politique.

Dans ce contexte sécuritaire, caractéristique d'une dictature, les ressources instrumentales offensives des militants se caractérisent par l'utilisation de bombes et armes à feu de faible puissance et calibre, la forme prise par leur action directe est donc défensive et ce ne sera qu'à partir des protestations populaires en 1983 que l'agression ou l'attaque sera possible. Les cibles du militant durant les années de dictature sont aussi différentes, ils se déplacent de leurs adversaires politiques traditionnels (partis de droite et aussi de gauche, car les conflits à l'intérieur des mouvements et partis de gauche sont évidents même avant le coup d'État) vers les appareils de l'État (forces armées et d'ordre) et les patrons ou représentants du grand capital.

Il s'agit à la base d'un militantisme politique neuf, qui commence à utiliser des instruments offensifs dans les années 1970, mais qui prend les armes de manière systématique seulement à partir de 1981. En effet, il est difficile de classer les motivations et les types d'engagements des trois formations principales, néanmoins, de manière générale nous pouvons signaler ce qui suit.

C'est à partir des années 1980 que l'identité de groupes subversifs commence à se construire tant par l'interaction et la dynamique interne des groupes que par la construction sociale réalisée par les médias, le pouvoir dictatorial et les citoyens. La construction interne se vit principalement en fonction de motivations, émotions et partage de sentiments moraux, dont nous allons étudier les caractéristiques ultérieurement.

La construction d'une identité sociale passe par les stéréotypes et attributs donnés par les médias et acceptés et reproduits par la population dans un contexte de dictature où le stéréotype primant est celui de « terroristes ». Ce contexte signifie aussi, pour les jeunes militants, l'effacement de l'information sociale. Le fait de vivre dans la clandestinité avec

de faux-noms (*chapas*) implique la construction de sujets dépourvus d'un passé face au régime politique et à la société. Cela se traduit par la construction d'une personnalité nouvelle qui peut signifier pour les militants la figure héroïque du guérillero et pour « les autres » la peur sans visage du terroriste.

L'isolement du pays n'aide guère. Le terrorisme d'État s'efface devant la campagne orchestrée par le régime sur l'existence d'un terrorisme marxiste, du « cancer marxiste » et cette logique de l'ennemi intérieur, tellement utilisée auparavant. Celle-ci permet de justifier face à une population captive, une répression accrue de la résistance. Mais les objectifs et les motivations des jeunes sont loin de ressembler aux conceptions traditionnelles du terrorisme. P. Braud signale que « la stratégie de la terreur est un paroxysme de l'affirmation de soi, intégralement négateur de l'existence d'autrui. D'où son rapport particulièrement étroit avec la mort infligée. Elle ne révèle plus, intrinsèquement, d'une recherche du compromis, du dialogue, de l'échange ; elle cherche à paralyser. Paralyser les résistances de la société ou paralyser la volonté de l'État, cherchant à mettre en place une sorte de rapport éthologique de proie à prédateur<sup>211</sup> ». Ce que nous observons en tant que résistance à la dictature s'éloigne de cette définition. Les pratiques des jeunes militants subversifs se trouvent loin de nier l'existence de l'autre ou de paralyser quoi que ce soit. Néanmoins, l'évolution de leurs actions et la présentation qui font d'elles les différents pouvoirs sous contrôle de l'État : police, corps politiques, juridiques et médias transforment implicitement leurs actions dans une entreprise de terreur qui franchise de manière subjective les différents « seuils d'acceptabilité sociale ».

Nous trouvons dans les travaux de S. Milgram<sup>212</sup> trois types de seuils. D'abord, la barrière de sang versé : entre les dommages causés aux biens et les blessures délibérément infligées aux personnes, il existe un fossé dont rend compte un traitement médiatique en général extrêmement différent. Les actes réalisés par les jeunes militants se centrent principalement sur les dommages réalisés aux biens privés, vols de camions, de banques, etc., ils s'attaquent rarement aux personnes, sauf aux forces de sécurité du régime. Ensuite, le choix des cibles : la stratégie de la terreur cherche à briser progressivement le sentiment de sécurité en écartant toutes les barrières qui semblent mettre à l'abri telles ou telles catégories de population, de ce fait nous trouvons les expressions : « attentats aveugles » et « victimes innocentes ». Les actions des groupes subversifs chiliens sont au contraire

---

<sup>211</sup> BRAUD P. « la violence politique : repères et problèmes », *Cultures & Conflits*, La violence politique dans les démocraties occidentales, N° 9-10, 1993, p. 8

<sup>212</sup> MILGRAM S., *Soumission à l'autorité*, Calmann-Lévy, 1974, p.194 et ss.

toujours liées à une cible ponctuelle, et lorsqu'il y a des victimes civiles elles sont rarement de leur fait et souvent dues à des actions des appareils de sécurité<sup>213</sup>. Les morts civils sont, néanmoins, toujours reprochés par les médias aux groupes subversifs et les démentis arrivent tard ou sans grande publicité. Enfin, nous trouvons l'escalade d'intensité : nombre de victimes, fréquence des actions, renchérissement d'exigences. C'est seul à ce niveau que nous pouvons trouver une relation aux actions de groupes subversifs. La montée de l'intensité a effectivement servi à créer une situation d'insécurité, principalement à partir des années 1986, mais le terrorisme d'État répond aussi à cette logique d'insécurité généralisée et celle-ci implique aussi bien la dégradation psychologique que l'élimination physique des « adversaires ». Les faux affrontements<sup>214</sup> où se produisent les assassinats de jeunes militants aident ainsi à stigmatiser le rôle de résistants et à renforcer l'idée d'une guerre contre le terrorisme.

La construction de ce stéréotype du terroriste reste ainsi une stratégie du régime. Néanmoins, les actions de ces groupes génèrent chez les habitants de quartiers populaires sympathie et adhésion, cette situation aide en effet à la construction d'une identité pour soi<sup>215</sup> dans leur parcours militant. L'identité pour soi est avant tout une réalité subjective, réflexive, nécessairement ressentie par l'individu en cause. Mais elle est construite par ses expériences quotidiennes où des éléments deviennent plus ou moins significatifs.

Le désir de justice hérité de l'expérience tronquée de l'UP<sup>216</sup> est l'une des motivations évoquées par les militants les plus anciens. Cette défaite génère en eux un désir de revanche et l'impuissance de ne pas avoir pu défendre le gouvernement populaire, le romantisme guérillero se trouve imprégné dans leurs actions. Les militants un peu plus jeunes qui n'ont pas vécu directement le processus de l'UP seront marqués par la répression de la dictature, la mort de leurs proches est l'un des chocs moraux<sup>217</sup> clés dans leur transformation militante. Le romantisme laisse la place à la rage contre le régime. Ces

---

<sup>213</sup> Un exemple de cette situation fut l'affaire Apoquindo, suite à un braquage de banque des militants du MJL montent dans un bus avec plus de 20 passagers à l'intérieur lequel est entouré par la police que tire sans contrôle, plus de 300 balles sont trouvées, 6 morts, dont 2 subversifs, et plusieurs blessés graves. Aux militants arrêtés leur sont imputées toutes les charges, aucun policier n'est accusé.

<sup>214</sup> La mort des chefs maximums du FPMR Raul Pellegrin et Cecilia Magni ainsi que la mort d'Eduardo Vergara Toledo et Araceli Romo militants du MIR.

<sup>215</sup> Cf. GOFFMAN E., *Stigmaté. Les usages sociaux des handicaps* (1963), Paris, traduit de l'anglais par Alain Kihm, coll. Le Sens commun, Éditions de Minuit, 1975

<sup>216</sup> IDINI FLORES M., *Detrás de cada combatiente, un sujeto cotidiano: motivaciones, afectos y emociones en el proyecto Rodiguista*, Informe de Seminario para optar al grado de licenciado en Historia, Universidad de Chile, 2005, p. 42

<sup>217</sup> Cf. JASPER J., "The Emotions of Protest : Affective and Reactive Emotions In and Around Social Movements", *Sociological Forum*, Vol 13, N° 3, 1998



deux groupes d'âge sont marqués par les violations dont ils ont été victimes de la part de la dictature. Chez eux se voit le reflet de la douleur de la perte de leurs proches, amis et compagnons. C'est pourquoi la motivation à devenir militant subversif se trouve extrêmement liée à la quête de vengeance de ses morts et disparus<sup>218</sup>. En effet, la carrière militante des plus anciens peut être reliée à un processus d'entrée par vocation selon la typologie utilisée par M. Felices Luna, où la prise de conscience des injustices et inégalités du système oblige à le combattre. Les plus jeunes de leur côté se voient dans une obligation de militance, leur engagement violent devient une nécessité, de survie personnelle ou familiale ou tout simplement une résultante de la pression sociale lorsque l'inaction deviendrait plus coûteuse que l'action violente elle-même<sup>219</sup>. Le risque de perdre la face vis-à-vis des pairs ou celui de la marginalisation peuvent suffire à conduire l'acteur à intégrer le mouvement armé<sup>220</sup>.

Dans les années 1980, une nouvelle génération apparaît. Sans le fort désir de vengeance et alors que les pires années de persécution et torture sont passées, cette nouvelle génération possède comme caractéristique émotionnelle un effacement progressif de la peur. Parmi ses membres, certains voient leur militantisme comme un processus d'entrée circonstancielle où la transformation vers le militantisme radical s'opère à travers le constat d'une injustice, mais sans réelle volonté activiste, répondant à des circonstances aléatoires les poussant presque par accident dans une organisation de type clandestine<sup>221</sup>. Une grande partie des jeunes militants sont influencés par le contexte dans lequel ils se trouvent : lycée, université ou *población* ; et par l'effervescence d'une jeunesse « naturellement » révoltée<sup>222</sup>.

Les liens familiaux sont aussi fréquemment évoqués, l'appartenance à une famille « rouge » est une condition *sine qua non*, les classes sociales n'étant pas une barrière, d'ailleurs un groupe important de jeunes provient à cette époque des familles aisées. Mais une pensée politique de gauche et parfois très chrétienne permet une entrée sans contraintes dans la militance subversive.

---

<sup>218</sup> *Ibid.*, p. 43

<sup>219</sup> FELICES LUNA M., « Déviance et politique : la carrière des femmes au sein de groupes armés contestataires », *Déviance et société*, vol. 32, n° 2, 2008. p. 167-169

<sup>220</sup> CRETTEZ X., « « High Risk Activism » : Essai sur le processus de radicalisation violente » (seconde partie), *Pôle Sud*, 2011/2 n° 35, p. 97-112, p. 104

<sup>221</sup> FELICES LUNA M., *op. cit.*, p. 168.

<sup>222</sup> IDINI FLORES M., *op. cit.*, p.45

En termes politiques, le militantisme dans les groupes subversifs présente également diverses motivations, les vieux militants, venant du monde partisan cherchent à rétablir le modèle d'avant le coup d'État, en termes idéologiques, ils suivent la ligne du parti, et parmi eux la plupart ont été formés militairement dans des pays communistes. Les jeunes n'ont quant à eux pas nécessairement un projet politique affiné, ils veulent la fin du régime et c'est surtout un sentiment de solidarité qui les mobilise<sup>223</sup>.

L'élément qui allie ces deux types de militance se trouve principalement dans leurs activités, ce sont les actions et leurs pratiques qui les relient : le choix pour les armes, la clandestinité, et la formation. Dans cette dernière dimension, il y a des aspects qu'il faut relever, le premier étant l'existence d'un tuteur. Mac Adam le souligne dans son étude sur le *Freedom Summer*, la rencontre avec un tuteur familier de l'organisation est une nécessité première pour pouvoir concrétiser son engagement<sup>224</sup>. Normalement, le tuteur observe et laisse faire, car c'est par le jeu que l'acteur devient progressivement activiste : à force de jouer au militant – initialement spectateur puis acteur marginal, puis manifestant effectif, puis activiste investit et enfin clandestin – l'acteur se forge progressivement une stature suffisante pour renforcer sa confiance en soi et offrir au groupe les preuves de son volontarisme<sup>225</sup>. Mais dans tout ce processus, le tuteur joue le rôle d'enseignant, d'abord pour acquérir les techniques mêmes de la violence, ensuite pour apprendre la clandestinité, les systèmes de compartimentation et les normes de sécurité basiques comme les changements dans leur façon de s'habiller dans leur esthétique personnelle, dans leurs comportements et attitudes. Finalement, il guide dans l'apprentissage afin d'affirmer la conviction de la lutte. Ce rôle du tuteur est accompagné d'outils créés par l'organisation même. L'exemple retrouvé parmi les groupes subversifs chiliens est la revue *el Rodriguista* qui acquière un grand poids politique, illustratif et pédagogique pour la militance qui se forme grâce à la lecture de cette publication. À travers cette publication l'organisation raconte en détails ses actions, les aspects techniques, la réussite ou l'échec de l'action avec l'objectif de montrer l'existence d'une opposition qui mène des actions violentes dans un cadre ample de rébellion nationale où la guerre contre le régime devient nécessaire. De cette façon ils établissent une relation entre militance et action armée, créant ainsi la figure du « combattant *rodriguista* ». Cette figure est un élément de motivation de

---

<sup>223</sup> *Ibidem*, p. 46

<sup>224</sup> MAC ADAM D., « Recruitment to High Risk Activism. The case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, vol. 92, n° 1, 1986, p. 66

<sup>225</sup> CRETTEZ X., *op. cit.*, p. 105

la militance, qui sort de la logique de martyr qui caractérise la culture de la gauche chilienne et qui passe vers une image héroïque, d'un jeune sans peur d'un sujet rebelle membre d'une culture rebelle. La publication qui cherche aussi à montrer la vulnérabilité de la dictature, montre le courage et l'attitude décidée de militants, donnant une aura héroïque, mystique aux actions, mais aussi pédagogique lorsqu'elles sont techniquement décrites.

Il y a également d'autres aspects, moins relevés dans la construction motivationnelle de la militance, et qui sont transversaux aux divers acteurs. Parmi eux le commencement d'une militance par ce qu'ils appellent de manière populaire « *choreza* » sorte d'envie de se vanter de leur courage, de se faire un nom, etc. Cela arrive lorsque le recrutement devient moins sélectif à la fin de la dictature. Il y a aussi ceux qui s'engagent, car ils se sentent investis d'un rôle quasi messianique, guidés par une idée d'avant-garde intellectuelle ou morale. En effet, la dynamique des petits groupes fermés, caractéristique de groupes subversifs, renforce une vision binaire du monde (eux contre nous), souvent apocalyptique, offrant au groupe un rôle salvateur et en éloignant de toute considération l'adversaire désigné<sup>226</sup>. Une dimension narcissique de l'activisme en petit groupe (« les élus contre les ignorants ») est alors relevée. Elle participe aussi fortement à la séduction d'une carrière violente.

### ***Conclusion***

Le passage d'une notion de classe vers celle de communauté organisée dans l'exercice de la VPP passe effectivement par une adaptation plus réussie des acteurs marginaux (*pobladores*), des acteurs militants et des étudiants. Lorsque ces acteurs sont réprimés, ils sont stimulés sur divers aspects, ils se renforcent et se spécialisent autour de la VPP. Cependant, ils restent des agents non structurés qui se constituent seulement sous la base de la mobilisation et de l'action, ce qui en fait d'eux des sujets factuels et non institutionnels. La préparation et l'expérience du gouvernement populaire (1970-1973) permettent l'apparition de partis politiques populaires et d'action directe, permettant à son tour la construction de ce que G. Salazar appelle « science populaire », c'est-à-dire ce discours idéologique qui revendique la notion de peuple. C'est dans cette construction sociohistorique de groupes populaires que se constitue une nouvelle écologie, qui réside dans la *población* et qui est composée par les *pobladores*.

---

<sup>226</sup> *Ibidem*, p. 107

La VF est un exemple de cet environnement dans lequel se construisent une identité et un discours de résistance similaires à ceux que nous allons rencontrer dans d'autres groupements de *pobladores* pendant la deuxième moitié du XXe siècle. La construction identitaire passe par la prise en main de leur droit au logement, et en général d'une série de droits sociaux. L'occupation et la construction d'un foyer de façon communautaire génèrent une forte appartenance à l'espace habité, lequel est défendu dans la rue. Ainsi, non seulement l'espace individuel clôturé devient propre, tous les espaces publics sont appropriés. Cette construction identitaire se complète avec la construction d'une morale particulière, fusion d'idéologie de gauche et de valeurs chrétiennes qui apportent la solidarité et la fraternité. Cette morale particulière permet, sous la contrainte, l'autonomisation de pouvoirs externes, mais surtout la possibilité de légitimer leur discours revendicatif. Par conséquent, lorsque la dictature arrive, la résistance ne trouve pas un foyer dans l'*intelligentsia* de gauche, en exil pour la plupart, ou dans le monde syndical, complètement décimé. La résistance se retrouve ainsi dans les *poblaciones*.

C'est pourquoi les trois grands mouvements subversifs qui luttent contre la dictature se serviront des jeunes populaires pour remplir leurs rangs. Il n'est donc pas exceptionnel que la jeunesse de quartiers populaires soit l'actuelle héritière des pratiques mémorielles et discursives de la VPP au Chili. Cependant, il nous reste à comprendre la manière dont cette mémoire est héritée ? Quels sont les entrepreneurs de mémoire de secteurs populaires ? Quelles sont les pratiques utilisées ? Et de quelle manière ces expériences parfois traumatiques ont-elles influencé la vie des jeunes populaires ?

### Chapitre 3 – L’histoire, la violence et la mémoire.

Le souvenir représente précisément le point d’intersection entre l’esprit et la matière<sup>227</sup>.

Ce troisième chapitre s’interroge sur le rôle joué par la mémoire dans les actions de VPP : comment la cohésion à l’intérieur d’un groupe est-elle assurée par le partage de celle-ci justifiant d’abord et légitimant ensuite ces actions ? Les questions qui guident ce chapitre sont donc : de quelle manière la mémoire participe-t-elle des actions de VPP dans le présent ? Dans quelle mesure peut-elle être considérée comme un élément fondateur des pratiques de violence des jeunes chiliens ? Et comment pouvons-nous l’observer dans des actions concrètes ?

La réponse à ces interrogations sera développée en trois temps : tout d’abord avec l’analyse des aspects mémoriels qui se trouvent à l’origine des mouvements de contestation populaire ; ensuite avec les événements et les acteurs qui évoquent ces mémoires dans l’espace public : martyrs et commémorations ; et finalement avec l’analyse des situations concrètes de passage à l’acte violent où la mémoire et les émotions qui l’accompagnent provoquent sur certains individus des actes qui peuvent commotionner la société.

Pour commencer, nous devons néanmoins identifier les sources de cette mémoire. Pour comprendre nos opérations mentales, il est nécessaire de s’en tenir à l’individu, et de sélectionner d’abord les liens qui le rattachent à la société de ses semblables. C’est certes dans la société que l’homme acquiert normalement ses souvenirs, qu’il se les rappelle, les reconnaît et les localise.

Il n’y aurait donc qu’un moyen d’évoquer les « souvenirs purs » comme l’explique M. Halbwachs ; ce serait de quitter le présent, de détendre les ressorts de la pensée rationnelle et de nous laisser redescendre dans le passé, jusqu’à ce que nous entrions en contact avec ces réalités d’autrefois<sup>228</sup>. Pourtant, quand nous nous souvenons, nous partons du présent, du système d’idées générales qui est toujours à notre portée, du langage et de

---

<sup>227</sup> BERGSON H., *Matière et mémoire*, Paris, PUF, quadrige, 2007, p.5

<sup>228</sup> HALBWACHS M., *Les Cadres sociaux de la mémoire*, op. cit., p. 24

points de repères adoptés par la société. En effet, le plus souvent la réflexion précède l'évocation des souvenirs<sup>229</sup>. Nous le convoquons de telle façon à retrouver soit tel détail, soit telle nuance des figures ou des événements passés. Il n'y a donc pas de mémoire possible en dehors de cadres dont les hommes vivant en société se servent pour fixer et retrouver leurs souvenirs<sup>230</sup>.

Pour localiser un souvenir, il faut, en définitive, le rattacher à un ensemble d'autres souvenirs dont on connaît la place dans le temps [...] ce qui rattache les un des autres [...] c'est qu'ils font partie d'un ensemble de pensées communes à un groupe, au groupe d'hommes avec lesquels nous sommes en rapport en ce moment, ou nous avons été en rapport le jour ou les jours précédents<sup>231</sup>. On ne peut en effet réfléchir sur les événements de son passé sans raisonner à propos d'eux ; or, raisonner, c'est rattacher en un même système d'idées nos opinions, et celles de notre entourage<sup>232</sup>.

Le souvenir qui est rattaché à la conscience individuelle trouve pourtant ses sources dans le groupe qui constitue une mémoire sociale ou collective. Les études de la mémoire nous rappellent donc d'une part, l'extrême intensité des processus de mise en regard d'une société et de son passé et d'autre part, que l'Histoire, ne peut pas rendre compte toute seule de toutes les complexités du passé. L'Histoire présenterait donc une incapacité à maintenir de manière complète la présence du passé dans le présent de manière à donner du sens à certains phénomènes qui se répètent au sein de notre société, ce qui oblige à approfondir les études de la mémoire à partir de diverses disciplines.

Il a été possible d'observer le développement d'un courant d'analyse en sociologie, à partir des travaux de Maurice Halbwachs, qui propose de démontrer que tout groupe organisé crée une mémoire qui lui est propre, et que la mémoire individuelle s'appuie, dans les processus de remémoration et de localisation, sur des formes, sur des « cadres » issus du milieu social<sup>233</sup>. La construction de la mémoire, suivant Halbwachs, est issue du vécu et ses souvenirs dont il existe une priorité logique et chronologique du collectif sur l'individuel dans l'existence même de ce souvenir, il y a donc une primauté du collectif dans cette construction. Cette « mémoire collective » est définie d'après les travaux de Pierre Nora, comme « le souvenir ou l'ensemble de souvenirs, conscients ou non, d'une

---

<sup>229</sup> *Ibidem*, p. 29

<sup>230</sup> *Ibid.*, p. 79

<sup>231</sup> *Ibid.*, p. 143

<sup>232</sup> *Ibid.*, pp. 144-145

<sup>233</sup> *Idem.*

expérience vécue et/ou mythifiée par une collectivité vivante de l'identité de laquelle le passé fait partie intégrante<sup>234</sup> ».

En continuant avec cette catégorisation, la mémoire collective se distingue de l'histoire, d'après Halbwachs, au moins sous deux rapports. D'abord elle est un courant de pensée continu, d'une continuité qui n'a rien d'artificiel, puisqu'elle ne retient du passé que ce qui en est encore vivant ou capable de vivre dans la conscience du groupe qui l'entretient et par définition elle ne dépasse pas les limites de ce groupe<sup>235</sup>. Et d'autre part, qu'il y a, en effet, plusieurs mémoires. C'est le second caractère par lequel elles se distinguent de l'histoire. L'histoire est une et l'on peut dire qu'il n'y a qu'une histoire<sup>236</sup>.

Suivant cette logique, la violence ferait partie des phénomènes qui se trouvent dans l'impossibilité d'être investie d'un sens à travers une analyse seulement historique du passé, l'analyse des sources mémorielles liées aux acteurs et aux communautés devient donc fondamentale. La violence trouve, certes, parmi ses origines des gestes ancestraux d'affirmation de soi et de négation de l'autre en se produisant et se reproduisant comme réponse à des circonstances historiques de domination. Dans ce sens, la VPP – sujet qui se trouve au centre de nos préoccupations – étant au milieu du processus de domination se reconstruit aussi comme un mythe et comme un rite de lutte contre celle-ci. Nous nous intéresserons donc aux rites, dont beaucoup ont été déjà décrits dans le premier chapitre ; aux martyrs et à leur commémoration ; et aux pratiques de VPP qui dérivent de ces événements. Nous voudrions savoir comment ces pratiques se répètent, s'améliorent et s'adaptent aux nouveaux contextes politiques et sociaux.

L'analyse à effectuer requiert d'ailleurs la confrontation de deux modèles de violences auxquels nous avons déjà fait allusion. D'une part, le modèle juridico étatique de la violence, selon lequel la violence est exercée par l'autorité étatique et dirigée toujours, sauf quelques exceptions, par une même élite. Ce modèle consiste à coupler la primauté du droit à l'instance chargée de le faire respecter, l'État<sup>237</sup>. Le modèle est basé sur une idée de rationalité de l'action de l'État contre l'irrationalité de la violence populaire<sup>238</sup>. Cette action se voit donc investie, dans une logique wébérienne, de légitimité. L'utilisation de ce

---

<sup>234</sup> NORA P., « La mémoire collective », chap. cité, et « Quatre coins de la mémoire », *H. Histoire*, n° 2, juin 1979, pp. 9-32.

<sup>235</sup> HALBWACHS M., *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997, p. 131

<sup>236</sup> *Ibidem*, p.136

<sup>237</sup> NAVET G. et VERMEREN P., « Théories de la violence, politiques de la mémoire et sujets de la démocratie », *Topique*, 2003/2 N°83, p. 43-53. p. 44

<sup>238</sup> Cf. WEBER M., *Le savant et le politique*, op. cit.

modèle, pratiqué traditionnellement au Chili, correspond premièrement à une construction élitiste de l'État, de leurs Constitutions et de leurs Institutions, et ensuite à la criminalisation de toute contestation, reflétée dans la construction du mythe de l'« ennemi intérieur ». Celui-ci a justifié la mise en place de lois antiterroristes durant une bonne partie de l'histoire du pays<sup>239</sup>.

D'autre part, on trouve le modèle des violences révolutionnaires, qui légitime sa propre violence comme le fait d'une réponse à une violence antérieure, structurelle. Le sujet populaire se revendique de cette violence et au Chili, lors de « *reventones historicistes*<sup>240</sup> », ce sujet remet en cause l'État comme figure de rationalité, en le voyant comme une instance qui dissimule et renforce une violence hégémonique. C'est ce que nous appelons les VPP de type collectif, dont l'adjectif collectif permet de dépasser l'idée du subversif dont nous avons parlé auparavant.

Dans la confrontation de ces deux modèles, c'est la condition de dominés qui se trouve au centre de l'analyse. Le sujet dominé agit ainsi conformément à la volonté de l'autre en voyant abolit sa subjectivité<sup>241</sup>. Cette domination matérielle et symbolique, exemple de violence structurelle au sein de la société, agit à travers la formation au sein des individus d'une tolérance à l'injustice et à la souffrance. Cette tolérance se voit, cependant, de manière relativement assidue, contre-attaquée par des processus de contestation qui portent, dans son répertoire d'action collective<sup>242</sup> des VPP.

Ces violences, alors exercées actuellement par des jeunes et des *pobladores*, disposent d'une accumulation de stratégies, de logiques de fonctionnement, d'expériences vécues, de commémorations, de traditions, de rites et aussi d'oublis. La présence du passé est donc fortement requise et la nécessité d'une étude de la mémoire de la violence est subséquemment plébiscitée.

La méthodologie utilisée pour développer ce chapitre peut être typifiée comme une socio-ethnographie de la mémoire qui combine le travail de terrain sur les lieux de

---

<sup>239</sup> Une des premières lois de ce type est l'appelé Loi maudite ou "ley de defensa permanente de la democracia" publiée en 1948 et qui avait comme finalité de proscrire la participation politique du parti communiste du Chili.

<sup>240</sup> Cf. SALAZAR G., *La Violencia Política Popular...*, *op. cit.*

<sup>241</sup> DEJOURS C., « *Violence ou Domination ?* », *op. cit.* C. Dejours défend l'idée que la théorie de la violence est inséparable de la théorie de la subjectivité et que c'est en imposant au corps certaines contraintes que l'on atteint la subjectivité. Dans de nombreux cas, la violence ne vise pas la mort de la victime, mais s'arrête avant pour pouvoir utiliser sa soumission et l'enrôler dans des actes ou des actions qu'elle n'aurait pas commis si elle n'avait pas été soumise à des manipulations violentes exercées contre son corps. *Ibid.*, p. 12

<sup>242</sup> Une analyse du concept de répertoire d'action peut se voir en TILLY C., « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *op.cit.*, pp. 89-108



mémoire, l'analyse biographique et la critique historique de sources. Notre enquête se déroule en trois moments. La première année qui va du mois d'août 2011 à décembre 2011 nous avons travaillé à VF et autour des lycées occupés par le mouvement de contestation étudiant ; la deuxième année qui va du mois d'octobre 2012 au mois de janvier 2013 nous avons travaillé à la VF et à la *población* Santa Anita ex-Che Guevara ; finalement pour le troisième moment de l'enquête nous avons enquêté encore une fois à VF et dans d'autres quartiers de Santiago présentant des activités de commémoration.

### ***1. Mémoire de la violence : les mouvements de contestation à la source d'une identité collective des secteurs populaires***

Ce premier point nous permettra de nous interroger sur la manière dont cette présence du passé dans le présent donne du sens aux phénomènes de VPP. Nous regarderons pour ce faire les aspects mémoriels des mouvements de contestation observés actuellement et comment ceux-ci sont devenus un élément fondamental dans la construction d'une identité collective particulière de groupes populaires et le centre des pratiques de VPP.

Comme nous l'avons signalé tout au début, c'est dans la société que normalement, l'homme acquiert ses souvenirs, qu'il se les rappelle, qu'il les reconnaît et les localise. Alors face aux conflits liés à la situation de domination et aux modèles de violence qui s'exposent au quotidien dans la société chilienne, ne serait-il pas normal que cette mémoire acquise au sein de la société se trouve aussi à l'origine des violences issues de ces conflits ?

En partant de cette hypothèse, il est pertinent de se demander quels sont les aspects mémoriels de la VPP qui dérive des mouvements de contestation actuels ? Quel rôle pouvons-nous assigner à la mémoire dans la construction et la reconstruction des phénomènes de VPP au Chili ? Quelles sont les particularités du cas chilien en termes de commémorations, martyrs et pratiques ? Y a-t-il des trajectoires communautaires et familiales dans ce processus ? Peut-on parler d'un patrimoine de la violence pour les secteurs populaires lorsqu'elle est la base des luttes sociales qu'ont provoquée des changements sociaux fondamentaux au Chili ?

C'est en suivant ces questionnements que nous essayerons de comprendre le rôle joué par la mémoire dans l'origine d'une VPP. Au cours de ce chapitre, nous allons observer plusieurs enjeux dans lesquels la mémoire devient un facteur important de la

VPP. On peut rendre compte de deux aspects principaux à développer, d'une part, l'influence de l'histoire sociale (dont nous avons largement parlé pendant les deux premiers chapitres de cette recherche) dans le vécu collectif et ainsi dans le passage à l'acte des acteurs populaires contestataires, et d'autre part, la continuation historique d'une lutte contre une mémoire officielle construite par le pouvoir public où la mémoire populaire est exclue. On peut constater qu'il y a donc des mémoires – des représentations du monde diverses –, se donnant en partage au sein de différents groupes composant une société<sup>243</sup>. Nous constatons ainsi que la paix sociale sur laquelle s'est fondée la légitimité de l'ordre post-dictatorial au Chili dépend de la capacité des « vaincus » et des « vainqueurs » à minimiser les querelles sur la portée et la valeur de la violence qui caractérisait la Dictature. Violence qui avait d'ailleurs été créée par le régime lui-même. L'obéissance repose sur la capacité des Chiliens à donner un sens aux expériences de leur passé d'une façon inoffensive, sans haine et sans trop d'attachements émotionnels<sup>244</sup>. On observe ainsi un conflit entre une mémoire collective populaire qu'on appellera « mémoire vive » et une mémoire officielle issue d'un discours élitiste qui prône ce que F. Gutierrez et N. Angelcos appellent « l'indifférence<sup>245</sup> », ou ce que M. A. Illanes explique comme la relation entre les mémoires dominantes et les mémoires dissidentes<sup>246</sup>. Autrement dit, une lutte pour le passé fait dans le présent pour façonner l'avenir<sup>247</sup>.

### 1.1. De l'histoire sociale à la mémoire collective de la VPP

Nous avons anticipé qu'un individu participe à deux sortes de mémoires, face auxquelles il adoptera deux attitudes très différentes. D'une part, c'est dans le cadre de sa personnalité, ou de sa vie personnelle que viendraient prendre place ses souvenirs. D'autre part, il serait capable à certains moments de se comporter simplement comme le membre d'un groupe qui contribue à évoquer et entretenir des souvenirs impersonnels, dans la mesure où ceux-ci intéressent le groupe. Cette dernière, la mémoire collective, enveloppe les mémoires individuelles, mais ne se confond pas avec elles<sup>248</sup>.

---

<sup>243</sup> NAVET G. et VERMEREN P., *op. cit.*, p. 51

<sup>244</sup> GUTIERREZ F. et ANGELCOS N., « Reconstruction de la mémoire de la dictature par les jeunes militants syndicaux et « pobladores » au Chili », *Émulations*, n°11, Mémoire collective, subjectivités et engagement. 2013, p. 2

<sup>245</sup> *Ibidem*, p.3

<sup>246</sup> ILLANES M. A., *La batalla de la memoria. Ensayos históricos de nuestro siglo: Chile, 1900-2000*. Santiago: Planeta/Ariel, 2002.

<sup>247</sup> WINN P., «El pasado está presente. Historia y memoria en el Chile contemporáneo», en Anne Pérotin-Dumon (dir.). *Historizar el pasado vivo en América Latina*, 2007, p. 14

<sup>248</sup> HALBWACHS M., *La mémoire collective*, *op. cit.*, pp. 97-98

Par ailleurs, nous pouvons aussi constater un clivage entre mémoires collectives et histoire. D'une part, la mémoire collective est entièrement du côté du vécu des consciences, alors que les événements historiques, comme l'indique Halbwachs, ne jouent pas un autre rôle que les divisions du temps marquées sur une horloge, ou déterminées par le calendrier<sup>249</sup> ». Ainsi, il est possible d'observer que dans le développement continu de la mémoire collective, il n'y a pas de lignes de séparation nettement tracées, comme dans l'histoire<sup>250</sup>, elle suit des trajectoires et permet de lire le passé grâce à un transfert basé sous la fidélité plutôt que de la vérité historique. Bref, la mémoire enrichit la lecture du passé en ajoutant des sentiments, émotions et appartenances.

Comme P. Blanchard et I. Veyrat-Masson le signalent : nul doute, la mémoire croise l'histoire, la pénètre souvent et s'impose dans la commémoration<sup>251</sup>. Néanmoins, et malgré les critiques adressées à une histoire qui se soucie peu de la mémoire, leur travail est complémentaire. La mémoire et l'histoire habitent certes des mondes différents, mais l'un a besoin de l'autre, au prix de ne pas pouvoir rendre entièrement compte du passé lorsque l'un est absent ; Halbwachs l'explique de la façon suivante : on ne peut rassembler en un tableau unique la totalité des événements passés qu'à la condition de les détacher de la mémoire des groupes qui en gardaient le souvenir<sup>252</sup>. Cette situation de complémentarité nous a obligés à chercher dans la Nouvelle histoire sociale développée fortement ces dernières années au Chili. Ce renouveau de l'histoire, en reprenant un texte de François Dosse, suit deux temps dans sa formation :

« au premier mouvement qui assure le primat au regard critique, à la mise à distance, à l'objectivation et à la démythologisation, suit un second temps, complémentaire, sans lequel l'histoire serait pure exotisme, celui d'une récollection du sens, qui vise à l'appropriation des diverses sédimentations de sens léguées par les générations précédentes, des possibles non avérés qui jonchent le passé des vaincus et des muets de l'histoire »<sup>253</sup>.

Cette nouvelle histoire sociale que nous avons travaillée dans les deux premiers chapitres servira donc de support pour découvrir les liens actuels entre les phénomènes de violence politique et les mouvements de contestation.

---

<sup>249</sup> *Ibidem.*, p. 101

<sup>250</sup> *Ibid.*, p. 134

<sup>251</sup> BLANCHARD P. et VEYRAT-MASSON I. (Dir) *Les Guerres de mémoires, La France et son histoire Enjeux politiques, controverses historiques, stratégies médiatiques*, Paris, Éditions La Découverte, 2008, p. 16

<sup>252</sup> HALBWACHS M., *La mémoire collective*, *op. cit.*, p. 137

<sup>253</sup> DOSSE F., « Entre histoire et mémoire : une histoire sociale de la mémoire », *Raison présente*, septembre 1998, p. 5-24., p. 7

L'historien M. Góngora, en récupérant l'idée de l'exclusion de vastes secteurs dans la construction de l'État, explique que dans l'histoire du Chili, l'État est le formateur et constructeur de la société, ce n'est pas la société qui a construit l'État à son image, mais l'inverse. De cette manière, M. Góngora souligne que l'État chilien fut pendant le XIXe siècle, c'est-à-dire pendant sa construction, un État guerrier ou un État militaire comme le définit G. Salazar, où l'aspect le plus important à retenir est la condition de l'État comme matrice de la société : « on ne va pas inviter les acteurs sociaux à des pourparlers pour construire l'État, mais à l'inverse, reconstruisons l'État avec les acteurs qui l'ont fait habituellement et ensuite reconstruisons la société<sup>254</sup> ». Cela a été la façon de procéder, de résoudre les conflits et en conséquence de créer de la violence au sein du pays.

L'exercice de la violence au Chili a été structuré de telle manière qu'il a configuré profondément l'histoire sociale et la mémoire sociale habituelle, à partir de laquelle, généralement on construit des projets d'identité : d'identité personnelle, d'identité groupale, d'identité intersubjective, d'identité communale, et d'identité nationale<sup>255</sup>.

Selon l'hypothèse de G. Salazar, la mémoire des classes populaires serait modelée par la violence et se complèterait avec une série de phénomènes fondamentaux de l'histoire qui se développent par et pour la violence – nous avons largement parlé dans le premier chapitre. Nous les rappellerons rapidement ensuite :

Le premier est le phénomène total et brutal de la conquête, qui a défini jusqu'aujourd'hui les rapports actuels avec les propriétaires originaires des terres, c'est-à-dire les peuples indiens natifs de ce territoire. La conquête des territoires du sud du pays n'est pas définie par une relation d'intégration, sinon pour la guerre et la violence. C'est jusqu'à nos jours la façon de définir le problème mapuche, comme policier ou de sécurité intérieure de l'État. Ainsi, toute l'identité ancestrale de cette terre, tout son passé historique est situé à l'autre extrémité de la frontière qui divise la production d'identité sans État et d'État sans identité. C'est à travers ce phénomène que les Chiliens ont créé leur structure culturelle.

Le deuxième phénomène se centre sur la manière dont le pays s'est construit et reconstruit sous la base de l'État et non de la société. Une grande partie des Chiliens est habituée à penser que l'État est la loi générale de la nation, une sorte de Bible, de texte sacré. L'idée qui se reproduit même dans des cercles scientifiques est d'attribuer à l'État

---

<sup>254</sup> SALAZAR G., "Raíces históricas de la violencia en Chile", *op. cit.*, p. 19

<sup>255</sup> *Ibidem*, p. 20

chilien la qualité d'être le plus stable de l'Amérique latine, en soulignant que les Chiliens sont les plus respectueux de la loi et ils en sont fiers. Cependant, comme G. Salazar l'explique, cette idée est, historiquement, une aberration, jamais au Chili il n'y eut d'assemblée constituante, jamais les Chiliens n'ont exercé leur souveraineté citoyenne afin de construire l'État dans leur pays, celui-ci est le produit de dictatures militaires, d'un petit groupe de politiciens et quelques juristes<sup>256</sup>. Cette situation c'est de la violence, mais cette aberration ne l'est pas pour le fait même de la violence, l'aberration est la stabilité, la non-existence de révolutions pour créer un État. Au Chili une mémoire officielle, culturelle et politique s'est créée excluant automatiquement les Chiliens des processus de construction de l'État. Ce phénomène est à l'origine de la structure politique, étatique, institutionnelle, et légale du Chili et en même temps la source d'une frustration héréditaire dans les secteurs populaires.

Un troisième phénomène est la manière dont le pays a construit et reconstruit son marché à l'international. L'installation du libre marché international a aussi produit de la violence, d'abord parce qu'il a été protégé par un État militarisé<sup>257</sup>, puis parce que la violence du marché international a signifié la destruction progressive des entrepreneurs et producteurs locaux, et enfin parce que la technologie étrangère et l'innovation technologique ont fait disparaître la capacité de produire leur propre technologie. Ainsi les Chiliens sont tombés dans une situation d'absence de défense face au capital étranger, de manière indépendante aux problèmes de l'impérialisme et de la dépendance. C'est de cette manière qu'a été construite la structure économique du pays où les structures classiques d'organisation populaire comme les syndicats n'ont pas eu un poids d'importance. Ce sont donc les communautés organisées qui construisent les souvenirs collectifs de luttes et revendications sociales. Cela a permis l'élaboration de pratiques particulières et novatrices d'organisation où le collectivisme ainsi que des pratiques de contre culture ont trouvé un bon accueil au sein de la société.

Ces trois phénomènes ont construit une mémoire mutilée, laquelle construit en conséquence des identités mutilées, G. Salazar l'explique ainsi :

---

<sup>256</sup> *Ibid.*, p. 21

<sup>257</sup> La tuerie de l'école Santa Maria et la plus part de massacres du XXe siècle font partie des événements nées de cette militarisation fonctionnelle aux capitaux internationaux.

« Aujourd'hui nous sommes réduits à l'identité « citoyen égal à une voix », pour élire entre quatre affiches qui sont accrochées à un câble électrique, parce que plus que ça on ne sait pas, c'est notre unique exercice de souveraineté »<sup>258</sup>.

Il est possible pourtant d'observer une réponse historique à ce processus de sujétion à travers les VPP qui se développent au sein d'une tradition contestataire, fondée sur la foi dans le peuple et sur l'action révolutionnaire. Ses origines se trouvent tout au début dans les actions de banditisme rural, postérieurement avec les émeutes urbaines du XIXe siècle ou dans les mouvements anarchistes de la fin du XIXe et commencement du XXe, puis avec le processus mené par les mouvements de la gauche « révolutionnaire » qui ont conduit Salvador Allende au pouvoir, et finalement par le mouvement de *pobladores* et les groupes subversifs qui se sont battus contre la dictature. Tous ces événements composent la mémoire populaire qui essaie dans l'actualité de s'imposer à la mémoire officielle.

## 1.2. Entre la mémoire vive et l'indifférence

Les différentes politiques mises en place par l'État pendant et après la Dictature cherchent à rétablir l'ordre social. Ainsi, la répression subie par les quartiers politisés et les politiques de logement entreprises par les gouvernements de la *Concertación*<sup>259</sup> ont eu tendance à déchirer le tissu social qui caractérisait auparavant les secteurs populaires<sup>260</sup>. Et même si la *Concertación* s'est préoccupée du thème de la mémoire, ces actions se placent sous une façade institutionnelle. L'intérêt de ses politiques mémorielles<sup>261</sup> est de reproduire le régime traditionnel de mémoire. C'est sous ce contexte que nous nous demandons, quelles formes a pris la mémoire de groupes populaires ? Et quels sont les moyens recréés pour combattre l'imposition d'une mémoire officielle de « l'indifférence » qui selon les termes utilisés par Nietzsche fait « violence à la réalité individuelle du passé<sup>262</sup> » ?

---

<sup>258</sup> *Ibid.*, p. 20

<sup>259</sup> La *Concertación* est une coalition politique formée par le Parti démocrate-chrétien, le Parti socialiste, le Parti pour la démocratie et le Parti radical-socialiste. Elle est née de la coalition de dix-sept partis d'opposition au régime du général Pinochet formée à la veille du plébiscite du 5 octobre 1988 lancé par le chef de l'État sur sa continuité au pouvoir. La large victoire de la coalition (56% contre 44%) lui permet de former un premier gouvernement de coalition dirigé par Patricio Aylwin (1990-1994). Trois autres gouvernements suivront : ceux d'Eduardo Frei Ruiz-Tagle (1994-2000), Ricardo Lagos (2000-2006) et Michelle Bachelet (2006-2010). L'alternance a lieu en 2010, avec la victoire à l'élection présidentielle de Sebastián Piñera candidat de la Alianza, coalition de droite formée par la *Unión Demócrata Independiente* (UDI) considérée comme la droite conservatrice, et *Renovación nacional* (RN) représentant la droite libérale.

<sup>260</sup> GUTIÉRREZ F. ANGELCOS N., *op. cit.*, p.4

<sup>261</sup> Les politiques mémorielles peuvent être définies comme l'« ensemble des interventions des acteurs publics visant à produire et à imposer une mémoire publique officielle à la société à la faveur du monopole d'instruments d'action publique » MICHEL J., *Gouverner les mémoires. Les politiques mémorielles en France*, Paris, PUF, 2010, p.16

<sup>262</sup> NIETZSCHE F.H., *Considérations inactuelles* (Unzeitgemässe Betrachtungen), Paris, Aubier-Montaigne, 1964 (Collection Bilingue), p. 229.

Les événements – ces faits uniques dans leur genre par lesquels l’existence d’un groupe est modifiée – et la temporalité des souvenirs de cette mémoire sont liés par les images qui traversent les consciences individuelles. Ces images montrent une réalité historique lorsque l’individu sort de lui-même, qu’on le place au point de vue du groupe, qu’il puisse voir comment tel fait marque une date, parce qu’il a pénétré dans le cercle des préoccupations, des intérêts et des passions<sup>263</sup> du groupe. Suivant ce raisonnement, ceux qui commencent progressivement l’articulation d’une mémoire alternative et dissidente sont les parents de victimes de la répression politique de la dictature et comme nous l’avons vu dans le deuxième chapitre, avec l’aide de l’Église Catholique. Ils retrouvent des fenêtres d’opportunité afin de projeter cette mémoire dans l’espace public non traditionnel<sup>264</sup>. Ce sont ces « mémoires emblématiques<sup>265</sup> » de détenus-disparus qui vont définir ce qui est important de rappeler, des mémoires issues de la violence et de la terreur d’État. Suivront les journées de protestation de 1983 où se critiquent massivement les politiques mémorielles imposées par une dictature délégitimée par la crise économique. Les atrocités symboliques caractérisent les années 1980, ces événements moins massifs en termes de pertes de vie humaine vont soutenir, renforcer et diffuser les mémoires dissidentes qui finalement vont s’imposer au régime qui tombe en 1988. La fin de la Dictature voile, paradoxalement, encore une fois la mémoire vive, avec le « pacte de silence » entre les élites. Celles-ci, comme maintes fois dans l’histoire, utilisent les « lois de l’oubli »<sup>266</sup> pour résoudre leurs querelles. Ces lois sont momentanément brisées durant la détention de Pinochet à Londres en 1998, pour le trentième anniversaire du coup d’État et durant la mort de Pinochet en 2007. Néanmoins, ces politiques mémorielles dont l’objectif est l’usage politique du passé, tributaire de surcroît d’une conception de la mémoire « par le haut<sup>267</sup> », permettent aux secteurs dominants de maintenir et reproduire leurs propres valeurs et traditions à travers l’instauration des régimes mémoriels, la figure de Pinochet sera détruite, celle d’Allende exaltée, pourtant, les valeurs dominantes vont toujours se servir des instruments d’action publique mémorielle pour contenir la « mémoire collective populaire » qui reste confinée aux espaces de la *población*.

<sup>263</sup> HALBWACHS M., *La mémoire collective. op. cit.*, p. 103

<sup>264</sup> WINN P., “El pasado está presente. Historia y memoria en el Chile contemporáneo”, *op. cit.*, p. 15

<sup>265</sup> Cf. STERN S. J., *The Memory Box of Pinochet’s Chile*. Durham: Duke University Press, 2004

<sup>266</sup> Cf. LOVEMAN B. et LIRA E., *Las suaves cenizas del olvido: vía chilena de reconciliación política, 1814-1932*. Santiago: LOM/DIBAM, 1999, et LOVEMAN B. et LIRA E., *Las ardientes cenizas del olvido: vía chilena de reconciliación política, 1932-1994*. Santiago: LOM/DIBAM, 2000.

<sup>267</sup> LAVABRE M.-C., « Usages et mésusages de la notion de mémoire », *Critique internationale, le cours de la recherche*, Vol. 7, 2000, p.50

Néanmoins, dans ce conflit mémoriel les secteurs populaires n'arrêtent pas d'exiger un devoir de mémoire de la part de l'État par rapport à ses traditions, valeurs et souffrances en cherchant des fenêtres d'opportunités<sup>268</sup> pour mettre en place ses revendications mémorielles. La commémoration de la mort des jeunes combattants tous les 29 mars est l'exemple le plus évident. Toutefois, il existe une série d'autres pratiques mémorielles qui sont mises en place dans différents quartiers populaires, comme les bibliothèques populaires<sup>269</sup> ou les clubs de football<sup>270</sup>, qui revendiquent les noms de jeunes assassinés pendant la dictature ou en période de post-dictature. Certaines de ces actions prenaient la forme de collectifs avec une organisation et un financement autonomes, d'autres se servent des ressources octroyées par l'État sous la forme de projet ou des installations publiques pour mener ses activités.

Côté État, l'« injonction de souvenirs » reproduit les commémorations liées à l'histoire institutionnelle du pays. Dans le long récit se retrouvent deux types de politiques. D'une part, celles qui renforcent un lien martial à la nation comme le combat naval d'Iquique, tous les 21 mai, la bataille de la Concepción les 9 juin ou le jour de gloires de l'armée les 19 septembre, qui rappellent des événements qui en leur essence ont toujours brisé l'identité populaire. D'autre part, celles de type religieuses comme les *Te Deums* œcuméniques pour le jour de l'indépendance ou lors de l'assomption d'un nouveau gouvernement et plusieurs jours fériés liés aux principaux cultes chrétiens qui maintiennent l'influence principalement des catholiques sur le pouvoir politique. Dans le court récit se trouvent une série d'actions qui ont pour fonction de maintenir les souvenirs du coup d'État de 1973 et la Dictature militaire qui le suit, le musée de la mémoire, Villa Grimaldi « parc pour la paix », mais sans questionner l'héritage de la dictature dont les élites ont profité et profitent encore.

La façon de contester ces politiques mémorielles se fait donc à travers la construction des discours mémoriels, on observe ainsi la reconstruction des récits de *poblaciones* où différents acteurs s'organisent pour retrouver des souvenirs perdus ou cachés durant la dictature, ils reviennent au moins de manière symbolique au noms

---

<sup>268</sup> Pour la notion de fenêtre d'opportunité voir : BOUSSAGUET L., JACQUOT S., RAVINET P. (sous la direction), *Dictionnaire de politiques publiques*, Paris, Presses de Science Po, 2010, pp 274-282

<sup>269</sup> La bibliothèque populaire Rodrigo Cisternas à Villa Francia au nom d'un jeune travailleur forestier assassiné par la police en 2007 est un exemple.

<sup>270</sup> Le club de football *Armas del Pueblo* de la población Santa Anita ex Che Guevara qu'organise des compétitions souvent en honneur des enfants martyrs de la dictature.



d'antan<sup>271</sup>. Il apparaît donc une profusion des mémoires plurielles, affirmant leur singularité et une richesse longtemps destinée à une existence souterraine, comme le signale Pierre Nora : « Le passage de la mémoire à l'histoire a fait à chaque groupe l'obligation de redéfinir son identité par la revitalisation de sa propre histoire. Le devoir de mémoire fait de chacun l'historien de soi<sup>272</sup> ». La construction des discours mémoriels se fait de manière à créer une identité populaire et à assigner à certains événements une identité populaire. Ce devoir de mémoire de groupes populaires, ou travail de mémoire en termes ricœurains, se reflète à travers l'action collective, qui jusqu'à nos jours a été la manière qu'ont eue ces groupes de commémorer leurs traditions, leurs valeurs et leurs rites.

Le rite qui constitue la commémoration permet certainement d'entretenir la mémoire en réactivant la part créative de l'événement fondateur d'identité collective et à VF la commémoration se nourrit de rites de violence. Chaque journée de commémoration<sup>273</sup> commence très tôt le matin avec de coupures de route ponctuelles, selon la quantité de jeunes participants, ces actions peuvent durer quelques minutes ou des heures. Pendant la journée une activité classique est l'*olla comun*, activité organisée usuellement par les femmes qui consiste à la préparation d'un déjeuner collectif traditionnellement des haricots, qui porte le nom de *porotada*. Au cours de la journée, des peintures murales sont réalisées en l'honneur du martyr, cette activité ouverte à toute la population permet à chacun de faire et s'approprier le mural et le motif de sa réalisation. La journée se clôture avec un défilé dans les rues principales de la Villa, suivant la logique d'une procession, avec un parcours qui commence devant l'*animita*<sup>274</sup> qui marque le lieu

---

<sup>271</sup> Ce processus de reconstruction de la mémoire de *poblaciones* commence avec la parution de l'ouvrage *Constructores de Ciudad, nueve historias de poblaciones*, Sud Ediciones, Santiago, 1989. On peut aussi signaler quelques articles : CORTEZ MORALES Alexis, "A39 años de la toma de terreno. Memorias de la Victoria: una aproximación a la historia de la población", in *Archivo de Chile*, Santiago, 2006. Ainsi qu'un grand nombre de thèses et mémoires universitaires. Autre exemple est la déjà signalée reprise du nom de *Población Che Guevara*, ancien nom de la *Población Santa Anita de Lo Prado*.

<sup>272</sup> NORA Pierre, « Entre mémoire et histoire », in *Les Lieux de mémoire*, tome 1, *La République*, Gallimard, Paris, 1984, p. XXIX.

<sup>273</sup> Les événements historiques qui marquent les commémorations sont étroitement liés à la période de dictature, une des premières dates est donc l'once septembre. Aux morts liés à cet événement s'ajoutent progressivement de nouveaux martyrs, parmi eux Claudia Lopez de 26 ans, première militante anarchiste assassinée après la dictature, l'once septembre 1998. Nous trouvons ensuite les 29 mars jour de l'assassinat de deux des frères Vergara Toledo en 1985 Eduardo et Rafael. À ces morts s'ajoute l'assassinat du jeune poblador de Villa Francia Luis Alberto Silva Jara de 14 ans, le 6 octobre 1988. Cette même année le 5 novembre Araceli Romo de 26 ans et de Pablo de 25 ans, le troisième garçon de la famille Vergara Toledo sont morts dans une explosion. Enfin, et plus récemment se commémorent la mort de Matías Catrileo de 22 ans, le 3 janvier 2008, jeune militant mapuche assassiné par la police dans une récupération de terres.

<sup>274</sup> Les *animatas* sont des cénotaphes populaires édifiés spontanément, elles adoptent des formes multiples évocatrices du foyer familial, de l'église, d'une grotte ou de toute autre remémoration censée gratifier le

précis du décès du martyr et qui continue par les places et les divers espaces de sociabilité de la VF où se crient de consignes. Avec les années les défilés s'ouvrent à des expressions artistiques avec des danses traditionnelles *tinkus* et *batucadas*. À la fin du défilé se trouvent toujours les plus jeunes qui préparent la barricade à la tombée de la nuit, moment où le défilé s'arrête au milieu de l'avenue principale de VF. Les jeunes attendent l'arrivée de la police et les affrontements durent jusque très tard dans la nuit. Toutes ces pratiques accompagnent et se répètent de manière identique dans chaque événement commémoratif des assassinés et des disparus de VF. Cette fonction du rite comme nécessaire coupure, repère dans l'écoulement indifférencié du temps, a été bien perçue par Saint-Exupéry : « Qu'est-ce qu'un rite ? dit le Petit Prince. – C'est aussi quelque chose de trop oublié, dit le renard. C'est ce qui fait qu'un jour est différent des autres jours, une heure, d'autres heures<sup>275</sup> ». Le rite est un marqueur d'identité par sa capacité de structuration de la mémoire, dont il représente la cristallisation par couches successives, sédimentées entre elles.

Le rôle que se donnent les secteurs populaires est de faire ressortir cette identité collective à travers la mémoire du disparu<sup>276</sup> et de l'exécuté politique ou le souvenir de ceux qui ont pris les armes contre la dictature et qui en démocratie sont attaqués par des lois qui criminalisent leurs actions, criminalisent leur mémoire et la mémoire de l'action collective (les prisonniers politiques).

---

défunt. Elles peuvent être considérées simultanément comme objets de culte, lieux de mémoire et comme pratiques populaires. Parmi les principales caractéristiques des *animitas* nous trouvons d'abord, la commémoration d'un décès tragique en sanctifiant des personnes qui pour la plupart ne satisfont pas les exigences ecclésiastiques d'une telle reconnaissance. Ensuite, elles glorifient parfois, comme à Villa Francia des personnes exécutées par l'État, et finalement elles se construisent sur la voie publique sans aucun préavis ou autorisation de manière autonome et autogérée. Elles sont donc des véhicules d'une mémoire dissidente, elles jouent de même un rôle important dans l'appropriation de l'espace urbain. OJEDA LEDESMA L., « Hologrammes d'une mémoire désobéissante: Les *animitas* du Chili », in BERNIER L.(Dir.) *La patrimonialisation de l'urbain*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012, pp. 11-40

<sup>275</sup> DE SAINT-EXUPÉRY A., *Le Petit Prince*, Paris, Gallimard (1946), 1988, p. 70.

<sup>276</sup> Une analyse intéressante peut être trouvée dans le livre de GARCIA CASTRO A., *La mort lente des disparus au Chili sous la négociation civils-militaires (1973-2002)*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2002. Dans cet ouvrage, le disparu devient un authentique personnage philosophique, un concept opératoire pour penser la communauté politique au présent. Posant d'abord la question : qu'est-ce qu'un disparu ? elle fait varier la notion de disparition en extension et en compréhension, et en arrive à lui donner le statut de crime politique, partant de quatre réquisits : 1) qui dit disparition, dit arrestation impliquant des agents de l'État ; 2) qui dit disparition dit manque d'information sur le sort connu par les prisonniers ; 3) qui dit disparition dit au moins deux « victimes », le disparu et ses proches ; 4) qui dit disparition, dit contournement de la loi ; elle en arrive à l'énoncé de cette définition : « Est considéré comme disparu l'individu qui, ayant été arrêté par des agents de l'État, est durablement détenu dans le secret, sans que cette arrestation soit reconnue par les autorités impliquées », qu'elle complète ainsi : « mort durant son emprisonnement, sa dépouille est occulte, sans que son décès soit notifié à ses proches ».

Nous pouvons déduire, enfin, que la préoccupation pour la mémoire a permis qu'un type d'Histoire – « l'Histoire sociale » – retrouve un intérêt croissant dans les recherches en sciences humaines et sociales, preuve en est la grande quantité de jeunes étudiants qui dédient leurs thèses aux exclus et aux oubliés et qui malgré une faible publication, chaque jour rencontrent un plus grand succès ; la promotion des récits de vie, l'essor des recherches sur les cycles de vie et les temps sociaux, le développement des études longitudinales en témoignent. Comme l'indique N. Lapierre « La chronique délaissant la vie des « grands » pour promouvoir celle des humbles a trouvé un large lectorat<sup>277</sup> ».

Les médias ont su profiter de cette aubaine et ils multiplient les séries souvenirs et les émissions qui parlent de la dictature vécue par les personnes simples. « *Los archivos del cardenal* » et « *Los ochenta* »<sup>278</sup> dans le petit écran ont un grand succès. Cette médiatisation entraîne cependant une simplification de la mémoire et des histoires des oubliés. La critique surgit du moment que les médias essayent de convertir en patrimoine les sujets populaires en tant qu'objet en oubliant leur rôle en tant que sujet de mouvements de contestation, des événements, de conjonctures et de renversements au moins éphémères des structures de domination.

Enfin, si nous partons du principe que le souvenir se mesure à l'aune du devenir. La mémoire de la VPP est encore fortement présente, en effet, les circonstances actuelles le permettent, W. Benjamin l'explique ainsi : la mémoire est projection, élan donné vers le futur aux espoirs et désirs anciens, elle permet d'accoucher de ce dont le passé était déjà gros<sup>279</sup>. Néanmoins, ces souvenirs doivent être alimentés, pour maintenir la mémoire vive du projet de société qui est le leur. Nous analysons de ce fait, deux éléments qui constituent cette mémoire de la VPP : les martyrs et leur commémoration.

## **2. Martyrs et commémorations**

Il existe une série de technologies qui permettent de maintenir la mémoire populaire vive : nous analysons donc dans ce deuxième point les événements et les acteurs qui ont permis de garder l'aspect mémoriel de la VPP et comment ces aspects s'expriment dans le quotidien dans un espace géographiquement situé qui devient progressivement un

---

<sup>277</sup> LAPIERRE N., « Dialectique de la mémoire et de l'oubli », *Communications*, 49, 1989. pp. 5-10

<sup>278</sup> Ce sont deux séries télé d'une dizaine d'épisodes par saison, la première montre les cas arrivant au vicariat de la solidarité organisme de l'église qui recueillait les dénonciations de disparitions et d'exécutions. La deuxième série qui dure plus de sept ans raconte la vie d'une famille moyenne pendant les années de Dictature.

<sup>279</sup> BENJAMIN W., « Thèses sur la philosophie de l'histoire », in *Poésie et Révolution*, Paris. Denoël. 1971.

lieu de mémoire<sup>280</sup>. Ce point nous aidera d'abord à décoder le rôle des martyrs de la dictature militaire dans les expériences de rébellion des jeunes populaires, et à comprendre ensuite comment les commémorations des événements sanglants se sont transformées graduellement dans un discours de résistances.

Afin d'analyser de manière plus concrète les aspects mémoriels de la VPP, nous revenons sur l'exemple de VF où nous serons obligés de regarder les phénomènes actuels. Comme l'explique M. Halbwachs : c'est dans la ville et la population d'aujourd'hui qu'un observateur remarque bien des traits d'autrefois<sup>281</sup>. Autrement dit, ce sont les idées et les événements du présent qui réveillent les souvenirs : tous les éléments se trouvent dans cet endroit, il nous faut seulement les réveiller chaque année avec la commémoration de leurs martyrs.

Nous pouvons également déduire de la lecture du deuxième chapitre le rapport étroit entre les habitudes et l'esprit des *pobladores* de VF et l'aspect des lieux où ils vivent. C'est dans ces lieux que se construit l'histoire vécue, celle qui permettra de constituer un cadre vivant et naturel sur quoi une pensée peut s'appuyer pour conserver et retrouver l'image de son passé<sup>282</sup>. Cette image, ce souvenir, des événements qui se sont produits à l'intérieur de cette communauté subsistent grâce au développement de consciences individuelles originales. Ce sont des entrepreneurs de mémoire – nous allons le voir avec les parents de frères Vergara Toledo – qui entretiennent les souvenirs pour quelque temps parce qu'ils ont eu de l'importance pour eux. Alors, si nous mettons au premier plan, comme l'expose Halbwachs, les groupes et leurs représentations. Si nous concevons la pensée individuelle comme une série de points de vue successifs sur les pensées de ces groupes. Alors nous comprendrons qu'elle (la pensée individuelle) puisse remonter dans le passé et y remonter plus ou moins loin suivant l'étendue des perspectives que lui offre chacun de ces points de vue sur le passé tel qu'il est représenté dans les consciences collectives auxquelles elle participe<sup>283</sup>. C'est à partir de ce raisonnement que l'on peut expliquer la logique de construction et perpétuation de technologies mémorielles à VF, chaque conscience individuelle, connaît, reconnaît et reproduit les « événements fondateurs ». La condition nécessaire pour qu'il en soit ainsi, c'est que dans chacune de ces consciences, le temps passé, une certaine image du temps subsiste – l'événement fondateur

---

<sup>280</sup> Cf. NORA P. (dir.), *Les lieux de mémoire*. Paris : Gallimard, 1992, 7 vols.

<sup>281</sup> HALBWACHS M., *La mémoire collective*, *op. cit.*, p. 116

<sup>282</sup> *Ibidem*, p. 118

<sup>283</sup> *Ibid.*, p. 191

qui est l'occupation (*toma*) de terrain, l'événement unificateur qui est la construction et la défense de la villa, l'événement traumatique qui est la dictature, et l'événement mythique qui est la mort de jeunes – et s'immobilise – avec les commémorations –, que le temps dure au moins dans certaines limites variables suivant les groupes<sup>284</sup>.

Les limites jusqu'où l'on remonte dans le passé sont alors variables suivant le groupe. L'occupation de terrain a été le commencement de l'histoire vécue à VF. C'est ce qui explique que les pensées individuelles, suivant le degré de leur participation à telle ou telle pensée collective, atteignent des souvenirs plus ou moins éloignés. Nous l'entendons chez les plus jeunes pour lesquels les images de la dictature sont très présentes, pourtant d'autres événements historiques plus anciens sont souvent oubliés. Au-delà de cette frange mouvante de temps, il n'y a plus rien. Le temps n'est réel que dans la mesure où il a un contenu, c'est-à-dire où il offre une matière d'événements à la pensée<sup>285</sup>.

Cette matière d'événements se revendique dans les pratiques commémoratives qui se développent à VF, elles sont le résultat d'un discours identitaire qui acquiert une forte connotation spatiale, plusieurs éléments deviennent lieux de mémoire, les plus communs sont les graffitis et surtout les peintures murales qui décorent les bâtiments de la Villa Canada, il y a aussi les *animitas* qui rappellent avec un édicule l'endroit précis du décès tragique des jeunes de la VF, puis les hommages et les activités culturelles qui se réalisent dans les rues, dont les contenus et les consignes rappellent les morts et disparus ainsi que leurs projets de société.

Ces actions ne sont pas seulement le résultat de la commémoration des morts durant la dictature, dont les plus connus sont les frères Vergara Toledo qui se trouvent à l'origine de la journée du jeune combattant, sinon aussi les morts sous la post-dictature avec l'exemple de la Bibliothèque Rodrigo Cisternas Fernández<sup>286</sup>, assassiné le 3 mai 2007 pendant une journée de protestation ouvrière, ou de journées de commémoration de jeunes

---

<sup>284</sup> *Ibid.*, p. 192

<sup>285</sup> *Idem.*, p. 192

<sup>286</sup> Rodrigo Cisternas était un jeune ouvrier forestier assassiné durant une grève pour des améliorations de conditions de travailleurs. Cet événement est arrivé dans le village de Laraquete dans la province d'Arauco, une des plus pauvres du pays, en face de l'industrie de Celulose Horcones de propriété de la famille Angelini, une des plus riches du pays. Sa mort se produit lorsqu'il détruit de véhicules policiers avec une pelle mécanique, il reçoit 25 balles et meurt dans l'acte.

Mapuche comme Matías Catrileo Quezada<sup>287</sup> assassiné le 3 janvier 2008 à 22 ans en sont la preuve.

La mémorisation à la VF surgit comme un processus d'autogestion, où l'on reconnaît, accepte et promeut l'existence de diverses mémoires dissidentes, et dans ce cadre surgissent de nouvelles revendications qui deviennent de nouvelles pratiques de commémoration, comme la question mapuche, ou plus récemment les problèmes au sein du système éducatif. Dans un tel contexte où la VF devient un lieu de la mémoire dissidente, le contrôle de l'espace public a été un aspect fondamental que nous allons évoquer dans le point suivant.

### **2.1. De l'espace qui nous contrôle au contrôle de l'espace public**

Notre maison, nos meubles et la façon dont ils sont disposés, tout arrangement de pièces où nous vivons, d'après M. Halbwachs, nous rappellent notre famille et les amis que nous voyons souvent dans ce cadre. L'espace est donc, d'abord, un élément privé fondamental pour éviter l'oubli de ceux que nous avons rencontrés, ceux qui ont marqué notre vie parce qu'ils y ont laissé des traces – photos, diplômes, chambres jamais défaites, etc. –, des images qui restent malgré leur départ.

En outre, décrire la maison, la rue, le quartier nous permet déjà de pressentir à quelles espèce ou catégorie sociales appartiennent les hommes qui vivent dans un tel cadre<sup>288</sup>. Nous observons alors deux fonctions premières de l'espace lié à un groupe d'individus, premièrement, il nous rappelle ceux qui sont passés, et deuxièmement il nous permet de découvrir ceux qui sont toujours là.

Or, lorsqu'un groupe est inséré dans une partie de l'espace, il le transforme à son image, mais en même temps il se plie et s'adapte à des choses matérielles que lui résistent. Exemple de cela à VF : les deux barrières naturelles dont elle ne peut se défaire, lesquelles vont construire son identité initiale, la décharge *Lo Errazuriz* d'un côté, le cours d'eau *El Estero* d'autre part, la décharge les confrontera de manière quotidienne à une misère insupportable, le cours d'eau aux inondations qui année après année les contraignent à produire des liens communautaires de plus en plus forts, ainsi solidarité et critique sociale vont tisser la mémoire de la *población*. Le groupe s'enferme ainsi dans le cadre qu'il a construit. Et, en rappelant encore Halbwachs, l'image du milieu extérieur et des rapports

---

<sup>287</sup> Matias Catrileo était un étudiant mapuche mort d'un tir dans le dos le 3 janvier 2008 lorsqu'il participait à l'occupation d'une propriété agricole dans la région de l'Araucanie.

<sup>288</sup> HALBWACHS M., *La mémoire collective*, op. cit., p. 194

stables qu'il entretient avec lui passe au premier plan de l'idée qu'il se fait de lui-même. Elle pénètre tous les éléments de sa conscience, ralentit et règle son évolution<sup>289</sup>.

Alors, chaque aspect, chaque détail de VF a lui-même un sens qui n'est intelligible que pour ses habitants, parce que toutes les parties de l'espace qu'ils ont occupées correspondent à autant d'aspects différents de la structure et de la vie de leur communauté, au moins à ce qu'il a eu en elle de plus stable<sup>290</sup>. En effet, VF et en général toutes les *poblaciones* en tant que lieu d'habitation ont l'avantage, à la différence des *callampas* ou *conventillos* qui deviennent finalement des endroits provisoires, de posséder une stabilité temporelle et de laisser des traces dans le temps. Puisque les divers quartiers à l'intérieur d'une ville, et les maisons à l'intérieur d'un quartier, ont un emplacement fixe et sont aussi attachés au sol que les arbres et les rochers, une colline ou un plateau<sup>291</sup>.

Dès que l'espace prend du sens pour ses habitants, il devient symbolique. La relation signifiante est également fonctionnelle entre une communauté et son espace qui se change avec le temps et dans ce sens les significats sont élaborés et réélaborés constamment. Nous l'observons lorsque de nouvelles pratiques se développent, guidées par de nouveaux courants de pensée (marxisme versus anarchisme) revendiquant l'espace selon des morales différentes ou lorsque le régime politique évolue (dictature de droite, « démocratie » de centre-gauche, « démocratie » de droite) donnant de nouvelles possibilités d'utilisation de l'espace ou même lorsque de nouveaux acteurs revendiquent cet espace (supporteurs d'équipes de football appelés *barra brava*, ou les « narcorévolutionnaires »). La relation d'une communauté avec son espace se met alors en évidence avec l'appropriation territoriale. L'espace symbolique à VF devient donc un espace de lutte revendiqué d'une part par les groupes politiques et leurs militants radicaux qui gardent une rhétorique de la lutte contre les injustices, contre les puissants et d'autre part des groupes liés au crime organisé et le narcotrafic, apparus au milieu des années 1990. Ces derniers revendiquent également l'histoire combative de VF et se servent de celle-ci pour mener leurs affaires, nous reviendrons sur ce conflit dans la deuxième partie. Néanmoins lors de journées de commémorations toutes ces identités sont en interdépendance et participent aux rites commémoratifs, la VF fait partie, selon

---

<sup>289</sup> *Ibidem*, p. 195

<sup>290</sup> *Ibid.*, p. 196

<sup>291</sup> *Ibid.*, p. 197

l'expression de N. Crosley, du « champ de la contestation<sup>292</sup> » au sein duquel s'épanouissent les dispositions propres à un « habitus radical<sup>293</sup> ».

Comme tout espace appartenant au champ de la contestation la VF attire et permet aussi l'intégration de nouveaux acteurs, de la même façon que dans les années 1980 sont arrivés les étudiants du pédagogique, actuellement ce sont les étudiants de l'Usach (Université de Santiago) qui par leur approche géographique et idéologique participent au répertoire d'action de VF. D'autres collectifs venant de différents endroits, ou qui se développent au sein des universités, et qui participent à toutes les actions de commémoration viennent compléter le cadre. Comme l'indique G. Raposo, la *población* s'ouvre donc comme une possibilité de rencontre de multiples mémoires, parfois marginales, perdues ou censurée<sup>294</sup>.

En ce qui concerne la VPP, dans l'analyse de ces pratiques politiques un élément central mis en évidence est constitué par le scénario de ces explosions de violences, scénario qui se répète dans tous les moments de l'histoire, il est représenté par la rue et par l'espace urbain et communautaire<sup>295</sup>. La rue est l'espace qui reçoit toute sorte d'expressions populaires et d'instances de socialisation militante<sup>296</sup> : danses, peintures, commémorations et actions de VPP. C'est à partir de cet espace que se produit un transfert des valeurs, des normes, des traditions et des pratiques, lesquelles se voient évidemment confrontées à une mémoire officielle qui essaye de les éclipser. Dans ce contexte nous pouvons signaler que la VF s'établit comme un espace symbolique, qui résulte de l'interaction entre, premièrement, la structure physique-matérielle, autrement dit, ses rues et ses passages labyrinthiques ; la Villa Canada : mure d'immeubles qui la protège de la police et qui lui donne une intimité et une immunité ; et les peintures murales qui la décorent, qui montrent à tous ceux qui passent face à elle qu'ils sont dans un lieu de mémoire et de résistance. Deuxièmement, les actions qui se déroulent en cet endroit, c'est-à-dire, les manifestations et les barrages de rue dans l'avenue Cinco de Abril. Et enfin, les acteurs sociaux, leurs désirs, et leurs imaginaires.

---

<sup>292</sup> CROSLY N., "From Reproduction to Transformation. Social Movement Fields and the Radical Habitus", *Theory, Culture & Society*, 20 (6), 2003.

<sup>293</sup> MATHIEU L., « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, 2007/1 n° 77, p. 133

<sup>294</sup> RAPOSO QUINTANA G., "Territorios de la memoria: La retórica de la calle en Villa Francia", *Polis: Lo público un espacio en disputa*, N°31, *op. cit.*, p. 7

<sup>295</sup> Cf. GOICOVIC DONOSO I., "La propaganda por los hechos en el movimiento anarquista chileno (1890-1910)", in *Archivo Fotográfico y Digital*, Biblioteca Nacional, 2003, 12 p.

<sup>296</sup> MATHIEU L., *op. cit.*, p. 148



Pourtant, l'espace public contrôlé normalement par l'État ou comme l'explique Habermas, le premier à utiliser cette notion, par la bourgeoisie<sup>297</sup>, devient un objet de conquête. Devenir un nouveau public avec des intérêts opposés joue un rôle fondamental dans la construction d'identités et du quotidien des habitants de VF, car cet espace, comme on l'a vu, donne la possibilité de construire des récits et de les perpétuer. Historiquement, le contrôle s'est exercé par l'utilisation politique de l'espace public, il devient donc un territoire en dispute par toutes les forces qui vivent dans la ville. Néanmoins, les acteurs qui participent à cette dispute ont évolué et ce n'est pas seulement à travers la politique que ces espaces sont élargis, nous l'avons déjà dit, les narcotrafiquants et les *barras bravas*, demandent aussi leur place. Pourtant ce sont toujours les groupes politiques radicaux qui ont réussi la conquête progressive de la *población*, avec la perpétuation de lieux de mémoire, où sont tombés les frères Vergara Toledo, ou Luis Silva Jara et Miguel Leal. Les *pobladores* ont pris la structure physico-spatiale qui est la rue et l'ont investie des symboles comme les *animitas* et les hommages. La rue est donc une partie centrale des logiques et pratiques commémoratives, des activités culturelles, des hommages et de la VPP.

En résumé, la principale qualité rhétorique de ces éléments que nous retrouvons dans l'espace (les souvenirs, la découverte des acteurs, le sens, le symbolique, le transfert et l'intégration) est la configuration d'une scénographie propre, le paysage archétypique de la contestation ou de la légende urbaine de l'insurgé<sup>298</sup>. Espace et mémoire s'inventent l'un à l'autre. La matérialité de l'un cristallise l'immatérialité de l'autre et, selon cette même dialectique du groupe et de l'espace dont la mémoire est la médiation, le groupe qui a transformé l'espace à son image est rendu visible et modelé par lui<sup>299</sup>.

## 2.2. La commémoration : tradition, rituels et valeurs

Les premières commémorations, surtout celles liées aux disparus des premières années de dictature, se présentent comme un espace privé, comme expression de la douleur et du deuil<sup>300</sup>. Dans cette situation extrême, le trauma implique qu'il n'ait pas de paroles donc pas de narration, la transmission de la mémoire doit se faire autrement, mais

---

<sup>297</sup> HABERMAS J., *L'espace public : Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1993.

<sup>298</sup> RAPOSO QUINTANA G., *op. cit.*, p. 11

<sup>299</sup> BERDET M., « Benjamin sociographe de la mémoire collective ? », *Temporalités* [En ligne], 3 | 2005, mis en ligne le 07 juillet 2009, consulté le 26 mars 2012. URL : <http://temporalites.revues.org/410>

<sup>300</sup> JELIN E., "Fechas de la memoria social. Las conmemoraciones en perspectiva comparada", en *ÍCONOS* No. 18, Quito, Flacso-Ecuador, 2004, p. 146

comment ? Tout d'abord avec les silences qui communiquent la puissance de la douleur, ensuite avec les connaissances, les sentiments et les émotions (peurs, rage, tristesse) puis avec les idées et les idéologies. Pourtant, ces commémorations restent cloîtrées au foyer et au groupe de proches.

Ce ne sera qu'au début des années 1980 que nous observons une évolution vers l'expression publique de la souffrance, c'est-à-dire, celle d'une « souffrance partagée<sup>301</sup> » développée grâce à une intense communion sociale propre à VF et dominante dans les secteurs populaires. Dans ce contexte, on observe des répertoires d'action collective profondément ancrés dans la culture populaire<sup>302</sup> refaire surface : des expressions païennes-politiques avec la construction d'*animitas* ; des expressions artistiques, avec la peinture murale, laquelle se développe pour commémorer ses morts à partir de 1985 grâce à la réorganisation de brigades muralistes liées aux jeunesses des partis politiques de gauche<sup>303</sup>.



Image N° 12. Villa Francia Mural por hermanos Vergara Toledo 1989 Marzo 27 fotografe: Anselmo Córdova source journal Fortín Mapocho

<sup>301</sup> DORAN M.-C., « Les effets politiques des luttes contre l'impunité au Chili : de la revitalisation de l'action collective à la démocratisation », *Revue internationale de politique comparée*, 2010/2 Vol. 17, p. 117

<sup>302</sup> *Ibidem*, p. 118

<sup>303</sup> Les principales brigades muralistes de la fin de la dictature sont la BRP (Brigade Ramona Parra) et la BEC (Brigade Elmo Catalan), postérieurement apparaîtra la BC (Brigade Chacón) toutes elles commémorent des jeunes militants communistes assassinés dans différents moments de l'histoire. Cf. CASTILLO ESPINOZA E., *Puño y letra: movimiento social y comunicación gráfica en Chile*, Santiago, Ocho Libros Editores, 2006, 191 p et GARCIA CASTRO A., « Les murs comme support du politique : la brigade Chacón au Chili (1989-1997) », *Cultures & Conflits*, 57 | 2005, pp. 259-275.

Les années 1990-1998 ouvrent un passage à la commémoration contre-hégémonique de luttes contre l'impunité<sup>304</sup>. Le désir de justice déplace de ce fait la souffrance partagée et le mécontentement s'exprime de manière plus concrète avec l'action directe. Les années 2000 caractérisées par une majeure ouverture politique permettent aux pobladores de diversifier ses répertoires d'action avec une appropriation renforcée de l'espace public. Deux éléments peuvent être soulignés dans l'occupation de l'espace public qui se réalise à partir de ce moment dans les commémorations : premièrement, l'occupation se fait en forme de déplacement, c'est un défilé qu'empregne l'espace public de l'événement rituel, dont le rôle est de communiquer et réaffirmer d'une part au collectif participant qu'il y a un trajet à faire – un parcours rituel suivant une logique païenne-religieuse du *via crucis* –, et d'autre part montrer aux autres habitants les discours, les revendications et les projets liés à la mémoire des martyrs, en faisant de la rue un espace politique. En deuxième lieu, l'activité prend possession de la rue et redéfinit les limites du permis, elle marque ainsi une frontière territoriale entre la communauté et l'autorité. Dans ce deuxième élément, l'action d'appropriation a pour objectif de s'établir et empêcher le transit. Ainsi commence le défi direct à l'autorité. L'intervention de la police permettra postérieurement le passage vers une autre forme de résistance à travers la protestation nocturne.

Au cours des défilés s'invitent progressivement la musique et la danse et les rues se coupent au son d'une ambiance carnavalesque, on pourrait parler d'une « fête de la mémoire » laquelle permet aussi le passage à l'acte sous une forme de rituel. Dans ce rituel de la violence se suivent des performances esthétiques similaires à celles de la danse et où la préparation s'impose avec un impact visuel.

La VPP les jours de commémoration suit alors un ordre qui cherche la configuration d'un cadre-spectacle, entre l'obscurité et la lumière, tout est coordonné pour que le défilé s'achève à la tombée de la nuit, dans un point précis, l'axe des avenues principales, le plus exposé de VF. Les luminaires de rues sont généralement coupés par des black-out localisés dans le secteur où les affrontements auront lieu. Le 5 novembre 2012, la nuit tombée, les jeunes cagoulés et habillés tout en noir sortent d'entre les passages des bâtiments de Villa Canada avec des pneus qu'ils ont collectés et stockés depuis des semaines. Entre l'obscurité ambiante et le noir total que revêtent ces jeunes : rien n'est visible, seulement lorsque le premier cocktail Molotov est allumé et tombe sur les pneus

---

<sup>304</sup> DORAN M.-C., *op. cit.*, p. 115

empilés au milieu de l'avenue Cinco de Abril la lumière puissante des flammes montre les silhouettes des jeunes, 30, 40 ou 50 individus se montrent comme des acteurs face au public de plus de mille *pobladores* qui les applaudissent. Les consignes se suivent comme des chants criés à l'unisson par les jeunes et acclamés par le public qui observe à distance la suite du spectacle. Les jeunes jettent des pamphlets avec des phrases qui rappellent l'objectif de leur action : ne pas oublier les morts pour le peuple ; demander la libération de prisonniers politiques ; et s'organiser contre les injustices du système. Ils montrent un savoir-faire spécialisé et une maîtrise de l'espace de contestation. Tout cela se passe pendant que les flammes de plus en plus grandes se montrent aux autres acteurs, qui ne tarderont pas à arriver.

La police survient avec ses meilleurs appareils répressifs, les derniers canons à eau, les véhicules d'infanterie légère Mowag et les *fuerzas especiales* (FE) les plus en forme, c'est ainsi que ce spectacle des David contre Goliath commence à se jouer. La police charge avec les canons qui lancent une eau mélangée avec du gaz lacrymogène essayant de faire partir les spectateurs, mais pour le public cela vient juste de commencer. De l'autre côté de l'avenue, avenue divisée par des espaces verts et une piste cyclable, la police commence la décharge de bombes lacrymogènes, lesquelles sont tirées droit dans le corps des jeunes, ces derniers ripostent avec des cocktails Molotov, des bouteilles de peinture, des pierres, ou en renvoyant les bombes lacrymogènes avant qu'elles fassent leur effet dissuasif, ainsi chaque fois qu'ils atteignent leur objectif ils sont acclamés par les *pobladores*, avec des applaudissements et des vivats. Les éclats profonds et métalliques des dizaines de pierres qui frappent le blindage de chars de police accompagnent les acclamations.

Après quelques minutes tout le cadre devient nuageux, les feux de barricades éteints et le ciel couvert du gaz lacrymogène donnent un autre visage à l'obscurité, néanmoins le public fidèle reste malgré l'air irrespirable. Mais surtout parce que la partie la plus dangereuse de la scène commence et il faut surveiller l'action de la police. Il ne faut surtout pas oublier pourquoi tous sont là.

La lumière de barricades laisse la place aux ombres et au brouillard, la police se déplace en piquet pour des affrontements plus resserrés, les cocktails Molotov épuisés laissent la place aux pierres, du côté de la police apparaissent les balles en caoutchouc, les bâtons rétractiles et entrent en action les tanks Mowag, plus petits et rapides. La scène se passe toujours des deux côtés de l'avenue, la police tente de traverser, mais elle est

repoussée par une pluie de pierres, après quelques essais, les policiers nombreux atteignent l'autre côté de l'avenue. Néanmoins, les jeunes connaissant les passages labyrinthiques de VF et aidés par les *pobladores* qui les laissent rentrer dans les maisons vont disparaître rapidement. C'est le même rituel – qui peut durer jusqu'à cinq heures – qui se répète constamment, dans lequel les jeunes acquièrent certaines compétences pratiques, faisant du rituel de VPP quelque chose de chaque fois plus organisé, plus coordonné et plus esthétique, la mémoire exprimée dans les commémorations devient ainsi un répertoire d'action et mobilisation contre l'ordre politique.

Les pratiques commémoratives décrites précédemment se fondent dans la répétition du calendrier rituel de dates emblématiques (11 septembre, 29 mars, 6 octobre, 5 novembre et de plus en plus le 3 janvier), ainsi que dans la démarcation de ces territoires signifiants pour la communauté, on observe aussi l'alimentation de ces dates avec de nouveaux événements qui s'ajoutent aux événements qui ont donné naissance à ces commémorations, de nouveaux martyrs sont, en effet, honorés chaque 29 mars, de jeunes Mapuche morts dans le sud du pays, des jeunes syndicalistes assassinés de manière mystérieuse ou des étudiants touchés par des balles perdues. Ainsi les pratiques commémoratives vont incorporer de nouveaux événements et de nouveaux protagonistes. On l'observe avec les peintures murales qui y ajoutent chaque année de nouveaux noms, de nouveaux morts.

Cette forme de manifestation, du point de vue institutionnel, déborde la pratique commémorative permise et légitime. Néanmoins, pour les *pobladores* de VF cette façon de faire correspond, non seulement à un rituel de commémoration, mais aussi à une forme d'habiter sa *población*, lorsqu'ils peignent et restaurent les mêmes murs, occupent les mêmes rues, les actes commencent dans les mêmes points, et les activités se réalisent dans la même place, ce sont encore des souvenirs qui s'ajoutent. Il ne faut pas oublier pourtant que toutes ces pratiques sont liées à des personnes connues autrefois, et des événements dont il ne nous reste que des témoignages pouvant être plus ou moins exacts ou inexacts, mais qui cherchent, tous, à construire une image mythique d'un ensemble de jeunes, dont nous essayerons de faire un portrait.

### 2.3. Les martyrs : jeunes combattants de Villa Francia

Il est criminel de tuer la victime parce qu'elle est sacrée...mais la victime ne serait pas sacrée si on ne la tuait pas<sup>305</sup>.

L'utilisation de la notion de martyr pour parler de jeunes combattants de VF n'est pas hasardeuse. En occident, l'origine de ce concept est liée à la vision chrétienne de celui qui est disposé à se faire tuer pour témoigner de sa foi et qui renonce pour cela aux valeurs temporelles<sup>306</sup>. Pour développer cette analogie nous parlerons principalement des frères Vergara Toledo (Eduardo, Rafael et Pablo) tous les trois issus de VF et tués pendant la dictature. Ils suivront le cheminement classique du martyr : le dévouement pour leur cause, prédication d'un idéal de société, la persécution, la fuite, la souffrance, et la mort violente.

La construction de ce que l'on peut appeler l'identité du martyr commence avec l'évocation de certaines valeurs qu'ils possèdent, qui les différencient et qui les posent du côté du « bien » dans un contexte politique de violence et mort, la description que deux des frères exilés en Espagne font de la fratrie suite à la mort d'Eduardo et Rafael témoigne de cette identification :

« Ils (leurs parents) nous ont inculqué des valeurs importantes: l'amour, la fraternité et le refus à des situations de violence et mort que sont vécus actuellement au Chili. De ce fait, commence l'engagement que nous, les quatre frères, assumons dans les organisations populaires de notre *población*, tout au début, dans les communautés chrétiennes et, ensuite, dans des organisations politiques, concrètement le MIR, mais toujours, en tant que chrétiens<sup>307</sup> ».

Dans cette différenciation, qu'ils construisent et qu'ils revendiquent nous trouverons une des premières sources de la persécution, dont ils seront objet, ce sera la différenciation hors système, hors des valeurs qu'imposait la dictature, car la différence hors système comme l'explique R. Girard, terrifie parce qu'elle suggère la vérité du système, sa relativité, sa fragilité, sa mortalité<sup>308</sup>. Leurs idéaux se montrent, en effet, quand la dictature se voit fortement mise en question et l'assassinat des opposants devient la façon de

---

<sup>305</sup> GIRARD R., *La violence et le sacré*, Paris, éditions Grasset et Fasquelle, 1972, p. 9

<sup>306</sup> MAALOUF T., « Le Martyr : du religieux au politique », in *Sens Public*, Revue électronique internationale International Web Journal [www.sens-public.org](http://www.sens-public.org), 2005, p.2

<sup>307</sup> Témoignage de Ana et Pablo Vergara Toledo sur la mort de ses deux frères, Rafael et Eduardo depuis l'exil en Madrid, *Revista Araucaria de Chile*, Madrid España, 1985, p. 29

<sup>308</sup> GIRARD R., *Le bouc émissaire*, Paris, éditions Grasset et Fasquelle, 1982, p. 34

perpétuer le régime<sup>309</sup>. Ils construisent sans le vouloir des signes victimaires qu'ils renforcent avec leur foi chrétienne :

Rafa, qui était surtout un militant, un militant mirista, qui aimait de tout son cœur son peuple [...] maintenant, en lui, à côté de la chose politique se trouve toujours sa croyance chrétienne, sa foi<sup>310</sup>.

Ainsi, dans leur dévouement par la cause, ils vont revendiquer, comme les martyrs chrétiens, leur amour pour autrui, d'abord à ses « frères » de foi, pour lesquels ils vont même jusqu'à donner leur vie :

Le jour 29, à peu près vers sept heures et demie du soir, ils étaient chez un ami, où ils s'étaient rejoints, ils ont été suivis jusque là et une embuscade a été préparée en établissant un vrai siège. Leur ami arrive à s'échapper parce que mes frères protègent sa retraite, ils lui demandent de partir et lui disent qu'ils allaient affronter la situation. La vérité c'est qu'ils n'avaient pas de quoi se défendre et ils ont été simplement criblés de balles<sup>311</sup>

Le chemin du martyr est, aussi, fortement lié au moment du départ pour prêcher leur croyance, un ensemble d'idées novatrices et dangereuses pour le pouvoir en place. En effet, comme dans les origines du christianisme, ces idées apparaissent comme une force révolutionnaire dans l'ordre des valeurs qui étaient celles du paganisme gréco-latin<sup>312</sup>. De la même façon, les frères Vergara élaborent un discours issu de leur expérience de vie en VF, où la foi chrétienne communitaire parfaitement avec l'idée révolutionnaire, en allant plus loin que la théologie de la libération en vogue ces années-là :

Il (Eduardo) avait un concept très spécial et novateur de tout cela, qui maintenant à cause de leur assassinat, est quelque chose que les prêtres discutent. Une théologie révolutionnaire, très vaste et très différente et très profonde. De tout cela, il nous parlait quand on se retrouvait, il nous parlait beaucoup, parfois on avait du mal à le comprendre...je pense que c'est pour cela qu'ils les ont tués tous les deux, parce malgré leur jeunesse, leur trajectoire fut longue, et ils faisaient un travail très ample et les gens les acceptaient<sup>313</sup>.

Ensuite, commence leur parcours, leurs départs, leur apostolat :

---

<sup>309</sup> Ce même 29 de mars de l'année 1985 sont assassinés les professionnels communistes Santiago Nattino (moins de 30 ans), le professeur Manuel Guerrero (moins de 30 ans) et le sociologue José Manuel Parada (sociologue, 35 ans), l'affaire de leur mort sera appelée l'affaire des égorgés qui vise directement des individus dangereux pour le régime. D'ailleurs, la façon dont est perpétré l'assassinat est tout aussi symbolique d'après notre vision des faits, certes l'égorgeur est la façon de tuer le bouc émissaire, celui qui doit mourir pour éviter une violence plus grande contre la nation.

<sup>310</sup> Témoignage d'Ana et Pablo Vergara Toledo sur la mort de ses deux frères, Rafael et Eduardo depuis l'exil en Madrid, *Revista Araucaria de Chile, op. cit.*, p. 30

<sup>311</sup> *Ibidem*, p. 31

<sup>312</sup> MAALOUF T., *op. cit.*, p.3

<sup>313</sup> Témoignage d'Ana et Pablo Vergara Toledo sur la mort de ses deux frères, Rafael et Eduardo depuis l'exil en Madrid, *Revista Araucaria de Chile, op. cit.*, p. 31

Lui (Rafael) comme Eduardo, n'habitaient plus avec nous, ils vivaient avec les gens, ils vivaient dans la clandestinité, ce qui au Chili est actuellement très dur, parce qu'il y a peu de gens qui acceptent de te garder dans leurs maisons, parce qu'on souffre beaucoup, tu souffres même de la faim. Tout cela les a aidés à mûrir et à regarder le sens réel de ce qui est être chrétien et être révolutionnaire<sup>314</sup>

Les persécutions, comme l'indique R. Girard, se déroulent de préférence dans des périodes de crise qui entraînent l'affaiblissement des institutions normales<sup>315</sup>, le récit du père de la fraternité rend compte de ce fait :

Nos enfants sont en effet le produit de notre influence, mais aussi du contexte politique général et du milieu où ils se débrouillent ; quand ils prennent leur compromis politique, c'était un moment très obscur de la vie nationale. L'unique issue pour eux était le changement radical avec toutes les formes de lutte<sup>316</sup> »

Dans ce schéma, les persécuteurs finissent toujours par se convaincre qu'un petit nombre d'individus, ou même un seul peut se rendre extrêmement nuisible à la société tout entière, en dépit de sa faiblesse relative<sup>317</sup>, il se produit ainsi toute une série d'événements qui rend compte d'une persécution de plus en plus acharnée sur les frères Vergara Toledo :

« L'année 1982 notre famille commence à vivre de façon directe la répression. La répression se centre principalement sur Eduardo et Rafael, qui à cette époque avaient 18 et 16 ans respectivement.

En février 1982 pendant les funérailles de Tucapel Jimenez<sup>318</sup>, Eduardo est arrêté et frappé par la police, puis en octobre de la même année, étant dirigeant universitaire il est arrêté avec une de ses camarades par des individus en civil...

...En décembre de 1982, Eduardo est arrêté par la police et conduit au premier commissariat, il restera là-bas quelques jours [...] ce même mois, le 15 décembre, Rafael est aussi arrêté par la police pendant la marche de la faim dans le centre de Santiago, alors qu'il n'avait que 16 ans [...] En août 1982 s'en suit un procès contre Eduardo dans l'académie supérieure de sciences pédagogiques dont la sanction fut l'expulsion de l'université, il était en deuxième année d'Histoire et Géographie [...] Eduardo ne pouvait suivre des études dans aucune université, même dans des instituts privés...

...le 13 septembre 1983, Rafael est blessé par une grenade lacrymogène pendant les funérailles d'un *poblador* de la *población* la Victoria, assassiné pendant la journée de mobilisation nationale [...] à la fin septembre, Rafael est expulsé du lycée d'*Aplicacion* à cause de sa participation en tant que dirigeant lycéen [...] le 12 avril 1984 il est encore une fois arrêté avec ses camarades du lycée A71 où il faisait sa dernière année de lycée, à trois rues de la maison [...] pendant son arrestation Rafael fut durement interrogé et fortement frappé, il dut partir ce même 12 avril aux urgences [...] Il était triste et avec la haine contre la police, ensuite il fut

---

<sup>314</sup> *Ibidem*, p. 30

<sup>315</sup> GIRARD R., *Le bouc émissaire*, *op. cit.*, p. 21

<sup>316</sup> Témoignage de Manuel Vergara, père de frères Vergara, en CONTRERAS LINEO S., IBARRA CORTES L., *op. cit.*, pp. 139-140

<sup>317</sup> GIRARD R., *Le bouc émissaire*, *op. cit.*, p. 25

<sup>318</sup> Tucapel Jiménez était un syndicaliste chilien qui à cause de son opposition au régime est assassiné par la direction d'intelligence de l'armée.



encore une fois expulsé du lycée. Après cela aucun lycée ne voulait l'accepter, il était très triste, alors il prit contact avec le parti qui le sauva en tant qu'individu [...] en août 1984, le foyer est encore une fois forcé. Cette fois-ci ils prennent Pablo, il est interrogé et brutalement torturé par la police et le personnel de la CNI (service de sécurité intérieur)<sup>319</sup> ».

Cette série d'événements pousse leur fuite, leurs idéaux et leur vision du monde se mêlent avec de fortes émotions négatives qui accompagnent l'être persécuté. D'autre part, et suivant la cohérence de l'agir du martyr chrétien, ils passent à une vie sans possession, leur fuite est la consécration de leur vie aux autres :

« mes enfants ont dû quitter leur famille qui les a aimé tellement, leur ont tout donné, mais ils ont dû partir, se déplacer dans différents endroits, sans manger, mais ils le faisaient parce qu'ils croyaient réellement en la vie [...] Eduardo savait ce qu'il voulait et pourquoi il luttait, frustré ses possibilités de continuer ses études il se dévoue complètement à être dirigeant *poblacional*. Il opte pour une forme de vie humble sans possessions.

Un jour Rafael nous appelle et nous dit qu'il quitte la maison qu'il veut rejoindre la milice – je pense qu'il n'y a aucune solution – nous dit-il. Mon fils était un homme profondément chrétien et profondément révolutionnaire<sup>320</sup>.

Mais c'est aussi le moment où ils sentent que leur vie ne leur appartient plus et qu'ils sont prêts à mourir pour leurs idéaux, qu'ils expriment comme un appel de Dieu :

La dernière fois qu'on l'a vu, c'était pour le Nouvel An 1984 [...] Rafael nous parle longtemps, il exprime qu'il ressentait un grand appel de Dieu à donner sa vie pour la cause du peuple<sup>321</sup> ».

Rafael et Eduardo sont assassinés le 29 mars 1985 dans la *Población* Robert Kennedy, dans les limites de la VF suite à un affrontement avec la police, Eduardo est tué immédiatement et Rafael est arrêté et exécuté d'une balle dans la nuque, ensuite son corps est laissé dans la rue à côté de celui d'Eduardo, une *animita* signale l'endroit.

---

<sup>319</sup> Extraits d'entretien à Luisa Toledo, mère de frères Vergara, en CONTRERAS LINEO S., IBARRA CORTES L., *op. cit.*, pp.133-138

<sup>320</sup> *Ibidem*, p. 140

<sup>321</sup> *Ibid.*, p. 141



Image N° 13. Animita des frères Vergara Toledo placée dans l'intersection des avenues Cinco de Abril et Las Rejas.

Leur frère Pablo meurt le 5 novembre 1988 à Temuco avec la militante du MIR Aracely Romo, à cause d'un engin explosif qui a détoné sur eux, néanmoins les faits sont toujours confus.

Les effets actuels de ces événements résultent de leur transmission à travers le récit qui rassemble les individus autour d'emblèmes, de croyances, de pratiques et de discours que l'on peut qualifier de « prêts-à-utiliser »<sup>322</sup>. La notion de « récit » reste le mot clé pour comprendre ce qui motive actuellement les jeunes de VF à embrasser une cause commune.

Chaque martyr est aussi investi d'une grande valeur du point de vue de la propagande, enclenchant une sorte de réaction en chaîne. Cela se manifeste à VF avec l'éloge du sacrifice avec la peinture murale, dont la plupart d'entre elles sont dédiées aux frères Vergara ou aux jeunes combattants en général.

---

<sup>322</sup> MAALOUF T., *op. cit.*, p.12



Image N° 14. Peintures murales dans les bâtiments de Villa Canada.

Les deux muraux ont comme protagonistes Pablo Vergara et Aracely Romo, le premier datant de début des années 1990 le deuxième est une restauration des années 2010 où s'observent des nouveaux éléments parmi eux des symboles mapuche, des lycéens, le feu de barricades et de manifestants.

Un autre avantage du « récit » est de se fonder sur un imaginaire de longue durée, voire d'éternité, basé sur la croyance selon laquelle les martyrs d'antan se réincarnent symboliquement de manière quasi-biologique dans ceux d'aujourd'hui. Ces derniers transmettront cet héritage à leurs descendants pour que, de génération en génération, de victime consentante en victime consentante, la lignée se perpétue et avec elle l'être collectif « éternel » qu'elle constitue<sup>323</sup>. Chaque commémoration du 29 mars provoque certes de nouveaux décès de jeunes, autrement dit des nouveaux martyrs qui amplifient le souffle de cette commémoration, de nouveaux quartiers et de nouvelles familles participent ainsi de cette journée de commémoration chaque année.

La victime consentante, comme l'indique T. Maalouf, se trouve récompensée dans l'au-delà. Mais elle l'est également par l'échange d'une existence quotidienne, profane, contre une immortalité de gloire dans la mémoire des survivants et des descendants. Elle se trouve conditionnée à cette fin héroïque par le discours sacrificiel associé à sa socialisation de base, mythes et légendes véhiculant des modèles offerts à l'identification du sujet<sup>324</sup>. Cette transcendance permet l'émergence d'un devoir de reconnaissance, non seulement sur le martyr, mais aussi sur tous ceux qui se reconnaissent comme descendants, c'est dans

<sup>323</sup> *Ibidem*, p. 11

<sup>324</sup> *Ibid.*, p.5

cette pratique de reconnaissance que se trouve là la force de la journée du jeune combattant, les sujets se trouvent et se reconnaissent autour du martyr. Les martyrs viennent donc vivifier des communautés politiques, favoriser leur consolidation, susciter une passion victimaire propice à leur mobilisation, leur permettant ainsi d'affronter leurs rivaux.

Le sacrifice suprême en tant que tel est tout à la fois don de soi et sacralisation du sujet sans interposition d'un intermédiaire entre sa personne et le sacré, dont les référents varient entre celui de la patrie et celui d'un Dieu que cet acte réjouit et qu'il récompense – pour les frères Vergara Toledo ce sont tous les deux à la fois, leur peuple et leur Dieu –, le sujet qui accepte une mort immédiate et tragique, ou sa simple éventualité, ne la conçoit pas comme une fin définitive, mais comme un rite de passage d'une vie médiocre et dérisoire à une « vraie vie<sup>325</sup> ».

Aussi l'être sacralisé intervient dans l'organisation collective du sacré, en particulier lorsque des groupes sociaux ont besoin d'une puissance pour garantir et galvaniser une protestation ou une révolte sociale. Le charisme sacré est alors étendu de la sphère religieuse à l'ensemble de l'environnement sociopolitique<sup>326</sup>.

En résumé, le sacrifice suprême est un geste politique fondateur, Pablo Vergara visualisait certes cet événement fondateur lorsqu'il parle de la mort d'un jeune militant et d'une certaine façon prévoit l'importance de la mort de ses deux frères et ensuite la sienne :

« Effectivement, quand ils tuent nos compagnons c'est toujours une défaite, pour plusieurs raisons. Au moins, à court terme, parce que sont des cadres qui se perdent, qui sont assassinés, des cadres précieux qui parfois nous ont coûté énormément former. Mais à long terme, peut-être que cela ne sera pas une défaite, parce qu'il y a beaucoup de compagnons jeunes qui prennent mes frères comme exemple, et cela est très important, parce que ça veut dire qu'à l'avenir il n'y aura pas seulement un Rafael ou un Eduardo, sinon beaucoup plus comme eux<sup>327</sup> ».

---

<sup>325</sup> *Ibid.*, p. 7

<sup>326</sup> *Idem.*, p.7

<sup>327</sup> Témoignage de Ana et Pablo Vergara Toledo sur la mort de ses deux frères, Rafael et Eduardo depuis l'exil en Madrid, *Revista Araucaria de Chile. op. cit.*, p. 32

### ***3. La vengeance en tant que crime politique***

L'objectif qui guide ce troisième point est de comprendre comment se conjuguent la mémoire historique et biographique et l'envie de vengeance dans les actions de VPP. Nous allons donc rapprocher deux histoires d'acteurs de la VPP qui ont participé à des actes de vengeance, qui pourront être classifiés comme des crimes politiques. Faits divers au départ, ils sont réintroduits dans la politique par les médias ou les mouvements de défense de droits de l'homme, qui dénoncent l'implication du pouvoir ou d'acteurs politiques<sup>328</sup>. La première histoire est celle d'Antonio Ramon Ramon, ouvrier espagnol qui a voulu sans succès assassiner le Général Roberto Silva Renard qui a donné l'ordre de tirer contre la foule de l'école Santa Maria de Iquique le 21 décembre 1907 ; la deuxième histoire est celle de Tamara Sol Farias Vergara, nièce des frères Vergara Toledo et jeune activiste anarchiste qui a tiré contre un gardien de banque le 21 janvier 2014.

Nous essayerons de découvrir comment ses histoires se croisent et quel « rôle » jouent la mémoire et les émotions déclenchées dans le développement de ces événements.

Il faudrait signaler, premièrement, que ces deux acteurs agissent dans un contexte où une histoire conciliatrice, qui a permis l'impunité des actions de violence contre le peuple, l'emporte sur la mémoire populaire. La consigne est d'oublier les erreurs du passé et que tous assument la faute des événements passés même si certes il y a eu des victimes et victimaires. Les deux acteurs analysés dans les lignes qui suivent se rebellent, de façon concordante, contre cette pédagogie de la subordination qui méconnaît les crimes historiques contre les plus humbles.

Dans les deux contextes que nous examinons, les représentants institutionnels des plus modestes c'est-à-dire les partis de gauche ont privilégié la dénonciation de faits et l'acceptation de la souffrance, justifiant que le sacrifice populaire est le prix à payer pour l'émancipation sociale, laquelle incontestablement n'est pas arrivée. Dans cette situation on peut se demander quelle alternative existe pour les secteurs populaires fortement frappés par la répression ? Qu'est-ce que peuvent faire les proches de ceux qui ont souffert la répression et la mort ? Quelles sont les valeurs qui doivent guider les actions de compagnons et familles des victimes ? Quand l'État est incapable de rendre justice, les individus sont-ils libérés de compromis institutionnels ? Est-il valide d'accepter que l'homme reprenne l'état naturel et qu'il prenne la justice par ses propres mains ? Ce ne

---

<sup>328</sup> MERKLEN D., « De la violence politique en démocratie » *Cités extrêmes violences*, PUF, N°50, 2012, p.60

sont que quelques-unes de questions qui surgissent de l'analyse de ces deux cas que nous allons voir maintenant.

### 3.1. Antonio Ramon Ramon<sup>329</sup> : le vengeur des martyrs d'Iquique

Plusieurs personnages ont inspiré les divers groupes anarchistes, subversifs et révolutionnaires dans l'histoire du Chili. Cependant, un nom qui fait écho actuellement<sup>330</sup> est celui d'Antonio Ramon Ramon, nous allons exposer quelques aspects de son histoire.

La matinée du 14 décembre de 1914, un employé du commerce, un espagnol arrivé au Chili il y a sept ans croise dans une avenue du centre de Santiago un militaire d'une soixantaine d'années. Le militaire s'appelle Roberto Siva Renard, il avait commandé un bataillon que sept ans auparavant, mitraillé et assassiné plus de 2000 personnes, des ouvriers avec leurs familles, installées dans l'École Santa Maria d'Iquique. L'espagnol s'appelait Antonio Ramon et son demi-frère, Manuel Vaca, était une des victimes de cette tuerie restée impunie.

Le 14 décembre 1914, le général Silva Renard marche paisiblement vers son bureau, avec la tranquillité que les années d'impunité et les signes publics d'oubli lui confèrent. C'est à ce moment et avec surprise qu'il sent un coup sec, suivi de trois autres. L'agresseur s'arrête un instant dans son objectif face aux cris du général qui attirent la foule. Il jette ensuite au sol la dague et court. Après quelques minutes, un gardien de prison voit courir l'agresseur poursuivi par trois hommes, il sort son arme et l'arrête<sup>331</sup>. À ce moment, l'agresseur comprend que tout est fini et une étrange sensation de satisfaction envahit son corps. La vengeance avait été exécutée<sup>332</sup>.

La nouvelle de l'agression se répand rapidement. La presse rend compte et condamne l'attentat « anarchiste » en diabolisant l'agresseur<sup>333</sup>.

---

<sup>329</sup> Les éléments pour constituer le profil d'Antonio Ramon Ramon ont été extraits de la cause judiciaire suivie à son encontre qui se trouvent dans l' *Archivo Nacional de Santiago, fondo judicial*, legajo 1670, pieza 3, dans l'ouvrage de GOICOVIC DONOSO I., *Entre el dolor y la ira. La venganza de Antonio Ramon Ramon. Chile 1914*, Osorno, Colección monográficos, editorial Universidad de los Lagos, 2005, et le documentaire de Ximena Salazar, *La venganza de Ramon Ramon*, DOC TV IB, Santiago, 2007, 52 minutes.

<sup>330</sup> Cette résurgence de la personne d'Antonio Ramon est liée au fait qu'en 2014 a lieu le centenaire de l'attentat qui le rend connu.

<sup>331</sup> Declaración de Perfecto Salazar Acevedo, gardien du Pénitencier de Santiago 14 décembre 1914, in *Archivo Nacional de Santiago, fondo judicial*, legajo 1670, pieza 3.

<sup>332</sup> GOICOVIC DONOSO I., *Entre el dolor y la ira. La venganza de Antonio Ramon Ramon. Chile 1914*, op. cit., p. 28

<sup>333</sup> Le quotidien vespéral « *Las ultimas noticias* » signale en gros titres « traître et lâche attentat criminel ».

Antonio Ramon Ramon jeune espagnol provenant de Granade vit son enfance pendant une période d'exclusion et de précarité matérielle qui génèrent d'importants processus migratoires en Espagne (fin du XIXe début du XXe). Antonio Ramon fils unique et pauvre vit donc toute son enfance soumis dans la misère. Son père, agriculteur journalier, part souvent quelques mois travailler dans des exploitations d'autres villages, c'est donc dans ces déplacements qu'il rencontre une femme avec laquelle il aura un « fils illégitime » appelé Manuel Vaca.

Le père d'Antonio Ramon deviendra avec le temps paranoïaque et agressif avec sa femme et leur entourage, il passe à partir de 1883 plusieurs séjours dans un hôpital psychiatrique. Il finit par divorcer, et sa femme prend la garde d'Antonio. Ce dernier, néanmoins, n'arrête jamais de rendre visite à son père, qu'il aime malgré ses problèmes psychiques. C'est au cours de ses visites qu'il découvre l'existence de Manuel Vaca, cette nouvelle diminuera en lui la sensation de solitude qui l'envahit depuis très longtemps.

Face à la misère et à une scolarité inachevée, Antonio commence précocement à travailler en tant que journalier agraire, comme son père. Il comprend pourtant rapidement que la structure agraire de sa région ne garantit pas sa subsistance, il part ainsi à chercher de meilleures conditions de vie dans d'autres coins du monde, comme d'ailleurs la plupart des jeunes de sa génération<sup>334</sup>. Il quitte sa région avec d'autres jeunes pour rejoindre le Maghreb et s'établit, comme le fait une bonne partie des Espagnols immigrants, dans le port d'Oran en Algérie<sup>335</sup>.

C'est pendant son séjour en Algérie qu'il rencontre par hasard son frère Manuel Vaca et à partir de ce moment ils deviennent des compagnons inséparables. Après quelques années de travail en Afrique Antonio et Manuel s'embarquent vers l'Amérique à la recherche de meilleures opportunités. Cependant, à court d'argent, seulement Manuel pourra arriver à la destination que la majorité des immigrants européens cherche en Amérique, Buenos Aires. Antonio doit rester au Brésil, toutefois, ils s'écrivent régulièrement en attendant de se retrouver encore une fois.

Les lettres de Manuel indiquent qu'il s'est finalement installé au nord du Chili, dans la province de Tarapaca où les mines du salpêtre recrutent beaucoup de travailleurs. Antonio de son côté se déplace en Argentine, toutefois, à la fin de l'année 1907, les lettres,

---

<sup>334</sup> SANCHEZ ALONSO B., *Las causas de la emigración española, 1880-1930*, Madrid, Alianza, 1995.

<sup>335</sup> VILAR J. B., *Emigración española a Argelia (1830-1900). Colonización hispánica en la Argelia Francesa*, Madrid, Instituto de estudios africanos, consejo superior de investigación científica, 1975.

que son frère Manuel lui envoie régulièrement, s'arrêtent soudainement. Quelques jours après, Antonio prend connaissance de la tuerie d'ouvriers à Iquique et en 1908 il traverse la cordillère en direction du port d'Iquique à la recherche de son frère. Dans cette ville il apprend que son frère faisait partie des assassinés le 21 décembre de 1907.

La nouvelle le détruit et il commence ainsi à déambuler sans destin, il se déplace dans différents endroits et travaille dans différents métiers, pourtant rien ne peut lui enlever le chagrin profond ni l'absence laissée par la perte de son frère. Ce sera le choc moral de plus qui changera son comportement psychologique, il aura des cauchemars, des hallucinations, des angoisses et des crises de panique<sup>336</sup>.

Avec le temps des émotions comme la douleur et l'angoisse laissent la place à la rage, la haine, et l'impuissance lesquelles se transforment progressivement en envie de vengeance.

Pour rendre compte de ce processus émotionnel, Antonio déclare dans son procès judiciaire :

« Je suis l'auteur des blessures du général, monsieur Roberto Silva Renard, et je les ai perpétrés par vengeance, car le général Silva Renard a été la personne qui a ouvert le feu sur les ouvriers réfugiés dans l'école Santa Maria d'Iquique, parmi lesquels se trouvait mon frère illégitime Manuel Vaca, qui périt à cause de la décharge de la troupe. Ce frère était l'unique parent que j'avais et pour cette raison j'ai pensé à me venger du chef qui commandait les troupes qui l'ont tué. Avant de venir vivre à l'avenue Viel (endroit où se produit l'attaque) je ne connaissais pas le Général Silva Renard, mais j'en avais entendu parler à Iquique plusieurs fois, que c'était lui l'assassin de milliers d'ouvriers, parmi lesquels se trouvait mon frère. Depuis ce jour j'ai eu le projet de venger mon frère.

Ce matin, j'ai rencontré par hasard le général Silva Renard qui marchait par le trottoir ouest de l'Avenue Viel, et alors en prenant une dague que je porte toujours avec moi avec l'objet de mener ma vengeance contre Silva Renard, je l'ai blessé dans la partie postérieure du cou ; le général se tourne lorsqu'il se sent blessé, et à ce moment je lui ai donné un deuxième coup de poignard<sup>337</sup> ».

Néanmoins, Antonio n'est lié ni à l'anarchisme, ni au socialisme ou à d'autres idéologies contraires à l'ordre social. Selon les témoignages de ceux qui le connaissent : « il était éloigné de la politique et du mouvement syndical, il était une personne de bons sentiments, saine physique et moralement, mais pas très bavard<sup>338</sup> ».

---

<sup>336</sup> Rapport de la commission médicale qui examine les traits psychologiques d'Antonio Ramon Ramon, *Archivo Nacional de Santiago, fondo judicial*, legajo 1670, pieza 3.

<sup>337</sup> Témoignage d'Antonio Ramon Ramon, Santiago 14 décembre 1914, *Archivo Nacional de Santiago, fondo judicial*, legajo 1670, pieza 3.

<sup>338</sup> Témoignage de Cayetano Fita Anat, Santiago, 2 janvier 1915, *Archivo Nacional de Santiago, fondo judicial*, legajo 1670, pieza 3.



Tous les témoignages liés à la cause coïncident dans la description d'Antonio Ramon Ramon comme un sujet calme que n'avait jamais montré de tendances anarchistes ou subversives, au contraire il était soumis et respectueux de ses patrons. La question qui surgit est donc de savoir comment la mort d'un être cher pouvait influencer l'envie de vengeance et de juste châtement d'un assassin impuni, en allant jusqu'au passage à l'acte ?

La justice tenta en effet d'établir de manière infructueuse qu'une conspiration anarchiste se trouve à l'origine de l'attaque du Général, pourtant aucun lien avec des groupes se revendiquant de la « propagande par les faits » ne peut être prouvé, même si le juge persécuteur, Franklin de la Barra voulait, influencé par les idées de Cesare Lombroso<sup>339</sup>, faire tout le nécessaire pour construire cette conspiration.

Néanmoins, ce sera la thèse de la maladie mentale qui prendra force et de laquelle vont se servir les avocats d'Antonio, surtout sachant qu'il y avait d'autres cas de démence dans la famille d'Antonio Ramon en plus de son géniteur. La conduite agressive s'expliquera donc par la démence héréditaire d'Antonio Ramon, la déclaration confuse d'Antonio servira aussi à la défense :

« Seulement une perturbation mentale, ou le destin auquel tous sommes soumis, explique qu'un homme comme moi, qui toute sa vie tâchait d'être humain et pratiquer le bien puisse commettre un délit comme celui duquel je suis l'auteur<sup>340</sup> ».

Malgré la stratégie, la sentence finale sera pour tentative d'homicide et blessures graves, il sera condamné à 5 ans de prison ferme, il devait sortir le 15 décembre 1919. Antonio Ramon Ramon est mort en 1924, cependant, les causes et l'endroit de sa mort sont un mystère ; certains disent qu'il est mort en prison oublié par tous, d'autres qu'il est mort dans son village d'origine victime d'une forte dépression. Finalement, la thèse la plus plausible est le suicide dans un *conventillo* de Santiago.

### **3.2. Tamara Sol et l'apprentissage du sacrifice**

Le 21 janvier 2014, une jeune fille habillée tout en noir rentre dans une agence de la banque Estado de la commune d'Estación Central à Santiago. Alors qu'elle posait quelques questions au gardien de l'agence, elle extrait calmement une arme de son sac et tire trois fois contre le gardien. Lorsque celui-ci est au sol, elle profite pour lui voler son arme et sort en courant plus au moins désorientée. Elle prend son vélo garé à quelques pas de

---

<sup>339</sup> LOMBROSO C., *Les anarchistes*, Paris, Ernest Flammarion, 1896.

<sup>340</sup> Témoignage d'Antonio Ramon Ramon, Santiago 14 décembre 1914, in *Archivo Nacional de Santiago, fondo judicial*, legajo 1670, pieza 3.

l'agence et s'éloigne du lieu. Tout cela étant enregistré par les caméras de la banque, la vidéo sera diffusée rapidement sur toutes les chaînes télé et dans différents sites internet.

Au cours de la journée, l'assaillante fera encore parler d'elle. Après s'être échappée du lieu, elle se présente dans le commissariat de police Alessandri d'Estación Central afin de porter plainte pour le vol de son vélo, à ce moment-là avec l'arme du gardien dans son sac elle demande aux policiers de lui montrer les toilettes, ces derniers informés de l'événement survenu à la banque et sachant que la suspecte est armée lui demandent sa pièce d'identité et procèdent à l'arrestation.

Hormis l'impliquée, personne ne sait ce qu'elle allait faire au commissariat, mais au cours de la journée, l'identité de la jeune fille est diffusée. Son nom est Tamara Sol Farias Vergara, habitante de VF, et nièce des Frères Vergara, assassinés par des policiers du commissariat Alessandri d'Estación Central.

Tamara Sol est actuellement en procès, et se trouve en prison isolée<sup>341</sup>. Nous avons cependant voulu obtenir des témoignages de voisins et de proches afin de constituer le profil qui nous aidera à décortiquer les éléments qui sont possibles d'attribuer à la mémoire et aux émotions dans l'acte exécuté par cette jeune.

L'action de Tamara Sol n'est donc pas sans signification, elle provient comme nous l'avons déjà étudié d'une famille révolutionnaire et emblématique dans les luttes sociales chiliennes, son action ne reste pas non plus sans effet, un grand nombre de jeunes se servent de son image, en tant que héros et symbole de l'insurrectionnalisme, de plus en plus en vogue dans le discours de la VPP de jeunes lycéens et universitaires. Il est facile d'ailleurs de retrouver un peu partout dans la ville de tag avec la consigne « *Tamara Sol a la calle* » (Tamara Sol à la rue).

Nous nous servirons, principalement, du témoignage recueilli en juin 2014 d'un voisin et proche de la famille qui nous aide à construire le profil de cette jeune :

« Tamara Sol depuis petite participait à différentes activités et actions qui se réalisaient autour de la lutte politique, mais elle vivait une enfance, selon ce que l'on observait, une enfance égale aux autres. Par exemple, quand elle était petite elle jouait avec les filles de son âge, elle ne se mêlait pas des actions de lutte, parce qu'elle était petite, donc elle jouait. Quand elle rentre à l'adolescence elle commence à avoir plus de questionnements, elle participe d'un groupe hip-hop et dans son lycée elle commence à se faire remarquer pour ce thème de la musique, ainsi dans la scène du rap elle obtient une certaine reconnaissance. Elle chantait et elle chantait bien, c'était agréable de l'entendre, son groupe s'appelait, me semble-t-il, « *hijos de la rebeldia* » (les fils de la révolte)

---

<sup>341</sup> Elle a été condamnée à 7 ans de prison ferme le mois de mai 2015.

Alors elle commence à participer activement dans les activités de VF et ailleurs. Elle commence ainsi à prendre un rôle plus important dans les commémorations, les célébrations, etc., tout cela se passe vers les années 2008, lorsqu'arrivent certains faits qui commencent à radicaliser le processus encore une fois à VF. Je pense qu'il y a eu une période très mauvaise, qui arrive après la mort du gars, de René Palma<sup>342</sup>. Cela affecte le cœur de la VF. Après, avec les mobilisations des étudiants, commence une vraie renaissance et elle s'implique très fortement dans cette période, mais là, principalement, avec les groupes anarchistes, que je pense, sont l'avant-garde du secteur actuellement. Je pense que c'est vers l'année 2009-2010 qu'elle commence à s'impliquer directement avec le hip-hop et ensuite elle s'implique avec les secteurs plus révolutionnaires, après elle commence à étudier dans une université plus engagée, il me semble, en anthropologie.

Pourtant elle a gardé toujours un profil bas, même si elle faisait des choses je pense qu'il y avait un peu de timidité, elle n'allait pas faire un discours, sauf quand elle chantait. Et ensuite, elle s'implique avec les gars plus anarchistes. Il y a eu une action où son copain fut accusé, quand ils ont attaqué la PDI (Police d'investigation)<sup>343</sup> et il passe environ six mois en prison et à ce moment-là je pense qu'elle s'implique fortement. Ensuite, il y a ce gars qui est mort<sup>344</sup>, qui était un peu près comme elle qui avait suivi le même chemin, il venait aussi du hip-hop, c'est le même profil : ils viennent de la mouvance hip-hop et passent vers l'anarchisme insurrectionnel. Le gars qui est mort faisait partie du monde du hip-hop, et il était assez connu dans ce milieu. Après jamais on n'a su si ce gars était le copain de Sol, c'est seulement des spéculations de la presse, mais la famille n'a jamais parlé de ce sujet. En plus, les jeunes actuellement ne reconnaissent pas beaucoup la situation d'être ou non en couple [...]

Je pense qu'elle posait une certaine barrière avec les gens qui n'étaient pas de sa même tendance politique. Je ne sais pas si elle participait à des actions de commémoration (actions de VPP) à VF, peut-être oui, mais très discrètement.

Elle fut toujours très protégée par son entourage familial, d'ailleurs comme l'était sa mère (dernière survivante de la fratrie) parce qu'évidemment il ne pouvait pas arriver la même chose une quatrième fois, donc Ana (la mère de Tamara Sol) ils l'ont beaucoup protégée.

Du père je ne sais pas trop, mais il me semble qu'il est très proche. Il y a des coïncidences aussi avec le parcours de son beau-père qui est aussi anarchiste insurrectionnel, c'est quelque chose qui a percé très fort dans le secteur, chose qui dans autres secteurs populaires n'est pas arrivé, c'est arrivé surtout dans les universités. Donc à la VF s'est développé, erronément de mon point de vue, une part importante du secteur de l'anti-organisation, liée surtout à des problèmes à la radio de la VF et donc la courante anti-organisation a percé fortement. Les anarchistes à VF sont importants, avec des activités massives, les foires libres anarchistes, les mois de mars anarchistes, mais ils ne se mêlent pas avec tous les gens de la Villa. Ils ont tout un fonctionnement, un savoir-faire, ils font des activités avec 500, mille voire même plus, et c'est à ces groupes que Tamara Sol se sent plus identifiée [...]

Elle a juste une petite sœur, avec plus de 22 ans de différence. En effet quand je la voyais elle était petite, ça a été très soudain quand elle a commencé à s'engager fortement. Je pense qu'à un moment donné elle a dû sentir quelques contradictions du fait d'être tellement connue et tout était tellement centralisé sur eux (sa famille) au début elle cherchait l'anonymat [...] je ne l'ai jamais vu dans des fêtes du secteur comme on voit les autres jeunes, toujours là. Mais elle, on ne la voyait pas comme les autres qui sont toujours là. C'est pour cela que tous étaient

---

<sup>342</sup> René Palma Mancilla était un jeune de 26 ans qui est mort transpercé d'une balle le 29 mars de 2008 pendant les commémorations du jour du jeune combattant à Villa Francia.

<sup>343</sup> Attaque avec des cocktails Molotov au commissariat de la police d'investigation le 2 septembre 2009.

<sup>344</sup> Le 11 décembre 2013, le jeune Sebastián Oversluij Seguel meurt suite à un vol frustré d'une agence de la Banque Estado de la commune de Pudahuel en Santiago. Il avait reçu six tirs de l'arme d'un gardien de la banque. C'est cet événement que soi-disant Tamara Sol voulait venger lorsqu'elle tire contre un autre gardien de la même banque.

tellement étonnés quand cela est arrivé, c'était surprenant, très surprenant, personne n'attendait cela. Je pense que c'était une action désespérée, même pas comme celle de Ramon Ramon, je pense qu'elle a attaqué un symbole, une représentation, après si l'on spécule elle a peut être mis ensemble les grands problèmes de sa vie, je pense, à quelque chose de psychologique. Elle n'a pas fait de revendication. Peut être elle voulait devenir martyr, je pense à l'idée du martyrologe et dans l'apparition de cette question mystique avec la mort de Mauricio Morales<sup>345</sup>, le gars qui est mort dans l'assaut de la Banque, tous de sujets que les jeunes revendiquent beaucoup dans leurs tags, dans leurs propagandes, etc.<sup>346</sup> ».

Dans les deux profils que nous venons de parcourir, on observe différents types d'apprentissages liés à la mémoire et des niveaux de savoir-faire militants complètement différents, mais ce qui unit ces deux acteurs est le passage à l'acte le plus radical qui est l'assassinat d'autrui par vengeance. Nous voudrions donc nous centrer sur les supports biographiques, historiques et contextuels sur lesquels se construit le passage à l'acte, les émotions qui se trouvent derrière celui-ci et les modes de transmission particuliers sur lesquels leur action se manifeste.

### 3.3. Les chemins de la vengeance

Il est possible d'exposer différents modes d'analyse des actions de vengeance politique « criminel ». Parmi les plus utilisés, on peut signaler l'approche sociologique classique, laquelle attribue entre autres à ces conduites une origine liée à la pauvreté, à la répression, à l'exclusion ou à l'absence d'intégration. Existe également une approche psychologique, dans laquelle apparaissent des éléments comme les absences, la solitude, l'inexistence des réseaux d'appui, des événements traumatiques, etc. Ou encore, une approche anthropologique qui nous parle d'une activité ancestrale où un individu prend la vie d'un « ennemi » avec un comportement ritualisé qui évolue, mais dont l'objectif est toujours de donner une signification et rendre compréhensible une perte. Nous voudrions, sans donner priorité à une de ces approches, développer ces modes d'analyse au regard de l'empreinte de la mémoire, qui nous convoque dans ce chapitre, et des émotions, que nous travaillerons postérieurement, dans la deuxième partie de cette étude.

Nous observons dans ces deux cas comment la mémoire des événements sociaux et des événements biographiques se développent ensemble, dans le cas de Tamara Sol ces éléments prennent une signification, néanmoins supérieure. Elle provient notamment d'une famille emblématique dans les luttes pour la « mémoire vive » de secteurs populaires, où

---

<sup>345</sup> Mauricio Morales Duarte est une jeune de 27 ans, enseignant qui est mort le 22 mai 2009 suite à l'explosion involontaire d'une bombe qu'il transporte, il habitait dans une maison okupa dans le centre de Santiago. Sa mort est devenue un événement de commémoration important de la mouvance anarchiste au Chili.

<sup>346</sup> Entretien réalisé le 25 juin 2014 à un jeune *poblador* de Villa Francia

ses grands-parents jouent un rôle primordial. Et c'est de ceux-ci, comme le signale Halbwachs, autant et même plus que de leurs parents directs, qu'elle reçoit le legs de coutumes et traditions de toute sorte<sup>347</sup>. C'est en effet par eux qu'elle a pu pénétrer cette société d'avant la dictature, à laquelle elle pourra se rattacher. D'ailleurs, il est très difficile que l'oubli arrive dans sa famille, ses grands-parents encouragent jour après jour la notion de martyr ainsi que la vengeance. Ces éléments deviennent donc si concrets que l'événement semble avoir été vécu pour elle, c'est comme si Tamara Sol avait depuis son enfance vécu 20 fois le même événement traumatique. Certes, nous ne pouvons pas affirmer de manière catégorique que la mémoire est cause d'une action dans le présent, d'innombrables éléments se croisent dans la construction de l'action réalisée par Tamara Sol, pourtant le rôle que ses souvenirs et l'entreprise de mémoire dans laquelle elle a grandi jouent incontestablement un rôle fondamental.

D'autre part, et en évoquant encore une fois Halbwachs : c'est sur le passé vécu, bien plus que le passé appris par l'histoire écrite, que pourra plus tard s'appuyer sa mémoire<sup>348</sup>. Tamara Sol et Antonio Ramon expérimentent, certainement, depuis leurs plus jeunes années des événements et des situations qui leur permettent d'identifier des contradictions qui avec le temps deviennent insupportables, néanmoins tous les deux vivent cette expérience dans l'introversión parfois même dans la timidité qui les empêche d'extérioriser leurs frustrations.

Si l'on ajoute que la situation des jeunes est d'autant plus encline à la perception puissante d'un souvenir, comme l'indique Halbwachs :

Les souvenirs sont d'autant plus nets, précis et complets, imagés et colorés, que nos sens sont plus actifs que nous sommes plus engagés dans le monde réel, et que notre esprit, stimulé par toutes les excitations qui lui viennent du dehors, a plus de ressort, et dispose pleinement de toutes ses forces. La faculté de se souvenir est en rapport étroit avec l'ensemble des facultés de l'esprit éveillé<sup>349</sup>.

La jeunesse devient ainsi un moment de la vie dans lequel les émotions peuvent ressortir de manière puissante, guidées par la netteté de souvenirs sombres. Cela permettrait le passage à l'acte avec une forte charge émotionnelle.

En ce qui concerne l'expérience d'Antonio Ramon, il éprouve cette envie de vengeance lorsque le souvenir de son frère envahit ses pensées, comme l'indique

---

<sup>347</sup> HALBWACHS M., *La mémoire collective*, op. cit., p. 112.

<sup>348</sup> *Ibidem*, p. 118.

<sup>349</sup> HALBWACHS M., *Les cadres sociaux de la mémoire*, op. cit., p. 28

Halbwachs, l'homme sait bien que le passé n'existe pas, et il est bien obligé de s'adapter au seul monde réel, qui est celui où il vit maintenant. Il ne se retourne vers le temps disparu que par intermittences, et il n'y demeure jamais longtemps<sup>350</sup>. C'est en effet un acte du destin, qui permet à Antonio Ramon de croiser l'assassin de son frère et ses souvenirs l'envahissent jusqu'au passage à l'acte, cet événement est fondamental vu qu'il n'était pas un militant ni un activiste préparé à l'action radicale.

La situation de Tamara Sol est un peu différente : être issu d'une famille elle-même riche en expériences contestataires et où ont pu s'opérer dès le plus jeune âge des formes d'apprentissage militant, avoir connu de multiples activités associatives dans sa jeunesse, être passé par le militantisme lycéen, étudier dans un milieu académique fortement radicalisé, constituent autant de modalités d'acquisition de compétences à l'action collective, prédictive d'une forte propension à l'engagement<sup>351</sup> et au passage à l'acte violent. Tamara Sol possède, utilisant le terme de Frédérique Matonti et Franck Poupeau<sup>352</sup>, un « capital militant » immense qui désigne les compétences à l'action collective ou savoir-faire protestataire.

En ce qui concerne les aspects émotionnels, nous pouvons signaler que la violence résulte de nos expériences de vie qui dépassent les inhibiteurs innés de l'agressivité. Inhibiteurs que l'on peut trouver par exemple, suivant N. Elias<sup>353</sup>, dans la pudeur et la peur. La violence serait ainsi nourrie de la mémoire et de faits du présent qui activent l'acteur. Comme nous l'avons signalé, il peut y avoir une retenue de l'agressivité, mais elle est toujours latente, alors lorsque certaines circonstances perçues comme hostiles apparaissent elles précipitent l'action violente. Dans ce cadre l'émotion n'est qu'une réflexion, donc un élément rationnel, de la situation vécue.

Nous observons ainsi dans les deux cas analysés qu'un environnement favorable s'est prêté à une majeure intensité de la réaction affective. D'une part, il y a la rencontre fortuite entre Antonio Ramon et le Général Silva Renard, c'est-à-dire un contexte déclencheur réel et palpable par l'individu, sans cet élément l'individu se débat entre des moments de doute et d'anxiété altérés par de rares moments de confiance, Antonio Ramon certainement désire l'acte, mais il craint de le réaliser. D'autre part, il y a souvent un

---

<sup>350</sup> *Ibidem*, p.111

<sup>351</sup> MATHIEU L., *op. cit.*, p. 148-149

<sup>352</sup> MATONTI F., POUPEAU F., « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 155, 2004.

<sup>353</sup> Cf. ELIAS N., *La civilisation de mœurs*, Calmann-Lévy, Paris, 1973.

contexte politico-social qui permet un passage à l'acte sans inhibitions, dans le cas de Tamara Sol nous observons une action conditionnée par la colère et survenue, si nous ne nous trompons pas, après une période de forte haine accumulée. Dans cette dernière situation, le contexte fait partie d'un climat social, moins palpable, mais existant pour l'acteur, l'action est moins fortuite, elle peut être donc mise en place à n'importe quel moment.

Nous observons d'autre part le processus émotionnel qui se met en place dans les deux situations, de la douleur vers la rage, de la rage vers l'envie de vengeance et ensuite vers la satisfaction. Ce mouvement est similaire – comme nous allons le voir dans les chapitres à venir – au processus émotionnel qui se met en place dans presque tous les épisodes de violence politique populaire observés tout au long de notre étude. Il y a toujours, toutefois, en amont un choc moral, sans lui, la vengeance n'a pas raison d'être, c'est la perte, du frère, du compagnon, de la famille, c'est cet événement traumatique qui devient le « motif parce que » de l'action, l'origine de la douleur – bien évidemment, cette action doit se trouver dans un environnement permissif. Nonobstant, on peut se demander quel sera donc le « motif en vue de » ? Il pourrait être la satisfaction d'une promesse soldée, le soulagement de la douleur, même si momentanée, ou simplement l'accomplissement d'un destin souhaité lié à l'histoire familiale que nous pouvons attribuer à Tamara Sol. Dans la situation d'Antonio Ramon, il se voit comme une victime humiliée, agressée et Roberto Silva Renard incarne la méchanceté et même une source de cette situation victimaire, son acte de vengeance devient donc une action héroïque qui représente la cause juste, le « motif en vue de » est donc la simple justice.

Nous avons voulu réfléchir avec ces deux histoires aux effets de la mémoire sur les actions de violence politique populaire. D'abord avec un récit plus ancien qui vient exemplifier l'histoire de résistances populaires qui a été largement cachée par l'histoire officielle du pays. Ensuite avec une histoire récente, mais qui nous permet de visualiser les traces d'un passé tragique qui affecte toute une communauté, qui agit surtout sur ceux qui ont vécu de manière la plus directe les événements traumatiques, qui les portent comme une sorte de malédiction qui attaque les membres les plus jeunes de la lignée. Nous avons aussi voulu nous intéresser aux actions les plus radicales qui impliquent un degré élevé de charge émotionnelle afin d'introduire les éléments d'analyses qui viendront dans les chapitres suivants.

## ***Conclusion***

Tout au long de ce chapitre, nous avons pu observer le poids de la mémoire dans la constitution des VPP contemporaines. Dans un premier moment, nous l'avons observé à travers l'analyse des aspects mémoriels des mouvements de contestation. C'est en effet ce type d'actions collectives qui présente, dans leur constitution et leur évolution, différents aspects mémoriels. La découverte de ces aspects a pu être possible grâce tout d'abord au développement de l'histoire sociale qui nous a permis d'identifier les liens existants entre la violence politique et les mouvements de contestation tout au long de l'histoire du Chili. Ensuite, à travers l'observation des éléments qui conforment la lutte des secteurs populaires contre la mémoire officielle. Ainsi, dans ces éléments, nous trouvons des formes particulières qui prend la mémoire vive ou populaire, ce qu'on appelle la mémoire emblématique, la protesta ou encore la *población*. Un autre des éléments importants réside dans les moyens de lutte, parmi eux nous trouvons d'une part une série de travaux en sciences sociales, d'études, et de thèses qui permettent de transmettre cette mémoire populaire, et d'autre part, des pratiques d'action collective telles les manifestations, les commémorations, les rites et les actions de VPP.

Au centre de ce processus mémoriel de milieux populaires, nous trouvons les commémorations et les martyrs, ce sont ces deux éléments que nous avons analysés dans un deuxième moment. Nous avons conclu qu'événements et acteurs se rassemblent dans l'espace, comme nous l'avons vu, notre mémoire est cadrée par des références spatiales : places, sites, bâtiments, rues, etc.

L'importance de la topographie est donnée à VF par les lieux de tragédies collectives et le souvenir de l'événement, mais surtout parce que cet espace urbain populaire est la réification de la mémoire collective<sup>354</sup>. Dans un sens, l'espace réifie, le langage commun et le temps collectif ; dans l'autre sens, il subjectivise le groupe dans une temporalité et une conscience de soi qui lui sont propres. La mémoire est ainsi mémoire d'un groupe que déploie l'espace<sup>355</sup>.

Nous avons observé comment cet espace public devient un enjeu de conquête, il faut prendre le contrôle de l'espace public et dans ce but les *pobladores* l'investissent de

---

<sup>354</sup> BERDET M., « Benjamin sociographe de la mémoire collective ? », *Temporalités* [En ligne], 3 | 2005, mis en ligne le 07 juillet 2009, consulté le 26 mars 2012. URL : <http://temporalites.revues.org/410>

<sup>355</sup> HALBWACHS M., *La mémoire collective*, op. cit., p. 209



symboles, parmi les plus significatifs se trouvent, les peintures murales et les *animitas*. Ces symboles permettent une appropriation qui se concrétise avec le défilé.

Le défilé nous permet en effet de parcourir le site où l'événement a eu lieu, avec la même logique du *via cruxis*. La référence n'est pas anodine, car l'aspect religieux n'est pas exempt de cette tradition. En effet cette construction symbolique commence avec un élément physique comme les *animitas*, dont nous avons déjà évoqué la relation avec la religiosité populaire : elles évitent, par ailleurs, que le lieu de l'événement soit oublié malgré les inévitables altérations de lieux ou sa destruction (nouvelles rues, autoroutes, bâtiments, supermarchés, etc.), devenant ainsi des supports de la mémoire<sup>356</sup>.

Les aspects émotionnels deviennent aussi un élément qui apparaît dans cette idée de pérégrination et défilé, ils amènent des gens qui possèdent une énergie émotionnelle particulière – des jeunes militants radicaux –, c'est ce dont parle Halbwachs lorsqu'il fait référence à la « force de l'inertie<sup>357</sup> » qui peut être exercée par certains lieux sacrés. On parle de lieux sacrés suivant cette idée de sanctification de lieux utilisés dans la typologie de lieu d'assassinats élaborée par K. Foote<sup>358</sup>, qui signale qu'un dernier moment dans la construction de signification des lieux est cette sanctification c'est-à-dire, lorsque des aspects positifs peuvent être attachés à la commémoration, dans le cas des jeunes combattants ce sont les actes de courage et le sacrifice pour le peuple.

Nous avons aussi observé que cette appropriation renforcée de l'espace public redéfinit les normes du permis, légitimant la violence contre l'autorité, violence qui n'est pas spontanée ou anomique, comme nous l'avons décrit elle est ritualisée et fortement esthétisée.

Nous avons finalement regardé les effets concrets de la mémoire biographique et historique et des émotions dans les actions de VPP, en prenant la vengeance en tant que crime politique, nous avons ainsi identifié dans les deux acteurs étudiés des aspects mémoriels tels que la transmission familiale de souffrances, le passé vécu plein de contradictions sociales, et un long refoulement des émotions, lesquelles finalement se révèlent de la manière la plus violente. Nous avons aussi identifié un processus émotionnel

---

<sup>356</sup> TRUC G., « Memory of places and places of memory: for a Halbwachsian socio-ethnography of collective memory », in *A Halbwachsian socio-ethnography of collective memory*, UNESCO, Published by Blackwell Publishing, Oxford, 2012, p. 149

<sup>357</sup> *Ibidem*, p. 153

<sup>358</sup> FOOTE K. E., *Shadowed ground: America's landscapes of violence and tragedy*. Austin: University of Texas Press. 2003.

provoqué par un choc moral ou événement traumatique, lequel culminera avec la satisfaction pour l'accomplissement d'un acte juste.

Enfin, les situations que nous avons examinées rendent compte d'un contexte permissif, soit par un fait fortuit, soit par des conditions structurelles qui se sont mises en place pour que le passage à l'acte violent ait lieu. Actuellement, ces conditions se montrent assez riches et leur analyse devient fondamentale, c'est pourquoi la deuxième partie de cette recherche est dédiée aux différentes structures de la réalité qui rendent possible la violence politique populaire de jeunes dans le Chili actuel.

## **Partie 2**

-

### **Violences politiques : engagements et nouvelles pratiques de l'action collective**

## Introduction

Toute critique normative de pratiques sociales présuppose toujours une affirmation de la culture morale en vigueur dans la société critique<sup>1</sup>. Sans l'adoption de la morale de la culture critiquée, la critique ne serait pas en mesure d'identifier quelque chose comme une carence sociale susceptible d'être considérée comme une injustice par ses contemporains. Si nous partons de ce principe, une analyse de la violence en tant que réponse à des pathologies sociales nous signifie une connaissance accrue du moment actuel de la société où cette réponse se produit.

Notre proposition d'analyse pour cette deuxième partie passe ainsi, premièrement, par l'étude d'aspects structurels (normes et positions sociales), des événements, et des situations et pratiques quotidiennes qui nous amènent à comprendre une série de conduites individuelles qui s'expriment sous la forme d'un passage à l'acte violent au sein d'un processus de contestation sociale. Nous appelons alors dans un premier moment à une « compréhension explicative » au sens donné par Max Weber<sup>2</sup>. Ainsi lorsque nous acceptons l'analyse structurelle, nous acceptons d'utiliser des explications fondées sur un modèle d'« imputation causale » qui décide de la signification historique d'un événement. L'explication sociohistorique pour déterminer les causes adéquates d'un événement doit s'appuyer de ce que Weber qualifie de « règles de l'expérience », autrement dit la manière dont les individus ont l'habitude d'agir dans des situations données. Le modèle structurel assure donc la fonction explicative du système d'action. Il s'agit en effet, comme l'expose P. Ricœur, d'expliquer plus, pour comprendre mieux<sup>3</sup>.

Par ailleurs, comme le signale Honneth, il est rare que les mouvements sociaux surgissent immédiatement avec des objectifs positifs, car ils apparaissent la plupart du temps en réaction à des expériences négatives et forment des états de fait négatifs plutôt qu'exprimer des visées positives<sup>4</sup>. Cette position fondée sur la notion d'expériences vécues nous conduit à explorer dans un deuxième moment de cette partie des explications issues des aspects émotionnels aux actions violentes menées par les acteurs de ces contestations.

---

<sup>1</sup> Cf., WALZER M., *Sphères de justice : une défense du pluralisme et de l'égalité*, Paris, Le Seuil, trad. fr. 1997. Voir également RORTY R., *Objectivisme, relativisme et vérité*, Paris, PUF, trad. fr. 1994.

<sup>2</sup> Cf., WEBER M. *ÉCONOMIE et société 1. Les catégories de la sociologie*, Paris, Plon, 1971

<sup>3</sup> Cf., RICEUR Paul, *Du texte à l'action*, Paris, Seuil, 1986

<sup>4</sup> HONNETH A., *La société du mépris. Vers une nouvelle Théorie critique*, Paris, La découverte Poche, 2006, p. 155

Mais pourquoi aller chercher dans l'analyse des émotions des interprétations à des configurations sociales ? D'abord parce que les émotions d'un point de vue phénoménologique sont une manière d'organiser les expériences de la vie quotidienne. Ensuite parce que le travail sur les émotions permet de mettre en lumière des modes de perception de tensions structurelles déjà décrites par les agents. Mais principalement parce qu'à travers des émotions nous prenons au sérieux les individus en restituant l'importance de leur parcours biographique. Les émotions se trouvent donc au centre d'un deuxième point que nous allons travailler, elles sont en effet l'un des éléments structurant les motifs utilisés pour comprendre les actions violentes.

Enfin, nous allons nous pencher sur la construction des militantismes actuels chez les jeunes chiliens. Nous regarderons les bases idéologiques issues principalement de la mouvance libertaire qui composent ce nouveau type d'engagement et surtout les nouvelles pratiques qui accompagnent le militantisme radical. Ces pratiques, que nous concevons comme une nouvelle morale mise en pratique par les jeunes, se trouvent au centre de la troisième partie de cette recherche. La manière dont nous allons engager l'analyse du troisième chapitre de cette deuxième partie porte sur une approche interactionniste<sup>5</sup>, liée de manière préférentielle à la situation, à l'événement et aux pratiques. La perspective interactionniste nous offrira une distinction utile entre les motifs qui permettent de justifier un comportement et les motivations, entendues comme les conditions initiales de l'action.

Dans le premier chapitre de cette deuxième partie, nous commencerons par examiner les processus discursifs qui édifient la période post-autoritaire, où les principales caractéristiques sont les politiques de l'oubli et la criminalisation de la mobilisation sociale, tout cela sous le fond du modèle économique néolibéral imposé pendant la Dictature. L'analyse de ces années servira à faire une lecture de nouveaux mouvements de contestation en fonction de ses acteurs, l'ordre moral qui les guide et les pratiques du politique que cet ordre permet, surtout celle de la violence politique collective en tant qu'expérience du politique et réponse émotionnelle. À partir des actions de violence nous voudrions ethnographier des événements où ces expériences sont mises en place durant le processus de contestation de 2011 : leurs lieux, leurs tactiques, leurs causes immédiates, leur esthétisation, etc.

---

<sup>5</sup> Elle consiste à concevoir l'action de façon dynamique, comme un processus dont le terme n'est pas fixé *a priori* et dont la forme se constitue dans le déroulement temporel des échanges qui la compose. OGIEN A., « Théories sociologiques de l'action » in *Occasional Papers 14*, Institut Marcel Mauss - CEMS, février 2013, p. 2

Cette construction de contexte nous permettra de réaliser des analyses centrées sur des éléments microsociologiques tels que les émotions, étant donné que celles-ci se prêtent à comprendre amplement les motifs de la violence politique populaire. Ainsi, à travers l'observation et l'analyse des parcours biographiques, nous essayons de déterminer comment des conditions macrosociologiques structurent le comportement et ainsi l'ordre émotionnel d'un militant, comment les activités individuelles deviennent des unités concrètes d'interaction favorisant un engagement radical, et finalement comment le passage transformé en rituel consolide le processus de transformation d'un simple militant en activiste radical.

Enfin, nous travaillerons sur les sources théorico-pratiques de cet engagement radical. Pour cela, nous avons mis en lumière des éléments historiques de la mouvance libertaire chilienne et des éléments biographiques des jeunes acteurs « radicaux ». L'objectif de ce chapitre est donc d'exposer comment des éléments historiques, événementiels et biographiques s'entrecroisent afin de donner du sens au militantisme de jeunes dans leurs différentes expériences du politique. Notre objectif est principalement de retrouver les parcours qui permettent de trouver des raisons pour s'engager ainsi que les conditions organisationnelles, les interactions sociales et symboliques qui les rendent possibles.

## Chapitre 4 – Conflits sociaux, attentes morales et violences politiques populaires dans le Chili actuel

Comment rendre compte d'une explosion sociale ? À travers quels moyens analyser cet événement radical<sup>6</sup> ? Comment expliquer ses causes, identifier ses protagonistes et ses antagonistes ? Et surtout, comment expliquer les motifs de sa radicalisation et les formes que prend cette dernière ?

À travers ce chapitre nous voudrions expliquer le rôle des violences politiques populaires (VPP) – amplement analysées précédemment d'après leurs versants sociohistoriques et mémoriels – dans les mouvements sociaux actuels, partant de la période post-dictature et nous centrant principalement sur le mouvement de contestation de l'année 2011. Pour cela, nous ferons une revue des principaux événements qui provoquent ce mouvement et qui permettent ainsi l'émergence de nouvelles formes de VPP.

Pour commencer, il faut souligner néanmoins que ces événements font partie des phénomènes collectifs, c'est-à-dire d'une action collective, qui d'après D. Cefaï, renvoie à toute tentative de constitution d'un collectif, plus au moins formalisé et institutionnalisé, par des individus qui cherchent à atteindre un objectif partagé, dans des contextes de coopération et de compétition avec d'autres collectifs<sup>7</sup>. Cette notion signale donc que l'action collective est une action concertée et elle implique une action consciente de la part des acteurs qui y participent. Cette concertation, que nous essayerons de montrer, est le fruit de décisions individuelles déterminées elles-mêmes par des processus sociaux, historiques et mémoriels.

À partir de cette première notion, nous pouvons en inférer un deuxième concept dans lequel s'imbriquent les actions de violence : le mouvement social. On peut signaler, de façon minimaliste, qu' « un mouvement social est une action collective qui est orientée par un souci du bien public à promouvoir ou d'un mal public à écarter, se donnant des adversaires à combattre, en vue de rendre possibles des processus de participation, de redistribution ou de reconnaissance<sup>8</sup> ».

---

<sup>6</sup> Événement susceptible à tout moment de faire irruption dans le cours normal des choses pour en modifier durablement le sens

<sup>7</sup> CEFAl D., *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La découverte MAUSS, 2007, p.8

<sup>8</sup> *Ibidem.*, p.15

Nous nous demandons alors en quoi le mouvement étudiant de 2011 est un mouvement social. Effectivement, parler des biens ou des maux publics revient à prendre acte du fait que les mouvements sociaux ne se limitent pas à des revendications particularistes, mais prétendent viser des biens qui soient profitables au plus grand nombre<sup>9</sup>. Tel est le cas de l'éducation gratuite pour tous, et non pas seulement pour les plus pauvres, ainsi que de l'ensemble des revendications qui sont apparues au cours de la période de contestation.

En ce qui concerne la violence durant les manifestations étudiantes de 2011, elle fut à la fois un seul et plusieurs événements composés de nombreuses actions et incidents, avec l'intervention d'une multiplicité d'acteurs (sociaux et politiques), et la convergence de divers plans (structurels et motivationnels). Tout cela a généré, finalement, un processus interne qui s'est déroulé sur plusieurs mois et sur un ensemble de projections qui ont subsisté longtemps après la fin des actions de violence.

Pour la conception de ce chapitre, notre corpus est alors constitué principalement de la description ethnographique d'événements et le récit des acteurs. Pourtant, l'usage de sources secondaires et d'analyses de type structural (statistiques, archives, etc.) est également mobilisé afin de constituer l'environnement du processus de contestation décrit.

Pour ce qui est de notre cadre théorique, la notion heuristique d'événement est largement utilisée. Toutefois, une première question se pose : qu'est-ce qu'un événement ? D'après Paul Ricœur, au sens large, c'est tout ce qui arrive : apparaître, disparaître, c'est arriver ; en ce sens, il arrive toujours quelque chose. Appelons cet événement une occurrence physique. Néanmoins, pour l'intérêt de nos réflexions, nous rentrons dans le domaine de l'événement historique lorsque trois conditions sont remplies. Premièrement : ce sont des humains qui les produisent ou les subissent (dans ce contexte rentrent aussi les catastrophes naturelles, qui comme nous le verrons dans la situation chilienne vont jouer un rôle très important en tant que déclencheurs de problèmes publics). Deuxième condition minimale : ces événements doivent être jugés suffisamment intéressants ou importants par les contemporains pour que les rapports qu'en font des témoins oculaires crédibles soient enregistrés. Avec cette deuxième condition, on voit apparaître le rôle du récit et de celui-ci découle la troisième condition de l'événement historique, à savoir la sélection, la mise en ordre, ou ce que Ricœur appelle la mise en intrigue, qui introduit un premier décalage

---

<sup>9</sup> *Idem.*



épistémique entre l'événement tel qu'il est survenu et l'événement tel qu'il est raconté, enregistré, communiqué<sup>10</sup>.

À ce niveau (politique), il apparaît que les structures et les conjonctures liées aux régimes politiques sont d'une instabilité et d'une conflictualité telles que l'événement est ainsi ramené comme la catégorie dominante (...) C'est peut-être dans la politique que l'on est au plus près de l'apparaître et du disparaître, du commencer et du finir qui définissent l'événement brut (...) Le politique est lui-même le lieu de conjonction du structurel, du conjoncturel et de l'événementiel<sup>11</sup>.

M. Grossetti ajoute deux caractéristiques : un événement imprévisible a des effets irréversibles, c'est-à-dire durables, et qui, amorcé dans un contexte spécifique, a des conséquences sur des registres plus étendus de la vie sociale<sup>12</sup>. Nous ne voulons néanmoins pas penser l'événement comme quelque chose de fortuit qui nous empêcherait de nous interroger sur ses conditions de possibilité et d'émergence.

Or, nous allons travailler sur cet événement autour de deux postures, comme l'indiquent M. Bessin, C. Bidart et M. Grossetti : l'une « objectivante » dans laquelle l'analyste, tout en écrivant l'histoire, construit l'événement et lui donne sens ; l'autre « subjectivante », où l'analyste, portant la parole de l'événement vécu, adopte une démarche plus compréhensive, où prime le sens donné par les acteurs<sup>13</sup>. Suivant ce premier parti pris objectivant dans ce processus descriptif, nous allons tout d'abord essayer de comprendre le sens des conjonctures qui ont influencé les épisodes de discontinuités dans la réalité observée lors des journées de protestation de 2011. L'objectif est donc d'offrir un cadre d'intelligibilité global des enjeux et questions soulevées par l'étude concrète des situations arrivées cette année.

La posture subjectivante nous permettra à travers l'analyse des narrations des acteurs d'examiner de quelle manière l'événement a permis à certains jeunes de « devenir autre », c'est aussi sous cette perspective que nous construisons le chapitre cinq, focalisé sur les émotions et les affects, des notions qui s'avèrent importantes lorsque nous voulons identifier le processus qui se met en place entre l'événement et la « bifurcation » dans l'expérience de vie du sujet. Cela afin de comprendre les ruptures, les incertitudes et les changements que vivent les acteurs de ces processus.

---

<sup>10</sup> RICŒUR P., « Le retour de l'Événement », *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée* T. 104, N°1. 1992, p. 29

<sup>11</sup> *Ibidem*, p. 32

<sup>12</sup> BESSIN M., BIDART C., GROSSETTI M. (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, coll. « recherches », 2010, p.7

<sup>13</sup> *Ibidem*, p.33

Par ailleurs, bien qu'autour de cette notion, surtout dans sa posture objectivante, l'analyse structuraliste est incontournable – nous pensons principalement aux travaux de Charles Tilly<sup>14</sup> ou de Ted Gurr<sup>15</sup>, considérés souvent comme tenants d'une approche structuraliste ou bien rationaliste dans le cas de Tilly, qui parmi d'autres seront mobilisés dans ce chapitre – notre but fondamental est l'utilisation de la notion d'événement en termes biographiques, processuels et longitudinaux des phénomènes sociaux<sup>16</sup>.

D'autre part, dans l'ensemble du document, nous travaillons avec une série de concepts qui rend compte de différents moments dans la constitution de l'événement, parmi lesquels : la protestation, l'action collective, la contestation<sup>17</sup>, et le rassemblement<sup>18</sup>. Ils nous serviront d'éléments d'analyse des événements observés, toutefois, la contestation sera le principal aspect que nous essayerons d'étudier. Comme le signale A. Ogien et S. Laugier, dans une démocratie, le spectre de la contestation du pouvoir en place va du vote à l'insurrection, en passant par l'abstention, le boycott, la pétition, la manifestation, la grève, l'usage modéré ou symbolique de la violence, l'émeute, etc.<sup>19</sup> À partir de cette notion, nous pouvons donc rendre compte de l'ensemble de moments enregistrés dans le vécu des sujets et commencer ainsi à élargir nos questionnements.

Nous pouvons alors nous demander : quel phénomène conduit les individus à encourir les rigueurs de la répression afin de défendre ce qu'ils ressentent comme une atteinte grave à la liberté, à la justice ou à l'égalité<sup>20</sup> ? Quelles caractéristiques partagent-ils ? Quelles sont leurs revendications ? Et pourquoi certains de ces individus, parmi tous les moyens disponibles dans un répertoire d'actions donné, se sont-ils tournés vers la violence ? Par conséquent, il a fallu se demander quelles situations et quels processus

---

<sup>14</sup> En ce qui concerne le travail de Charles Tilly nous nous servirons de son modèle de « rationalité stratégique » des acteurs, des catalogues d'événements ainsi que des notions plus classiques telles que le répertoire d'action voir en TILLY Ch., « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle*. Revue d'histoire. N°4, octobre 1984. pp. 89-108.

<sup>15</sup> Cf. GURR T., *Why Men Rebel ?*, New Jersey: Princeton University Press, 1970, 440 p. Et, "Psychological Factors in Civil Violence", *World Politics*, Vol. 20, N°2, 1968

<sup>16</sup> BESSIN M., BIDART C., GROSSETTI M. (dir.), *op. cit.*, p.7

<sup>17</sup> « Dans la notion de *protestation*, la politique de la rue s'apparente à une expression de la conscience populaire, qui de temps à autre est source d'actions perturbatrices. L'*action collective* attribuée à une population un certain intérêt partagé, si minime soit-il. La notion de *contestation* met davantage l'accent sur la formulation interactive de revendications dans laquelle au moins une partie appelle à des actions qui pourraient avoir un impact, positif ou négatif, sur les intérêts d'une autre partie ». TILLY Ch., « Décrire, mesurer et expliquer le conflit », *Revue internationale de politique comparée*, 2010/2 Vol. 17, p. 188

<sup>18</sup> Pour une étude de la notion de rassemblement voir : OGIEN A., LAUGIER S., *Le principe démocratie : enquête sur les nouvelles formes du politique*, La découverte, Paris, 2014.

<sup>19</sup> OGIEN A., LAUGIER S., *Pourquoi désobéir en démocratie ?*, Paris, Éditions la Découverte/Poche, 2010, p.

47

<sup>20</sup> *Ibidem*, p. 9

peuvent amener les jeunes à changer d'avis et légitimer la violence et agir par la suite comme ils n'auraient pas agi auparavant.

### ***Introduction : l'événement contestataire, bifurcations et conséquences durables dans la violence politique***

Le constat suivant fait par A. Ogien et S. Laugier nous sert pour introduire notre analyse :

L'ordre du monde s'est, on le sait, profondément transformé durant ce dernier quart du XXe siècle : privatisation des économies administrées ; retrait de l'État social ; construction de grandes firmes multinationales ; développement du capitalisme financier [...] globalisation de l'économie ; accroissement des inégalités ; renversement du rapport entre capital et travail ; redistribution de pôles de puissance<sup>21</sup>.

Partant de ce constat, depuis l'année 2010, nous avons observé comment à travers le monde une série de mouvements sociaux et de contestations se répètent. Leurs causes, leurs revendications et leurs conséquences étant assez variées, il serait impossible de faire des analyses au sein d'un même paradigme ; cependant, des phénomènes accompagnent ces mouvements dans leur praxis et se reproduisent de manière plus ou moins profonde au sein de ces derniers.

A. Ogien et S. Laugier font un recensement très pertinent des éléments caractéristiques de l'ensemble de ces mouvements observés durant cette période parmi lesquels le mouvement étudiant chilien de 2011 s'insère certainement.

D'après ces auteurs, ces mouvements se construisent partout autour d'un même motif : la démocratie. Celle-ci sert également à revendiquer la dignité des personnes, la probité des gouvernants, la transparence, la fin d'impunité de dirigeants corrompus, la suppression de privilèges, l'indépendance de la presse, l'épanouissement individuel, etc. Lorsque ces mouvements se produisent dans les situations démocratiques et dans un État de droit, cette revendication s'ordonne autour de l'érosion de la légitimité du système représentatif. La notion de démocratie est venue donc recouvrir toutes celles qui, au cours du XXe siècle, ont justifié les luttes et combats politiques, elle est préférée à d'autres notions comme exploitation, oppression, inégalité, ou aliénation<sup>22</sup>.

Une deuxième caractéristique montre que la légitimité et la valeur des mouvements de protestation qui ont éclaté ces dernières années sont immédiatement contestées. De cette

---

<sup>21</sup> OGIEN A., LAUGIER S., *Le principe démocratie...*, op. cit., p. 10

<sup>22</sup> *Ibidem*, p. 12

dernière caractéristique découle, comme réponse à la délégitimation, le souci de préserver l'unanimité de la revendication exprimée. Traduire une même volonté de formuler une demande à laquelle le plus grand nombre de citoyens pourraient adhérer en gardant deux objectifs : afficher le fait que le mouvement s'organise hors des structures instituées de la politique ; et respecter une triple exigence : ni leader, ni programme, ni filiation partisane<sup>23</sup>.

Enfin, l'adoption du choix stratégique de la non-violence, sert à éviter systématiquement les confrontations violentes avec la police et la population<sup>24</sup>. Tous ces mouvements affichent dans leurs slogans l'adhérence à la non-violence de manière formelle. Pourtant la violence devient un élément clé, lorsque le conflit s'entrave ou quand des groupes d'activistes plus radicaux la prennent comme l'unique moyen d'obtenir des changements réels. Ces violences collectives<sup>25</sup> à l'intérieur des mouvements de protestation comme ceux que nous avons observés ne sont certainement pas spontanées ou dues au hasard. Nous assignerons en effet comme cause de ce processus de radicalisation la violation des attentes dans divers domaines. Nous sommes, en conséquence, face à des conflits d'ordre moral. Et tout de même, nous pouvons supposer que ce que nous observons est bien une atteinte aux attentes de reconnaissance et d'estime sociale des groupes en conflit. En effet, comme le signale Axel Honneth, on peut comprendre le fait que tous les conflits soient fondés sur des attentes morales, qui ont été déçues ou violées de façon injustifiée<sup>26</sup>, celles-ci méritent une résistance juste.

Ces atteintes se produisent, certes, dans un contexte politique et social déterminé qui a permis, d'une certaine façon, l'occurrence des processus de contestation et donc de violences collectives. De ce fait la première partie de cette analyse veut expliquer la situation sociopolitique qui précède l'émergence de la crise<sup>27</sup> – crise représentée par le

---

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 17

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 19

<sup>25</sup> Nous entendons par violences collectives toute contrainte matérielle dans un contexte social de caractère conflictuel réalisé par des individus qui s'identifient comme appartenant à un groupe, dont l'objet, le choix de cibles ou de victimes, les circonstances, l'exécution et les effets acquièrent une signification politique.

<sup>26</sup> BESSIN M., *et al.*, « Le motif de tout conflit est une attente de reconnaissance », entretien avec Axel Honneth, *Mouvements*, N° 49, 2007, p. 148.

<sup>27</sup> Michel Dobry considère une crise comme l'état du système social dont la caractéristique fondamentale est la fluidité conjoncturelle des rapports sociaux ; l'organisation de la société se trouve affectée, dans sa totalité comme dans ces éléments, par un processus de mobilisation multi-sectorielle de ressources. Entendons que la distinction routinière des secteurs d'activité sociale s'effondre, que s'effacent pour un temps les logiques spécifiques de ces secteurs ; une incertitude structurelle arrache les agents sociaux à leurs habitudes et brouille leurs repères, impose la confrontation de ressources habituellement cloisonnées en des sites différents. La crise est ainsi le temps de la « déssectorisation », de l'« interférence des logiques sectorielles ». C'est aussi le temps de la désobjectivation, puisque les rapports et les conduites institutionnalisées propres à

mouvement de contestation étudiant. Ce contexte a été marqué par la période de la fin de la dictature et du gouvernement de la concertation, pour cette raison, notre première analyse visera principalement la manière dont le pouvoir politique a contraint les processus contestataires et les éléments, qui ont déçu les attentes des jeunes au cours de cette période.

Quant à la deuxième partie, nous étudions les « incertitudes structurelles<sup>28</sup> » qui ont amené certains jeunes à agir de manière violente dans le cadre du mouvement étudiant chilien. Comme cadre d'analyse, nous proposons un travail sur les « événements transformateurs » au cours de processus contestataires, lesquels génèrent dans son déroulement un processus de changements multi-sectoriels dans une réalité sociale donnée. Ces événements transformateurs se produisent au sein d'une politique contestataire, qui à la différence de l'activité politique institutionnelle routinière, est, selon D. McAdam, S. Tarrow et C. Tilly, « épisodique plutôt que continue, se déroule en public, suppose une interaction entre des requérants et d'autres, est reconnue par ces autres comme pesant sur leurs intérêts, et engage le gouvernement comme un médiateur, une cible ou un requérant<sup>29</sup> ».

Pour déterminer les types d'événement à étudier, nous dirons qu'ils peuvent être de trois ordres : environnementaux (par exemple une évolution favorable de la conjoncture économique), cognitifs (telle une transformation des représentations que des contestataires se font du « jouable » ou du « risqué ») ou relationnels (sous forme d'altération des relations entre individus, groupes ou réseaux). La combinaison de séquences récurrentes de ces événements donnait naissance à des processus de crise plus au moins radicaux.

Nous arrivons ainsi à la troisième partie dont nous essayerons de décortiquer les événements qui composent ce processus de crise. À travers la description détaillée, nous nous servirons d'une microsociologie afin d'ethnographier les aspects concrets de cette expérience du politique qui est la violence. La narration de quatre événements qui résultent de la mise en place d'une performance de la violence nous permettra de comprendre les motivations subjectives et intersubjectives des acteurs et d'identifier les causes et facteurs immédiats de ces événements.

---

chaque secteur cessent d'être perçus comme contraignants par les acteurs concernés. DOBRY M., *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multiseCTORIELLES*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, p. 141.

<sup>28</sup> Cf. DOBRY M. *Ibidem*.

<sup>29</sup> MCADAM D., TARROW S., TILLY C., *Dynamics of contention*, Cambridge: Cambridge University Press, 2001, p. 5.

## ***1. De la gestion du conflit aux atteintes morales : les années de la « Concertación »***

La dictature chilienne se préoccupe jusqu'à la fin de son gouvernement d'installer les bases de ce qui sera le « Chili démocratique<sup>30</sup> ». En effet, et comme le signale M. Guerrero, au service de ce projet, un discours idéologique spécifique fut conçu et diffusé. Ce discours fondé sur relectures et déplacements de l'Histoire du Chili, nous impose les notions de « doctrine de sécurité nationale » et « sauvegarde de la démocratie autoritaire<sup>31</sup> ». Autour de ces deux notions, de nouveaux principes sont installés, le principal étant l'exaltation du marché en tant que mécanisme autorégulateur de toutes les sphères du social. L'espace public et la politique deviennent donc inutiles une fois que le marché régule de manière « naturelle » l'économie et l'ensemble des rapports sociaux. L'élément fondamental de cette opération hégémonique est donc de faire disparaître, autant que possible, la sphère du politique en la remplaçant par l'expansion du concept de consommation. Les trois éléments suivants servent donc de cadre d'analyse des principales atteintes morales subies par les jeunes chiliens pendant les 25 années post-dictatoriales : sécurité nationale, démocratie autoritaire et exaltation du marché.

Dans ce processus de perpétuation de l'héritage dictatorial, le discours de la transitologie<sup>32</sup> a joué un rôle important au Chili, nous en examinerons donc brièvement ses principales caractéristiques.

### **1.1. Le discours de la transitologie ou la pacification de mœurs.**

L'arrivée de la démocratie est accompagnée de l'institutionnalisation du discours de la transitologie. Son objectif se révèle dans le discours des intellectuels retournés de l'exil à la fin des années 1980, E. Tironi l'indique ainsi : la transition à la démocratie

---

<sup>30</sup> Après l'échec de la tentative d'imposer une issue à la Junte, les partis politiques négocient à partir de 1986 une transition par tractation ou sous tutelle, il s'agit d'une forme pacifiée de transition politique sans remise en cause de la légitimité de l'héritage dictatorial. En effet, dès 1989, le gouvernement d'Augusto Pinochet édicte une série de lois, couramment appelées « *leyes de amarre* » (lois d'amarrage), qui cherchent à limiter la démocratisation des institutions et la marge de manœuvre du gouvernement. PROGNON N., « Le Chili, une transition vers la démocratie aboutie ? », *ILCEA N°13*, 2010.

<sup>31</sup> GUERRERO ANTEQUERA M., «El conjuro de los movimientos sociales en el Chile Neoliberal». In *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, Mayo-Agosto, Vol 12 N° 2, Universidad Central de Venezuela, 2006, p. 150

<sup>32</sup> La transitologie prétend expliquer et, à la fois guider, le passage d'un régime autoritaire à un régime démocratique. Unifiée dans une approche comparative à fort penchant quantitatif, la transitologie vise à démontrer qu'en appliquant un ensemble de concepts et d'hypothèses universels, il est possible d'expliquer et de gérer la transition démocratique dans un pays non démocratique donné. SCHMITTER P. C., ET KARL T. L., «The Conceptual Travels of Transitologists and Consolidologists: How Far East Should They Attempt to Go?» *Slavic Review*, Vol. 53, No. 1, Spring 1994, p. 173.

constitue un scénario apte pour les partis politiques, non pour les mouvements sociaux<sup>33</sup>. Ce type de discours venant des intellectuels de « gauche » légitime les actions du gouvernement qui, en se justifiant de la crainte de l'instabilité sociale, essaie d'éliminer de l'espace public les pratiques d'action collective en vigueur au commencement de la période de transition. Le processus de transition ne reconnaît en effet aucune forme de participation politique qui ne soit subordonnée à l'institution du système de partis. Autrement dit, ce « processus » nie la capacité d'action politique de la société civile.

Ainsi, afin de faire face aux mouvements sociaux, un premier moyen utilisé par la post-dictature fut l'installation de l'« oubli » comme discours hégémonique. L'installation de l'oubli a comme principal instrument la *Ley de amnistia*, celle-ci accorde le bénéfice de l'amnistie à toute personne qui, en qualité d'auteur, de complice ou de receleur, a participé à des actes délictueux pendant la durée de l'état de siège, c'est-à-dire entre le 11 septembre 1973 et le 10 mars 1978. Elle assure une impunité totale aux auteurs des violations des droits de l'homme, ceci, comme l'explique M. Guerrero, dans l'intérêt de remplir le corps social d'oubli : l'oubli de ceux qui ont rendu possible la démocratie et l'oubli de la formule qui a permis son arrivée<sup>34</sup>.

Cette nouvelle tentative hégémonique a eu comme effet la cristallisation des mouvements sociaux dans des points de contrôle et de pause pour obtenir sa normalisation, ce que M. Guerrero nomme l'« inclusion excluant<sup>35</sup> ». De cette manière, la post-dictature arrive à discipliner ce qui avant générait des résistances. Par conséquent, une fois que le cycle de mobilisations considéré légitime pour ceux qui arrivent au pouvoir est fermé, les mouvements et les mobilisations restants commencent à être catalogués comme déviants. De ce fait, des politiques de contrôle, de neutralisation et de châtement leur sont appliquées.

Par ailleurs, comme en Dictature la *Concertación* soutient un discours de criminalisation des mouvements sociaux. Les antécédents de ces discours peuvent être retrouvés sous le gouvernement militaire, dans le cadre de la doctrine de la *sécurité nationale* et sous une logique de l'existence d'un *ennemi interne* (cf., chapitres 1 et 2), la *Concertación* n'abandonne pas pourtant son utilisation. Ainsi des catégories comme celle de « terroriste » ou de « subversifs » sont aussi utilisées pour parler des membres des

---

<sup>33</sup> TIRONI E., "Marginalidad movimientos sociales y democracia" (Introducción). *Revista Proposiciones*. Santiago de Chile: SUR, Vol.14, agosto, 1987, p.17.

<sup>34</sup> GUERRERO ANTEQUERA M., *op. cit.*, 151.

<sup>35</sup> *Ibidem*, p. 153.

organisations sociales qui auparavant avaient participé activement au renversement de la Dictature.

À partir des années 1990 avec l'arrivée de la période de post-dictature, la logique de l'ennemi interne évolue vers une définition plus adéquate, passant de la doctrine de la sécurité nationale vers celle de la sécurité citoyenne<sup>36</sup>. De ce fait et de même que dans le traitement donné à la « lutte contre la délinquance », la société se voit polarisée entre les « bons » et les « méchants » manifestants, en repoussant le traitement des causes objectives qui conditionnent l'émergence des mouvements de contestation. C'est en effet le discours de la sécurité citoyenne qui cherche, même encore aujourd'hui, à établir un lien entre les pratiques des mouvements sociaux et les actions délictuelles et de violence. La construction de cette relation est appuyée par une sorte de « prophétie auto-réalisatrice » à travers les médias qui transforment chaque mouvement ou manifestation citoyenne dans un fait du politique assimilé comme conflictuel. Les manifestations se trouvent selon les médias toujours dans le seuil de la violence politique ou bien dissimulant une sorte de terrorisme. C'est ainsi que la presse écrite et la télévision ont criminalisé tout mouvement de protestation pendant plus de 20 ans.

Tout cela génère un changement dans le type d'action collective, elle devient « standard », et le caractère des revendications change. C'est ce que nous observons plus tard avec les types de revendications exprimées durant une grande partie de la période *Concertación*, dont la plupart exigent des augmentations de subventions, des améliorations salariales, ou plus de bourses pour les étudiants, alors que le modèle économique et social hérité de la dictature n'est pas mis en cause.

Ces changements s'accompagnent de la promotion de certaines formes d'expression politique considérées comme les plus légitimes : la négociation, le processus électoral, et la médiation des institutions du gouvernement, entre autres. De ce fait, les partis politiques reprennent leur rôle d'intermédiaires absolus entre la société civile et l'État. Il n'est donc pas surprenant qu'une grande partie de la contestation de ces dernières années soit causée pour la délégitimation des partis traditionnels, qui n'ont pas su remplir leur rôle de représentants des désirs citoyens.

En outre, la *Concertación*, à travers la création d'organismes gouvernementaux, utilisant le mécanisme d'« inclusion/exclusion », anticipe et arrive à contrôler des

---

<sup>36</sup> Un exemple de cette tournure était la loi Hinzpeter (au nom de l'ancien Ministre de l'Intérieur et de défense) qui cherchait à pénaliser les manifestations sociales.



mouvements naissants. Ainsi, pour enrayer le mouvement pour les droits des femmes le SERNAM (service national des femmes) fut créé, dans le cas des jeunes l'INJ (Institut national des jeunes), pour les mouvements indigènes la CONADI (Corporation nationale de développement indigène) et finalement pour enrayer les mouvements environnementaux la CONAMA (Commission nationale de l'environnement), installant alors dans les directions de ces organisations des acteurs qui pouvaient « faire plus au moins de bruit » lorsque des revendications dans ces domaines pouvaient apparaître. Il n'est pas surprenant de voir que sur ces quatre domaines, nous observons depuis 5 ans les plus forts mouvements contestataires (droit à l'avortement, gratuité de l'éducation, autonomie mapuche et nouvelles normes environnementales). Pourtant, cette stratégie arrive à enrayer les mouvements sociaux pendant presque 20 ans.

Nous avons donc observé que la période de la *Concertación* arrive à imposer les deux conditions nécessaires pour encadrer le processus de démocratisation selon le discours transitologique. D'abord, contrôler l'explosion des demandes sociales, ensuite, neutraliser la présence du secteur le plus « radical<sup>37</sup> ». En ce qui concerne la première, la *Concertación* impose un discours différenciateur entre les demandes politiques (la politique) et la demande sociale (du politique), en priorisant, comme l'indique C. Duran<sup>38</sup>, la consolidation des institutions démocratiques et en laissant pour les *temps à venir* la demande sociale<sup>39</sup>. Cette distinction provoque un éloignement entre acteurs politiques et acteurs sociaux, un exemple concret de ce processus se reflète dans les mesures approuvées et mises en place suite à la « révolte des pingouins ». Lesquelles approfondissent le caractère néolibéral du modèle éducatif et se transforment en une trahison des attentes de ce mouvement étudiant apparu en 2006. Cette distinction s'accompagne d'ailleurs d'une logique de « recomposition de confiances » entre le secteur politique et le secteur patronal, laquelle creuse une distance supplémentaire avec les groupes populaires qui participent de la demande sociale.

---

<sup>37</sup> Globalement la transitologie signale l'existence de quatre grands secteurs dans la scène politique immédiatement antérieure à la fin des régimes autoritaires : les modérés, les radicaux (tous les deux appartenant aux opposants), réformateurs et intransigeants (placés à l'intérieur du bloc autoritaire au pouvoir). Ces typologies sont développées par O'DONNELL G., SCHMITTER P., *Transiciones desde un gobierno autoritario*. Buenos Aires, Paidós, 1986.

<sup>38</sup> DURÁN MIGLIARDI C., « Transición y consolidación democrática. Aspectos generales », in *Sujetos sociales y nuevas formas de protesta en la historia reciente de América Latina*. Buenos Aires, CLACSO, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, 2006, p. 220

<sup>39</sup> Dans le cas chilien, la possibilité d'explosion des demandes sociales post-autoritaires était élevée vu le processus de transformation structurel imposé par la dictature ayant produit des effets sociaux complexes (flexibilisation et précarisation de l'emploi, réduction et /ou privatisation de services sociaux basiques, crise économique au début des années 1980, entre autres).

Nous pouvons penser que le discours de la transitologie concernant les mouvements sociaux a souffert d'une mauvaise lecture. N. Lechner écrivait en 1988 que le temps de la transition politique est un moment de forte désynchronisation, où certains « exigent la perpétuation de l'existant, où d'autres revendiquent la révolution ici et maintenant et d'autres enfin aspirent à des ruptures pactées<sup>40</sup> ». La lecture officielle chilienne a été souvent celle des ruptures pactées, c'est-à-dire rompre avec l'héritage de la Dictature, mais avec l'accord de ceux que l'avaient imposée. Toutefois, la réalité se rapproche plutôt d'une perpétuation de l'existant qui peut expliquer d'ailleurs sur le long terme le processus de contestation de 2011 et les nouvelles explosions de VPP héritières des secteurs plus radicaux. Dans ce qui suit, nous allons donc nous centrer sur la description des événements de 2011 afin d'identifier la réapparition des VPP au sein du mouvement de contestation de cette année-là.

## ***2. L'âme de la contestation : de la désobéissance civile à la violence politique populaire***

Comme nous l'avons signalé dans le début de ce chapitre la contestation du pouvoir en place va du vote à l'insurrection, suivant ce schéma nous essayerons de rendre compte comment le mouvement de 2011 passe de la pure et simple désobéissance civile à des violences politiques dans les quartiers populaires ou lors de rassemblements.

La désobéissance civile est définie comme « le recours, interne à la démocratie, de ceux qui se sentent dépossédés d'une voix dans leur histoire<sup>41</sup> [...] elle, *stricto sensu*, exclut le recours à la violence et ne poursuit aucune fin antidémocratique<sup>42</sup> ». Pourtant, cette action fait partie de tout l'éventail de pratique qui couvre la notion de résistance, qui est celle d'une protestation éventuellement violente, mais nécessaire, contre des contraintes que nous n'avons jamais choisies [...] en effet, l'idée de résistance en démocratie n'est pas un refus de la démocratie, au contraire. Comme l'indique A. Ogien et S. Laugier, elle est liée à la définition même d'une démocratie, d'un gouvernement du peuple par le peuple<sup>43</sup>. Ainsi, l'éventualité de l'usage de la violence risque toujours de se développer en révolte, voire en insurrection<sup>44</sup>. Bref, nous avons deux chemins liés par l'idée de résistance. Or, dans les événements de 2011, on peut observer ces deux chemins, celui de la désobéissance

---

<sup>40</sup> LECHNER N., *Los patios interiores de la democracia*, Santiago, Flacso, 1988, pp. 72, 74 et 81

<sup>41</sup> OGIEN A., LAUGIER S., *Pourquoi désobéir en démocratie ?*, op. cit., p. 36

<sup>42</sup> *Ibidem*, p. 48

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 23

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 49

et celui de l'insurrection, liés tous les deux à des groupes divers, qui se différencient, principalement, par la possibilité qu'ils ont d'exprimer leur voix dans le système post-dictatorial chilien. Nous attacherons donc la désobéissance civile aux pratiques de groupes majoritaires d'étudiants universitaires ou à des citoyens ordinaires participants aux événements contestataires. La voie insurrectionnelle ou la recherche de celle-ci sera, elle, attachée principalement, aux lycéens et jeunes populaires qui ne peuvent pas participer ou qui s'auto-excluent des principes de la démocratie représentative<sup>45</sup>.

Ces deux chemins ne sont pourtant pas opposés, et même l'un mène progressivement à l'autre à travers un processus de radicalisation que nous essayerons d'identifier tout au long de ce chapitre.

Nous essayons d'identifier les conditions qui peuvent influencer la radicalisation d'un mouvement de protestation, qui loin d'être un déni du politique est une remise en cause de ses principes. Ces mouvements en appellent généralement à une extension des droits que la démocratie devrait assurer aux citoyens<sup>46</sup>, c'est en effet les conséquences de cet oubli de la demande sociale qui vont s'exprimer dans les manifestations pour le droit à l'éducation où les attentes développées par les acteurs seront de plus en plus puissantes. Parmi les éléments que nous identifions comme déclencheurs de la VPP se trouvent les revendications non entendues par les autorités, les rassemblements massifs et la violence de l'État, entre autres. Pourtant, tous ces éléments se trouvent liés à des évolutions qui vont plus loin que les seules revendications présentées par les jeunes, il s'agit de construire de nouvelles normativités exprimées par une résistance accrue aux conceptions classiques de la rationalité. Ce dernier propos sera l'hypothèse centrale avec laquelle nous travaillerons la troisième partie, laquelle a cependant besoin des éléments contextuels que nous développons en ce qui suit.

### **2.1. De la politique au politique : ou comment lire les nouveaux processus de contestation.**

Comme nous l'avons déjà signalé pendant plus de 15 ans (1990-2006), le modèle politique et économique chilien, installé par la Dictature et administré par la *Concertación*, n'avait pas été fortement mis en cause. Les mouvements de protestation se concentrent sur des sujets spécifiques : grèves de fonctionnaires demandant des augmentations salariales ;

---

<sup>45</sup> L'explication détaillée de pourquoi les lycéens expriment ce refus de la démocratie représentative et des pratiques antiautoritaires, sera un des points focaux du chapitre 6

<sup>46</sup> *Ibid.*, p.62

grèves des travailleurs demandant l'augmentation du salaire minimal ; mobilisation des étudiants pour plus de crédits et bourses d'études. Toutes ces revendications d'ordre économique (de consommation) évoluent rarement vers des violences politiques populaires. Ces dernières restent en effet confinées aux manifestations de commémoration de dates historiques : les 11 septembre ; les 1<sup>er</sup> mai ; les 29 mars ; et le 12 octobre, entre autres<sup>47</sup>. Ces faits de violence se déroulent principalement la nuit et dans des points très spécifiques du pays. En effet, la plupart des conflits sont à cette époque résolus de manière institutionnelle, telle que le veulent les idéologues de la transition, c'est-à-dire par l'un des trois pouvoirs de l'État. La disposition des individus ou des groupes est donc à la compétition politique pacifique et la VPP surgit alors de façon contingente lorsque cette disposition est contrariée par des causes très particulières.

Dans ce modèle économique et social qui dirige le destin de Chiliens depuis les années 1980, les nouvelles générations<sup>48</sup> seront celles qui pointeront du doigt des problèmes d'articulation qui commencent à se manifester. D'innombrables causes ont été invoquées par les intellectuels chiliens<sup>49</sup> lors de ce processus : l'accélération de l'urbanisation ; la démocratisation de l'éducation, de la consommation et de nouvelles technologies ; la prise de conscience des inégalités ; l'accroissement de l'information à la portée des citoyens ; le manque de légitimité des représentants politiques ; le processus de mondialisation, etc. Néanmoins, de notre point de vue, une manière pertinente d'examiner le phénomène se trouve – en dehors de toutes les causes signalées – dans l'identification des caractéristiques d'acteurs qui participent à ces événements. Nous avons identifié deux groupes avec des caractéristiques diverses qui prennent deux chemins différents dans la contestation. Nous observons, d'une part, l'ascension d'un groupe qui se présente comme résistant à l'économie mondialisée en agissant avec des conduites défensives et de résistance et, d'autre part, un groupe qui agit avec des conduites contre-offensives destinées à obtenir une participation accrue dans la modernité. N. Elias explique ce type de conjonctures, entre autres, comme des problèmes liés au processus d'ascension sociale, il signale :

---

<sup>47</sup> Jour du coup d'État, jour du travailleur, jour du jeune combattant et jour de peuples originaux, respectivement.

<sup>48</sup> Une analyse particulièrement intéressante de conflit de générations est développée par ELIAS N., « Conflits de générations et célébrations nationales : analyse et perspectives », *Cultures & Conflits* [En ligne], tous les numéros, Le passage par la violence en politique, mis en ligne le 05 septembre 2012. URL : <http://conflits.revues.org/index18095.html>

<sup>49</sup> Cf. MAYOL A., *El derrumbe del modelo. La crisis de la economía de mercado en el Chile contemporáneo*, Santiago, LOM Ediciones, 2013.

Il existe, à l'opposé – de phases de recours à la violence, qui sont en même temps des phases au cours desquelles la promotion ascendante est largement ouverte –, de longues périodes de paix en politique intérieure comme en politique étrangère au cours desquelles l'ascension voit son flux ralentir. La circulation des générations se fait plus paresseuse. Dans la plupart des cas, l'âge moyen des groupes établis au sommet dans la hiérarchie des carrières croît en proportion. Les opportunités dans les conditions d'existence des générations plus jeunes se restreignent, en particulier ces chances qui sont en relation avec le sentiment individuel de plénitude et d'accomplissement<sup>50</sup>.

Nous pouvons effectivement penser d'abord à l'hypothèse d'une conjoncture marquée par un processus d'équilibre de pouvoir entre générations qui met sous tension la structure établie. En outre, et à différence d'autres contextes socio-économiques aussi en ébullition l'année 2011, le Chili profite d'une période de forte expansion économique et d'un processus, même si limité, d'accroissement des libertés civiles. Tous les classements internationaux le plaçaient au sommet des pays de l'Amérique latine. Nous pouvons, dans ce contexte d'expansion socio-économique, penser aussi à une deuxième hypothèse où les classes populaires chercheraient à établir de nouveaux équilibres à travers la mobilisation sociale et la protestation. Cette idée semble s'ajuster à la thèse de Ch. Tilly, pour qui les mouvements sociaux organisent des *challengers* ou des *outsiders*, exclus ou marginaux d'un système politique, qui cherchent par le conflit à « obtenir des avantages » et à « se faire accepter ».

Nous ne voulons certainement pas dire que les causes du mouvement de contestation se trouvent, seulement, dans une lutte intergénérationnelle ou dans les envies de déplacement de couches populaires. Néanmoins, dans le cas des jeunes de classes moyennes et bourgeoises qui se révoltent, principalement étudiants universitaires, la motivation principale est de préférence liée à une majeure participation dans la prise de décisions, c'est-à-dire dans les positions de pouvoir<sup>51</sup>. Contrairement aux revendications de type socio-économiques d'étudiants secondaires issus de couches populaires, qui cherchent principalement à ne pas être exclus dans la répartition de places. En effet, comme l'indique O. Davila :

---

<sup>50</sup> ELIAS N., « Conflits de générations et célébrations nationales : analyse et perspectives », *op. cit.*, p. 24

<sup>51</sup> Cette situation se concrétise lorsque quatre des plus importants porte-paroles du mouvement étudiant, universitaires de couches moyennes et supérieures, rentrent au parlement en tant que députés l'année 2013 (Camila Vallejos et Carol Cariola militants du Parti communiste et les indépendants Gabriel Boric et Giorgio Jackson), un autre groupe très nombreux fera partie du nouveau gouvernement Bachelet, principalement des militants du Parti communiste, qui devient une partie du gouvernement et des membres du mouvement créé par Giorgio Jackson « révolution démocratique » ou du mouvement « Educacion 2020 » dirigé par le professeur d'Ingénierie de l'Université du Chili Mario Waissbluth. Tous ces jeunes partagent une origine sociale commune, ainsi que des pratiques politiques similaires.

« La variable qui discrimine le plus les processus d'exclusion/inclusion de la jeunesse populaire est constituée par l'éducation et ces effets postérieurs qui se traduisent dans l'emploi et le revenu. Pour les enfants et jeunes populaires, le principal problème n'est pas l'accès à l'éducation sinon la possibilité de se maintenir et ne pas décrocher<sup>52</sup> ».

Les données suivantes servent à compléter ce point de vue de « deux jeunesses », selon des chiffres de l'OCDE, le taux de scolarisation des 15-19 ans représente au Chili environ 75% de la population de ce rang d'âge, tandis que le taux de scolarisation des 19-29 qui correspond majoritairement aux étudiants du tertiaire correspond à environ 23% de cette population<sup>53</sup>. D'ailleurs, la distribution du revenu montre que le cinquième quintile de revenu concentre environ la moitié du PIB national (52,9%<sup>54</sup>) dont plus de 55% de cette population correspond à des personnes ayant fait des études universitaires, dans le quatrième quintile seulement 10% ont des études universitaires et la partie du revenu correspond à seulement 20% du total<sup>55</sup>. Ceci est révélateur des écarts économiques entre étudiants universitaires et une grande majorité de lycéens que n'arriveront jamais à faire des études universitaires. Ils augmenteront la masse de travailleurs non qualifiés, avec des salaires misérables et endettés comme leurs parents, ce dont les lycéens ont parfaitement conscience.

Nous constatons donc l'existence de deux types généraux de jeunes contestataires organisés en fonction de revendication similaires ou plutôt, comme le signale A. Ogien, d'un unanimité de la revendication qu'ils expriment<sup>56</sup>. Cependant, ils sont différents, se faisant entendre de manière distincte en fonction de leur place dans la société et parce qu'ils projettent la société de manière autre. D'une part se trouvent ceux qui cherchent à substituer les élites et qui de manière concordante sont entendus par celles-ci, ils ne demandent pas de changements radicaux, ils acceptent ou assument, malgré leurs critiques, les règles du jeu politique (de la politique). Et d'autre part, il y a ceux qui cherchent à améliorer leurs opportunités de subsistance, de reconnaissance et d'estime sociale, ce sont eux qui vont mettre en place de nouvelles pratiques de résistance et parmi elles des nouvelles formes de VPP.

---

<sup>52</sup> DÁVILA LEÓN O., "Exclusión Social y Juventud Popular", *Ultima Década* N° 8, CIDPA, 1997, p. 5.

<sup>53</sup> OCDE, *Regards sur l'éducation 2011: Panorama*, Paris, Éditions OCDE, 2011 p. 15

<sup>54</sup> BEYER H., LE FOULON C., "Un recorrido por las desigualdades salariales en Chile", *Estudios Públicos*, 85, 2002. p.144.

<sup>55</sup> Ministère de Planification, Unidad de estudios prospectivos, *Relación entre salarios y tipo de educación. Evidencia para hombres en Chile: 1990-1998*, 2000, p.14

<sup>56</sup> OGIEN A., LAUGIER S., *Le principe démocratie...*, op. cit., p. 17

Ces deux groupes qui habituellement se trouvent divisés par des origines socio-économiques, culturelles et géographiques partagent deux caractéristiques qui les font participer au même mouvement : ils sont jeunes et étudiants ou lycéens. Ces caractéristiques leur font poursuivre des objectifs similaires qui créent un lien en termes de principes moraux qui guident leurs revendications. Néanmoins, la manière d'exprimer leurs revendications est différente et parfois conflictuelle. Ainsi une grande partie des jeunes possédant un majeur capital culturel se trouvent dans le groupe qui impose dans l'espace public une esthétique disruptive, ludique, de carnaval, de fête, de déguisement, plus proche de la désobéissance civile. Cependant, ils sont fortement réfractaires à d'autres formes d'expression qu'ils associent au *flaite*, *lumpent* ou *sopaipilla*<sup>57</sup>. Il existe une segmentation évidente en relation avec un alter ego négatif : « eux les secondaires » ; « eux les secondaires des lycées pauvres ». Ainsi qu'une distanciation de classes assez forte dans les discours des étudiants universitaires : « nous ne sommes pas comme eux, nous faisons une manifestation pacifique, nous marchons par où l'autorité nous dit, nous respectons les horaires que l'autorité nous a établis et quand la répression arrive, nous levons nos mains pour montrer que nous ne sommes pas armés ». A. Brossat présente cette situation des aspects moraux de la façon suivante :

Le mouvement de pacification de la vie sociale et du domaine politique a pour enjeu un formatage rigoureux des perceptions collectives de la « violence » et une réforme radicale du code destinée à séparer le violent de non-violent [...] dans ces conditions la violence tend à devenir d'une manière exclusive le fait de l'autre – du pauvre, de l'immigré, de la plèbe mondiale, de l'islamiste, de l'État voyou [...] à devenir une question morale plutôt que politique ou sociale. Son évocation péjorative devient un moyen de gouvernement des populations à la peur et à la sécurité, davantage qu'à la paix<sup>58</sup>.

Tout cela montre deux réalités au moment d'affronter les conflits, les stratégies individuelles étant différentes, comme l'indique I. Goicovic :

---

<sup>57</sup> Ces termes péjoratifs identifient les personnes d'origine modeste, des marginaux qui présentent des caractéristiques vulgaires et socialement moins intégrées, ces termes ont adopté des connotations élitistes et font référence à la capacité d'adaptation des individus aux différents éléments culturels de la société chilienne. Généralement ils sont associés à des conduites agressives, à l'utilisation d'un langage vulgaire et à la provenance de la périphérie de grandes villes du Chili. En ce qui concerne le *flaite*, on peut dire que l'origine sociolinguistique du mot est inconnue, mais on peut supposer qu'il provient du substantif et verbe anglais « flight », c'est-à-dire vol et voler, étant donné que les lycéens signalent que les *flaites* sont connus pour leur habitude d'être toujours drogués. D'après l'étude menée par ECOS Sud et par Conicyt sur la violence à l'école, « le *flaite* symbolise pour les étudiants du secteur défavorisé comme pour ceux de secteurs favorisés, la violence juvénile. Néanmoins, à aucun moment nous n'avons pu l'identifier comme une personne, comme un individu. C'était pour les élèves plus une « attitude » qu'un élève en particulier ». BLAYA C., *et al.*, « Réflexions phénoménologiques sur le sens de la violence scolaire au Chili », *International journal of violence and school*, 2009, p. 55

<sup>58</sup> BROSSAT A., *Tous Coupats, tous coupables. Le moralisme anti-violence*, Lignes, 2009

Parce que la réalité ne se vit pas de la même manière, parce qu'elle ne les affecte pas de la même manière, n'a pas la même importance ou intensité, parce que finalement ne sont pas les mêmes choses qui sont en jeu. Pour un jeune pauvre, qui parie sur la gratuité et qui parie avec toutes les méthodes qu'il considère légitimes pour atteindre son objectif, l'intensité de ce qui se trouve en jeu est différente à celle de l'étudiant universitaire qui avec ou sans gratuité, va de toute façon étudier<sup>59</sup>.

Il faut pourtant signaler que ces deux catégories ne sont pas si indépendantes l'une de l'autre, pendant cette période de protestations les acteurs passent de l'une à l'autre montrant une forte perméabilité. Ce sont d'après nous les occupations et les rassemblements qui provoquent en tant que pratiques contestataires ce passage et cette rencontre entre lycéens et étudiants universitaires issus aussi de milieux populaires. C'est également dans ces lieux que se produisent les échanges les plus riches entre jeunes et *pobladores*. C'est grâce au partage d'expérience et l'entraide que se produiront de nouvelles pratiques de construction du politique ainsi que d'un courant libertaire, que nous allons traiter plus largement dans le troisième chapitre de cette partie.

En outre, nous avons, dans un premier moment, construit un cadre d'analyse du phénomène de radicalisation du mouvement en suivant la logique comparative de la « frustration relative » travaillée par T. Gurr, laquelle se prête à une première analyse de la conjoncture sociale pendant la deuxième moitié de l'année 2011. Pourtant, ce cadre se montre vite limité face aux particularités inédites du phénomène. Bien que nous ayons pu assigner, tout au début, comme causes de la contestation l'absence de réponses aux attentes créées par le modèle néolibéral et pour ceux qui l'ont administré pendant la période de post-dictature, cette injuste privation devient aussi vite une contestation pour récupérer des droits sociaux, manifestée par les étudiants, mais aussi par le mouvement de *pobladores*<sup>60</sup>. Elle devient finalement une contestation qui veut mettre en place des nouvelles formes de faire du politique. De ce fait, les analyses des VPP ne peuvent être pensées que comme un

---

<sup>59</sup> Entretien réalisé à Igor Goicovic directeur du Magister en Histoire de l'Université de Santiago du Chili, chercheur sur l'histoire de la violence politique au Chili et en Amérique latine, octobre 2011 à Santiago du Chili

<sup>60</sup> Il faut aussi souligner l'importance qu'ont eue pendant cette période les mouvements régionalistes et le conflit mapuche. Concernant le premier, à partir de l'année 2010, les régions extrêmes demandent des solutions aux problèmes issus de leur isolement et le coût élevé de vie que cela implique, de ce fait, ces deux dernières années pendant la période estivale (saison touristique) la région de Magallanes et la région de Aysén se sont levées contre le gouvernement. Elles sont en effet rapidement passées vers l'action directe à travers la fermeture de ponts et de routes avec des barricades et avec l'affrontement direct avec la police anti-émeute. Le conflit mapuche comme nous l'avons largement vu dans le premier chapitre est un problème concernant principalement, la reconnaissance culturelle du peuple mapuche et la restitution de terres ancestrales, mais qui progressivement devient un conflit pour l'autonomie voire l'indépendance du territoire Mapuche. Ce conflit devient en effet de plus en plus militaire, avec des affrontements armés qui ces derniers temps ont produit plusieurs victimes.



problème d'ordre économique, sinon principalement comme des problèmes d'ordre moral qui guident la construction d'une nouvelle normativité sociale.

## **2.2. Les violences collectives : quelles motivations et quelles évolutions pendant le mouvement étudiant ?**

L'universalisation de l'éducation secondaire durant la première décennie des gouvernements de la *Concertación*<sup>61</sup> permet à un nombre croissant de jeunes de réunir les conditions pour continuer des études tertiaires (Université, Institut Professionnel, Centre de Formation technique). Les places ne sont pourtant pas proportionnelles au nombre de demandant, et les frais de scolarité sont extrêmement élevés, ne permettant qu'à un moindre nombre d'élèves de continuer ses études. L'exclusion socio-économique des jeunes de l'éducation supérieure devient sévère. Dans ce contexte, l'unique issue proposée par les pouvoirs publics est un système de crédits, d'abord octroyé par l'État, mais, progressivement, ce système passe aux mains de la banque privée, laquelle sélectionnera en fonction de la capacité d'endettement des familles. Cette situation provoque une exclusion liée strictement aux origines socio-économiques. Ajoutons à cela les difficultés qu'endurent les jeunes de secteurs populaires, issus de lycées publics et particuliers subventionnés, à réussir les tests nationaux d'admission aux Universités publiques (PSU)<sup>62</sup> dont les résultats sont fortement liés à l'origine scolaire et par conséquent sociale des jeunes. Les couches moyennes et populaires qui accèdent à l'éducation tertiaire se voient ainsi confrontées à un endettement qui n'a pas de relation avec leurs attentes salariales. Pierre Bourdieu dans *La distinction* analyse déjà dans la France des années 1960 les effets de « l'inflation scolaire<sup>63</sup> » et de la dévaluation des titres scolaires associée à la scolarisation de masse (et notamment à l'Université). Bourdieu note :

Le décalage entre les aspirations que le système d'enseignement produit et les chances qu'il offre réellement est, dans une phase d'inflation des titres, un fait de structure qui affecte, à des

---

<sup>61</sup> Le 7 mai 2003 à travers une réforme de la constitution le gouvernement de Ricardo Lagos établit l'éducation secondaire gratuite et obligatoire pour tous.

<sup>62</sup> La PSU (prueba de seleccion universitaria) est une épreuve nationale standardisée qui mesure les connaissances acquises pendant l'enseignement primaire et secondaire. Elle est une condition pour l'inscription aux universités publiques, mais elle est de plus en plus sollicitée par les universités privées les plus prestigieuses. La réussite de ce test est étroitement liée à la qualité de l'enseignement reçu par les jeunes pendant leur scolarité, ainsi qu'à la possibilité de payer d'instituts privés de préparation au test appelés couramment Pré-Universitaires.

<sup>63</sup> La thèse du déclassement a été partiellement remise en cause par Boris Gobille, voir : *Mai 68*, La découverte, coll. « Repères Histoire », 2008, 120 p.

degrés différents selon la rareté de leurs titres et selon leur origine sociale, l'ensemble des membres d'une génération scolaire.<sup>64</sup>

Et il précise :

La déqualification structurale qui affecte l'ensemble des membres de la génération, voués à obtenir de leurs titres moins que n'en aurait obtenu la génération précédente, est au principe d'une sorte de désillusion collective qui incline cette génération abusée et désabusée à étendre à toutes les institutions la révolte mêlée de ressentiment que lui inspire le système scolaire<sup>65</sup>.

En excluant du cas chilien la condition de déqualification au vu d'un système productif qui a besoin d'un nombre croissant de professionnels, la thèse de Bourdieu s'ajuste largement à la situation de 2011. Ainsi, la « promesse » de sortir de la pauvreté grâce à l'éducation devient une chimère qui produit, dans certains cas, des universitaires endettés et dans d'autres des étudiants secondaires qui savent que leurs chances de réussir sont moindres<sup>66</sup>.

Cette situation concrète qui affecte un nombre croissant de jeunes, c'est-à-dire : l'endettement, un déclassement grandissant dû à la perte de reconnaissance sociale de certains diplômés, la baisse de salaire que cela signifie et des frais de scolarité qui n'arrêtent pas d'augmenter faute d'une politique publique de régulation, interfère brutalement avec les positions morales des étudiants qui commencent à se mobiliser. Pour ces derniers, l'éducation est un droit fondamental et universel, donc, la marchandisation de celle-ci devient inacceptable<sup>67</sup>. Pour le gouvernement et pour ceux qui profitent du système tel qu'il est, tous très influencés par les idées néolibérales, l'éducation est assimilée à un bien de consommation comme n'importe quel autre et soumise aux mêmes règles du marché<sup>68</sup>. Dans cet antagonisme moral se trouve l'un des premiers aspects liés à la

---

<sup>64</sup> BOURDIEU P., *La distinction*, Paris, Minuit, 1979, p. 164

<sup>65</sup> *Idem.*

<sup>66</sup> Il est important de signaler que l'éducation supérieure universitaire chilienne est une des plus chères au monde et les ménages chiliens sont ceux qui payent le plus en proportion de leur produit intérieur brut par tête, cela rend obligatoire l'endettement où l'État se porte caution, néanmoins les dettes devront être remboursées par les étudiants dès qu'ils trouvent leur premier emploi avec un pourcentage de leur salaire. Par exemple, une carrière universitaire moyenne peut coûter 5 000 euros par an et la durée d'une formation universitaire est de 5 ans, cependant un étudiant moyen prend entre 6 et 6 ans et demi à finaliser sa carrière. Cela signifie qu'un jeune d'entre 24 et 25 ans sort de l'université avec une dette d'environ 30 000 euros et un 5% d'intérêt annuel qu'il devra payer avec un pourcentage de son salaire (10% au maximum), salaire qui normalement ne dépasse pas les 1500 euros par mois, ainsi et, dans les meilleurs de cas, le jeune devra rembourser sa dette pendant vingt ans.

<sup>67</sup> En effet, la loi interdit d'obtenir de profits avec l'enseignement supérieur, chose qui n'est pas respectée par les propriétaires d'Universités Privées.

<sup>68</sup> Radio Cooperativa (19 juillet 2011). «Presidente Piñera: La educación es un bien de consumo». «Requerimos, sin duda, en esta sociedad moderna una mucho mayor interconexión entre el mundo de la educación y el mundo de la empresa, porque la educación cumple un doble propósito: es un bien de

radicalisation du conflit, surtout, lorsque l'attitude initiale du gouvernement est d'ignorer les revendications ainsi que toute action (légale ou illégale) réalisée par les étudiants afin d'être entendus. Toute possibilité de discuter est fermée, en effet, et comme l'indiquent Ogien et Laugier, il existe différentes formes de priver de leur droit d'expression ceux qui s'expriment en signifiant leur refus. L'une de ces manières, radicales, consiste à faire comme si de rien n'était, il suffit que par cynisme ou irrésolution un gouvernement n'engage aucune poursuite contre des contrevenants pour que leur protestation se dissolve dans l'inconsistance – comme nous l'avons observé dans la situation chilienne tout au début. L'absence de réaction normale d'un pouvoir à des infractions sollicitant ostensiblement la répression peut conduire à une radicalisation des formes d'action, violente ou non<sup>69</sup>.

Ces antagonismes agissent comme des éléments qui motivent l'engagement des jeunes afin d'atteindre leur objectif. Ils deviennent aussi la cause de frustrations lorsque leur voix n'est pas ou n'est plus entendue. T. Gurr signale que la réponse émotionnelle à la frustration tend à être la colère. Cette colère peut se manifester selon divers degrés, en passant d'un léger mécontentement jusqu'à la rage aveugle<sup>70</sup> que nous observons dans les émeutes<sup>71</sup>. Une forte colère peut d'ailleurs être satisfaite de deux façons : en infligeant un dommage sévère et immédiat à la source de frustration ou avec une prolongée, mais moins sévère, agression. Nous nous attarderons plutôt vers cette deuxième façon dans les événements survenus au Chili.

Les événements de 2011 montrent d'abord un mécontentement social croissant dans l'ensemble de la population sans présenter de caractéristiques violentes. Les premiers signes de ce phénomène se manifestent avec les mobilisations contre la construction du barrage Hidroaysen en novembre 2010, une des premières mobilisations liées aux thèmes environnementaux. Celles-ci deviennent de plus en plus habituelles dans les années

---

consumo". "Significa conocer más, entender mejor, tener más cultura, poder aprovechar mejor los instrumentos y las oportunidades de la vida para la realización plena y personal de las personas, pero también la educación tiene un componente de inversión » Président de la République Sebastian Piñera lors de l'inauguration du IUT de l'Université catholique.

<sup>69</sup> OGIEIN A., LAUGIER S., *Pourquoi désobéir en démocratie ?*, op. cit., p. 17

<sup>70</sup> La rage, selon François Dubet, est le sentiment d'être dominé (par les institutions), sans qu'un mouvement social puisse donner sens à la situation ainsi vécue. Elle se traduit par la haine de la politique et l'absence de conscience de classe. Le nihilisme aussi : « désir de détruire désespéré face à un avenir vide. » Cf. DUBET F., *La Galère. Jeunes en Survie*, Fayard, Paris, 1987.

<sup>71</sup> Nous reprenons la notion d'émeute, définie comme un *soulèvement populaire généralement spontané et non organisé* (Dictionnaire *Le Robert*)

suivantes<sup>72</sup>. S'en suit l'augmentation inédite du prix du gaz dans la région de Magallanes la plus australe et une des plus isolées du pays, ce fait, génère une forte résistance des habitants de la ville de Punta Arenas capitale de la Région, ainsi le 11 janvier 2011 une assemblée citoyenne des habitants de Magallanes appelle à une grève indéfinie à partir de minuit ce même jour. Cette nuit-là pendant les rassemblements deux femmes meurent écrasées par une voiture, cet événement radicalise les manifestants qui coupent toutes les routes d'accès à la région. L'occupation de rues réapparaît encore une fois comme répertoire d'action collective légitimé par l'opinion publique<sup>73</sup>.

Quelques mois après, les étudiants commencent leur mouvement, d'abord, avec des défilés ludiques, lesquels, comme d'habitude, se terminent avec quelques jeunes s'affrontant à la police de manière sporadique. Au mois de mai arrivent les grèves d'étudiants et les cours se paralysent durant quelques jours dans les Universités et les lycées. Les défilés deviennent en outre de plus en plus réguliers et massifs, ainsi celui du 12 mai 2011 rassemble environ quinze mille étudiants<sup>74</sup>. Au mois de juin commencent les grèves permanentes et les premières occupations, le 3 juin 2011, 17 universités sont occupées, les lycées commencent aussi à être occupés arrivant à la fin du mois de juin à presque 600 établissements occupés dans tout le pays<sup>75</sup>. Le sommet du mouvement arrive avec les grèves nationales du 3 et 4 août, du 24 et 25<sup>76</sup> août et du 18 et 19 octobre, ce sera lors de ces journées où les actions de violence seront les plus spectaculaires, les défilés massifs finalisent avec de dizaines de barricades dans le centre de Santiago et dans d'autres villes du pays, se réalisent barrages de routes, pillages et incendies de certains grands magasins.

Ces actions ne dépassent pourtant jamais un certain degré de brutalité, où le degré de férocité dépendait effectivement des émotions mobilisées au cours de celles-ci. En effet, le fait que l'engagement procède de moins en moins d'une décision idéologiquement motivée et en accord avec un programme précis que d'une émotion ou d'un sentiment : une

---

<sup>72</sup> Ce type de manifestation se trouve fortement liées aux couches moyennes ou élevées de la population, avec une forte participation d'intellectuels et artistes lesquels parfois possèdent aussi des propriétés dans les endroits affectés par ces projets conflictuels.

<sup>73</sup> Centro de estudios sociales y de opinión pública, *Sondeos de opinión*, Universidad Central de Chili, janvier 2011.

<sup>74</sup> Journal en ligne *El mostrador*: "Contundente manifestación estudiantil en la antesala del 21 de mayo", 12 mai 2011.

<sup>75</sup> Résumé de la TV Publique Argentine, « Crisis en la educación chilena », 25 juin 2011

<sup>76</sup> La nuit du 25 août se produit l'assassinat de Manuel Gutierrez, un jeune de 16 ans qui a reçu un tir de la police quand il se trouvait sur une passerelle où il observait les barricades avec son frère handicapé et un ami, il deviendra l'unique martyr de ce mouvement de contestation.

indignation ou une colère, qui naît sous le coup de ce qui est vu comme une injustice, une inégalité, une incidence ou un mépris de la part de pouvoirs établis, est un indice de la nouvelle manière d'agir en politique<sup>77</sup>.

Ce mécontentement initial qui motive rarement des épisodes de violence collective évolue à partir d'une série de promesses d'amélioration de la situation, qui de manière concrète n'ont rien changé, en effet, le fond du problème continue à être ignoré par les pouvoirs publics. Les étudiants ont répondu avec des revendications chaque fois plus « utopiques » selon le gouvernement. Un premier essai de réponse aux étudiants lorsque le mouvement est encore embryonnaire est le projet « GANE<sup>78</sup> » le 5 juillet 2011. Sans vraiment avoir lu ou voulu lire les positions de valeurs des étudiants, le gouvernement a offert une augmentation de ressources, suivant la même stratégie des gouvernements précédents. Malheureusement, ce projet se trouve loin des idées d'étatisation et gratuité de l'éducation, demandées par les étudiants. Ce premier échec du gouvernement a signifié l'intensité de l'engagement des étudiants pour obtenir leurs objectifs et de l'effort investi pour atteindre ou maintenir leurs revendications. L'« entêtement » des jeunes pouvait entraîner l'abandon de cours, la perte de l'année scolaire et le redoublement d'un grand nombre d'entre eux. Cela fait augmenter la colère au sein du mouvement. Un deuxième projet proposé par le gouvernement le 1<sup>er</sup> août 2011 se solde également par un échec, car, au fond, il répète les mesures déjà offertes. De ce fait, chaque échec du gouvernement signifie l'augmentation de la colère, la radicalisation des actions et l'approfondissement des changements demandés.

Concrètement au mois d'avril 2011 les revendications sont : plus de démocratie à l'intérieur des universités, l'augmentation des dépenses publiques et la restructuration du système de bourses pour les universitaires ; résoudre les problèmes du transport public, et réduire le prix du transport scolaire pour les élèves du secondaire qui devait augmenter de seulement 10 pesos (0,015 €). Le mois de mai commence avec une nouvelle revendication l'accès gratuit à l'université des jeunes plus vulnérables, et la notion de qualité apparaît soudainement dans les demandes de lycéens et d'étudiants. À la fin du mois, les jeunes demandent la fin du profit dans tous les niveaux de l'enseignement, la gratuité de la carte de transport scolaire, l'éducation gratuite et laïque et l'amélioration de l'enseignement secondaire professionnel. Pendant le mois de juin s'ajoute l'étatisation de l'éducation

---

<sup>77</sup> OGIEN A., LAUGIER S, *Le principe démocratie : enquête sur les nouvelles formes du politique, op. cit.*, p. 169

<sup>78</sup> Grand accord national pour l'éducation.

primaire et secondaire tenue par les municipalités et l'amélioration des infrastructures ainsi que la démission du Ministre de l'Éducation. En juillet, ils demandent la démission du Ministre de l'Intérieur (suite à une forte répression subie par les étudiants). Début août, les jeunes ajoutent à leurs revendications une éducation multiculturelle et la réforme du système des impôts. À la mi-août, les revendications s'adressent à la structure même du système politique : changement du système des élections (système binominal<sup>79</sup>), changement de la Constitution politique, la renationalisation des richesses et la demande d'un plébiscite pour résoudre les problèmes de l'éducation. À la fin du mois d'août, les demandes sont institutionnalisées, le mouvement est puissant et accepté pour la majorité de la population tandis que l'approbation du gouvernement chute selon tous les sondages<sup>80</sup>. Pourtant, le gouvernement n'accepte aucun changement et évidemment la réponse des étudiants est de plus en plus radicale, et en réplique la répression policière plus forte (même si dans les deux camps, les actions sont toujours plus spectaculaires que dangereuses). Comme l'indique Ch. Tilly, les groupes qui s'acharnent malgré des échecs

---

<sup>79</sup> Héritage de la dictature, le système binominal est imposé par la constitution de 1980, rédigée par Pinochet lui-même. Notons qu'à cette époque, il n'y avait au Chili aucune vie politique et démocratique, et encore moins d'élections. Augusto Pinochet, sachant que son « Gouvernement militaire » ne serait pas éternel, s'est assuré que plus aucun mouvement du type de l'Unité populaire d'Allende ne se reproduirait, en créant un système politique qui, s'il a le goût, l'aspect et l'odeur d'une démocratie, s'apparente à une véritable arnaque pour les citoyens chiliens. En effet, la vie politique chilienne s'articule principalement autour d'un parti, centriste, la Démocratie chrétienne (DC), qui l'orchestre depuis plus de 100 ans. Elle fait le jeu de la droite (comme sous le gouvernement d'Allende) ou de la gauche (comme depuis 1990, et la naissance de la Concertation, coalition regroupant le centre et gauche réformiste).

Ni la droite ni la gauche ne peuvent, depuis le retour de la démocratie en 1990, gouverner sans la DC, car la constitution de 1980 a institué un second tour lors de l'élection présidentielle qui n'existait pas avant le coup d'État. Auparavant, le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour était élu, une fois sa victoire ratifiée par le Congrès.

L'idée sous-jacente des militaires au pouvoir était d'isoler les partis progressistes (PS, PC et Radicaux) de leur centre marxiste, de les marginaliser, afin de les obliger à chercher des alliances au centre, les rapprochant de la Démocratie chrétienne, mère politique du pays. C'était l'une des manières d'étouffer tout mouvement à tendance marxisante ou révolutionnaire, après avoir assassiné, torturé et poussé à l'exil ses militants.

La particularité du système électoral chilien réside dans le fait que si deux candidats sont élus par circonscription, l'électeur, lui, ne dispose que d'un seul vote. Prenons ainsi l'exemple d'une circonscription lors des dernières élections parlementaires, dont les résultats sont très proches des résultats nationaux :

Parti communiste 5% ; Parti socialiste/Parti pour la Démocratie/Radicaux 25% ; Démocratie chrétienne 30% ; Union Démocratique Indépendante 21% ; Renovation nationale 19%

Ce qui aboutit à des coalitions : Concertation (DC + PS/PPD/PRG) 55% ; Alliance (UDI + RN) 40%

Coalitions qui permettent de faire élire le candidat DC et le candidat UDI.

Pourquoi ? Parce que pour gagner les deux postes en jeu lors de l'élection, il faut « doubler » le score de l'adversaire. Pour emporter les deux postes de députés, l'un des blocs doit donc réaliser au moins 66,6% des suffrages. Il s'agit d'un concept d'une ingéniosité remarquable qui permet de contourner le jeu démocratique. Pour modifier la constitution de 1980, et donc le système électoral, il est nécessaire de bénéficier des 7/9e des votes du Congrès, ce qui est quasiment impossible à obtenir tant que le binominal est en vigueur. Un vrai cercle vicieux.

<sup>80</sup> Le sondage CEP (centre d'études publiques) le plus renommé du pays, lié à la droite libérale, montre que le gouvernement chute de 18 points et devient le gouvernement avec la plus faible approbation de l'histoire avec seulement un 26%, tandis qu'un 80% de la population est contraire au profit dans l'éducation principale revendication des étudiants.

se confrontent à une résistance accrue et expriment de plus en plus clairement leurs revendications, provoquant ou favorisant la violence<sup>81</sup>.

En effet, lors des premières manifestations des étudiants, les revendications sont centrées sur des objectifs hétérogènes qui font partie des différentes dimensions de la réalité éducative (transport, bourses, crédit, participation, etc.). Comme O. Fillieule le signale, du côté des manifestants, les divergences sur les buts à atteindre, les différences de moyens mis en œuvre et quelquefois de cultures politiques font que les manifestants marchent rarement comme un seul homme<sup>82</sup>. Ainsi, lorsque le mouvement se consolide et que les participants montrent un engagement majeur, les revendications se canalisent sur deux voies, gratuité et qualité, avec un premier objectif partagé par tous et accepté par l'opinion publique<sup>83</sup> : la fin du profit. Dès que la contestation centre ses actions sur une revendication – ou un groupe réduit de revendications – le recours à la violence est donc plus probable, parce que généralement ces revendications deviennent moins réalisables.

C'est ainsi qu'arrive le moment de la « colère » qui peut pousser à franchir plus sérieusement le seuil, ce passage s'observe surtout avec l'évolution des répertoires d'action collective<sup>84</sup> utilisés par les jeunes pour exprimer leurs revendications et augmenter leurs possibilités d'atteindre leurs objectifs. Effectivement, les étudiants dans les premières mobilisations ont cherché des actions alternatives, les déguisements et les défilés de type carnavalesque, la musique, les performances, les activités sportives, etc. Puis, lorsque ce type de réponses s'épuise, les réponses agressives augmentent : barrage des rues, occupations, barricades, etc. La question posée est : pourquoi ne pas s'être servi des agences traditionnelles canalisatrices de demandes à savoir les partis politiques, les syndicats, etc., avant tout autre chose ? La réponse peut se trouver dans cet extrait d'A. Ogien et S. Laugier lorsqu'ils parlent de la démocratie réelle :

---

<sup>81</sup> TILLY Ch., « Décrire, mesurer et expliquer le conflit », *op. cit.*, p. 195

<sup>82</sup> FILLIEULE O., « L'émergence de la violence dans la manifestation de rue. Éléments pour une analyse étiologique », *Cultures & Conflits*, La violence politique dans les démocraties occidentales, N° 9-10, 1993. p. 3.

<sup>83</sup> Cela pouvait être observé lorsque dans les marches les plus massives une grande quantité de femmes au foyer ou de travailleuses à mi-temps accompagnaient leurs enfants et participaient aux manifestations.

<sup>84</sup> Tilly signale six caractéristiques de ces répertoires qui se maintiennent jusqu'aujourd'hui, dont seulement leur degré diffère. 1. l'utilisation de moyens d'action plutôt autonomes, différents de ceux dont font usage les autorités ; 2. L'apparition fréquente d'intérêts définis comme tels, dans un cadre associatif ou quasi associatif (« Coalition pour la Justice », « Citoyens Unis Contre », etc.) ; 3. Les défis directs aux concurrents ou aux autorités, surtout nationales, et à leurs représentants, plutôt que des appels à des patrons puissants ; 4. La tenue déléguée d'assemblées pour l'élaboration de programmes ; 5. La présentation publique de programmes ; des slogans, l'exhibition d'insignes d'appartenance et de solidarité ; 6. Une préférence pour l'action en espace public. Le concept de répertoire est bien simplificateur. Il crédite le conflit de régularité, d'ordre et de choix délibéré, là où l'on a souvent envie de ne voir que la colère. TILLY Ch., « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *op. cit.*, pp. 97-98.

Cette revendication se justifie par des arguments connus : rejet d'un système représentatif qui ne représente plus que lui-même ; s'écarter des partis politiques qui ne sont plus à l'écoute ni de citoyens ni de ses militants ; contester la prétention de syndicats à défendre les intérêts de travailleurs ; dénoncer le mépris dans lequel le peuple est tenu par ses gouvernants ; accuser la connivence de la presse et de médias avec le pouvoir en place<sup>85</sup>.

En effet, les partis et les syndicats se sont montrés incapables de s'adapter à l'évolution de sociétés soumises aux forces corrosives et séductrices de l'individualisation, du néolibéralisme et de la managérialisation<sup>86</sup>. Les jeunes attendent une réponse, un changement pour continuer à octroyer la légitimité aux gouvernants. La légitimité de ceux qui exercent le pouvoir dépend en effet de leur capacité à démontrer qu'ils font fonctionner, régulièrement et de façon acceptable, les institutions qui ont pour mission le bien commun<sup>87</sup>. Néanmoins, ceux-ci ont dénié aux jeunes le droit à formuler leurs revendications, en soutenant qu'ils ne maîtrisent pas l'ensemble des connaissances nécessaires pour pénétrer la complexité des dossiers traités [...] contester que les citoyens disposent d'un savoir politique pleinement valide<sup>88</sup>. En ce qui concerne le cas chilien, I. Goicovic le signale de cette manière :

Les agences permanentes de politisation aujourd'hui ne sont plus celles d'avant ou celles qui restent n'ont pas la légitimité d'avant, comme les partis politiques, les syndicats ou les assemblées des voisins. C'est-à-dire que ces agences qui arrivaient à donner un degré de politisation à travers le temps, aujourd'hui, ne sont plus disponibles, c'est pourquoi les processus de dépolitisation ou de perte des niveaux de politisation sont aussi rapides<sup>89</sup>.

Enfin, il résume la situation dans laquelle se trouvait le mouvement étudiant en 2011 de la manière suivante :

Cette demande plus stratégique qui est la gratuité de l'éducation est impossible dans ce scénario et impossible dans le scénario de retour de la *Concertación*. C'est-à-dire, que cela suppose un changement « révolutionnaire » - je ne parle pas des révolutions d'avant - et tandis que l'on ne se charge pas de cela, cette demande n'a aucune viabilité. Cela suppose la renationalisation des richesses basiques, par conséquent modifier le régime économique, suppose changer la manière comment est établie l'institutionnalité politique avec le remplacement des acteurs au niveau social, non seulement au niveau des agences établies comme les partis politiques, et cela n'est pas non plus disponible. C'est-à-dire, qu'il s'agit de changements dans les leaderships politiques, chose qui n'est pas non plus disponible, alors il y a encore un processus assez long. Ce mouvement installe seulement les premières bases<sup>90</sup>.

---

<sup>85</sup> OGIEN A., LAUGIER S., *Le principe démocratie : enquête sur les nouvelles formes du politique*, op. cit., p. 23

<sup>86</sup> *Ibidem*, p. 62

<sup>87</sup> *Ibid.*, p.71

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 121

<sup>89</sup> Entretien à Igor Goicovic, octobre 2011, Santiago du Chili.

<sup>90</sup> *Idem*.



Ce que nous avons observé pendant les années de post-dictature c'est l'érosion du système représentatif, les jeunes ne sont pas écoutés, ils sont ignorés, méprisés et finalement réprimés par ceux qui se trouvent au pouvoir. Sous cette situation, l'évolution émotionnelle vers la rage semble possible et normale, pouvant de ce fait pousser de grands segments d'une collectivité vers l'action directe<sup>91</sup>.

### 2.3. Comment rendre compte des émotions collectives ?

Nous venons de signaler l'importance des états affectifs dans la radicalisation de la protestation, nonobstant, ces états sont difficiles à mesurer ou à identifier de manière concrète ou correcte lorsqu'ils comprennent des actions collectives. Il ne nous reste donc qu'à associer ces éléments à des situations concrètes qui puissent rendre compte de ces évolutions. Nous avons identifié d'abord, les situations d'agressivité particulière de la police, lesquelles pourraient éventuellement être mesurées par la quantité de détenus<sup>92</sup>, puis par des événements provoquant une indignation généralisée parmi les participants à ces actions, tel est le cas de la succursale du magasin de départements *La Polar* brûlée le 4 août 2011, durant la grève nationale. Cette entreprise se trouvait au centre d'un scandale d'escroquerie liée aux crédits accordés à ses clients, qui affectait plus de 400 000 personnes<sup>93</sup> appartenant aux couches les plus pauvres de la population. Elle avait en effet faussé des informations concernant les dettes de leurs créanciers particuliers et augmenté de manière unilatérale les intérêts de personnes endettées suite à de fausses renégociations.

D'après cette ligne argumentaire centrée sur des émotions collectives, nous pouvons tenter d'évaluer la magnitude de la violence collective à partir de différentes variables.

Nous observons ainsi comme première variable le niveau de participation à l'intérieur de la population concernée. Les revendications des jeunes sont certes majoritairement acceptées. Même au sein des étudiants issus de milieux aisés, dont les revendications se trouvent éloignées de leur réalité, se génère une forte solidarité avec le mouvement. S'agissant des lycéens, les occupations des lycées arrivent rapidement à un

---

<sup>91</sup> GURR T., "Psychological Factors in Civil Violence", *op. cit.*, p. 255

<sup>92</sup> La journée du 4 août se présente comme celle qui a vu le plus de personnes détenues, 874 en total, elle est aussi la plus violente en termes de destruction des biens publics et privés. (*f. Annexe 2, catalogue d'événements mouvement étudiant de 2011*).

<sup>93</sup> Clientes de La Polar con repactaciones son más de 400 mil y se registran desde hace 6 años, source: Emol.com. <http://www.emol.com/noticias/economia/2011/06/17/487864/clientes-de-la-polar-con-repactaciones-son-mas-de-400-mil-y-se-registran-desde-hace-6-anos.html>

nombre très élevé, elles commencent avec trois des lycées publics emblématiques<sup>94</sup> au début du mois de juin<sup>95</sup> pour finir le même mois avec plus de 600 établissements, comme nous l'avons indiqué auparavant. Le même phénomène se reproduit avec le nombre de participants aux rassemblements, ils passent de 8 000 le 24 avril à plus 300 000 le 25 août (cf. *Annexe 4*). D'ailleurs, le mouvement qui était particulièrement étudiant devient national et engage la participation d'une diversité d'acteurs : syndicats, parents d'élèves, fonctionnaires, professeurs, etc. Cela confirme qu'une des conditions de réussite d'une action engagée hors des organisations officielles tient à la quantité d'individus qui se rassemblent sur les places, plantent leurs tentes ou occupent les espaces disputés au pouvoir<sup>96</sup>.

Par conséquent, les actions de violence les plus spectaculaires se sont déroulées pendant la période qui va du début du mois d'août à la fin du mois d'octobre, période pendant laquelle se sont déployées jusqu'à deux rassemblements contestataires par semaine avec un nombre de participants toujours croissant. Ceci peut être constaté en comparant le nombre de participants avec le nombre de détenus lors de chaque rassemblement<sup>97</sup> (cf. *Annexe 4 : Rapport entre le numéro de participants et le numéro de détenus selon rassemblement contestataire.*).

Quelles explications pouvons-nous trouver au rôle de la participation dans la radicalisation de l'action et le passage à l'acte ? Tout d'abord, il est possible d'identifier l'existence d'un support normatif<sup>98</sup>. En effet avec des groupes extrêmement cohésifs il y aurait un renforcement de la perception mutuelle de colère et la justification de la violence en réponse à cette colère serait moins condamnée socialement. Ensuite, il est possible d'observer une protection face à la coercition et à la répression, le groupe serait capable de

---

<sup>94</sup> Il existe une vingtaine de lycées publics d'ancienne tradition qui maintiennent un niveau élevé de résultats académiques, ils sélectionnent les meilleurs étudiants des écoles publiques et particulières subventionnées. La plupart se trouvant à Santiago chaque grande ville possède un ou deux lycées de ce type.

<sup>95</sup> Radio Bío-Bío (6 juin 2011), «[75 detenidos, 2 heridos y millonarias pérdidas deja desalojo de estudiantes en Liceo Barros Borgoño](#)»

<sup>96</sup> OGIEN A., LAUGIER S, *Le principe démocratie : enquête sur les nouvelles formes du politique*, op. cit., p. 169

<sup>97</sup> Durant cette période, il y a eu, au mois d'avril un rassemblement contestataire, 8 000 participant et 10 détenus ; en mai 2 rassemblements contestataires, un total de 38 000 participants et 48 détenus ; et en juin 5 rassemblements contestataires, 352 000 participants et 220 détenus. Ensuite apparaît une logique d'escalade, où la violence devient un moyen de marchandage avec les pouvoirs publics, ainsi les marches et activités massives se succèdent et avec elles les violences, cette période a duré trois mois, le mois d'août étant le plus actif et ensuite commence la diminution. On compte en août 16 rassemblements contestataires, et un total de 1.157.600 participants et 1655 détenus, en septembre il y a eu 6 rassemblements contestataires, 311 000 participants et 414 détenus, finalement en octobre, on compte 5 rassemblements contestataires 273 000 participants et 598 détenus.

<sup>98</sup> GURR T., "Psychological Factors in Civil Violence", op. cit., p. 272

réduire la peur à la coercition, d'abord grâce à l'anonymat, ensuite par une défense mutuelle et massive. Les manifestants plus radicalisés prennent suffisamment de force pour éviter les agents répressifs et ainsi renforcer la rationalité (diminution du risque) de leur action directe. Finalement, nous observons la configuration d'un modèle social, c'est-à-dire, d'une part, il y a l'agression de la police qui sert de modèle aux personnes agressées, lesquelles répondent avec une agression, cette agression est accompagnée souvent d'éléments discursifs, comme celui de la haine « *al paco*<sup>99</sup> ». D'autre part, il y a l'appel à la violence exercée par des jeunes appartenant aux groupes radicaux qui profitent de la grande quantité de participants aux rassemblements. Cela se fait à travers l'« appel aux armes » et toute une série de dispositifs de sensibilisation (consignes, pamphlets, discours) sur la légitimité de la voie violente comme moyen de défense face aux injustices et à l'exploitation, nous en reviendrons dans la troisième partie de cette recherche.

Une deuxième variable qui reflète de la façon la plus radicale la magnitude de violences collectives est le niveau de permissivité ou d'interdiction à s'exprimer. En effet, la probabilité que des violences civiles se manifestent diminue avec l'existence de mécanismes institutionnels qui permettent l'expression d'une hostilité non violente<sup>100</sup>. Au contraire, l'interdiction de se rassembler qui va de pair avec la répression policière produit de ce fait l'aggravation des violences.

Ces interdictions se produisent pour la première fois le 4 août 2011, une journée où plus de 1 200 personnes seront arrêtées, 874 seulement à Santiago. En effet, cette journée reflète un changement général dans la gestion du conflit de la part des autorités. C'est le moment où l'on passe du mépris et de la disqualification vers la répression, de la domestication vers la persécution. En termes politiques ce changement est évident lorsque le problème commence à être traité par le Ministère de l'Intérieur et non par celui de l'Éducation.

Le matin du 4 août, entre 10h et 11h, les lycéens commencent à se rassembler dans le lieu traditionnel, la Place Italia, sans aucune autorisation de la part de l'Intendance (gouvernement régional), les lycéens se rassemblent également, car l'appel dans les réseaux sociaux était de vaincre la peur. Les jours précédents au rassemblement, le Ministre de l'Intérieur avait signalé : « s'il y a des morts ce sera à cause de l'irresponsabilité des étudiants et des lycéens qui convoquent le rassemblement ». Ce jour

---

<sup>99</sup> Le flic.

<sup>100</sup> *Ibidem*, p. 269

deux manifestations sont prévues, le matin, celle des lycéens et l'après-midi celle des étudiants, aucune n'est annulée, toutes les deux sont durement réprimées. Pourtant, un changement s'exprime également chez les jeunes, c'est la politisation de leur violence, ces conjonctures basculent alors sur le terrain du politique, parce que, comme l'indique D. Cefaï, si ces situations deviennent politiques, c'est, *a contrario*, que tout n'est pas nécessairement politique dans une situation<sup>101</sup>. Cette violence collective dépasse le stade spectaculaire et ludique, car les jeunes leur redonnent son sens. Premièrement, par une nécessité de défense, ce qui la transforme en une violence plus dangereuse. Deuxièmement, par la mise en place de nouvelles pratiques où la stratégie de *black blocs*<sup>102</sup> se généralise, se partage et s'enrichit avec des éléments de la tradition de violence politique populaire (dont nous avons amplement parlé dans la première partie). Ce jour, la violence devient un élément du politique, nous observons des changements dans les règles du jeu, une redistribution des rôles et une réorientation des actions qui seront mises en avant dans tous les rassemblements jusqu'aujourd'hui.

Une troisième variable, qui s'additionne à la participation et la permissivité, est la persistance dans le temps de violences. En effet comme l'indique A. Ogien et S. Laugier, un phénomène se dégage : une sorte de logique de passage de la non-violence à la violence [...] lorsque les protestataires constatent que le combat tourne en leur défaveur. Il est toujours difficile d'abandonner une lutte pour laquelle d'importants sacrifices ont été consentis [...] ces formes d'action (non violentes) ne sont pas faites pour durer éternellement<sup>103</sup>. Tel que l'on l'a signalé auparavant, les actions de violence collective ont pris force à partir du troisième mois de manifestations – juillet –, mais son évolution se déroule pendant sept mois, et le passage à l'acte violent prend progressivement la place des actions pacifiques de désobéissance civile. Cette persistance s'observe aussi au sein de la violence en situation lorsque les actions au lieu de durer quelques minutes à la fin d'un défilé se déroulent jusqu'à plusieurs heures avant, durant et après les rassemblements. Avec cette persistance on observe aussi que les pratiques de protestation et de VPP que les étudiants reprennent sont transmises à d'autres mouvements sociaux qui utiliseront

---

<sup>101</sup> CEFĀĬ D., « Vers une ethnographie (du) politique. Décrire des ordres d'interaction, analyser des situations sociales », in BERGER M., CEFĀĬ D., GAYET-VIAUD C., (Dir.), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, Bruxelles, Peter Lang, 2011, p. 547.

<sup>102</sup> Le black bloc est une forme d'action collective très typée, qui consiste, pour des individus masqués et vêtus de noir, à former un cortège (un bloc noir) au sein d'une manifestation. DUPUIS-DERĬ F., « Penser l'action directe des black blocs », *Politix*. Vol. 17 – n° 68/2004, p. 79.

<sup>103</sup> OGĬEN A., LAUGIER S., *Le principe démocratie : enquête sur les nouvelles formes du politique*, op. cit., p. 208.

dorénavant le *cacerolazo*<sup>104</sup>, la barricade et le sabotage comme un moyen d'exprimer leurs demandes<sup>105</sup>. On aperçoit, en plus d'une radicalisation des formes de protestation, le transfert de celles-ci à d'autres mouvements sociaux.

En effet, la temporalité a joué un rôle important dans l'intensité du conflit, suivant aussi un chemin curviligne et la violence n'a pas diminué avec la répression sinon avec l'imposition de la réalité aux jeunes. Il n'y a pas de solution technique ou instrumentale à la violence et il serait illusoire de s'en remettre à des stratégies répressives et à des logiques policières oscillantes entre le pur usage de la force, et l'appel à des mécanismes de contrôle communautaire, comme « *los pacos de rojo* »<sup>106</sup> mis en place pour les files du PC. C'est une démarche dangereuse et dont les résultats peuvent vite s'avérer contreproductifs.

En résumé, le contexte qui a rendu possible la contestation s'est nourri d'aspects économiques liés aux attentes de la population et à des aspects moraux liés à des conflits de valeur entre les groupes hégémoniques et des jeunes qui résistent à l'idéologie néolibérale. Le refus par les autorités d'entendre les revendications des jeunes a provoqué chez ces derniers une série de réponses émotionnelles exprimées, d'abord, par un mécontentement, ensuite par une colère laquelle s'est finalement transformée en rage et par conséquent dans une radicalisation de l'action collective. Ce processus émotionnel a pu être apprécié sous l'angle de trois variables principales : le niveau de participation, la permissivité de l'expression et la persistance des actions de violence dans le temps. À partir de ce processus, il était aussi possible de regarder le passage d'une violence collective vers une VPP comme celle observée avant la période post-dictature, cette évolution se présente de manière parallèle au passage d'un mouvement de « sans » vers un mouvement d'« alter ».

Dans la partie suivante, nous tenterons d'approfondir l'analyse de cette période avec la description des violences collectives et la narration d'événements qui expliquent l'inhérence de celles-ci dans certaines situations.

---

<sup>104</sup> Manifestations très bruyantes où l'on frappe des casseroles avec des cuillères ou d'autres éléments.

<sup>105</sup> Durant les mois de décembre 2011 et janvier 2012 se produisent des coupures de route et barricades organisées par les familles sans logement et des habitants de quartiers périphériques qui protestent pour le changement du système de mesure pour octroyer les bénéfices sociaux (ficha de protección social), en février 2012 les violences collectives se déplacent vers la région d'Aysén.

<sup>106</sup> Jeunes étudiants universitaires appartenant au Parti communiste dont leur rôle était de contenir les groupes plus radicaux. « *Pacos* » comme on l'a signalé est l'équivalent des flics.

### 3. *L'inhérence et les dynamiques des violences politiques au Chili*

L'analyse, dans ce troisième moment, se focalise sur les aspects microsociologiques des actions de violence, nous allons pour cela ethnographier les modalités concrètes d'une expérience du politique, toutefois, comme le signale D. Cefaï : pratiquer l'analyse de situation, comme le fait l'ethnographie, ce n'est pas prendre le parti du « micro » contre le « macro », mais apprendre à observer et à décrire, à partir d'indices saisis *in situ*, des contextes d'expérience du politique<sup>107</sup>. La principale difficulté de cette activité se trouve du fait de devoir décrire un ordre d'interaction explicité par la violence, c'est en effet se prendre dans des contextes d'expérience, qui ont inéluctablement une dimension « morale », « civile » et « politique »<sup>108</sup>.

Ainsi, l'un des paris d'une ethnographie (du) « politique » porte sur l'observabilité et la descriptibilité du « politique »<sup>109</sup>. Si nous pensons la violence, en paraphrasant C. Tilly, comme « un phénomène normal de la vie politique dont elle constitue un baromètre<sup>110</sup> », pour toute analyse de celle-ci, il est nécessaire de la prendre en parallèle à la situation politique du moment auquel elle éclate. Nous venons de décrire la situation ou l'ordre politique dans lequel les événements de 2011 se sont déroulés, néanmoins, maintenir une analyse si restreinte de la violence nous empêche de connaître les motivations subjectives et intersubjectives des acteurs participantes et surtout de connaître le sens donné à celle-ci par chaque acteur concerné.

Si la violence politique, comme l'explique C. Tilly, est le produit de la lutte pour l'accès aux positions établies dans la structure du pouvoir – tel est le cas des étudiants lorsqu'ils passent à l'acte – ou pour leur défense, voire pour la transformation de la structure politique elle-même – ceci s'approche plus du sens donné par les lycéens –<sup>111</sup>. Elle serait distribuée, d'après cette vision, socialement selon les positions qui occupent les groupes et les interactions entre eux. La façon dont le système politique dans son ensemble, partage le pouvoir est donc déterminante. La disposition fondamentale d'individus et groupes consiste à maximiser leur influence et leur pouvoir.

---

<sup>107</sup> CEFÄI D., « Vers une ethnographie (du) politique. Décrire des ordres d'interaction, analyser des situations sociales », *op. cit.*, p. 549

<sup>108</sup> *Ibidem.*, p. 549

<sup>109</sup> *Ibid.*, p. 550

<sup>110</sup> GOBILLE B., « Charles Tilly et la violence collective : moment critique et formation conceptuelle, 1968-1979 », *Tracés, Revue de Sciences humaines*, N°19, 2010, p. 176.

<sup>111</sup> *Ibidem.*, p. 177

Cette analyse présente la violence politique comme un sous-produit de processus sociaux et politiques non intrinsèquement violents, comme l'action collective en faveur de droits nouveaux ou menacés – tel est le cas du droit à l'éducation. Le choix de la compétition politique violente est une question tactique et rationnelle, et il survient, selon C. Tilly, lorsque les canaux institutionnels et pacifiques d'expression et de revendication sont bloqués<sup>112</sup>. Nous allons nuancer les propos de cette vision rationaliste avec une approche qui montrera l'importance des composantes affectives et émotionnelles de la violence politique, partant du présupposé que la violence n'est pas un comportement politique intrinsèque des individus, sinon qu'il y aurait des situations violentes et non pas des personnalités violentes ; pour ce faire, nous allons décrire une série d'événements de violence via une approche phénoménologique.

Or, une manière d'aborder l'observation de la violence est en fonction de la structure et de l'organisation des groupes qui passent à l'action, manière que nous avons extraite des travaux de J. A. Franck<sup>113</sup>. En effet, tel que C. Tilly, J. A. Franck s'intéresse aux causes immédiates des violences collectives, de ce fait J. A. Franck aborde ces phénomènes en fonction de la structure et de l'organisation des groupes lors du passage à l'action.

J. A. Franck identifie cinq facteurs dont certains sont évoqués pendant la description des événements et d'autres ont été déjà exposés dans les deux premières parties de ce chapitre. Premièrement, l'organisation : son type de structure, la qualité de son leadership, la discipline interne, les ressources financières, la capacité de décision, l'utilisation des médias et la capacité de créer des alliances. Deuxièmement, le type d'objectifs poursuivis où l'on trouve d'un côté des objectifs ordinaires ou acceptables qui ne touchent ni les ressources critiques de la société ni la position de la classe dominante et qui ne mettent pas en cause l'ordre établi ; d'un autre côté, les objectifs excentriques ou inacceptables, car ils mettent en cause des valeurs de la société et les pouvoirs existants. Troisièmement, le mode d'action, nous identifions deux types : des actions collectives normales ou acceptables ; et actions inacceptables ou illégales. Quatrièmement, la perception des autorités, qui est un processus établi par l'autorité qui donne ou enlève la légitimité au groupe en question. Enfin, la réaction de forces de l'ordre qui est mesurée par le niveau de répression.

---

<sup>112</sup> *Ibid.*, p. 181.

<sup>113</sup> FRANK J. A., « La dynamique de manifestations violentes », *Canadian Journal of Political Science*, Vol 17, N° 2, 1984, pp. 325-349.

En outre, il signale cinq prémisses relatives à cette approche. D'abord, la violence politique se rattache à la lutte pour certaines ressources. Ensuite, cette lutte se mène normalement de façon rationnelle, c'est-à-dire en utilisant la manière la plus efficace d'accéder aux ressources. Celle-ci devient alors une sorte de marchandage politique. Elle s'explique par les caractéristiques du groupe concerné, sa puissance et ses objectifs. Enfin, en reliant ces éléments J. A. Franck relève la possibilité d'élaborer un modèle des actions de violence politique.

D'autre part, nous nous sommes servis du concept de « rassemblement contestataire » pour choisir les événements décrits. Étant donné que l'action collective est une configuration d'actions situées<sup>114</sup>, elle a lieu, dans un sens goffmanien, dans des « places » diverses et non interchangeables, c'est pourquoi nos descriptions prendront de petites unités de temps et d'espace, en reprenant des moments décisifs qui durent entre quelques minutes et quelques heures que nous pouvons traduire dans cette notion de rassemblement contestataire. Selon C. Tilly, celui-ci représente un événement au cours duquel un minimum de dix personnes se sont rassemblées dans un endroit accessible au public et ils ont clairement exprimé des revendications qui, si elles aboutissaient, auraient un impact sur les intérêts d'au moins une personne à l'extérieur du groupe<sup>115</sup>.

En ce sens, dans la description d'événements observés, les contraintes spatiales prendront une place très importante, l'espace matériel de la mobilisation, la topographie du mouvement, la façon dont l'espace géographique lui-même est constitué en enjeu de lutte et de pouvoir entre ces mêmes individus ou groupes, la transformation de la ville en lieu de dispute. Ainsi, D. Martin et B. Miller avancent l'argument selon lequel l'espace et le lieu forment « l'arrière-fond contextuel tout en participant de la dynamique constitutive des processus de contestation<sup>116</sup> ».

L'organisation spatiale ne se réduit jamais à la réfraction matérielle de l'ordre social, mais produit des effets *sui generis* qu'il s'agit de mettre à jour en les observant minutieusement, dans toute leur concrétude. Dit autrement, les relations spatiales, *i.e.* contraintes spatialement, ne sont donc pas seulement l'expression des relations sociales ; elles produisent au contraire, par le biais de routines géographiquement situées, des usages et des expériences spécifiques de l'espace, lesquels contraignent et déterminent en retour

---

<sup>114</sup> CÉFAÏ D., *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, *op. cit.*, p. 628

<sup>115</sup> TILLY C., « Décrire, mesurer et expliquer le conflit », *op. cit.*, p. 196

<sup>116</sup> MARTIN D., MILLER B., « Space and Contentious Politics », *Mobilization*, N°8 (2), 2003, p. 143-156.



l'action protestataire<sup>117</sup>. Nous avons pris conscience de l'importance des contraintes spatiales en observant le rôle joué par l'endroit où se déroulent les violences dans nos observations : rassemblements étudiants et quartiers populaires, ainsi que par les constructions matérielles qui transforment cet espace, principalement les barricades et finalement les performances qui se servent de cet espace en évolution pour s'exprimer.

Subséquentement, il faut rappeler que notre souhait de narrer des violences surgit de la conviction qu'« un fragment de l'expérience humaine non racontée reste simplement un incident [...] Chaque chose que nous pouvons nous rappeler sur nous-mêmes ou sur notre environnement peut être représentée discursivement dans des narrations<sup>118</sup> ». Dans ce sens, la narration n'est pas un processus alternatif à l'observation, l'observation a besoin de la narration, car un événement qui n'a pas eu la possibilité d'être raconté ne peut pas exister.

Or, avant de fournir un support à l'explication et à l'interprétation des situations de violence politique une série de questionnements doivent être signalés, en effet comme l'indique D. Cefaï, décrire une activité, une action ou une interaction, c'est être capable de répondre aux questions suivantes : quel est l'enjeu de la scène ? Qui agit ? Où ? Quand ? Comment ? Avec qui ? Contre qui ? De quel point de vue ? À cause de quoi ? En vue de quoi ? Dans quelles circonstances ? Avec quelles conséquences ? Les réponses n'ont pas à être dictées par une théorie préétablie. Elles sont à recueillir sur le terrain<sup>119</sup>. À ces questions nous ajouterons : existe-t-il une logique dans le déroulement de la violence en situation ? Quel est le niveau d'organisation et d'engagement dans chaque action ? Et finalement, est-il possible de déterminer l'existence d'une mémoire de la violence politique dans nos exemples, comme nous l'avons observé dans le chapitre antérieur ?

### **3.1. La description des événements : comment passe-t-on à l'acte ?**

Loin de n'être que le produit de choix rhétoriques, théoriques ou politiques, comme l'indique D. Cefaï, le travail descriptif est lié par le travail d'enquête, lequel est en prise sur les mondes sociaux qu'il rencontre – nous sommes pris par le mouvement étudiant en tant qu'événement inédit et spectaculaire – la pertinence d'une description dépend de sa capacité à rendre compte de ce qui se passe dans une situation – nous avons pris en effet le

---

<sup>117</sup> COMBES H., *et al.*, « Observer les mobilisations. Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux », *Politix* 2011/1 (n° 93), p. 22

<sup>118</sup> BORISENKOVA A., « Narrative Refiguration of Social Events, Paul Ricoeur's Contribution to Rethinking the Social », *Études Ricoeuriennes*, Vol 1, N°1, 2010, p. 90-91

<sup>119</sup> CÉFAÏ D., « Vers une ethnographie (du) politique. Décrire des ordres d'interaction, analyser des situations sociales », *op. cit.*, p. 556

déroulement de quatre événements de violence en situation. La description présente ainsi les choses en chair et en os<sup>120</sup>. Or, les événements contestataires dont nous rendons compte sont, d'abord, la journée du 11 septembre à l'occasion de la commémoration du Coup d'État de 1973 laquelle sera traitée en deux parties : défilé vers le cimetière Général de Santiago et commémoration de nuit à VF ; deuxièmement, le rassemblement étudiant du 22 septembre ; troisièmement, le rassemblement interdit du 6 octobre ; et finalement, la grève nationale les 18 et 19 octobre 2011 qui sera aussi traitée en deux parties : protestation de nuit du 18 octobre à VF et rassemblement étudiant du 19 octobre.

### *3.1.1. 11 septembre 2011: défilé et commémoration du Coup d'État de 1973.*

Le 11 septembre se commémore le jour du Coup d'État de 1973, lequel a été, historiquement, un jour de contestation et d'expression des violences à caractère politique et une journée d'agitation dans tout le pays. La conjoncture sociale vécue en 2011, marquée par des manifestations massives ayant commencé le mois de novembre 2010 à la suite de l'approbation de la construction d'un grand barrage appelé Hidroaysen<sup>121</sup> et ayant continué avec les rassemblements étudiants depuis le mois d'avril, laisse présager une journée particulièrement violente.

L'année 2011, les demandes sociales se multiplient ainsi que les rassemblements qui deviennent de plus en plus massifs (jusqu'à 200 000 personnes le mois de juin et 300 000 en août<sup>122</sup>). Les principaux organisateurs de cette « vague » de contestation sont les étudiants et les lycéens. Les médias, d'autre part, montrent, après chaque rassemblement sensé être pacifique, un nombre croissant des jeunes se battant contre la police avec des cailloux, bouteilles de peinture et cocktails Molotov créant une image de chaos.

La journée du 11 septembre 2011 est donc très attendue. Ce matin-là, tout se déroule normalement. Le défilé qui a traditionnellement lieu depuis 1974 et qui traverse des endroits symboliques comme le Palais de la Moneda, bombardé pendant le coup

---

<sup>120</sup> *Ibidem.*, p. 550

<sup>121</sup> Le projet Hidroaysen, dont le coût s'élevait à 2,2 milliards d'euros, comprenait l'inondation de 5 900 hectares de terres vierges en Patagonie, une des plus grandes réserves naturelles du monde. L'objectif était de répondre aux besoins énergétiques du très puissant secteur minier chilien. Le projet devait produire 2 750 mégawatts, ce qui augmentait de 20% la capacité électrique du Chili. Ce projet de cinq barrages hydro-électriques ne concernait pas seulement la région d'Aysén, mais tout le pays, car il aurait fallu déployer des milliers de kilomètres de câbles à haute tension à travers sept Régions pour acheminer l'électricité produite. L'arrêt de ce projet se transforme dans la première bataille gagnée par la mobilisation sociale.

<sup>122</sup> El Mostrador (30 juin 2011). «[Movimiento estudiantil da sólida demostración de poder y gobierno acusa fines políticos](#)». Consulté le 30 novembre 2011. Poblete, J.; Labrín, S. y Ramírez, J. (26 août 2011). «Masiva marcha cierra protesta que no logra paralizar al país». La Tercera. Consulté le 30 novembre 2011.

d'État, et continue en direction du Cimetière Général de Santiago, lieu où ont été retrouvées les fosses communes des disparus assassinés par la dictature, suit son cours normal. Le défilé commence sur la place *Los Heroes* à 10h et après un parcours d'environ 5 km, il s'achève au Cimetière Général vers 12h. Cette activité fait partie de ce que W. Sewell appelle des politiques de la contestation, en effet celles-ci, selon l'auteur, « instituent des routines spatiales particulières, selon un historique et en adoptant des trajectoires qui leur sont propres<sup>123</sup> ».



Image N° 15. Trajet historique du défilé du 11 septembre à Santiago.

Source: Radio Cooperativa on-line.

Avant de commencer le défilé et en fonction des événements précédents, on s'attend à un nombre impressionnant de participants, toutefois il n'y eut pas plus de 10 000 personnes, nombre inférieur à celui d'autres opportunités<sup>124</sup>, dont la plupart sont des membres du PC, d'associations de droit de l'homme et familiers des tortures et disparus,

<sup>123</sup> SEWELL W. H., "Space in Contentious Politics", in Ronald Aminzade *et al.* (éds), *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Mass., Cambridge University Press, 2001, p. 62

<sup>124</sup> Le 2 septembre 2011, il y a eu un accident aérien considéré comme un des plus meurtriers de l'histoire chilienne, avec 21 personnes décédées, parmi eux, une équipe de la télévision de l'État qui préparait un reportage sur la reconstruction de l'île de Juan Fernandez détruite par le Tsunami qui a suivi le tremblement de terre du 27 février 2010. Parmi les morts on compte un des présentateurs télé les plus célèbres du pays. La tragédie a servi au gouvernement pour calmer les groupes contestataires et demander l'union et le dialogue face à la tragédie, cette stratégie a fonctionné pendant quelques semaines, jusqu'au moment où son utilisation politique devient flagrante.

qui représentent des groupes institutionnalisés et légitimés. Le défilé est particulièrement pacifique, contrairement à ce à quoi l'on s'attendait. Traditionnellement, les accrochages entre jeunes et la police lors du défilé du 11 septembre commencent après la traversé du pont La Paz (voir image 15) ce n'est que lorsqu'ils arrivent à l'avenue *Recoleta* que l'on trouve l'espace (des avenues larges) ainsi que les symboles nécessaires (des agences de différentes banques et des restaurants de la chaîne Mc Donalds) pour motiver une poignée de jeunes au passage à l'acte. Ces actions ne durent que quelques minutes et se diluent lorsque le défilé continue son parcours vers le cimetière. C'est seulement à la fin du pèlerinage que quelques centaines des jeunes cagoulés affrontent la police<sup>125</sup>. Suivant les logiques émeutières, ce sont à chaque fois des incidents avec la police survenant dans un contexte de suspicion et de rancœur réciproques qui ont été l'élément déclencheur des émeutes<sup>126</sup>.

Dans cette première journée d'observation des faits de violence « collective », notre première impression en voyant ce trouble se focalise sur le manque d'organisation et la spontanéité des actions, ce fait nous a surpris, pourtant il devient la constante de toute cette première période de manifestations qui se déroulent lors des rassemblements de rue. Cette dernière comme on l'a déjà vu dans les chapitres précédents est l'espace historiquement privilégié pour la mise en place de la violence au Chili, I. Goicovic l'exprime de la façon suivante :

L'espace privilégié pour le déploiement de la violence sociale urbaine a été la rue. La rue a été la scène dans laquelle le pouvoir organisait et surveillait la société ; en elle se représentent la somptuosité et le symbolisme du pouvoir. Mais la rue, qui a été aussi un espace de liberté, de troubles et protestations ; est aussi un espace ouvert et incontrôlé, dans lequel opère la délinquance organisée, dans les rues s'expriment avec violence les contradictions et conflits qui affectent les classes subalternes<sup>127</sup>.

Le groupe plus radical est composé d'environ 200 jeunes qui lancent toutes sortes d'objets à la police d'une distance d'environ 20 ou 30 mètres. La police attend probablement des ordres pour commencer la répression des « exaltés », durant ce moment, elle « encaisse » les cailloux, les morceaux de bois et les bouteilles remplies de peinture, que les jeunes lancent. Ces derniers portent des vêtements que les médias lient au

---

<sup>125</sup> Nous signalons quelque centaine de jeunes cagoulés comme un chiffre normal, mais toujours placé dans le contexte de la mobilisation sociale, car dans une année « normale » les accrochages entre police et manifestants ne dépassent pas les cinquante individus.

<sup>126</sup> KOKOREFF M., « Sociologie de l'émeute. Les dimensions de l'action en question », *Déviance et Société*, 2006/4 Vol. 30, p. 523

<sup>127</sup> GOICOVIC Igor, "Consideraciones teóricas sobre la violencia social en Chile (1850-1930)", *Ultima Década* n°21, CIDPA Valparaíso, diciembre 2004, p. 128

mouvement anarchiste : chaussures montantes de type militaire, pantalons noirs serrés, sacs à dos petits et noirs, et t-shirts avec des logos révolutionnaires. Toutefois, il y a un bon nombre des jeunes habillés de manière tout à fait normale. Ils sont tous cagoulés (*encapuchados*), la plupart enfilent des t-shirts sur leur tête en laissant le col comme visière et en attachant les manches dans la nuque (voir image N°17), sinon l'utilisation des keffiehs palestiniens est aussi très habituelle.

La cagoule devient un objet symbolique auquel les graffitis font allusion : « la cagoule c'est le visage d'un peuple opprimé » (voir image N° 16 ci-dessous) peut-on lire sur les murs du chemin au cimetière. Le feu prend aussi une place importante parmi les symboles des manifestants. Tout au long du trajet vers le cimetière on observe des graffitis qui évoquent le feu : « allons brûler la caserne policière » (voir image N° 16 ci-dessous) ; « brûle ses luxes » ; « brûlons le flic !! », etc., et les barricades évidemment brûlent toujours.



Image N° 16. Graffitis dans le chemin au cimetière Générale Avenue Recoleta 11 sept 2011





Image N° 17. Jeunes manifestants à la sortie du Cimetière Général, 11 septembre 2011.

Toutes les actions se passent dans l'avenue Valdivieso, laquelle sert de division des cimetières catholique et israélien, et elle s'arrête face au cimetière général (un carrefour des cimetières). Comme on peut regarder sur l'image N° 17, cette avenue n'est pas très large, néanmoins, elle possède des deux côtés, sur les trottoirs, des kiosques à fleurs qui servent de tranchées pour les jeunes et aussi pour la police. Cette dernière retranchée derrière ses boucliers supporte la pluie d'objets et de temps en temps lance de l'eau avec du gaz lacrymogène. Ce rituel se maintient durant une heure. Ensuite, comme avertissement, la police tire des grenades lacrymogènes avec un effet très puissant qui éloigne la foule de curieux du groupe de manifestants plus échauffés. C'est à ce moment que commence la charge policière, entre 40 et 50 policiers, accompagnés de blindés et de canons à eau, se précipitent vers le groupe le plus nombreux composé principalement de curieux qui courent épouvantés. Le groupe plus exalté rentre dans le cimetière suivi par des policiers à cheval. Un bon nombre de personnes tombent, entre le gaz lacrymogène et la pression pour s'échapper, ce qui provoque le chaos.

La police arrive à disperser la majorité des manifestants, cependant de petites barricades se répandent rapidement dans les rues environnantes et à l'intérieur du cimetière. Cette enceinte, avec ses ruelles labyrinthiques et les milliers de tombeaux qui le

composent se prêtent parfaitement pour tenir des escarmouches pendant des heures, ce qui est justement le cas depuis plus de 40 ans.

À la fin des incidents, le rapport officiel signale 24 détenus, c'est lors du premier assaut que la police a pris la plus grande partie d'entre eux, ce sont ceux qui tombent, les plus lents, les moins habitués, que la police prend, ils se laissent normalement embarquer sans opposer de résistance. Après, les arrestations deviennent sporadiques. J. A. Frank esquisse une réponse au comportement de la police lors d'un entretien avec un agent responsable d'un groupe tactique, l'agent explique que :

En procédant à des arrestations, vous détruisez votre propre force. Il faudrait au moins deux hommes pour en sortir un, et comme je le disais, ceci envenimera davantage la situation ; on aura alors une exaspération de l'opposition avec laquelle il n'y aura pas moyen de traiter<sup>128</sup>.

L'action policière est en effet tout à fait logique, coincée entre le besoin de répondre aux chiffres de détenus demandés par leurs supérieurs et un environnement de plus en plus hostile, la façon la plus logique d'agir est aussi la moins rationnelle en arrêtant de simples passants et curieux ils font leurs chiffres sans risquer leur sécurité, pourtant, les plus exaltés ne sont jamais pris et la sensation d'impunité les motive à passer à l'action sans contrainte postérieurement.

C'est pendant la nuit que le visage le plus violent de la commémoration se montre dans les quartiers populaires. Nous nous rendons à Villa Francia (VF) afin d'observer le déroulement de la fin de la journée de commémoration.

Comme nous l'avons signalé dans les chapitres deux et trois, pour les *pobladores* de VF le 11 septembre est l'une des dates symboliques dans leur calendrier mémoriel. Pourtant, l'année 2011 les motivations ainsi que les participants semblent assez hétérogènes. En effet, dans l'un des lieux traditionnels de mise en place de l'action directe se trouve l'un des lycées occupés par des jeunes qui ne sont pas tous des participants habituels de ces événements, à quelques centaines mètres se trouve un deuxième lycée occupé avec des lycéens des mêmes caractéristiques. Un groupe très nombreux ne fait certes donc pas partie de la VF et le centre de la motivation de ces adolescents sera plutôt le divertissement de se battre contre la police. Parmi les *pobladores* de VF les discours sont aussi divers. Les plus jeunes, stimulés par l'ambiance des occupations qu'ils vivent aussi dans leurs lycées et leurs universités respectives, parlent de guerre sociale et lutte contre la

---

<sup>128</sup> FRANK J. A., « La dynamique de manifestations violentes », *op. cit.*, p. 332

domination et l'exploitation du système, le souvenir des martyrs est moins présent dans leurs consignes et un discours guerrier le remplace. Quant aux adultes, la motivation reste principalement la mémoire de leurs détenus disparus, leurs assassinés et les souffrances de la dictature, néanmoins elles se voient celées par l'enthousiasme des plus jeunes.

Dans une année « normale », la préparation de la journée de commémoration commence assez tôt, selon nos interviewés, trois ou quatre semaines à l'avance. Pourtant, en 2011 les préparatifs sont en retard à cause du grand nombre de journées de protestation, pendant lesquelles toutes les nuits survient une réplique à VF.

Nous arrivons vers 17 heures et notre intermédiaire nous guide vers un jardin intérieur appartenant à un des Blocks<sup>129</sup> (bâtiment similaire aux HLM) où lui et trois « adolescents » essayent d'écrire un slogan sur une toile d'environ cinq mètres volée quelques jours avant d'un projet de la mairie, actuellement tenue par l'UDI (parti de droite très conservateur). Notre intermédiaire, en voyant que les jeunes ne s'en sortent pas, et sachant que durant l'université, nous faisons nous-mêmes de la peinture murale, nous demande d'écrire le slogan avec de la peinture en spray. Ce geste est reconnu par les jeunes et nous aidera, postérieurement, lors de l'arrivée de la police.

En plus des toiles avec les slogans, les jeunes ont récupéré une vingtaine de pneus et de l'essence nécessaire pour allumer la barricade dans un coin de la rue, quelques cocktails Molotov et des bouteilles remplies de peinture. À la différence des barricades dans les actions directes spontanées, celles qui sont plus organisées se composent principalement de pneus usés, chaque jour plus difficile à retrouver, ils sont aspergés d'essence, cela permet la création d'une barrière de feu qui peut durer plusieurs heures. Néanmoins, l'essence devient également une ressource rare, car les pompes à essence ne vendent plus des bidons comme auparavant et surtout pas aux jeunes. Pour s'en procurer, les jeunes doivent trouver un voisin de « bonne volonté » avec une voiture pour la remplir et ensuite prendre l'essence avec un tuyau.

---

<sup>129</sup> Les Blocks ce sont des bâtiments de trois étages qui composent la Villa Canada, ils sont la barrière qu'il faut franchir avant de pénétrer dans les passages et les petites ruelles de VF, ils sont aussi le tableau où se dessinent les différentes peintures murales caractéristiques de VF.





Image N° 18, barricade à Villa Francia le 11 septembre 2011 à 20h30

Deux cents mètres plus à l'est, un autre groupe plus nombreux s'organise de la même façon. Ainsi et malgré le manque des ressources, les groupes à la VF sont amplement plus organisés et disciplinés que ceux observés ce même jour au cimetière.

Nous étions chez Pablo (14 ans) et Eduardo<sup>130</sup> (12 ans) deux des adolescents qui participaient à la préparation de l'« activité », cependant, seulement Pablo va participer aux manifestations. Avant de commencer les barricades, sa mère le prend, l'embrasse, et lui dit « prends soin de toi », comme s'il partait à la guerre, tandis qu'Eduardo est envoyé à l'intérieur de l'appartement. La mère crée sûrement des limites à la participation politique de ses enfants selon leur âge. Nous avons appris par la suite qu'elle avait perdu une sœur durant la Dictature.

Le père des adolescents participe aussi aux manifestations, avec des personnes plus âgées du quartier, leur but est néanmoins différent. Parmi ces adultes, certains appartenaient à des groupes subversifs déjà dissous. Ils sortent armés et s'affrontent à tirs contre la police. Ce sont eux qui arrivent à blesser des policiers et ce sont eux qui sont aussi blessés plus gravement, cependant lorsque cela arrive tout un dispositif existant depuis les années de Dictature s'active, il y a des maisons où se trouvent surtout des femmes qui peuvent donner les premiers soins ou faire des interventions chirurgicales simples lorsque cela est nécessaire. Se rendre dans les hôpitaux est impensable, car le personnel doit, obligatoirement, prévenir la police de chaque blessé admis ce jour. Chez les

---

<sup>130</sup> Les prénoms ont été modifiés

adultes, ce sont d'autres cadres qui se mettent en place, ils possèdent d'autres compétences liées à des expériences et à une éthique particulière marquées par la Dictature. Cet univers de sens reste pourtant clos pour nous, l'interaction avec ces acteurs clandestins était impossible.

Dans l'autre front, tout commence avec une série de barricades dans l'Avenue Cinco de Abril à 20h30, horaire établi de manière informelle, mais suivie par tous les groupes radicaux dans les différents quartiers de Santiago. À VF les faits débordent rapidement lorsqu'un bus du transport public se trouve coincé entre deux barricades. Les passagers descendent rapidement, les jeunes laissent pourtant le temps au conducteur de s'en sortir avec le bus, mais d'une manière incompressible le conducteur abandonne le bus. L'hameçon lancé, les jeunes de l'autre barricade commencent à lancer des cocktails Molotov à l'intérieur du transport collectif.



Image N°19. Incendie d'un bus dans le quartier de Villa Francia lors de la commémoration du coup d'État, 11 septembre 2011

Comme on peut observer sur l'image N°19, le bus qui brûle rapidement dans l'avenue Cinco de Abril active l'entrée en scène massive et violente de la police des forces spéciales (FE). Les manifestants qui ont brûlé le bus se dispersent rapidement à l'intérieur de VF, qui est composée, de manière similaire à ce que P. Routledge décrit lors de la révolution au Népal en 1990 : « par un réseau labyrinthique de rues [...], elles représentaient des espaces protégés, hors d'atteinte des forces gouvernementales. C'est donc la topographie de la ville qui permettait aux militants d'avoir accès à des espaces

libres et protégés »<sup>131</sup>. Les bâtiments de VF, plus précisément ceux de « Villa Canada » (nous pouvons les observer du côté droit de l'image N°19), ont deux entrées, une donnant sur l'Avenue Cinco de Abril et l'autre vers l'intérieur de VF, à partir d'ici commence une série de ruelles et passages où ceux qui n'habitent pas les lieux s'égareront facilement. Les bâtiments de la Villa Canada servent de barrière qui cache l'intérieur de la *población* où les jeunes peuvent se réfugier en cas de débarquement de la police en grand nombre. Les voisins ouvrent facilement la porte de leur maison aux manifestants, c'est une des raisons pour laquelle le nombre de détenus est toujours très faible.

À la Suite de l'arrivée des FE, nous nous retrouvons coincés dans un bâtiment que la police n'arrête pas de pilonner avec des bombes lacrymogènes. La pluie de bombes lacrymogènes dure environ 30 minutes, les FE débarquent plus nombreux vers le bâtiment qui a été signalé comme celui où se cachent ceux qui ont brûlé le bus. Étant le premier fait violent d'une nuit qui deviendra agitée, la police veut absolument trouver des coupables. En effet, comme la plupart des manifestants sont mineurs – le bâtiment se trouve juste en face du lycée du quartier – nous sommes ceux qui risquent le plus. Heureusement, la mère de Pablo sachant que nous ne sommes pas du quartier nous ouvre la porte et nous cache de la police qui rentre violemment dans le bâtiment. C'est à ce moment que nous pensons aux risques de la recherche, car nous aurions pu être arrêtés, frappés et aller en prison pour n'avoir fait qu'observer ces événements. De plus, comme nous l'avions observé ce matin-là, la détention des innocents est monnaie courante dans les différents affrontements entre la police et les manifestants, comme il est difficile d'arrêter les jeunes plus organisés et rapides, souvent la police arrête ceux qui crient ou ceux qui n'arrivent pas à s'enfuir rapidement, être en mauvaise forme physique peut certainement devenir une raison pour se faire arrêter. Une façon d'expliquer cette situation en paraphrasant R. Collins, peut être résumée de cette manière :

Une autre chose décisive concernant la violence est qu'il s'agit d'une activité *physique* : c'est un corps, ou plusieurs, contre un autre. L'élément clé, dans l'analyse de la violence, est donc le rythme selon lequel les gens bougent leur corps (y compris à travers leurs expressions faciales) et les autres manières par lesquelles ils communiquent corporellement : la vitesse des contacts oculaires, des sons émis, etc. établir une domination dans une situation d'interaction, cela consiste essentiellement à faire tomber son adversaire dans son propre rythme. Dans les

---

<sup>131</sup> ROUTLEDGE P., "A Spatiality of Resistance. Theory and practice in Nepal's revolution of 1990", in PILE Steve et KEITH Michael (éds), *Geographies of Resistance*, Londres, Routledge, 1997, p. 74.

situations particulièrement conflictuelles, celui qui l'emporte brise le rythme corporel de l'autre, il l'empêche d'avoir son propre rythme en lui imposant le sien<sup>132</sup>.

À l'intérieur de l'appartement, nous parlons avec les deux adolescents, cela nous permet de découvrir que malgré l'héritage<sup>133</sup> et le contexte politique dans lequel ils grandissent, leurs motivations à caractère politique ne sont pas assez présentes. Les raisons qu'ils expriment concernant leur participation aux barricades se trouvent plutôt liées au divertissement et à la recherche de statut entre leurs pairs (surtout leurs camarades de lycée et école) qu'à des revendications politique et sociale<sup>134</sup>.

Pendant cette conversation, on observe d'ailleurs que les deux adolescents craignent la présence si proche de la police qui crie juste à côté de leur fenêtre : « sortez! Bande de délinquants ». Dans le dernier étage du bâtiment se trouvent de nombreux élèves du lycée d'en face. Cependant, la police est coincée, car une grille, dont personne n'a la clé, les sépare des jeunes. Les deux adolescents ont peur de voir la police rentrer chez eux, ils serrent fortement leur mère. Sachant qu'une violation de domicile est peu probable, nous restons plus calmes.

Vers 23h, nous changeons nos vêtements en guise de précaution et nous quittons l'appartement. De loin, s'écoulent des tirs, les feux des barricades peuvent encore se voir au loin, dans d'autres quartiers et un nuage épais de gaz lacrymogène s'étend dans toute la *población*. Il ne nous reste plus qu'à rentrer et regarder les nouvelles de la nuit à la télévision.

---

<sup>132</sup> TRUC G., « La violence en situations. Entretien avec Randall Collins », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [en ligne], 19 | 2010, mis en ligne le 30 novembre 2012. URL : <http://traces.revues.org/index4930.html> p.246

<sup>133</sup> La tante de Pablo et Eduardo avait été assassinée pendant la dictature et sa famille est très « reconnue » dans la villa comme d'actifs « combattants ».

<sup>134</sup> C'est grâce à cette conversation qu'on a pu commencer à cerner les « jeunes » à qui on appliquerait les récits de vie. Un des critères fondamentaux serait donc l'existence d'un discours politique et revendicatif, même embryonnaire, chez les jeunes à interviewer, ce qui signifie de réaliser tout d'abord une conversation informelle avec chaque interviewé, connaître sommairement ses idées et ses points de vue sur l'action directe et le sens qu'ils donnent à celle-ci.



Image N°20. Rues de Villa Francia après les affrontements, 11 septembre 2011 à minuit

De manière générale, et malgré le processus contestataire et d'occupations de lycées, la participation de lycéens à la commémoration de ce 11 septembre est plus réduite que celle observée lors de rassemblements dans le centre-ville. De ce fait, deux questions reliées se posent : d'abord, peut-on penser que les violences manifestées par les lycéens sont seulement une conséquence de la crise éducative et non le résultat d'un mécontentement général ? Et si c'est le cas, existe-t-il un phénomène de manque d'identification avec des événements historiques éloignés des expériences des jeunes et par conséquent une reconstruction de performances collectives de la violence politique populaire distante de la mémoire de la Dictature ? Ce sont des questions que nous essayerons de répondre sur la base des récits suivants.

### ***3.1.2. Marche du 22 septembre 2011 : mesurer la force du mouvement***

Le 22 septembre est le jour où la force du processus de contestation sera mise à l'épreuve. Les derniers rassemblements sont moins massifs faisant penser au gouvernement que le mouvement est en train de faiblir, d'ailleurs nous le pensons aussi. Ce matin, nous devons défiler avec l'un de nos intermédiaires, un jeune proche des mouvements anarchistes universitaires, il doit nous aider à rencontrer des universitaires disposés à être interviewés.

Le rassemblement doit commencer à 10h, mais nous nous sommes donné RDV à 11h, en sachant que les défilés ne commencent jamais à l'heure, à 11h30 nous nous retrouvons à deux stations de Metro du point de départ.

À notre surprise, la quantité de personnes qui défile est impressionnante, jamais nous n'avions vu une telle masse de manifestants au Chili, bien que le défilé du 25 août ait été plus massif, nous n'y avons pas participé et nous étions contents de voir des images à la télévision. Évidemment, la marche a été un succès pour les étudiants, selon les organisateurs plus de 180 000 personnes défilaient, et nous avec eux. Nous voulons profiter du rassemblement donc nous décidons de ne pas prendre de notes et participer activement au défilé.

Le fait le plus étonnant est l'hétérogénéité des participants du défilé : enfants, adultes, retraités, travailleurs, professeurs, parents d'élèves, hommes et femmes politiques de gauche, etc. Néanmoins, ce qui surprend le plus est le grand nombre de jeunes appartenant à des groupes radicaux, qui incitent ouvertement, avec leurs performances, à la violence comme moyen d'expression politique. Ils défilent entre cette masse hétérogène de manifestants. De jeunes anarchistes, trotskistes et guévaristes défilent avec leurs pancartes, leurs drapeaux noir et rouge et de longs bâtons en bambou, des images qui nous rappellent les manifestants coréens des années 1980<sup>135</sup>. Ils sont prêts à se battre contre la police et ne le dissimulent pas. Ils sont très nombreux, environ 2 000 dans une manifestation de plus de 180 000 personnes. En ce moment, nous comprenons l'ampleur que peut prendre l'action directe violente lors de rassemblements, si à ces 2 000 jeunes, préparés à l'action directe derrière un discours politique, nous ajoutons les lycéens en quête de divertissement, en plus de ceux qui cautionnent et qui participent le moment venu au passage à l'acte, mais qui se trouvent éparpillés dans le défilé, il peut y avoir largement 5 000 jeunes prêts au passage à l'acte.

En effet, et comme O. Fillieule l'indique, toute manifestation qui rassemble un nombre élevé de participants n'est plus entièrement contrôlable, le seuil se situe assez bas, aux alentours de quelques milliers de personnes<sup>136</sup>. Nous ne sommes certainement pas loin de la théorie de l'impunité issue de la psychologie de foules, selon laquelle, plus le nombre de manifestants est élevé, plus le sentiment que l'on ne risque rien, pousse à la violence. D'autre part, en ce qui concerne la police, toute une logique gestionnaire de protestataires est mise en place, avec une « gestion douce » de la violence, elle incite l'établissement de

---

<sup>135</sup> Après le soulèvement de la ville de Kwangju en 1980, très fortement réprimé par le régime, une série de contestations se produiront en Corée du Sud tout au long des années 1980. L'objectif de ces actions est la fin d'une dictature de presque 40 ans, ce sont les étudiants et les syndicats les principaux acteurs des actions directes qui montrent des performances et une esthétique très particulières.

<sup>136</sup> FILLIEULE O., « L'émergence de la violence dans la manifestation de rue. Éléments pour une analyse étiologique », *Cultures & Conflits*, La violence politique dans les démocraties occidentales, N° 9-10, 1993, p. 10



« zones de tolérance », cela signifie l'acceptation des degrés d'illégalisme, lesquels permettent de définir les cibles acceptables de la violence et d'en écarter d'autres jugées plus sensibles – par exemple éviter que le défilé passe devant le palais présidentiel –, c'est un calcul d'utilité destiné à minimiser le plus possible les déprédations<sup>137</sup>.

Dans ce contexte de « gestion douce » le défilé s'arrête vers 13h dans le parc Almagro, lieu de rassemblement, avec ce que les médias appellent des « incidents », c'est-à-dire des accrochages entre les jeunes et la police. La médiatisation spectaculaire des événements joue en effet un rôle important dans leur radicalisation, les médias, souvent du côté de la police, sont aussi largement décrédités (comme la police) et sont de ce fait pris aussi pour cible des jeunes les plus radicalisés.

Or, au moment des incidents, nous sommes loin du « champ de bataille », le parc public proche des universités ; pourtant, nous regardons le nuage de poussière et de gaz lacrymogène à environ 300 mètres des affrontements. Tout comme le 11 septembre au cimetière, la police utilise ce jour des chevaux pour dégager la foule.

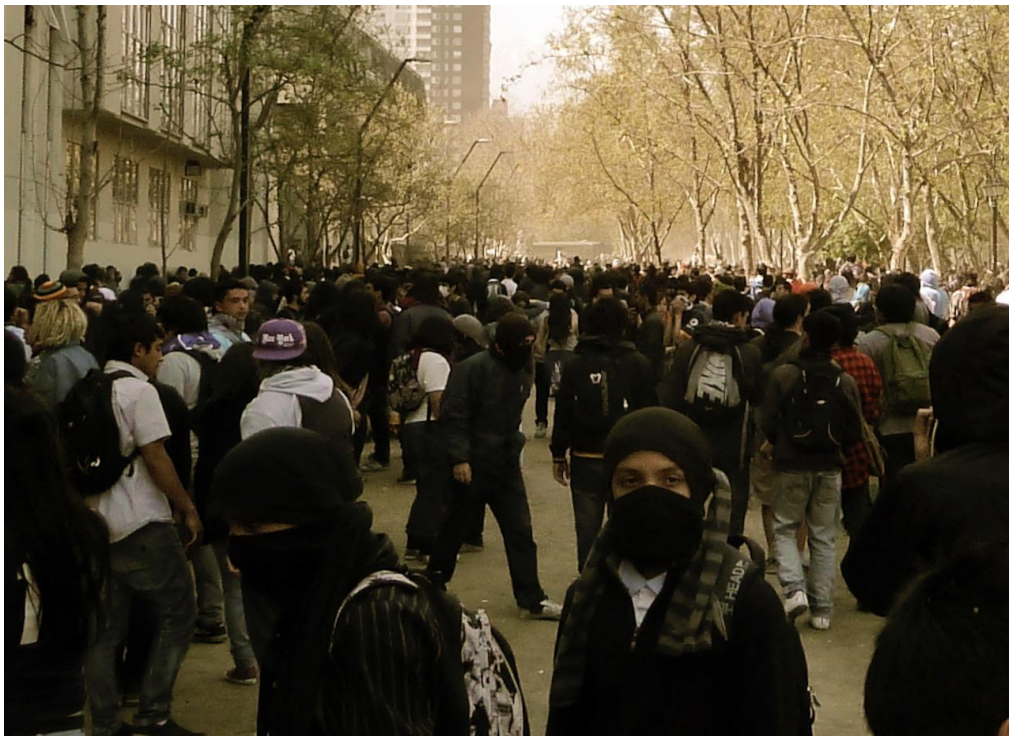


Image N° 21. Jeunes manifestants cagoulés au parc Almagro lors de la marche du 22 septembre 2011

Au moment des incidents, un autre phénomène captive notre attention, c'est le surprenant nombre des jeunes « *encapuchados* » (cagoulés) dont la plupart ne participent

---

<sup>137</sup> *Ibidem.*, p. 11

pas aux accrochages. Ils sont à nos côtés, à 300 mètres des désordres, mais ils sont là, cagoulés et criant « mort au flic !! », pourtant, dès que la police à cheval charge, ils sont les premiers à courir. Cette situation est spécialement bien décrite dans ce passage de Randall Collins :

La plupart des gens, dans des situations violentes, sont visiblement en proie à une tension, et parfois à de la peur. Et pour cette raison, bien souvent, ils ne passent pas à l'acte. Le plus probable, c'est qu'ils vont en rester à des menaces. Et même si des actes violents ont lieu, seule une faible partie des personnes présentes y participent (...) Quelle que soit la forme de violence, on constate que rares sont les personnes qui y prennent part activement, même lorsqu'elles font partie d'un groupe<sup>138</sup>.

Nous observons comment la cagoule dépasse son usage pratique et devient un symbole d'insurrection, un appel pour être pris en compte, une manière de lutter pour la « visibilité<sup>139</sup> ». Les jeunes réclament non seulement des droits sociaux, mais aussi le droit à l'existence sociale et publique. Ce qui est en jeu, comme l'indique M. Kokoreff, ce sont ni plus ni moins une protestation morale et une demande de respect<sup>140</sup>. Alors, on se demande si en dehors de son rôle pratique de protection de l'identité la cagoule n'est-elle pas devenue une forme d'esthétisation de la violence et que le nombre croissant des jeunes cagoulés est aussi le résultat de la fascination que l'esthétisation entraîne ? Cela peut-être confirmé lorsque nous observons les nombreux groupes apparus qui font l'éloge de la cagoule et de son utilisation dans les réseaux sociaux : « *la capucha nos iguala en la lucha* » ; « *difisiones libertairias* » ; « *agrupacion combativa revolucionaria Chile* », parmi d'autres.

Cette allégorie peut aussi être attribuée au sens d'appartenance collective que cet élément crée dans les instants de « violence en situation ». La cagoule permet à une certaine catégorie d'appartenance de s'identifier lors de cette « performance située » qui est l'action violente. Cela permet de créer de frontières au cours du rassemblement, constituant une différenciation entre endo-groupes et exo-groupes, entre ceux qui se reconnaissent du même côté ou qui se situent de l'autre côté de la frontière<sup>141</sup>. On peut en effet dire que c'est une auto-identification extraordinaire, car elle se produit lors des

---

<sup>138</sup> TRUC G., *op. cit.*, p.242

<sup>139</sup> THOMSON J. B., « La nouvelle visibilité », *Réseaux*, 2005/1 n° 129-130, p. 59-87, voir aussi VOIROL O., « Les luttes pour la visibilité » Esquisse d'une problématique, *Réseaux*, 2005/1 n° 129-130, p. 89-121.

<sup>140</sup> KOKOREFF M., *op. cit.*, p. 524

<sup>141</sup> TAVORY I., « À la vue d'une kippa. Une phénoménologie des attentes d'interaction dans un quartier juif orthodoxe de Los Angeles », in BERGER M., CEFALI D., GAYET-VIAUD C., (Dir.), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, Bruxelles, Peter Lang, 2011, p. 58



événements extraordinaires avec un signe émis intentionnellement, car la cagoule n'est évidemment pas une habitude vestimentaire.

Le fait symbolique de porter la cagoule a certes des effets interactionnels, et il est possible d'en identifier trois :

- Entre cagoulés : pour eux, l'utilisation en tant que ressource pragmatique devient une source d'information concernant les postures politiques des autres individus, c'est une identification morale qui les pousse à se rencontrer afin de trouver du réconfort et de la sécurité dans des actions en soi interdites.
- Entre cagoulés et non-cagoulés participants du rassemblement : cette interaction est pleine de tension, entre les deux camps se trouvent des arguments pour dénigrer l'autre. Pour les cagoulés les « non-violents » sont des lâches, des dominés, des soumis, des mouchards, etc. de l'autre côté le discours de délégitimation du violent passe par la moquerie<sup>142</sup>, le mépris et la condamnation. Chez ces derniers le tabou de la violence est si ancré qu'ils n'envisagent pas d'autre façon de manifester que pacifiquement, la règle statuant rigoureusement et impérativement sur le partage entre le violent et le non-violent ou, plus exactement entre ce qui portera la marque d'infamie du violent et ce qui en sera exempt<sup>143</sup> est exprimée fortement avec des phrases de mépris social et culturel. Cette antinomie entre le violent et le non-violent à l'intérieur des manifestations reproduit, certes, les mêmes différences de classe que les participants au rassemblement semblent vouloir extirper. Le violent est pauvre, inculte, barbare, ces adjectifs se représentent avec des expressions à forte connotation de classe : les *sopaipillas*<sup>144</sup>, les *flaites*, les *lumpen*, etc. Pour les manifestants qui se revendiquent d'être des citoyens, la violence tend à devenir toujours davantage le fait d'un autre dont tout l'éloigne et dont les

---

<sup>142</sup> « Toute cause politique, toute discussion sur les moyens de la politique, toute tentative pour refonder une radicalité politique est susceptible d'être précédée, anticipée par une bouffonnerie destinée à en dissoudre l'enjeu [...] à la rendre soluble dans le bain de la dérision généralisée... » BROSSAT A., *Tous Coupats, tous coupables, le moralisme antiviolence*, op. cit., p. 41.

<sup>143</sup> *Ibidem*, p. 50

<sup>144</sup> La *sopaipilla* est une tortilla de farine de blé, aliment très pris par les ouvriers et lycéens de quartiers périphériques et en général consommé par les couches les plus pauvres, elles sont vendues dans la rue par des femmes.

pensées et les actes demeurent incompressibles aux gens ordinaires, tant ils portent la marque de l'irrationalité, voire de la monstruosité<sup>145</sup>.

- Entre cagoulés et non-cagoulés/non-participants du rassemblement : l'interaction observée entre ces deux acteurs est beaucoup plus complexe, du moment que les non-participants représentent un groupe vaste avec des rôles différents. Nous parlerons surtout de deux types d'acteurs, la police et les journalistes. C'est chez ces deux acteurs que les jeunes cagoulés voient leurs ennemis, les « sbires du pouvoir », qu'il faut combattre. C'est face à eux qu'ils adressent leurs actions, en dehors de la destruction de la propriété. De l'autre côté, la situation ne se voit pas différemment, la police les réprime et la presse les attaque médiatiquement.

La cagoule en tant que catégorie d'identification est employée, comme le signale Schütz, pour dénoter une typification récurrente de l'acteur, soit par lui-même, soit par les autres<sup>146</sup>, cela génère comme on l'a vu des interactions qui deviennent des motifs dans le sens donné à la violence en situation.

### 3.1.3. *Marche interdite : 6 octobre 2011*

O. Fillieule indique que le cas le moins douteux où les forces de l'ordre, sur ordre de l'autorité civile, ont une attitude nettement répressive vis-à-vis de manifestants est celui des manifestations interdites<sup>147</sup>.

Le 6 octobre 2011, les étudiants demandent à l'Intendance (gouvernement régional) de Santiago l'autorisation de se rassembler et de défiler dans les endroits traditionnels, c'est-à-dire, réunion à Plaza Italia et défilé passant par l'Alameda, jusqu'à Plaza Los Heroes en passant devant le palais du gouvernement. Le défilé n'est pas autorisé, pourtant les dirigeants maintiennent l'appel à marcher, le lendemain les étudiants sont ainsi sévèrement réprimés. Comment peut-on expliquer l'entêtement ou l'envie des jeunes de défiler par des endroits proscrits par l'autorité ? Certains parlaient d'un moyen de pression ou d'un caprice, nous, nous penchons pour l'explication de G. Therborn, qui montre que les lieux « sont investis de sens. En tant que tels, les lieux ménagent un *champ d'action*.

---

<sup>145</sup> *Ibid.*, p.51

<sup>146</sup> SCHÜTZ A., *The Phenomenology of the Social World*, Evanston, Northwestern University Press, 1967.

<sup>147</sup> FILLIEULE O., « L'émergence de la violence dans la manifestation de rue. Éléments pour une analyse étiologique », *op. cit.*, p. 8

Les lieux indiquent l'attachement, l'appartenance, l'attrance, la révolusion ; (ce sont) des objets d'identification, d'ambition et de désir<sup>148</sup> ».

Le rassemblement est prévu pour 10h30 à Plaza Italia, non loin de la Faculté de Droit de l'Université du Chili où les étudiants se réunissent. De leur côté, les lycéens se trouvent dans l'avenue Bustamante, à quelques mètres au nord-est de Plaza Italia. L'ambiance est pesante, quelques photos de la police avant le rassemblement montrent qu'ils sont prêts à se lancer contre les manifestants.



Image N° 22. Police de forces spéciales (FP) à Plaza Italia lors de la marche interdite 6 octobre 2011

Au moins 150 policiers attendent sur place lorsqu'à 10h30 les étudiants sortent de la Faculté de Droit et arrivent en quelques minutes à Plaza Italia, les élèves du secondaire font de même depuis l'Avenue Bustamante, la police n'attend que cinq minutes et rapidement disperse les jeunes avec des canons à eau et bombes lacrymogènes, l'avenue Providencia, nom que prend l'Alameda de l'autre côté de Plaza Italia, devient un champ de bataille. Des groupes très nombreux se dispersent vers différents endroits, la police les poursuit tandis que des jeunes sortent d'entre les rues environnantes et jettent des cailloux et bouteilles remplies de peinture. Quelques-uns s'échappent vers le Sud et arrivent à la Faculté d'Architecture de l'Université du Chili en laissant des barricades sur leur passage, d'autres se cachent dans la Faculté de Droit et un groupe nombreux, que l'on commence à suivre, marche vers le nord-est (secteur riche de Santiago). Ils crient : « défilons jusqu'à l'École Militaire !! », jamais un défilé n'a dépassé la barrière géographique qui est la Plaza Italia pour défiler vers les quartiers riches et l'on croit pouvoir voir une première. Le groupe pense que les lycéens de Providencia vont s'unir à la marche. Cependant, le groupe

<sup>148</sup> THERBORN G., « Why and How Place Matters », in TILLY C., GOODIN R. (éds), *Oxford Handbook of Contextual Political Analysis*, Oxford, Oxford University Press, 2006.

commence à se dissoudre lorsqu'ils comprennent que les lycéens ne sont pas dans leurs lycées, car ils sont partis avec le gros du groupe de manifestants vers le sud où ils se sont retranchés au sein de la Faculté d'Architecture de l'université du Chili. Un autre groupe s'affronte avec la police dans le parc Baquedano et vers la station de Metro Salvador tout au long de l'Avenue Providencia. Nous retournons alors à Plaza Italia, et sur le chemin, nous rencontrons l'un de nos intermédiaires qui joue d'une *trutruca*<sup>149</sup>, cet instrument, soit pour le lien fort qu'il possède avec le conflit mapuche ou soit pour un héritage mémoriel d'appel à la guerre, encourage d'une manière surprenante les jeunes à se battre.

Durant notre trajet vers Plaza Italia nous observons un autre type de manifestant, un jeune qui participe tout seul aux désordres, il ne cache pas son visage comme les lycéens, il ne porte pas de sac à dos, il suit la foule, il participe aux dégâts, mais de manière différente, plus spontanée, il détient toutes les caractéristiques avec lesquelles sont stigmatisés<sup>150</sup> les délinquants et les marginaux au Chili. En effet, la police ou le fait d'être découvert ne le préoccupent pas. Nous nous rendons compte qu'il y a toujours un petit groupe de jeunes comme lui, facilement repérable, car ils ne partagent pas les mêmes codes que les étudiants et des lycéens, ils ne se rendent pas invisibles parmi la foule. Les lycéens se trouvent, au contraire, toujours en petits groupes de camarades de cours, des amis du quartier ou d'une organisation sociale, ils ne sont jamais seuls, ils parlent entre eux et lorsqu'il y a des moments de repos il y a un partage d'expérience et de vécu, ils interagissent à tout moment et passent de longues journées ensemble, soit dans l'occupation, soit dans les rassemblements, la construction d'expériences et de sens fait partie de leur quotidien.

Sur le chemin en direction du Sud, par l'Avenue Bustamante, nous retrouvons dans chaque coin de rue des barricades<sup>151</sup> O. Fillieule signale que « le sentiment de disposer d'un « territoire » devant rester libre de toute intervention policière explique alors le

---

<sup>149</sup> La *Trutruca* est un instrument de musique traditionnelle mapuche. Composé d'une corne reliée à un tuyau, le joueur doit souffler à son embouchure. La *Trutruca* typique est un long bambou au bout duquel est attachée une corne de vache. Long de deux mètres, cet instrument s'est peu à peu transformé en un tuyau enroulé au bout duquel est accrochée la corne. Le son de la *Trutruca* qui peut faire penser à celui du cor est dominant dans la musique traditionnelle mapuche. Le son de la *Trutruca* est comme un appel perçant au rassemblement.

<sup>150</sup> Ces jeunes couramment appelés *flaite*, terme extrêmement péjoratif qui fait référence à un jeune de comportement vulgaire et inadapté.

<sup>151</sup> Depuis une dizaine d'années, divers groupes en Amérique latine ont pris l'habitude de procéder à des barrages de rue pour exprimer des revendications diverses – que ce soient des chômeurs argentins, ou des peuples indigènes d'Équateur et de Bolivie, AUYERO J., « L'espace des luttes » Topographie des mobilisations collectives, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005/5 no 160, p. 128.

blocage de rues<sup>152</sup> ». En effet les jeunes se réunissent en groupes de 50 individus ou plus, leur objectif est de défendre leur coin de rue en ajoutant divers éléments au feu des barricades, l'image N° 23 illustre cette situation, où des jeunes cagoulés, pierres à la main attendent l'arrivée de la police, pendant que leur barricade faite avec des signalétiques, poubelles et tout ce qu'ils peuvent ajouter, coupe la circulation de deux avenues d'importance et brule lentement.

Nous marchons ensuite vers la Faculté d'Architecture où l'on doit retrouver un autre de nos intermédiaires. Le passage par l'Av Vicuña Mackenna, une des plus importantes de la ville, est pareil, il y a des barricades tout le long de l'Avenue, jusqu'à l'Avenue Matta (environ 500 mètres).



Image N° 23. Jeunes manifestants qui défendent une barricade lors de la marche interdite 6 octobre 2011

Lorsque nous arrivons à la Faculté d'Architecture, nous nous rendons compte que la « grande tranchée » se trouve à cet endroit, la police tire une telle quantité de bombes lacrymogènes que nous éprouvons immédiatement les symptômes les plus regrettables de ce type de dissuasif, étouffement et vomissement. Pour nous, il est difficile de comprendre comment les jeunes supportent une telle quantité de gaz lacrymogène. À l'extérieur de la faculté, la « bataille » dure depuis plusieurs heures, il est 16h quand nous rencontrons notre intermédiaire de VF. Pourtant, dans l'attente, nous repérons un bon nombre de jeunes

---

<sup>152</sup> FILLIEULE O., « L'émergence de la violence dans la manifestation de rue. Éléments pour une analyse étiologique », *op. cit.*, p.6

appartenant au FER<sup>153</sup>, l'organisation d'où nous obtenons quelques interviews. Participer à ces actions facilite, certes, notre acceptation, être en plus avec l'autre intermédiaire portant la *trutruka* nous donne une certaine légitimité, comme quelqu'un d'engagé avec des amis engagés, tout cela sans avoir besoin de jeter des pierres sur la police ou de nous exposer à une arrestation.

Pendant cette journée comme les autres, les Facultés des Universités Publiques deviennent le lieu de retranchement privilégié. Un grand nombre de Facultés sont occupées par les étudiants, et sous le principe légal de l'autonomie des universités<sup>154</sup> la police ne peut les envahir sans autorisation du recteur, ceux-ci osent rarement laisser rentrer la police, surtout quand le conflit et les demandes sont appuyés par l'opinion publique et que la rumeur dit que la police, lors des évacuations, fait plus de dégâts que les manifestants eux-mêmes. Ainsi, après les défilés, les Facultés deviennent le théâtre des principaux événements de violence. L'utilisation de celles-ci suit une logique déterminée, la plupart des bâtiments des universités ont trois étages au maximum, possèdent des jardins extérieurs et intérieurs, et des grilles peu élevées qui séparent les jardins extérieurs de la rue.

En fonction de l'ordre spatial, nous observons l'organisation de trois groupes composés d'environ 500 jeunes, d'abord l'avant-garde, entre 10 et 20 pour cent des participants, ils se battent contre la police à l'extérieur, maintenant les barricades pour empêcher l'approche de cette dernière aux portes d'entrée, et surtout maintenir l'éloignement du char lance eau. Ils mettent en place les performances les plus osées, ce sont eux qui jettent les cocktails Molotov et les bouteilles de peinture que d'autres jeunes préparent et leur donnent de l'intérieur, et ce sont eux qui visent aussi avec succès la police. On peut déduire par leur corps et leurs pantalons gris<sup>155</sup> qu'ils sont élèves du lycée et même d'école (13-17 ans), ils s'approchent beaucoup de la police en attendant d'être

---

<sup>153</sup> *Frente de Estudiantes Revolucionarios*, organisation de type guevariste qui fonctionne dans plusieurs villes du Chili.

<sup>154</sup> Cette autonomie est de caractère légal et non constitutionnel, comme l'explique Manuel Nuñez l'autonomie serait basée sur l'autonomie de groupes intermédiaires de la société et non comme beaucoup le pensent sur l'autonomie d'organes de l'administration, c'est pourquoi toutes les universités peuvent bénéficier du même principe. NÚÑEZ M., "Las universidades estatales y la construcción unitaria del principio de autonomía universitaria: Ensayo de una crítica a la jurisprudencia constitucional chilena", *Estudios Constitucionales* Año 5, N°2, 2007, pp. 223-249.

<sup>155</sup> Les élèves au Chili, et surtout les garçons, utilisent un uniforme pour aller à l'école, les garçons portent toujours un pantalon gris accompagné d'une chemise ou un polo, les filles, lorsqu'elles ne portent pas de jupe, utilisent un pantalon bleu marine avec un chemisier.



poursuivis et bien sûr s'en échapper, leur objectif est parfois seulement de « faire marcher » la police.



Image N°24. Manifestants échappent du char lance eau à l'entrée de la Faculté d'Architecture de l'université du Chili, 6 octobre 2011

À l'intérieur, il y a deux groupes, d'abord ceux qui servent d'appui aux jeunes de l'extérieur en cassant les revêtements de rue pour obtenir des pavés, en passant les cocktails Molotov ou encore en donnant des débris de mobiliers pour maintenir les barricades. En général, ils effectuent des allers-retours entre l'extérieur et l'intérieur. Il y a aussi les jeunes dont le rôle est de renvoyer les bombes lacrymogènes à l'extérieur de la fac, ils portent des gants de jardinage ou de construction pour prendre les bombes encore brûlantes ; d'autres encore font du feu pour sécher leurs vêtements mouillés par les canons à eau. Ces deux groupes signalés sont plus organisés, plus préparés et suivent une logique apprise depuis des semaines lors des affrontements avec la police. Finalement, un troisième groupe, le plus nombreux et le plus hétérogène, composé des jeunes de tous les âges, sexe et provenance. Ils se battent de l'intérieur de manière désordonnée, sans vraiment atteindre une cible, ils jettent des cailloux, lesquels souvent frappent les jeunes qui se battent à l'extérieur et bouchent régulièrement le passage à l'intérieur (souvent des grillages cassés). Pourtant ce sera vers eux que les militants du FER ainsi qu'un de nos intermédiaires

s'adresseront, ce sont des « prospectus », des jeunes sans vraie appartenance, mais avec un potentiel, car ils osent passer à l'acte et malgré leur maladresse ils pourront être encadrés. Les jeunes militants s'approchent de ceux qui ne sont pas cagoulés et leur conseillent de mettre une cagoule pour se cacher, ils leur signalent qu'il y a des *sapos* (mouchards) et des infiltrés partout et qu'il ne faut pas se rendre si facilement. Ils ont toujours des pamphlets indiquant des dates pour des journées de formation ou d'autres manifestations, ils leur en donnent quelques-uns en leur disant de les distribuer à leurs camarades. En effet, l'objectif des jeunes activistes lors de ce type de journées n'est pas de participer directement aux actions violentes, ils font de la propagande, ils cherchent d'autres jeunes comme eux et les invitent à se joindre à leurs activités. Ainsi si l'un de ces jeunes se montre motivé et y assiste, commence alors l'encadrement, ils sont invités à leurs réunions de formation politique et leur demandent d'organiser les jeunes de leur lycée, lorsque ceux-ci ont été occupés. Ensuite, ils débarquent dans le lycée afin de continuer leur « prêche ».



Image N°25. Jeunes manifestants vus de l'intérieur de la Faculté d'Architecture, 6 octobre 2011

En ce qui concerne la police, la logique est généralement la même, utilisation des canons à eau et blindés lance gaz, l'usage systématique de bombes lacrymogènes tirées à la main et avec des lances grenade et un nombre élevé de FE qui font des assauts systématiques plus spectaculaires que dangereux. C'est à ce spectacle que s'invitent les médias, en effet, comme l'indique O. Fillieule : « la réalisation d'un dispositif sophistiqué



contribue à la dramatisation de la situation, à entretenir « l'identité étudiante », et joue un rôle non négligeable auprès des médias qui sont complaisamment invités à « visiter » les lignes de défense<sup>156</sup> ». En gros, l'action policière offre aux étudiants le plaisir d'une résistance, aux médias des images spectaculaires et pour les forces de police cela signifie un retour à l'ordre sans subir de véritables affrontements.



Image N°26. Char lance eau de la police à la sortie de la Faculté d'architecture, 6 octobre 2011

Finalement, il nous semble intéressant de comparer ceci avec un événement qui s'est passé l'année 1983 à Montpellier lors d'une manifestation d'étudiants en médecine:

Mobilisés contre le projet de réforme des études médicales, 500 à 600 étudiants dressent tôt le matin autour du bâtiment de leur Faculté, située en pleine ville, trois grosses barricades destinées à empêcher l'accès aux bâtiments et à bloquer la circulation sur un carrefour. Les barricades se composent d'épaves de véhicules accidentés, de barrières, de fils de fer barbelés, de pneus, le tout étant copieusement arrosé d'essence pour être enflammé au cas où la police interviendrait. Derrière les barricades, les manifestants s'organisent militairement et stockent des munitions pour résister à l'assaut. Galets, bouteilles d'essences, ampoules pleines de peintures et cocktails Molotov sont préparés. "Une rue est dépavée comme au temps de 1968", relate la presse. À partir de 17h, un haut-parleur avertit les manifestants que les forces de l'ordre vont intervenir. Les étudiants reçoivent l'assurance préalable que la Faculté serait considérée comme zone neutre à condition que l'on ne lance pas de projectiles des toits. Après

---

<sup>156</sup> FILLIEULE O., *op. cit.*, p. 7

un bref assaut, les étudiants se réfugient dans les bâtiments et tout rentre dans l'ordre. On dénombre quelques blessés du côté des manifestants et des forces de l'ordre<sup>157</sup>.

La situation décrite reflète une ressemblance au détail près avec les journées de contestation étudiante au Chili, y compris les armes par destination<sup>158</sup> utilisées par les manifestants, comme les bouteilles de peinture, tant du côté des actions étudiantes que de la réaction des forces de l'ordre. Cela montre l'évidence de performances qui se répètent dans les combats de rue entre police et jeunes manifestants dans différents endroits et différentes époques.

#### 3.1.4. Grève nationale : 18 et 19 octobre

La dernière activité à VF se déroule le mardi 18 octobre pendant la nuit du premier jour de grève nationale. Nous arrivons vers 18h, notre intermédiaire devant travailler, nous restons avec d'autres personnes rencontrées auparavant. Cette situation nous met mal à l'aise, sachant la dangerosité de la VF pendant la nuit. Les activités pour la grève commencent vers 19h, les habitants se réunissent en face d'un centre communautaire afin de défiler à travers les rues intérieures de la VF de cette façon, ils rassemblent un grand groupe de personnes avant que le défilé n'arrive à l'Avenue Cinco de Abril.

Les plus jeunes ont déjà tout préparé, Pablo et son frère (les mêmes jeunes de la manifestation du 11 septembre) deviennent les leaders du groupe et organisent les barricades. À 20h30 le groupe arrive sur l'avenue Cinco de Abril et les jeunes, comme d'habitude, coupent la route avec des pneus et des poubelles allumées, après quelques minutes, la police arrive et la bataille commence. Il y a une cinquantaine de policiers anti-émeutes, trois canons à eau, trois blindés lance-gaz et les typiques « *tanquetas Mowag* » dont nous n'avons jamais compris l'utilité<sup>159</sup> dans les circonstances décrites. Plus qu'un élément dissuasif, le bruit que font les cailloux qui tombent sur les *tanquetas* incite les jeunes à les poursuivre, c'est la cible parfaite, car la police ne peut ni descendre ni arrêter des manifestants, ce dont les jeunes sont conscients.

Comme durant le 11 septembre, il y a deux secteurs de barricades, mais cette fois-ci la barricade en face du lycée est la plus massive. Cela sert à justifier notre prémisse, selon

---

<sup>157</sup> *Ibidem.*, p. 6

<sup>158</sup> Les armes par destination sont des objets détournés de leur usage premier et transformés pendant un court laps de temps en arme de défense.

<sup>159</sup> La *tanqueta* est un blindé de petite taille, similaire à une chenillette, le modèle utilisé au Chili est le Mowag piranha, un véhicule de combat d'infanterie léger, conçu pour l'utilisation d'un canon. La police chilienne l'utilise principalement dans les manifestations des quartiers populaires, nous semble-t-il comme élément dissuasif.

laquelle les jeunes étudiants sont plus intéressés par les manifestations liées à la crise de l'éducation qu'à celles liées à des événements historiques.



Image N°27. Barricades à Villa Francia pendant la grève nationale, 18 octobre 2011.

Vers 21h30, environ 500 jeunes se battent contre la police, la plupart proviennent du lycée occupé qui sert aussi de tranchée, tout se passe de manière « régulière », comme d'habitude. Les jeunes rallument les barricades que la police éteint à chaque passage, sous l'échange constant de pierres et de lacrymogènes. Tout ce rituel dure jusqu'à environ 23h, sous une tinte de normalité un peu suspecte. En effet, quelques minutes après 23h, la police débarque avec trois bus remplis de policiers anti-émeutes prêts pour rentrer à la Villa et au lycée, ce fait confirme nos craintes.

Marcela<sup>160</sup>, la femme qui est avec nous, a une blessure à la jambe, donc pour éviter de courir à l'intérieur de la Villa si la police arrive en nombre, elle demande quelques minutes avant à un de ses amis de laisser la grille d'un bâtiment ouverte au cas où la police débarque comme ce fut le cas. Ce jeune homme laisse, malheureusement, seulement la première grille ouverte, et l'on s'est retrouvés coincés entre une petite grille (moins d'un mètre), que la police pouvait facilement ouvrir, y compris sauter, et la grille principale du bâtiment (impossible à franchir par la police sans autorisation). Entre temps, les nombreux policiers très bien équipés descendent de leurs bus et marchent dans l'obscurité vers nous, nous nous cachons en silence en espérant que la police ne nous repère pas. La police anti-émeute rentre en piquets de dix, et défile devant nous, la nuit et les lumières coupées nous aident<sup>161</sup>, pourtant il suffirait que seul un d'entre eux regarde à son flanc vers le bâtiment pour nous découvrir et nous arrêter. Les minutes passent et les policiers défilent devant

---

<sup>160</sup> Les prénoms ont été modifiés.

<sup>161</sup> La méthode du *black-out* – ou coupure généralisée et volontaire de l'électricité – est souvent employée pour exprimer le mécontentement contre un gouvernement en particulier ou une certaine politique. AUYERO J., *op. cit.*, 128

nous, à trois mètres, avec leurs tenues de maintien de l'ordre : chaussures montantes, casques et armures. Ils sont déjà très nombreux, nonobstant d'autres bus arrivent avec encore plus de policiers qui défilent en face de nous. Ils rentrent dans le lycée occupé et vers la VF, nous restons toujours en silence tapis, le cœur battant si fort qu'on a presque peur d'être entendu. À un moment le jeune homme regarde par sa fenêtre et nous voit coincés. Il descend rapidement et nous ouvre la deuxième grille en silence, ce qui marque notre libération. C'est la dernière observation de nuit et le lendemain, le dernier rassemblement d'étudiants que nous observerons.

Le 19 octobre, nous décidons de sortir vers 12h, nous savons que le défilé est fini, que les accrochements ont déjà commencé et à ce moment-là, après une nuit vibrante, nous voulons seulement observer les actions de violence en situation. Le climat est différent, il fait très chaud environ 30°, et même si le défilé est déjà fini, il reste encore beaucoup du monde, plus que d'habitude, les gens sont là pour observer ce qui se passe, le voyeurisme du spectacle de la violence se répand fortement. Il est en effet évident que certaines personnes commencent à manifester une véritable morbidité en restant seulement pour prendre des photos et regarder la foule qui se bat contre la police. En outre, crier un peu contre l'autorité devient un acte de défoulement gratuit et le fait de lancer une pierre devient presque normal dès que l'on est derrière les grilles d'une Université, en effet un public proactif, paraphrasant à R. Collins, semble donc être un facteur relativement important du déclenchement, de la durée et de l'ampleur de la violence<sup>162</sup>.

Tout cela permet l'augmentation du nombre de jeunes participants cagoulés aux désordres, ce jour, sans pouvoir vraiment donner un nombre exact, nous pensons à plus de 4 000, alors que la télévision chiffre entre 2 000 et 3 000, dans tous les cas, ils dépassent largement les 300 des premières manifestations. Leurs actions sont toujours plus symboliques et spectaculaires que téméraires, les cocktails Molotov sont très rares et ceux qui s'affrontent en face à face avec la police sont aussi peu nombreux, la plupart reste derrière les barricades et courent lorsque la police s'approche, le groupe plus radicalisé ne dépasse pas les 500, en effet ils sont juste un peu plus que ceux observés depuis le début des manifestations, et la majorité des actions se déroulent de façon maladroite, nous l'avons déjà observé à la Faculté d'architecture et Randall Collins le signale aussi :

---

<sup>162</sup> TRUC G., *op. cit.*, p. 244

Il n'y a que dans les films ou à la télévision que les tireurs parviennent à atteindre leur cible. La plupart du temps, ils les ratent, en touchant une autre, ou blessent quelqu'un de leur propre camp<sup>163</sup>.

Il y a toujours des blessés à cause des pierres lancées par leurs camarades ; chaque fois qu'un canon à eau, ou un *zorrillo* s'approche, les cailloux passent des deux côtés de la rue en blessant souvent les plus téméraires, ceux qui se rapprochent le plus de la cible, le même effet s'observe lors de détention de manifestants, le nuage de cailloux qui tombent lorsque quelqu'un est arrêté ne distingue pas les policiers des détenus, des manifestants ou des journalistes. En ce moment, se constate ce que R. Collins appelle « tension confrontationnelle » qui rappelle que la confrontation en elle-même produit un degré élevé de tension, qui rend difficile toute action violente à succès. Dans ce type de situation, on observe qu'être motivé pour la violence n'est pas suffisant, si ne se présentent pas des « opportunités situationnelles » et si une certaine technique n'est pas déjà acquise. De ce fait, on déduit les différences entre les manifestations à VF et les rassemblements massifs, et on trouve les raisons de pourquoi les jeunes les plus organisés n'agissent pas lors de ces journées, de même que le fait d'avoir en général plus de détenus entre les files de ceux qui ne sont pas organisés. Certainement, les gens qui sont « doués » pour la violence ont appris à reconnaître des situations d'interaction et savent quelles méthodes fonctionnent ou non, selon les situations<sup>164</sup>.

---

<sup>163</sup> *Ibidem*, p. 242

<sup>164</sup> *Ibid.*, p. 243





Image N°28. Jeunes manifestants s'affrontent à la police dans la Faculté d'Ingénierie de l'Université du Chili suite au défilé de la grève nationale, 19 octobre 2011

Cette dernière manifestation si ce n'est par le nombre de participants globalement ne change pas beaucoup des autres. Les actions sont similaires, une barricade principale proche de la porte de la Faculté d'Ingénierie que rejoint le groupe le plus radicalisé et plusieurs autres barricades dans les environs provoquées par de petits groupes entre 10 et 30 jeunes qui deviennent de plus en plus mobiles. Ils peuvent passer d'une barricade éteinte par la police vers la principale ou en faire une autre avec des panneaux de circulation, et des poubelles dans les rues environnantes, de la même manière que montre Paul Routledge dans l'exemple Népalais :

...ils se dispersaient à l'arrivée de la police et se rassemblaient en un autre lieu. Ces manifestations de coins de rue pouvaient se tenir simultanément dans divers lieux, de façon à limiter les capacités de déploiement de la police<sup>165</sup>.

Ainsi, cette mobilité, ajoutée au grand nombre de curieux, empêche la police de les arrêter, car dès qu'ils tournent dans un coin de rue, ils enlèvent leur cagoule et deviennent des manifestants pacifiques, ils lèvent leurs mains dès que la police s'approche, cette dernière n'ose rien faire, principalement parce que les smartphones filment chaque action de la police. En outre, les manifestants sont principalement des lycéens et parmi eux de

---

<sup>165</sup> ROUTLEDGE P., *op. cit.*, p. 74.

plus en plus de filles, la plupart n'ont pas trop peur d'être détenues, car étant mineures, la police ne peut les retenir que quelques heures, laissant parfois le temps de revenir à la barricade avant que cela finisse.

Dans tous les exemples, on constate que la cause de l'action violente éveille de nombreuses émotions chez les élèves du secondaire, qui s'approchent de plus en plus à un activisme radical, entraînant une augmentation du nombre de participants à des faits violents poussés par différentes émotions qui s'expriment lors de ces rassemblements. Ainsi, et comme l'indique R. Collins, ce qui compte pour le degré observé de violence est la supériorité numérique et lorsque le nombre de participants est limité il n'y a pas une « énergie émotionnelle<sup>166</sup> » ou effervescence collective suffisante pour passer à l'acte. Nous observons de plus en plus cette limite dépassée et cette énergie émotionnelle s'exprimer sous différents angles et avec une grande intensité.

Nous remarquons en outre comment certains symboles et rituels se répandent parmi les étudiants pendant les journées et nuits des occupations où parfois il n'y a pas grand-chose à faire. La barricade et la *capucha* se transforment souvent en une manière de passer le temps. Cela donne un statut, cela amuse et permet aussi de rendre moins longue l'occupation qui dans la plupart des établissements dure depuis plus de cinq mois. La propagande politique est, néanmoins, beaucoup moins présente, par exemple les pamphlets typiques des manifestations plus politiques des années 1990 et 2000 sont presque inexistants.

### **3.2. Réponses et conclusions**

La lecture faite de ces nouveaux mouvements de contestation au Chili nous a permis d'identifier les deux types d'acteurs qui y participent et leur division en sous types, leurs caractéristiques à travers la lecture de leurs attentes, leurs manières de faire du politique, la morale que cela implique, et les réponses émotionnelles qui se conjuguent. À la suite de cela et en suivant les facteurs et prémisses tirés des travaux de J. Franck, nous pouvons conclure, après la description d'événements réalisée, qu'il existe une série de généralités dans ceux-ci. Premièrement, l'action des groupes de VF manifeste un degré d'organisation et de discipline majeure en comparaison à ce que l'on observe parmi les groupes participant aux rassemblements étudiants, ces derniers ont le plus souvent un recours à l'action spontanée et désordonnée. Deuxièmement, les groupes mobilisés, de

---

<sup>166</sup> COLLINS R., *Interaction Ritual Chains*, Princeton, NJ: Princeton University Press, 2005.

manière générale, présentent des objectifs ou revendications de plus en plus « inadmissibles » pour l'autorité (révolution, changement du système, nationalisation de ressources, etc.) et s'adonnent plus facilement à l'action illégale, de ce fait, lorsque les revendications se cristallisent et deviennent contraires au système de pensée dominante, le nombre d'individus qui passe à l'acte se multiplie. Troisièmement, la répression est plus forte envers les groupes qui présentent des objectifs globalisants de type idéologique et qui mettent en cause la légitimité de l'État (groupes anarchistes, marxistes : trotskistes et guévaristes). Finalement, les groupes plus disciplinés comme ceux de VF subissent globalement une répression plus faible que les groupes engagés dans une action chaotique comme ceux des rassemblements étudiants, avec moins de détenus et blessés.

En ce qui concerne la logique de fonctionnement, on peut signaler que la répétition progressive de manifestations est la plupart du temps corrélée avec l'apparition de violences, cette répétition engendre aussi une adaptation et une insensibilisation de la part de la population aux violences collectives. En outre, les violences, au sein des défilés, commencent généralement à la fin des rassemblements et elles sont très mobiles prenant la forme d'émeutes, la destruction et la mise à feu de la signalétique des rues et des panneaux publicitaires, de feux, de poubelles, etc. étant les actions les plus courantes. D'autre part, les pillages se voient influencés par l'ampleur de la manifestation et la proximité des supermarchés ou bureaux de services publics privatisés, car les petits magasins ont été généralement épargnés, montrant que même des actions considérées délictueuses sont motivées par une idéologie, dont le but est généralement politique. Nous avons aussi observé que les rassemblements statiques sont rarement l'occasion de violences, quel que soit le nombre impliqué, comme cela s'est passé dans chaque rassemblement au Parc O'higgins, les gens partent sans faire de dégâts, et la police n'est d'ailleurs pas trop présente. Concernant les violences dans les quartiers populaires généralement elles sont préparées, elles peuvent être de deux types, « *salidas* » (sorties) de matin ou soir, exécutées de manière inattendue aux heures de pointe, l'objectif étant d'empêcher le fonctionnement de la ville, les endroits étant toujours les mêmes, des points stratégiques où se réalise un barrage de la route avec des barricades en flammes et se jettent des « *miguelitos*<sup>167</sup> ». Sinon, nous observons des manifestations nocturnes qui commencent vers 20h30 et

---

<sup>167</sup> En Argentine, au Chili, en Bolivie, etc., les résistants aux dictatures utilisaient un petit accessoire très simple à faire avec des clous tordus, mais d'une redoutable efficacité pour bloquer les camions et les voitures de police. Les *Miguelitos* sont jetés devant les roues des voitures et la crevaillon est assurée, car les objets retombent toujours avec une pointe en l'air.



peuvent durer jusqu'à 2h du matin, c'est durant ce type de violences que s'observe les faits les plus dangereux, car il peut y avoir des échanges de tirs, un nombre important de cocktails Molotov et c'est durant ce type de manifestations qu'il peut y avoir des blessés graves ou des morts.

Le mouvement d'étudiants présente en effet toutes les caractéristiques d'un conflit long. D'abord, un déroulement qui cherche à éviter la lassitude du public, où les organisations ont intérêt à « occuper le terrain médiatique<sup>168</sup> » avec une logique du ludique et du spectaculaire, c'est la caractéristique des trois premiers mois de mobilisation, sans avoir besoin de défilés massifs ce sont les désobéissances civiles qui prédominent. Durant cette période, il y a eu au mois d'avril un rassemblement contestataire avec 8 000 participants et 10 détenus ; en mai il y a eu deux rassemblements contestataires, un total de 38 000 participants et détenus ; et en juin il y en a eu cinq avec 342 000 participants et 220 détenus.

Ensuite apparaît une logique d'escalade, où la violence devient pour le mouvement un moyen de marchandage avec les pouvoirs publics, ainsi les marches et activités massives se succèdent et avec elles les violences, cette période dure trois mois – le mois d'août étant le plus actif – commence ensuite la descente. On compte en août seize rassemblements contestataires, et un total de 1 157 600 participants et 1 650 détenus, en septembre il y a eu six rassemblements contestataires, 311 000 participants et 404 détenus, finalement en octobre, on y compte cinq avec 273 000 participants et 598 détenus. On observe enfin une logique de « ras-le-bol » devant une mobilisation longue qui tourne sans avoir débouché sur des concessions satisfaisantes<sup>169</sup>, sans avoir eu de vraies réponses à leurs demandes, et avec les vacances scolaires et le rattrapage des cours qui arrivent, le processus de contestation faiblit. Au mois de novembre, on observe sept rassemblements contestataires avec 270 000 participants et 108 détenus, en décembre il y a un seul rassemblement contestataire, sans détenus (*cf. annexe 4*).

En ce qui concerne les aspects mémoriels de la violence, amplement traités dans le chapitre 3, nous pouvons signaler que dans les rassemblements et les activités à VF les jeunes, mais surtout les lycéens se servent d'une tradition manifestante qui leur permet la « ritualisation des comportements ». En effet, les mouvements sociaux des secteurs populaires au Chili où habitent ces jeunes sont arrivés à imposer leurs valeurs, croyances et

---

<sup>168</sup> FILLIEULE O., *op. cit.*, p. 11

<sup>169</sup> *Ibidem*, p.11

symboles à travers des mécanismes de socialisation, à tous leurs membres. Ce qui se produit chez les jeunes qui passent à l'acte est donc une mise à niveau et une uniformité de conduites ; c'est-à-dire, participer à un modèle comportemental qui leur permet de construire identité et appartenance<sup>170</sup>.

Enfin, après avoir identifié et décrit les conjonctures et les événements sous lesquels se sont déroulées les dernières violences politiques au Chili, nous proposerons de travailler dans le chapitre suivant sur le rôle des émotions dans le passage à l'acte. Notre présupposé dans le développement du chapitre suivant sera que l'émotion est un objet sociologique et qu'il n'y aurait pas d'opposition entre émotion et rationalité de telle sorte qu'il y aurait un passage des sentiments vers des émotions, lesquelles, étant un processus réflexif et d'adaptation à l'environnement, emmènent certains jeunes vers la violence dans un contexte de contestation sociale. Nous verrons le rôle des émotions dans différentes échelles prenant en compte comme le signale R. Collins, que « l'analyse des émotions est beaucoup plus pertinente dès lors que vous faites vraiment attention aux détails infimes, et que vous vous concentrez sur des segments de quelques minutes, voire quelques secondes<sup>171</sup> », nous serons donc amenés à travailler sur la violence dans des situations plus intimes.

---

<sup>170</sup> GOICOVIC I., "Los escenarios de la violencia popular en la transición al capitalismo", *Espacio Regional*, Año 3, Volumen 1, Osorno, 2006, p. 80

<sup>171</sup> TRUC G., *op. cit.*, p. 252

## Chapitre 5 – Dynamique de l'événement : émotions et violence politique populaire

### *Introduction*

Ces dernières années, la sociologie des émotions, sujet encore marginal dans plusieurs disciplines des sciences humaines et sociales, a connu une forte progression. En effet, ces trois dernières années, les travaux qui analysent les récents mouvements de contestation et l'engagement d'activistes prennent les émotions comme un élément nécessaire pour la compréhension de ceux-ci<sup>172</sup>. En effet, et comme l'explique D. Cefaï, la sociologie des émotions a pris pour objet la texture affective des actions collectives, elle décrit les « sentiments moraux » qui, autant que les objectifs matériels, animent les acteurs et elle renouvelle, d'une certaine façon, la vision de la vie publique<sup>173</sup>. La pertinence d'analyser le rôle des émotions dans les actions collectives est certes nécessaire, mais lorsque nous parlons de la violence cette analyse devient encore plus pertinente.

Nous proposons donc de découvrir le rôle joué par les émotions dans la construction historique, événementielle et situationnelle de la violence au sein de l'action collective au Chili en nous centrant principalement sur les événements de l'année 2011 au Chili<sup>174</sup>.

---

<sup>172</sup> SOMMIER I., « Sentiments, affects et émotions dans l'engagement à haut risque », *Terrains/Théories* [En ligne], 2 | 2015, mis en ligne le 17 octobre 2014, consulté le 15 août 2015. URL : <http://teth.revues.org/236>.  
LATTE S., « La "force de l'événement" est-elle un artefact ? Les mobilisations de "victimes" au prisme des théories événementielles de l'action collective », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 3, 2012, p. 409-432. FILLIEULE O., « Le désengagement d'organisations radicales. Approche par les processus et les configurations », *Lien social et politiques*, n° 68, 2012 : 37-59

<sup>173</sup> CÉFAÏ D., *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, op. cit., p. 29

<sup>174</sup> Ces mobilisations sont le fait des étudiants qui repoussent le système éducatif chilien, privatisé pendant la dictature militaire (ainsi que des autres services publics). Actuellement, moins de 25 % du système éducatif est financé par l'État. Le reste est assumé par les familles : 70 % des étudiants doivent s'endetter et 65 % d'entre eux interrompent leurs études pour des raisons financières. Cela génère un système lucratif dans lequel les banques profitent de cet endettement étudiant : 75 % du financement des universités viennent des étudiants eux-mêmes. Les années d'université coûtent extrêmement cher, à tel point qu'une grande majorité des étudiants doit s'endetter de très nombreuses années pour y accéder. Ce système oblige à « rembourser quinze ans pour étudier cinq ans » comme le rappellent les slogans utilisés par les manifestants.

Rapportés au niveau de vie, les frais de scolarité des universités chiliennes, privées comme publiques, sont parmi les plus élevés au monde. Et c'est la même logique que l'on retrouve dans tous les domaines sociaux : santé, retraites, transports, médias, etc.

Pendant toute l'année, les étudiants organisent des marches successives dans les villes principales du pays. Ceux-ci réclament une réforme du système d'éducation chilien, réforme passant par la fortification du rôle de l'État dans l'éducation. Les premières mobilisations ont été convoquées par la confédération des étudiants du Chili (Confech) ensuite sont les élèves du secondaire qui se mobilisent. La mobilisation a gagné encore en importance lorsque se sont incorporés pour la première fois dans l'histoire du Chili des étudiants de collèges privés, des Centres de Formation Technique (CFT), des Instituts Professionnels (IP) et des universités privées. Cette mobilisation a réuni des étudiants et élèves de tous établissements: publics ou privés.

Notre argument est présenté en trois parties. La première est une introduction méthodologique et théorique aux émotions en tant qu'objet de la sociologie ainsi qu'à son développement dans les études des mouvements de contestation. La deuxième travaille – d'un point de vue structurel et fondée principalement sur les travaux de Norbert Elias – le rôle de la peur et de la honte en tant qu'émotions génératrices d'une répression affective et d'un contrôle social de la violence. Enfin, dans un troisième moment, nous allons expliquer, premièrement, la construction émotionnelle qui accompagne la conversion d'un jeune contestataire en activiste radical, et deuxièmement, l'analyse de la dynamique émotionnelle qui se construit et se ritualise lors des actions de violence politique en situation.

## ***1. Émotions, politique et contestation : l'émotion comme objet sociologique***

### **1.1. Quelles issues méthodologiques pour l'étude des émotions dans les mouvements de contestation ?**

Un des enjeux principaux dans l'analyse émotionnelle de la violence est la difficulté d'observation des émotions, même si le chercheur possède de plus en plus des éléments technologiques lui venant en aide, la photographie et la vidéo par exemple, ils restent insuffisants. D'autre part, le récit biographique de ceux qui participent aux actions de violence ne peut pas être pris comme source unique. En effet le souvenir tend, entre autres, à effacer ou modifier les aspects émotionnels de la situation vécue, sans parler du phénomène d'illusion biographique qui est toujours un piège. Cette situation nous oblige à travailler les émotions sous plusieurs angles, d'abord avec l'observation directe, l'analyse de vidéos et de photos, ensuite avec l'analyse et la mise en contexte des récits biographiques<sup>175</sup>.

Trois approches peuvent schématiser les manières d'articuler parcours biographiques et contextes : la première consiste à considérer les conditions macrosociales comme structurantes et fortement déterminantes des normes et des comportements adoptés par l'acteur. Le contexte macro s'inscrit dans une temporalité longue, où la profondeur historique ou des organisations institutionnelles impriment leur marque sur la temporalité biographique plus brève. La deuxième approche saisit des conditions structurantes à une échelle moins englobante, plus proche des activités individuelles (familiales,

---

<sup>175</sup> DEMAZIERE D., SAMUEL O., « Inscire les parcours individuels dans leurs contextes », *Temporalités* [En ligne], 11 | 2010, mis en ligne le 05 juillet 2010, consulté le 23 mai 2012. URL : <http://temporalites.revues.org/1167>

professionnelles, résidentielles, d'engagement). Elle considère le parcours dans une interaction plus immédiate avec des unités concrètes, tangibles comme un réseau de relations, un territoire circonscrit, une organisation, etc. Finalement, une troisième approche considère le parcours et les contextes dans leurs interactions continues. Cette approche ne privilégie pas une dimension ou l'autre, mais les combine. Le parcours n'est considéré, en tant que tel, que, parce qu'il est déjà une forme de contextualisation, l'individu au-delà de ses attributs classiques (le sexe, l'âge, la profession, etc.) est appréhendé au fil du temps dans son environnement relationnel, géographique, professionnel<sup>176</sup>. Nous essayerons de nous adapter à cette compréhension heuristique de la contextualisation du parcours de vie pour développer notre chapitre et analyser les violences au prisme des émotions.

Or, le récit biographique, comme D. Demazière et O. Samuel l'expliquent, n'est ni atemporel ni aspatial, il est produit « ici et maintenant ». Il résulte à la fois d'une histoire personnelle et collective (ou plus précisément de sa reconstruction et de sa restitution), d'une position (sociale, économique, symbolique) acquise au moment de l'enquête et d'un rapport singulier à l'enquêteur<sup>177</sup>. Ce récit se passe dans un *espace de vie*, c'est-à-dire l'ensemble des lieux qui modèlent le champ d'action des individus: le quartier, l'école, le lycée, l'université.

La manière dont nous identifierons le rôle des émotions dans le passage à l'acte violent se fera d'abord à travers l'identification de « bifurcations », c'est-à-dire les configurations dans lesquelles des événements contingents, des perturbations légères peuvent être la source de réorientations importantes dans les trajectoires individuelles<sup>178</sup> de jeunes interviewés. Ensuite, ce seront les « événements biographiques », c'est-à-dire ces faits nouveaux et singuliers qui sont investis d'une certaine intensité par l'individu et qui permettent que la personne soit amenée à modifier l'interprétation de son contexte, qu'elle l'interroge et mette donc en question son cadre de référence et son action (retentissement). Ce travail l'amenant à transformer un ensemble de possibilités, voire la totalité des possibles (conséquence). Le fait déclencheur ne peut être, pourtant, reconnu comme

---

<sup>176</sup> *Ibidem.*, p. 4

<sup>177</sup> *Ibid.*, p. 10

<sup>178</sup> BESSIN M., « Parcours de vie et temporalités biographiques : quelques éléments de problématique », *Informations sociales*, 2009/6 n° 156, p. 18

événement biographique qu'à partir du discours de la personne, l'événement est alors un construit social<sup>179</sup>.

Nous justifions, enfin, l'utilisation du récit de vie en partant du fait qu'une émotion exige une capacité à réfléchir sur soi-même, un travail d'introspection par lequel l'individu est en mesure de rapporter son propre état mental à une taxinomie de conduites correspondantes à certains types de circonstances du passé.

Quant à l'observation, d'une manière générale, elle requiert que la plus grande attention soit accordée aux complémentarités et aux tensions, qui relie la mise à l'épreuve des émotions, notamment, les visées stratégiques, la formulation des revendications et la mise en place de dispositifs de sensibilisation<sup>180</sup>. C'est-à-dire l'ensemble des supports matériels, des agencements d'objets, des mises en scène que, comme l'explique C. Traïni, les militants déploient afin de susciter des réactions affectives qui prédisposent ceux qui les éprouvent à s'engager ou à soutenir la cause défendue<sup>181</sup>. Le « travail militant » se distingue ainsi par le fait qu'il est susceptible d'opérer simultanément sur plusieurs plans interdépendants. Ces plans apparaissent très inégalement articulés selon les circonstances, le type de militants ou d'organisations<sup>182</sup>, mais ils sont susceptibles d'être observés.

Nous essayons donc de travailler en fonctions des types idéaux de militants et en tentant d'identifier les sentiments et sensibilités<sup>183</sup> les plus communément partagées, sans essayer d'identifier un sentiment qui serait la cause de tout un phénomène étudié.

---

<sup>179</sup> PRESTINI M., « Une nouvelle grille de lecture : l'événement », *Pensée plurielle*, 2006/3 no 13, p. 87

<sup>180</sup> Christophe Traïni désigne les dispositifs de sensibilisation comme « les discours plus ou moins bien articulés, les supports matériels, les agencements d'objet, les interactions et mises en scène, que les entrepreneurs de cause soumettent à l'évaluation morale de leurs contemporains ». TRAÏNI Ch. (dir.), *S'émouvoir pour la cause*, à paraître aux Presses de Sciences Po, 2008

<sup>181</sup> TRAÏNI Ch. (dir.), *Émotions... mobilisation !*, Presses de Sciences Po, coll. « sociétés en mouvement », Paris, 2009, p. 13.

<sup>182</sup> TRAÏNI Ch. (dir.), *S'émouvoir pour la cause*, *op. cit.*, p. 353

<sup>183</sup> Notons que la distinction sentiments/sensibilités recoupe celle qui distingue les analyses de type situationnelle ou diachronique. Les « sentiments » désignent les effets corporels produits par des réactions affectives liées à une situation, clairement délimitée dans le temps et dans l'espace, et que le sociologue peut tenter de reconstituer du fait d'une mise en récit ultérieure par des témoins ou grâce à une observation directe de type ethnographique. Les « sensibilités » renvoient à des réactions affectives spécifiques et régulières qui se manifestent tout au long de l'expérience des militants. En tant que telles, leur identification requiert, de la part de l'observateur, une interprétation historique de nature plus hypothétique encore (mais moindre que celle qu'exige la reconstitution de ces ensembles hétérogènes que constituent les tempéraments). *Ibidem.*, p. 355

## 1.2. Émotion, politique et mouvement social : l'émotion comme objet sociologique.

Lorsque nous pensons les émotions en tant qu'objet sociologique susceptible de comprendre certains phénomènes, ce qui nous intéresse ce sont leurs capacités interactionnelles, sachant qu'elles constituent avant tout un outil de communication et de mise en relation avec autrui.

Pour travailler avec cette notion, nous sommes obligés de prendre certains choix épistémologiques par rapport aux fonctions assignées aux émotions, nous partons donc de trois présupposés.

Derrière toute communication se trouve une intentionnalité et celle-ci est motivée par des objets. De ce fait découle notre premier présupposé, c'est-à-dire que les émotions ont des *objets*, et elles ne peuvent pas être identifiées en dehors de son objet qui est à rechercher dans le monde, dans une situation. Par conséquent, lorsque nous analyserons les émotions, nous ne nous référerons pas en premier à l'intériorité du sujet, sinon aux contextes qui furent l'occasion de cette émotion<sup>184</sup>. Les émotions impliquent donc la pensée d'un objet combiné avec la pensée de l'importance de cet objet, elles impliquent par conséquent un jugement ou une évaluation<sup>185</sup>. L'émotion serait ainsi une forme de traitement de l'information, souvent plus rapide que le fonctionnement de notre conscience.

Pourtant pendant plusieurs décennies, les diverses écoles de pensée qui avaient travaillé ce sujet voyaient les émotions comme une sensation naturelle, comme un « sentiment » provoqué dans le corps et loin du contrôle de ses propres expériences. Les émotions, d'après ce point de vue, repousseraient nos actions judicieuses, et empêcheraient nos actions effectives, c'est-à-dire elles feraient partie des pulsions et des aspects les plus basiques et les plus irrationnels des individus.

Actuellement, nous pouvons dire, comme deuxième présupposé, que les émotions ne sont pas irrationnelles, elles peuvent être erronées, car si elles ont des objets (nous avons peur de *quelque chose*) elles dépendent de notre compréhension cognitive et de l'évaluation de cet objet. On peut les trouver appropriées ou pas selon un contexte et des règles culturelles donnés, on peut dire qu'elles sont plutôt normales ou déviantes, mais

---

<sup>184</sup> HEURTIN J-P., « Les propositions d'engagement enthousiastes du Téléthon » (Université de Versailles Saint-Quentin, GSPM/IMM-EHESS), p.4

<sup>185</sup> NUSSBAUM M. C., *Upheavals of Thought: The Intelligence of Emotions*, New York, Cambridge University Press, 2001, p23.

elles ne sont pas irrationnelles, comme l'indique J. Jasper, elles comprennent un complexe processus évaluatif. Il n'est pas irrationnel de commettre une erreur. Il est irrationnel de ne pas être capable d'apprendre de celle-ci et répéter l'erreur encore et encore<sup>186</sup>.

Or, dans l'évolution de l'étude des émotions, les constructionnistes signalent que les émotions plutôt qu'être un simple set de sensations internes sont des actions ou un état d'esprit qui prend sens seulement dans des circonstances particulières. Pour eux, les émotions sont constituées plus par un partage social de sens que par des états psychologiques automatiques<sup>187</sup>. Certains auteurs comme P. Thoits<sup>188</sup> parlent des émotions primaires comme la rage et la surprise, comme étant plus universelles et liées directement aux états corporels tandis que les secondaires comme la compassion ou la honte dépendent plus du contexte culturel. En conséquence des émotions secondaires, comme l'indignation et la fierté, s'avèrent très influentes dans les processus politiques.

À partir de ces deux premiers présupposés se dégage un troisième qui signale que les émotions permettent l'émergence de deux processus : l'apprentissage et l'adaptation.

Ainsi les émotions nous aident à expliquer pourquoi des individus rejoignent certains événements ou groupes dans des moments déterminés de leur vie, et pourquoi se produisent des réponses émotionnelles de court terme face à des événements, des découvertes ou des décisions.

La construction de ces présupposés part de l'intérêt de sortir des analyses de mouvements sociaux centrées sur les théories structurelles et culturelles, lesquelles ont dominé la sphère des études des mouvements et conflits sociaux<sup>189</sup> et de ce fait les actions de violence qui accompagne ces phénomènes.

En effet, ce n'est que dans les années 1990 qu'un travail d'analyse des émotions des manifestants critiquant les analyses basées sur les modèles de l'élection rationnelle se développe. Ces travaux soulignent l'importance des émotions lors d'une décision à se mobiliser ou pas, elles précèdent même le choix des stratégies et des tactiques utilisées par l'acteur collectif. C'est à ce moment qu'une décision qui tient compte des émotions

---

<sup>186</sup> JASPER J., "Emotional Dimensions of Social Movements." In David A. SNOW, Sarah A. SOULE, and Hanspeter KRIESI, editors, *The Blackwell Companion to Social Movements*. (Oxford: Blackwell). With Jeff GOODWIN and Francesca POLLETTA. 2004, p. 417

<sup>187</sup> JASPER J., "The Emotions of Protest: Affective and Reactive Emotions In and Around Social Movements", *Sociological Forum*, Vol 13, N° 3, 1998, p. 400

<sup>188</sup> THOITS P. A., "The sociology of the emotions", *Annual Review of Sociology* 15, 1989, p.320.

<sup>189</sup> JASPER J., "Emotions and Social Movements: Twenty Years of Theory and Research", *The Annual Review of Sociology* 14, 2011, p.3



commence à être considérée comme rationnelle, en soulignant que le rôle de celles-ci doit être alors mieux connu dans le contexte des groupes engagés dans l'action collective<sup>190</sup>.

Pourtant, avant même ce point d'inflexion nous rencontrons plusieurs approches théoriques qui parlent des émotions dans l'action collective, mais évidemment leur vision est loin d'être la même. Nous ferons un court état de l'art concernant ces approches.

Les premières théories qui parlent des émotions dans les mouvements sociaux à la fin du XIXe siècle montrent un aspect pathologique de celles-ci. Ces théories fondées sur la psychologie des foules détiennent comme principal exposant Gustave Le Bon<sup>191</sup>, il décrira la foule comme impulsive, irritable, influençable et crédule :

« Aussi, errant toujours sur les limites de l'inconscience, subissant aisément toutes les suggestions, ayant toute la violence de sentiments propre aux êtres qui ne peuvent faire appel aux influences de la raison, dépourvue de tout esprit critique, la foule ne peut qu'être d'une crédulité excessive. L'in vraisemblable n'existe pas pour elle, et il faut bien se le rappeler pour comprendre la facilité avec laquelle se créent et se propagent les légendes et les récits les plus invraisemblables<sup>192</sup> ».

D'après cette vision, les institutions sont vues comme calmes, et raisonnables et la foule comme émotionnelle et irrationnelle et par conséquent tout processus de contestation comme un type de pathologie sociale.

Déjà au XXe siècle, des travaux qui se servent de la psychologie freudienne, en vogue au début du siècle, parlent d'individus immatures : narcissistes, homosexuels latents, dépendants oraux ou soumis à des fixations anales<sup>193</sup>. D'autres visions psychologiques dans les années 1950 parlent d'une perte d'identité, de fanatiques désespérés qui ont besoin de croire en quelque chose<sup>194</sup>. Dans les années 1960, au milieu des vagues de protestations, certains chercheurs, toujours des psychologues, parlaient des jeunes souffrant de fantasmes œdipiennes ou d'identités troublées. Dans toute cette tradition psychologisante des mouvements de contestation, les émotions sont vues comme des émanations individuelles de personnalités en conflits, c'est-à-dire seules, les personnes « imparfaites » seraient appelées à faire partie des mouvements sociaux. Finalement, N. Smelser, dans une tentative d'insérer un questionnement psychologique dans les théories de l'action

---

<sup>190</sup> DUPERRE M., La rationalité des émotions dans les processus de mobilisation collective, in *Service social*, Volume 54, numéro 1, 2008, p. 68

<sup>191</sup> LE BON G., *Psychologie des foules*, édition électronique réalisée à partir du livre de Gustave Le Bon, *Psychologie des foules*. Paris, Édition Félix Alcan, 1905, 9e édition.

<sup>192</sup> *Ibidem.*, p. 27.

<sup>193</sup> LASSWELL H. D., *Psychopathology and Politics*, Chicago: University of Chicago Press, 1930.

<sup>194</sup> HOFFER E., *The True Believer*. New York: Harper and Row, 1951

collective, a proposé, à la fin des années 1960, une interprétation des contestataires comme des individus qui résoudre leur conflit œdipien en châtiant le symbole paternel qu'est l'autorité politique et en idolâtrant le symbole maternel qu'est la vision utopique portée par leur mouvement<sup>195</sup>.

Tout au long de cette première période, les émotions ainsi que les mouvements de contestations ont une forte charge négative, d'ailleurs, en termes méthodologiques, l'essentielle des émotions signalées est difficilement identifiable, ces auteurs parlent rarement de réseau social, d'organisation, de culture, d'objectifs, de valeurs, de négociation ou d'interaction. La mobilisation semblerait conduite par des forces mystérieuses hors de tout contrôle.

À partir des années 1970, on observe une nouvelle vague d'études de mouvement de contestation, une explication structuraliste s'impose. Cette approche décrit des mouvements composés par des « personnes » avec une grande habileté politique, utilisant une rationalité instrumentale. Ainsi, lorsqu'ils se trouvent en dehors de l'institutionnalité politique, c'est parce que leur but est de bloquer les circuits politiques réguliers, la contestation serait donc la politique par d'autres moyens. Néanmoins, dans cette vision structurelle, les émotions sont moins présentes et leurs dynamiques non explicites.

L'auteur le plus influent de cette approche est Charles Tilly : il présente l'action collective comme une fonction d'intérêts, d'organisation, de mobilisation de ressources, de pouvoir, de répression et d'opportunités. Il présente ces variables comme « structurelles » donc indépendantes de croyances ou sentiments individuels. Pourtant, il assigne implicitement une importance aux émotions dans les réactions entre répression, opportunités et menaces d'un côté et dans l'action collective de l'autre.

L'approche constructionniste<sup>196</sup> de son côté enlève aux émotions toute intimité en signalant que celles-ci, plutôt que d'être un simple set de sensations internes, sont des actions ou un état d'esprit qui prend sens, seulement, dans des circonstances particulières, pour eux, les émotions sont constituées plutôt par un partage social de sens que par des

---

<sup>195</sup> JASPER J., « L'art de la protestation collective » in, CEFAÏ D. & TROM D. (eds) *Raison Pratiques* N°12, Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques, Paris, La découverte, 2001, p. 136

<sup>196</sup> Cette perspective considère en effet que la plupart des comportements, attitudes, états de l'être humain sont des constructions purement sociales et culturelles. NUGIER A., « Histoire et grands courants de recherche sur les émotions », *Revue électronique de Psychologie Sociale*, 4, 2009, 8-14.

états psychologiques automatiques<sup>197</sup>, c'est dans cette approche que les travaux de Ted Gurr sur la frustration relative s'insèrent<sup>198</sup>.

L'explication structuraliste présente ainsi les activistes comme des sujets rationnels, comme des personnes mobilisées par des stimuli plutôt que par la rage ou l'indignation. Néanmoins, cette explication, contraire aux théories de la foule, partage l'idée selon laquelle les émotions sont irrationnelles et démontre cette irrationalité en les dénigrant, et malgré le développement de certains concepts comme celui de « libération cognitive » de McAdam<sup>199</sup> qui essaye d'expliquer la subjectivité du processus de mobilisation cette explication défend ce processus comme cognitif et non comme émotionnel.

Dans les années 1980, ce seront les dimensions culturelles des mouvements sociaux qui prendront la place dans les analyses sociopolitiques. Nous l'observons tout d'abord avec la notion d' « investissement émotionnel » développé par Alberto Melucci<sup>200</sup> où il anticipe le fait qu'il n'y a pas de processus cognitifs sans sentiments<sup>201</sup>. Nous trouvons ensuite les études sur les processus d'encadrement des manifestants, ils indiquent trois moments d'encadrement nécessaires pour atteindre le recrutement des manifestants : le diagnostique, le pronostique et la motivation, ce dernier se référant implicitement aux émotions.

À partir des années 1990, un bon nombre de recherches sur les mouvements sociaux a déjà adopté une vision cognitive décrivant les émotions comme une forme de croyance par rapport au monde en s'éloignant des premiers apports de la psychologie sociale.

Nous trouvons finalement deux approches, les plus actuelles, sur les rôles des émotions dans les processus de contestation politique. D'une part, se trouvent les analyses exposées par Randall Collins, centrées sur sa théorie d'*Interaction Ritual Chains* qui signale l'existence d'interactions en face à face qui peuvent générer une énergie émotionnelle, un exemple de celle-ci sont les rituels, des rituels comme la violence, qui impliquent une coprésence physique des individus lesquels partagent connaissances, points d'attention,

---

<sup>197</sup> JASPER J., "The Emotions of Protest: Affective and Reactive Emotions In and Around Social Movements", *op. cit.*, p. 400

<sup>198</sup> Cf. GURR T., *Why Men Rebel*, *op. cit.*; et "Psychological Factors in Civil Violence", *World Politics*, *op. cit.*

<sup>199</sup> MCADAM D., *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*. Chicago: University of Chicago Press. 1982

<sup>200</sup> MELUCCI A., « The process of Collective Identity » in *Social Movements and Culture*, edited by H. JOHNSTON and B. KLANDERMANS. Minneapolis : University of Minnesota Press, pp 41-63

<sup>201</sup> *Ibid.* p. 45

humeurs, etc. De ce fait, les individus synchronisent leurs actions et développent des représentations symboliques et morales de leurs activités ou du groupe qui aident à maintenir celui-là. En effet, dans la mobilisation politique, on trouve ces éléments en grande quantité. Cette approche a cependant besoin d'une plus large recherche sur les énergies émotionnelles spécifiques que ce que les rituels peuvent générer.

La deuxième des approches actuelles est travaillée principalement par James Jasper, Jeff Goodwin et Francesca Polletta, dans leurs travaux la redécouverte des émotions ouvre de nouveaux horizons, au-delà des confins des modèles micro-économiques de la rationalité humaine<sup>202</sup>. Cette redécouverte évite également une réduction des mouvements d'action collective à de simples forces du développement historique ou du changement social, sous la figure classique du mouvement ouvrier. La question des émotions nous plonge dans les flots de l'action humaine, des motivations et des décisions, défiant ainsi la vision déterministe, instrumentaliste et rationaliste de la culture qui tendait à prévaloir depuis les années 1990. Elle prend les individus au sérieux, et loin de les réduire à quelques paramètres formalisables et quantifiables, restitue l'épaisseur et la profondeur de leurs biographies<sup>203</sup> : « Les émotions font partie du répertoire culturel, au même titre que les formes cognitives, le savoir-faire implicite, les principes moraux et les intuitions esthétiques<sup>204</sup> ». Ainsi, et après la référence faite à l'aspect culturel des émotions, ces auteurs ouvrent la voie aux aspects situationnels ou événementiels des émotions : « la plupart des émotions sont déterminées par des anticipations façonnées culturellement et par des circonstances rencontrées *in situ*<sup>205</sup> ». Selon J. Jasper, les émotions sont indexées sur la situation, et leur expression est partagée, compréhensible et prévisible pour les membres du même univers culturel. Certes, tous les individus ne répondent pas exactement de la même manière aux mêmes événements, mais le fait que nous soyons capables de reconnaître que certaines réponses sont inappropriées, déplacées ou déviantes, témoigne du pouvoir de contrainte normative de nos attentes culturelles. Finalement, Jasper traite aussi les aspects les plus micro des analyses émotionnelles. Il montre ainsi comment les émotions se laissent

---

<sup>202</sup> GOODWIN J., JASPER J., "Caught in a Winding, Snarling Vine: The Structural Bias of Political Process Theory". *Sociological Forum* 14 (1), 1999, pp. 27-54; GOODWIN J., JASPER J., POLLETTA F., *Passionate Politics - Emotions & Social Movements*, University of Chicago Press, 2001

<sup>203</sup> JASPER J., « L'art de la protestation collective », *op. cit.* p. 136

<sup>204</sup> *Ibidem*, p. 137

<sup>205</sup> *Idem*

lire phénoménalement dans des expressions faciales ou corporelles – avec une évidence que les croyances cognitives et les évaluations morales n’ont pas<sup>206</sup>.

En bref, d’après cette approche, les émotions possèdent une composante intentionnelle, au sens phénoménologique. Les individus ne cessent de répondre aux actions et aux événements qui les interpellent dans leur *monde de la vie* de façon quotidienne, tentent de les définir et de les contrôler, décryptent les informations qu’ils recueillent et traversent des « émotions réactives ». Ils cartographient les espaces et les temps où ils vivent et les réseaux de relations où ils s’investissent par le biais de leurs « émotions affectives » distinguant entre ce qui les agace et ce qui les attire, sensibles à certains appels à la mobilisation et réfractaires à d’autres.

Notre objectif dans la deuxième et troisième partie de ce chapitre sera donc de conjuguer les approches les plus actuelles avec les phénomènes de violence observés au Chili lors du processus de contestation étudiante de 2011. Pour cela, nous nous servirons des trois présupposés qui constituent notre cadre heuristique de travail : d’abord, les émotions fonctionnent comme des instruments de contrôle social, ensuite, elles sont des outils d’adaptation des acteurs à leur environnement, et enfin elles constituent des éléments rituels dans les situations de violence politique.

## ***2. Construction émotionnelle de la violence politique dans le mouvement étudiant : répression affective et contrôle social***

Dans l’ouvrage, « *Le processus de Civilisations*<sup>207</sup> » Norbert Elias présente la maîtrise de la violence comme un processus lié à la répression affective et l’autocontrôle, cette approche, que l’on place dans l’« histoire des émotions », se présente comme le développement historique du refoulement des émotions dans la société occidentale et celles qui ont suivi le même chemin.

N. Elias explique que dans cette construction historique nous vivons sous une forme de répression affective issue d’un processus de monopolisation de la violence – et de l’économie – qui au cours des années est arrivée jusqu’à l’actuel monopole exercé par État, même si progressivement sont apparus des signes confirmant la privatisation de ce monopole.

---

<sup>206</sup> *Ibid.* p. 140

<sup>207</sup> Ouvrage paru en France en deux volumes : *La civilisation de mœurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1973 et *La dynamique de l’occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975

Concrètement, après des périodes de concurrence plus ou moins libres durant le moyen-âge, la centralisation du monopole commence à voir le jour au XVI<sup>e</sup> siècle avec l'arrivée de la noblesse de cour. On observe donc le passage des monopoles personnels vers des monopoles publics<sup>208</sup> : « désormais le monopole de la contrainte physique est assuré par le pouvoir central (et) l'individu n'a plus le droit de se livrer au plaisir de l'attaque directe<sup>209</sup> ».

De cette façon, la centralisation de la domination et la mise en place d'un monopole militaire et policier donnent en général lieu à la création d'espaces pacifiés, des champs sociaux à l'intérieur desquels l'emploi de la violence ne saurait être que l'exception et la conscience de nouvelles normes s'incarne, notamment, dans la violence économique<sup>210</sup>.

Si nous voyons les choses d'un point de vue structurel, certainement, la violence économique, ou les victimes du crime économique comme les appelle A. Brossat<sup>211</sup>, caractérisent la situation actuelle de ce processus de civilisation présupposé. Pourtant, il y a d'autres types de violences, issues principalement de cette nécessité de différenciation intrinsèque au modèle d'accumulation capitaliste que s'expriment à travers les inégalités, l'exclusion, le mépris, etc., toutes ces violences se produisent à l'intérieur de ces espaces pacifiés. Cependant, et malgré l'importance des violences citées auparavant, les violences physiques, les atteintes aux personnes ou la destruction de biens ne sont pas disparues, elles sont toujours présentes et fortement médiatisées pour leur impact et notamment lors de processus de contestation sociale comme nous en avons observé durant l'année 2011.

Nous pouvons donc proposer comme hypothèse, suivant l'approche de N. Elias, que l'utilisation de la violence politique implique la recherche d'une *liberté réelle* face à la domination d'un système contesté pendant les périodes de crises sociales, liberté qui serait impossible d'obtenir en suivant les règles institutionnalisées de la manifestation pacifique. Il faut donc passer par ce que Foucault nomme « inservitude volontaire » et par conséquent par l'insurrection de conduites et la rupture du tabou de la violence pour obtenir cette liberté réelle.

---

<sup>208</sup> D'après Elias « les grandes lignes du processus sautent aux yeux : la propriété terrienne d'une famille de guerriers, son droit de disposer de certains sols et d'exiger de ses habitants des redevances en nature ou des services, font place à la suite de la division progressive des fonctions, d'une série de luttes concurrentielles et éliminatoires, à la concentration du pouvoir de disposer des moyens de contrainte militaires, des « aides » régulières ou « impôts » sur toute l'étendue d'un territoire infiniment plus vaste ». ELIAS N., *La dynamique de l'occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975, p. 149

<sup>209</sup> ELIAS N., *La civilisation de mœurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1973, p. 200

<sup>210</sup> ELIAS N., *La dynamique de l'occident*, op. cit., p.188-189

<sup>211</sup> BROSSAT A., op. cit.

Or, nous essayerons de confirmer cette hypothèse à travers l'identification des éléments, des événements et des expériences qui ont fait que la société chilienne, après une période de 20 ans de post-dictature, soit plus encline aux processus de contestation sociale avec une charge importante de violences politiques.

### **2.1. La retenue et la violence politique dans les mouvements sociaux : deux aspects structurels de la société chilienne**

Dans *la Civilisation de mœurs*, N. Elias explique que la *retenue* écarte la violence physique ; mais aussi que cette même retenue peut parfaitement accompagner d'autres formes de violence, psychologique et symbolique. Il signale que d'autres formes de violence infiniment plus feutrées, compatibles avec la modération, la réserve et la maîtrise de soi voient le jour dans ces espaces pacifiés<sup>212</sup>. Ainsi, les privations, les injustices, la précarité, le poids du travail sont, tout autant que la menace directe sur la vie, générateurs d'angoisse et souffrance.

L'autocontrôle – le « surmoi » – permet donc la transformation historique de la vie affective où des manifestations pulsionnelles et des plaisirs considérés comme indésirables par la société sont assortis de menaces ou châtements investissant ces derniers de sensations de déplaisir ou à prédominance de déplaisir<sup>213</sup>. En effet, une fois ce processus inculqué, la retenue se développe dans les liens sociaux, dans l'intégration, dans l'interaction sociale<sup>214</sup>. Le processus inverse, de désinhibition de la retenue émotionnelle, comporte aussi une forte interaction sociale, mais basée sur le repli vers le groupe social d'appartenance qui subit majoritairement les violences existantes dans les espaces pacifiés. S'en prendre ainsi aux biens publics et à la propriété privée, symboles des souffrances dans le modèle capitaliste (banques, supermarchés, grands magasins), devient une des premières manifestations de cette désinhibition de plaisirs collectifs lors de mouvements de contestation observés.

L'aversion à toute manifestation violente dans l'espace public et de criminalisation de toute conduite ou action violente par l'autorité<sup>215</sup> ne peut rien contre le discours de légitimation ou d'acceptation du groupe d'appartenance qui encourage la jouissance de ce

---

<sup>212</sup> HAROCHE C., « Retenue dans le mœurs et maîtrise de la violence politique. La thèse de Norbert Elias », *Cultures & Conflits*, La violence politique dans les démocraties occidentales, N° 9-10, 1993, p. 3

<sup>213</sup> ELIAS N., *La civilisation de mœurs*, *op. cit.*, p. 342

<sup>214</sup> En ce qui concerne la définition d'interaction sociale, nous nous servons de la notion de G.H. Mead selon lesquels les êtres humains interagissent les uns sur les autres sur la base des intentions et significations qu'ils attribuent à leurs gestes et comportements respectifs. L'individu agit en fonction des hypothèses qu'il fait sur les intentions des autres

<sup>215</sup> BROSSAT A., *op. cit.*, p. 47

plaisir jadis interdit. On peut se demander alors sous quelles situations peut apparaître cette désinhibition, quelles caractéristiques contextuelles, situationnelles et individuelles doivent se manifester pour que, comme le signale Elias, « le contrôle social se relâche et qu'elles (les violences) éclatent brutalement en faisant litière des sentiments de honte et de malaise<sup>216</sup> »

La dernière situation en date nous montrant un stade de désinhibition avancé dans l'histoire de violences politiques au Chili est en effet le mouvement étudiant. Nous essayerons donc d'identifier dans son historique quels sont les déclencheurs de cette situation d'insurrection de conduites.

Tout essai d'analyse de la situation et des événements arrivés au Chili l'année 2011 doit commencer par l'étude de l'héritage dictatorial. Celle-ci, en dehors des crimes commis, impose dès les années 1980 un modèle économique néolibéral et une normativité morale fortement conservatrice transformant ainsi la société chilienne. Le sens de communauté et la solidarité familiale, qui étaient les principes qui régissaient les comportements des couches moyennes et populaires avant le coup d'État, se sont rapidement dilués et la protection que donnait l'État a aussi rapidement disparu. Les services publics ont été privatisés et des droits sociaux sont « assurés » désormais par des agents privés pour lesquels la motivation principale est le profit et la rentabilité. Par ailleurs, les réformes politiques entraînent la disparition de syndicat et une baisse importante dans l'indice de participation politique ; la vie associative et la vie syndicale disparaissent et les liens se fondent de plus en plus dans une logique marchande.

Le retrait du *public* a signifié le retrait de l'individu en tant que citoyen, influençant de ce fait l'augmentation de certaines émotions comme l'égoïsme et la diminution d'autres comme la compassion et la solidarité. En conséquence, il est difficile pour ces individus de se mettre à la place d'autrui et de considérer des voies éloignées des siennes, affectant de ce fait l'idée de justice à l'intérieur de la société, le Chili se transforme ainsi en une société profondément individualiste. Martha Nussbaum résume ainsi cette pathologie sociale : « une éthique du respect impartial pour la dignité humaine aura du mal à s'adresser aux êtres humains réels s'ils sont incapables d'entrer en imagination dans la vie de personnes lointaines et d'éprouver des émotions en vertu de cette participation<sup>217</sup> ».

---

<sup>216</sup> ELIAS N., *La civilisation de mœurs, op. cit.*, p. 323

<sup>217</sup> NUSSBAUM M., *Poetic Justice*, Boston, Beacon Press, 2004, p. xvi



Comme conséquence avec ces changements sociaux se produit une croissance des inégalités dans des domaines autres qu'économiques. Elles se manifestent tout d'abord avec la poursuite d'un processus d'urbanisation ségrégative, lequel avait déjà commencé au XXe siècle. Ce processus a comme première conséquence la réduction de l'interaction entre les différents groupes sociaux, celle-ci se fera désormais exclusivement à travers le marché, affectant encore plus la cohésion sociale. Face à cette interaction inexistante, l'appropriation de rituels, mœurs, et comportement par la société entière est un processus échoué et de ce fait la construction d'une retenue émotionnelle pour les secteurs affectés par « le crime économique » est difficile. C. Haroche signale que :

« les rituels au sens large, les cérémonies, le protocole, les règles de la civilité, les normes de comportement quotidiennes en société, les lois civiles, juridiques ou politiques, sont toutes des moyens d'instaurer et de maintenir des distances, de lutter contre la violence physique, de la contrôler, de la régler, de la réduire voire de la supprimer par la réprobation morale ou les sanctions juridiques<sup>218</sup> ».

L'unique façon qui reste à ceux établissant les rituels et les normes de comportement est l'imposition par la force dont nous avons largement parlé dans la première partie de ce travail en ce qui concerne les processus répressifs dans l'histoire du Chili.

Néanmoins, la conséquence la plus marquante du processus ségrégatif est la déstructuration des liens communautaire à l'intérieur des secteurs populaires. Ces derniers ont été expulsés de leurs emplacements historiques et mémoriels se trouvant dans la périphérie proche du centre-ville pour partir vers la périphérie éloignée. Tout cela suivant la politique du logement de la Dictature continuée par la *Concertación*, celle-ci a comme conséquence la ghettoïsation des groupes populaires, leur entassement dans des HLM minuscules et déracinés de leur histoire, accablant de ce fait toute possibilité de reconstruction du politique.

La perte de repères communautaires et mémoriels provoque chez les groupes populaires la croissance d'une violence délictuelle et gangstérisée dans des endroits éloignés et délaissés par les autorités, telle que celle qui s'était produite à la fin de la période coloniale<sup>219</sup>. La fracture géographique, sociale et culturelle est évidente et cette

---

<sup>218</sup> HAROCHE C., *op. cit.*, p.6

<sup>219</sup> Cf. GARCÍA MOLINA J., "Segregación espacial y social en la ciudades Chilenas en el contexto de una cultura de frontera", *Quorum, Revista de Pensamiento Iberoamericano*, Universidad de Alcala Madrid, 2007, n° 18, pp 13-25. Dans son article J. Garcia propose une hypothèse centrée dans la construction d'une identité métisse dépourvue de normes, rites et tradition, à différence de l'élite créole et du peuple mapuche, ces méfis

dynamique de ségrégation géographique va de pair avec une moindre densité et efficacité de service public, de la couverture médicale, éducationnelle et d'une offre de loisirs et culture. Ces processus structureaux sont vécus par les jeunes comme des violences du système dont ils doivent faire face, le récit de Miguel, un jeune activiste radical, rend compte de ce ressenti :

...je crois que c'est le désespoir qui nous apporte ce système...parce qu'il arrive un moment où l'on dit ça suffit !! de vivre assommé que tes parents se disputent pour l'argent, pour les factures, que c'est quelque chose que génère tout ce foutu système...que le travail...si ton père est ouvrier, le salaire qu'ils payent à l'ouvrier est miséreux, c'est aberrant ce que gagne un ouvrier et comment il risque sa vie [...] Tout va générer une violence, en plus ils nous violentent jour après jour, avec les hausses des prix, avec les hausses de l'essence, de la nourriture, avec les taux d'intérêt, c'est une violence constante d'eux, tu vois ? Nous, le minimum que nous pouvons faire c'est de jeter un caillou qui avec un peu de chance frappera un « guanaco »... (Miguel, jeune activiste d'un mouvement guévariste, 19 ans, 2011).

Cette situation de ras-le-bol chez les jeunes cautionne une première réponse violente qui semble normale et justifiée sous l'argument de la « rage », au sens de F. Dubet<sup>220</sup>, même si pour eux ce n'est pas nécessairement le moyen souhaité :

Je crois, qu'en ce moment, il y a trop de rage, on ne peut pas arrêter quelqu'un et lui dire non ne fait pas ça...je crois que les choses arrivent parce qu'il y a trop de rage cumulée, pour moi (la violence) ce n'est pas le moyen préféré, mais s'il faut le faire, je vais le faire... (Miguel, jeune activiste d'un mouvement guévariste, 19 ans, 2011).

Ainsi, les jeunes rendent compte dans leurs récits d'une série d'attitudes qu'ils ressentent dans leur interaction quotidienne avec d'autres individus, surtout les adultes, le plus souvent, ils parlent du rejet, du mépris, de la stigmatisation, de la méfiance et de l'insensibilité.

Ce ressenti s'exprime à travers des émotions qui peuvent encourager un passage à l'acte. Il se compose des émotions positives et négatives, passant de la rage contre ce qu'ils identifient comme le « système », jusqu'à l'amour pour l'autrui, et par des effets émotionnels de court, moyen et long terme, sur lesquels nous reviendrons.

Lorsque le mouvement de contestation apparaît, différents groupes sociaux sont amenés à se rencontrer et manifester ensemble, néanmoins à l'intérieur du mouvement, censé être unanimiste et égalitaire, les différences se font évidentes, les pratiques, les

---

issus de la frontière entre le centre d'origine européenne et le Sud Mapuche composent suite au processus d'industrialisation et d'urbanisation du XIX et XX siècle la grande masse populaire chilienne. Selon l'auteur, cette situation de frontière est aperçue actuellement dans l'emplacement des villes gardant les mêmes aspects d'insécurité et dangerosité observés durant l'époque coloniale.

<sup>220</sup> Cf. DUBET F., *La galère : jeunes en survie*, op. cit.

comportements, les répertoires émotionnels divergent, suivant parfois les mêmes logiques de classe ou d'origine sociale que le mouvement est supposé combattre.

Un premier constat est de voir comment la Dictature est arrivée à façonner les comportements des Chiliens l'ayant subi et avec le retour à la démocratie comment la *Concertación* perfectionna ce système de contrôle de la contrainte physique, système basé principalement sur l'homogénéisation de points de vue sous forme d'écrasement de subjectivités. De ce fait, on arrive à la situation actuelle dans laquelle les rituels reconnus et acceptés qui permettent de réguler les comportements, gouverner les conduites, prévenir le désordre et la violence latente en toute société<sup>221</sup> sont clairement explicités. Dans ces rituels, le point central est la dépolitisation de la question de la violence<sup>222</sup>.

Cette ritualisation s'observe au sein des manifestations des universitaires, de classes aisées, ou chez les fonctionnaires, où le refus de la violence est le premier mot d'ordre<sup>223</sup> et lorsque celle-ci se produit la stratégie de façonnage se met en place, c'est-à-dire, établir une condition d'indistinction fondamentale entre des formes de violence qui s'affichent comme politiques et toute sorte d'autres. En effet, comme l'indique A. Brossat, le moyen le plus efficace de discréditer toute espèce de violence politique, est d'organiser la disparition de son trait spécifiquement politique<sup>224</sup>, et voir toutes les conduites violentes comme criminelles. Pourtant, chez les lycéens et certains étudiants des classes populaires, ce comportement violent est reconnu et légitimé, soit par un façonnage moins intensif de la politique sécuritaire et de contrôle renforcé par la Dictature à partir des années 1980, même période de l'amplification du processus ségrégatif, soit par le sentiment de non appartenance au mouvement « *ciroyen* » qui appelle à la manifestation pacifique et que la jeunesse populaire ne reconnaît pas comme interlocuteur valide. Le récit d'un des jeunes activistes d'une organisation radicale confirme cette idée :

Pour changer ça, tu dois te sentir *pueblo*, tu vois ? Je pense qu'un tas de gens ne se sentent pas *pueblo*, ils ne se sentent pas une classe exploitée, je crois que plutôt ils se sentent citoyens, que c'est-ce qu'ils veulent les connards qui sont là-bas, en haut (au pouvoir). (Diego, activiste d'un lycée occupé, 19 ans, 2011)

Ce refus s'est transformé dans un discours contre les mouvements citoyens comme pourrait l'être le mouvement des Indignés, Occupy, etc., qui sont considérés comme des

---

<sup>221</sup> HAROCHE C., *op. cit.*, p.6

<sup>222</sup> BROSSAT A., *op. cit.*, p. 55

<sup>223</sup> Cf. OGIEN A., LAUGIER S., *Le principe démocratie*, *op. cit.*

<sup>224</sup> BROSSAT A., *op. cit.*, p. 46

mouvements petit-bourgeois, « bobos », réformistes, qui se servent d'une institutionnalité qui a exclu les couches populaires et qui demandent des changements en maintenant le système d'organisation élitiste :

Parce qu'aujourd'hui, lorsque se propose le thème de l'assemblée constituante, je trouve que ce truc n'a « ni pieds ni tête » en ce moment et beaucoup moins pour un révolutionnaire, alors je pense que pour le parti communiste ou pour les réformistes bien sûr qu'a beaucoup de sens tu vois ? Mais pour nous, cela ne devrait pas l'avoir, alors lorsque je vois des groupes que je considérais révolutionnaires en train de proposer ça je pense que c'est en ce moment qui commence mon conflit interne, en termes...non de dire si c'est bien ou pas, sinon en termes de dire qu'on n'est pas bien si nos compagnons proposent cela, c'est-à-dire que quelque chose nous faisons mal s'ils ont perdu leur horizon. (Sonia, activiste Villa Francia, 29 ans, 2011)

Ce refus de l'identité de citoyen se reflète dans le taux de participation aux rituels de la démocratie traditionnelle, qui montre des niveaux de représentativité significativement faible (même si cela devient un phénomène global et non exclusif de la société chilienne). Le sens d'appartenance au système institutionnel est maigre, selon les chiffres d'une étude réalisée par CIPER (Centre de recherche journalistique) des 12,1 millions de Chiliens ayant le droit de vote, 5,5 millions ne participent pas, c'est-à-dire que 54,32% de la population en âge de voter exerce son droit et seulement 32,5% de citoyens chiliens sont représentés dans la chambre de députés. Certains députés sont élus avec seulement 7 ou 8% de représentativité des électeurs de leur circonscription<sup>225</sup>, tout cela dû en grande partie au système binominal dont nous avons déjà signalé ses caractéristiques dans le chapitre précédent.

En résumé à partir d'une construction socio phénoménologique il est possible d'identifier parmi les déclencheurs de violences d'une part des « motifs parce que », qui se réfèrent à des expériences passées, leur mémoire historique et biographique ou de conditions de vie ou des situations personnelles actuelles qui ont déterminé le jeune à agir. Lorsque ces expériences et ces situations sont narrées, elles deviennent objectives, réelles ou observables. D'autre part, ce que le jeune a actuellement en vue, ce qui dote de sens son action en cours, ce qui se réfère à son futur ou à ses souhaits : une révolution, un changement radical dans la façon de faire les choses, l'abolition de l'État ou le refus d'une classe sociale, ce sont des « motifs en vue de » qui le poussent à l'action. En ce que suit, nous ferons l'analyse de deux aspects émotionnels que suivent ces logiques.

---

225

<http://ciperchile.cl/2011/09/12/las-reveladoras-cifras-de-la-crisis-de-representatividad-de-los-parlamentarios/>

## 2.2. La pudeur et la peur : le plaisir de la violence jusqu'où ?

N. Elias signale que de nos jours, la cruauté, le plaisir que procurent l'anéantissement et la souffrance d'autrui ou le sentiment de satisfaction que nous procure notre supériorité physique sont soumis à un contrôle social sévère et ancrés dans l'organisation étatique<sup>226</sup>. Tout se passe comme si un mécanisme de sécurité globale destiné à empêcher toute irruption de la violence exerçait dorénavant son emprise sur nos vies<sup>227</sup>. C'est donc l'œil qui procure à l'homme « civilisé » le maximum de plaisir du moment que d'autres satisfactions ont été limitées par de nombreuses interdictions et barrières. La violence-spectacle remplace la violence-action. Dans ce déplacement du plaisir de la sphère de l'action à celle du spectacle, on reconnaît, selon Elias, une modération et une humanisation progressive des manifestations pulsionnelles<sup>228</sup>. L'exemple du mouvement étudiant au Chili n'échappe pas à ce constat, les actions des jeunes sont désorganisées, les armes sont inexistantes ou les plus simples dans toute la gamme d'instruments de la violence (pierres, bouteilles de peinture, quelques cocktails Molotov, etc.), les blessés sont peu nombreux et les attaques se dirigent principalement aux biens publics et la police, attaques qui donnent en général matière aux médias pour la construction d'un scénario de chaos et destruction lorsque des panneaux publicitaires, poubelles et signalétiques de rue brûlent dans une barricade<sup>229</sup>.

C'est dans ce contexte du spectaculaire que l'on peut observer les principales différences avec les phases précédentes de contestation, contexte qu'il serait important de visualiser, car il imprime un cadre émotionnel différent pour ces participants. Un des activistes explique ces changements par rapport aux anciennes méthodes radicales :

La dynamique de l'organisation politique était (dans les années 80-90) de frapper et battre en retraite, on ne restait pas jusqu'à la fin (des accrochages) et si on le faisait, c'était un ou deux, pas plus. C'est à peu près de ce dont je me souviens, la plupart, en tant qu'organisation partaient, même le but était, au moins dans le temps que je participais, était « on se casse on laisse le bordel et on se casse » et celui qui veut rester peut, mais socialement (c'est-à-dire sans participer des barricades ou d'autres actions directes) tout était très structuré. Aujourd'hui c'est différent, les gars ne sortent pas armés, c'est un truc plus comme de la foule, à cette

---

<sup>226</sup> ELIAS N., *La civilisation de mœurs*, op. cit., p. 323

<sup>227</sup> BROSSAT A., op. cit., p. 62

<sup>228</sup> ELIAS N., *Ibidem*, p.340. Elias nomme violence ce que nous appellerons plutôt agressivité, c'est-à-dire une manifestation « pulsionnelle » qui est souvent préalable, mais non une condition de la violence.

<sup>229</sup> Cette vision correspond à une de plusieurs alternatives concernant l'évolution de la violence, celle d'un point de vue historique, où les relations sociales sont caractérisées par une diminution de la violence. Steven Pinker, est un des plus célèbres tenants de cette position. Selon sa thèse, jamais dans l'histoire de l'humanité, la violence n'a joué un rôle aussi marginal, « la violence a continuellement décliné à travers les âges, et nous vivons certainement aujourd'hui dans l'époque la plus paisible depuis que notre espèce existe ». PINKER S., *Gewalt. Eine neue Geschichte der Menschheit*, Frankfurt am Mein, Fischer, 2011, p. 11

époque, les organisations plus structurées sortaient avec leur flingue parce qu'ils avaient l'opportunité de vraiment attaquer les flics. (Sonia, activiste Villa Francia, 29 ans, 2011).

Les événements actuels restent en effet toujours sous contrôle, dans un cadre de presque divertissement, un jeu ludique entre jeunes et policiers, cela ouvre la participation à l'action directe au vu de l'absence de dangers, une des activistes en témoigne :

Les gamins restent et courent à droite et à gauche (pa' alla y pa' aca) en jouant avec le *zorrillo*<sup>230</sup> en plus ils jouent ! Ce n'est rien de sérieux... (Sonia, activiste Villa Francia, 29 ans, 2011)

Nous nous retrouvons donc face à un type de violence différent, sans un danger réel, ludique, permissif, sous contrôle, pourtant de plus en plus massif, instable et en évolution. On peut se poser alors la question suivante : comment ces formes de violence se sont construites ? Quelles sont leurs caractéristiques ? Et sous quelles conditions émotionnelles particulières émergent-elles ?

Ce qu'on observe comme première caractéristique de ces nouveaux activistes est la perte de la honte, cette sorte d'angoisse qui se produit chez les individus d'une manière automatique et habituelle dans certaines circonstances. La honte, sorte de peur devant la dégradation sociale, arrive lorsque quelqu'un doit ou il a déjà fait quelque chose d'interdit socialement, en général non sanctionnée, donc liée à une auto-contrainte. On peut se demander alors: que s'est-il produit pour que la honte disparaisse progressivement de l'expérience des jeunes mobilisés ?

La contrainte effective, d'après Elias, est la contrainte que chaque membre de la société exerce sur lui-même, parce qu'il prévoit les conséquences de ses actes ou parce qu'il a été conditionné pendant son enfance par les gestes des adultes qui l'ont entouré. Mais lorsque cette contrainte se voit altérée par une situation dans laquelle ses actes peuvent échapper à la punition et que l'interaction avec d'autres individus se montre permissive à la relaxation de la contrainte, la violence peut devenir acceptable, voir normale, réduisant la sensation de honte. De ce fait, et surtout pour les lycéens, la manifestation de rue devient normale, une nouvelle appropriation de l'espace public s'observe, celle-ci donne la possibilité de crier contre les autorités, de danser, de se déguiser et progressivement de voir le passage à l'acte violent, comme un répertoire légitime de l'action collective ; c'est ce que l'on peut extraire du récit suivant :

---

<sup>230</sup> Le *zorrillo* est un blindé de petite taille utilisé par la police chilienne qui a par fonction la dissuasion de manifestations de rue, il jette de gaz lacrymogène à courte distance de là son surnom mouffette

Parce qu'en plus ça (manifestation) se voit comme quelque chose de si normal si la moitié du Chili est dans le défilé !! L'autre moitié est au travail [...] c'est pour cela, qu'il est tellement massif ce truc quoi, parce que trop de monde y va, alors personne ne le voit comme quelque chose de bizarre. Je crois même que dans le défilé ne se trouve pas le risque (la répression), il est tellement massif que le risque que quelque chose de grave arrive est faible, j'insiste, ils (la police) sont limités, ils ne peuvent pas trop réprimer [...]

Je crois qu'il y a une justification en termes de défense, je ne sais pas si c'est de la résistance, sinon plutôt la défense, je crois que les gens le voient comme une question de défense tu vois ? Parce que tu entends la vieille qui va dans le bus, elle justifie la violence parce qu'elle dit que les gamins sont agressés, c'est pour ça qu'elle le justifie, parce que les gamins ont le droit de défiler, alors ceux qui attaquent ne sont pas les gamins [...] c'est-à-dire, la madame le voit comme une question défensive. De toute façon, je crois qu'elle questionne l'attaque à certaines choses et d'autres simplement ne provoquent ni une opposition ni une défense, par exemple attaquer une banque la femme dit : « qu'est-ce que peut m'importer la banque » tu vois ? « J'en ai rien à foutre de la banque ». (Sonia, activiste Villa Francia, 29 ans, 2011)

Trois éléments évoqués dans ces extraits nous donnent signes pour comprendre cette diminution de l'« autocontrôle » : l'absence de risques, l'opinion favorable de leurs actions en tant que défense face à la répression, et la perte de légitimité généralisée de symboles du capitalisme.

La honte dans le contexte étudié peut donc se fonder sur une relation d'estime positive et négative, ainsi sa diminution peut agir de deux façons sur le passage à l'action violente. D'une part, et comme les extraits ci-dessus le signalent, la honte fait craindre à l'individu la perte de l'amour et l'estime de ceux à qui il tient donc lorsque la violence est vue comme légitime, lorsque l'opinion sociale change et une banalisation progressive s'installe, lorsque la violence est « normalisée » et l'individu ne craint plus la perte de l'estime, la honte diminue et le passage à l'acte ne trouve pas de contraintes. D'autre part, un individu qui ne se sent pas aimé, estimé et respecté, qui ne se sent pas partie du réseau d'interdépendance pourra réagir sans honte de manière naturelle. Les atteintes et le déni de reconnaissance peuvent en effet faciliter un passage à l'acte sans auto-contrainte. Cela constitue un cercle vicieux étant donné que « la société » méprise tout individu qui ose porter atteinte au modèle reçu de contrôle pulsionnel et affectif, ce type d'acteur bien que présent ne s'organise pas, agit de façon isolée et ne partage pas nécessairement les caractéristiques des groupes activistes étudiés.

Par ailleurs et de manière inverse, dans le groupe dominant, du moment que la puissance sociale du groupe inférieur augmente, l'effort et la prévoyance nécessaires au maintien de la supériorité du groupe se traduisent par le renforcement du contrôle que ses membres exercent les uns sur les autres. La peur de la perte de supériorité favorise la stricte observation d'un code de comportement et du surmoi. Ainsi nous observons que les

groupes dominants radicalisent leurs postures, ils exigent plus de répression<sup>231</sup> face à ces nouveaux « sauvages » sans honte qui demandent plus de reconnaissance en détruisant un arrêt de bus ou cassant les fenêtres d'une banque. Ce renforcement de contrôle des groupes dominants s'observe aussi dans la réponse réactionnaire de secteurs conservateurs comme la CONFEP<sup>232</sup> lesquels se manifestent également dans la rue dans ce qu'A. Ogien et S. Laugier appellent la critique anti-démocratique, ils signalent que :

« La critique anti-démocratique a trouvé aussi le chemin de la rue : pour capitaliser sur ce résultat inattendu, une infrastructure technique, financée et disposant de relais dans les médias et le monde des affaires, a été mise en place pour préparer, de façon professionnelle et moderne, une manifestation traditionnelle<sup>233</sup> ».

Une deuxième caractéristique observée dans les nouveaux manifestants est la diminution de la peur. Cette émotion, de même que la honte, trouve ses sources dans l'interaction sociale, cependant à la différence de cette dernière, la peur est plus liée aux contraintes extérieures (j'ai peur de la police, de la justice, de la punition). Son absence serait liée donc à trois faits principaux. Premièrement, à un *défait de connaissance des dangers*, surtout par des jeunes qui n'ont pas vécu des processus répressifs et violents :

« Le gamin ne le voit pas possible (le danger) parce qu'il n'a pas souffert la répression de la tentative (de révolution), leurs parents ont déjà perdu dans cette tentative, ils ont essayé et ont perdu, c'est cela la vision qu'ils ont [...] les gamins non, parce qu'ils n'ont rien essayé encore et s'il faut perdre bon, on perdra quoi » (Marcela, activiste Villa Francia 32 ans, 2011)

Je crois qu'ils s'en fichent de perdre parce qu'ils ne voient rien comme une grande perte, certainement parce qu'ils n'ont pas été vraiment châtiés par la répression, parce qu'il n'y a rien... mec !! Il n'y a pas de la répression quoi [...] je pense qu'ils n'ont rien à foutre et s'il faut se battre avec les flics, ils s'y battent et s'il faut qu'ils aillent en prison, ils y vont, si la police les frappe, elle les frappe, ils n'ont rien à foutre, rien... (Marcela, activiste Villa Francia 32 ans, 2011)

Deuxièmement, à un *héritage non partagé de la peur*. En effet, ce sont normalement les parents qui ont le rôle d'agents de transmission de cette peur aux nouvelles générations, N. Elias l'explique de la façon suivante : « l'adolescent est absolument incapable d'adopter un code de comportement, si les personnes qui l'entourent

---

<sup>231</sup> Les demandes pour de nouvelles lois interdisant les manifestations de rue sont rapidement exigées par les groupes les plus conservateurs de l'opinion publique et du Parlement, demande rapidement prise en compte par le Ministère de l'Intérieur de l'époque qui envoie un projet de loi interdisant la portée de cagoules et les réunions des étudiants sans autorisation.

<sup>232</sup> La confederación de padres y apoderados de colegios particulares, est une organisation créée par des groupes conservateurs qui prônent la liberté d'enseignement et de choix d'établissement éducatif comme central dans tout projet de réforme, ils défendent l'éducation privée subventionnée par l'État qui est le point le plus contesté par les étudiants.

<sup>233</sup> OGIEN A., LAUGIER S., *Le principe démocratie*, op. cit., p. 27-28



ne réveillent pas en lui la peur [...] c'est par la peur qu'on modèle l'âme de l'enfant, de telle manière qu'il sache se comporter, en grandissant, en harmonie avec les normes en vigueur<sup>234</sup> ». Le réveil de la peur de la répression chez les jeunes manifestants chiliens fut moins présent étant donné que leurs parents sont les enfants de la fin de la dictature et que leurs rapports aux événements historiques les plus cruels proviennent de souvenirs de leurs ascendants, un rapport lié à une mémoire historique et non biographique de la peur, phénomène observé dans l'extrait d'entretien de deux activistes de VF :

Je pense que d'une certaine façon il y a eu une rénovation, je crois que même nos générations venaient encore avec l'arrière-pensée de la dictature, ils viennent avec une arrière-pensée de ce truc quoi, il y a eu la peur...c'est comme quand tes parents te disaient « mais comment tu vas sortir dans la rue un 11 septembre » « comment tu vas sortir dans la rue un 29 mars », nous on venait avec ça, mais ces gamins notre génération ne les a pas élevés comme ça quoi, tu vois ? Ils sont différents, ils n'ont pas leurs peurs, leurs parents n'ont pas un frère disparu, tu vois ? Ils sont ailleurs, je crois qu'ils sont même un peu purifiés de cette merde [...] Je vois par exemple mes amies qui sont déjà mères de gamins adolescents, elles les accompagnent de toute façon (à la manifestation ou à la barricade), elles sont proches tu vois ? Elles les regardent, parce qu'elles ont la peur, mais pas autant pour leur empêcher d'y aller, elles les laissent, mais certes la peur et la préoccupation sont là, parce qu'on a vu ça autrement, tu vois ? Plus agressif peut-être...(Sonia, activiste Villa Francia, 29 ans, 2011)

...non, non depuis petite j'ai appris à ne pas avoir peur de ce type des choses (répression de la police). Dès petite que j'ai appris à ne pas avoir peur d'eux (la police) parce que mon vieux m'a élevé avec cette mentalité, il a commencé à tout m'apprendre, je n'ai jamais eu peur de cette façon et jamais jusqu'à aujourd'hui. (Ana, 17 ans, lycéenne habitant à Villa Francia, 2011)

Finalement, un dernier aspect lié à la diminution de la peur fait référence à une *analyse rationnelle des situations* lorsque la peur symbolique disparaît. Surtout dans des situations où les jeunes se savent plus nombreux, protégés par l'anonymat, ou par le fait de ne pas pouvoir être incarcérés lorsqu'il s'agit de mineurs :

« Par exemple l'autre jour, j'étais dans une activité avec les gamins et je demande aux gamins si ça marchait leurs affaires - oui, les affaires marchent bien, là-bas il y a les flics, ils sont à côté d'un *zorrillo* – et un d'entre eux dit : - allez on va les attaquer si nous sommes plus – et j'ai regardé qu'ils étaient environ 30 et effectivement ils étaient plus : - allez on y va! – disent tous et ils ont fait reculer les flics [...] il n'y a pas de peur... » [...] Ils s'en fichent (de la police), en plus qu'ils comprennent ça si effectivement ils sont plus. Certainement, maintenant ce qu'ils ne comprennent pas c'est que si le flic se voit dépassé va prendre son arme de service, c'est ce qu'ils ne comprennent pas, parce qu'ils ne l'ont pas encore vu, ils ne l'ont pas vu, nous ont l'a vécu tu vois ? Le flic va le faire, s'il se voit coincé, il va le faire, alors je crois que c'est dans ce moment chacun...bon j'ai eu la responsabilité, de ceux qui ont un peu plus d'expérience, d'avertir également aux gamins... (Marcela, activiste Villa Francia 32 ans, 2011)

On peut signaler donc que la peur et la honte seraient les principales émotions de la domination, participant à ce processus chacune à différents degrés, moments et

---

<sup>234</sup> ELIAS N., *La civilisation...op. cit.*, p. 312

circonstances, toutefois elles sont indissociables. Ainsi dans ce processus de pacification et de sécurisation, la peur extérieure que génère la possibilité de l'agression diminue face à la peur intérieure du regard des autres, on observe aussi dans la société le passage des dommages fait par la violence physique vers les dommages créés par d'autres types de violences, structurelles ou symboliques. Comme Elias l'exprime : « la pacification entraîne aussi un changement de la sensibilité des hommes pour leur comportement dans les relations sociales. À mesure que s'atténue la peur de l'agression extérieure, on voit s'intensifier les craintes « intérieures », c'est-à-dire les craintes que les différents secteurs de l'homme s'inspirent réciproquement<sup>235</sup> ». Pourtant lors de processus de contestation les jeunes expérimentent les changements dans les perceptions d'autres acteurs face à la violence, cela permet un relâchement du contrôle social dont les jeunes ont profité pour passer vers des pratiques de plus en plus violentes comme celles observées pendant l'année 2011.

Les deux émotions que nous venons d'identifier et qui font partie des motifs structureaux des phénomènes de violence sont accompagnées par d'autres émotions, situationnelles et symboliques, lesquelles complètent l'explication émotionnelle de l'engagement à risque et de la violence en situation.

### ***3. L'engagement à risque des jeunes de quartiers populaires : une analyse à partir de la sociologie des émotions.***

L'objectif de ce troisième point sera de déterminer quel rôle jouent les émotions dans l'engagement à risque des jeunes populaires, c'est-à-dire quelle dynamique émotionnelle se met en place pour que de jeunes manifestants « typiques<sup>236</sup> » passent vers un activisme radical<sup>237</sup>, nous voudrions savoir comment s'organise cette dynamique, comment se construisent ces émotions, comment elles se déploient et disparaissent ou se transforment pour laisser la place à d'autres.

---

<sup>235</sup> ELIAS N., *Ibid.*, p. 271

<sup>236</sup> Par militant ou activiste typique, nous comprendrons celui qui s'investit dans un processus revendicatif ponctuel et dont l'investissement dure le temps que dure la vague contestataire et dont les répertoires d'action politique s'encadrent dans la légalité. Ce type de militantisme peut évoluer vers des formes plus ou moins durables, et avec l'utilisation de répertoires d'actions plus au moins risqués.

<sup>237</sup> Pour activisme radical, nous comprendrons, un militantisme centré sur des actions à haut risque qui défient l'ordre juridique établi, elles peuvent passer de simples coupures de routes, jusqu'aux affrontements armés, l'installation d'explosifs, etc.

L'hypothèse de cette partie propose qu'un passage vers des actions de plus en plus risquées au sein d'un processus d'engagement militant se trouve étroitement lié aux dynamiques émotionnelles qui se présentent dans chacun des acteurs engagés.

Afin d'illustrer nos analyses, nous avons travaillé avec un collectif de jeunes qui développe leurs actions entre deux *poblaciones* : VF et La *Población Santa Anita ex-Che Guevara*, nous avons complété ce travail avec la participation à des activités de lycées occupés du *Barrio Yungay*, un quartier du centre-ville connu pour ses nombreuses maisons « *okupas*<sup>238</sup> » et un fort activisme anarchiste. Une autre partie importante du travail ethnographique nous a portés à participer à des rassemblements du mouvement étudiant en 2011.

Étant donné que l'un de nos objectifs était de resituer l'engagement militant dans la trajectoire sociale, biographique et affective des jeunes populaires qui contribuent à construire des raisons de s'engager, nous nous sommes orientés vers un travail avec des récits de vie pour constituer notre corpus. En effet, et comme O. Filleule le signale : « il faut partir de l'idée que le militantisme doit aussi être compris comme activité sociale individuelle et dynamique<sup>239</sup> ». Une telle orientation exige l'intégration de la dimension temporelle à l'analyse. Nous avons utilisé de ce fait l'enquête rétrospective ou la reconstruction des itinéraires a posteriori.

Nous souhaitons voir le militantisme comme un processus ; comme l'explique H. Becker, l'analyse de l'engagement consiste à reconstruire « une succession de phases, de changements de comportements et de perspectives de l'individu<sup>240</sup> », lesquelles sont associées aux dynamiques émotionnelles vécues par les jeunes.

Nous voudrions cependant, avant de commencer l'analyse de cette évolution émotionnelle, clarifier qui sont les jeunes populaires chiliens et comment se produit leur engagement.

---

<sup>238</sup> L'*okupa* ou squat en français désigne l'installation dans un lieu pour y habiter sans l'accord du titulaire légal du lieu.

<sup>239</sup> FILLIEULE O., « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, volume 51, n° 1-2, 2001, p. 200.

<sup>240</sup> BECKER H., *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985, (Première édition 1963), p. 45-46

### 3.1. Les jeunes populaires et l'engagement politique

Pour commencer, nous essayerons de répondre rapidement à deux questions : qui sont les jeunes populaires au Chili ? Et comment se produit leur décision d'engagement dans des mouvements, collectifs ou groupes politiques ?

#### 3.1.1. La jeunesse populaire au Chili

Nous allons rappeler comment s'est construite la notion de jeunesse populaire déjà traitée amplement dans le chapitre préliminaire. La catégorie de « jeunes » est jusqu'à ce jour très mal caractérisée par les sciences sociales. Pendant longtemps les chercheurs chiliens qui ont travaillé sur cette catégorie l'ont trop souvent caractérisée comme un groupe unifié, avec des pratiques et des valeurs très homogènes. Cela n'est pourtant pas le cas, surtout pour ce qui concerne la catégorie que nous définissons comme « jeunes populaires ». Ainsi, et de manière immédiate, il devient nécessaire de reformuler toute une série de questions : Qui sont les jeunes ? Qu'est-ce que nous entendons par jeune populaire ? Et comment cette typologie de jeune populaire s'est construite ?

En effet, lorsque nos sociétés parlent de la jeunesse, elles font référence à plusieurs significations simultanément. Ainsi, la nomination au singulier de la jeunesse n'est pas telle, car ses signifiants sont divers et font référence à plusieurs images d'une même expression avec divers parlants. Le Sociologue Chilien K. Duarte<sup>241</sup> rend compte de quatre représentations qui nous approchent de la conceptualisation de la jeunesse chilienne actuelle.

Une première représentation, pouvant être la plus traditionnelle, définit la jeunesse comme une *étape de la vie*, durant laquelle les individus se préparent à arriver au monde adulte. Une deuxième représentation voit la jeunesse en tant que *groupe social* pouvant être classé à partir de certains paramètres, principalement l'âge. Une troisième représentation de la jeunesse fait référence à un certain ensemble *d'attitudes face à la vie*, par exemple lorsque nous parlons de la jeunesse, cela nous renvoie vers la joie, la santé, la modernité, la révolte ou l'innocence, etc. La dernière représentation expose la jeunesse comme la *génération future*, c'est-à-dire, comme ceux et celles qui dorénavant vont assumer les rôles des adultes, dont la société a besoin pour continuer sa reproduction.

---

<sup>241</sup> DUARTE QUAPPER K., *Discursos de resistencias juveniles en sociedades adultocéntricas*, Departamento Ecueménico de Investigaciones, San José, 2006.

Par ailleurs, A. Touraine dans l'article « *Juventud y democracia en Chile*<sup>242</sup> », signale que la jeunesse au Chili n'est pas une catégorie sociale, sinon une *construction culturelle et administrative*, une partie de l'image qu'une société a d'elle-même. Ainsi, pour lui, dans les données quantitatives qui sont utilisées pour ébaucher une image de la jeunesse chilienne se confondent de manière arbitraire des réalités assez diverses, en nous imposant ainsi l'image d'un jeune qui est une moyenne irréaliste de nombreux et divers types sociaux. Touraine parle donc de deux images principales que la société chilienne a de la jeunesse : tout d'abord, comme *instrument de modernisation*, et ensuite, comme un *élément marginal et dangereux*. Ce contraste correspond en partie à l'opposition entre la jeunesse de classe moyenne ou riche et la jeunesse appelée marginale ou en difficulté. Cette dernière, surtout l'urbaine, englobe de jeunes sans-emploi issus de familles détruites, des jeunes qui survivent grâce à des travaux intermittents et mal payés, qui sont prédisposés à la délinquance, la drogue, la précarité, etc. C'est la jeunesse qui pense qu'il n'y a pas de lieu pour elle dans une société où son développement est limité, pleine d'inégalités et d'exclusion.

Si à cette image de jeunesse dangereuse nous assignons une *composante politique* lorsqu'on se réfère à ses actions, c'est-à-dire lorsque la jeunesse marginale adhère à de *pratiques politiques conflictuelles* nous parlerons de jeunes populaires.

À partir d'une première approximation au concept de populaire au Chili<sup>243</sup>, comme nous l'avons vu lors des chapitres précédents, nous pouvons affirmer qu'il s'agit d'un groupe d'êtres humains qui possèdent deux caractéristiques génériques : premièrement, ils détiennent la *condition de pauvres*, c'est-à-dire qu'ils manquent de ce que les autres sujets appartenant à la même société possèdent et jouissent<sup>244</sup> ; deuxièmement, ce sont des groupes *dominés* dans un système social donné. Cette dernière condition fait référence à une relation sociale de caractère conflictuel qui permet donc la constitution de « sujets » populaires.

Concernant la relation sociale conflictuelle du sujet populaire, celle-ci se développe sur deux axes : le premier se déploie en termes de domination directe établie par la relation

---

<sup>242</sup> TOURAINE A., « *Juventud y democracia en Chile* », *Ultima Década* 008, Cidpa, 1997, pp. 71-87

<sup>243</sup> BAÑO R., « Los sectores populares y la política: Una reflexión socio-histórica », *Revista Política* N° 43, 2004. p. 36

<sup>244</sup> La condition de pauvre est une condition de carence, cependant cette condition est mesurée par rapport à une société historiquement située et non en termes absolus. Il y a une dimension relative de la pauvreté qui est établie dans chaque moment social. Cependant, dans l'actualité, il est difficile de parler des jeunes populaires vivant dans une situation de pauvreté extrême, car ils appartiennent pour la plupart aux couches moyennes, dotées d'un capital scolaire et parfois social élevé, mais économiquement précarisées.

de production capitaliste, « relation objectivement conflictuelle<sup>245</sup> » ; le second axe est exposé en termes d'exclusion générique du produit social, indépendamment d'une relation de production directe. Le premier axe décrit la relation de classe classique du système de production capitaliste industriel, néanmoins c'est dans le deuxième axe fondé sur les rapports sociaux d'exclusion et de mépris que nous trouverons les bases fondatrices du jeune populaire actuel et du type d'action politique qu'il exprime. Dans ces actions, s'observe un militantisme à risque de plus en plus progressif.

### 3.2. Les origines d'un engagement militant<sup>246</sup>

Il est possible de signaler que le militantisme est un processus subjectif qui s'encadre dans les rapports d'interdépendance de l'individu et de son environnement. Nous considérons donc l'action de devenir activiste comme un processus affectif et d'adaptation. En effet, les réactions affectives s'accompagnent d'une élévation du potentiel d'activité qui prépare le sujet à rechercher l'action la plus adaptée à ce qu'il perçoit, ou croit percevoir<sup>247</sup>. Dans le discours de jeunes militants, nous pouvons distinguer les signes qu'ils perçoivent dans leurs interactions au sein de la structure sociale : l'injustice, le mépris, les violences symboliques, etc. Par conséquent, l'activisme serait la réponse adaptative à la perception que les jeunes ont de la réalité.

Ces expériences ou rapports d'interdépendance avec l'environnement s'accompagnent de certains traits partagés par le groupe ou collectif au sein duquel l'individu s'est engagé (âge, sexe, nationalité, milieu d'origine, profession, type d'adhésion, compétences, etc.). La combinaison des expériences et des caractéristiques partagées peut donner d'innombrables formes, causes et conséquences d'un engagement militant, d'ailleurs comme le signale F. Dupuis-Deri, et comme nous l'avons aussi constaté au cours de nos entretiens, il n'y a pas un profil homogène de participants qui se cache sous la « cagoule noire<sup>248</sup> »<sup>249</sup>. Nous avons choisi des jeunes provenant de quartiers populaires, mais toujours avec une attention particulière aux différentes histoires qui se

---

<sup>245</sup> Ce qui correspond clairement à l'analyse marxiste, qui définit la relation capitaliste comme un rapport d'exploitation, donc, objectivement conflictuelle.

<sup>246</sup> Par engagement militant, on entend toute forme de participation *durable* à une action collective visant la défense ou la promotion d'une cause.

<sup>247</sup> TRAINI Ch., « Des sentiments aux émotions (et vice-versa) Comment devient-on militant de la cause animale ? », *Revue française de science politique*, Vol. 60, 2010, p. 337

<sup>248</sup> La cagoule noire est devenue le symbole distinctif des jeunes engagés dans des actions à risque, son utilisation suit les mêmes logiques que celle que nous pouvons observer chez le Black Blocs nés en Europe dans les années 1980.

<sup>249</sup> DUPUIS-DERI F., « Penser l'action directe des black blocs », *Politix*. Vol. 17 – n° 68/2004, p 86.

tissent parmi eux, aux familles de provenance, plus ou moins engagées politiquement, qui ont subi plus ou moins fortement la dictature militaire. Parmi ces jeunes, il y a des universitaires, secondaires ou bien des chômeurs et travailleurs précaires. Les trajectoires sont diverses, cependant nous retrouvons des espaces de connexion, où ces vies se sont croisées.

Par ailleurs, c'est au cours de l'enfance et de l'adolescence, comme l'indique A. Muxel, que se réalisent les premières acquisitions politiques. En effet, au cours de la période de construction de l'identité politique dans les années de jeunesse se confrontent les valeurs reçues et pour une part idéalisées au cours de l'enfance et les valeurs directement expérimentées par l'individu lorsqu'il entre progressivement dans l'état adulte. Au cours de cette période se produit un réajustement de la socialisation familiale, celle-ci peut se faire à travers la réappropriation de la filiation politique familiale existante – lorsque celle-ci est présente, et c'est le cas le plus fréquent –, d'un changement d'orientation ou d'une mise en éclipse<sup>250</sup> des choix préexistants. L'individu induit de fait, au cours de cette période, une plus grande vulnérabilité politique<sup>251</sup>. Et c'est sous cette « vulnérabilité politique » que nos jeunes font un choix, décident une orientation parmi l'échiquier politique, comme le signale A. Muxel : « l'énonciation même d'un choix définit la reconnaissance objectivée et intériorisée par le sujet d'une forme première de compétence et d'une sorte de légitimation initiale de son droit d'expression<sup>252</sup> ». C'est à partir de cette légitimation que certains d'entre eux commencent leur militance. Et c'est au cours de cette militance que certains jeunes – les plus engagés – en viennent à une critique de l'État et défient son autorité, chose qui les éloigne de pratiques politiques institutionnelles pour passer vers une organisation dans des collectifs<sup>253</sup> afin de retrouver une liberté dans leur action et de revendiquer la radicalité de leurs méthodes.

Nous pouvons certes parler chez les jeunes étudiants, d'un militantisme « à la carte », c'est-à-dire d'une forme d'engagement où chacun s'implique « différemment usant

---

<sup>250</sup> Par mise en éclipse Anne Muxel entend l'existence d'un héritage tacite dont la réappropriation est peu ou pas revendiquée et à propos de laquelle les choix de l'individu ne sont pas clairement formulés.

<sup>251</sup> MUXEL A., « L'âge des choix politiques. Une enquête longitudinale auprès des 18-25 ans », *Revue française de sociologie*, 1992, N° 33-2, p. 234

<sup>252</sup> *Ibidem*, p. 247

<sup>253</sup> Les collectifs sont des espaces de participation politique non-institutionnalisés, qui envisagent l'action politique comme action culturelle, ses buts ne se dirigent pas vers la conquête du pouvoir, sinon vers des thématiques proches de la quotidienneté et des luttes sectorielles, dont la dimension revendicative se voit déplacée des aspects matériels, économiques et productifs vers le culturel, symbolique et identitaire. Cette logique a favorisé la participation des jeunes populaires qui se sentent plus attirés pour une participation au sein de leur communauté, sans hiérarchies ni dirigeants.

à sa guise des services et des mobilisations ponctuelles<sup>254</sup> ». Chacun consacre le temps qu'il veut au collectif. On peut entrer et sortir librement dans le collectif sans qu'il y ait le sentiment d'une trahison. Et cela s'adapte mieux aux changements constants dans la vie des jeunes, où ils peuvent s'engager dans des relations affectives, changer de quartier, et même essayer de nouvelles activités passant de l'action directe violente à la *batucada*<sup>255</sup>, à la peinture murale ou aux danses traditionnelles. Mais dans tout ce monde-vie, qu'est-ce qui unit ces jeunes ? Un même âge, des origines sociales et géographiques similaires, des événements marquants similaires, des chocs émotionnels similaires, etc. En effet, ce que nous observons, c'est que les relations qui unissent les différents membres du collectif sont donc bel et bien de l'ordre de l'affinitaire : c'est avant tout un groupe d'amis, voire un « entre-soi » et c'est une des raisons qui explique pourquoi les émotions et leurs dynamiques peuvent rendre compte de l'origine, la permanence et l'évolution des jeunes vers un militantisme radical.

### **3.3. L'activisme radical<sup>256</sup> et la jeunesse populaire : construction d'une dynamique émotionnelle**

Comme nous l'avons introduit précédemment, l'action de devenir activiste peut être considérée comme un processus affectif et d'adaptation. Ce simple constat démontre le caractère bien peu fondé de cette opposition classique entre les affects et l'activité rationnelle. En vérité, la « fonction adaptative » des réactions affectives consiste à introduire une rupture, un signal, au sein des processus cérébraux de traitement des informations, et c'est, afin de conduire le corps à réagir selon des modalités plus appropriées à la situation<sup>257</sup>.

Les effets de notre adaptation à ces situations peuvent être brefs ou bien longs et persister tout au long de notre vie, ce sont ces expériences affectives répétitives ou traumatiques qui dotent donc les individus d'un « tempérament<sup>258</sup> ». En d'autres termes, si certaines sensibilités se révèlent « idiosyncrasiques », c'est-à-dire liées à une succession

---

<sup>254</sup> ION J., FRANGUIADAKIS S., VIOT P., *Militer aujourd'hui*, CEVIPOF, Paris, Autrement, 2005, p. 59

<sup>255</sup> La batucada est un genre de musique avec des percussions traditionnelles du Brésil dont les formules rythmiques en font un sous-genre de la samba. Par extension, on utilise le terme de *batucada*, pour désigner un groupe de musiciens pratiquant ce genre musical. Dans les derniers processus de contestation la batucada accompagne la plupart de défilés, nombreux collectifs pratiquant ce type d'activités se sont développés à partir des années 2000 au Chili.

<sup>256</sup> On utilisera indistinctement les concepts d'activiste et de militant radical.

<sup>257</sup> TRAÏNI Ch., « Des sentiments aux émotions (et vice-versa) Comment devient-on militant de la cause animale ? », *op. cit.*, p.337

<sup>258</sup> Le tempérament est la prédisposition de l'être humain à privilégier certaines manières de sentir et agir face à certains types de situations.



singulière d'expériences toutes personnelles, d'autres apparaissent plus communément partagées au sein de l'environnement social des militants.

Le problème surgit lorsqu'on combine des expériences affectives et des caractéristiques partagées, car elles peuvent donner d'innombrables formes, causes et conséquences d'un engagement militant. On utilisera donc trois typologies distinguées par M. Felices Luna, lors de son étude sur l'engagement paramilitaire dans la lutte armée des femmes en Ulster et au Pérou<sup>259</sup>. Celles-ci ont été déjà utilisées pour parler dans le chapitre 3 des militants de groupes subversifs. Ces trois formes plus ou moins classiques de carrières militantes se trouvent à l'intérieur du mouvement étudiant de manière pure ou combinée dans les récits de jeunes et dans l'analyse des situations observées.

Une première forme sera donc un processus d'entrée par vocation résultant d'une prise de conscience soudaine de conditions d'inégalités ou d'injustice alimentées par le « système » en place et qu'il faut combattre<sup>260</sup>. On peut trouver cette forme dans les récits suivants :

Pffff...impuissance au maximum, impuissance, car beaucoup de personnes n'ont rien et d'autres ont tellement et ils veulent avoir encore plus...l'ambition...donc ce qui me motive est l'impuissance et la rage [...] Je suis d'accord qu'ils se fassent (des actions violentes), moi pour commencer, je ne crois pas dans les choses pacifiques, je pense qu'à ce niveau, on n'a rien obtenu avec les actions pacifiques, la formule de l'exercer, c'est avec la violence, c'est l'unique manière, parce que sinon, on n'obtient rien et oui...(rires) généralement j'exerce cela, la violence. Et dès petite aussi, depuis les 11 ou 12 ans, j'ai commencé à sortir aux manifs, toute seule ou avec des amies. (Ana, 17 ans, lycéenne habitant à Villa Francia, 2011)

Cette dynamique observée chez certains jeunes s'accompagne souvent du partage d'un passé familial militant, où l'environnement et les discours politiques qui les entourent les poussent, d'après leurs récits, à suivre ce chemin, c'est la situation caractéristique de VF :

Je crois que pour moi c'était plus simple de me rendre compte de tout cela parce que je viens d'une famille qui m'a élevé de cette manière, alors je suis née avec cette pensée [...] Par exemple, mon père était toujours là, attentif, il m'emmenait à certains endroits, à *campamentos*<sup>261</sup>, il me faisait voir la réalité des personnes, pas seulement ce qui sortait dans la télé ou ce qui montrent dans plusieurs endroits, qui montrent un monde de roses, il m'a montré une autre réalité, la partie B de la vie. (Ana, 17 ans, lycéenne habitant à Villa Francia, 2011).

---

<sup>259</sup> FELICES LUNA M., « Déviance et politique : la carrière des femmes au sein de groupes armés contestataires », *Déviance et société*, vol. 32, n° 2, 2008, pp. 163-185

<sup>260</sup> *Ibidem.*, p.167

<sup>261</sup> *Campamento* est le nom donné aux bidonvilles au Chili, ils sont nés généralement d'une occupation illégale d'un terrain où se construisent des habitations en matériau léger et qui manque au minimum d'un des services basiques tels que l'eau, électricité, ou traitement de déchet et épuration d'eaux (cf. *chapitres 1 et 2*)

Une deuxième forme d'engagement est le processus d'entrée circonstancielle, où l'entrée s'opère à travers le constat d'une injustice, mais sans réelle volonté activiste, répondant à des circonstances aléatoires les poussant presque par accident dans une organisation de type clandestine. Ce type d'engagement est observé chez les jeunes élèves du secondaire, ceux-ci ne partagent pas une histoire familiale ou communautaire militante, mais ils se sont retrouvés dans les vagues de protestations avec leurs camarades de classe et leurs amis. La plupart d'entre eux ont été influencés par le mouvement appelé « pingouin<sup>262</sup> » de l'année 2006 :

Bon, la première fois que je me suis mis dans ce truc des organisations d'étudiants et ce type de choses fut en 2006, j'étais au collège, j'étais en huitième de primaire (quatrième de collège), et je venais voir ici (lycée Amunategui), parce que c'est proche de chez moi, aux mecs de l'Amunategui. Je faisais aussi la manche pour les mecs d'un autre lycée qui était occupé, qui était proche de chez moi, c'était l'Hosanna, on leur apportait de la nourriture, on s'organisait avec quelques camarades qui étaient en primaire. Bien que cela était le minimum, mon apport minimal pour cette révolution (le mouvement pingouin est appelé couramment « *la revolucion de los pinguinos* ») et en 2007 c'est arrivé...bon ils ont essayé de relever encore une fois le mouvement, mais c'était un peu évanoui et de toute façon j'étais perdu, c'est-à-dire je ne participais à aucune organisation comme la *Jota* (jeunesse communiste) ou les *trotskos* (trotskistes) que toujours te mettent dans son truc quoi. Mais non, ça ne m'attirait pas. Bon l'année 2008 quand j'étais en deuxième année de secondaire (troisième secondaire), je continuais à participer activement aux marches dans la protestation, mais de loin, en 2009, troisième année de secondaire, si en 2009 la même chose qu'en deuxième année, déjà en 2010 j'ai commencé à lire un peu plus et connaître de quoi s'agissait quoi, que ce n'était pas seulement...que notre lutte n'était pas seulement par des réformes et elle allait plus loin des réformes, parce que bien que l'éducation accompagne l'économique, le sociale, notre lutte inclut tout un système et à la fin prend tout et l'éducation est la part la plus petite dont on peut penser en ce moment comme *poblador*, comme étudiant et comme révolutionnaire. En 2010 je me suis investi complètement, parce que sont arrivées les occupations, il y a eu des essais, c'est-à-dire, ici même, ce lycée a été occupé, mais cela durait très peu, mais on l'occupait trois ou quatre fois, on était des étudiants organisés ici... (Miguel, jeune activiste d'un mouvement guévariste, 19 ans, 2011).

Dans cet extrait nous pouvons pourtant distinguer certains éléments qui participent de l'engagement, qui n'est pas si accidentel que cela peut sembler. La proximité à des endroits ou des événements incitent la pratique d'une activité militante, cette pratique est en effet construite progressivement durant des années, ainsi lorsqu'un nouveau processus de contestation réveille à nouveau le militantisme, les jeunes se trouvent largement disposés à l'engagement.

Finalement, une troisième forme est celle d'un processus d'entrée sous contrainte où l'actrice ou acteur violent le devient par nécessité, par obligation de survie personnelle ou familiale ou tout simplement par pression sociale lorsque l'inaction deviendrait plus

---

<sup>262</sup> Dans ce mouvement, appelé pingouin en référence aux uniformes des élèves au Chili, les lycéens sont les acteurs principaux. Il signale un moment de changement dans la manière de faire face aux conflits par les jeunes.

coûteuse que l'action violente elle-même<sup>263</sup>. Ainsi, dans certains récits nous observons cette pression sociale :

...pour cette raison, parce mon père a commencé à m'inculquer cela, mon père a commencé à m'extraire de la réalité où j'habitais et me montrer la réalité que finalement est la vraie, c'est la partie que très peu des gens voient. (Ana, 17 ans, lycéenne habitant à Villa Francia, 2011).

Le premier et troisième type d'engagement militant est en effet proche de ce que l'on a observé à VF : effectivement, la distance entre un processus par vocation et un processus sous contrainte est parfois faible, et ce que le jeune assume comme une vocation est né quelquefois sous la contrainte :

La Villa (Francia) m'a...bon je grandis ici, c'est l'endroit qui m'a presque tout appris, très peu de choses je les ai apprises ailleurs, j'ai apprises dans les *campamentos*, j'ai connu des torturés, des gens qui sont restés très mal après l'époque de la dictature, j'ai vu un tas des gens souffrir alors cela m'a commencé...m'a converti en quelqu'un comme ça, tu vois ? (Ana, 17 ans, lycéenne habitant à Villa Francia, 2011).

En effet, un activiste issu de VF porte sur ses épaules une histoire de quartier, où il y a un symbolisme fort : des martyrs de la dictature, des commémorations de ces martyrs, des activités qui rappellent constamment ce passé, c'est une communauté qui exerce un travail de mémoire fort et qui encourage un militantisme radical avec la formation politique formelle et informelle de ses jeunes :

Oui, j'ai connu un tas de gens comme ça, et je connais encore, et...c'est fort de voir comment ces gens...ils se sont passés tellement d'années et ils continuent à souffrir à cause de cela, en fait je crois que ce chagrin jamais ne disparaîtra parce que c'est horrible de perdre un membre de la famille et non par quelque chose d'accidentel, mais le perdre pour quelque chose comme cela (la dictature)...quand ils l'ont maltraité, l'ont fait souffrir et ensuite ils l'ont tué, non je crois que cela est terrible et c'est comme impardonnable, c'est-à-dire que l'on va rester toujours avec cette rancune envers celui qui l'a fait ou envers celui qui l'a demandé, envers celui qui a demandé de les tuer...(Ana, 17 ans, lycéenne habitant à Villa Francia, 2011).

Après avoir identifié ces typologies des militantismes, on peut se demander: quels aspects émotionnels partagent ces différentes formes d'engagement ? Et ensuite quels sont les objectifs qui mènent les jeunes étudiants à devenir militants des groupes radicaux ?

Qu'est-ce que l'on retrouve ? D'abord et suivant la typologie utilisée par J. Jasper, nous retrouvons dans leurs récits des « chocs moraux<sup>264</sup> », un des premiers aspects en

---

<sup>263</sup> *Ibid.*, pp. 167-169

<sup>264</sup> Par l'expression *choc moral*, James Jasper désigne un type d'expérience sociale qui s'inscrit en amont de l'engagement pour une cause et qui se caractérise par quatre traits complémentaires. 1. Il résulte d'un événement inattendu ou d'une modification imprévue, plus ou moins brusque, de l'environnement des

commun dans les formes d'engagement militant signalées auparavant, ils représentent souvent le premier pas vers le recrutement dans un mouvement social<sup>265</sup> et même si les chocs moraux ne changent pas les valeurs inhérentes de la personne, ils les clarifient et les amplifient<sup>266</sup>. D'après J. Jasper, ils arrivent lorsqu'un événement inattendu ou information éveille l'indignation chez une personne en l'inclinant vers une action politique<sup>267</sup>. Le déclencheur peut être un événement public ou une expérience personnelle, il peut être soudain ou annoncé. L'information ou l'événement aident à une personne à penser sur ses valeurs les plus profondes et de voir comment le monde diverge d'eux d'une façon importante<sup>268</sup>. Au cours de nos entretiens, on a pu observer une série d'événements causant l'engagement militant, parfois plusieurs, dans chacun des jeunes interviewés, néanmoins il y a des différences entre les jeunes participants du mouvement étudiant et ceux de VF. Pour les premiers dans leur récit, l'événement déclencheur est souvent un fait récent et lié à une expérience de violence politique qui réveille en eux la camaraderie ou la rage :

...mmm...le 3 et 4<sup>269</sup>, pendant la grève nationale, cela m'a fait sentir que c'était bien ce que l'on faisait, que ce n'était pas seulement nous, il y avait plus de 50 barricades, tu vois ? Et toutes avec son pamphlet, on générerait une conscience quoi ! (Miguel, jeune activiste d'un mouvement guévariste, 19 ans, 2011)

Pour les jeunes de VF, ces événements étaient souvent des souvenirs d'enfance, avec un récit moins précis, mais dont la dimension émotionnelle est beaucoup plus développée ; nous les retrouvons dans deux récits, qui diffèrent quant à l'âge des jeunes :

---

individus. 2. Il implique une réaction très vive, viscérale, ressentie physiquement parfois même jusqu'à l'écoeurement, la nausée, le vertige. 3. il conduit celui qui y est confronté à jauger et juger la manière dont l'ordre présent du monde semble s'écarter des valeurs auxquelles il adhère. 4. Enfin, cette expérience sociale suscite un sentiment d'épouvante, de colère, de nécessité d'une réaction immédiate, qui commande un engagement dans l'action, et ce, en l'absence même des facteurs favorables généralement soulignés par les théories de l'action collective.

<sup>265</sup> JASPER J., "The Emotions of Protest: Affective and Reactive Emotions In and Around Social Movements", *op. cit.*, p. 409

<sup>266</sup> JASPER J., "Emotions and Social Movements: Twenty Years of Theory and Research", *op. cit.*, p.9

<sup>267</sup> JASPER J., *The Art of Moral Protest: Culture, Biography, and Creativity in Social Movements*. Chicago: University of Chicago Press.

<sup>268</sup> JASPER J., "The Emotions of Protest : ...", *op. cit.*, p. 409

<sup>269</sup> Le 3 et 4 août 2011 eut lieu la première grève nationale liée aux problèmes de l'éducation, pour la journée du 4 étaient prévues deux marches d'étudiants, le matin les secondaires et l'après-midi les universitaires, cependant les deux activités ont été interdites par les autorités. Les étudiants sont arrivés de toute façon ce matin à l'endroit accordé pour commencer la marche, mais ils ont été rapidement réprimés par la police. Cela a provoqué la dispersion des étudiants dans différents points de la ville où ils ont commencé à faire des barricades et à s'affronter violemment avec la police. La presse informait plus de 50 points de désordres seulement dans le centre-ville, à la fin de la journée il y a plus de mille détenus. Cet événement a été signalé plusieurs fois par les jeunes comme une journée où ils se sont rendu compte de la nécessité de se battre pour obtenir des résultats, que la police était son ennemi et qu'ils étaient nombreux et forts pour faire face à la répression.

Bon vers 7 ans je commence à sortir dans ce type de chose, à aller dans les bidonvilles, on allait avec mon père, on sortait et on faisait des *ollas comunes*<sup>270</sup>. J'ai connu beaucoup de gens quand j'étais petite, je jouais avec les enfants, depuis petite j'ai aimé participer à ce type d'activités « extra-programmatiques »... (Ana, 17 ans, lycéenne habitant à Villa Francia, 2011)

« Il y a eu une occasion en particulier que je n'ai pas pu oublier, j'avais, attends quand j'étais en primaire, j'étudiais ici à côté, très proche de Quinta Normal (Commune du secteur ouest de Santiago), et j'avais des camarades de l'école qui habitaient où se trouve aujourd'hui la route qu'ils ont faite à General Velasquez. Là-bas il y avait avant un bidonville et j'avais 4 camarades qui habitaient là-bas, ils étaient des cousins entre eux tu vois ? Et bon il est arrivé le moment, je ne me suis même pas rendu compte quand ils ont été chassés pour construire ce truc tu vois ? Alors j'avais beaucoup d'amis qui vivaient dans ce type de circonstances et ces situations si l'on peut dire de violation étaient quotidiennes à ce moment-là, donc je crois que cela a été un thème qui m'a marqué dans mon engagement... » ... (Sonia, activiste Villa Francia 29 ans, 2011)

En effet, ces chocs dépendent de motifs et affects préexistants qui canalisent l'interprétation de l'annonce ou révélation. Ces jeunes, comme on l'a déjà signalé, ont vécu des expériences affectives et possèdent des traits particuliers qui deviennent le ciment d'où émergera le choc moral qui sera déclencheur de leur parcours militant. Pourtant, la mise en récit d'un choc moral ne suffit à prouver ni que les sentiments décrits furent ceux réellement ressentis, ni la possibilité de les ériger au rang de facteur explicatif de l'engagement, car les sentiments passés ne subsistent, au sein des formes nouvelles qui les recouvrent, qu'au titre de traces résiduelles et infimes, il nous faut ainsi d'autres signes.

Le processus d'encadrement est le deuxième aspect commun aux processus d'engagements. La psychosociologue M. Andrews<sup>271</sup>, qui a collecté et analysé la biographie de militants socialistes britanniques ayant commencé à militer dans les années 1930 et ne s'étant jamais interrompus jusqu'aux années 1980, identifie trois influences majeures dans la formation de leur conscience politique : des *stimuli* intellectuels (ouvrages, films, éducation informelle), le rôle d'organisations très visibles (organisations de jeunesse, syndicats, collectifs...) et celui d'individus identifiables. Nous observons donc deux éléments liés aux émotions : le processus de formation qui se développe au sein des organisations (formelles ou informelles) et l'existence d'un tuteur.

---

<sup>270</sup> Les *ollas comunes* sont des repas populaires, bien qu'ils aient toujours existé, leur réalisation devient habituelle principalement dans la période d'ajustement structurel au début des années 80 et jusqu'en 1986. Cette période a été marquée par la pauvreté et le chômage, l'organisation de ces repas était à la charge des femmes, lesquelles avec l'église et d'autres organisations sociales essayaient de faire face au problème de la faim dans les quartiers populaires. Avec le temps même si les besoins alimentaires ont été comblés cette pratique est reprise et utilisée lors des activités culturelles ou politiques dans les quartiers populaires sous le nom de *porotadas* (haricots) ou *tallarinas* (spaghettis).

<sup>271</sup> ANDREWS M., *Lifetimes of Commitment: Aging, Politics, Psychology*, Cambridge University Press, May 31, 1991.

Concernant le premier élément, nous pouvons repérer au cours des formations une série de dispositifs de sensibilisation tels que les séminaires d'études politiques, la distribution de pamphlets politiques, de documentation, la réalisation d'activités de propagande avant et pendant les manifestations, et la réalisation d'activités dirigées aux enfants de la communauté comme les *batucadas*, les peintures murales ou des activités sportives. Les séminaires et les activités plus formelles de formation se sont déroulés principalement pendant les occupations de lycées, et c'est seulement à la suite de ces activités qu'il était possible de recruter des jeunes qui postérieurement allaient travailler avec des enfants dans des activités plus communautaires. Ces activités servent à la formation et au recrutement de nouveaux militants et sont normalement coordonnées par les jeunes que nous dénommons « tuteurs ».

La formation entraîne cependant une série d'autres dispositifs, dont la discipline qui devient un point important dans le discours des jeunes et un point de reconnaissance de la qualité de l'engagement :

Le compromis tu le gagnes avec l'expérience, la lecture, tout ce que tu vis, bon c'est ça qui se passe avec moi tu vois ? J'étais quand même très irresponsable et j'ai changé quand j'ai commencé à savoir plus. Je crois que quand tu sais plus tu as plus de responsabilités et c'est cohérent avec ce que l'on croit. (Diego, 19 ans, jeune activiste d'un mouvement guévariste, 19 ans, 2011)

La discipline contrôle en plus certaines émotions comme la peur ou la panique qui paralyse l'action, ou le désir de consommer drogue ou alcool lors d'une occupation, etc. :

Je pense que c'était bien d'avoir été si stricts en ce sens, si assommants, même moi j'étais accusé d'autoritaire et tout un tas de choses, pour empêcher de boire de l'alcool dans l'occupation, mais finalement ça a été bien, très bien, il faut avoir de la discipline pour certaines choses, même si les autres n'aiment pas...parce que l'on voulait avoir un rapport avec les voisins et l'on ne pouvait pas l'obtenir si les gens allaient boire là-bas...comment tu pourrais inviter les enfants regarder les bouquins quand il y a l'odeur de l'alcool, je ne trouvais pas de sens à cela. (Pablo, 19 ans, jeune activiste d'un mouvement guévariste, 19 ans, 2011).

Finalement nous observons la formation de dynamiques de groupe, fondamentales pour donner durabilité à tout mouvement, par exemple donner ou choisir sa *chapa* (surnoms), couper le lien avec d'autres groupes, générer certains rites pendant les réunions, etc. Nonobstant, pour réussir la formation il faut que quelqu'un la dirige, le deuxième élément observé est donc l'existence d'un tuteur qui permet l'entrée et s'occupe de la formation des jeunes.

À VF, ce rôle était rempli par les deux interviewés les plus âgés (entre 25 et 32 ans), qui étaient aussi les plus engagés et les plus idéologisés (marxistes) et qui avaient participé activement ou avaient connu les deux dernières périodes de violence politique dans leur carrière militante<sup>272</sup>. Ce rôle est ensuite délégué en fonction de l'ancienneté dans le groupe aux autres participants plus jeunes, la carrière est, en effet, progressive et dépend d'un effet d'instruction produit par le contexte politique et social et par l'investissement affectif de l'acteur dans son rôle. Comme l'indiquent Snow et Machalek : « L'existence d'un lien positif et interpersonnel avec un ou plusieurs membres du groupe peut fonctionner comme un canal d'information ; elle accroît la crédibilité des appels (à la militance) et intensifie la pression pour rendre acceptables ces appels et les pratiques qui leur correspondent. Il n'est pas surprenant dans ces conditions que la conversion soit improbable en l'absence de liens affectifs<sup>273</sup> ».

Dans les quartiers populaires et à VF en particulier, les tuteurs sont des leaders du quartier et utilisent un certain type de « travail des émotions » : ils interagissent jour après jour avec les habitants afin de construire des loyautés émotionnelles, nécessaires pour persuader plus tard à l'action dans des circonstances dangereuses. Quand la police les suit, ils peuvent rentrer dans n'importe quelle maison de la *población*, les parents des enfants ont confiance en eux pour contrôler la situation, et c'est à eux que les habitants s'adressent s'il y a un problème pendant les manifestations de rue.

Dans le cas des lycées occupés, la dynamique est différente. Même si les lycéens originaires de quartiers populaires plus politisés commandaient les actions de formation, la logique à l'intérieur des occupations était beaucoup plus horizontale, avec une orientation inspirée de la mouvance libertaire. Et, même si la lutte de classe reste une référence importante dans le discours des jeunes, le marxisme qui orientait les actions des étudiants

---

<sup>272</sup> Les deux périodes correspondent à deux types de violence politique avec des caractéristiques et logiques différentes. Le premier type se développe entre l'arrivée de la démocratie et la fin des années 90 et se dilue complètement à l'arrivée des années 2000. Cette violence suit la même logique de la violence politique en dictature, avec des actions dangereuses et planifiées, l'utilisation d'armes et les attentats étaient les principaux instruments et les militants étaient principalement des adultes bien entraînés. Néanmoins les groupes deviennent moins nombreux et moins idéologisés, de ce fait la frontière entre violence politique et grande délinquance se dilue. Ces groupes cherchaient l'obtention de gains stratégiques en termes politiques et économiques avec des actions comme vols de banques, séquestration d'hommes d'affaires et l'assassinat d'hommes politiques, leurs actions provoquaient une grande commotion sociale. Ils participaient rarement à des manifestations massives en tant que militants d'un groupe. L'autre type que nous analysons actuellement commence en 2006 avec les mobilisations des étudiants secondaires (révolution des pingouins), cette violence est moins dangereuse, plus massive, et surtout effectuée principalement par des jeunes en âge scolaire (14-20 ans), elle est moins idéologisée, leurs objectifs sont plus diffus et la préparation des actions presque inexistante. C'est-à-dire que nous sommes face, surtout, à une violence politique populaire collective et spontanée.

<sup>273</sup> SNOW D., MACHALEK R., "The Sociology of Conversion", *Annual Review of Sociology* 10, 1984, p.183.

dans les années 1980 et 1990, avec sa verticalité et ses contraintes laisse la place à un anarchisme qui s'adapte mieux aux logiques de collectifs, de porte-paroles et de démocratie directe que les lycéens appliquent dans les occupations, nous analyserons toute cette évolution dans le chapitre suivant.

Un troisième aspect qui approche les jeunes vers des actions de plus en plus risquées est constitué par les « mécanismes culturels d'apprentissage et de valorisation de comportements agressifs ». A. Bandura signale qu'une culture peut produire des personnes hautement agressives tout en maintenant un faible niveau de frustration, en valorisant les performances agressives, en fournissant des modèles d'achèvement de type agressif, en assurant à ceux qui recourent à des actions agressives des gratifications ou des récompenses<sup>274</sup>. De ce point de vue, VF avec ses nombreux martyrs et ses activités de commémoration est un terrain propice (*cf. chapitres 2 et 3*), pour la valorisation des actions radicales. Ainsi durant chaque activité de commémoration, il y a toute la communauté qui s'organise pour qu'à la fin de la journée se produisent des affrontements contre la police. Le voisin qui possède un camion le prête pour aller chercher les pneus qui seront utilisés pour faire les barricades, la voisine de l'épicerie prête son jardin pour stocker ce matériel, et les mères restent toujours attentives à ce que la police ne s'approche pas trop de leurs enfants (jeunes cagoulés) avant de devenir des boucliers en s'interposant devant la police afin d'éviter l'arrestation de leurs enfants.

Dans le cas des lycées occupés, les jours de grève ceux-ci sont devenues de vraies tranchées, où le lycéen le plus audacieux, celui qui arrive à viser le char de police avec un cocktail Molotov ou qui intercepte une bombe lacrymogène pour la renvoyer à la police est acclamé par ses camarades. Toutes ces actions qui, avant les mobilisations, pouvaient être condamnées, sont acceptées et même renforcées. Ces mécanismes culturels nous rappellent que les émotions ne peuvent pas être sérieusement étudiées sans prendre en compte l'ordre moral de chaque endroit où elles se sont produites<sup>275</sup>.

Cet ordre moral régit aussi la construction de stratégies une fois qu'un mouvement est lancé, le choix des tactiques n'est rien moins qu'un procès de sélection entre moyens neutres. C'est un processus chargé de valeurs esthétiques, éthiques et politiques, qui charrie de forts investissements affectifs. Mais les « goûts tactiques », comme l'entend

---

<sup>274</sup> BENDURA A., *Aggression. A social learning analysis*, Englewood Cliffs: Prentice Hall, 1973, p. 59.

<sup>275</sup> HARRÉ R., « An Outline of the social constructionist viewpoint », in HARRÉ R. (ed.), *The Social Construction of Emotions*, Oxford, Basil Blackwell, 1986, p. 6



Jasper, sont également liés à des engagements éthiques, comme le signalent les jeunes : « nous sommes attachés aux principes démocratiques de l'égalité et de la liberté » ou « la violence est l'unique moyen ».

On identifie ensuite une série d'émotions couramment appelées « liens affectifs ». Ils sont des engagements positifs ou négatifs que nous avons envers d'autres individus, des lieux, des idées et des choses<sup>276</sup>, comme l'amour, la haine, le respect ou la confiance qui normalement persistent dans le temps. En effet, on ne s'organise pas simplement pour atteindre des intérêts matériels, sinon que pour aider ceux que l'on aime ou punir ceux que l'on déteste :

Bon, depuis petite, j'ai commencé à avoir la haine contre la police, tu vois ? Et ce n'était pas pour ce que les gens me racontaient sinon pour ce que j'ai regardé, pour les agressions que j'ai vues envers les personnes, pour le traitement qu'ils nous donnent en fait la manière dans laquelle on vit aussi, l'inégalité, tout quoi ! (Ana, 17 ans, lycéenne habitant à Villa Francia, 2011)

Ces liens sont aussi la source des « loyautés ou engagements affectifs » qui se complémentent finalement avec les « émotions morales », qui sont des sentiments d'approbation ou réprobation, fondés sur des principes ou intuitions moraux, comme la honte, la culpabilité, la fierté, l'indignation et la compassion se trouvant à chaque instant au cours d'un mouvement de contestation et de protestation.

Or, depuis le début de cette analyse, nous avons signalé que les émotions sont motivées par des objets ou par des objectifs. Ainsi et à la suite d'une analyse des caractéristiques émotionnelles de l'activisme radical, nous essayerons d'identifier quels sont les principaux objectifs qui poussent un jeune à l'engagement.

J. Jasper dans un travail sur l'engagement stratégique catégorise dans cinq grandes typologies les objectifs humains : réputation, sentiment d'appartenance, sensualité, impact sur le monde et curiosité. Il a observé agir tous ces objectifs dans différents mouvements sociaux et a observé comment les émotions s'articulent avec eux. Nous essayerons donc d'articuler les aspects émotionnels que nous avons identifiés dans le mouvement étudiant et afin de déterminer comment ils participent à la carrière militante de jeunes activistes.

La « réputation » est une des plus communes des motivations humaines, elle peut concerner l'honneur, la fierté ou la reconnaissance. En ce qui nous concerne, deux des émotions morales nous semblent importantes dans l'analyse de cet objectif : la fierté et la

---

<sup>276</sup> *Idem.*

honte. Ainsi une grande quantité des mouvements de protestation mettent en place des efforts pour transformer la honte en fierté. L. Britt et D. Heise signalent l'émergence de la fierté suite à un processus d'activation des émotions, ainsi on change la honte par la peur et ensuite par la rage pour finir avec un sentiment de fierté.<sup>277</sup> Dans le cas du mouvement étudiant, on observe comment les lycéens issus des milieux populaires passent d'être un groupe stigmatisé à l'intérieur du mouvement de contestation, surtout par les étudiants, enclin à cette émotion morale nommée honte, vers la fierté suite à un processus de construction d'identité collective. Au cours du processus de mobilisations, ce sont eux qui arrivent à vaincre la peur des institutions, autorités et normes de contrôle sociales, tout d'abord avec une rage presque aveugle envers les symboles des monopoles du pouvoir (État, police, banques, centres commerciaux, etc.), ensuite avec la revendication de symboles comme la cagoule et avec des discours qui appellent à la « guerre sociale ». Ainsi, la vengeance peut devenir un objectif central pour le groupe en question et une conséquence de cette nouvelle fierté est observable avec les attaques aux médias, les sièges de partis politiques, des municipalités de droite, bref l'attaque à tous ceux qui, directement ou indirectement, délégitiment leurs revendications et les méprisent quotidiennement.

Un deuxième objectif est le sentiment d'appartenance et d'identification à un groupe. Cette nécessité humaine basique implique des émotions comme l'amour, la fierté ou l'excitation, cette appartenance peut être positive avec un sentiment de loyauté envers le groupe ou d'interférence quand l'appartenance par exemple à la famille est plus forte. On observe ainsi l'apparition d'un grand nombre de petits groupes à tendance antisystème : les anarchistes avec leurs différentes tendances, les marxistes maoïstes, trotskistes et guévaristes, entre autres, ceux-ci peuvent être assimilés à une petite arme, où, comme l'expose J. Jasper, la loyauté se centre souvent dans une sous-unité du groupe entier, c'est le dilemme de *band of brothers* où les soldats sont plus loyaux aux membres de leur unité immédiate de combat<sup>278</sup>. Effectivement, si les jeunes, lycéens et étudiants, partagent les mêmes objectifs et valeurs, lorsque les affrontements avec la police ont lieu, les manifestants se divisent entre ceux qui se déclarent comme un mouvement citoyen non-violent et ceux qui favorisent une réponse violente ; chez ces derniers on peut trouver tout un éventail de groupuscules, sorte de bataillons organisés auparavant, avec des rôles assignés et une stratégie d'affrontement particulier à leur organisation.

---

<sup>277</sup> BRITT L., HEISE D., "From shame to pride in identity politics". In *Self, identity, and Social Movements*, ed. S STRYKER, T J OWENS, RW WHITE, pp. 252-268. Minneapolis: Univ. Minn. Press, 2000.

<sup>278</sup> JASPER J., "Emotions and Social Movements: Twenty Years of Theory and Research", *op.cit.*, p.7

Un troisième objectif souligné par J. Jasper est « la sensualité », exprimée principalement comme amour, le désir ou l'envie de quelque chose par exemple de pouvoir ou d'arrêter la souffrance, au sein de notre enquête sa présence reste néanmoins marginale.

La quatrième grande famille de motivations est l'« impact » ou désir d'avoir un effet sur le monde qui vient souvent d'une vision morale ou idéologique suggérant que le monde peut être différent de celui actuellement existant. Nous nous centrerons sur cet objectif dans le chapitre 6 :

Mon objectif est d'organiser les gens, je veux créer une conscience de classe, je veux que ceux qui sont à mon côté prennent conscience de ce qui se passe réellement... (Pedro, 19 ans, jeune activiste d'un mouvement guévariste, 19 ans, 2011)

Si l'on a tous quelque chose d'égal, s'il n'y a pas tellement d'inégalités il y aurait plus de joie... (Ana, 17 ans, lycéenne habitant à Villa Francia, 2011)

En effet, l'anticipation optimiste peut être le grand « motif en vue de », paraphrasant A. Schütz, de l'action<sup>279</sup>. D'après Jasper, l'espoir est le pôle positif des *batteries morales*, c'est-à-dire des émotions positives et négatives lesquelles, à travers leur contraste, donnent de l'énergie à l'action. Une émotion peut être renforcée quand, de manière implicite ou explicite, elle est accompagnée de son opposée, comme une batterie fonctionne grâce à la tension entre ses pôles positif et négatif. Effectivement, les organisations ayant plus de succès exagèrent les prémisses d'un avenir meilleur aussi bien que les souffrances du présent.

Finalement, tous les aspects communs et les objectifs partagés se résument, d'après les théories des émotions qui nous guident, dans la construction d'une identité collective. L'identité collective est généralement considérée comme une émotion, un affect positif envers d'autres membres du groupe, ainsi des émotions collectives voir émotions réciproques ou affects liés à l'amitié, amour, solidarité et loyauté, l'ensemble créent ce que Goodwin appelle « économie libidinale d'un mouvement<sup>280</sup> » qui contient les plaisirs de la protestation ou contestation. Les émotions au sein du mouvement social sont effectivement un des produits des actions collectives, spécialement les rituels internes, les rites collectifs rappellent ainsi aux participants leurs engagements moraux premiers, suscitant de fortes

---

<sup>279</sup> GUPTA D., "The power of incrementals outcomes: how "small victories or defeats affect social movement organizations", *Mobilization* 14, 2009, pp. 417-432

<sup>280</sup> GOODWIN J., "The Libidinal Constitution of a High-Risk Social Movement: Affectual Ties and Solidarity in the Huk Rebellion, 1946 to 1954", *American Sociological Review*, 1997, pp. 53-69

émotions et renforçant leur sens de la solidarité avec le groupe<sup>281</sup>, comme en témoigne cet extrait de récit :

J'étais nerveux, en fait j'avais peur, la peur typique d'un gamin qui ne connaît pas trop, qui commence, et à ce moment tu ne peux pas penser seulement à toi, tu dois penser qu'il ne faut pas qu'il arrive quelque chose à ton camarade qui est à côté, parce que peut-être il peut avoir plus peur que toi, je pense que cela m'a donné la force, me préoccuper plus pour les autres que pour moi. (Pedro, 19 ans, jeune activiste d'un mouvement guévariste, 19 ans, 2011).

Parmi tous les rites qui conforment cette identité collective radicale, l'action violente est la manière par laquelle la conversion à l'activisme se fait effective. Nous identifierons ensuite et pour conclure, quelques éléments émotionnels qu'elle possède ainsi que la façon dont ils se mettent en place.

### **3.4. Le passage à l'acte : l'émotion en situation**

Ce moment où le jeune met en question ou abandonne sa vie routinière pour de nouvelles voies d'action ou de pensée est d'une importance certaine. Le premier retournement est la conversion à l'activisme radical, mais celui-ci n'aurait pas de sens s'il n'y avait pas ce moment fondamental qu'est le « passage à l'acte », lequel devient un rituel dans certaines circonstances, principalement lors de commémoration. Dans ce moment, nous repérons les éléments qui achèvent la dynamique émotionnelle d'un engagement radical, que nous avons identifiés comme suit : l'anxiété, la solidarité collective, et la libération émotionnelle.

J. Jasper souligne que l'émotion agit sur l'acteur comme centre d'attention dans une partie du monde qui l'entoure. Cette émotion peut être représentée dans le contexte d'un événement violent, tout d'abord comme une « anxiété », l'anxiété d'enfreindre une norme où plus stratégique est la norme enfreinte plus grande est l'anxiété. En effet, pour les jeunes il est différent de se battre avec la police à la suite d'un grand défilé où se trouvent des milliers de personnes, où l'anonymat est assuré et les possibilités d'être arrêté ou agressé sont minimales, que de préparer un barrage de route<sup>282</sup>, avec une barricade<sup>283</sup>, des cocktails Molotov et un nombre réduit de participants. Ce type de passage à l'acte, dans

---

<sup>281</sup> JASPER J., "The Emotions of Protest: Affective and Reactive Emotions In and Around Social Movements", *op. cit.*, p. 418

<sup>282</sup> Depuis une dizaine d'années, divers groupes en Amérique latine ont pris l'habitude de procéder à des barrages de rue pour exprimer des revendications diverses – que ce soient des chômeurs argentins, ou des peuples indigènes d'Équateur et de Bolivie, AUYERO J., « L'espace des luttes : Topographie des mobilisations collectives », *op. cit.*, p. 128.

<sup>283</sup> Les barricades plus organisées sont composées principalement par des pneus usés aspergés d'essence qui permettent la création d'une barrière de feu qui peut durer plusieurs heures.

son organisation, se voit d'ailleurs accompagné du développement des systèmes de renseignement, surveillance, des codes, rituels et symboles qui complexifient la situation. Ainsi des émotions comme l'anxiété aident à déterminer les degrés de dangerosité du passage à l'acte, de l'engagement et de l'investissement émotionnel des jeunes :

« Oui, je crois que ce que je ressens avant (le passage à l'acte) est l'anxiété, moi au moins je sens toujours anxiété, anxiété, anxiété, bon et préoccupation, toujours je me préoccupe de que tout finisse bien et si je n'avais pas quelque chose d'assigné je demande toujours « hey tu as fait ta partie ? » tu vois, je pense que c'est parce qu'on veut que le truc marche quoi [...] je crois que tu pars d'une préoccupation et de l'étude de la situation et avant de commencer, l'anxiété, je la sens même quelques jours à l'avance et jusqu'à la seconde avant, anxiété. Je ne suis pas quelqu'un de peureux, mais l'anxiété en termes que je me préoccupe de que l'action soit la plus propre possible... » ... (Sonia, activiste Villa Francia 29 ans, 2011)

Le deuxième élément émotionnel identifié au cours des entretiens et de nos observations est la solidarité collective en tant que partage des émotions. En effet, Jasper signale que le groupe semble se renforcer lorsqu'il partage des émotions réflexes<sup>284</sup> en réponse à des événements déterminés, ou lorsqu'ils partagent des loyautés affectives avec d'autres participants. De même, le partage d'émotions négatives peut être aussi extrêmement utile dans le développement des émotions positives réciproques, ainsi toute expérience de peur et d'anxiété, non extraordinaire au milieu de manifestations, peut être une force puissante dans la création d'un sens de la collectivité et ainsi devenir une force attractive dans les actions violentes collectives<sup>285</sup>.

Un troisième élément observé est la « libération émotionnelle », celle-ci représente un ensemble d'émotions qui éliminent les « blocages » que peuvent avoir les manifestants, incluant des loyautés avec des identités dominantes comme leurs parents ou des institutions telles que l'école ou la police ou encore l'apparition d'émotions qui remplacent d'autres. On observe ainsi comment lors du passage à l'acte, la rage peut substituer la peur, situation déjà mise en évidence dans le processus d'émergence de la fierté décrit par Britt et Heise. D'ailleurs, la capacité à exprimer la rage peut aussi être vue comme un moyen pour changer des injustices, ainsi la rage dans ce cas deviendrait une forme juste d'indignation, une sensibilité morale basée sur l'analyse d'injustices et sentiments d'oppression. Le

---

<sup>284</sup> Les émotions réflexes sont des réponses automatiques à des événements ou informations sur notre environnement physique ou social usuellement accompagnés d'un ensemble d'expressions faciales et de changements du corps. Ils sont souvent pris comme le paradigme de toutes les émotions (rage, peur, joie, surprise, étonnement, menace, etc.). Pour la plupart des personnes, les émotions réflexes sont l'exemple de toutes les émotions : sans contrôle, qui produisent changements corporels, elles nous font réagir de manière automatique, irrésistible et rapidement. Elles ont le potentiel de nous faire réaliser des choses que l'on peut regretter plus tard. JASPER J., "Emotional Dimensions of Social Movements", *op. cit.*, p. 417

<sup>285</sup> EYERMAN R., "How social movement move : emotions and social movements". In Flam H, King D, *Emotions and Social Movements*, London : Routledge, 2005 pp. 41-56, p. 43

passage de la peur à la rage signifie aussi, au sens de R. Girard<sup>286</sup>, l'identification d'une victime émissaire, ainsi on peut signaler que l'expression de violence enragée est un échec des mécanismes de contrôle social, entraînant une régression au « rituel » par lequel les groupes de jeunes se jettent vers la chasse aveugle au bouc émissaire. Non pas une victime coupable sinon une victime à sacrifier qui dans les cas de violences de rue serait la police :

Bon depuis que j'étais petite que j'ai commencé à prendre la haine contre la police... (Ana, 17 ans, lycéenne habitant à Villa Francia, 2011)

De même, des humeurs comme l'espoir ou l'enthousiasme peuvent remplacer le désespoir ou l'ennui. L'activisme radical peut en effet devenir un moyen de combler un vide existentiel, de s'inscrire dans un premier moment dans un rapport ludique et absolu face au désenchantement inhérent du quotidien et ensuite réveiller l'espoir à l'intérieur de ce sentiment de vide. Il est ainsi fréquent qu'au cœur de l'action violente s'exprime fortement une dimension ludique. Comme le signale P. Braud : l'ivresse de « tout casser » ou de « cogner les flics » se situe dans l'univers de la gratuité politique, car elle ne se donne pas d'objectifs politiques très élaborés ni très cohérents<sup>287</sup>, néanmoins au cours des récits de beaucoup de jeunes, ce fut le premier pas pour un engagement plus actif. C'est pourquoi, si on le relie avec la participation aux actions violentes des lycéens sans convictions politiques, les « nouveaux venus », cela peut devenir une première entrée, qui d'une part ne tient pas sur le long terme et d'autre part serait le commencement d'un vrai activisme radical.

Enfin, on observe des émotions morales comme la résignation qui laisse place à l'indignation, ce processus, effectivement, plus long que les autres nous pouvons l'observer durant tout le développement des manifestations étudiantes en 2011 vues déjà dans le chapitre 4. En effet, les demandes infructueuses des étudiants les ont poussés vers des actions de plus en plus radicales, l'indignation monta dépassant la résignation jusqu'alors dominante pendant des années dans le discours des étudiants et des lycéens mais aussi bien sûr de la plupart des Chiliens.

---

<sup>286</sup> GIRARD R., *Le bouc émissaire*, Paris, Grasset, 1982.

<sup>287</sup> BRAUD P., « La violence politique : repères et problèmes », *Cultures & Conflits* [En ligne], Tous les numéros, La violence politique dans les démocraties européennes occidentales, mis en ligne le 13 mars 2006. URL : <http://conflits.revues.org/index406.html>, p. 10

## ***Conclusion***

Nous pouvons signaler que l'engagement militant et la dynamique émotionnelle se trouvent étroitement liés à un processus d'adaptation à l'environnement, c'est-à-dire une réponse réfléchie, donc rationnelle, face à une perception subjective du monde. Il est donc possible de penser des émotions compatibles avec des raisonnements explicites et conclure qu'une croyance – un jugement, au sens strict – est nécessaire à l'existence d'une émotion.

Nous avons aussi exposé comment une part importante de tout mouvement social dans ses différents moments est représentée par les dimensions affectives et émotionnelles, et comment la diminution de la peur et de la pudeur sont liées à des changements structurels à l'intérieur de la société, ou comment certaines émotions peuvent nous aider à expliquer pourquoi des individus rejoignent certains événements ou groupes. Nous pouvons dire en effet que les émotions se trouvent présentes dans chacun des moments de l'émergence d'un activisme radical, c'est-à-dire dans sa construction socio-historique, événementielle et individuelle.

Par ailleurs, l'analyse de l'expérience chilienne montre un processus d'adaptation qui provoque un engagement des jeunes à partir de deux voies, d'une part un engagement qui naît, se déploie et se transforme au sein des communautés, lesquelles, à travers un travail émotionnel, incitent depuis l'enfance à un activisme radical ; d'autre part, ce sont souvent les jeunes originaires de ces communautés qui, à l'intérieur des lycées occupés durant les mobilisations de 2011, encouragent à emprunter une autre voie d'engagement, plus spontanée, qui commence avec un événement contestataire ponctuel, mais qui, dans certains cas, deviendra une militance à long terme.

Les événements qui conforment chaque dynamique émotionnelle peuvent être différents, cependant les éléments émotionnels se répètent. Nous avons montré seulement ceux que nous avons pu identifier dans les récits de vie et les observations de terrain, mais ils ne sont qu'un échantillon du grand éventail des aspects émotionnels qui influencent l'engagement à risque chez les jeunes populaires.

Pour conclure, il est difficile de déterminer comment évoluera la militance des jeunes étudiants, le conflit étant encore présent, cependant une chose est évidente : les actions à risque sont de plus en plus habituelles et les jeunes participants toujours plus nombreux. Donc des questions essentielles se présentent à l'avenir : quelles sont les rétributions, autres qu'émotionnelles, d'un engagement à risque ? Quelles transformations

macro-sociologiques pourront se produire face à ces changements de répertoire d'action ? Et finalement existe-t-il une nouvelle normativité, de nouvelles pratiques en dehors de la violence que ce type d'engagement peut inspirer chez les jeunes populaires ? À ces dernières questions, nous essayerons de trouver une réponse dans le chapitre suivant.



## Chapitres 6 – nouvelles pratiques, nouvel engagement et nouvelles idéologies : la mouvance libertaire et la violence politique

### 1. *La pensée libertaire au sein de la jeunesse populaire chilienne : aux origines d'une tradition ancienne.*

La Révolution est close, mais  
l'insurrectionisme est ouvert<sup>288</sup>.

Nous proposons avec ce chapitre une étude de nouvelles formes « du politique » largement mises en place par des groupes de jeunes activistes radicaux qui se revendiquent comme appartenant à la « mouvance libertaire<sup>289</sup> ». Les phénomènes qui nous intéressent se sont exprimés pendant la période de contestation de 2011 et les années suivantes. Ainsi et à première vue, cette « renaissance » peut être attribuée aux processus de contestation vécus dans le pays les années 2006 et 2011<sup>290</sup>. Toutefois, pour expliquer la construction de tous ces phénomènes du politique, il est fondamental de mettre en lumière des éléments historiques de la mouvance anarchiste et libertaire chilienne et biographique de ces jeunes acteurs. L'objectif de notre travail est de ce fait d'exposer comment des éléments historiques, événementiels et biographiques s'entrecroisent afin de donner du sens au militantisme des jeunes dans leurs différentes expériences libertaires<sup>291</sup> qui prédominent dans le processus de contestation étudiant.

A travers de ce travail, nous voulons retrouver les motivations et les justifications des nouvelles formes de violence politique au Chili, nettement chez les jeunes activistes des mouvements dénommés extrêmes ou radicaux.

Nous nous intéressons donc à deux aspects de la violence politique actuelle. Tout d'abord aux idées politiques mobilisées par ces jeunes et ensuite aux pratiques du politique qui donnent forme à leur engagement. Nos questions se centrent sur la construction des

---

<sup>288</sup> BAY H., *TAZ Zone Autonome Temporaire*, Éditions de l'Éclat, 1997, p.10

<sup>289</sup> Tout au long de notre travail nous prendrons l'anarchisme, le libertarisme et l'autonomisme comme issus d'une tradition anti-autoritaire commune, basés sur une remise en cause de l'idée selon laquelle l'autorité devrait être le principe organisateur de la vie sociale. Nous utiliserons donc les trois termes de façon interchangeable, même si de nombreuses nuances seront présentées progressivement dans cette recherche.

<sup>290</sup> Durant les années 2006 et 2011 se produisent de longs processus de contestation de la part des étudiants et lycéens lesquels issus principalement des problèmes du système éducationnel chilien se sont élargis vers d'autres problématiques et finalement mettent en cause le modèle économique et politique hérité de la dictature. Les répertoires d'actions qu'utilisent ces processus sont principalement l'occupation de lycées et d'universités et les manifestations de rue et la propagande par les faits.

<sup>291</sup> Nos appelons « expériences libertaires » aux différentes réalités qui répondent à l'« anarchisme » comme courant idéologique au Chili.

discours politiques divers qui accordent une légitimité aux actions de violence politique et à comment les nouvelles pratiques du politique permettent le passage de « formes quotidiennes de résistance individuelle » vers une situation de « contestation de type collectif ».

S'agissant de l'identification des principales caractéristiques des deux aspects à travailler nous allons analyser l'évolution dans le temps du discours autonomiste et l'évolution de pratiques plus caractéristiques de cette mouvance : l'assembléisme, l'occupation, la démocratie directe et l'action directe – violente ou non. L'objectif est de comprendre le sens dont sont investis actuellement discours et pratiques et l'univers de contraintes et de significations dans lequel ils s'inscrivent.

Nous cherchons donc à donner réponse aux questions suivantes : quelles sont les bases historiques et sociales du discours autonomiste chilien ? Y a-t-il des événements qui ont précipité un réveil de la pensée libertaire ? Pouvons-nous déterminer l'existence d'éléments biographiques qui jouent un rôle plus ou moins important dans l'engagement des acteurs ? Et finalement, pouvons-nous identifier des éléments externes ou étrangers dans l'origine de cette renaissance ?

Pour donner réponse à ces questionnements, dans un premier moment, nous allons retracer les bases historiques constituantes de l'anarchisme au Chili. Ensuite, nous rappellerons les principaux événements qui ont permis l'évolution rapide de la pensée libertaire chez les jeunes étudiants, principalement lycéens ces dernières années. Finalement, nous analyserons des parcours biographiques d'un groupe de jeunes qui se définissent comme appartenant à la mouvance autonomiste. Nous utiliserons leurs récits de vie, extraits de plusieurs entretiens développés lors des occupations des lycées l'année 2011 et 2012.

### **1.1. Composantes historiques de l'anarchisme au Chili**

La principale caractéristique de la pensée autonomiste au Chili, en tant qu'idéologie critique, a été son caractère cyclique. Son histoire a été marquée par des déclin et rebondissements causés par des événements souvent tragiques, de persécution, de discrédit et mépris. Nous pouvons identifier ainsi trois périodes, la première caractérisée par les grandes grèves ouvrières de la fin du XIXe siècle et début du XXe. Ce cycle se clôture avec la tuerie de l'école Santa Maria d'Iquique en 1907 dont nous avons déjà parlé durant le premier chapitre. Il y a ensuite une période marquée par le rapprochement des étudiants

et des jeunes intellectuels issus d'une bourgeoisie-illustrée vers les idées libertaires, ce cycle décline pourtant rapidement. La troisième période sera marquée par l'intensification du conflit déjà ancien avec les mouvements marxistes dont l'objectif était d'obtenir l'hégémonie sur le mouvement syndical. Cette période termine encore une fois de manière tragique avec le Coup d'État et la Dictature militaire qui la suit. Un quatrième cycle qui commence avec la fin de la dictature et qui s'étend jusqu'aujourd'hui sera traité en profondeur dans la deuxième partie de ce chapitre.

Les premiers signes d'une organisation de type autonomiste sont à chercher dans *la Sociedad de la Igualdad* créée le 10 avril de 1850. Ce sont deux intellectuels chiliens Francisco Bilbao et Santiago Arcos, qui après un long séjour en France où ils sont témoins des événements révolutionnaires de 1848 décident, avec un groupe de républicains radicaux, de former la *Sociedad de la Igualdad*. Ils se nourrissent de la pensée de Proudhon et de Lamennais basée sur les principes de socialisme, de souveraineté du peuple et de fraternité universelle. Cependant, un an après sa création, cette organisation est fortement réprimée et rapidement démantelée. À *la Sociedad de la Igualdad* suivront des groupes issus de l'anarchisme révolutionnaire, plus idéologique, plus fort et caractérisé par l'action directe<sup>292</sup> comme moyen de lutte.

L'arrivée de ces groupes coïncide avec le développement des mouvements de revendication ouvriers dans tout le pays et principalement dans le nord minier. A l'intérieur du mouvement ouvrier nous identifions deux groupes, d'une part, ceux issus des doctrines socialistes et d'autre part les anarchistes. Concernant ces derniers L. Vitale signale que l'anarcho-syndicalisme fut le courant le plus important du mouvement ouvrier latino-américain durant les deux premières décades du XXe siècle<sup>293</sup>.

En effet, l'émigration massive européenne vers l'Amérique latine permet la création d'organisations affiliées au mouvement anarchiste mondial<sup>294</sup>. Ce sont surtout des internationalistes du sud de l'Europe qui émigrent de leurs pays suite à la défaite de la Commune de Paris en 1871 et avec la dissolution de la Première Internationale en 1876<sup>295</sup>. Parmi les anarchistes reconnus se trouvent Pietro Gori et Errico Malatesta tous les deux

---

<sup>292</sup> L'action est directe parce qu'elle est menée par l'acteur lui-même et non par un de ses « représentants » et parce que l'objet d'injustice peut être directement ciblé (police, banques, entreprises, services de l'État, etc.)

<sup>293</sup> VITALES L., *Contribución a una historia del anarquismo en América Latina*. Ed. Instituto de Investigación de Movimientos Sociales "Pedro Vuskovic", Santiago, 1998, p.8

<sup>294</sup> *Idem*.

<sup>295</sup> MIGUEZ E., VIVANCO Á., «El anarquismo y el origen del movimiento Obrero Chileno 1881- 1916», *Revista Andes*, 4: 6, Santiago du Chili, 1987, pp. 93-136

Italiens qui arrivent en Argentine avec l'objectif de renforcer l'activité anarchiste : ils jouent un rôle prédominant dans l'orientation et l'organisation de l'anarcho-syndicalisme<sup>296</sup> dans une grande partie du Cône sud<sup>297</sup>. Ils vont parcourir cette partie du continent pour répandre l'anarcho-communisme<sup>298</sup> qui sera le courant prédominant dans la pensée autonomiste latino-américaine.

Par ailleurs, nous observons, que comme en Europe, la force anarchiste à son début a une étroite relation avec la structure artisanale de vastes secteurs de la classe travailleuse<sup>299</sup>, et principalement avec les typographes. Les premières manifestations de l'organisation anarchiste au Chili apparaissent ainsi au début des années 1890 autour des noyaux anarchistes de la corporation des typographes à Valparaiso et à Santiago<sup>300</sup>. En effet, ce sont des ouvriers européens d'inspiration bakouniniste<sup>301</sup> qui influencent ces corporations. L'importance de l'organisation autour de ces artisans réside dans la possibilité de produire des journaux et pamphlets de propagande. De ce fait, très tôt commence la circulation de journaux et publications hebdomadaires, le premier journal acrate est « *El Oprimido* » en 1893. Avant la fin du siècle, d'autres journaux voient le jour : « *El Proletariado* » dirigé par Luis Olea, Magno Espinoza et Alejandro Escobar y Caballo, « *El Rebelde* » (1898) ; « *El Martillo* » (1898) ; « *La Tromba* » ; « *Rebellion* » ; et au début du siècle « *El Acrata* » (1901) et « *Germinal* » (1901)<sup>302</sup>. Le processus de constitution de la mouvance autonomiste se concrétise avec le voyage au Chili en 1901 de Pietro Gori, qui résidait à Buenos Aires, il contribue à renforcer la préparation de militants acrates chiliens<sup>303</sup>.

Ainsi avec le nouveau siècle commence l'époque dorée de l'anarchisme au Chili, se produit la création des sociétés de résistance et des Mancomunales. Les sociétés de résistance doivent être considérées comme les premières organisations syndicales

---

<sup>296</sup> VITALES L., *op. cit.*, p.11

<sup>297</sup> Lorsqu'on parle de Cône sud on fait référence à 3 pays : l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, qui ont la caractéristique d'avoir reçu un fort flux migratoire durant la fin du XIXe siècle et les débuts du XXe siècle, ils montrent aussi un fort développement du mouvement syndical pendant cette période ce qui leur a permis d'obtenir d'importants droits sociaux durant les premières années du XXe siècle non sans un coût très fort pour le mouvement de travailleurs.

<sup>298</sup> L'anarcho-communisme est une doctrine politique au croisement entre d'une part, l'anarchisme qui a pour objectif la liberté politique maximale à travers l'autogestion et la démocratie directe et d'autre part, le communisme entendu dans son sens le plus général, comme projet d'une société où les biens seront répartis selon l'adage de Luis Blanc, de chacun selon ses facultés à chacun selon ses besoins.

<sup>299</sup> *Ibidem*, p. 9

<sup>300</sup> *Ibid.*, p.26.

<sup>301</sup> Les principaux courants anarchistes à la fin du XIXe sont le Mutualisme, Proudhonisme, et le Bakouninisme.

<sup>302</sup> *Ibid.*, p. 27

<sup>303</sup> *Idem*.

chiliennes<sup>304</sup>. En ce qui concerne les Mancomunales, elles se constituent dans une étape d'ascension du mouvement ouvrier, elles se structurent par corporations, par provinces et finalement au niveau national. Leurs principes, programmes et organisations s'inspirent de l'anarcho-syndicalisme. Elles appliquent la tactique de l'action directe et, comme l'indique C. Pizarro, représentent un modèle d'organisation plus spontanée, avec un nouveau degré de codification de leurs normes de fonctionnement et, en général, plus déstructurées<sup>305</sup>. C'est sur ces bases que se constitue le mouvement autonomiste tout au long du siècle.

### **1.2. Violence et sacrifice devises des premières années de la pensée autonomiste chilienne**

Au Chili, comme ailleurs, les trois piliers fondamentaux du système de domination : Bourgeoisie, État et Église deviennent les principaux objets de la dénonciation et de l'action anarchiste<sup>306</sup>. Les anarchistes assument de ce fait l'affrontement violent comme une condition pour la résolution des problèmes sociaux issus du système de domination. L'anarcho-syndicalisme chilien était très influencé par la pensée de George Sorel : sous cet aspect, il se différencie de l'anarchisme philosophique et existentiel en vogue au sein des intellectuels de l'époque, ainsi la mouvance autonomiste chilienne fut la première organisation du prolétariat à se doter d'un secteur clandestin pour la préparation de cadres expérimentés dans l'action directe armée<sup>307</sup>.

S'impose ainsi dès le début une tendance à l'intérieur du mouvement anarchiste qui se sert du terrorisme et des représailles comme forme d'intervention politique ; cette tendance revendique le communisme en opposition au collectivisme ; s'auto-impose la clandestinité en opposition à la lutte légale ; déploie la violence au lieu de la grève et la propagande doctrinaire ; finalement, elle impose la décentralisation au lieu de l'organisation autoritaire<sup>308</sup>.

En ce qui concerne le discours anarchiste, I. Goicovic signale qu'au Chili comme dans d'autres pays latino-américains, la rhétorique de la violence était systématiquement présente dans la presse anarchiste. Néanmoins, la conduite violente était régulièrement réservée à l'intervention collective de « masses », spécialement dans le contexte de grèves

---

<sup>304</sup> *Idem.*

<sup>305</sup> PIZARRO C., *La huelga obrera en Chile*, Santiago, Ed.Sur, 1986, p.27.

<sup>306</sup> ALVAREZ JUNCO J., *La ideología política del anarquismo español*, Madrid, Siglo XXI Editores, 1991, p. 197

<sup>307</sup> VITALES L., *op. cit.*, p. 30

<sup>308</sup> GOICOVIC DONOSO I., "La propaganda por los hechos en el movimiento anarquista chileno (1890-1910)", *Archivo de Chile, Historia Político Social – Movimiento Popular*. <http://www.memoriachilena.cl/archivos2/pdfs/MC0018289.pdf>

générales et émeutes urbaines, tandis que la « propagande par le fait<sup>309</sup> » reste réservée à quelques attentats sporadiques qui ne se transforment pas en escalade<sup>310</sup>.

De cette manière se forme un noyau d'ouvriers et d'intellectuels qui adoptent l'anarchisme et impulsent la création d'un mouvement libertaire, ils se serviront de leurs divers moyens d'expression, lesquels répandent l'idée-force de ce groupe actif de militants qui était la consigne de Révolution sociale<sup>311</sup> :

« Notre aspiration est le communisme anarchique et pour cela nous combattons, nous serons solidaires des actes de nos compagnons lorsque les autorités, écrasant en eux la majesté de la libre-pensée, leurs entraînent sur le terrain de l'attentat, vers la rébellion, avec les intentions odieuses, les tortures, avec lesquelles les tyrans se sont habitués à étouffer la voix de la raison<sup>312</sup> ».

Un autre aspect fondamental dans la construction de la pensée anarchiste était la dimension sacrificielle contenue dans leur discours, mise en évidence dans les événements de l'école Santa Maria d'Iquique<sup>313</sup> et qu'il est possible d'observer de nos jours avec la stratégie des actuels groupes anarchistes et libertaires de type insurrectionnaliste ou antisocial<sup>314</sup>. Un exemple de ce type de discours peut être lu dans le journal *El Rebelde* qui signale :

« au Chili germe une phalange révolutionnaire qui est disposée à arroser avec son sang le sol noir sur lequel marchent les esclaves et les serfs (...) la liberté existe pour ceux qui savent la prendre<sup>315</sup> ».

Ce type de consignes ne passe pas inaperçu de l'État chilien, qui leur répond avec une politique répressive et violente. La séquestration et l'emprisonnement des dirigeants,

---

<sup>309</sup> La propagande par le fait est un principe qui sera lancé en association à la propagande verbale et écrite, exercice réalisé par la mouvance anarchiste, elle consistait à réaliser des expériences mettant en œuvre les possibilités révolutionnaires qui mèneraient à l'anarchie.

<sup>310</sup> GOICOVIC DONOSO I., *ibidem*.

<sup>311</sup> MIGUEZ E., VIVANCO Á., *op. cit.*, p. 106

<sup>312</sup> «Nuestra aspiración es el comunismo anárquico, i por el combatiremos haciéndonos solidarios de los actos de nuestros compañeros, siempre que las autoridades, atropellando en ellos la majestad del libre pensamiento, los arrastren al terreno del atentado, a la rebelión, con las pretensiones odiosas, las torturas i vejámenes con los que los tiranos acostumbran a acallar la voz de la razón» *El Rebelde*, N°1, Santiago du Chili, 20 de Noviembre 1898.

<sup>313</sup> Sans aucun doute, la tuerie de l'école Santa Maria d'Iquique est l'événement le plus important de la période oligarchique, en termes de violence politique et sociale. Des milliers des travailleurs en grève avec leurs familles descendent des mines de Salpêtre vers le port d'Iquique et s'installent dans l'école Santa Maria. Au cours de cette grève, fortement réprimée par l'arme, d'entre 2200 et 3600 personnes sont assassinées, parmi eux des enfants, des femmes et des travailleurs étrangers.

<sup>314</sup> L'action directe des groupes anarchistes au Chili se caractérise par l'utilisation de bombes qui, durant ces dernières années, ont coûté la vie d'un militant et laissé deux autres avec de graves blessures.

<sup>315</sup> «Ha germinado en Chile una falange revolucionaria que está dispuesta a regar con su sangre el suelo negro en que pisan los esclavos y los siervos (...) La Libertad existe para los que saben tomársela», *El Rebelde*, N°2, Santiago du Chili, 1 de mai 1899.

ainsi que des rafles et des bastonnades de participants aux meetings deviennent ainsi monnaie courante.

Le bouc émissaire pour justifier la répression durant cette période est le mouvement anarchiste accusé par la presse de l'époque de donner « de mauvais conseils aux ouvriers et aux pauvres sans culture ». De ce fait, et suite à la tuerie de Santa Maria d'Iquique le mouvement anarchiste commence un profond repli. D'après l'Historien Peter de Shazo, les mouvements ouvriers se sont réduits significativement après cet événement<sup>316</sup>. Dans ce contexte, le mouvement anarchiste diminue son incidence pour revenir avec de nouvelles énergies dans les années 1920. Un rôle important est joué par la *Federación de Estudiantes de Chile* (FECH) laquelle est conçue dès ses débuts comme une union anarchiste.

### 1.3. L'arrivée des étudiants dans la mouvance libertaire

L'influence de l'anarchisme se manifeste aussi bien dans le monde ouvrier qu'au sein des intellectuels, principalement des poètes, romanciers, mais surtout dans le mouvement étudiant. C'est ainsi qu'en 1920, la FECH, avec Alfredo Demaria à sa tête, pèse définitivement dans la balance en tant qu'organisation libertaire. La revue "*Claridad*" qui sera la plus importante des tribunes anarchistes commence à circuler après les événements du « procès des subversifs » dont nous avons déjà parlé dans le chapitre 1, et la *Convención Estudiantil* (future CONFECH, également dominée par les libertaires) se développe dans tout le pays.

En 1921 Daniel Schweitzer, lui aussi lié à l'anarchisme, prend la présidence de la FECH. Cette année-là, les libertaires créent un soviet étudiant; constitué par les groupes "*LUX*" (de l'école de médecine, auquel participait Oscar Selmake, futur fondateur du *Partido Socialista*), "*Spartacus*" (de l'école des beaux-arts), "*Rebelión*" (des lycéens) et "*Renovación*" (école de Droit). Ce regroupement a 2 objectifs : s'instruire et agir. En faire partie était une affaire clandestine, malgré le fait que parfois des annonces de conférences sont publiées dans la revue "*Claridad*".

Il s'avère d'ailleurs qu'ils préparent et font exploser des bombes plus d'une fois dans différents points du centre de Santiago.

Autre événement que l'on peut attribuer à l'influence anarchiste dans le mouvement étudiant est l'autonomie universitaire qui suit les grandes grèves de 1926. Le 12 mai 1926

---

<sup>316</sup> Cf. DE SHAZO P., *Urban workers and labor unions in Chile: 1902-1927*, Wisconsin, Madison, University of Wisconsin Press, 1983.

commence la grève indéfinie pour demander l'autonomie universitaire, projet préparé par les étudiants anarchistes guidés par Moises Cáceres depuis 1922, mais celui-ci se suicide à Paris en février 1926. Lorsque les étudiants prennent le salon d'honneur de l'université pour lui faire un hommage, la négation des autorités universitaires à la réalisation de cette commémoration et la répression de la police que le suit motive la grande grève qui finira par l'obtention de l'autonomie universitaire en 1927, principe qui est amélioré durant les années suivantes et qui permet actuellement aux étudiants, entre autre, de s'abriter au sein des universités lorsqu'ils s'affrontent à la police.

Néanmoins, l'influence anarchiste et libertaire dure jusqu'en 1932 quand la Fédération d'étudiants du Chili (FECH) est prise par les communistes.

#### **1.4. Les anarchistes dans le monde syndical : une relation conflictuelle avec le Marxisme**

La concurrence et les querelles entre autonomiste et marxistes ne sont pas exclusives du monde universitaire. En effet lorsque le Parti communiste chilien est né en 1922, de nombreux *libertarios* – devant la déception de ne pas voir leurs aspirations se concrétiser – passeront dans leurs rangs. Un autre coup rude porté contre les organisations anarchistes ouvrières se produit lorsqu'en 1924 le Président Alessandri instaure le Code du travail, légalisant les syndicats, pour les anarchistes qui estiment que les syndicats doivent agir dans l'illégalité : cela signifie l'isolement dans le monde syndical maintenant dirigé par une logique de parti unique, qui représente un autre type d'ouvrier, le prolétariat industriel souhaitant proposer ses revendications par la voie légale.

Les anarchistes essaient de revenir avec la création de la *Confederación General del Trabajo* (CGT) en 1931 qui réunit les quatre corporations historiquement libertaires : les boulangers, les métiers graphiques, les éducateurs/trices, les ouvriers du cuir et de la chaussure. La CGT arrive à compter plus de 25 000 membres, elle publie le journal *la Protesta*<sup>317</sup> qui devient le journal libertaire le plus important du Chili. Cependant, face aux victoires politiques du *Frente Popular* (marxiste) à partir de 1937, la CGT perdra un grand nombre d'associés.

Ce n'est que dans les années 1950 que les anarchistes reviennent sur la scène politique, encore une fois à côté de la CGT. Dans ces années émerge aussi la *Federación Anarquista de Chile*, affiliée à la Fédération Anarchiste Internationale ; son purisme lui fait

---

<sup>317</sup> La revue *Claridad* de la FECH est interdite pendant le gouvernement autoritaire de Carlos Ibañez del Campo, en 1927.



obtenir presque les mêmes résultats. Des ouvriers, des intellectuels et des artistes en font partie. Toutefois en 1950, Ernesto Miranda Rivas dirigeant de la chaussure et la maroquinerie, l'anarcho-syndicaliste le plus important dans l'histoire du Chili, crée le *Movimiento Unitario Nacional de Trabajadores* (MUNT), qui regroupe 12 fédérations et plusieurs syndicats indépendants. Son but est de former une centrale unique des travailleurs, objectif auquel il parvient avec d'autres dirigeants parmi eux Clotario Blest<sup>318</sup>. En 1953, naît la *Central Unica de Trabajadores* (CUT). Toutefois, en 1957, les anarcho-syndicalistes se retirent de la CUT.

En 1960, naît des mains de Miranda un nouveau projet, le *Movimiento Libertario 7 de Julio*, nom provenant de la grande grève qui se produit le 7 juillet en 1955. Ce groupe – conjointement avec d'autres, trotskistes, maoïstes et socialistes insurrectionnels – est à l'origine, en 1961, du *Movimiento de Fuerzas Revolucionarias*, au fonctionnement fédéraliste, qui prétend se regrouper en vue de présenter une liste unique pour la CUT. De cet événement est né le MIR (*Movimiento de Izquierda Revolucionaria*). En 1967, Miguel Enríquez et Luciano Cruz assument la direction du MIR, amenant avec eux les postulats marxistes-léninistes. Alors Miranda déclare qu'il n'a « rien à faire ici » et le *Movimiento Libertario 7 de Julio* se retire<sup>319</sup>.

À partir des années 1970, l'historiographie marxiste classique aurait généré une « tradition de préjugés » envers l'anarchisme à travers la presse et le monde académique, un exemple de cette tendance est donné par le notable historien Hernan Ramirez Necochea qui qualifie l'anarchisme comme une « force en essence réactionnaire, bien que couverte des séduisants costumes révolutionnaires, elle est propre à l'artisanat et non au prolétariat<sup>320</sup> ». Peter de Shazo critique en effet la surévaluation d'autres tendances politiques aux dépens de l'anarchisme, à cause, principalement, des filiations politiques des historiens.

Comme l'indique L. Vitale à la fin des années 1960 et *ad portas* du triomphe populaire de Salvador Allende, l'anarchisme rentre dans une phase de déclin, laquelle commence seulement aujourd'hui à être surmontée avec la jeunesse née sous la Dictature et

---

<sup>318</sup> Clotario Blest Riffo, fut un des plus sinon le plus important dirigeant syndical Chilien, il fut fondateur de plusieurs organisations : l'ANEF (association nationale de fonctionnaires de l'État), la CUT (Centrale unitaire de travailleurs), le MIR (Mouvement de gauche révolutionnaire), entre autres.

<sup>319</sup> VITALES L., *op. cit.*, p. 35

<sup>320</sup> RAMIREZ NECOCHEA H., *Historia del Movimiento Obrero. Antecedentes siglo XIX*, Concepción, Ediciones LAR, 1986, págs. 236-242.

grandie sous le gouvernement de la *Concertación*<sup>321</sup>. Il constate aussi un des grands défis de la pensée autonomiste actuelle, en signalant : « peut-être il est (l'anarchisme) un mouvement de jeunesse, plus libertaire que strictement anarchiste, avec une absence importante de basse sociale à différence de celles que l'anarchisme possédait dans le mouvement syndical des premières décades du XXe siècle<sup>322</sup> ».

Avec la fin de la Dictature le journal *el Acrata* est rouvert en 1994 par le groupe KAS, comme son prédécesseur de 1900, il se concentre principalement sur les aspects théoriques de l'anarchisme. Nous observons également un développement de la pensée libertaire dans les groupes écologistes ou verts. Toutefois ce n'est qu'à la fin des années 1990 que la mouvance commence sa vraie renaissance.

## **2. *La renaissance de la pensée libertaire : des événements récents et un héritage historique et social.***

La force de l'événement réside dans le fait que toutes ces pratiques libertaires émergent sous la puissance du conflit, de ces événements extraordinaires qui permettent l'expérimentation, c'est-à-dire une transformation conflictuelle de la réalité. C'est le moment dans lequel les conflits de la quotidienneté se croisent avec les conflits structureaux de la société, et c'est dans les secteurs populaires où cette conflictualité devient plus évidente.

Nous pouvons alors rendre compte de quatre événements qui deviendront les bases sur lesquelles se consolide la renaissance de la mouvance libertaire au Chili. Nous trouvons dans celles-ci des traces du passé anarchiste et libertaire avec lesquelles les nouvelles pratiques politico-culturelles des jeunes convergent dans cette reconstruction. Le premier événement est la fondation du *Congreso de Unification Anarco Comunista* (CUAC) en 1999, le deuxième, la création de l'*Asamblea Coordinadora de Estudiantes Secundarios* (ACES) l'année 2000, puis la « Révolution des Pingouins » en 2006 et finalement le mouvement d'étudiants de 2011. Tous ces événements représentent les agissements de deux courants qui seront caractéristiques du développement anarchiste au Chili, et qui marcheront souvent de façon parallèle, mais non nécessairement fusionnée : la voie théorico-politique et la voie de l'action directe subversive.

---

<sup>321</sup> VITALES L., *op. cit.*, p. 36

<sup>322</sup> *Idem.*

## 2.1. Une première coordination contre le capitalisme.

La fondation du CUAC en novembre de 1999 naît de la nécessité de coordonner les différentes organisations anarcho-communistes qui commencent à se développer au Chili, organisations composées, entre autres, par des jeunes, par des anarcho-communistes plus âgés issus des syndicats d'artisans et par d'anciens membres de groupes subversifs de la gauche révolutionnaire.

La création de cette coordination suit pourtant un processus qui commence avec la fin de la dictature. Le courant anarchiste qui se trouvait complètement réduit à partir des années 1990 commence en effet une résurgence inattendue<sup>323</sup>. Mais plus qu'une présence nouvelle de ce que nous trouvons dans ces organisations est l'incorporation de principes et de pratiques qui pendant tout le XXe siècle ont été propres à l'histoire du mouvement populaire chilien, c'est-à-dire des causes endogènes, ainsi que l'influence d'une résurgence des idées et pratiques libertaires à l'internationale, c'est-à-dire des causes exogènes, qui confirment également la nature internationaliste de ce courant de pensée.

### 2.1.1. Causes endogènes d'une renaissance inattendue

En ce qui concerne les causes endogènes, nous pouvons nous demander quelles situations permettent cette renaissance dans les années 1990. Nous trouvons deux réponses possibles. D'une part, il y a la perte d'importance des acteurs politiques traditionnels (partis politiques, syndicats, etc.) en tant qu'agents mobilisateurs, d'autre part, il y a la neutralisation des groupes révolutionnaires qui se sont battus contre la Dictature (*cf.*, chapitre 4). Ces faits motivent l'émergence d'un autre type d'organisation sociale et populaire, avec des caractéristiques différentes<sup>324</sup>. Donc, lorsque les organisations de jeunes commencent à se forger à partir des années 1990, les logiques d'actions qui leur donnent vie sont fondées sur les formes traditionnelles de sociabilité, c'est-à-dire les groupes de paires, amis, camarades, ou membres de groupes de contreculture, dans ces années principalement le mouvement *punk*<sup>325</sup>. Il s'agit d'organisations qui privilégient l'horizontalité, la transparence de l'information, l'autogestion et l'indépendance par rapport aux institutions externes<sup>326</sup>.

---

<sup>323</sup> QUIROGA VENEGAS P., *Movimientos populares, Siglo XIX y XX. La diversidad anarquista*, Informe de Seminario de Grado para optar al grado de licenciado en Historia, Santiago, 2005

<sup>324</sup> MUÑOZ V., "Movimiento social juvenil y eje cultural. Dos contextos de reconstrucción organizativa (1976-1982/1989-2002)", *Ultima Década*, N° 17, CIDPA, 2002, p. 43.

<sup>325</sup> QUIROGA VENEGAS P., *op. cit.*

<sup>326</sup> MUÑOZ V., *op. cit.*, p. 56

C'est ainsi qu'une nouvelle forme de regroupement se constitue : il se fonde sur la notion de « collectif » en tant que groupement plus réduit de participants. Il ne se définit pas ou pas exclusivement par une filiation à une idéologie déterminée, sinon qu'il se constitue sur la base d'accords minimaux et principalement sur le partage d'une réalité commune.

Ce processus que se développe d'abord au sein du monde populaire (*cf.*, chapitre 2) se reproduit dans le monde universitaire, où se créent de nombreux collectifs ayant comme objectif la mise en place des activités socioculturelles qui souvent s'étendent au milieu *poblacional*, permettant une transcendance dans le temps et l'espace associé à cet être universitaire<sup>327</sup>. La résurgence de l'anarchisme est donc associée à des pratiques éloignées des logiques de la politique ; ce sont en effet des pratiques du politique, c'est-à-dire l'expérience du commun, de l'identité et du collectif, qui permettent l'avènement de cette pensée.

Concrètement, à la fin de 1989 se crée la *Coordinadora Anarquista*, groupe que grâce à un financement français et italien sort le journal *Acción Directa*. Cette organisation illustre son essor en 1992 lors de la commémoration des 500 ans de la « découverte » de l'Amérique. Durant cette période une série de rassemblements se sont produits et la présence anarchiste se fait visible. À la fin de cette même année des étudiants de l'université *La Republica* et de l'université du Chili forment la *Coordinadora Anarquista Estudiantil* (CAE) qui est essentiellement un collectif de propagande et d'agitation.

A la faculté de Philosophie de l'université du Chili se forme le collectif *Estigma* qui donne naissance en 1994, avec le collectif *Columna Negra* du *Pedagógico*<sup>328</sup>, à la Fédération Anarchiste Libertaire (FAL) où se conjuguent des activités théoriques et l'action directe. Cette organisation se caractérise pour accueillir des anciens membres du *Movimiento Juvenil Lautaro* (MJL) (*cf.* Chapitre 1). L'action de cette fédération se centre sur l'action directe de rue durant les journées de commémoration ou bien tous les jeudis<sup>329</sup>. Cette tendance subversive et d'action directe de rue commence un processus de déclin pendant la deuxième moitié des années 1990, les mêmes individus qui intègrent l'action directe de rue commencent à s'éloigner de ces pratiques et s'intéresser à la formation de

---

<sup>327</sup> *Ibidem*, p. 43

<sup>328</sup> Université métropolitaine de sciences de l'éducation (UMCE) plus connue comme le *Péda*, est l'institution que historiquement a formé les enseignants au Chili, elle faisait partie de l'Université du Chili jusqu'à 1980 quand la réforme de l'éducation de caractère néolibérale fait éclater cette Université de caractère nationale en plusieurs petites institutions régionales et thématiques.

<sup>329</sup> Les rassemblements et les défilés se réalisent traditionnellement les jeudis.

collectifs avec des objectifs politiques plus clairs. Se produit ainsi une division entre les tendances déjà signalées, la violente-subversive et la théorico-politique, se reniant l'une de l'autre<sup>330</sup>. On observe donc la division entre « anarchistes de barricade » et « anarchistes de bureau ». De ce dernier courant naît l'idée de créer une organisation plus large. C'est dans les locaux de la fédération de travailleurs du bâtiment et du bois – fait qui montre les attaches avec le monde syndical – que se réalise le 27 et 28 novembre le *Congreso de Unificación Anarco-Comunista* (CUAC). Les bases idéologiques du Congrès peuvent être trouvées dans le manifeste communiste libertaire de Georges Fontenis qui se fonde dans la tradition révolutionnaire de l'anarcho-communisme.

Le CUAC marque une inflexion dans la tendance anarchiste et divise encore plus les groupes liés à la propagande par le fait, la violence de rue et de la contreculture de ceux qui orientent leurs actions vers la construction d'organisations révolutionnaires<sup>331</sup>.

### 2.1.2. *Une nature internationaliste toujours active : causes exogènes d'une renaissance*

Après avoir identifié les sources endogènes du déploiement du courant autonomiste, nous voudrions signaler une série d'aspects exogènes qui jouent aussi un rôle fondamental dans la construction de l'événement, en effet, le CUAC, ainsi que l'organisation des nombreux groupes anticapitalistes à la fin des années 1990 suivent des événements qui ont leur origine en dehors des frontières nationales.

Nous pouvons signaler premièrement, pour sa proximité idéologique et identitaire, le soulèvement Zapatiste du premier janvier 1994. Mais qu'est-ce qui attire les autonomistes chiliens vers ce mouvement? Il s'agit d'abord du premier mouvement armé de masse qui appelle à une résistance globale et sans merci contre le néolibéralisme<sup>332</sup>. Ainsi, d'une part, pour une gauche révolutionnaire sans espérance cet événement apparaît comme un nouvel espoir, la transformation d'un mouvement guérillero marxiste guevariste en mouvement autonomiste, élément qui attire les anciens groupes subversifs. Cela leur

---

<sup>330</sup> PEREZ A., DEL SOLAR F., *ANARQUISTAS: Presencia Libertaria en Chile 1970 – 2000*, RIL editores, 2008, p. 172.

<sup>331</sup> QUIROGA VENEGAS P., *op. cit.*

<sup>332</sup> BORON A., « La montagne et la ville », *Contretemps, Changer le monde sans prendre le pouvoir ? Nouveaux libertaires, nouveaux communistes*, numéro six, février 2003, p. 60

permet de se refléter dans l'EZLN qui revendique l'indétermination comme une vertu politique destinée à contrer les dérives dogmatiques et à favoriser la convergence des différences<sup>333</sup>.

D'autre part, pour une jeunesse sortant d'une dictature néolibérale et gouvernée par une « démocratie sous contrôle », cela signifie un exemple pour la construction de nouvelles formes du politique. Face à une démocratie représentative qui ne séduit pas, car elle porte en soi la racine dictatoriale, l'événement permet de réfléchir, paraphrasant J. Baschet « avec une profondeur exceptionnelle à un projet de démocratie universelle, de démocratie alternative qui met l'accent sur la structuration des pouvoirs dans les communautés sociales sur la base d'un type de démocratie pluraliste<sup>334</sup> ».

Enfin, la médiatisation de cet événement joue un rôle central, le soulèvement Zapatiste représente, comme l'indique A. Boron, l'expérience quotidienne de millions de personnes dans le monde qui pouvaient voir ainsi, dans un coin reculé d'Amérique, se mener une lutte de résistance au néolibéralisme, les armes à la main<sup>335</sup>.

Un deuxième élément exogène est représenté par les actions du mouvement altermondialiste à Genève en mai 1998 pour le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'OMC et la surnommée « bataille de Seattle » en novembre 1999. Ces actions menées par des groupes d'affinité<sup>336</sup> montrent qu'il est possible de générer de nouvelles formes d'organisation et sortir de la classique organisation verticale en cellule de la tradition marxiste, ainsi que de pouvoir lutter contre de nouvelles cibles, l'ennemi n'est plus la Dictature, c'est l'impérialisme, mais surtout le modèle économique néolibéral.

Suivant ces événements anticapitalistes, le CUAC prend un rôle important dans la *Coordinadora contra el BID*, entité qui regroupait environ 50 organisations sociales, syndicales, étudiantes et politiques de gauche anti-système. Ils s'attaquent à la réunion de

---

<sup>333</sup> BASCHET J., « Du guévarisme au refus du pouvoir d'État: les zapatistes et le champ politique » » in *Contretemps, Changer le monde sans prendre le pouvoir ? Nouveaux libertaires, nouveaux communistes*, numéro six, février 2003, p. 72

<sup>334</sup> *Ibidem*, p.72

<sup>335</sup> BORON A., *op. cit.*, p.61

<sup>336</sup> Le groupe d'affinité se distingue d'autres formes d'organisations politiques de par divers points. Premièrement, le groupe d'affinité est autonome, c'est-à-dire qu'il n'est pas précédé, dépendant et/ou dirigé par une organisation englobante (le parti, le syndicat, l'association, etc.). L'allégeance des participants à un groupe d'affinité est avant tout dirigée vers l'intérieur du groupe, c'est-à-dire vers les autres participants. Ils décident ensemble des critères d'inclusion et d'exclusion à leur groupe. Deuxièmement, la création et le fonctionnement du groupe d'affinité sont en grande partie déterminés par des liens d'amitié : les participants à un groupe d'affinité sont des *amilitants*. Finalement, le groupe d'affinité se distingue d'autres types d'organisations, car il s'inscrit explicitement dans la tradition politique et philosophique de l'anarchisme. Cf., DUPUIS-DERIEF., « Manifestations altermondialisation et "groupes d'affinité". Anarchisme et psychologie des foules rationnelles », *Colloque « Les mobilisations altermondialistes »* 3-5 décembre 2003

la Banque Interaméricaine du Développement qui se déroule au mois de mars 2001 à Santiago du Chili<sup>337</sup>.

Le CUAC existe jusqu'en 2003, les luttes internes ainsi qu'une cristallisation idéologique de l'organisation produisent un important conflit interne, la rupture est imminente et deux organisations naissent de ce schisme, la dénommée *Organización Comunista Libertaria* (OCL) qui fonctionne dans un premier lieu à Valparaíso, Concepción et Santiago, et possède actuellement une présence importante dans tout le pays et la *Corriente Revolucionaria Anarquista* (CRA).

## 2.2. Des lycéens pour l'autonomisme, l'assemblée et l'action directe

La création de l'*Asamblea Coordinadora de Estudiantes Secundarios* (ACES) est le deuxième événement d'importance. Elle née en octobre 2000, au cours du dernier congrès de la *Federación de Estudiantes Secundarios de Santiago* (FESES)<sup>338</sup>, l'organisation qui le précède. Cette dernière, dominée par le parti communiste depuis sa création, possédait une structure très hiérarchique et fermée qui se révèle contre-productive pour les nouvelles formes de travail des lycéens influencés depuis quelque temps par les formes d'organisation des secteurs populaires. Cette situation peut s'expliquer par les politiques de démocratisation de l'enseignement secondaire qui donnent accès à toute une nouvelle catégorie de lycéens habitués à d'autres formes d'organisation politique (*cf.*, *Chapitre 2*). Ainsi, lorsque les groupes de gauche autonomistes, associés aux collectifs d'étudiants deviennent majoritaires, l'ACES prend forme comme nouveau référent des secondaires.

L'événement qui conduit à sa création est le conflit pour le prix des transports au mois de mars 2000. Immédiatement l'ACES montre une dynamique de fonctionnement différente, elle postule l'autonomie comme principe directeur, en se structurant de manière horizontale elle fonde ses décisions dans le principe qu'ils nomment « action directe de masses ». Cette pratique de démocratie directe a été marquée par l'utilisation de l'assemblée comme mécanisme de prise de décisions, la rotation des porte-paroles et la

---

<sup>337</sup> Parmi les groupes les plus voyants participant de ce rendez-vous nous retrouvons : la *Fuerza Antifascista* (FAZ), la *Red Anarquista del Sur*, le *Frente de Estudiantes Libertarios* (FEL), le *Bloque Anarquista Clase contra Clase*, le *Colectivo Estudiantil Andamios*, *Hip Hop Activistas*, les *Chorizos Insumisos*, le *Frente de Estudiantes Revolucionarios*, la *Coordinadora Revolucionaria Motor Rebelde*, *Ni Casco ni Uniforme*, et la *Guachuneí*, dont sa consigne était : « Sans Dieu ni loi avance le Guachuneí ».

<sup>338</sup> La FESES était une organisation historique, une référente des étudiants du secondaire, elle est née en 1948. Les changements qui se sont produits au Chili avec la fin de la Dictature ont exigé des changements dans les formes d'organisation et fonctionnement des associations d'étudiants, néanmoins la fédération, dominée par le PC, garde la dynamique traditionnelle qui reste la représentativité et provoque finalement sa disparition.

quête de parité dans la sélection de ceux-ci. L'expression concrète de ces pratiques est l'approche proposée par J. Holloway<sup>339</sup>, caractérisée par des formes d'organisation non conscientisante où prédomine l'horizontalité, l'aperture au lieu de l'autorité, et la dignité contre tout ce qui méprise et déshumanise, ce sont aussi les principes qui guident le soulèvement Zapatiste. D'après cette logique, le pouvoir ne se comprend pas comme quelque chose qui se possède, sinon comme quelque chose qui s'exerce, le pouvoir ne se trouve donc pas exclusivement dans l'appareil de l'État, sinon aussi dans la vie quotidienne. Les jeunes lycéens conçoivent le pouvoir lié au « faire ensemble », à l'activité commune, au « pouvoir faire » et, de cette manière, ils se distancient de la notion du « pouvoir-sur »<sup>340</sup> qui caractérisait les anciennes formes d'organisation des secondaires.

Par ailleurs, le concept d'action directe est mis en avant dans les discours de l'ACES. La logique de l'action directe peut se résumer dans la devise « penser globalement, agir localement », c'est dans cette logique que nous trouvons la participation de la jeunesse à des collectifs. S. Toro signale que les intérêts de la jeunesse ne se reflètent pas dans des notions abstraites de pays, sinon dans des objectifs plus spécifiques, dont la défense des animaux, des minorités, le féminisme, etc.<sup>341</sup>.

Ces nouvelles formes d'organisation-action sont alors mises en place pour la première fois lors des journées de protestation appelées *el Mochilazo* (coup de sac à dos) en 2001, où s'observe une participation très élevée de jeunes issus de quartiers populaires, participation rare auparavant.

### **2.3. L'occupation et le communautarisme au sein de mouvement des pingouins**

L'année 2006, au sein de la nommée « révolution des pingouins<sup>342</sup> », se manifestent de manière concrète diverses pratiques politiques inédites, nous en avons déjà soulignées certaines liées à l'action de l'ACES, à celles-ci s'ajoutent d'autres pratiques, les plus significatives étant les occupations de lycées et d'universités comme moyen de pression. À

---

<sup>339</sup> Cf., HOLLOWAY J., « Douze thèses sur l'anti-pouvoir », in revue *ContreTemps*, Changer le monde sans prendre le pouvoir ? Nouveaux libertaires, nouveaux communistes, numéro 6, février 2003, pp. 38-45 et *Peut-on changer le monde sans prendre le pouvoir ? (Can We Change The World Without Taking Power ?)* Traduction par Blackjack sur le site *l'En Dehors* 6 avril 2005

<sup>340</sup> VALENZUELA FUENTES K., "Colectivos juveniles: ¿inmadurez política o afirmación de otras políticas posibles?", en *Ultima Década* n°26, CIDPA, Valparaíso, julio 2007, p. 39.

<sup>341</sup> TORO MAUREIRA S., *La inscripción electoral de los jóvenes en Chile. Factores de incidencia y aproximaciones al debate*. Santiago de Chile: Cieplan. 2007, p. 105.

<sup>342</sup> Le mot « pingouin » fait référence aux uniformes bleus, blancs, gris portés par les élèves des écoles et lycées au Chili.



la fin du mois de mai 2006, plus de 250 lycées sont paralysés, ainsi qu'un nombre important d'universités publiques et privées, également des rassemblements massifs, soit seulement le 30 mai, entre 600.000 et 1.000.000 de personnes défilent dans tout le pays, le plus grand rassemblement étudiant (jusqu'à ce jour) dans l'histoire du Chili<sup>343</sup>.

Néanmoins, c'est au sein des occupations ou *tomas* que les étudiants commencent à développer de nouvelles formes de sociabilité, lorsque les occupations perdurent dans le temps, permettant une vie en communauté ainsi que le partage et la mise en place des valeurs auxquelles ils adhèrent.

Les occupations au Chili possèdent une longue histoire. Déjà en 1903 dans la rue Pío Nono, qui traverse aujourd'hui le quartier Bellavista de Santiago, s'installe une colonie anarcho-communiste fondée par un groupe d'ouvriers. La police les attaque constamment, pénétrant à l'intérieur. Alors que cette communauté connaît ses pires instants, un autre groupe – cette fois-ci d'artistes et d'intellectuels – tente de mener à bien une expérience similaire. Ils ont l'idée d'établir une colonie anarcho-chrétienne inspirée par les idées de Léon Tolstoï. Dans les années 1950 et dans une continuité historique de revendication du sens communautaire, de l'expérience locale et de la démocratie directe et contre la spéculation capitaliste et les logiques état-centriques<sup>344</sup>, les occupations deviennent une action politique caractéristique des classes populaires avec les dites *tomas de terreno*, lesquelles ont leur essor entre 1957 et 1970<sup>345</sup> (cf. *chapitres 1 et 2*). Aux occupations de terrain suit, dans cette continuité historique, le mouvement « okupa ». Né en Angleterre dans les années 1960, ce mouvement va majoritairement influencer les jeunes latino-américains à travers les *Centros Sociales Okupados* en Espagne<sup>346</sup>.

Le concept d'*okupación* se trouve associé à la notion d'« appropriation » décrite par P.-J. Proudhon, ces occupations seraient une réponse à la nécessité d'un logement digne sans spéculation, une stratégie avec l'objectif de développer des activités autonomes, sans médiation institutionnelle ou corporative, en recréant de cette façon de nouvelles manières de vie urbaine qui ne soient pas conditionnées par les normes sociales

---

<sup>343</sup> FALABELLA A., "Democracia a la chilena": Un análisis del movimiento estudiantil y su desenlace, *Docencia* N° 36, diciembre 2008, p. 8.

<sup>344</sup> GANTER SOLIS R., "Conflictos urbanos e insumisiones ciudadanas: El caso de la "okupa" de calle República en Santiago centro", *Sociedad Hoy*, núm. 8 - 9, 2005, p. 44

<sup>345</sup> Cf., GARCÉS M., "Los pobladores tomando sitio en la sociedad chilena, Santiago 1957-1970"; en M. GARCÉS, P. MILOS, M. OLGUÍN, J. PINTO, M. T. ROJAS y M. URRUTIA (compiladores): *Memoria para un nuevo siglo*, Ed. LOM, Santiago, 2000.

<sup>346</sup> GANTER SOLIS R., *op. cit.*, p. 46

dominantes<sup>347</sup>. Les *okupas* se structurent à travers des assemblées où est privilégié le mécanisme de la discussion par rapport au vote, dans ce même sens, l'autonomie et l'autogestion ont un rôle important dans leurs pratiques quotidiennes. Par ailleurs, leurs stratégies d'action se lient avec la lutte non conventionnelle, la désobéissance civile et l'insoumission citoyenne. Par rapport à la composante idéologique, celle-ci est assez diverse, mais l'anarchisme est cependant prédominant.

Nous pouvons donc inférer que cet héritage, associé aux apprentissages liés aux événements précédents, ont encouragé les étudiants secondaires à prendre l'occupation comme un nouveau répertoire d'action collective.

Concernant le mécanisme de prise de décisions, toutes les décisions sont exprimées par des porte-paroles. Ceux-ci sont cependant révocables par les étudiants à n'importe quel moment lors des assemblées afin d'éviter l'apparition de leaders ou caudillos. Cette pratique est aussi l'héritage des premières organisations anarchistes du XXe siècle, comme le montre l'écrivain anarchiste José Santos González Vera<sup>348</sup>, dans son livre autobiographique *Cuando era muchacho (Quand j'étais un jeune homme)*, il raconte : « Chaque dimanche j'allais au centre Francisco Ferrer (instances de rencontres ouvrières-étudiants). Dans celui-ci, il n'existait qu'un secrétaire. Les anarchistes, dans leur soif d'éliminer l'autorité, en finirent avec les présidents ». Le terme « présider » impliquait l'idée de commandement. Le mot de « secrétaire » celui d'une fonction. Le/la secrétaire remplit un mandat, il/elle n'a pas de pouvoir. Ce concept, qui diminue l'autorité, au moins en apparence, s'incorpore plus tard aux coutumes syndicales. Toutefois, pendant longtemps l'idée d'un porte-parole disparaît du langage des organisations politiques, largement dominée par des idéologies plus autoritaires et d'organisation verticale. C'est ainsi qu'avec la création de l'ACES cette pratique se répand et, dans le mouvement pingouin, elle se consolide.

Les collectifs étudiants sont un autre des aspects qui se renforcent avec le mouvement pingouin ; mais comment peut-on définir un collectif ? Le collectif est en soi une catégorie de regroupement, qui à travers son identification nous permet de connaître sa nature politique. C'est une modalité d'expérience pour une pluralité d'individus qui sont « affectés » par un problème public et qui de façon intentionnelle s'engagent en conséquence à des degrés divers afin de trouver une solution. La nature volontaire précède

---

<sup>347</sup> *Ibidem*, p.45

<sup>348</sup> GONZALEZ VERA J. S., *Cuando era muchacho*, Santiago, Edit. Nacimiento 1951.

cette collectivisation d'actions individuelles. Autrement dit, le collectif repose sur trois composantes : une sémantique, une pragmatique et une intentionnelle<sup>349</sup>.

La question que l'on peut se poser est : comment ce type de regroupement s'installe-t-il ? C'est en effet, l'ACES qui dominée par la gauche non traditionnelle connue comme les « ultras » et par des libertaires, utilise de manière explicite l'organisation à travers des collectifs d'étudiants pour mieux s'insérer dans les lycées périphériques. Étant donné que dans les structures d'organisation de certaines poblaciones les pratiques qui fondent un collectif se trouvent fortement ancrées, un bon nombre de lycées de la périphérie forment également, en parallèle aux organisations promues par l'institution scolaire existante seulement sur le papier, des collectifs de divers genres. Ce fait est même témoigné par les études réalisées par le gouvernement, avant la mobilisation des lycéens. La quatrième enquête nationale de la jeunesse de 2004 dévoile ainsi une jeunesse, contrairement à ce que pensaient les adultes, très participative, qui même si elle s'éloigne des espaces politiques conventionnels, adhère à de nouveaux groupes qui promeuvent des formes alternatives de participation sociale, telles que les collectifs culturels et d'étudiants<sup>350</sup>, lesquels en étant des espaces de participation politique non-institutionnalisés favorisent la participation des jeunes issus de milieux populaires.

Les collectifs envisagent donc l'action politique premièrement comme action culturelle, autrement dit, si la politique signifiait la transformation des structures de pouvoir, aujourd'hui nous assistons aux transformations dans les structures de la vie quotidienne. En effet, les efforts de collectifs et d'organisations autonomes ne se dirigent pas vers la conquête du pouvoir, ils se centrent plutôt dans des thématiques proches de la quotidienneté et des luttes sectorielles, dont la dimension revendicative se voit déplacée des aspects matériels, économiques et productifs vers le culturel, symbolique et identitaire, il y a donc un déplacement du noyau des contradictions sociales<sup>351</sup> qui va signifier des transformations dans les pratiques, l'organisation et les objectifs des lycéens.

Finalement, une des dernières pratiques observées est celle de l'action directe violente qui se réveille lors des journées de protestation, tout cela sous une logique spontanée proche des black blocs, et fortement liée à l'héritage de la violence populaire de

---

<sup>349</sup> KAUFMANN L., TROM D. (eds.) *Qu'est-ce qu'un collectif? Du commun au politique*, Raisons Pratiques N°20, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2010. 402 pp.

<sup>350</sup> VALENZUELA FUENTES K., *op. cit.*, p. 34.

<sup>351</sup> ZARZURI R., « Participación Juvenil, Cultura y Movimientos », *Revista Observatorio de Juventud*, Injuv, 3(11), 2006, p. 49

rué au Chili<sup>352</sup>. Lors de ces actions directes, une esthétique se généralise, d'abord l'utilisation de la cagoule comme un moyen pratique pour rester anonyme, mais aussi comme symbole d'égalité et de libération.

#### 2.4. Les jeunes populaires : autogestion et violence organisée

La cristallisation de toutes ces formes d'expression politique, qui signifie un rapprochement des jeunes vers la mouvance libertaire, arrive lors du Mouvement étudiant de 2011. Pour l'analyse de ce dernier événement, nous voudrions nous focaliser sur deux aspects qui nous semblent caractériser fortement le phénomène étudié : l'autogestion lors des occupations et la violence organisée de groupes qui se dénomment eux-mêmes comme libertaires ou anarcho-communistes.

Or, lorsque nous avons observé les expériences d'autogestion qui se développent suite aux occupations des lycées (dont les plus longues ont duré jusqu'à sept mois), nous contemplons surtout un passage à l'action locale des jeunes face à la prise en compte d'une réalité quotidienne de domination, laquelle se produit et reproduit, fondamentalement, à l'école. D'après Contreras, Guajardo et Zarzuri, les jeunes prennent des comportements, une éthique et une morale différents et même opposés à ce que la société a établi comme norme. Dès lors se construit une nouvelle manière de faire de la politique ; ce que l'on peut nommer la politique du micropolitique, plutôt que de la grande politique<sup>353</sup>.

Les occupations suivent ainsi la ligne tracée par les zones autonomes temporaires telles qu'elles sont décrites par Hakim Bay<sup>354</sup>, des endroits hors-la-loi, où des modes de vie expérimentaux sont mis en place, car chaque occupation est différente et gère son quotidien de manière différente, mais suivant, tout de même, certains principes de base.

À l'intérieur de chaque occupation, le discours qui s'entend est celui du soulèvement et non de la révolution. C'est avec ce discours que nous trouvons les premiers liens avec la logique de la zone autonome temporaire décrite par Bay : « Nous la recommandons parce qu'elle peut apporter une amélioration propre au soulèvement, sans nécessairement mener à la violence et au martyre. La TAZ est comme une insurrection

---

<sup>352</sup> Cf. GOICOVIC DONOSO I, « La propaganda por los hechos en el movimiento anarquista chileno (1890-1910) », *op. cit.*, GOICOVIC DONOSO I, « Consideraciones teóricas sobre la violencia social en Chile (1850-1930) », *op. cit.*, et SALAZAR Gabriel, *La Violencia Política Popular en las Grandes Alamedas, la violencia en Chile 1947-1987*, Santiago, LOM Ediciones, 2006

<sup>353</sup> CONTRERAS T., GUAJARDO S. & ZARZURI R., *Identidad, participación e hitos de resistencia juvenil en Chile contemporáneo*. Santiago de Chile: Centro de Estudios Socioculturales (Cesc), 2005, p. 29.

<sup>354</sup> BAY H., *op. cit.*

sans engagement direct contre l'État, une opération de guérilla qui libère une zone (de terrain, de temps, d'imagination) puis se dissout, avant que l'État ne l'écrase, pour se reformer ailleurs dans le temps ou l'espace<sup>355</sup> ». Les étudiants sont effectivement délogés au fur et à mesure que la période d'occupation devient problématique pour les autorités, ils partent ailleurs. Ainsi, lorsque la police les déloge, elle ne retrouve qu'une « *toma fantasma* » (occupation fantôme), les étudiants s'organisent pour passer d'une occupation à une autre, pourtant derrière eux ils laissent leurs traces : un potager, des peintures murales, des pamphlets. Ensuite, ils reviennent et reprennent leur occupation. Initier une TAZ peut certainement impliquer des stratégies de violence et de défense, mais sa plus grande force réside dans son invisibilité : « l'attaque doit porter sur les structures de contrôle, essentiellement sur les idées<sup>356</sup> ».

Les étudiants s'occupent alors d'attaquer les structures de contrôle et de donner réponse eux-mêmes aux demandes d'éducation anticapitaliste. Ainsi face à l'endettement, à la ghettoïsation et à la violence institutionnelle qui articule le système éducatif chilien, certains lycées proposent un nouveau projet d'émancipation qui consiste à créer des lieux de « contre-pouvoir » et d'« anti-pouvoir ». Comme le signale J. Holloway<sup>357</sup> la notion d'anti-pouvoir affirme que l'objectif n'est pas la conquête du pouvoir, mais la dissolution du pouvoir. L'objectif est donc d'auto-gérer l'enseignement, en déconstruisant la logique autoritaire des cours, ils déterminent ce qu'ils veulent apprendre et comment. Ils appliquent ainsi le système d'atelier ouvert, ils éliminent au sein de ces ateliers la logique de compétition, et adoptent l'entraide, concept qui, selon Kropotkine, constitue « la norme » de l'organisation sociale<sup>358</sup>. Les jeunes démontrent avec l'autogestion de leurs lycées que la solidarité ne provient pas des idées abstraites ni de discours étrangers, sinon de l'expérience quotidienne, silencieuse et parfois insupportable de la domination dans toutes ses formes<sup>359</sup>. De ces pratiques se détachent une série de conséquences, premièrement, les jeunes prennent l'éducation comme un acte politique, autrement dit, au sein de la contestation, on assiste à une transformation conflictuelle de la réalité, basée sur la prise en compte que les conflits vécus dans la quotidienneté scolaire sont étroitement liés aux

---

<sup>355</sup> *Ibidem*, p. 8

<sup>356</sup> *Ibid.*, p.9

<sup>357</sup> HOLLOWAY J., « Douze thèses sur l'anti-pouvoir », *op. cit.*, p. 39

<sup>358</sup> WHITE D. F., KOSSOFF G., « Anarchisme, libertarisme et environnementalisme?: la pensée anti-autoritaire et la quête de sociétés auto-organisées », *Ecologie & politique*, 2011/1 N°41, p.150

<sup>359</sup> Colectivo Diatriba - Opech/Centro de Alerta, *Trazas de Utopía. La experiencia de autogestión de cuatro liceos chilenos durante 2011*, Chile, diciembre 2011, p. 125

conflits structurels de la société<sup>360</sup>. Deuxièmement, cette expérience permet aux jeunes de se retrouver dans une perspective historique d'éducation populaire, se crée alors un lien avec la mémoire populaire d'autogestion transformant cette expérience dans un répertoire d'action lors de nouvelles périodes de contestation. Finalement, nous observons l'établissement de nouveaux rapports sociaux lors de ces expériences avec les parents d'élèves, les universitaires et leurs professeurs. Ces interactions sont fondées sur la mise en place des modèles d'autorégulation autres que les modèles normatifs traditionnels de l'école, un ordre sans autorité. Le pouvoir de décision se partage entre chaque acteur lors des assemblées, et les normes se construisent sur la base de la solidarité, du respect et de la camaraderie.

En ce qui concerne la violence organisée, nous pouvons signaler que dans les groupes se revendiquant de la mouvance libertaire elle détient deux sources principales. D'une part, celle des *black blocs*, dont nous trouvons l'origine dans le mouvement italien *Autonomia* des années 1960-1970<sup>361</sup>, suivi par le mouvement *Autonomen* en Allemagne que la police berlinoise dénomme « *Black Bloc* » (Schwarze Block). Les *Autonomen* s'organisent de manière égalitaire et libertaire et prônent l'autonomie individuelle, de genre, décisionnelle, et politique<sup>362</sup>.

D'autre part nous trouvons l'héritage des groupes subversifs qui se sont battus contre la dictature de Pinochet. Principalement du FPMR, bras armé du Parti communiste durant la dictature, le MIR, et du MJL de tendance marxiste-léniniste à ces origines, et dont les membres de plus en plus jeunes, au cours des années 2000, deviennent proches des idées autonomistes.

Ainsi un grand nombre d'organisations politico-militaires de la gauche révolutionnaire, scindées à la suite de la détention et persécution de leurs membres, vont s'approcher de l'anarchisme, et comme l'indiquent F. del Solar et A. Perez, sans être motivées par une forte conviction politique, l'anarchisme représente l'unique tranchée dans laquelle ces organisations pouvaient s'engouffrer à ce moment-là<sup>363</sup>.

Dans cette intégration, convergent essentiellement des groupes comme le *Lautaro* et les cadres les plus jeunes du MIR. Ils avaient comme centre d'opérations le *Pedagógico*,

---

<sup>360</sup> *Ibidem.*, p.127

<sup>361</sup> DUPUIS-DERI F., « Penser l'action directe des black blocs », *op. cit.*, p.82

<sup>362</sup> *Ibidem.*, p.83

<sup>363</sup> PEREZ A., DEL SOLAR F., *op. cit.*, p. 25

qui était aussi le point de convergence de tout un amalgame de groupes qui va être appelé par la droite et la *Concertación* : l'*Ultra Izquierda*.

Au sein de l'*ultra izquierda*, une organisation appelée *la Vanguardia* fonde ses activités sur la protestation de rue suivant les mêmes logiques utilisées pendant la dictature. Ces protestations impliquent la mise en place d'une barricade, de la propagande avec des pamphlets et des discours de revendication pour finir avec un affrontement direct en groupes réduits avec la police. Ces actions se déroulent dans le croisement des avenues Macul et Grecia – haut lieu des manifestations violentes dans les années 1990 et 2000. Cette organisation qui dans ses commencements s'appelle *Vanguardia Anarquista Estudiantil* (VAE) va devenir progressivement plus radicale et changera son nom pour *Resistencia Anarquista Estudiantil* (RAE). Sous la même logique de protestation violente de rue, émerge le groupe *Motor Rebelde*, il développe ses activités entre 1994 et 1995. Ce regroupement génère un fort lien avec des prisonniers politiques, *ex-lautaristas*, et avec des militants venant de la prison politique et qui deviennent des étudiants à l'université<sup>364</sup>.

D'une certaine façon ce dernier groupe aura une influence et une vigueur dans la promotion de la lutte de rue au niveau universitaire et dans les *poblaciones*, représentant et légitimant ce type de performances qui seront reprises et améliorées par les jeunes lors de la défense des occupations de 2011.

C'est cependant la tactique du *Black Bloc* qui représente de manière la plus fidèle les actuelles formes de violence. C'est dans l'aspect esthétique, dans la façon de s'habiller et les symboles qu'ils revendiquent que nous rencontrons les plus fortes similitudes avec les jeunes qui se revendiquent de la violence politique. Le *black bloc* est en effet une forme d'action collective très caractéristique, qui consiste, pour des individus masqués et vêtus de noir, à former un cortège (un bloc noir) au sein d'une manifestation<sup>365</sup>. Ainsi l'utilisation de la cagoule (normalement noir) est devenue un signe distinctif des jeunes manifestants chiliens, bien que son utilisation soit notamment pratique et stratégique, elle semble être un héritage du mouvement zapatiste et de l'esthétique du FPMR.

La tactique du *Black Bloc* semble d'ailleurs prendre un sens particulier selon le contexte culturel local, au Chili la particularité est le contexte d'occupation des lycées. De ce fait, les étudiants qui organisent les coupures de route sortent généralement des lycées ; ce sont des camarades de classe ou bien des amis restés à l'intérieur de l'occupation,

---

<sup>364</sup> *Ibidem.*, p.163

<sup>365</sup> DUPUIS-DERIF., « Penser l'action directe des black blocs », *op. cit.*, p. 79

formant des groupes d'affinité. Nous l'avons déjà signalé, les occupations se nomadisent et leurs participants sont liés aussi par des rapports autres que ceux normalement générés par l'école. Ce type d'organisation permet d'ailleurs des actions violentes réalisées par de petits groupes, les décisions sont donc prises de manière consensuelle et rapide dans chaque occupation. En outre, la nature éphémère des groupes limite la constitution de leaders ou d'autorité informelle. Cette organisation limite aussi l'infiltration de policiers ou journalistes, situation qui se produit quotidiennement durant les grandes manifestations de rue.

Quant au passage à l'acte, de la même façon que les violences réalisées par les *Black Blocs*, les actions directes ne sont pas meurtrières, elles sont surtout symboliques, et d'une intensité réduite, elles s'inscrivent dans une volonté de communication politique, c'est un jugement moral « ici et maintenant ». Ce jugement moral, qui concerne des principes comme la liberté, l'égalité, et la justice, est chargé des émotions exprimées auparavant, durant et après ce passage à l'acte. En effet, l'objectif premier de ces violences est de manifester une critique radicale du système économique et politique.

Les jeunes cagoulés conforment ainsi un épiphénomène d'un vaste mouvement anti-autoritaire – consciemment ou non anarchiste – que nous avons vu se développer depuis les années 2000. Il serait donc pertinent de se demander quels parcours définissent ce militantisme de plus en plus autonomiste.

### **3. *Des parcours individuels qui définissent le militantisme libertaire***

Nous voudrions dans cette partie situer de nouveau l'engagement militant dans le parcours social, biographique et même affectif des jeunes populaires. Notre objectif est de retrouver les parcours qui contribuent à fabriquer des raisons à s'engager ainsi que les conditions organisationnelles, les interactions sociales et symboliques qui les rendent possibles.

Pour arriver à notre objectif, nous avons privilégié les récits de vie comme source d'information. Comme O. Filleule le signale : il faut partir de l'idée que le militantisme doit aussi être compris comme activité sociale individuelle et dynamique<sup>366</sup>. Une telle orientation exige l'intégration de la dimension temporelle au sein de l'analyse. Nous utilisons de ce fait l'enquête rétrospective. Le militantisme sera donc pour nous un processus, comme le souligne H. Becker, l'analyse de l'engagement qui consiste à

---

<sup>366</sup> FILLIEULE O., « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *op. cit.*, p. 200



reconstruire « une succession de phases, de changements de comportements et de perspectives de l'individu<sup>367</sup> ».

De ce fait, nous essayerons de répondre aux questions suivantes : comment se produit la décision d'engagement ? Y a-t-il des défections ou des déplacements d'un collectif à l'autre, d'un type de militantisme à l'autre ? Par ailleurs, étant donné que les collectifs militants contribuent de manière variable à produire, ou tout du moins à orienter, les chances pour chaque individu de s'engager ou non<sup>368</sup>, il faut se demander par quelles voies ces collectifs ont produit ou orienté cet engagement ? Enfin, étant donné que les engagements sont des pratiques sociales éminemment normatives et que chaque implication se fait au nom d'une conception du « juste » et du « bien » justifiant donc de temps et parfois don de soi<sup>369</sup>, nous voudrions identifier, d'après le récit des jeunes, quelles sont les valeurs qui guident cet engagement ?

Quant aux jeunes entretenus, et comme le constate F. Dupuis-Deri, il n'y a pas un profil homogène de participants qui se cache sous la cagoule noire<sup>370</sup>, nous avons certes des jeunes provenant de quartiers populaires, mais parmi eux différentes histoires se tissent, familles plus ou moins engagées politiquement, qui ont subi plus ou moins fortement la dictature. Parmi ces jeunes, il y a des universitaires, des élèves du secondaire ou bien des chômeurs. Les parcours sont divers, cependant nous retrouvons des espaces de connexion, où ses vies se sont croisées.

G. Pleyers distingue au sein des participant-e-s aux *Black Blocs* les jeunes peu politisé(e)s en quête de sensations fortes et des militant-e-s hautement politisé(e)s<sup>371</sup>. Dans nos récits la plupart des jeunes qui se revendiquent comme libertaires possèdent un discours politique assez élaboré, avec des idées et des valeurs très claires. Leurs militances sont multiples, ils s'engagent dans des collectifs culturels, éducatifs, sportifs et d'action directe. D'où leur construction idéologique complexe, dont différentes contre-cultures sont mobilisées (animalisme, véganisme, *okupas*, etc.) pour construire leur identité militante.

Nous avons signalé par ailleurs l'importance des différentes phases dans la construction de l'engagement. En effet, l'attractivité d'une cause est toujours inscrite dans

---

<sup>367</sup> BECKER H., *Outsiders...op. cit.*, p. 45-46

<sup>368</sup> FILLIEULE O., « Propositions... », *op. cit.*, p. 210

<sup>369</sup> NICOU S., *Le travail militant*, Rennes, PUR, 2009, p. 14

<sup>370</sup> DUPUIS-DERI F., « Penser l'action directe des black blocs », *op. cit.*, p.86.

<sup>371</sup> PLEYERS G., « Des black blocs aux alter-activistes : pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes », *Lien social et Politiques*, n° 51, 2004, p.125-126

un contexte sociohistorique et cela pèse dans la construction d'une « fidélité militante », dans la plupart des récits recueillis, le contexte historique a été marqué par la « révolution des pingouins » en 2006. Pour ces jeunes, les occupations des lycées étaient la première approche d'une situation de contestation de longue durée :

La première fois que je me suis mis dans les organisations d'étudiants et les collectifs c'était l'année 2006...j'étais en 8e (dernière année de primaire) je faisais la manche pour les gars du lycée occupé proche de chez moi (Pedro, jeune activiste, 19 ans, 2011).

C'était aussi le commencement d'un processus de formation politique pour ceux qui étaient plus âgés :

Cela est arrivé en 2006, avec le truc qu'on a appelé à cette époque la révolution des pingouins, commence mon processus politique et de formation politique, dans la génération de conscience, parce qu'à cette époque, j'étais en premier (première année de secondaire) tu vois ? (Juan, jeune activiste, 19 ans, 2011).

Nous pouvons signaler aussi des événements marquants, des chocs émotionnels qui se répètent dans les récits et donnent lieu au commencement d'une phase :

Je me suis rendu compte que j'étais un anarchiste le jour de la mort de Pinochet, parce que ce jour je me suis rendu compte à quel point les gens avaient souffert...après cela tout est devenu un bordel et j'ai commencé à jeter mes premières pierres, j'étais petit à ce moment-là...maintenant je me déclare un anarchiste, mais un anarchiste n'est pas celui qui jette des pierres, sinon celui qui lutte pour les droits des gens qui ne veulent pas lutter pour leurs droits (Michel, jeune activiste, 18 ans, 2011).

Par ailleurs parmi les jeunes certains signalent une phase de défection, qui cadre avec le déclin du mouvement de 2006 :

En 2007 ils (les lycéens) essayent de relever le mouvement, mais il était comme dissipé, et même moi j'étais perdu, c'est-à-dire je ne participais d'aucune organisation (Pedro, jeune activiste, 19 ans, 2011)

Ces défections ont permis à certains de vivre une période de repli vers la lecture, une lecture souvent anarchiste qui les éloigne d'un Marxisme apporté souvent par leurs familles :

En 2010 je commence à lire un peu plus et à comprendre de quoi il s'agissait que notre lutte n'était pas seulement pour des réformes, elle allait plus loin (Pedro, jeune activiste, 19 ans, 2011).

De la même façon que l'anarchisme intègre les pratiques de jeunes des années 1990, certains s'appuient sur d'autres éléments culturels, comme la musique, surtout le punk :

D'un autre côté, il y avait la musique, j'écoutais un peu plus du punk et toutes ces choses, de ce côté plus anarchiste en tout cas, toujours en train de lire des articles lourds et des choses de ce genre (Juan, jeune activiste, 19 ans, 2011).

Finalement, et pour la plupart, arrive un moment de militance plus stable, qui commence en 2010 et qui s'exprime fortement pendant le mouvement étudiant de 2011 :

...et en 2010 je me lance, parce qu'arrivent les occupations, il y a eu des essais, en effet ce lycée fut occupé, mais cela durait très peu, mais on l'a occupé 3, 4, 5 fois, on était des étudiants organisés (Miguel, jeune activiste, 19 ans, 2011).

Ils commencent la formation de collectifs, l'organisation de forums de débats :

...et ainsi que je m'y suis mis, et c'est là que j'ai formé mon premier collectif, les premiers défilés, la première fois que j'ai débattu avec quelqu'un de politique, la première fois que j'ai jeté une pierre et que j'apprends à la justifier, c'est-à-dire ça a été un changement dans mes expériences (Juan, jeune activiste, 19 ans, 2011).

Et surtout une activité pratique, d'action directe :

Quand j'ai commencé tout, c'était plutôt de la lecture, beaucoup de connaissances théoriques, mais aujourd'hui c'est quelque chose dans la pratique. Ce sont différentes choses que l'on apprend dans la rue, parce que de toute façon une chose ramène l'autre, mais j'ai trouvé qu'au début j'ai vécu cela et maintenant je vis une chose plus pratique, d'apprendre dans la rue, avec les coupures de route, avec la cagoule. J'ai connu des gens Acrates, dans la rue, dans les *okupas* [...] aujourd'hui on vit quelque chose de plus révolutionnaire, plus pratique... (Juan, jeune activiste, 19 ans, 2011).

En effet, nous ne pouvons pas attribuer le refus à la politique traditionnelle à une faible « maîtrise idéologique » de la part des jeunes, leur construction idéologique, même parfois éclectique et individuelle, est constante. Les jeunes activistes nous ont fait comprendre qu'ils apprennent la politique en regardant la réalité, le quotidien. Comme l'indique J. Baeza et M. Sandoval, les injustices sociales, la marginalisation que peuvent endurer les jeunes ou dont d'autres groupes souffrent, produisent des mises en questions et

sensibilisations qui les amènent à chercher des réponses dans la politique<sup>372</sup>, mais une autre politique faite de manière directe sans représentants, sans intermédiaires :

C'est le désespoir que nous fait subir ce système, parce qu'il arrive un moment où l'on dit : ça suffit de vivre en galère, que tes parents se disputent pour l'argent, pour les factures, si ton père est un ouvrier c'est aberrant ce que gagne un ouvrier (Miguel, jeune activiste, 19 ans, 2011).

Ces expériences du quotidien les confrontent au besoin d'action, c'est le changement ici et maintenant qui les pousse à l'organisation, pour une transformation immédiate de leur réalité, pour pouvoir vivre selon leurs valeurs. Les collectifs deviennent la forme d'organisation qui s'adapte à ces nouvelles façons de construire leur réalité, permettant également des processus d'apprentissage, de véritables « carrières » au sens interactionniste du terme<sup>373</sup>, ils deviennent le premier pas vers un activisme de haut risque, vers l'action directe violente. C'est le collectif qui les rapproche des formes de lutte plus risquées, organisées et clandestines :

On était dans l'esprit du collectif, et du coup arrive un gars X, et il nous demande presque en code : et vous ? Qu'est-ce que vous pensez de ça ? (action violente) et nous, on dit : oui, on est d'accord, alors venez à telle heure et regardez, et ensuite il me dit à moi tout seul que je pouvais participer avec eux, être dedans (Gonzalo, étudiant, 22 ans, 2012)

Par ailleurs, certains jeunes identifient le pouvoir politique de l'État plutôt que le pouvoir économique du Capital comme obstacle à l'émancipation qu'ils postulent :

Je ne partage pas le truc de l'État, que l'État nous donne tout, parce que la même chose va toujours se passer. Je pense que le peuple doit travailler pour le peuple et ça, c'est de l'appui mutuel, et ainsi les gens vont vivre mieux, en solidarité en appui mutuel, collectivité, c'est comme ça que je rêve la société, parce que l'État va toujours être répressif, et on va se décevoir de ce truc parce qu'il va toujours essayer de te réprimer (Gonzalo, étudiant, 22 ans, 2012).

Ces tendances libertaires qui se développent à l'intérieur des collectifs se construisent sur la base de certains principes et valeurs, parmi lesquels : la liberté fondée sur l'égalité, l'abolition de l'État et de la propriété privée, l'action directe, l'indépendance politique, l'autogestion, la solidarité et l'internationalisme :

Je veux que les gens vivent en liberté, mais non la liberté de la consommation, et non plus ce truc égoïste de dire : ta liberté s'arrête où commence la mienne, car ce truc c'est de l'égoïsme, ce truc ce n'est pas la liberté, c'est du droit...les gens ils doivent comprendre qu'il faut vivre

---

<sup>372</sup> BAEZA CORREA J., SANDOVAL MANRIQUEZ M., "Nuevas prácticas políticas en jóvenes de Chile : conocimientos acumulados 2000-2008", *Revista Latinoamericana de ciencias sociales, niñez y juventud*, volumen 7, n° 2, 2009, p. 1386

<sup>373</sup> NICOUD S., *Le travail militant, op. cit.*, p.22

en liberté que tu dois arrêter de consommer des trucs, arrêter de consommer des transgéniques. Plante ! Fais un potager chez toi, c'est comme ça que les gens vont vivre en liberté, et vivre mieux...alors c'est ça mon but, autogestion, liberté pour tout le monde non seulement pour les quartiers pauvres, pour toute la société (Mauricio, 23 ans, étudiant, 2012)

En effet, au sein de ces valeurs et principes d'autres pratiques se couvent, comme la tendance végétaliste et animaliste. Celles-ci ont pour origine les idées exprimées par William Godwin selon lesquelles les systèmes sociaux basés sur le pouvoir, l'autorité et le contrôle allaient d'une certaine façon contre la nature, humaine et non humaine<sup>374</sup>. Murray Bookchin<sup>375</sup> s'attaque d'ailleurs à la domination, au traitement cruel et à l'exploitation de tout ce qu'il y a dans la nature, évidemment même les animaux :

C'était une décision personnelle, parce que mince, j'aime les animaux, alors depuis petite, quand je me suis rendu compte de quoi on se nourrissait, ça a été un choc, en plus c'est aussi un moyen d'exploitation, quand tu prends le lait de la vache ou quand tu produis du fromage, quand tu tues les animaux, tout cela c'est de l'exploitation (Ana, 17 ans, lycéenne, 2011).

Nous pouvons conclure que dans les parcours de construction d'un engagement libertaire se présentent des phases étroitement liées au contexte socio-historique (grèves, mouvements sociaux) ainsi que des événements ponctuels qui poussent vers un engagement à long terme. La décision est normalement prise face à des situations objectives d'injustice ou exclusion et s'exprime à travers une organisation-action centrée sur la structuration de collectifs, de l'action directe et de contre-cultures.

### ***Conclusion***

Dans sa nouvelle phase de développement, l'anarchisme chilien est arrivé à se détacher de son passé anarchosindicaliste et devient une idéologie de lutte liée aux mouvements d'étudiants et de lycéens, principalement parce que ses fondements se sont mieux adaptés à la nouvelle organisation des groupes de jeunes.

Par ailleurs, bien que nous ayons souligné seulement quatre événements dans la renaissance de la pensée libertaire, la construction de celle-ci au sein de la jeunesse populaire est un fait de tous les jours, chaque rencontre dans un collectif, chaque petite manif de rue, chaque repas dans une occupation a permis la construction d'une identité nouvelle chez chacun de ces jeunes. Cependant, le poids de la mémoire historique et de la mémoire biographique ne peut pas être négligé ; cela a permis la reprise et la mise en place des répertoires d'action historiquement connus par les communautés et les acteurs.

---

<sup>374</sup> WHITE D. F., KOSOFF G., *op. cit.*, p.158

<sup>375</sup> Fondateur de l'écologie sociale, Bookchin était un essayiste et militant de l'écologisme libertaire.

Nous avons d'ailleurs observé une participation des jeunes à une multitude de collectifs représentant chacun une façon de répondre aux revendications qu'ils expriment. Le collectif devient ainsi la manière d'exercer le pouvoir et de conformer des structures identitaires idéologiques, que chaque collectif ne peut remplir de façon indépendante.

Il a été aussi possible d'observer le développement des tendances et des pratiques venues de l'extérieur, liées principalement à la mouvance altermondialiste : elles s'expriment à travers les *Black Blocs*, les Zones Autonomes Temporaires, et les *okupas*. Ces éléments sont fondamentaux à l'heure d'expliquer la construction d'une identité libertaire.

Le grand défi à relever pour la mouvance libertaire chilienne est le « problème du groupe d'âge ». Jusqu'à aujourd'hui, le mouvement anarchiste chilien se trouve enclavé dans la jeunesse, laquelle a créé une esthétique et des pratiques, qui, regardées de loin, sont considérées comme appartenant à l'identité de l'anarchisme. Un anarchisme adolescent avec une identité limitée, aussi bien dans son langage que dans la lecture qu'il fait de la réalité, ce qui a empêché sa croissance vers d'autres acteurs sociaux et a conditionné la construction d'organisations et de types d'actions.

## **Partie 3**

-

### **Construction d'une radicalité politique : Violences, reconnaissance et nouvelles normativités**

## Introduction

Ayant pour objectif de retrouver les significations données par les jeunes militants radicaux aux actions de violence politique populaire, nous avons déjà parcouru, identifié et analysé des éléments historiques, anthropologiques, mémoriels, structuro-institutionnels, émotionnels et expressifs. Pourtant, tous ces éléments se montrent encore insuffisants pour répondre pleinement à nos questionnements. Avec cette troisième partie, nous cherchons donc à compléter cette recherche. Nous voudrions pour cela nous introduire dans le monde de la morale et de l'éthique des jeunes militants, et voir comment, à travers leurs pratiques d'une politique radicale, ils construisent progressivement de nouvelles normativités sociales<sup>1</sup>.

Nous entendons ces normativités, selon le sens donné par A. Ogien, comme force qui contraint les individus à faire une chose qu'ils n'ont pas le choix de ne pas faire<sup>2</sup>. La constitution et l'exercice de ces normativités deviennent donc les enjeux principaux pour les acteurs engagés dans l'action. Deux façons de constituer la normativité se présentent communément, une prescriptive<sup>3</sup>, fondée sur la sanction à la moindre déviance, et une conception régulatrice<sup>4</sup>, où c'est l'individu – en tant qu'habitué à les pratiquer – qui attribue une certaine autorité aux normes sociales et qui, en raison de cette attribution, oriente son action dans un sens qu'il est capable d'explicitier. Le processus historique d'émergence et d'institution de normes – perspective normative – ayant été travaillé tout au long de cette recherche, nous nous intéressons dorénavant à analyser la logique de l'usage de normes en contexte, autrement dit et comme l'indique A. Ogien, à étudier la formation de ce jugement pratique au sujet de ce qui est approprié à la situation et à ses

---

<sup>1</sup> Nous comprenons par normativité, et plus précisément par normativité sociale les pratiques constituant le rapport entre exercice de la connaissance et réalisation de l'action, celle-ci explique la coordination de l'action, et donc la régularité des conduites sociales. Cf. OGIEN A., « Normativité sociale et normativité neuronale. La découverte des « neurones miroirs » et ses usages en sociologie », *Revue française de sociologie*, 2010/4 (Vol. 51), p. 667-691.

<sup>2</sup> *Ibidem*, p. 678

<sup>3</sup> La forme prescriptive admet que chaque société impose un système normatif qui détermine les formes de conduites impératives que ses membres sont sommés de respecter.

<sup>4</sup> La conception régulatrice envisage les normes sociales comme des instructions que les individus doivent interpréter afin de les suivre de façon correcte. Ces instructions possèdent deux caractéristiques : elles sont connues de ceux qui savent qu'ils devraient les respecter (elles n'opèrent pas comme une contrainte parfaitement extérieure) et elles sont une réserve d'arguments qui permet d'en justifier l'application (dans le cours de l'action en commun située) et, le cas échéant, d'en critiquer la validité.



circonstances et que les individus expriment directement dans et pour la coordination de l'action en commun<sup>5</sup>.

Pour notre analyse, nous avons principalement retenu deux sources appartenant au cadre théorique et méthodologique visant à comprendre pourquoi l'acteur agit comme il le fait et comment il interprète les normes : l'école critique avec la théorie de la reconnaissance qui nous permet d'identifier des domaines de l'existence dans lesquels se construisent les pratiques de résistance nécessaires à la justification ou à la critique de la validité de normes, et le pragmatisme comme élément signifiant<sup>6</sup> dans la construction normative recherchée par ces pratiques de résistance et radicalité.

Cette troisième partie sera donc guidée par l'idée que les actions de violence, au centre des premiers chapitres de cette recherche, font partie d'un ensemble plus vaste de nouvelles pratiques, que les jeunes militants chiliens utilisent dans la construction de nouvelles formes du politique. Notre hypothèse s'appuie ainsi sur l'existence de conflits moraux entre l'acteur et son environnement, qui comme l'explique A. Honneth sont issus d'une tension dans la relation pratique à soi entre la volonté générale intériorisée et les exigences de l'individuation<sup>7</sup>. Le jeune cherche en effet l'autonomie individuelle, autrement dit une liberté par rapport aux normes hégémoniques (souvent prescriptives). D'après Honneth, pour résoudre ce conflit moral, le sujet doit pouvoir se donner par anticipation une collectivité dans laquelle il pourra prétendre satisfaire son désir<sup>8</sup>. Les jeunes appellent à d'autres règles, en supposant qu'il y aura un groupe d'individus organisés qui répondra à cet appel et seront alors leurs semblables.

Dans cette troisième partie, nous nous concentrerons sur trois champs conflictuels que nous avons identifiés comme présentant des éléments éthiques et moraux de la construction d'une résistance radicale aux normes hégémoniques chez les jeunes militants chiliens : le champ individuel-normatif ; le champ de leurs semblables représenté par le monde scolaire et universitaire ; et le champ communautaire représenté par le collectif et la *población*. Nous proposons ces trois champs, car ils nous semblent être les trois domaines de l'existence où se développent progressivement la plupart des expériences des jeunes militants chiliens qui voient dans la radicalisation politique une réponse aux conflits moraux avec leur environnement.

---

<sup>5</sup> *Idem*.

<sup>6</sup> Par élément signifiant nous faisons référence aux idées qui guident et donnent du sens à nos pratiques.

<sup>7</sup> HONNETH A., *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, 2000, p.139

<sup>8</sup> *Ibidem.*, p. 140.

Dans le premier champ nous rendrons compte du processus de formation du sujet moral, le « je » d'un individu qui réagit à sa réalité sociale proche, nous nous intéresserons donc à la construction de principes normatifs internes fondés sur l'acquisition d'une identité politique. Ces principes normatifs sont construits dans l'interaction des sujets avec leurs proches, dans la communication de l'expérience, au sein des dispositifs de transmission narrative intergénérationnels et dans la cognitivation de leurs pratiques qui légitiment le passage à une radicalisation de l'action.

Cette lutte individuelle de construction d'une identité normative devient une lutte collective à partir du moment où le jeune identifie des semblables qui manifestent un processus similaire de conflictualité morale avec leur environnement. Nous arrivons ainsi au deuxième champ où le jeune lycéen ou étudiant transforme son espace de sociabilité, c'est-à-dire l'espace scolaire ou éducatif, en espace émancipateur. La contestation généralisée du modèle normatif imposé permet la mise en place de l'occupation qui deviendra la nouvelle plateforme à travers laquelle les jeunes activistes construiront de nouvelles formes de sociabilité.

Avant et durant les occupations, les jeunes s'organisent au sein de collectifs, ce sont ces groupements autonomes qui permettent une organisation émancipatrice vers l'extérieur. C'est ainsi qu'ils sortent de l'espace de leurs semblables pour rejoindre un troisième champ, celui de la communauté. À travers le processus de réinsertion communautaire, les jeunes activistes vont graduellement mettre en place les formes de résistance construites au sein des occupations contre les modèles normatifs hégémoniques, ils vont les répandre à l'ensemble de la communauté d'accueil.

L'étude de chacun de ces champs de l'existence correspond aux trois chapitres de cette troisième partie.

### **1. Introduction théorique**

Notre penchant pour une théorie critique de la société part de l'idée que les expériences d'injustice, fondées sur la négation de l'autre en tant qu'individu, fonctionnent comme un des déclencheurs principaux d'une radicalité du politique.

C'est dans les travaux d'A Honneth, à partir d'une théorie du social, que sont conçus les critères pour mener une critique des tendances pathologiques du social, ou de

ses réalisations incomplètes, où le principe de reconnaissance<sup>9</sup> constitue en quelque sorte le cœur du social. La théorie de la reconnaissance<sup>10</sup> devient donc une tentative pour démontrer le lien entre le social et les principes normatifs internes qui provoquent les conflits moraux menant vers une radicalisation des expériences du politique pour des jeunes de quartiers populaires lors de processus de contestation. Ainsi, la définition donnée par A. Honneth présente la reconnaissance comme un comportement réactif par lequel nous répondons de manière rationnelle à des qualités que nous avons appris à percevoir chez les sujets humains selon le degré d'intégration dans la « seconde nature<sup>11</sup> » de notre monde vécu<sup>12</sup>.

Ainsi, lorsque les conditions normatives de l'interaction sociale sont violées et que l'on refuse à une personne la reconnaissance qu'elle mérite, elle réagit en règle générale par des sentiments moraux qui accompagnent l'expérience du mépris, c'est-à-dire par la honte, l'indignation, la colère ou la rage. Celles-ci peuvent conduire l'individu jusqu'aux pratiques illégales. Alors, d'une manière générale et comme l'indique A. Honneth, dans la pratique de l'illégalité « les sujets font donc un emploi destructeur de la liberté que leur garantit le droit, et par laquelle ils ne participent que négativement à la coexistence sociale [...] le mobile profond du transgresseur résiderait alors dans le fait que, à un tel niveau de développement des rapports de reconnaissance mutuelle, il ne se trouve pas reconnu de manière satisfaisante...<sup>13</sup> ».

---

<sup>9</sup> Le terme reconnaissance signifie dans le contexte hégélien, le progrès cognitif d'une conscience parvenue « idéalement » à se constituer en totalité accomplie lorsqu'elle « se reconnaît en tant qu'elle-même dans une autre totalité, une autre conscience » [...] or cette découverte de soi-même en autrui conduit nécessairement à un conflit ou à une lutte, en effet le conflit représente ici une sorte de mécanisme de socialisation qui contraint les sujets à se reconnaître réciproquement en autrui. *Ibid.*, pp. 50-51

<sup>10</sup> Néanmoins, pour l'utilisation du concept Honnethien de reconnaissance il faut prendre en compte que la reconnaissance doit renvoyer à un acte moral ancré dans le monde social en tant qu' « événement » quotidien, en partant de quatre prémisses. Premièrement, le fait que le mode original de la reconnaissance recouvre le point central de la définition allemande du terme, c'est-à-dire l'affirmation de qualités positives de sujets humains ou groupes. Deuxièmement, un accord sur le fait que la reconnaissance a la caractéristique d'une action, ainsi un acte de reconnaissance ne peut pas se réduire à de purs mots ou expressions symboliques puisque seuls les comportements correspondants lui donnent la crédibilité qui est normativement importante pour le sujet reconnu. Troisièmement, les actes de reconnaissance constituent un phénomène distinct dans le monde social qui sont l'expression d'une action autonome dont la finalité première est de s'orienter de manière affirmative vers l'existence de l'autre personne ou de l'autre groupe. Quatrièmement, la reconnaissance représente un concept générique englobant différentes sous-variantes (amour, respect juridique et estime sociale). D'ailleurs, l'attitude humaine de reconnaissance peut se comprendre comme un faisceau d'habitudes qui se sont rattachées, au cours du processus de socialisation, aux raisons révisables d'attribuer de la valeur à d'autres personnes. HONNETH A., *La société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique*, Paris, La découverte/Poche, 2006, p. 253

<sup>11</sup> Par seconde nature Honneth fait référence au processus de socialisation par lequel les sujets apprennent progressivement à faire l'expérience des qualités des autres personnes.

<sup>12</sup> *Ibidem*, p. 260

<sup>13</sup> HONNETH A., *La lutte pour la reconnaissance, op. cit.*, p. 39

Dans le cadre d'une reconnaissance réciproque, les individus doivent donc à chaque fois se détacher de manière conflictuelle du stade éthique précédemment atteint, pour accéder en quelque sorte à la reconnaissance d'une forme plus exigeante de leur individualité ; le mouvement de la reconnaissance se compose ainsi d'une succession de conflits et de réconciliations qui se résorbent les uns dans les autres<sup>14</sup>.

À partir de la réaction de défense de la part d'une victime se constitue la première série d'actes que Hegel désigne expressément par le concept de « lutte » entre deux sujets porteurs de droits, une lutte dont l'objet est la reconnaissance de leurs exigences respectives et divergentes. La victime « fait de cette lésion personnelle l'affaire de sa personnalité entière<sup>15</sup> ». Ainsi et dans le cas extrême où la victime accepte de mourir, elle témoigne publiquement qu'elle attache plus d'importance à ses particularités et à ses fins individuelles qu'à sa survie physique<sup>16</sup>. Pouvons-nous penser dans ce type de situations aux jeunes activistes radicaux ? C'est en tout cas ce que suggèrent les attitudes observées chez certains d'entre eux, puisqu'elles témoignent d'une importance majeure accordée à leurs engagements moraux au regard de celle concernant leur propre existence physique<sup>17</sup>.

C'est seulement, explique A. Honneth citant G. Hegel, par de tels gestes destructeurs que se forment des rapports de reconnaissance plus avancés, à partir desquels une « communauté de libres citoyens » peut effectivement voir le jour<sup>18</sup>. C'est ce que l'on pourrait appeler le « potentiel pédagogique pratico-moral » attribué par Hegel aux conflits sociaux.

Par ailleurs, au sein de ce même versant théorique, on observe que les règles et pratiques institutionnelles contiennent également certaines représentations définissant les qualités humaines devant faire l'objet d'une reconnaissance spécifique, que nous pouvons assimiler à des normativités prescriptives. Ainsi, les règles fixant les rémunérations du travail, la protection contre la maladie, ou la durée de congés des salariés reflètent des formes non moins spécifiques et très disputées de reconnaissance sociale.

---

<sup>14</sup> *Ibidem*, p. 33

<sup>15</sup> HEGEL G. W. F., "System der Sittlichkeit", in *Früere politische systeme*, ed. Gerhard Göhler, Frankfurt Main: Ullstein, 1974, p. 46 (trad. p. 152)

<sup>16</sup> HONNETH A., *La lutte ... op. cit.*, p. 43

<sup>17</sup> Ces dernières années des jeunes militants anarchistes portant de bombes sont morts ou sont resté très gravement blessés à cause d'une détonation anticipée, les actions à risque sont de plus en plus courantes blessant souvent à ceux qui les commettent.

<sup>18</sup> *Ibidem*, p. 44

Tout ce qui est mentionné précédemment s'inscrit dans un horizon normatif des sociétés modernes dans lequel chacun se voit conférer une valeur en tant qu'être de besoins, en tant que sujet autonome doté des mêmes droits que ses semblables, et en tant que sujet capable d'accomplir un certain nombre des choses, ce qui correspond aux différentes formes de l'attitude de reconnaissance<sup>19</sup>. Ces formes de reconnaissance idéologiques se trouvent dotées d'un pouvoir régulateur, mais elles restent toujours incomplètes du point de vue duquel nous analysons la reconnaissance, c'est-à-dire qu'il faut prendre en compte une composante matérielle concernant la crédibilité de la reconnaissance qui s'ajoute à la composante évaluative et qui consiste en des modes de comportements appropriés ou des dispositions institutionnelles correspondantes. Une reconnaissance sociale ne devient pas seulement crédible quand elle est rationnelle sur le plan évaluatif, mais aussi quand elle rend en plus justice à la nouvelle qualité sur le plan matériel et que le destinataire peut ainsi être effectivement convaincu qu'il est reconnu d'une nouvelle manière<sup>20</sup>.

Par ailleurs, le développement théorique de cette partie nous amènera aussi vers d'autres sources d'analyses du mépris, éloignées de l'idée d'injustice et de souffrance explorée par Honneth. En nous centrant sur la construction d'une nouvelle normativité qui découle et construit, dans un processus cyclique, une morale autonomiste ; nous trouverons une légitimation de l'action directe dans toutes ses formes, à travers des actions de désobéissance civile, des pratiques de contre-culture ou des violences politiques. Le développement d'une résistance épistémique avec la construction d'un nouveau discours de transformation de soi et de la société est en effet un des éléments que nous proposons comme fondateurs de la radicalité politique au sein de la jeunesse populaire chilienne.

## **2. Introduction méthodologique**

### ***2.1. L'Expérience : connaissance et habitude***

La problématique qui guide l'utilisation de la méthode d'analyse est celle de l'expérience. Nous présentons cette expérience des acteurs – des jeunes populaires – à

---

<sup>19</sup> Les systèmes de reconnaissance comme idéologie présentent trois caractéristiques : a) ils doivent donner la possibilité d'exprimer positivement la valeur d'un sujet, offrir la possibilité aux individus de se rapporter à eux-mêmes de manière affirmative, ils doivent conduire à l'intégration du destinataire et non à son exclusion. b) ils doivent être crédibles aux yeux de personnes concernées, le destinataire doit pouvoir s'identifier avec les énoncés de valeur faits à leur propos. Ils doivent renvoyer de manière signifiante à des aptitudes ou à des vertus réelles chez leurs destinataires et en considérant la rationalité des valeurs reconnues selon chaque période historique concernée. c) ils doivent finalement être suffisamment différenciés pour exprimer à chaque fois une valeur nouvelle ou une performance particulière.

<sup>20</sup> HONNETH A., *La société du mépris*, op. cit., p. 272

travers deux sources. D'un côté à partir de l'idée du préjugé<sup>21</sup>, notion extraite de l'herméneutique de H. Gadamer, en tant que « jugement porté avant l'examen définitif de tous les éléments déterminants quant au fond<sup>22</sup> », c'est-à-dire les croyances ou les convictions implicites, l'opinion et la représentation, qui doivent cependant être testées, donc validées ou rejetées. D'un autre côté, nous montrerons cette expérience en termes d'habitudes et d'attitudes pratiques, d'habiletés ou de savoir-faire, qui ne sont pas nécessairement cognitifs. Ces notions seront mobilisées à partir des travaux sur le processus d'enquête (*inquiry*) développé par J. Dewey<sup>23</sup>.

Un complément fondamental à notre méthode analytique se trouve dans l'idée que la connaissance et l'habitude sont des facteurs qui rendent compte de l'existence d'une expérience, cette dernière permettant la construction de nouvelles normativités. L'expérience cognitive trouve en effet son origine dans une expérience essentiellement pratique (de nature non cognitive<sup>24</sup>). C'est donc dans les différents champs de l'existence que ces expériences cognitives et pratiques verront le jour.

Il est donc pertinent de se demander comment nous pouvons identifier une « habitude ». Suivant la méthode de J. Dewey, une habitude présente quatre caractéristiques : a) elle est ce type d'activité qui est influencée par une activité antérieure, en ce sens acquis ; b) elle contient en elle-même un certain ordonnancement ou organisation d'éléments subordonnés de l'action ; c) elle est projective, qualitativement dynamique et prête à se manifester ouvertement ; et d) elle est opératoire sous une forme atténuée même si elle n'est pas l'activité manifestement dominante<sup>25</sup>. C'est cette « conjonction coordonnée » de choses hétérogènes qui, une fois mise au point et « routinisée », forme une action radicale, telle que la violence. C'est cette organisation stabilisée d'éléments, canalisant et structurant des énergies externes et internes, qui, pour J. Dewey, forme une habitude. Les habitudes ne relèvent certainement pas du seul monde de l'esprit sinon de toutes les sphères de la vie dans le cours ordinaire de l'existence.

---

<sup>21</sup> Cf. GADAMER H.-G., *Vérité et méthode : Les grandes lignes d'une herméneutique philosophique*, Paris, Seuil, 1996

<sup>22</sup> *Ibidem*, p. 291

<sup>23</sup> Cf. DEWEY J., *Démocratie et éducation - suivi d'Expérience et Éducation*, Paris, Armand Colin, 2011 ; *Logique. La théorie de l'enquête* (première édition 1938), Paris: PUF, 1993 ; *Expérience et nature*, Paris, Gallimard, 1925

<sup>24</sup> Nous ne suivrons pas exclusivement la voie pragmatiste de la pratique comme source de la normativité que guidera l'action.

<sup>25</sup> Cf. GARRETA G., « Une régularité sans répétition ? L'habitude comme schème dynamique », in C. CHAUVIRE & A. OGIEN (eds), *La régularité*, Paris, Editions de l'EHESS, 2002, pp. 137-166.

D'autre part, H. Gadamer nous fournit un élément d'analyse supplémentaire, avec la notion d'« historicité de l'expérience », décrite comme un processus négatif, un processus de déception d'attentes multiples et diverses, mais un processus également instructif. « La négativité de l'expérience a donc un sens particulièrement créateur. Loin de se réduire à une illusion que l'on perce à jour et par conséquent à une rectification, elle représente l'acquisition d'un savoir de vaste portée<sup>26</sup> ». Sa réflexion se couple avec l'analyse critique de G. H. Mead, pour qui ce sont les expériences moralement conflictuelles, issues d'une structure négative d'interactions, qui permettent le perfectionnement constant de la société<sup>27</sup>.

Nous justifions donc, appuyés sur cette historicité de l'expérience, l'utilisation du récit biographique, qui se complémente avec le principe de la continuité de l'expérience, exposé par J. Dewey, qui signifie que chaque expérience, d'une part, emprunte quelque chose aux expériences antérieures et, d'autre part, modifie d'une manière ou d'une autre la qualité des expériences ultérieures<sup>28</sup>. C'est avec la narration que nous pourrions donc retrouver ou détacher la signification de l'historicité et de la continuité de l'expérience vécue par les jeunes dans leurs champs d'existence.

## 2.2. De l'événement au texte

La deuxième herméneutique de P. Ricœur, influencée par H. Gadamer, se déploie sur des unités de discours plus larges qui sont les textes dans lesquels se développe la fixation de l'action permettant que, comme le signale Ricœur, la signification de l'action se détache de l'événement de l'action<sup>29</sup>. Mais plus important encore, l'autonomisation de celle-ci, qui résulte directement de son institutionnalisation comme texte à déchiffrer, et nous permet de comprendre autrement comment une activité sociale se détache de son agent et développe des effets autonomes<sup>30</sup>.

En effet, « une fois qu'un événement est pourvu d'une signification (c'est-à-dire qu'il est communiqué suite à son autonomisation), ses conséquences potentielles le définissent intégralement et lui donnent sa consistance. Si ces conséquences potentielles se révèlent importantes et si elles se répètent, elles forment la nature et l'essence même d'une

---

<sup>26</sup> GADAMER H.-G., *op.cit.*, p. 376

<sup>27</sup> Cf. MEAD G. H., *Mind, Self, and Society*, ed. Charles W. Morris, University of Chicago Press, 1934.

<sup>28</sup> DEWEY J., *Démocratie et éducation - suivi d'Expérience et Éducation*, *op. cit.*, p.473

<sup>29</sup> RICŒUR P., « L'action sensée considérée comme texte », dans *Du texte à l'action, Essais d'herméneutique II*, Paris, Seuil, 1986, p. 191

<sup>30</sup> MICHEL J., *Sociologie du soi. Essai d'herméneutique appliquée*, Rennes, Presse universitaire de Rennes, 2012, p. 23

chose, la forme qui la définit, l'identifie et la distingue. La reconnaître c'est en saisir la définition. C'est ainsi que nous devenons capables de percevoir les choses au lieu de simplement les sentir et les avoir<sup>31</sup> ». Mais comment se construit le récit? Quelle est la posture critique de soi et de son expérience que l'acteur conçoit afin de générer une production narrative ?

J. Michel indique que la capacité à faire le récit d'une pratique, d'une expérience ou d'un événement, n'est pas seulement une disposition qui appartient aux professionnels de l'interprétation savante que sont les historiens et les sociologues. Il cite David Carr, lequel souligne que l'on peut concevoir un statut ontologique pour le récit au niveau des personnes et des communautés : « on peut dire qu'elles ont une « existence racontée », qu'elles existent dans la mesure où elles se constituent en unités narratives, comme sujets d'une histoire<sup>32</sup> ». Le récit du sociologue ou de l'historien est ainsi toujours précédé ontologiquement par l'auto-constitution narrative de la réalité, à l'échelle individuelle et collective<sup>33</sup>.

Ces auto-constitutions narratives individuelles ou mises en récit de soi, « ce sont les dispositifs de retour réfléchi sur soi à la faveur de configurations narratives de son existence passée [...] ils sont imprégnés de tentatives d'explication, de justifications, de jugements sur soi-même ou sur les autres<sup>34</sup> ». Elles sont en effet des esquisses de normes morales.

Alors quand nous parlons de construction de normativités, cette construction ne peut pas être vue comme uniquement constituée par des pratiques instituées. En effet, dans les temps biographiques de seulement quelques interactants ne peuvent se produire que des proto-institutions. Le point de fixation de l'action, l'institution, transmise de génération en génération sous la forme d'une tradition<sup>35</sup> et non d'une simple mémoire biographique, se manifeste comme une réalité extérieure, massive, qui s'impose aux individus. C'est pourquoi nous essayerons de saisir le potentiel instituant de certaines pratiques normatives, c'est-à-dire de rendre compte de leur processus de formation, de leur historicité, des conditions intersubjectives et interactionnelles de leur constitution, des processus subjectifs

---

<sup>31</sup> DEWEY J., *Expérience et nature*, op. cit., p. 174

<sup>32</sup> CARR D., « Épistémologie et ontologie du récit », in Jean Greisch et Richard Kearney (dir.) *Paul Ricœur, Les métamorphoses de la raison herméneutique*, Paris, Cerf, 1991, p. 212

<sup>33</sup> MICHEL J., op. cit., p. 39

<sup>34</sup> *Ibidem*, p. 43

<sup>35</sup> Nous verrons dans le chapitre 9 l'importance de la récupération des traditions culturelles dans la socialisation d'une conscience de domination, premiers moments de l'élaboration d'une résistance épistémique.



et intersubjectifs de donation de sens<sup>36</sup>. Cependant, nous ne pouvons pas assurer que celles-ci deviendront des normes instituées permettant une libéralisation sociale progressive de l'individualité. Tout d'abord du fait de cette impasse liée à la temporalité biographique de l'acteur. Et ensuite parce que l'événement, intersubjectivement construit, sur lequel porte le récit de vie, rend compte d'expériences extraordinaires qui nous fournissent les critères pour une construction de pratiques qui marquent notre morale et notre éthique. Néanmoins, les actions quotidiennes ou occurrences, qui portent en soi le germe de la norme, ne sont pas signifiées et autonomisées par l'acteur. C'est au chercheur de les détacher à travers l'observation. Cela limite, toutefois, l'intelligibilité et la signification que l'acteur peut donner à l'ensemble de son agir dans son champ de l'existence.

Malgré les limites que portent en soi les récits biographiques dans la signification qu'un individu octroie à l'ensemble de ses pratiques, ces événements biographiques affectent fondamentalement et durablement le sens qu'un individu donne à son existence. Ils instaurent une rupture dans l'ordre de nos attentes<sup>37</sup>. Comme le signale J. Michel, l'« épreuve subjective » de l'événement ne peut ainsi faire l'impasse sur les troubles des sens (registre des émotions et passions) toujours corrélés à un bouleversement du sens (registre réflexif de la signification). Il ne saurait y avoir d'événement biographique sans un être qui n'éprouverait au plus profond de son propre corps des formes graduées de « dérèglements des sens<sup>38</sup> ».

D'autre part, il existe aussi un aspect temporel, par lequel un événement pourra être interprété comme décisif quelques années plus tard selon des effets non attendus qu'il aura pu provoquer (le premier rassemblement, la première agression ou épreuve d'une injustice). Il ne s'éprouve pas comme événement biographique à l'instant où il se présente pour la première fois au sujet. C'est le plus souvent dans la durée que ce type d'événement acquiert une dimension biographique<sup>39</sup> et ainsi sa puissance normative.

La rupture dans l'ordre général du sens qu'un événement peut provoquer sur un sujet ne se limite aucunement au monde ambiant du corps propre et de l'univers des proches. La possibilité d'un événement biographique s'étend aussi loin que les horizons de

---

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 26

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 46

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 48

<sup>39</sup> *Ibid.*, p.49

sens du souci de soi, des autres et du monde<sup>40</sup>. Tel est le cas, comme nous l'avons vu dans le chapitre 3, de l'histoire de Tamara Sol Vergara, transformée par l'action en icône d'une jeunesse radicale. C'est pourquoi un événement biographique, quoique toujours relatif à un sujet particulier, est toujours déjà inscrit socialement<sup>41</sup>, affectant l'ensemble du champ de l'existence du sujet.

Par ailleurs, parmi la classe des événements biographiques, certains d'entre eux n'ont pas été directement vécus par un sujet, alors qu'ils sont susceptibles d'affecter durablement et fondamentalement la cohérence du sens de son expérience. On peut les appeler des événements biographiques non vécus. Pour comprendre ces phénomènes, il est essentiel d'introduire une donnée intergénérationnelle. Ainsi, des événements traumatiques directement vécus par des parents, et non vécus par les enfants, sont susceptibles d'affecter le sens de l'existence de ces derniers<sup>42</sup>. Dans les chapitres qui composent cette partie, nous verrons comment la dictature et ses conséquences affectent encore les individus et donnent des arguments pour agir et construire ensuite une narration. C'est précisément parce qu'un individu n'a pas directement vécu un événement traumatique qu'il peut se l'approprier réflexivement à la faveur de récits, lorsqu'ils existent, pour reconfigurer l'intrigue de son expérience<sup>43</sup>.

Pour construire l'analyse que nous menons dans cette partie, nous avons donc sélectionné des morceaux significatifs de récits susceptibles d'être représentatifs des expériences de l'ensemble des jeunes militants et militantes. Ces extraits ont tout d'abord été travaillés en fonction des thématiques récurrentes, sans organisation *a priori*. À travers chaque notion, problème ou pratique évoqués par les jeunes, nous avons essayé de compléter leurs réflexions avec des observations de terrain et nourrir finalement ce travail par des analyses fondées sur le cadre théorique qui a guidé cette partie. Notre objectif a toujours été de « prendre au sérieux » le travail mené par les acteurs pour rendre raison de leurs pratiques et justifier leurs conduites. Cela ne signifie donc pas qu'il faille se contenter d'enregistrer des points de vue ou de les traduire dans un vocabulaire savant. Il ne s'agit pas davantage de considérer que les acteurs ont raison de dire ce qu'ils disent, mais de considérer qu'ils ont des raisons de le dire<sup>44</sup>.

---

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 50

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 52

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 53

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 57

<sup>44</sup> BARTHE Y., *et al.*, « Sociologie pragmatique : mode d'emploi », *Politix*, 2013/3 N° 103, p. 187

Au cours de notre recherche, le corpus utilisé s'est composé de 24 récits biographiques, d'une durée variable (entre 1h10 et 3h30). Parmi eux, seulement 21 ont répondu aux critères établis, que nous verrons ensuite, et ont été utilisés de manière directe, les autres ont principalement nourri nos réflexions (*cf. Annexe I*).

La sélection des jeunes s'est donc déroulée en différentes étapes, commençant par la construction d'une typologie « jeune populaire », élaborée tout au début de notre recherche (*cf. chapitre préliminaire*). La construction théorique de cette catégorie se nourrit du travail d'observation de pratiques et de discussions avec des jeunes participant à des actions politiques « radicales »<sup>45</sup>. Ce travail a tout d'abord été réalisé à VF et à la *población* Santa Anita ex-Che Guevara, lors des occupations de lycées ensuite, puis dans les universités, et finalement au cours d'une série de réunions de formation politique qui eurent lieu au siège de l'association syndicale CGT<sup>46</sup>, de tendance historiquement libertaire.

C'est au travers de conversations informelles qu'ont tout d'abord été approchés des individus entre une dizaine et une trentaine d'années rencontrés lors de rassemblements, des occupations de lycées et des actions de commémorations dans les *poblaciones*. L'objectif de cette première approche était de déceler un discours politique plus ou moins cohérent au sein d'un groupe hétérogène d'acteurs participants de manière directe à des actions politiques radicales. Nous avons ainsi identifié la catégorie de jeunes à interviewer chez les lycéens et les étudiants principalement, car ce sont eux qui justifient la violence comme un moyen d'expression de leur identité politique. La justification politique de la violence est donc devenue un premier critère de sélection. Un deuxième critère établi fut l'engagement dans une organisation dont au moins une des activités était la réalisation d'actions de violence politique planifiées. Le dernier critère, construit au cours des entretiens, fut la participation à d'autres groupes ou collectifs : propagande, peinture, danse, ou de promotion de contre-cultures (végétarien, végétaliens, animaliste, etc.).

Par ailleurs, même si l'âge est toujours un paramètre difficile à maîtriser, et que classer les gens sous cet angle reste dangereux et subjectif, nous retrouvons au sein de la

---

<sup>45</sup> La notion d'action politique radicale comprend des actions de violence physique contre des biens meubles et immeubles publics ou privés lors d'une action contestataire ; les actions de désobéissance civile comme les occupations de lieux publics ou privés, les grèves, et en général toute action politique qui met l'individu qui la réalise hors la loi.

<sup>46</sup> La Confédération générale de travailleurs du Chili (CGT) est fondée en 1931, elle fédère les différents groupes syndicaux libertaires issus de la Fédération ouvrière régionale du Chili (FORCH) et de l'*Industrial workers of the world* section chilienne (IWW).

population avec laquelle nous nous sommes entretenus un groupe de jeunes dont l'âge moyen est de 21,6 ans. Les sujets interviewés et dont les récits sont utilisés directement se trouvaient donc dans une tranche d'âge allant de 13 à 33 ans. Parmi eux, on trouve sept lycéens, dix étudiants universitaires, deux étudiants d'institut professionnel, un professionnel travaillant dans la formation, une vendeuse et une *pobladora* sans occupation. Les sept lycéens, les deux étudiants d'institut professionnel et trois étudiants d'université ont été interviewés l'année 2011 entre les mois d'août et novembre, lors du mouvement de contestation étudiant. Les sept étudiants d'université restants l'année 2012 entre octobre et décembre, le formateur a été interviewé en 2011 et 2012. Ils font tous partie d'un même réseau, dans lequel s'articulent divers collectifs, ils ne se connaissent donc pas tous entre eux.

L'obtention de récits, du fait de la nature illégale et clandestine des activités menées par les interlocuteurs, a été particulièrement difficile : la peur de la surveillance, qui d'ailleurs, selon nos observations, est bien fondée, s'est notamment traduite par, au moins, 10 rendez-vous manqués. C'est en raison de cette clandestinité que les sujets font partie du même réseau, leurs orientations pratique et théorique restant pourtant assez diverses. Du fait d'appartenir au même réseau parmi les militants interviewés se trouvent quatre couples, un beau-père et sa belle-fille ainsi que deux cousins. Ils sont tous issus du secteur Ouest (*poniente*) de la ville. Même si certains habitaient dans le centre de Santiago, les entretiens ont principalement eu lieu dans les lycées occupés et dans les universités (*voir annexe 1*).

## Chapitre 7 – Les sources morales des comportements violents

### *Introduction*

Dans ce chapitre, nous nous concentrons sur la compréhension du processus de formation du sujet moral<sup>47</sup>, le « je » d'un individu qui réagit à sa réalité sociale proche. Nous nous intéressons, premièrement, à la constitution de principes normatifs internes des jeunes militants représentés dans la construction d'une identité politique conflictuelle. Nous essayons de comprendre ensuite la dynamique qui se produit dans l'interaction des jeunes avec leurs proches, la communication de l'expérience ainsi que les dispositifs de transmission narrative intergénérationnelle qui légitiment le passage à l'acte violent. Enfin, ce sont les pratiques politiques radicales que les jeunes adoptent qui vont nous aider à comprendre comment se conclut le processus de formation d'un sujet moral radical.

Nous voulons toutefois, avant de commencer l'étude de récits de jeunes, identifier dans cette construction de l'identité politique les causes du conflit moral, où se situe la dialectique entre pathologie sociale et société réussie.

Pour pouvoir parler de pathologie de la vie sociale, on doit disposer, comme l'indique A. Honneth, de certaines hypothèses sur les conditions de l'auto-réalisation de l'être humain<sup>48</sup>. Ainsi deux thèses classiques – voire opposées – présentent les causes de ces pathologies sociales. Elles constituent souvent l'arrière-plan idéologique des discours des jeunes activistes interviewés. J.J. Rousseau est l'un des premiers à se laisser guider par les problématiques propres à la philosophie sociale<sup>49</sup>, il laisse voir que le développement de la civilisation va de pair avec un raffinement croissant des besoins ; ce processus rend l'homme dépendant de convoitises créées artificiellement et le prive de plus en plus de sa liberté originelle. Les êtres humains voient, en outre, leurs vertus publiques se corrompre : la division des tâches, devenue socialement nécessaire, accroît le besoin de se distinguer des autres. Ainsi J. J Rousseau évoque que l'homme aurait vécu, avant le procès de socialisation, « en lui-même<sup>50</sup> », autrement dit dans l'accomplissement de la réalisation de soi.

---

<sup>47</sup> La conscience morale désigne le sentiment intérieur d'une norme du bien et du mal qui « dit » comment apprécier la valeur des conduites humaines, qu'il s'agisse des nôtres ou de celles d'autrui.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 87

<sup>49</sup> ROUSSEAU J.-J., *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*. Paris, Flammarion, 2011

<sup>50</sup> *Ibidem*, p., 123

La deuxième thèse est celle présentée par G. Hegel qui *a contrario* de J.J. Rousseau, considère comme pathologique dans la vie sociale, l'effet destructeur causé par le processus d'exacerbation de l'individualisme, qui semble ne connaître aucune limite.

G. Hegel est convaincu qu'avec le développement des processus d'échanges bourgeois, une forme de « totalité éthique » va être détruite, celle censée avoir existé dans des conditions naturelles. G. Hegel dépeint dès lors la vie sociale comme une perte d'universalité qui engendre des pathologies tant pour les sujets que pour la communauté.

L'antinomie entre J.J. Rousseau et G. Hegel correspond donc à un positionnement différent de l'universalité de l'homme : tandis que l'anthropologie philosophique de J.J. Rousseau vise à établir un concept général de forme de vie humaine en revenant à une situation naturelle de départ, la philosophie de l'histoire de G. Hegel érige ce concept en recourant à un état final du développement humain, compris comme un but nécessaire.

Sachant que tout idéal de vie n'est forcément que l'expression d'une vision particulière du monde et ne possède donc qu'une validité relative<sup>51</sup>; nous souhaitons retrouver et comprendre les sens de ces postures critiques dans la subjectivité de jeunes activistes participant à une critique radicale de la société. Pour cela, nous comptons travailler avec le présupposé de l'existence d'un élément « inhérent » traditionnel qui est basé sur l'expérience directe du jeune, la tradition orale familiale et la transmission de la mémoire populaire. Il y aurait ensuite un élément « dérivé » fondé sur des idées et croyances empruntées aux autres qui prend la forme d'un système d'idées plus structuré, de nature politique ou parfois religieuse, qui donne naissance aux pratiques politiques radicales.

### ***1. Identité politique radicale et construction d'une conflictualité***

Nous sommes conscients que tout idéal de vie, comme nous le verrons dans les récits de jeunes militants, est certainement l'expression d'une vision du monde particulier et elle ne possède donc qu'une validité relative. Nous ne disposons plus de critères de jugement universels. Pourtant, ces subjectivités, contraires aux principes normatifs dominants, existent et se retrouvent dans des récurrences discursives ou des illustrations narratives<sup>52</sup>. Celles-ci nous permettent de comprendre comment fonctionne un monde

---

<sup>51</sup> Cf. NIETZSCHE F., *La Généalogie de la morale*, Paris, Gallimard, 1989

<sup>52</sup> HORKHEIMER M., ADORNO T., *La dialectique de la raison*, Paris, Gallimard, 1974

social<sup>53</sup>, une situation sociale et de ce fait comment se construit une identité politique conflictuelle. Ces récurrences partagent des éléments et notions communs que nous identifierons dans l'univers discursif<sup>54</sup> des jeunes.

Un élément essentiel dans la construction de leur identité politique conflictuelle est la mise en question de la société, un questionnement sur le cours des événements de leur expérience et du monde social qu'ils doivent vivre :

Parce que moi je remets toujours en question les choses, moi je n'ai jamais été quelqu'un qui se conforme à la première chose qu'on lui dit, depuis que j'étais gamine, j'ai toujours été pareille. Et pourquoi ? La question typique depuis que je suis petite est : et pourquoi ? Et pourquoi ? Du coup je crois que c'est la façon dont ma famille m'a toujours vue, genre comme celle qui va toujours vers l'autre côté [...] et maintenant ils font le lien avec quelque chose de plus politique, tu vois, parce que ce que je n'aime pas c'est le système où on est, je ne l'aime pas, je l'aime pas et il n'y a pas moyen il n'y a pas moyen que ça me plaise, je ne peux pas m'adapter à ce bordel, j'ai essayé, mais il n'y a pas moyen je ne peux pas, et je le mets en question quoi (Sandra, étudiante, 30 ans, 2011)

Cette mise en question de la réalité devient progressivement politique, elle se reflète dans l'intérêt pour les problèmes publics, du fait de cet intérêt les activistes essaient de comprendre les motifs d'une lutte qu'ils observent depuis leur enfance :

d'une certaine façon je me suis toujours intéressé à ce qui se passait et depuis tout petit, genre, je regardais les infos, quand il y avait des manifs, j'étais toujours réceptif, je me souviens que mon père commentait toujours quand, par exemple, il y avait des émeutes, il me disait « regarde ce qu'ils font » et c'était plutôt une critique de sa part, mais moi je l'ai toujours vu comme quelque chose, ça doit être pour quelque chose [je me disais], c'est pas possible que les gens fassent ça juste comme ça, sans motifs (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

Au cours de ces questionnements, ces jeunes engagés construisent une identité radicale de soi, où des changements discursifs s'observent par rapport à l'activisme radical des années 1980 (*cf. chapitres 2*). Se produit pour certains une sublimation de la notion du révolutionnaire. Cette sublimation s'inscrit dans le dépassement de l'idéal classique du

---

<sup>53</sup> « Ce monde social peut être pris comme un réseau de perspectives et de perspectives sur des perspectives, relativement stabilisé et clos sur lui-même, avec une distribution de rôles et de statuts, des idiomes partagés de participation, une allocation de droits et de devoirs, une concession de privilèges pour les *insiders* et une régulation de l'accessibilité pour les *outsiders*. Prendre part à un monde social requiert un sens de l'appartenance et une conscience de vivre ensemble, ou au moins de faire les choses ensemble ». CEFAÏ D., « Mondes sociaux. Enquête sur un héritage de l'écologie humaine à Chicago », à paraître dans *SociologieS*, numéro spécial « Pragmatisme et sciences sociales », 2015, p. 3

<sup>54</sup> « Un univers de discours est toujours impliqué comme le contexte dans les termes duquel – ou le champ dans lequel – des gestes ou des symboles significatifs ont de fait du sens. Cet univers de discours est constitué par un groupe d'individus qui participent, en le réalisant, à un processus social d'expérience et de conduite (*social process of experience and behavior*), au sein duquel ces gestes et ces symboles ont une signification commune pour tous les membres du groupe – qu'ils les produisent et les adressent à d'autres individus ou qu'ils y répondent en tant qu'ils leur sont adressés par d'autres individus ». CEFAÏ D., *Ibidem*, p.4

marxisme-guévarisme de l'« homme nouveau », modèle difficilement atteignable dans la période capitaliste actuelle, selon ces jeunes activistes. Cette prise de conscience les conduit progressivement vers la notion d'insurrection, plus proche d'une conflictualité politique anarchiste qui prend le dessus. Pourtant l'élément discursif central est l'identification à la notion de *Pueblo*<sup>55</sup> qui accompagne progressivement l'idée d'insurrection :

Je crois que, pour commencer, [être] révolutionnaire c'est être constamment en opposition avec le système, c'est difficile d'être révolutionnaire aujourd'hui, tu vois, car t'as les demandes (exigences) du système, tu tombes dans les maux petit-bourgeois, tu vois [...] c'est pour ça que je n'aime pas moi me désigner comme révolutionnaire aujourd'hui, j'aime me désigner comme jeune, étudiant, *poblador*, organisé... et battant (militant) et combattant. Je crois que le mot révolutionnaire il est beaucoup trop [gros] à assumer pour moi. (Pedro, étudiant, 19 ans, 2011)

Sous l'empreinte de la notion de *pueblo*, ils se définissent comme l'avant-garde ayant déjà pris conscience des pathologies de la société qu'il faut combattre. Dans cette idée du *pueblo* nous observons un antagonisme entre la notion de citoyen – qu'ils assimilent au sujet individualiste, fonctionnel et conformiste – et la société capitaliste (*cf. chapitre 4*) :

Les autres gens ont les mêmes malaises, mais ils se rendent pas compte que pour changer ça tu dois te sentir *pueblo*, tu vois, moi je crois qu'il y a plusieurs personnes qui ne se sentent pas *pueblo*, ils ne se sentent pas comme classe exploitée, enfin, je crois qu'ils se sentent plutôt citoyens (Pedro, étudiant, 19 ans, 2011)

D'autre part, tous ceux jeunes qui ne sont pas critiques de la réalité à laquelle ils résistent sont considérés comme perdus, soumis dans l'ignorance, enfermés dans une bulle, bref, dénigrés intellectuellement. Ils les assimilent à ce qu'A. Honneth appelle l'esclave heureux<sup>56</sup> :

Mon frère est complètement enfermé, il est à l'aise avec ce système de vie, ça ne le touche pas, ça lui fait pareil [...] En même temps, il le défend, le truc c'est qu'il ne sait pas grand-chose, il n'a conscience de rien, il est perdu (Pedro, étudiant, 19 ans, 2011).

---

<sup>55</sup> Nous allons travailler la notion de *pueblo* sans sa traduction en langue française, car dans l'utilisation qui fait d'elle les jeunes militants sa signification va plus loin que le fait d'être un ensemble humain qui partage certaines caractéristiques. Nous avons identifié une mystification et une performativité identitaire, que nous ne retrouvons pas dans sa traduction.

<sup>56</sup> L'esclave heureux est une personne ayant trouvé une identité satisfaisante et qui se sent socialement reconnue alors que rétrospectivement, en tant qu'observateurs, nous sommes convaincus qu'elle a tort de s'identifier à cette assignation d'identité. HONNETH A., *La société du mépris...op. cit.*, p. 117



Ainsi, dans la construction du groupe de référence<sup>57</sup> avant-gardiste, une étape essentielle consiste en ce qu'ils appellent « la prise de conscience » : un moment de changement, une bifurcation au sens donné par M. Grossetti<sup>58</sup>. On retrouve le discours de la lutte des classes comme élément récurrent de cette prise de conscience. Ce discours est toujours présent dans une société extrêmement inégale telle que la société chilienne, même si les idées marxistes ont été progressivement abandonnées :

Vers 2005 et 2006 j'ai commencé à voir ce changement, ou plutôt vivre ce changement de mentalité, tu vois, à commencer à voir comment nous, on était effectivement dans une confrontation de classe et que c'était quotidien, tu vois que c'était quotidien et que pour pouvoir l'affronter il fallait s'organiser, s'organiser en structures concrètes, en projets concrets, tu vois (Sandra, étudiante, 30 ans, 2011)

La prise de conscience se voit, donc, fortement influencée par l'expérience des inégalités dans tous les domaines de la société, se reflétant finalement dans le quotidien des jeunes activistes, au sein de leurs familles et de leurs proches :

Je me vois comme un de plus parmi toutes les personnes qui existent au monde et qui se rendent compte de toutes les inégalités qui existent ici, genre depuis le collège, depuis les mêmes maisons, et les *poblaciones*, ça se remarque grave l'inégalité, de comment tout se schématise vers les postes qui sont déjà imposés par le pouvoir, je pense [...]. Moi, quand j'étais petit j'ai commencé à m'en rendre compte pour des trucs de musique et d'amis de mon entourage, et tu le vois dans ton chez toi tes parents qui travaillent, qui partent le matin et qui reviennent la nuit, tu ne les vois jamais profiter de la vie (Matias, étudiant, 23 ans, 2012).

C'est donc cette perception des inégalités et des injustices qui motive les militants les plus radicalisés à passer à l'acte. Ils déclarent, en tant qu'acte essentiel dans leur morale, agir pour les autres et ne pas rester indifférents face aux injustices :

Moi, il y avait beaucoup de choses que je trouvais injustes [...] de voir tellement de trucs mauvais, je ne sais pas, je voyais dans la rue qu'ils étaient en train d'agresser un type et personne n'intervenait, ils changeaient de côté, moi j'étais genre celui qui voyait le truc et qu'y allait, voilà je ne sais pas, ça m'emmerdait la société, comment elle agissait en soi : individualiste, individualiste, vraiment individualiste (Matias, étudiant, 23 ans, 2012).

Entre le questionnement de la société, la prise de conscience et le projet avant-gardiste s'installe un processus de différenciation, où les militants se retrouvent face aux autres jeunes populaires, ceux qui ne se battent pas, ou pas de la façon qu'ils estiment correcte, qui sont dans la drogue et la délinquance. Leur engagement devient effectivement

---

<sup>57</sup> L'utilisation de la notion de groupe de référence rend compte de l'existence des « personnalités multiples des Soi » selon la diversité de mondes sociaux auxquels le jeune participe. Cf. SHIBUTANI T., "Reference Groups as Perspectives", *American Journal of Sociology*, 60, 1955, pp. 522-529.

<sup>58</sup> Cf. BESSIN M., BIDART C., GROSSETTI M. (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, La Découverte, coll. « recherches », 2010.

une marque dans leur construction de soi, une différence face à ceux qui se conforment au modèle économique et aux systèmes de contrôle :

Et là je crois que j'assume, et là ma réflexion la plus profonde c'était ça : comment est-il possible que les gosses les plus en galère, les plus précarisés, ceux qui souffrent le plus fortement la marginalité, la discrimination, la pauvreté, ce sont ceux qui montrent le moins d'intérêt pour les questions politiques, comme s'il n'y avait pas beaucoup d'intérêt, c'était... je ne sais pas, un problème que j'ai eu à ce moment-là, pourquoi se passe-t-il ça ? Et là j'ai vu que beaucoup de mes camarades, qui eux oui, étaient impliqués (engagés) dans le truc, ils ne venaient pas de milieux si populaires ou ils n'avaient pas cette expérience de vie, voilà. Moi j'avais d'autre part des camarades qui ont disparu un mois parce qu'ils étaient en prison, les mecs, j'avais un camarade qui ne reconnaissait pas qu'il était un assaillant, qu'il volait ! J'avais un camarade qui cambriolait les maisons des quartiers bien, du coup ça m'a frappé très fort dans ce sens, parce que ce n'étaient pas qu'ils se la pétaient d'être des méchants, au contraire les mecs étaient vraiment des caïds, ils étaient dans des gangs et les mecs étaient vraiment à fond dans le truc des bas quartiers, ils étaient dedans quoi. J'avais des camarades qui, putain, ils étaient niqués par les drogues et leur vie était de fumer des joints et jusqu'à se camer à la pâte à base de cocaïne (PBC)<sup>59</sup>, toute cette merde, tu vois ? Du coup, là c'était un moment, genre, où je pensais que, bah, c'est flippant quand même que les gars les plus populaires soient ceux qui s'intéressent le moins à la question (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

La différenciation qui s'exprime à travers leur engagement trouve un fondement moral dans une souffrance vécue de l'extérieur, où le malheur des autres est le motif de leur souffrance. Cette émotion altruiste justifie la rage qui légitimera souvent le passage à l'acte :

Tu vois, si tu sens de la rage c'est parce que t'as senti quelque chose qui t'a dérangé, quelque chose qui t'as pas plu, j'sais pas, moi parfois ça m'arrivait ça quand j'habitais à Pudahuel Sur, là y avait, à trois maisons de chez moi, il y avait une gamine de 12 ans et elle consommait de la PBC, elle se camait et elle était maigre, elle fumait de la PBC et elle volait les jardinières des maisons, une misère ! À ce niveau, la misère des *poblaciones*, et quand tu vois ça, tout ce que ça peut te provoquer. Si tu vois ça et ça ne te provoque rien, ça ne va pas quoi, c'est-à-dire que tu n'es pas quelqu'un qui peut se transformer si tu ne sens rien (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

Cette sensibilité, cette inquiétude sociale, trouve souvent sa source, surtout chez les plus âgés, dans le christianisme (catholique ou protestant) qui s'installe avec un discours très apprécié dans les milieux populaires. Avec les militants plus jeunes, on peut déduire néanmoins la mise en place d'un processus de sécularisation des mouvements radicaux :

Je crois qu'il y a toujours eu une inquiétude sociale qui m'a permis justement de me rendre compte de certaines choses, on part peut-être avec le christianisme, tu vois, mais toujours avec une question plus critique, d'agir avec un truc de révolte contre le système, qui se maintient bien évidemment. (Franco, formateur, 33 ans, 2011)

---

<sup>59</sup> La pâte de cocaïne provient d'un mélange contenant du bicarbonate de sodium et de l'eau. Elle est vendue dans les rues d'Amérique du Sud et elle est généralement fumée. La pâte est la forme de cocaïne la moins pure.

Cette sécularisation n'efface pourtant pas une morale chrétienne de base, héritage de la théologie de la libération (*cf. chapitre 2*), qui se retrouve dans la critique des inégalités qu'ils observent dans leurs expériences. Pour certains militants ce sont les expériences du travail qui leur permettent de connaître et comprendre les inégalités, cela les touche énormément et, comme nous l'avons déjà souligné, ils déclarent que cela leur fait ressentir une rage qui cherche une issue :

une autre chose qui m'a marquée, mais j'étais déjà plus grand, quand j'ai terminé le collège je travaillais en faisant des déménagements, c'était des déménagements pour les riches, pour des demeures (de luxe), et là c'est flippant, c'est flippant de voir la différence, parce que des fois quand même tu regardes des séries à la télé, tu vois les maisons, et tu les vois par la télé, mais c'est différent rentrer dans une maison de riches et se rendre compte que les gars vivent dans un autre monde, et rentrer chez toi au quartier, ou même pas chez toi, car chez toi tu es plutôt bien, c'est plutôt que tu rentres à ta *población* et tu vois les rues, les maisons de tes voisins en planches, tu vois, et ce même matin avoir été à l'autre bout de la ville et avoir été dans une demeure et c'est genre putain ! Mais comment ça, ça ne peut pas être comme ça, c'est pas normal quoi (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

D'autres jeunes vont se confronter aux inégalités lors de leurs expériences scolaires. Dans le cas particulier de l'extrait suivant, la perception de couches moyennes et hautes se fonde sur l'expérience scolaire de boursier. Le développement d'un sentiment de classe est donc accompagné d'un sentiment de haine comme le signale l'activiste :

Moi j'ai étudié toute ma vie dans un collège privé parce que ma mère était fonctionnaire et moi j'avais une bourse. Du coup, j'ai étudié là-bas jusqu'à que la situation devienne insupportable, parce que comme tu sais sans doute, les gens là-bas sont très élitistes, très méprisants dans leur façon de traiter les gens, du coup quand tu es un enfant ça t'affecte beaucoup, du coup j'ai dû partir la première année de secondaire, car la situation était désormais insupportable [...] et tous les jours je vivais là-bas et tout le monde était genre dans une bulle, et puis je descendais à ma réalité et je voyais que les choses ne sont pas comme ça et ça provoque de l'impuissance et de la rage, c'est pour ça que du coup que j'ai changé, et depuis ça j'ai une haine énorme envers toutes ces personnes, comme un ressentiment et je crois que je vais le garder pour toujours (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

Dans la plupart des entretiens, ces jeunes sont confrontés à la misère qui les entoure, mais que ne les touche pas directement. Ils sont des observateurs extérieurs. Ils parlent de leurs voisins, de leurs camarades de classe ou juste des rues de leur *población* comme des endroits délaissés qui contrastent avec la richesse qu'ils observent de par leur situation privilégiée parmi leurs semblables.

D'autre part, parmi les plus jeunes, surtout les lycéens, il existe aussi une prise de conscience avec pour éléments déclencheurs certains événements marquants. Ils sont directement affectés par ces événements, et la cognitivisation de cet événement est moins développée, la signification qu'il donne à son agir radical est donc moins profonde :

...je me suis rendu compte que j'étais un anarchiste lors de la mort de Pinochet (11/12/2006). Parce que là je me suis rendu compte de tout ce dont ont souffert les gens et combien de personnes descendaient dans la rue pour célébrer la mort de ce connard, et là dans ce délire tout le monde lançait (des pierres)... après c'était la pagaille et là j'ai commencé à tirer les premières pierres, et j'étais petit encore à cette époque. Après maintenant, plus grand, pour la révolution des pingouins pareil, et maintenant je me déclare anarchiste pour tout ce qui... un anarchiste ce n'est pas celui qui lance des pierres, mais celui qui lutte pour les droits d'autres gens qui ne veulent pas lutter pour leurs propres droits, disons ça comme ça, et voilà. (Michel, lycéen, 18 ans, 2011)

Pourtant dans le discours de plus jeunes, la signification de la conflictualité sociale est fortement présente. Nous apercevons un retour de l'idéologie anarcho-communiste avec l'utilisation de notions comme celle de lutte contre l'autorité de l'État, ainsi que celle d'une lutte anticapitaliste. La plupart se présentent comme des « activistes radicaux de défilé », leur participation à des sabotages est marginale, car, comme nous le verrons plus tard, ils ne partagent ni les codes ni la discipline nécessaires. Nous entendons, également, un discours que se répète régulièrement qui est celui de l'inexistence d'une classe moyenne. La dialectique de deux classes leur permet d'identifier un ennemi commun :

Moi je ne comprenais pas non plus pourquoi les anarchistes tirent des pierres contre les banques et tout ça, et c'est vrai que les banques c'est de grandes voleuses, elles volent beaucoup plus que l'État, je veux dire, et elles volent aux gens de la classe basse, parce qu'il y a pas de classe moyenne dans ce monde, ça n'existe pas la classe moyenne dans le sens que ce n'est pas parce que tu as un écran plat que t'es de classe moyenne, c'est genre pour faire trois classes, pour séparer les pauvres pauvres des pauvres qui ont un peu d'argent. (Michel, lycéen, 18 ans, 2011)

À travers cette dichotomie, les jeunes militants arrivent à déterminer au sein de ces contestations hétérogènes, des luttes qui justifient, selon eux, leurs engagements, une lutte qui devient de ce fait exclusive des secteurs populaires :

Et moi je me suis rendu compte de ça parce que j'ai été dans une université, où il y a des mecs qui luttent et ils n'ont pas d'argent pour payer et d'autres qui ne luttent pas et qui sont « jaunes<sup>60</sup> » les enulés et ils viennent te dire qu'il ne faut pas faire des conneries, tu vois, car c'est notre université (Michel, lycéen, 18 ans, 2011)

Dans cet effacement de la classe moyenne, ils se placent sans doute du côté des pauvres. Cela leur permet de justifier leur lutte. Les plus jeunes donnent, comme dans la notion traditionnelle de lutte de classe, une signification économique aux injustices. C'est donc en fonction de possibilités de consommations et d'opportunités d'avenir qu'ils revendiquent leurs actions :

---

<sup>60</sup> Lorsqu'ils qualifient quelqu'un de « jaune », cela veut dire que la personne a un faux discours de gauche, ou simplement qu'il adhère à leur cause lorsque cela lui procure un bénéfice individuel.

moi je vois la société divisée en deux parties, riches et pauvres, et moi je suis dans celle des pauvres, si j'étais dans celle des riches je ne serais pas ici à me battre pour une meilleure éducation [...] j'ai commencé à m'en rendre compte, déjà en voyant un gars mieux habillé que moi, ou un gars de mon âge, mais qui sait beaucoup plus de choses que moi parce qu'il étudie dans un meilleur endroit parce qu'il peut payer, et parce que lui il va avoir son futur assuré et moi non [...] jamais il n'y a eu une classe moyenne, il y a la pauvre et la riche, c'est tout, et je me rendais compte de ça, des différences, genre elle avait de meilleurs vêtements que moi, ou de meilleurs jouets, je veux dire, et là j'ai commencé à m'en rendre compte (Pia, lycéenne, 13 ans, 2011)

Au sein cette dichotomie, ils vont aussi intégrer d'autres pathologies sociales : l'autoritarisme et la discrimination, ils ramènent tout cela à un problème de classe, même si ces pathologies sont causées par leur propre image ou par le regard des autres.

Avec moi ils sont super élitistes, comme ça juste parce que j'ai une crête, parce que j'ai les cheveux rasés des deux côtés, déjà pour ça ils te regardent de travers, et les flics me font des contrôles au faciès, ils me regardent méchamment et tout [...] par exemple je sors dans la rue et il y a des dames qui me disent que je devrais bien me couper les cheveux, qu'il faudrait que je m'habille comme il faut (ces gens-là), on me l'a dit dans la rue, ou parfois je vais m'asseoir dans le bus et les gens changent de siège, comme si j'étais une voleuse ils ne croient, et ils ne s'imaginent pas que je suis une personne normale comme eux. (Pia, lycéenne, 13 ans, 2011)

En résumé, les premiers éléments identifiés dans cette construction d'une identité politique conflictuelle sont mis en évidence dans la notion d'insurrection. Celle-ci est le résultat d'un questionnement de la société et d'une prise de conscience des situations d'inégalité et d'injustice. Ces deux aspects réveillent chez les jeunes, une attitude avant-gardiste et une différenciation qui passe par leur engagement et leur devoir de lutte. Nous trouvons comme source de cet engagement la souffrance ressentie pour le malheur des autres, fondée sur une sorte de pitié chrétienne, probablement un héritage ou la mémoire de la théologie de la libération. L'inaction des « malheureux » les confirme dans cette idée d'avant-garde du peuple. Ils construisent finalement une dichotomie discursive « pauvre-riche » qui légitime la notion de classe et de ce fait le besoin d'une lutte.

Dans ce qui suit, nous voudrions comprendre comment les jeunes activistes cognitivent les principes moraux qui constituent cette identité conflictuelle.

### **1.1. Principes normatifs internes, une critique de la civilisation**

Si nous nous plaçons dans une posture critique de la civilisation, nous observons que le premier acte de la domination instrumentale par lequel l'être humain apprend à s'affirmer vis-à-vis de la nature se poursuit progressivement par la domestication de sa vie instinctive, l'appauvrissement de sa richesse sensitive et le développement de rapports de domination avec ses semblables.

La domination devient ainsi un problème, une « situation indéterminée objective<sup>61</sup> ». Les jeunes en recherchant des éléments qui rendent ces situations indéterminées – au sens où elles causent le problème –, construisent des hypothèses qu'ils présentent comme étant fonctionnalisées à la solution de la situation. Une vision autonomiste de la société se transforme ainsi dans une des idées pour dénouer ce problème :

Putain pour moi la première chose c'est de détruire toute cette merde, et sur ça reconstruire, sur la base de la même solidarité que tu peux sentir pour les autres, le respect. Sans refaire toute cette merde d'industries, et se baser plutôt sur l'autogestion, les cultures, que les gens se connaissent tous, qu'ils ne soient pas en train de se surveiller tout le temps, mais que les gens mêmes aient un certain autocontrôle d'eux-mêmes ; arrêter avec les inégalités de merde, vivre dans un monde où tous les gens puissent être heureux avec ce qu'ils ont, et s'ils n'ont pas, ils demandent au voisin. Je ne crois pas non plus aux leaders politiques ni à tous ces machins [...] ni vivre dans la misère ni travailler tellement, travailler pour ce dont tu as besoin et pas pour rendre plus riche un enclé. Je crois que ça ne serait pas nécessaire de travailler 8, 10, ou 12 heures pour avoir ce que les gens ont vraiment dans leurs maisons. Puis je crois aussi que mon monde serait en communautés, pas beaucoup, c'est-à-dire en petits groupes, car je ne pense pas que l'anarchisme soit fait pour un truc mondial, genre que tout le monde vit la même chose, mais plutôt que chacun vive selon les trucs qu'il veut et selon comment ça marche sur son propre territoire. Que ça ne soit pas un truc imposé, que ça sorte des gens mêmes (Matias, étudiant, 23 ans, 2012)

Cette pensée s'accompagne d'une série de normes morales plus ou moins plébiscitées : la solidarité, l'entraide, le respect, l'autocontrôle. Toutefois, d'autres tendances fortement revendiquées apparaissent aussi, comme la décroissance<sup>62</sup> et le retour à une sorte d'état de nature<sup>63</sup>, souvent évoquées par les militants de tendance plus libertaire. Cela nous permet de revenir vers la notion de liberté originale dont parle J.J. Rousseau se présentant avant le processus de civilisation « failli ».

Une forte critique de la division du travail en tant que base du processus civilisateur se trouve aussi présente parmi les hypothèses de ces militants. Avec ce concept qui implique « une distinction » entre les individus – et de ce fait, selon leurs termes, une domination – se présente une résistance reflétée dans la notion de « laissez-faire généralisé » qui emmènerait les individus vers l'autonomisme.

---

<sup>61</sup> Cf. DEWEY J., *Logique : la théorie de l'enquête*, op. cit.

<sup>62</sup> Voir sur ce sujet : LATOUCHE S., HARPAGES D., *Le temps de la décroissance*, Paris, col. Troisième culture, éd. Thierry Magnier, 2010 et LATOUCHE S., *Sortir de la société de consommation: Voix et voies de la décroissance*, Arles, Actes Sud, coll. « les liens qui libèrent », 2010

<sup>63</sup> À ce sujet les jeunes nous ont fait connaître les travaux de John Zerzan : ZERZAN J., *Against Civilization* (editor). Uncivilized Books, 1999; Expanded édition, Feral House, 2005, on peut trouver des traductions au français : ZERZAN J., *Futur primitif* [« Future Primitive »], L'Insomniaque, coll. « À Couteaux Tirés », 1998

De ce fait et du fait de leurs idées du « bien », ils sont capables de construire une nouvelle morale normative, différente de l'ordre moral néolibéral dominant depuis les années de la Dictature dans la société chilienne. Cette construction normative s'établit sur trois critiques : à l'individualisme, aux injustices et à la dénaturalisation, auxquelles ils proposent des réponses que nous détaillerons ci-dessous.

### **1.1.1. Exacerbation de l'individualisme**

La grande pathologie qui se présente, d'après les jeunes militants interviewés, dans leur environnement est celle de la méfiance. La société soumise à la logique néolibérale a construit des individus méfiants et gagnants, ils représentent ainsi la figure abstraite de l'individu égoïste<sup>64</sup> comme frein à l'universalité éthique qu'ils annoncent :

En fait, c'est ça le truc, tout le monde s'est habitué, et moi aussi, à être très méfiant de son milieu, parce qu'il y a des gens qui sous la logique de vie qu'on mène, il y a toujours des gens qui veulent te niquer, du coup tant que tu ne détruis pas cette merde, que tu ne détruise pas cette logique de l'enculé qui veut te niquer constamment et tant que tu ne peux pas te sentir en confiance dans ton milieu, tu vois, il ne va pas pouvoir se produire ce que nous on veut (Tito, lycéen, 19 ans, 2011)

De cette situation pathologique de l'individualisme et de la méfiance découle la critique classique des milieux contestataires de la propriété privée comme élément amorçant l'entrave à la réalisation de soi, du « je dans le nous<sup>65</sup> ».

En fait une chose qui me dérange beaucoup dans cette société, c'est cette merde de l'appartenance, et l'égoïsme, tu vois ? Et « ce truc est à moi et moi je me préoccupe de ce qui est à moi », cette merde m'angoisse : m'étrangle, m'étouffe, tu vois, et la propriété de tout [...], et cette merde, ça m'exaspère, ce truc qu'ont les gens de vouloir accumuler des choses ça me rend malade (Sandra, étudiante, 30 ans, 2011)

La réponse des jeunes militants passe donc par la réalisation d'activités en collectifs, de rupture avec l'individualisme. L'objectif est de montrer aux gens que l'on peut vivre sans la compétition en déplaçant les logiques de domination. Ils cherchent ainsi la promotion de l'autonomie individuelle dans l'action collective :

Mon objectif, avec toutes les choses que j'essaye de faire, c'est de vivre plus en communauté, d'arrêter de tant me préoccuper des choses matérielles, au final on a toujours dit qu'on cherche toujours le bonheur et malheureusement on est jamais heureux, tu n'es pas satisfait avec ce que tu fais, t'es obligé de travailler dans tel truc, parce que sinon tu n'as pas d'argent, voilà quoi, parce que tu ne peux pas vivre tranquille sans argent en étant bien avec les gens, aujourd'hui

---

<sup>64</sup> MANVILLE A., SANTANMARIA U., « Marx : entre l'idéalisme radical et l'individualisme anarchique », *L'Homme et la société*, N°87, 1988, p. 73.

<sup>65</sup> Cf. ELIAS N., *La société des individus*, Paris, Fayard, 1991.

les relations entre personnes et entre communautés sont en train de se perdre, tout meurt, cet individualisme qui s'est installé je crois que c'est le premier pas pour pouvoir vivre de façon plus saine, pareil mentalement [...] je crois que finalement chercher l'égalité entre les gens, qu'ils arrêtent de se positionner les uns par rapport aux autres, malades pour être un peu plus que l'autre, non au final on peut créer... ça c'est ce qu'on n'a jamais montré aux gens, qu'on peut vivre de forme plus horizontale qu'on peut vivre sans dépendre de toutes les choses que t'impose l'économie (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

À partir de ces activités en collectif se produit un déplacement vers autrui, dès les jeunes militants à l'ensemble des individus. Ils montrent par ailleurs que leur engagement radical n'est pas, comme le signale fréquemment la presse et l'opinion publique, causé par un comportement anémique, un délaissement de leurs parents ou le manque d'amour :

...par la même raison qui fait qu'on participe à ça, parce qu'on arrête de penser seulement aux gens qu'on aime et qu'on commence à penser à tout le monde quoi, tu vois ? Putain, tu luttas pour des gens que tu ne connais même pas et que tu ne vas probablement jamais connaître, tu vois ? Du coup ce n'est pas que personne ne t'aime ou que tu t'en fous de tout le monde, mais justement le contraire, c'est parce que tu aimes et que les gens t'aiment, c'est pour ça que tu mènes une lutte (Ana, lycéenne, 17 ans, 2011)

Je crois qu'il existe certains éléments de mon enfance qui m'ont fait avoir une vision peut-être différente de celle qu'avaient d'autres camarades. Une de celles-là c'est l'éducation chrétienne, tu vois. Moi j'ai reçu une éducation très chrétienne, en travaillant bien évidemment dans des églises de secteurs populaires, mes parents étaient genre les référents de l'église [...] en tant que bons référents pour la communauté l'exemple devait être donné avec leur famille, alors ils nous ont bien éduqués sur le plan des valeurs, c'est-à-dire par rapport à l'amour, à l'amour des gens, et quand on grandit on traduit tout ça par l'amour du peuple, eux ils étaient très dévoués et moi je crois que ça, c'est ce que j'ai le plus valorisé de mon enfance (Sandra, étudiante, 30 ans, 2011)

En effet, ce sont des valeurs apprises dans leur environnement proche, généralement liées à une éducation chrétienne, pour les militants plus âgés, tel que pour les frères Vergara (*cf. Chapitre 3*) qui encourage l'amour d'autrui comme forme de vie et comme réponse au processus d'individualisation et de lutte contre les injustices.

### **1.1.2. L'expérience de l'injustice**

Suivant la pensée d'A. Honneth, actuellement une conception libérale de la justice prédomine, recourant à des critères normatifs d'identification des injustices sociales sans la moindre ambition de chercher à expliquer leur ancrage dans le cadre institutionnel d'un type particulier de société<sup>66</sup>. Le rôle de la critique sociale est donc de dévoiler quelles sont

---

<sup>66</sup> HONNETH A., *La société du mépris, op. cit.*, p. 103



les situations sociales que l'on peut raisonnablement penser qui se trouvent en contradiction avec des critères de justice<sup>67</sup>.

Le plus discuté est ici, comme l'indique A. Honneth, de savoir si les critères de justice que présuppose la critique sociale doivent être justifiés sous la forme d'une interprétation herméneutique ou d'une fondation rationnelle – en un mot, si les normes impliquées dans la critique doivent provenir de la culture locale ou correspondre à des principes universels transcendant les contextes<sup>68</sup>. On peut se demander quels sont donc les critères de justice évoqués par les jeunes activistes dans leurs discours ? Et de quelle façon cherchent-ils à résoudre cette situation ?

Étroitement attachée à l'idée de lutte de classe, une vision économique de l'injustice prédomine chez les jeunes interviewés, elle s'accompagne d'un engagement émotionnel qui peut affecter même la relation avec des membres de leurs familles qui profitent des inégalités. Ils représentent ces injustices en critiquant des pratiques classiques d'une société fortement divisée.

Moi personnellement je n'entretiens pas trop de rapports avec la famille du côté de mon père, justement pour ça, parce que ça me gêne cette situation ; par exemple quand ils vont chez quelqu'un, chez mon oncle, et ils voient une grande maison, immense, ça me fait sentir impuissante qu'ils aient plus que beaucoup d'autres personnes, et ce truc des bonnes, qu'ils commandent avec des cloches, ça aussi ça m'énerve et ça me fait sentir impuissante (Ana, lycéenne, 17 ans, 2011)

Pour notre groupe de jeunes militants, la seule existence de la société est synonyme d'inégalités, ces inégalités seront pour eux la source de l'injustice qu'ils observent dans leur quotidien. C'est donc l'égalité et la dignité les principes fondamentaux d'une morale nouvelle contre l'injustice :

Écoute-moi, je pense que si on croit encore que la société va exister toujours, penser une égalité genre comme si on était tous des robots ça c'est con, mais que ça ne soit pas non plus ce truc de merde où il existe en même temps misère et luxe à moins de 10 km de distance. Ça, c'est le minimum quoi. Qu'il y ait des gars qui n'ont pas à manger, camés de n'importe quoi pour s'évader de leur vie et qu'il y ait en même temps des types qui mangent du caviar et qui s'éclatent au ski, ça, c'est des trucs quand même basiques de la dignité (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

---

<sup>67</sup> Honneth signale l'existence de processus de refoulement du sentiment d'injustice, c'est-à-dire un contrôle social du sentiment d'injustice. Ces processus de contrôle de la conscience morale ont pour tâche de réprimer assez tôt l'expression des sentiments d'injustice, pour que le consensus de la domination sociale ne se trouve pas remis en cause. Ces stratégies assurent l'hégémonie culturelle de la classe dominante en limitant implicitement les possibilités de formuler les expériences d'injustice. HONNETH A., *Ibidem*.

<sup>68</sup> *Ibid.*, p. 140

Pourtant, A. Honneth indique que la notion de « sentiment d'injustice » vise à signaler que la morale sociale des groupes opprimés ne comporte pas de représentations abstraites d'un ordre moral général ni de projections d'une société parfaite, mais une sensibilité exacerbée aux atteintes contre des revendications morales jugées comme légitimes. La « moralité intérieure » de ceux qui subissent ce sentiment d'injustice ne représente en quelque sorte que le négatif d'un ordre moral institutionnalisé ; son potentiel productif consiste à signaler avec la force de l'expérience vécue, les possibilités de justice repoussées par la morale hégémonique<sup>69</sup>. Toutefois, des changements révolutionnaires ou des projets nouveaux de société n'émergent pas dans cette moralité.

L'idée libertaire de société mise en avant par les jeunes activistes se transforme ainsi en un acquis pour la moralité intérieure des groupes opprimés, devenant fonctionnelle à la solution du problème identifié par ces jeunes. L'idée de justice sort de l'ordre moral négatif pour être vue via le principe de solidarité du « un pour tous, tous pour un » :

Moi vraiment je veux une vie juste pour tous, je m'en fous si c'est bourgeois, je m'en fous si à une époque on était nous les exploités. En fait pour moi il faut que ça soit juste pour tout le monde, ça n'a pas de sens qu'il y en ait un qui ordonne et cent qui travaillent et un mec qui ne fout rien, il faudrait plutôt que tout le monde fasse quelque chose pour tout le monde que tout le monde travaille pour tout le monde (Kato, lycéen, 18 ans, 2011)

Le sentiment d'injustice passe en conséquence par une vision universaliste, lié à l'économie où sont mises en avant des situations concrètes d'inégalités et d'exploitation issues de la logique capitaliste. Les pratiques de la société chilienne qui découlent de cette situation d'inégalité et exploitation créent par ailleurs une interprétation basée sur la culture locale, ce sont des injustices dans le concret qui peuvent être représentées par la servitude dans les maisons de riches et la toxicomanie dans les milieux populaires qui génèrent une profonde indignation chez les jeunes activistes.

### ***1.1.3. Processus de dénaturation.***

La troisième critique se trouve au niveau du processus de dénaturation, à savoir la lutte de chacun contre tous, pour l'honneur, le prestige, bref par la distinction. En effet, les mœurs, les coutumes et les symboles partagés par la société actuelle mènent à ce processus, car, fondés sur la logique néolibérale de l'individualisation et l'injustice, les individus s'éloigneraient, selon nos interviewés, de leur vraie nature. Nous pouvons alors nous demander quelles seraient les valeurs conformes à cette vraie nature d'après les

---

<sup>69</sup> *Ibid.*, p. 209

jeunes militants. Ce que nous retrouvons d'abord, c'est la morale du partage et la solidarité avec les pratiques de l'écoute d'autrui et d'entraide, la limite pour l'atteindre serait alors cette lutte contre l'ambition et l'égoïsme :

Il y a des gens, ça les rend malade l'ambition et ils veulent avoir toujours plus, tu vois. Du coup, ce n'est pas facile de le faire comme ça, c'est difficile que les gens acceptent ça, j'veux dire ça qu'on soit tous égaux et que personne n'ait plus que les autres (Matias, étudiant, 23 ans, 2012).

Or, deux fonctions se révèlent être innées à la dénaturation : l'aliénation qui se couple à la notion de réification et la critique des activités techniques.

En ce qui concerne la première fonction, nous prenons les raisonnements de G. Lukacs, pour qui la réalité institutionnelle du capitalisme moderne laisse entrevoir une forme d'organisation de la société structurellement liée à un type donné et restreint de rationalité et la spécificité de cette forme de rationalité résulte de la contrainte exercée sur les sujets par un type de praxis qui les transforme en « spectateurs impuissants<sup>70</sup> » devant des événements coupés de leurs besoins et de leurs intentions. Ainsi le travail parcellisé et mécanisé et l'échange marchand, tous les deux exigent une forme de perception qui fait apparaître les autres êtres humains comme des choses, des êtres dépourvus de sentiments. C'est lorsque les jeunes militants prennent conscience de cette réalité qu'ils visualisent ces pathologies sociales qui s'imposent à une idée de morale chrétienne vécue dans leur enfance :

Je crois que ça [la révolution] m'a toujours motivé, le capitalisme est épuisé, la destruction, comment il avance, comment le travailleur est méprisé, tu vois ? Tu le sens l'amoindrissement dans les boulots, un mec qui travaille dans la construction, un mec qui travaille à la banque, moi, n'importe qui sent ce truc tu vois, comment les banques te niquent, tu vois, parce que moi quand j'étais jeune je ne voyais pas cette merde, je voyais plutôt une question sociale, d'aider les autres et je crois aussi qu'il y a un changement là, moi je l'ai assumé de façon révolutionnaire à la différence d'un autre qui cherche au mieux le compromis, à s'adapter (Franco, formateur, 33 ans, 2011).

La consommation devient par ailleurs le réconfort des classes populaires à l'intérieur de ce processus de réification, ceux qui avant se battaient contre le capitalisme sont submergés dans la consommation néolibérale :

Bon et puis ça s'est installé aussi ce truc d'essayer de donner aux gens des biens matériels pour qu'ils soient heureux. Et les gens au final beaucoup de gens qui à cette époque étaient différents, qui étaient résistants, qui étaient militants, qui étaient socialistes, qui étaient communistes, ils sont tombés aussi dans le même jeu, pour une question je crois plus de fatigue

---

<sup>70</sup> LUKACS G., *Histoire et conscience de classes*, Paris, Ed. du Minuit, 1960, p. 118

qu'autre chose, de voir ces choses au quotidien, ça te fait flipper quand même, ça te fait chier de sortir le matin et que tout le monde se promène avec une tête de merde genre un truc de malade, que tout le monde soit triste tout le temps (Javi, étudiante, 22 ans, 2012).

Face à ces impositions, l'idée de détruire le système apparaît dans chacune de leurs actions, car pour eux le système est malade, il est injuste et dépourvu de sentiments, la dette dépasse la solidarité, l'égoïsme dépasse l'entraide et l'indifférence devient la norme :

Bientôt donc tu commences à te rendre compte qu'ils sont constamment en train de t'épuiser, pour étudier tu dois t'endetter, pour acquérir n'importe quoi tu dois t'endetter, pour être pris en charge dans la santé tu dois t'endetter, et tout le monde est là pour te niquer, c'est presque comme si le système était fait pour qu'on te nique constamment, à chaque moment, dans toute circonstance. Du coup je crois qu'il y a deux chemins, un chemin qu'ont choisi beaucoup de gens, la grande majorité, que c'est de s'adapter à cette merde et puis bah assumer, résignation, et d'autres qui ont, justement comme nous, opté pour la rupture du système et qui essaient de le saboter de partout, mais oui on a une mentalité différente, c'est pour ça qu'on est dangereux, parce qu'on est tout le temps en train de penser à comment niquer le machin (Franco, formateur, 33 ans, 2012).

Suivant ces raisonnements, on parle de construction d'une morale antisystème, où la pratique de l'action directe devient la forme de lutte la plus légitime :

c'est des façons de voir le monde qui sont différentes, on est toujours... moi je rentre dans une banque et la première chose que je regarde c'est où sont placées les caméras, où c'est le machin, comment les niquer, je ne sais pas quoi, moi quand je vois une nouvelle, et je vois qu'ils ont fait péter une banque, c'est des trucs tellement bizarres tu vois, des trucs qui peut-être n'arrivent qu'à moi tu vois, mais je sens du bonheur pour ce truc, je me dis putain on peut les frapper (Franco, formateur, 33 ans, 2012)

En ce qui concerne la deuxième fonction de la dénaturation, les jeunes interviewés voient la « vraie nature » des individus éloignée du progrès technique, la dénaturation serait une sorte d'artificialisation. Cette critique suit l'argument de H. Arendt, pour qui l'extension croissante des types d'activités techniques, non seulement détruit la pratique intersubjective de l'entente politique, mais ruine également la confiance que les sujets avaient dans leur monde environnant. J. Habermas adhère aussi à cette critique, il considère que le processus de technicisation signifie une autonomisation des systèmes d'action orientés vers une fin rationnelle, ce qui réduit la sphère d'entente communicationnelle dont dépend fondamentalement la reproduction de l'espèce humaine<sup>71</sup>.

---

<sup>71</sup> HABERMAS J., *La technique et la science comme idéologie*, Paris, Gallimard, 1973.

C'est ainsi qu'un discours clamant la distanciation des centres de production technique se répand parmi les militants et construire des ZAD<sup>72</sup> devient une action nécessaire pour réussir l'autogestion :

Arriver à une autogestion totale, genre je me barre à la campagne, avoir mes récoltes, et putain si quelqu'un a besoin de quelque chose il prend de là et c'est tout, il prend une pomme de terre, il prend une tomate, t'as faim ? Prends, prends ! Il n'est pas question de donner des miettes, tu donnes ce dont les gens ont vraiment besoin. Et si c'est moi qui ait besoin de quelque chose, qu'eux me le donnent à moi, ou même pas ça, que moi-même j'aie le prendre ; ce n'est pas voler tu vois, c'est genre une autogestion totale [...] moi je crois que le chemin c'est l'autogestion (Kato, lycéen, 18 ans, 2011)

Ainsi pour certains jeunes l'organisation et l'autonomisme passent par l'abandon de centres urbains, dans le récit que se suit, cet abandon est relié à l'idée de devenir professeur d'école à la campagne :

Moi je veux terminer ici [des études en science politique], et ensuite obtenir un diplôme de professeur des écoles, me barrer dans le Sud, je veux organiser un truc rural là-bas ; bon, vivre en même temps ici aussi, genre l'idée ce n'est pas non plus d'abandonner ici, mais en même temps je ne vais pas me limiter à ce que j'ai fait à la fac. Pour moi ça c'est un truc constant [...] si un jour j'ai fait ce truc ça ne veut pas dire que je vais continuer avec ça jusqu'à ma mort, je veux essayer de m'organiser, dans mon propre chez moi par exemple, faire en sorte que ma propre famille se rende compte dans quelle merde de situation on est. Chez toi quoi, ton chez toi c'est le premier truc qui te domestique, et c'est le premier dont il faut libérer (Matias, étudiant, 23 ans, 2012)

Ce que nous pouvons extraire du récit des jeunes interviewés est l'existence au Chili d'un capitalisme qui a fait prédominer une forme de praxis amenant à l'indifférence envers les autres humains : au lieu de se rapprocher les uns aux autres en se reconnaissant mutuellement.

Nous voyons par ailleurs chez les jeunes que le spectre des idéaux normatifs s'étend à des modèles radicalement opposés, d'une part des modèles individualistes qui créent entre les hommes la plus grande distance possible, et d'autre part des modèles qui considèrent que l'existence de liens d'appartenance communautaire forts est la condition de toute normalité sociale. A. Honneth le précise en signalant que nous avons recours à deux formes de pensée opposées : ce dont l'être humain a besoin de la part de la société pour réussir sa vie, il devrait le trouver soit en revenant à son état de nature originel, soit en anticipant un savoir dont il disposera dans un avenir probable<sup>73</sup>.

---

<sup>72</sup> Zone à défendre

<sup>73</sup> HONNETH A., *La société du mépris*, op. cit., p. 92

## **2. *Rapports avec ses proches : famille et transmission mémorielle***

Les rapports des jeunes avec leurs proches sont étroitement liés à une relation avec l'autorité paternelle dont ils reconnaissent normalement la légitimité. Le père de famille reste la figure même du prototype de l'autorité, alors légitimé par toute l'organisation sociale, la religion et la tradition. Pourtant le statut des enfants et des adolescents s'est transformé sous les effets conjugués de plusieurs phénomènes dont la principale a été la scolarisation universelle.

La critique anti-autoritaire de la socialisation familiale se présente pourtant au Chili comme partout ailleurs, partant du fait que l'enfant doit avoir des recours contre l'arbitraire des adultes. Ce fait a mis progressivement en question le droit de tout parent à déterminer en conscience du bien de l'enfant. L'enfant, mais également bien évidemment l'adolescent et le jeune « doit s'exercer à devenir lui-même. Il doit apprendre dans un processus continu à prendre de la distance par rapport à ses parents et à leur autorité afin de pouvoir s'affirmer<sup>74</sup> ». L'idée selon laquelle pour que l'enfant réussisse sa vie il faut lui faire acquérir sa propre autonomie s'est répandue et devient une pratique encouragée par la société. L'autonomie devient donc, selon S. Cadolle, une « compétence » qu'on attend de lui et que l'éducation doit développer<sup>75</sup>. Dans cette perspective, le rôle des parents serait progressivement moins important dans la construction de l'identité du jeune, et de son expérience du politique en particulier. Pourtant comme nous l'avons appris dans le récit de jeunes, leur empreinte est toujours fondamentale, pas nécessairement dans la reproduction d'une pensée politique, mais dans la transmission de valeurs et de souvenirs du passé.

### **2.1. Socialisation politique et rapports affectifs familiaux**

Dans cette situation de diminution de l'autorité et d'augmentation de l'autonomie, il devient indispensable de traiter la famille, non comme une instance de socialisation abstraite, mais comme une configuration relationnelle entre personnes concrètes<sup>76</sup>.

Le rôle de la famille ne se circonscrit plus à celui d'un facteur qu'impose une pensée, ainsi les jeunes prennent divers rôles et agissent dans cette configuration relationnelle de plusieurs façons. D'une part, lorsque leurs familles ne les appuient pas, ils peuvent occulter leur engagement ou l'affronter, dans ce dernier cas ils peuvent rentrer en

---

<sup>74</sup> DE SINGLY F., *Le soi, le Couple et la Famille*. Paris : Nathan, 1996, p. 110.

<sup>75</sup> CADOLLE S., « Les mutations de l'autorité familiale », *Les Sciences de l'éducation - Pour l'Ère nouvelle*, 2009/3 Vol. 42, pp. 55-80. p.61

<sup>76</sup> Cf. ELIAS N., *La société des individus*, op. cit.

conflit ou devenir un acteur de socialisation de leurs familles. D'autre part, ils peuvent être encouragés par leurs proches, cet encouragement passe par différents processus, liés principalement aux histoires politiques de leurs familles.

Lorsque l'engagement n'est pas encouragé, voir critiqué – difficilement interdit – une réaction des jeunes est l'éloignement, à travers le silence ou la rupture, ce qui provoque une expérience de la solitude :

En fait moi, tu vois... moi j'ai plein de problèmes chez moi à cause de ça (activités radicales), je crois que ma position, et la leur, bah elle est assez contraire à la mienne, moi je ne prends pas en compte ce qu'ils me disent et je ne dis pas grand-chose sur ce que je fais, je le garde pour moi (Pedro, étudiant, 19 ans, 2011)

Par ailleurs, lorsqu'une famille empêche la socialisation politique radicale et lorsque la discussion politique devient taboue, la socialisation se produit dans la rue, avec des amis et des camarades, dans des activités de jeunesse difficilement contrôlées ou interdites par les parents :

...malheureusement dans ma famille ils étaient super, anti... genre ma grand-mère est *pinochetista*, par contre ma mère elle est genre « faut pas parler de politique », du coup ce n'était pas un sujet qu'on pouvait discuter, elle n'aime pas les infos, elle change de chaîne ; elle était comme un écran face aux thèmes politiques, religieux, etc. Du coup au final ça a été très solitaire la construction, sur la base des amitiés, j'veux dire de participer en *tocatas* (concerts de groupes de musique amateur) (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012).

D'autre part, lorsque la famille essaye d'interdire la participation à des activités politiques, dans ce qu'on pourrait appeler une conduite traditionnelle de jeunes, elle finit par pousser à l'action :

...participer à des manifs, ça aussi ils me l'interdisaient, par exemple des manifs classiques comme le 11 septembre, ou sortir le 29 mars ; ces jours-là ils m'enfermaient à la maison, parce que dehors il y avait une espèce de monde horrible. Ces nuits-là, du coup j'ai toujours été enfermée, coupée de ce truc (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012).

Le découragement est souvent mal vécu par le jeune militant, il devient un poids lourd, mais son engagement ne s'arrête pas pour autant, le choix se traduit souvent par un éloignement des parents et un raffermissement des liens avec amis et camarades :

...en fait ma famille ne sait pas ce que je fais, tout ça des barrages de rue, des barricades, rien, mais ils savent que je suis dans l'occupation, et ça ne leur plait pas beaucoup, parce qu'enfin ça m'a apporté des problèmes, avec des gens, on a reçu des menaces... [...] ma mère m'a dit qu'une fois elle est sortie manifester et ils l'ont tabassée. En tout cas, si elle savait que je vais couper des rues, faire des barricades cagoulé, ça lui ferait la peine. De toute façon je ne reçois

pas beaucoup d'appui de leur part, parce qu'ils me disent que l'occupation, ça ne m'a pas apporté grand-chose, que ça ne m'a créé que des problèmes (Tito, lycéen, 19 ans, 2011)

En effet, ce type de socialisation politique radicale signifie pour le jeune activiste de s'absenter de sa maison. La connaissance des dangers de ces pratiques les oblige souvent à cacher leur engagement à leurs parents, ils préfèrent donc être considérés comme des fêtards irresponsables plutôt que de révéler leurs activités militantes :

Ah moi non, parfois je pouvais trainer jusqu'à 4 heures du mat' parce qu'on était en train de coller des trucs, faire des graffitis dans la rue et ce n'est pas que tu étais partie faire la fête, et moi pour ne pas leur dire [je répondais] « ouais j'étais dans une teuf ». C'était plus facile, mais au final c'était pire parce qu'à cause de ça ils m'ont viré, je passais souvent la nuit dehors, je ne rentrais pas, et ils ont fini par me virer et moi d'accord j'me barre quoi (Sandra, étudiante, 30 ans, 2011).

Comme nous l'observons, dans ce parcours conflictuel les jeunes rompent avec leurs attaches familiales et finissent par quitter leur foyer, parmi nos interviewés, cinq avaient quitté leur maison avant la fin du lycée et trois avaient vécu de longues expériences de squatteurs (plus de six mois). Cette bifurcation ou cet accident biographique leur permet une transition vers une vie plus autonome, proche de la pensée anarchiste qu'ils adopteront plus tard :

Moi je me suis barrée de chez moi, ils m'ont virée quand j'avais 17 ans, tu vois [...] c'était genre des années de crise quoi, de soucis avec mes parents, tu vois, et puis en troisième (année de secondaire), voilà, en troisième ils m'ont virée et quand je suis rentrée en quatrième (environ 17 ans) je suis partie de chez moi, tu vois (Sandra, étudiante, 30 ans, 2011)

Une réponse particulière qui se produit, lorsque la famille n'encourage pas le militantisme, mais qu'elle n'est pas pour autant dans la confrontation, est de la socialiser politiquement. Le jeune amène des discours conflictuels, réveillant chez ses parents une conscience de classe parfois endormie :

...maintenant on se retrouve à manger le weekend, et moi genre j'amène un sujet sur la table, et avant ça montait un scandale, et maintenant tout le monde entend un petit peu, qu'on n'est ni d'un côté ni de l'autre, mais qu'on est d'en bas, je ne sais pas si c'est la conscience de classe, mais personnellement je ne le case pas seulement dans la classe, je crois que ça va un peu plus loin (Matias, étudiant, 23 ans, 2012)

D'autre part, nous observons des familles qui ne sont pas toujours un frein à l'activisme radical ; il peut y avoir même un parent pour lequel le passage à l'acte est un moyen valide, car ils participent ou ont participé à la voie violente. Ainsi, lorsqu'à



l'intérieur de la famille une pensée politique commune se développe, les liens deviennent très serrés et l'admiration envers celui qui montre le chemin de la radicalité est évidente :

Parce que je viens d'une famille qui m'a éduquée comme ça, du coup je suis née avec cette mentalité (Ana, lycéenne, 17 ans, 2011)

Je sens tout d'abord de l'admiration pour mon père, de l'admiration pour mon père parce que lui c'est la personne qui m'a élevée avec cette façon de penser et il a fait mûrir tout ça en moi, tu vois (Ana, lycéenne, 17 ans, 2011).

La personne qui montre le chemin de la radicalité peut être aussi un grand-parent, dans ce dernier cas, comme nous l'avons déjà vu dans le chapitre dédié à la mémoire collective (*cf. chapitre 3*) l'expérience directe des événements dramatiques de l'histoire du pays génère un transfert mémoriel fort qu'enrichit la mémoire historique, cela déplace les limites du moral et ainsi la construction de son identité politique :

Ma famille a toujours été...ma famille en soi elle est communiste, j'ai des oncles qui ont été des prisonniers disparus, tu vois, ma grand-mère sortait pendant les années de dictature, elle s'échappait, du coup à chaque fois je m'asseyais à côté d'elle à table, et on discutait de ces choses-là, des sujets qui ne sont pas tabou, qu'ils doivent pas être tabou, des sujets qu'il faut pouvoir discuter, et elle me racontait ce qu'elle avait vécu, elle me le raconte encore aujourd'hui, et on continue à le vivre aujourd'hui, on continue à vivre ce besoin d'obtenir quelque chose et on ne te le permet pas [...] J'ai un oncle qui est un « disparu » et beaucoup de famille qui a été arrêtée et torturée. Ils l'ont fait sortir et ils allaient le tirer à un oncle à moi, ils l'ont choppé quand il rentrait du boulot et ils l'ont tabassé tu vois, il a joué le mort et ils l'ont jeté de la colline San Cristobal, et le mec il a joué le mort et il s'est sauvé, il a fait comme s'il respirait plus et tout jusqu'à que les militaires en aient marre et ils se sont barrés (Juan, étudiant, 19 ans, 2011)

Le grand-parent est souvent une personne de la famille avec un poids significatif, lorsqu'il légitime la nécessité de se battre et donne une historicité à cette lutte, le jeune militant vit donc son engagement avec plus de confiance et de liberté :

Ah putain ! mon grand-père c'est la seule personne qui sait ce que je fais, celui qui pige un peu plus que les autres, mon grand-père m'a toujours dit que rien de ce que je suis en train de faire n'est mauvais, et qu'au final c'est une lutte que je dois mener et qu'eux ils ont vécu un processus historique différent, où tu sortais quand même dans la rue et on te tuait, où tes enfants disparaissaient, et que maintenant ce n'est pas tellement différent, parce qu'au final tu es foutu dans une bulle où ta vie quotidienne est juste de la merde (Javi, étudiante, 22 ans, 2012)

Dans ce même registre, nous trouvons le poids de la mémoire familiale, lorsqu'elle a été frappée par des événements de répression, ou lorsqu'elle est issue d'une tradition militante. Ainsi lorsque des changements historiques se présentent ou de nouvelles données politiques sont mises en place, elles peuvent pousser vers un refus des anciennes militances

et encourager la critique aux pratiques de partis traditionnels, à leur verticalité, leur manque de solidarité et ainsi encourager la radicalisation :

Ma famille est du *Frente*, j'ai une partie de ma famille qui est exilée et des personnes qui jusqu'à aujourd'hui ne peuvent pas rentrer dans le pays, c'est pour tout ça que je suis rentrée dans le parti communiste, mais dans une partie, dans un bras du PC ; mais oui le parti a fait quand même pas mal de conneries, au moment, à l'époque des extraditions, ils ont dit publiquement qu'il fallait arrêter des gens, des gens qui avaient travaillé avec eux pendant la dictature, après ça j'ai déchanté du communisme, j'ai déchanté des hiérarchies, j'ai déchanté du fait qu'au final tu vois que ce que tu penses ce n'est pas le plus important, car tu as quand même une hiérarchie (Javi, étudiante, 22 ans, 2012)

D'autre part, dans la construction familiale de la radicalité, la socialisation des parents joue un rôle fondamental, surtout lorsque celle-ci se développe dans des environnements qui maintiennent en vie l'idée de la protestation, et qui restent le milieu où le jeune sera socialisé. Une majorité des jeunes et de leurs familles sont, en effet, issus du côté Ouest « *poniente* » de la ville de Santiago, lieu historiquement marqué par la pauvreté, la stigmatisation, la protestation sociale et la résistance à travers l'action directe (cf. *chapitres 1 et 2*). Ces actions marquent le récit de leurs parents et d'une certaine façon leur agir dans le quotidien :

mes parents pendant leurs jeunesse, en fait plus pour une question liée à l'époque qu'ils ont vécu en dictature, ils se considéraient de gauche, mais ils n'ont jamais été militants genre engagés ou allé un peu plus loin que le soutien ou le fait de participer à des protestations de rue plutôt massives. Au même temps eux ils habitaient à Cerro Navia, du coup là-bas quand même c'était toujours, il y avait toujours des trucs (des actions violentes). Et puis ça quoi, quand moi aussi j'habitais à Cerro Navia, toujours pour le 11 septembre il y avait des troubles, des trucs comme ça (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

L'expérience de ses parents et du lieu où il a grandi lui permettent de réfléchir sur sa formation politique ou sur la façon de voir les choses. Les lieux investis de sens lui ont permis de s'intéresser à la politique par les images, les peintures murales, les graffitis, bref, par ce qu'il regardait au quotidien :

Ils m'ont raconté les (situations) typiques, comme je vivais dans l'intersection de deux rues tu vois, et dans cette intersection il y avait toujours des barricades, des affrontements et d'autres trucs, et ils devaient fermer les fenêtres à cause des lacrymogènes et tout, enfin toujours des expériences qui étaient liées à ça, aux protestations [...] alors c'est quand même un coin où il y a toujours eu ce truc de lutte et de manifestation de rue. Et ça c'est un truc qui, je pense, qui t'affecte quand même, tout ce que tu vois sur ton chemin vers chez toi par exemple, et de voir, je ne sais pas, par exemple tu vois toujours des graffitis sur les murs, et moi personnellement je crois que ça m'a fait réfléchir, de voir des trucs écrits sur les murs, des consignes, par exemple quand j'étais petit je voyais souvent à certains endroits le Che et je savais pas qui c'était, mais quand même [je me disais] il doit être là pour quelque chose, et là après il y a eu un moment où j'ai commencé à lire des trucs de mon côté, et je lisais des trucs du Che pour comprendre un peu ce qui se passait, mais pas dans un sens... pas comme si on me l'avait inculqué, mais

plutôt comme une leçon que te donne la vie [...] d'où tu es ça te conditionne quand même dans ce sens, ton entourage te fait comprendre les choses (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

Nous trouvons aussi des parents qui les encouragent même s'ils ne sont pas des militants. Ce sont de gens de gauche qui comprennent que pour un jeune, c'est maintenant le moment de se battre, car souvent ils ne l'ont pas fait. Peut-être qu'ils le regrettent en regardant leur quotidien et réfléchissent aux conséquences de leur inaction :

mes parents n'appartiennent à aucun parti politique, ils sont je dirais d'une démocratie virant à gauche, mais ils n'appartiennent pas... ils ne sont militants d'aucun parti, ils m'ont toujours dit que ce système est mauvais, qu'un jour ou l'autre il faut le changer, et le plus tôt sera le mieux, et que moi j'avais les outils pour lutter parce que moi maintenant je suis jeune, plus tard quand je serai vieux je ne pourrai peut-être pas faire la même chose, que maintenant j'ai tout le temps pour lutter (Kato, lycéen, 18 ans, 2011)

Il y a finalement des parents qui appuient leurs enfants, car ils sont relativement jeunes et leur discours est en accord avec celui de leurs enfants. Un discours anti-police, anti-capitaliste, et anti-patrons qui alimente les idées des leurs enfants :

Bah oui, car par exemple ma mère elle n'aime pas les flics tu vois, et du coup elle me disait que moi je devais me battre pour [ce en quoi je croyais] parce que les autres n'allaient pas le faire pour moi, et de lutter pour ce en quoi je croyais (Pia, lycéenne, 13 ans, 2011)

Dans ce groupe de jeunes encouragés par leurs parents, nous observons un dialogue fluide avec leurs familles, un partage d'information, et de la confiance qui permet le partage d'idées politiques similaires :

Alors, moi je les informe quand même, je leur dis les trucs qui se passent, les trucs qui se passent aujourd'hui dans le pays, les choses qui se passent depuis toujours, et ils me soutiennent, ils me soutiennent beaucoup, quand ça s'est mis en place le truc, j'sais pas, quand ils sont rentrés dans ce truc des manif, quand ils ont fait péter un bâtiment, un truc comme ça, où vivaient des gens, ma mère m'a demandé « qu'est-ce qui s'est passé ? », au lieu de critiquer l'action même ma mère m'a demandé et moi je lui ai expliqué ce qui c'était passé (Juan, étudiant, 19 ans, 2011)

Pourtant, même s'il y a une relation ouverte avec ses parents, le jeune privilégie toujours une conversation avec des non-dits. Cela peut être une précaution, mais peut être aussi une volonté de conserver son autonomie :

...moi quand même je raconte à mon père les trucs que je fais, mais pas tout non plus, parce que quand même il y a des trucs que tu dois garder pour toi, peut-être pour une question de sécurité, ou juste parce que tu dois les garder pour toi, et c'est tout quoi (Juan, étudiant, 19 ans, 2011)

Cette idée de sécurité comporte aussi des éléments émotionnels lorsqu'il s'agit de protéger leur famille, et d'éviter que les conséquences de leurs actions ne les affectent. Les étudiants – à la différence des lycéens protégés par la loi qui empêche leur incarcération – sont en général conscients des risques majeurs encourus par leur participation aux activités radicales :

[ça, c'est] le truc le plus compliqué du fait de travailler dans quelque chose comme ça, parce qu'au final tu t'exposes [tu risques de] finir en taule, et ça c'est un truc qui va faire souffrir ta famille, plus que tes amis, parce que tes amis c'est finalement les gens avec qui tu travailles et pour eux c'est beaucoup plus compréhensible la situation, plus que pour ta famille (Javi, étudiante, 22 ans, 2012)

L'hétérogénéité des familles n'empêche pas de trouver des liens, des « récurrences » entre elles : soit dans leur refus de l'action politique radicale, d'ailleurs moins courante, soit dans l'encouragement de leur activité militante laquelle présente plusieurs caractéristiques, mais la transmission de souvenirs est bien évidemment fondamentale. Nous allons donc essayer de comprendre comment cela se déroule d'après le récit de jeunes.

## **2.2. Assimiler des événements non vécus**

Nous devons rappeler à nouveau que les pratiques que nous analysons correspondent à des activités illégales. Ainsi, en tant qu'actions délictuelles, elles sont surveillées et réprimées par le pouvoir politique. La construction d'une morale où se « labélisent » les limites entre le bien et le mal est de ce fait très complexe. Nous essayons de rendre compte de celle-ci en fonction d'un échantillon réduit au vu de l'illégalité des actions réalisées par ces jeunes. Une des façons que nous avons déjà analysée (*cf. chapitres 2 et 3*) est la transmission mémorielle. Nous avons donc essayé de connaître et comprendre quelles sont les technologies de soi<sup>77</sup>, dont les jeunes activistes rendent compte pour assimiler les événements non vécus et s'approprier ainsi les expériences des acteurs les plus proches de leur biographie qui, parmi d'autres éléments, leur permettent de construire une identité normative.

---

<sup>77</sup> Ce sont des techniques spécifiques que les hommes utilisent afin de comprendre qui ils sont. Elles permettent aux individus d'effectuer, seuls ou avec l'aide d'autres, un certain nombre d'opérations sur leur corps et leur âme, leurs pensées, leurs conduites, leur mode d'être ; de se transformer afin d'atteindre un certain état de bonheur, de pureté, de sagesse, de perfection ou d'immortalité. *Cf. FOUCAULT M., "Technologies of the self 363", in Dits et écrit 1954-1988, Tome 4 1980-1988, Paris, Editions Gallimard, 1994*

Comme l'indique M. Halbwachs, chaque mémoire individuelle est un point de vue sur la mémoire collective, que ce point de vue change suivant la place que j'y occupe, et que cette place elle-même change suivant les relations que j'entretiens avec d'autres milieux<sup>78</sup> signifie que chaque expérience de ces jeunes compte de manière significative dans la normativité partagée par l'ensemble des militants radicaux.

Une des premières formes de transmission – la plus simple – est l'écoute, celle-ci est une technologie qui permet de se construire une mémoire historique sans partager nécessairement ce processus avec la source de l'information. Les événements quotidiens qui pour les jeunes sont ceux que vivaient les pauvres dans les *poblaciones* leur ont permis d'apprendre l'existence de deux mondes qui s'affrontaient ; cette conflictualité est toujours d'actualité :

et ils me racontaient des trucs qui s'étaient passés avant, des queues, des protestations en fait plus que la situation générale du pays, ils me racontaient des situations de la *población*, comme la queue qu'ils devaient faire pour le pain, comment les militaires prenaient les gens aux cheveux longs qui étaient là, et leur coupaient les cheveux sur le moment, et ils les frappaient et c'était des scènes de *poblaciones* qui peut-être ne se vivaient pas dans l'Alameda [...] et ça c'est ce que... l'idée que je me faisais, à partir de ce qu'on me racontait, de toute cette violence irrationnelle de la part de l'État en général, pour protéger des intérêts de merde d'après ce que me racontait ma grand-mère, pour protéger des intérêts qu'Allende avait retiré aux riches, des bénéfices qu'il avait enlevés aux bourgeois (Juan, étudiant, 19 ans, 2011)

En outre, les conversations à table se déroulent autour d'un même sujet et dans l'écoute, différents processus émotionnels peuvent se mettre en place, ainsi l'histoire militante de leurs familles et les souffrances vécues provoquent la haine contre un ennemi encore méconnu et un sentiment de révolte contre l'autorité :

Ma socialisation politique s'est faite sur la base du communisme, depuis que j'étais petite, parce que ma famille était *frentista*, putain les conversations l'après-midi à table étaient sur quand arrivaient les flics et ils rentraient à la maison, qu'ils arrêtaient beaucoup de voisins, qu'ils fusillaient beaucoup de voisins, et tu vois que ça génère une haine constante de comprendre que les enculés ils te niquent toujours. Ce ressentiment tu vois, c'est vraiment un ressentiment que tu as envers les autorités en général (Javi, étudiante, 22 ans, 2012).

Dans une situation inverse, la transmission mémorielle peut être également efficace, les silences peuvent effectivement se transmettre lorsque la politique devient un thème tabou, qui divise la famille, leur effacement des discussions et des conversations à table motive les jeunes à suivre le parcours de leurs parents, à enquêter sur leurs différences et à retrouver l'origine de ces silences :

---

<sup>78</sup> HALBWACHS M., *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997, p. 94

chez moi il s'est produit un truc plutôt... les deux étaient plutôt pauvres, ma mère est rentrée dans la J (jeunesses communistes) quand elle était petite et ma mère construisait des barricades dans la *Pobla* ; et mon père, qui était aussi très pauvre, bah sa mère le frappait, son père aussi, ils étaient toujours bourrés, et mon père il a vu comme seule sortie à tout ça devenir militaire, et genre ma mère construisait des barricades et mon père venait défaire les barricades (rire ironique) les coïncidences... je ne sais pas, là du coup, ça a fait que chez moi on ne parlait pas de politique (Matias, étudiant, 23 ans, 2012)

L'observation est une deuxième technologie mémorielle évoquée par les jeunes, les stigmates de la répression qui se trouvent présents chez certains membres de leurs familles font partie d'une mémoire vive, cela provoque un profond malaise qui se transforme généralement en rage contre la source de l'agression :

en fait le truc c'est que ma grand-tante a été emprisonnée et torturée, du coup j'ai toujours été contre la droite, juste parce que le fait de voir ses doigts, parce qu'ils lui avaient coupé les doigts des pieds, du coup moi ça a engendré une rage en moi depuis tout petit, ce n'est pas qu'eux ils m'ont conscientisé, mais plutôt moi qui, depuis petit, je me suis convaincu aussi en regardant, que ça, ce n'était pas bien (Kato, lycéen, 18 ans, 2011)

L'observation passe aussi par le souvenir des images de leur enfance, ces images, restant durant de longues années incomprises, tôt ou tard elles vont être assemblées par les jeunes militants afin de comprendre le sens de leurs souvenirs :

moi je vivais dans la *población* Los Nogales, qui se trouve à côté de la Villa Francia, du coup moi je passais assez souvent par la Villa Francia et je voyais les peintures murales, je voyais qu'il se passait toujours des trucs, et ça attire ton attention quoi, et tu, te demandes pourquoi ils font ça, pourquoi ils coupent la rue ce jour-là ; par exemple moi j'ai su seulement une fois à l'université qui étaient les frères Vergara, j'ai su qui étaient tous ces gens qui sont morts pendant la dictature, ça fait pas très longtemps [...] la nuit l'électricité était coupée, on écoutait des tirs, du coup tu disais qu'est-ce qui se passe dehors, parce que c'est vrai que ce jour-là il y a comme une espèce de, j'sais pas, comme un affrontement toutes ces nuits-là, du coup le lendemain tu te levais et tu allais voir et, bien sûr, tu voyais des barricades partout, parce qu'ils en faisaient dans la *población* aussi, dans toute la *población* il y avait des barricades d'ordures aux coins de rue, tu savais que c'était tes propres voisins et tu te posais des questions quoi (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

Ces souvenirs liés aux images se trouvent nécessairement associés à un lieu. Ce sont donc les lieux de mémoire qui deviennent des éléments de transmission. La famille et l'origine spatiale du jeune militant jouent donc un rôle fondamental dans son activisme :

Presque toute ma famille est communiste du côté de ma mère, du côté de mon père je n'ai pas une vision très claire sur leur appartenance politique, mais il vote toujours pour le parti (PC), parce que ma mère le contrôle, et voilà, ça, ma mère toute sa famille est communiste. Ma famille est l'une des plus grandes que je connaisse, par rapport à mes amis, et cætera, et tout le monde est révolutionnaire et communiste. La plupart habitent à Quinta Normal, Cerro Navia, Pudahuel, on est tous de là-bas. [...] Pour le 11 septembre, il y avait des barricades partout par où tu passais, du côté de Pudahuel, Cerro Navia, c'était plein de barricades, surtout au croisement des rues Gutierrez et Mapocho, qui est la partie la plus conflictuelle, ou entre les rues San Daniel et la Estrella (Michel, lycéen, 18 ans, 2011).

Comme on l'a déjà indiqué, l'expérience familiale de la politique se trouve souvent dans le secteur ouest de la ville « *poniente*<sup>79</sup> ». Et cette expérience se passe toujours entre l'église et le parti communiste ces deux éléments sont clés dans la transmission d'une mémoire historique et familiale : l'église et le parti. À ceux-ci s'ajoutent, comme nous l'avons signalé auparavant, des souvenirs des grands-parents qui sont aussi passés à l'acte, qui ont participé aux occupations des *poblaciones* des années 1960-1970 (cf. *chapitres 1 et 2*). Pourtant leur discours simple est né du besoin matériel plutôt que de leur identité politique :

selon ce qu'il m'a raconté c'était comme si tous ceux qui vivaient là-bas étaient de la Jeunesse communiste parce qu'ils vivaient à Cerro Navia, c'était un truc genre : « on était tous de la jeunesse communiste, il y avait personne qui ne l'était pas » [...] mon grand-père était le seul qui n'a jamais été à l'Église protestante parce qu'il se déclarait athée [...] en quelques occasions il a raconté que lui c'était comme un de ces cas typiques que tu étudies dans les bouquins d'histoire, des gens qui migraient de la campagne à la ville... lui il vivait à Chillan, à la campagne, il est parti à Santiago, tout seul, il travaillait dans ce qu'il trouvait, il s'est installé dans un *conventillo*, ensuite aux *poblaciones callampas*, puis aux *tomas* (occupations), tu vois, c'est comme ça qu'il est arrivé dans une *toma*. Bref, lui il était dans ce délire de l'histoire qu'il avait vécue, mais ce n'était pas un délire politique structuré, mais plutôt son expérience personnelle, c'est un peu ça, son histoire personnelle l'a amené à comprendre qui on était, je ne sais pas, les pauvres [...] il n'a jamais dit par exemple « je suis communiste », c'était plutôt son expérience de vie qui faisait qu'il s'identifiait au monde populaire, il s'est toujours déclaré *anti-pinochetista* ; je crois que ça, c'est la seule chose que j'ai toujours entendue chez moi, et sans censure, tout le monde était contre Pinochet (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

La transmission passait effectivement par les aspects les plus élémentaires de l'existence, chaque sens, rend compte de cette transmission, l'écoute et les silences, l'observation et le toucher ces éléments fondamentaux de perception de l'expérience deviendront aussi ceux que les jeunes mettront en place afin que leurs pensées se transforment en pratiques radicales.

### ***3. Pratiques politiques radicales : distinction et action directe***

Nous avons parlé de la construction normative de la radicalité, du poids des expériences des jeunes, de leurs rapports avec leurs proches ainsi que des technologies mémorielles qui sont mises à leurs dispositions pour créer cette identité politique radicale. Nous voudrions comprendre maintenant comment ils accèdent ou garantissent la possibilité

---

<sup>79</sup> Plusieurs facteurs provoquent le regroupement de couches populaires dans le secteur Ouest, historiquement c'est un endroit proche d'affluents d'eau, c'était aussi un lieu que les couches aisées refusaient d'y habiter, car souvent inondé en hiver et plus sec en été. Lorsque les groupes aisés partent du Centre vers l'Est, aux pieds de la cordillère, les *poblaciones* existantes dans cet endroit sont progressivement délogées, principalement durant la Dictature. Les plus pauvres sont donc entassés dans l'Ouest, le Sud et une partie du Nord de la ville. Pourtant le peuplement plus ancien et l'installation durant la période de l'Unité populaire des groupes de la gauche radicale dans le secteur Ouest provoquent une politisation radicale accrue dans ce secteur qui tient jusqu'aujourd'hui.

de convertir la théorie en pratique ? D'où leur viennent les forces subjectives pour lutter contre les critiques qu'ils élaborent contre la civilisation : l'individualisme, les injustices et la dénaturation au sein de la société chilienne ? Quels sont les expériences, les pratiques ou les besoins qui permettent de maintenir chez ces jeunes militants un intérêt, comme l'indique A. Honneth, à la pleine réalisation de la raison, malgré les déformations ou les limitations de la rationalité sociale ?

Pour répondre à ces questions, nous nous pencherons sur des aspects constatés lors de la mise en place des pratiques politiques radicales ainsi que dans le récit que les jeunes militants font de ces pratiques.

Deux points ont été identifiés. Premièrement, nous trouvons de nouvelles façons de se distinguer à travers l'engagement lié à une vision autonomiste de la pratique radicale. Les jeunes cherchent à se distinguer par ce qu'ils font, et la façon dont ils s'organisent pour le faire<sup>80</sup> (démocratie directe, autogestion, pensée libertaire, organisation, etc.). Deuxièmement, nous identifions comment ces façons de se distinguer se mettent en place à travers des actions directes, celles-ci vont plus loin que les simples faits de violence, ils couvrent les occupations, la violence et ses composantes : les barricades et les formes sécuritaires et esthétiques de se montrer à travers l'utilisation de la cagoule.

### **3.1. Nouvelles formes de distinction : l'engagement**

#### ***3.1.1. Organisation et politisation***

Nous visualisons l'engagement comme une forme de distinction, deux aspects découlent de ce processus. D'une part, les justifications pour s'organiser qui sont très proches de celles que nous avons vues dans la construction de l'identité politique et la conflictualité de jeunes. D'autre part, les formes d'acquisition d'une pensée politique radicale qui mène à l'engagement.

L'engagement passe en effet par un changement profond dans l'existence du jeune – même si ce changement peut être passager – un moment de détachement des anciennes habitudes pour un nouveau départ. Ce détachement dans l'expérience des jeunes chiliens est souvent lié à la notion de « *pueblo* » que l'on peut associer à l'idée du *poblador* des années 1960, 1970 et 1980 (cf. *chapitres 1, 2 et 3*). Concrètement, le jeune militant prend conscience de sa réalité en tant que membre de cette notion abstraite pour laquelle il doit se donner de façon anti-utilitariste, travailler, défendre et finalement aimer :

---

<sup>80</sup> GRAEBER D., *Pour une anthropologie anarchiste*, Québec, LUX, 2006, p. 14



Et là, d'un coup, j'ai quitté tous les vices que peut avoir un jeune, tu vois, et j'ai dû sacrifier mes amis, ma famille, mon temps, et [je me suis mis] à fond dans ça (militantisme), dans ce en quoi je crois, dans mes idéaux, dans ce sur quoi je me base pour dire que cette merde peut changer, et voilà où je suis, en train d'organiser, construire, politiser et faire de mon mieux pour mon *pueblo* (Pedro, étudiant, 19 ans, 2011).

« tu dois aimer ton *pueblo* » tu dois l'aimer, te sentir *pueblo*, et tu dois te préoccuper pour eux, bien sûr, tu dois penser que tu es pas tout seul, il y a des milliers de gens, il y a un travail derrière, et que si l'un tombe tu dois faire en sorte que personne [d'autre] ne tombe, parce qu'en fait tu es en train de mettre en danger non seulement l'intégrité de celui-ci, mais celle de tout le monde, parce qu'il y a un travail derrière (Pedro, étudiant, 19 ans, 2011)

Ainsi lorsqu'il se définit en tant que militant, il met toujours en avant l'idée ou le sentiment d'amour au *pueblo*. Il justifie ainsi son activisme, il lutte pour les autres, pour ceux qui souffrent, pour ceux qui ont besoin de lui, il se donne aux autres. Dans certains récits on observe également un sentiment de dépossession, comme si dans le passé ce qu'ils demandent était déjà acquis, et qu'il faut le récupérer. Parfois ce discours fait référence au gouvernement d'Allende, d'autres fois le sentiment est plus abstrait et moins situé dans le temps :

...je veux que le *pueblo* ait ce qu'il mérite, ce qui est juste pour le *pueblo*, pour ma famille, pour mes proches, tous les gens qui à un moment donné ont perdu ça, qu'ils puissent le récupérer (Kato, lycéen, 18 ans, 2011).

Le sentiment d'« amour », toujours présent dans le discours des militants, se voit pourtant confronté à la frustration de ne pas sentir la compréhension de ce *pueblo* amené théoriquement à participer de la révolte. Leur activisme s'accompagne en conséquence d'une tristesse lorsque cette incompréhension vient de leur famille et de leurs proches :

Je crois que la plupart des gens disent : « ah ces gamins enculés ils ont rien à foutre ». Et pareil le fait de sentir le manque de soutien des personnes qui sont ouvrières, il devrait y avoir même plus de soutien de leur part, parce qu'on suppose qu'on est en train de lutter pour tout le *pueblo* et pas seulement pour nous qui sommes jeunes, parce que nous on va être des ouvriers aussi un jour, ou peut-être pas. Mais c'est moche de dire que tes propres parents te disent : « putain ces bâtards enculés » et ils ne savent pas que tu fais partie d'eux, c'est compliqué le truc, par exemple dans mon cas pareil mes parents disent : « putain de bâtards de merde, ils font que des conneries », mais ils ne savent pas que moi je participe en tant que cagoulé dans les coupures de rue et les barricades, du coup moi tu vois je ne leur raconte rien de tout ça, parce qu'évidemment ici on doit prendre nos précautions, par exemple quand on ne se dit pas nos noms, on se dit *compañeros*, à tout le monde, soit adultes, soit un gamin, on se dit *compañero* pour une question de respect et de sécurité (Tito, lycéen, 19 ans, 2011)

En outre, l'idée d'avant-garde manifestée par les jeunes – que nous avons vue précédemment – est mise en avant lorsqu'il s'agit de justifier leur organisation radicale. Dans leurs récits ils signalent que le regard des autres face à la violence est erroné, les

autres se trompent, ils l'y font pour eux, mais ils ne se rendent pas compte, ils ne savent pas, ils se trouvent dans l'ignorance :

mais nous en fait ils nous regardent pas vraiment et les gens quand tu leur racontes des trucs comme ça limite ils se fâchent à cause de ce que tu fais, ils peuvent mal prendre le truc parce que quand même ça s'est installé dans leur conscience [l'idée] que cet acte de pression c'est une lame à double tranchant, te faire engueuler par les gens, d'un côté tu le fais parce que tu trouves que c'est bien, mais de l'autre côté tu te mets contre tous les gens du quartier, tu te mets contre des gens qui ne savent pas et qui vont te considérer comme un criminel et ils vont accepter les conneries que dit l'État, accepter et appuyer les lois de merde que l'État t'impose [...] et ils ne savent pas que tu es limite un super héros qui est en train de défendre leurs intérêts (Juan, étudiant, 19 ans, 2011)

Cette incompréhension qui les attriste se confronte au bonheur apparent de ceux qui se trouvent dans l'« ignorance ». Ils trouvent un soulagement dans une sorte d'historicité de l'action violente. Autrement dit, si leur engagement radical n'est pas accepté et il est même critiqué actuellement, ils sont convaincus qu'à l'avenir leurs actions seront reconnues et d'une certaine façon l'histoire leur donnera raison :

Les gens avec qui tu partages ton quotidien, c'est des gens qui parlent tous les jours de politique, c'est ton cercle, et un cercle de gens qui est réellement triste au quotidien, qui comprend que rien ne va, et qui vraiment réfléchit à ça, ces gens qui ne se rendent pas compte que c'est tout pourri ce sont des gens heureux, nous, on est les cons qui au final essaient de mener une lutte pour tout le monde et une lutte qui au final, merde, que les gens ne vont jamais apprécier, c'est des processus historiques (Javi, étudiante, 22 ans, 2012).

Par ailleurs, dans cet engagement, difficilement accepté par les « autres », leur radicalisation s'achève dans l'idée d'une voie unique, la lutte armée comme l'unique chemin possible. Chaque action devient ainsi un coup contre le pouvoir et une propagande qui permet aux gens de sortir de leur « ignorance ». Leur violence est présentée comme héroïque face aux violences de l'État qui s'expriment principalement à travers l'action de la police :

te rendre compte qu'au final tout ce qui t'entoure est pourri, et que malheureusement c'est la voie armée, putain moi, je l'assimile à l'unique voie réelle pour pouvoir faire quelque chose, parce qu'entre temps je ne sais pas moi, qu'il faut aller parler avec le gouvernement, qu'il faut se réunir avec le gouvernement, au final tu sais déjà que tu ne vas arriver à rien, et que si tu les secoues de temps en temps, histoire que ces gens se rendent compte, et ça, c'est le côté plus important, je veux dire qu'au-delà de monter un truc armé, tu dois produire aussi un truc d'enseignement aux gens, ce n'est pas agréable que tu aies une sortie (coupure de rue) et que les gens t'insultent quoi, parce que tu n'es pas contre eux, au contraire, ce que tu essaies de produire c'est du bien pour eux, et les gens, beaucoup de gens ne le reçoivent pas comme ça, beaucoup des gens ont peur des cagoulés, et les gens devraient comprendre qu'un cagoulé ne va jamais t'attaquer ni te faire quoi que ce soit, la lutte n'est pas contre eux, c'est contre tout ce qui implique du pouvoir en soi, ou ce qui implique de la violence en soi, violence quotidienne, que tu te retrouves chez les flics en face à chaque coin de rue, ça pour moi ça implique de la violence (Javi, étudiante, 22 ans, 2012)

C'est effectivement l'action de la police et la répression de l'État, une de plus fortes motivations à la radicalisation. Pour certains de nos interviewés, découvrir une confrontation injuste a motivé leur premier engagement et le passage à l'acte qui le suit. C'est en effet avec ces premières expériences que la formation politique commence pour certains « jeunes » :

La première fois que j'ai été dans une manif, c'était cette année, et c'est là où je m'en suis rendu compte de comment étaient les flics, à un moment j'ai vu un gars qui ne faisait rien du tout il était en train de marcher et tout et ils l'attrapaient et le tabassaient, et depuis ça j'ai commencé à me fâcher, je n'aimais pas du tout ce qu'ils faisaient et tout, je suis partie genre avec de la colère, et ça me donnait de la rage tant ils étaient injustes et le niveau de répression qu'il y avait, avec tellement de violence, du coup ça m'énervait (Pia, lycéenne, 13 ans, 2011)

D'autre part, la violence policière lors d'un événement historique marquant peut devenir également un « choc moral » qui motive l'activisme. Cette violence souvent gratuite peut aussi changer des *a priori* hérités souvent des parents :

C'était, c'était quand même un truc con, c'était pour la mort de *Pinocho*, j'étais au truc qu'ils ont fait à Plaza Italia et j'étais quand même petite et tout, et genre à côté de moi un flic a tabassé un gars, et quand s'est passé cela je me suis dit : putain les flics ! Pourquoi pendant toute ta vie on te dit que les flics ne sont pas tes ennemis qu'ils sont tes amis et à ce moment-là non quoi, et là j'ai commencé à aller à beaucoup plus de manifs (Tania, étudiante, 20 ans, 2012)

C'est ainsi qu'un discours politique légitimateur se construit dans ce groupe de jeunes activistes. Ce discours est fréquemment lié à la participation à des manifestations, des séminaires et principalement aux actions directes, soit l'occupation, soit la violence politique qui découlent des activités lycéennes. Ce sont tous de dispositifs de sensibilisation qui fonctionnent efficacement lors de processus de contestation massif :

Donc moi l'année dernière, vers la fin de l'année j'ai commencé à rentrer plus dedans, dans ce délire sur la politique et tout, mais cette année je l'ai commencée de façon plus dynamique, en fait je vais aux manifs, je m'informe plus, je vais aux réunions et trucs comme ça, parce que quand même l'année dernière j'étais en *basica* (école primaire) et ça ne m'affectait pas tellement. Cette année, je suis rentré en *média* (secondaire) et j'ai eu plus d'options pour pouvoir rentrer à fond dans le truc quoi (Pia, lycéenne, 13 ans, 2012)

Ces dispositifs de sensibilisations qui se déploient durant l'expérience lycéenne permettent non seulement une approche vers l'action directe violente, mais aussi vers des contre-cultures, tout d'abord le mouvement *punk*, postérieurement l'animalisme<sup>81</sup>, le végétalisme, le graffitisme, les fanzines, etc. Selon le récit de certains militants, ces actions

---

<sup>81</sup> Voir TRAÏNI Ch., *La cause animale (1820-1980). Essai de sociologie historique*. Paris, PUF, 2011 ; « Les émotions de la cause animale. Histoires affectives et travail militant », *Politix* 2011/1 (n° 93), p. 69-92

sont politiquement pauvres, ils les assimilent à un amateurisme politique et qui sont rapidement devenues – surtout l’animalisme et le végétalisme – une mode de « petit-bourgeois ». Pourtant, il est certain que la pratique d’une contre-culture, même de façon superficielle, leur a permis de réveiller postérieurement une pensée politique plus concrète lorsque leur militantisme continue à l’université :

Et jusque-là moi j’étais simplement une adolescente punk, rebelle, et je n’avais aucun type de connaissance politique de rien du tout, j’étais tout juste en train de commencer à sortir manifester et de m’approcher du mouvement étudiant... J’ai été pendant des années animaliste, bon, je trouvais quand même que ça n’avait pas tellement de base politique jamais ça m’a enchanté le thème, parce que pour moi les questions portaient des questions politiques et au final quand je suis arrivée à l’université c’était genre le moment de la participation politique et de penser la politique de façon plus formelle (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

Nous observons qu’au sein de jeunes activistes actuellement étudiants à l’université ou dans les instituts de formation (*voir Annexe 1*) se présente une continuité militante qui commence lors du processus de mobilisation de 2006. Cette continuité les amène progressivement vers une radicalité, qui est en effet fondamentale dans l’enrichissement de leur pensée politique :

Moi j’ai toujours milité, cette différence n’a pas été un sujet... même si c’est parti spontanément d’ici dans le quartier je suis rapidement arrivé à des groupes politiques et j’ai participé dans des organisations, et là j’ai commencé à mieux connaître et à rentrer plus dans le truc (Franco, formateur, 33 ans, 2012)

Cette continuité passe souvent par une politisation non seulement à l’université ou au lycée, mais aussi dans leurs quartiers, le lieu où ils habitent, où ils ont grandi. Les jeunes les plus radicalisés montrent régulièrement une proximité géographique et émotionnelle avec des quartiers reconnus politisés :

Je suis étudiante universitaire, je vais finir bientôt ma licence, j’habite dans une commune qui est compliquée politiquement, et c’est parti de là le fait de vouloir participer politiquement [...] Je travaille avec des proches, avec mes *compañeros* et des gens d’où j’habite (Javi, étudiante, 22 ans, 2012)

La différenciation à travers le militantisme radical se reflète aussi dans un changement dans les pratiques de la vie quotidienne, de nouvelles façons de vivre, de sentir et de se préoccuper de l’environnement. Le passage de la critique à l’action implique de

vivre dans une culture de la sécurité, se crée alors nécessairement une solidarité entre les participants, mais aussi de la méfiance<sup>82</sup> :

On comprend beaucoup plus, et on comprend genre tout ce contexte que, au moins je l'ai compris ici comme une question, qui est celle de la sécurité personnelle, et de comment se transformer en un, disons ça comme ça, un militant révolutionnaire, où tu assumes une posture plutôt subversive contre le système et pas seulement une critique, pas seulement participer à des questions plutôt sociales, mais à des questions plus directes, d'action directe, qui comportent du coup des questions plus pénales, plus de risques, tu apprends alors la culture de la sécurité, c'est ouf quand même, c'est comme une autre ambiance, et ils te disent que quand même tu dois essayer d'être discret, jeter les choses, ne garder rien chez toi, toujours être un gars parmi d'autre, mais par-dessous être toujours en train d'essayer de compléter ... (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

La diminution des sentiments d'insécurité et de méfiance passe nécessairement par la notion d'organisation, tout le processus de politisation découle aussi dans l'organisation. L'action directe violente devient donc un complément à d'autres activités, celle-ci sort de l'espace éducatif où elle s'est normalement développée pour revenir vers l'espace de la *población* qui est son lieu originel :

moi je disais ce truc je le partage, je participe et tout, d'accord, mais ce n'est pas suffisant, je crois qu'en aucun cas c'est suffisant, c'est pour ça que je participe, je ne sais pas, dans la Santa Anita, dans la *pobla*, en essayant d'organiser quelque chose dans la *población*, en montant des activités, en soutenant là où c'est possible, en faisant des peintures murales, des défilés, tout ce type d'activités pour moi c'est plus important que l'action directe, mais en même temps, oui, je crois que l'autre aussi c'est important, mais plus important c'est l'organisation et la façon dont cette organisation dépasse les choses plus ponctuelles (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012).

Par ailleurs, les organisations qui découlent de la politisation vécue par les lycéens et par les étudiants prennent des caractéristiques différentes de ce qui avait été la norme durant les années 1990 et la première partie des années 2000. Elles se fondent sur un anti-autoritarisme et l'idée de la pratique du pouvoir plutôt que de la prise de celui-ci. On observe un clivage avec cette illusion de vouloir tout maîtriser et de vivre en fonction de la gestion du risque<sup>83</sup> qui domine une grande partie de la pensée politique actuelle :

l'organisation ne doit pas forcément être verticale, il ne doit pas forcément y avoir un État, à partir du moment où quelqu'un se croit capable de penser pour tous les autres, représenter une majorité, pour moi ça n'existe pas ça, une personne ne va jamais représenter les intérêts de tout le monde, du coup si on ne prend pas en compte ton opinion, si on ne considère pas ta volonté, à aucun moment de ta vie, l'autorité pour moi est inutile, elle est imposée par des sujets qui

---

<sup>82</sup> Paradoxalement la méfiance est une des premières critiques que les jeunes font de la société, elle est une des sources de l'individualisme et de la dénaturation, pourtant dans un registre complètement différent eux aussi deviennent méfiants.

<sup>83</sup> Cf. CASTEL R., *La Gestion des risques, De l'anti-psychiatrie à l'après-psychanalyse*, Paris, Collection « Le sens commun », 1981

croient qu'ils peuvent gérer toutes les situations de la vie des gens (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

En résumé, l'engagement est devenu le premier pas lors du passage de la théorie à la pratique. Cette nouvelle forme de distinction qui signifie être militant comporte plusieurs aspects : l'idée d'appartenir à une avant-garde incomprise par les « autres » (proches ou non) ; l'amour pour cette notion abstraite de *pueblo* ; et une politisation qui passe par différents moments et endroits (la rue, le lycée, l'université et le quartier). Tout cela se traduit à une pratique organisatrice marquée profondément par l'idée autonomiste du pouvoir, dont nous verrons les caractéristiques dans ce qui suit.

### 3.1.2. *De l'organisation à l'autonomisme*

La vision de la société de nos interviewés présente plusieurs caractéristiques qui se dessinent dans les principes anarchistes traditionnels – autonomie, association volontaire, autogestion, entraide, démocratie directe<sup>84</sup>. Ces principes sont venus jouer un rôle fondamental dans les mouvements radicaux de toute sorte. À cela s'ajoute comme le signalent les jeunes activistes un rejet de l'État et de toutes les formes de violence structurelle, d'inégalité et de domination<sup>85</sup> :

Je ne partage pas trop cette connerie de l'État, de l'État qui nous fournit tout, parce que ça va toujours se passer pareil, je crois que le *pueblo* travaille pour le *pueblo* et ça c'est un soutien mutuel, et c'est comme ça que les gens vont vivre mieux, dans la solidarité et le soutien mutuel, collectivité, et c'est comme ça que je veux moi que je sens, je veux que ça soit comme ça quoi, avec un but, un rêve, un truc de ce type, parce que l'État il va toujours être répressif et on va déchanter de cette connerie [...] du coup la femme au foyer, au lieu de sortir acheter elle pourrait échanger, elle pourrait avoir son potager, elle pourrait avoir ses plantes (Juan, étudiant, 19 ans, 2011)

Autour de cette idée de société, l'autogestion prend un rôle fondamental. Elle devient la base des projets d'avenir des jeunes. Il s'agit en effet moins d'un cadre théorique que d'une attitude, c'est la certitude que d'autres formes de relations représentent de bien meilleurs fondements sur lesquels construire une société « saine »<sup>86</sup> :

mon objectif c'est d'avoir un studio d'enregistrement pour autogérer des gars de bandes émergentes, je crois que la musique c'est un facteur important dans la société parce que c'est un truc qui t'informe, ça éveille ta conscience, tu peux transmettre des enseignements basiques à travers une chanson et il y a des gars aujourd'hui qui n'ont pas ces ressources, beaucoup de gars qui sont perdus, des gars rappeurs, groupes punk, groupes rock, je ne sais pas, groupes ska, reggae, n'importe quel domaine (Juan, étudiant, 19 ans, 2011)

---

<sup>84</sup> GRAEBER D., *op. cit.*, p. 8

<sup>85</sup> *Ibidem*, p. 10

<sup>86</sup> *Ibid.*, p. 11

Par ailleurs, l'idée de suivre un leader ou un dirigeant est mise à l'écart cela est cohérent avec l'anti-autoritarisme ambiant. Le principe d'égalité est ainsi mis en avant et même si la lutte de classes est toujours évoquée la destruction de l'« autre classe » n'est pas un objectif en soi. On ne peut pas obtenir la liberté par des moyens autoritaires ; en effet, comme l'indique D. Graeber, on doit soi-même, autant que possible, dans ses relations avec ses amis et ses alliés, incarner la société que l'on souhaite créer<sup>87</sup> :

[je suis contre] les classes, les différents types de classes qu'il y a quoi, je crois qu'on devrait être tous égaux, finalement on naît tous et on a tous les mêmes choses, du coup on ne peut pas, il ne peut pas y avoir, il ne faut pas qu'il y ait des leaders, il faut qu'il y ait quelqu'un qui guide, mais pas quelqu'un qui ordonne ou qui nous impose, ça me plaît pas ça (Pia, lycéenne, 13 ans, 2011).

Se produit, ainsi, une confrontation avec les principes et pratiques venus du marxisme classique : la mise en question des hiérarchies et des idoles révolutionnaires est évidente. La plupart des groupes fonctionnent à l'aide d'un processus de consensus<sup>88</sup> qui a été développé, à bien des égards, en directe opposition au style autoritaire, antagonique et sectaire si populaire parmi d'autres groupes radicaux<sup>89</sup>. Par ailleurs, se produit aussi une critique des martyrs qui ont joué, comme nous l'avons vu auparavant (*cf. chapitres 2 et 3*), un rôle fondamental dans la reconstruction et le maintien de l'identité politique des quartiers populaires. Pourtant, ils n'abandonnent pas ces personnages, les frères Vargara continuent à être un exemple d'une forme de don de soi aux autres et de vie radicale. Néanmoins, leurs idées politiques sont critiquées :

En fait le marxisme installe des hiérarchies, pour moi les hiérarchies sont vraiment un problème parce qu'au final, putain, tu le vois putain avec les Soviétiques qui au final que l'unique chose que tu as c'est l'histoire et toi bah normalement on devrait apprendre de l'histoire, et ces mecs au final à cette époque se sont transformés en dieux, dieux pour les gens qui vivaient, du coup moi je suis pas pour des types qui se croient supérieurs à toi (Javi, étudiante, 22 ans, 2012)

Nous pouvons effectivement nous demander comment s'est produite cette évolution vers la pensée radicale issue d'une vision anarchiste ? Pourquoi cette attirance pour la pensée autonomiste ? La Dictature et l'imposition d'un modèle économique néolibéral ont joué certes un rôle important, mais c'est surtout l'idée du pouvoir qui a changé : pour les jeunes militants le pouvoir se trouve en chacun, il ne faut pas le prendre, comme le propose

---

<sup>87</sup> *Ibid.*, p. 15

<sup>88</sup> Dans le processus de consensus, tout le monde s'entend dès le départ sur certains grands principes et sur les raisons d'être du groupe. *Ibid.*, p. 17

<sup>89</sup> *Idem.*

les idéologies marxistes, car on le possède déjà et une façon de l'appliquer est à travers l'action directe :

en fait il y a des choses qui sont quand même subjectives, par exemple avoir du pouvoir mec, moi je crois que ça aussi... avoir du pouvoir quand tu coupes une rue, t'as causé un problème au système, tu vois, tu te rends compte aussi du fait que le système est au bout du souffle, tu veux montrer ça, que c'est le système qui est pourri, le capitalisme comme système, et que l'être humain peut construire une société qui va être supérieure (Franco, formateur, 33 ans, 2011)

L'action directe n'est cependant pas une fin en soi, et surtout pas la violence anarchiste. La violence est justifiée par les fins nobles qui sont recherchées à travers sa pratique :

le fait que moi ça ne m'intéresse pas qu'il y ait quelqu'un qui me dirige, ça ne m'intéresse pas que d'autres se sentent dirigés, que les gens soient heureux, parce que les gens assimilent quand même l'anarchisme comme un truc super violent, mais au final la partie violente c'est parce que c'est comme ça que ça s'est passé dans ta vie, mais toi tu as un but super noble, parce que tu veux vraiment que les gens soient heureux et qu'ils ne soient pas en train de se détruire tous les jours (Tania, étudiante, 20 ans, 2012)

Nous retrouvons alors le sens donné par ces jeunes à leurs actions de violence dans la lutte contre l'autorité, les institutions qui ont été imposées et en général contre tout type de domination :

Au moment où s'imposent à toi des institutions, des personnes, tu dois canaliser un peu cette colère et tu dois inviter les autres à se libérer un peu, à ce qu'ils cherchent d'autres formes de vies un peu plus humaines (Viviana, étudiante 21 ans, 2012)

En résumé, les organisations autonomistes reprennent les principes classiques de l'anarchisme. L'autogestion devient alors l'aspect qui guide le projet de société arboré par nos interviewés, c'est donc la pratique qui l'emporte sur la théorie. Cela s'explique par le fait qu'une vision différente du pouvoir est acceptée, contraire à une vision traditionnelle de la radicalité liée à la pensée marxiste.

Toute cette vision de la société doit être pourtant construite sur des fondations théoriques proportionnelles à l'ampleur du projet, ils doivent être acquis au sein d'un processus de formation qui devient le troisième pilier de l'engagement pris par les jeunes.

### ***3.1.3. La formation ou comment apprendre la radicalisation***

La formation est le troisième aspect que nous avons identifié dans le discours et les pratiques de jeunes militants. Cela passe par l'apprentissage depuis l'enfance ; apprendre la



manifestation de rue, et les raisons et besoins de la lutte. Certains jeunes signalent qu'ils parlent avec leurs frères et leurs sœurs cadettes, d'autres participent à des activités avec des enfants. Celles-ci sont d'ailleurs une partie importante de leurs activités ; club de foot, brigades muralistes, ou collectifs de danse se créent dans tous les quartiers où ces jeunes agissent :

Je trouve très cool ça, que depuis petits ils s'approchent à ça et ils commencent à participer, parce qu'au final c'est l'unique façon pour qu'ils se rendent compte quoi, que eux, ils n'ont pas les mêmes choses qu'ont les autres et les mêmes possibilités de s'épanouir non plus (Ana, lycéenne, 17 ans, 2011).

Je crois que les enfants doivent se rendre compte depuis qu'ils sont petits que l'inégalité qu'il y a aujourd'hui c'est horrible [...] que les enfants se rendent compte depuis petits et qu'ils apprennent à lutter pour les choses auxquelles ils ont droit (Ana, lycéenne, 17 ans, 2011).

Les jeunes lycéens sont d'ailleurs souvent formés par des étudiants, ou par les *pobladores* pour ceux qui habitent dans des quartiers politisés, soit à travers des séminaires ou soit lors de journées d'étude. Globalement, les discours qui se construisent sont toujours centrés sur la lutte des classes ainsi que le discrédit des politiciens, des médias et des patrons :

Je crois qu'ici la classe moyenne n'existe pas, soit ils sont riches soit ils sont pauvres, parce que la classe moyenne c'est un truc qu'on a inventé, en fait ça, c'est un truc qui m'a fait voir un *compañero*, qui est venu présenter des trucs et tout, et je crois qu'il a raison parce que le riche devient de plus en plus riche et le pauvre de plus en plus pauvre, le pauvre ne va jamais s'élever, il va rester toujours dans la même merde, du coup il faut quand même continuer à lutter, continuer à se battre, à niquer les entrepreneurs, avant moi je disais la télé dite le vrai quand même, mais non en fait, la télé ment (Tito, lycéen, 19 ans, 2011).

Dans leurs parcours, les jeunes militants se confrontent également à d'autres moyens de formation, ainsi pour ceux qui sont plus attachés à l'anarchisme, la rue et les maisons *okupa* deviennent des lieux de référence. La formation se transforme de ce fait en un aspect nécessaire pour le passage à une radicalité pratique :

Quand j'ai commencé c'était plutôt de la lecture, de la connaissance théorique, mais aujourd'hui c'est un truc entièrement plus pratique, des trucs que tu apprends dans la rue, tu vois ? Parce que quand même une chose suit l'autre, mais je crois qu'au début j'ai vécu ça et maintenant je suis en train de vivre un truc plus pratique, genre apprendre dans la rue, je sais pas, avec les coupures de rues, avec la cagoule, si on peut dire ça, je sais pas, des gens acrates que je connais, dans les rues, dans des occupations [...] je crois que ça arrive à beaucoup d'entre nous de commencer avec ce processus de, de ne pas être émancipés par un système, avec cette attitude plus radicale et rebelle (Juan, étudiant, 19 ans, 2011).

L'attachement à l'anarchisme ne change pas nécessairement par rapport à l'aspect doctrinaire des anciens mouvements radicaux : on observe comme auparavant un discours appris par les jeunes interviewés, surtout les lycéens plus jeunes et avides de connaissance, et même si une vision libertaire de société ressort fortement, leur récit devient très homogène et parfois répétitif :

Moi je veux que les autres gens vivent en liberté, mais pas cette liberté de consommation, et non plus cette connerie égoïste de dire ta liberté termine là où commence la mienne, parce que cette connerie c'est de l'égoïsme, cette connerie ce n'est pas la liberté, ce truc c'est du droit, je crois que c'est du droit et c'est un truc qu'il faut analyser, que les gens entendent, que tu dois vivre en liberté, qu'il faut que tu arrêtes de consommer des conneries, arrêter de consommer des OGM, plante ! fais-toi un potager chez toi, comme ça les gens vont vivre en liberté et ils vont vivre mieux, enfin c'est ce que je pense moi, parce que quand même il y a beaucoup de gens qui, pour le fait d'être... je peux te poser la même question d'une autre façon, bah oui vivre mieux, mais du coup l'État bah qu'il nous file tous les trucs quoi, que l'État nous donne une éducation, tu vois, que l'État nous donne plus de bénéfices dans la santé, plus de bénéfices pour nos travailleurs, en partant du fait que si tu es travailleur tu vas avoir toujours un chef devant toi, et puis la... jamais tu vas vivre en autogestion. Du coup c'est ça le but, autogestion, et la liberté, pour les gens en général, pas seulement pour les *poblaciones*, mais pour la société (Juan, étudiant, 19 ans, 2011)

Une dernière méthode de formation est l'autodidaxie. Celle-ci est depuis toujours très proche des milieux libertaires, se trouvant très attaché à l'histoire du mouvement anarchiste chilien très répandu dans le milieu des typographes, des travailleurs des imprimeries et autres artisans liés à la culture. Les pratiques quotidiennes d'autoformation amènent ainsi les jeunes militants vers un parcours anarchiste ; la lecture solitaire ou le partage d'expériences groupales enrichissent de manière informelle leur formation :

D'abord j'ai commencé avec des manifs, après j'ai commencé à aller dans des bibliothèques, des librairies, j'ai commencé à regarder différents bouquins, j'ai commencé à aller à des concerts, parce que j'aime le punk, et puis quand même il fait bouger beaucoup l'anarchie tu vois. [...] Les discours, les paroles, là-bas aussi ils vendent des bouquins, aux concerts, ils vendent des patches, ils t'apprennent un peu qu'est-ce que c'est l'autogestion, ils t'apprennent un peu tout en réalité, je veux dire dans le cadre anarchiste et ils t'apprennent (Kato, lycéen, 18 ans, 2011)

Nous pouvons signaler que pour la plupart de collectifs et d'organisations politiques radicales que nous avons rencontrés, le but principal est la formation et la propagande. Les actions violentes pour ces collectifs constituent une activité de plus parmi un éventail très large d'activités :

Et là je suis arrivé à l'anarco-communisme, c'est-à-dire les libertaires, Malatestienne. Je suis rentré dans une organisation libertaire à la fac à travers un ami et j'ai commencé à travailler avec eux, mais cette organisation en soi elle travaille pas l'action directe, c'est plutôt de la propagande et connaissance (diffusion), de te projeter dans l'espace, c'est ça ce qu'ils t'apprennent, ils t'apprennent la politique, et comment bouger dans les différents domaines, et

puis bon en général les gens avec qui j'ai travaillé dans l'organisation c'était de gens qui, à part faire un travail d'information, faisaient un travail direct vis-à-vis des flics et du gouvernement, comme les sorties et les barricades quoi (Tania, étudiante, 20 ans, 2012)

Pour toutes ces organisations politiques, la formation de leurs « cadres » est fondamentale, elle commence depuis le plus jeune âge et se met en place à travers différents moyens. Elle est cependant liée de façon indéniable à l'action directe.

### **3.2. La pratique de l'action directe**

Deux éléments se présentent comme fondamentaux dans la pratique de l'action directe au Chili, d'une part, l'occupation et toutes ses composantes – dont nous parlerons en profondeur dans le chapitre suivant –, d'autre part, l'action violente où deux de ses composantes les plus symboliques seront traitées : l'utilisation de la cagoule et de la barricade.

#### **3.2.1. Les stratégies de rupture : l'occupation**

Nous avons déjà parlé largement de la tradition se trouvant derrière la pratique de l'occupation (cf. *Chapitres 1, 2 et 6*). Celle-ci naît à cause des problèmes liés au manque de logements au début du XXe siècle et se massifie dans les années 1960 et 1970, mais se voit stoppée brutalement par la Dictature, elle revient pourtant durant la post dictature avec des formes et objectifs complètement différents. Même si les occupations liées au manque de logement sont toujours existantes, l'occupation se transforme dans les années 1990 en une pratique de la jeunesse alternative (mouvement *punk*) d'une part, et dans une forme de désobéissance civile (grèves ou mouvement contestataire) d'autre part. Le premier type d'occupation se diffuse avec les maisons *okupa* (cf. *chapitre 6*) : c'est le résultat d'une prise permanente d'un immeuble inhabité à des fins culturelles et de logement de jeunes, progressivement ses maisons se transformeront en un foyer des idées anarchistes. Le deuxième type d'occupation reprend le nom historique de *toma*, il s'agit d'actions ponctuelles et transitoires, où des locaux administratifs ou éducatifs, souvent les universités, sont occupés par des activités suite à un processus de radicalisation d'une grève au sein d'une contestation.

L'évolution de ces pratiques s'observe au cours de l'année 2006 lorsque les *tomas* (occupations) de lycées deviennent plus massives et plus longues lors de la contestation des « pingouins ». Un nouveau type d'occupation qui prend les caractéristiques de deux autres nées dans les pratiques des lycéens et étudiants. La pratique sera accomplie lors du

mouvement étudiant de 2011, lorsque l'occupation s'étend jusqu'à sept mois dans certains lycées.

On peut se demander comment ces deux types d'occupation ont fusionné pour donner naissance aux *tomas* de lycées que nous observons actuellement. Certaines esquisses de réponse peuvent se retrouver dans les parcours de certains militants, les plus âgés, qui actuellement sont les formateurs des plus jeunes. Sous l'influence du mouvement de *pobladores* et du mouvement *okupa*, une des militantes – lorsqu'elle est renvoyée de sa maison – prend la décision d'occuper une maison :

Ils m'ont virée de chez moi et je suis partie vivre tout seule, mais bon je suis pas allée vivre n'importe où, je suis allée vivre... j'occupais une maison et moi je n'étais pas une squatteuse, c'est pour ça que je te dis que je n'étais pas encore anarchiste, c'était une maison que j'ai occupée, pour moi c'était une *toma* (Sandra, étudiante, 30 ans, 2011)

L'expérience dans les maisons *okupa* de militants plus âgés est une forme d'apprentissage nécessairement transmise aux plus jeunes, ce sont probablement ces militants qui ont donné les outils pour fusionner les différentes formes d'occupation :

parce que moi en 2001 jusqu'au 2004 j'ai été dans la *pulga* (maison *okupa*), en fait je crois que ça a été une bonne époque, où bah j'ai appris un peu tout, sur tous les plans, un développement sur tous les plans, c'était canon (Sandra, étudiante, 30 ans, 2011)

Nous ne pouvons pas être sûrs du rôle des militants plus expérimentés dans les pratiques d'occupation des plus jeunes, mais il est évident que cette pratique est devenue la forme la plus acceptée pour exprimer le mécontentement, de manière individuelle et collective :

Aujourd'hui ils occupent les écoles, demain ils vont occuper les usines, demain c'est l'usine, après les réseaux de communication, les journaux, putain c'est chiant de voir que la presse elle nous, elle soit en train de salir le mouvement, avec tout ce qui sort à la télé et puis bah tout le monde sait déjà qu'on ne peut pas faire confiance à la presse (Nina, lycéenne, 16 ans, 2011)

Nous traiterons plus en profondeur ce phénomène dans le chapitre suivant, mais nous ne pouvons pas nous empêcher de souligner que ce type d'action directe est devenu le plus répandu au sein des mouvements de contestations du Chili actuel.

### 3.2.2. *L'action violente*

Notre vision de la violence politique populaire, comme nous l'avons observé dans notre introduction et dans le développement de notre recherche, est celle d'un moyen, d'un

outil au service des individus. Comme l'indique A. Honneth, les sujets humains ne peuvent pas rester indifférents devant une limitation de leurs capacités rationnelles : puisque leur autoréalisation est liée aux conditions d'une activité rationnelle de coopération, ils sont condamnés à souffrir psychiquement de cette déformation<sup>90</sup>. C'est en effet ce besoin d'éviter la souffrance qui les sort de l'indifférence face aux pathologies sociales qu'ils assument comme des critiques à la civilisation.

Les aspects de la violence que les jeunes ont traités dans leurs récits portent sur la façon pratique de celle-ci, comment ils l'apprennent et l'acceptent en fonction de valeurs positives qu'elle comporte et qui la transforme en un moyen à des fins nobles. À travers leurs récits les jeunes militants répondent à trois aspects de cette pratique : quels sont les éléments qui donnent du sens à la violence politique au sein dans leur monde social et en fonction des expériences et des émotions partagées ? Quelles sont les limites dans la pratique de celle-ci ? Et quels sont les conséquences et les risques que cette pratique peut comporter pour ces jeunes activistes radicaux ?

En effet, comme toute activité la violence s'apprend, mais à la différence d'autres types d'actions, elle est souvent centrée sur la pratique :

Oui c'était quand même chiant, moi je disais voilà ils sont en train de faire des conneries, mais le fait de participer ça m'a motivé un peu plus, là je me suis rendu compte du pourquoi des barricades, pourquoi on faisait les manif et là, bah oui, tu apprends, en réalité tu arrives à tout ça sans rien connaître et tu apprends beaucoup, oui beaucoup quand même (Tito, lycéen, 19 ans, 2011)

La pratique de cette activité provoque chez les jeunes activistes un goût inexplicable pour la violence. Cette sensation est fréquemment liée à des souvenirs d'événements marquants qui provoquent une perception agréable du passé :

je crois que je sentais de l'adrénaline et un peu de stress, je pensais à qu'est-ce qu'ils allaient nous faire les flics, parce que moi je ne m'y connaissais pas trop, parce que quand j'étais petite, bon pas petite c'était ça fait quelques années, pour la mort de Pinochet je suis montée dans le bus et par l'Alameda c'était plein de barricades et ça me plaisait de voir ça, du coup quand j'étais dans la barricade, quand j'y étais moi cette année, je me souvenais de ce truc (Pia, lycéenne, 13 ans, 2011)

À cette sensation agréable, nous pouvons ajouter une série de valeurs positives qui sont évoquées par les jeunes au cours de leurs récits. Ces valeurs sont le résultat d'une

---

<sup>90</sup> HONNETH A., *La lutte pour la reconnaissance*, op. cit., p.126

socialisation familiale que montrent les bienfaits de la violence ou simplement d'une expérience émotionnellement positive face à ce type d'actions :

moi depuis petit j'ai toujours pensé que les types qui sortaient dans la rue s'affronter avec les flics et, je ne sais pas, si tu mets des bombes ou des trucs comme ça, ils étaient des gars super admirables, après c'était toujours une logique de famille, le fait que tu vois que la violence c'est pas mauvais, jamais ils (ses parents) m'ont appris que la violence était mauvaise, au moins moi ils m'ont toujours dit ça (Javi, étudiante, 22 ans, 2012)

Cette idée de valeurs positives qui accompagnent la violence se manifeste aussi lors du passage à l'acte. L'action directe violente lors de rassemblements devient ainsi un moment empreint de valeurs qu'ils ne retrouvent pas ailleurs, dans leurs récits cela se manifeste à travers une sensation de bonheur et d'espoir :

Dans une manif... la première fois je n'y suis pas rentré, puis après à la deuxième à la troisième, comme je voyais comment elle agissait la répression j'ai dit : non, ce n'est pas possible cette merde. Et là tu commences à te rendre compte que tout le monde commence à s'y mettre, c'est où tu peux, tu vois comme une solidarité, camaraderie, ça me faisait sentir bien d'une certaine façon (Matias, étudiant, 23 ans, 2012)

Si la violence dans certains degrés est perçue comme un élément positif, la vision générale que possèdent les jeunes de cette pratique est celle d'un moyen par défaut, qui est née de la rage et du malheur cumulés. Ils sont convaincus que ce qu'ils réalisent est correct, même si ce n'est pas voulu :

Je crois qu'à ce moment-là il y a trop de rage, tu ne peux pas t'arrêter et dire non... ne fait pas ça, je crois que les choses se donnent comme ça parce qu'il y a trop de rage cumulée, de mon côté ce n'est pas le moyen que je préférerais, mais s'il faut le faire, moi je vais le faire (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012).

La vision générale est donc celle d'un moyen pour arriver à des fins plus nobles. La violence est un outil efficace lorsqu'elle laisse un message ou inflige un préjudice aux « ennemis ». C'est à ce moment que nous retrouvons une cognitivation des limites de ce type d'actions. Ces limites peuvent varier selon la justification donnée par chaque acteur. Pourtant on retrouve toujours dans les groupes organisés une critique à la violence aveugle, sans un objectif politique prédéfini :

Ma vision c'est que, politiquement, la violence c'est un instrument, un instrument de plus que tu peux utiliser, tu vois ? Du coup, quand nous par exemple on a mis en place des actions, je ne sais pas, notamment le barrage d'une route X, une route que tu sais genre qu'à certains horaires elle a un trafic important et où tu peux à la limite provoquer une quelconque sorte de gêne dans le sens où tu peux générer une paralysie ou laisser un message qui, à cause du temps d'attente les gens sont obligés de percevoir, je crois que dans ce sens oui il y a une « rationalité » de la violence, c'est-à-dire elle cible un but, elle a un propos, c'est pas parce que si [...] c'est une

détermination, c'est une décision qu'on prend de façon organisée pour répondre à une situation ou pour affronter une situation ou pour provoquer quelques choses, tu vois ? (Sandra, étudiante, 30 ans, 2011)

Or, parmi les moyens de rationaliser la violence, nous retrouvons la logique de la haine et la rage, même si la majorité des jeunes interviewés ne se sentent pas concernés ou identifiés avec cette logique qu'ils attribuent à un « autre » abstrait. Pourtant, cette violence émotionnelle qui fait partie des « autres » est toujours issue d'une lutte juste, donc rationnelle :

je lui trouve une logique à partir du fait que, d'un côté, cette violence est rationalisée [ciblée, organisée] contre un certain secteur et c'est pour une question de rage, de colère si l'on veut dire ça qu'ils ont les gars, tu vois, qui sortent dans ce truc, qui soutiennent aussi ce truc, des gars qui sentent la colère et la rage de comment ils oppriment chaque jour, et ce truc ce qui te fait sentir c'est de l'impuissance (Juan, étudiant, 19 ans, 2011)

Le sens émotionnel donné à la violence peut arriver progressivement ou vient de manière soudaine comme justification liée à une action défensive lorsque le jeune face à une agression voit, avec rage et rancune, comme nécessaire une réponse proportionnelle à cette dernière :

En fait le truc c'est que l'année dernière j'ai été arrêté, et moi au début je ne faisais rien, j'allais juste regarder, j'allais manifester pour la cause. Après que j'ai été arrêté et qu'on me tabasse, et ils s'en foutaient que moi j'étais un gamin, je me suis rebellé parce qu'ils ne pouvaient pas me frapper qu'eux, pas du tout [...] C'était une pierre, et là quand je l'ai lancé c'était comme un défoulement que j'avais, parce que j'étais enragé comme ils m'avaient frappé, et moi j'étais un gamin. Du coup quand même cette rage que tu as, à un moment donné, tu dois la sortir, moi je pense que, je ne crois pas que c'est le plus correcte, mais ça doit être contre qui te réprime (Kato, lycéen, 18 ans, 2011)

La stratégie de défense devient ainsi la forme la plus acceptée de rationaliser cette violence, et elle est toujours mise en avant lorsqu'il y a des rassemblements. Ainsi, l'expérience des défilés comporte souvent un degré de répression policière, laquelle est repoussée par une action directe utilisant la tactique du black block<sup>91</sup> :

Moi je crois que chaque manif te laisse une expérience, parce que des fois elle est pacifique, des fois ils ne te laissent pas manifester, des fois c'est violent des deux côtés. Enfin je crois que de notre côté c'est justifié, pour toute la répression qu'on nous impose, on doit bien s'en sortir de quelque façon, on ne va pas rester toujours les bras croisés, toujours en espérant le coup et qu'on ne soit jamais nous à le donner, du coup pour ça il faut réagir, et pas forcément avec la violence, mais en créant une conscience chez le *pueblo* de pourquoi on lutte (Kato, lycéen, 18 ans, 2011)

---

<sup>91</sup> Cf. DUPUIS-DERIF., « Penser l'action directe des black blocs », *op. cit.*.

Dans leurs récits, les jeunes dépassent progressivement la cognitivation émotionnelle et défensive face à la violence d'État pour lui donner un sens politico-discursif et de propagande. Pour les jeunes interviewés, la violence fait partie de la politique lorsqu'un message est transmis, et ils se sentent engagés avec cette forme de politique :

Une barricade, une pierre, un Molotov, je ne crois pas qu'ils aient un sens, cent barricades, cent pierres, cent Molotov, pour moi cela a un sens politique. Parce que là tu es en train de faire de la politique [...] un *camote* (grande pierre) ou une barricade sans graffitis, sans pamphlet, sans rien de tout ça, je crois que ça n'a pas non plus un sens politique, tu es en train de le faire juste pour t'occuper (Kato, lycéen, 18 ans, 2011)

La violence en tant qu'outil de la politique, est alors de plus en plus banalisée, elle devient pour les militants une autre forme de lutte aussi légitime que celles qui découlent de l'ordre institutionnel. La violence se retrouve donc insérée dans l'histoire, elle est une sorte de droit des classes populaires, la vision classique de droit à la révolte face à la tyrannie<sup>92</sup> est largement mobilisée par les militants dans la légitimation de leurs actions :

Comme quelque chose de nécessaire, comme quelque chose que, j'ai commencé à voir que ça se maintenait dans l'histoire, qu'il y a longtemps, que ça fait des années qu'on voit ça, dans les *poblaciones*, à l'université et en même temps c'était une autre forme de lutte, tout aussi valide, tant comme faire une manif, une protestation, distribuer des pamphlet, c'était une autre forme très valide, tu vois, on ne pouvait pas la criminaliser comme on te le racontait à la télé, mais c'était des formes d'occuper la rue [...] Valide parce que les espaces sont à toi et on te les a enlevés, oui parce que les espaces sont à toi et on te les a enlevés, on t'a fermé tout (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

Cette institutionnalisation de la violence dans les groupes populaires, comme le définit G. Salazar<sup>93</sup>, se justifie par les expériences d'injustice et d'exploitation subie par ceux-ci, c'est donc la défense du *pueblo* et le droit à l'insurrection<sup>94</sup> qui sont argués par les militants :

---

<sup>92</sup> Les premières références écrites à ce droit de révolte face à la tyrannie ou de résistance à l'oppression nous la retrouvons dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Ces notions remettent en cause le présupposé classique selon lequel le respect des droits de l'homme par les pouvoirs publics est effectivement garanti dans les États démocratiques modernes. Cette résistance peut être passive, où la désobéissance civile à une loi « injuste » est l'exemple le plus répandu (Cf. OGIEN A., LAUGIER S., *Pourquoi désobéir en démocratie ?...op. cit.*) ou active à travers l'insurrection (un droit du peuple) et la révolution.

<sup>93</sup> SALAZAR G., *La Violencia Política Popular en las Grandes Alamedas, la violencia en Chile 1947-1987*, Santiago, LOM Ediciones, 2006

<sup>94</sup> Le droit à l'insurrection a pour titulaire le peuple, non l'individu ou un groupe d'individus. Il est une sanction à l'égard des gouvernements qui ont failli à leur mission. Il a pour but de contester le régime, de contraindre les pouvoirs publics à procéder aux changements qui s'imposent, de le renverser par la force le cas échéant, de susciter ainsi l'action révolutionnaire. LUSSU E., *Théorie de l'insurrection*, Paris, éd. F. Maspéro, 1971, p. 27.



Le sens c'est qu'il faut lutter, comment l'expliquer, c'est la façon dont nous montrons le mécontentement envers le système, comme détruire le capital tout ça. Le capital, les banques, les magasins, les grands magasins, comme La Polar (cf. *chapitre 4*) et tout ça, ça, je crois qu'il faut les détruire parce que c'est des entrepreneurs escrocs qui volent aux pueblo, aux gens qui travaillent (Pia, lycéenne, 13 ans).

Dans cette situation, la violence est vue comme l'unique moyen de pression : elle est en effet un besoin pour être entendu par les autorités et elle peut devenir le moyen de pression privilégié lorsqu'ils voient les résultats positifs qu'elle entraîne :

Le truc c'est que sans violence on ne va jamais rien obtenir, parce qu'avec le dialogue, les mots, très peu de fois on a obtenu quelque chose, au contraire s'il y a une forme de faire pression sur les gens évidemment ils vont donner ce qu'on est en train de demander [...] parce que combien de dialogues il y a eu et personne n'a rien obtenu, mais à chaque fois qu'il y a plus de dégâts, et plus de barricades, ou plus de pression contre ces gens, on a quand même avancé un peu plus, du coup sans violence on n'arrive à rien dans ce monde (Pia, lycéenne, 13 ans, 2011)

La violence peut donc devenir pour certains jeunes l'unique façon d'être entendus, de se rendre visibles et être pris en compte lorsque les autres moyens ont été utilisés et ont échoué. Cela favorise l'idée que, sans violence, il n'y aura pas de changements :

une fois je suis allé à une manif où il n'y a eu aucun type d'affrontement et le truc s'est terminé en activité culturelle et corps peints et tout ce que la presse voudrait transmettre d'une manif, c'est-à-dire que ça soit fantastiquement pacifique et bon, au final, on l'a vue nulle part, personne l'a prise en compte et jamais personne n'a su que ce jour-là il y a eu une manif et là c'était quand j'ai commencé à réfléchir intérieurement et putain ils cassent les couilles avec les violents et le machin et quand ils le font eux personne ne les prend en compte, ça n'a jamais existé, ça n'est pas allé plus loin des gens qui l'ont vu à ce moment-là, il n'y a rien eu, malheureusement ça n'a été qu'une question de propagande, d'attirer l'attention, de souligner le conflit, comme si le conflit était latent, le conflit social, on vit pas dans le pays des merveilles, c'est la violence, c'est l'action directe (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

Par ailleurs, tel que nous l'avons signalé tout au début, la violence politique s'achève seulement dans la pratique. C'est à travers la pratique de la violence que les jeunes donnent du sens à une vie conséquente, donnée aux autres. Pour eux, sans la pratique de l'action violente toute théorie de changement radical est dénuée de sens :

Par exemple un truc très drôle qui se voit dans le milieu académique c'est qu'on parle beaucoup de la violence, mais les gars ne l'ont jamais vécue, ils n'ont jamais été dans un affrontement, ils n'ont jamais reçu un lacrymogène ou un plomb, ils ne savent pas qu'est-ce que c'est ça, puis jamais ils n'ont organisé une action violente, jamais ils n'ont monté une barricade. Du coup, tu as l'impression d'être cohérent toi, tu es cohérent avec ce que tu penses et ce que tu dis, tu ne restes pas juste dans le discours, et puis je ne sais pas moi, je crois que c'est le plus facile, au final quand même tu es en train d'occuper du temps de ta vie, tes énergies, tu mets en risque ta sécurité, pas mal de choses quoi [...] et ça c'est autre question que moi je crois que ça compte beaucoup, c'est ce que je vois, que les gars entendent, que si on fait ça, ou ce plaisir que tu sens en faisant ça, cette joie de le faire c'est pour toi-même, tu peux pas le raconter à n'importe qui ce que tu fais, sinon tu casses un principe primordial du truc,

que c'est de rester cool, du coup je crois que ça, c'est genre le point essentiel : être conséquent (Silvio étudiant, 22 ans, 2012)

L'expérience même de la violence devient donc une « rationalisation en soi », la violence en situation comporte une série d'éléments qui donnent du sens aux actions des jeunes, la « première fois » est fondamentale, car ils se reconnaissent face à une pratique empreinte de codes où l'accompagnement d'un tuteur est fondamental. La pratique comporte en effet des risques qu'il faut réduire au maximum :

Moi je ne savais pas quoi faire, je ne savais pas ce qu'il fallait que je ramène, quelles mesures de sécurité il fallait tenir sur le moment, j'étais genre super... du coup un *compañero* s'approche de moi et me dit : bon, tu dois faire très attention avec ce que tu fais, tu dois t'habiller de telle façon, te préoccuper de ne pas montrer tels détails, faire attention à tous les détails importants, et là avec ce discours préparatoire j'ai dit : bon je dois faire gaffe. Puis ils m'ont convoquée ce jour et ils m'ont dit bon tu dois être à tel endroit à la telle heure. Et là, je suis arrivée et il y avait d'autres personnes que je ne connaissais pas pour la plupart et on était tous à différents endroits en train d'attendre, et puis genre il y a eu le signal, genre le signal qu'il fallait... moi je ne savais pas quoi faire quoi et j'ai dit : bon qu'est-ce qu'il y a maintenant, ils m'appellent, mais je vais où. Et là on est rentrés dans un endroit pour nous changer de vêtements, disons ça comme ça, et là pour la première fois j'ai vu comment on fabrique une Molotov, moi là je n'avais aucune idée de comment on faisait, je n'avais jamais pris une dans mes mains, et cette fois-là j'ai du aider à en fabriquer une, donc c'était genre pratiquer tout de suite, et respecter le sérieux du truc, parce qu'au final ce n'était pas un jeu, ce n'était pas une blague, c'était un truc super sérieux, et super dangereux au final ce que tu étais en train de faire (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

La pratique de la violence permet une sorte de libération, sentiment qui se trouve parfois relié à l'interdit de l'action en soi. Les jeunes se libèrent des contraintes sociales, des contraintes familiales, et de la peur de s'exprimer :

À ce moment et à n'importe quel moment moi j'étais capable de faire ce en quoi je croyais, de penser ce que je disais, et à partir de là je n'ai jamais plus eu peur d'exprimer ce que je sentais, la rage, la haine, tout ce que tu accumules au quotidien, en regardant la réalité en étant partie d'elle, tout ça je n'ai plus eu peur de l'exprimer, du coup c'était un truc super libérateur au final, et en même temps c'était comme si je voulais inviter d'autres gens pour qu'elles se libèrent un peu de leurs peurs, parce que ça tu le vois au quotidien, les gens ont peur de parler, de penser, ils ont peur de ce que disent les autres, de ce qu'ils peuvent faire, qu'on puisse les suivre, cette peur qu'a installé la dictature dans tous les adultes et toutes les générations, cette même peur que m'a transmise ma mère en me disant que toute la réalité était dangereuse, que je ne devais pas aller à la Villa Francia, pour aucune raison, parce que c'était un endroit limite épouvantable (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

Avec la violence en situation, l'aspect émotionnel devient plus profond dans la rationalisation de l'action directe : les jeunes interviewés donnent donc du sens à celle-ci à travers un processus émotionnel qui s'illustre dans le parcours : anxiété, perte de la peur et satisfaction. Grâce à ce processus, les quelques jeunes interviewés commencent à

cognitiver politiquement leur pratique. Le sens politique final qu'ils donnent à la violence passe par l'information et la propagande :

Bon, du coup quand on est prêt je sors et je me vois comme ça en train de couper l'Alameda (avenue principale de Santiago), je suis restée étonnée, quand je me suis rendu compte que je n'avais pas peur, que l'unique chose que je sentais c'était que je transpirais partout, parce que c'est une sensation comme de stress incroyable, mais j'ai commencé à sentir une espèce d'adrénaline, et une satisfaction que je n'aurais pas imaginé, moi je pensais que j'allais sortir et j'allais être morte de peur et que j'allais vouloir me barrer en courant dès que les flics arrivaient, mais je me suis souvenue qu'on avait coupé l'avenue, on était là à hurler les consignes et tout le machin, et c'était genre ooohh ! Qu'est-ce que c'est agréable d'être ici, c'est trop cool, et là tu te rends compte que les gens te regardent, ils s'approchent, certains avec peur, d'autres un peu plus comme pour te poser des questions (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

Comme nous l'avons développé dans des chapitres précédents (*cf. chapitre 5*), une série d'autres aspects émotionnels se présentent lors d'une situation violente : les sentiments de camaraderie, de solidarité collective et le partage d'émotions se manifestent lors de ses actions. Les jeunes manifestent un sentiment de solidarité qui les pousse à la protection du manifestant qui se trouve à leurs côtés, même s'ils ignorent son identité. L'anonymat existant dans les grands rassemblements provoque une situation de « confiance-méfiance » elle se manifeste dans la protection de leurs camarades, bien qu'ils savent que parmi eux, il y a certainement des infiltrés. Ce type de risque diminue manifestement dans les actions ponctuelles de sabotage où seul un nombre réduit de militants agit :

En plus là, en ce moment, tu ne te reconnais pas quoi, du coup tu veux genre rester à côté des personnes que tu connais, pour ta sécurité, mais au final à ce moment je ne connaissais personne, et en plus, bien évidemment quand tout commence, la sortie à la rue, tu es en train de barrer la rue, les feux s'allument, tu oublies tout quoi, tu oublies tes *compañeros* et toi, tu es tout seul, je suis toute seule là en train de... comme des gens que tu connais, parce qu'au final se crée une relation super amicale à ce moment, mais non, je me suis sentie, je me suis sentie bien, je n'ai pas eu peur, et moi je crois qu'au moment où tu perds la peur ça c'est le moment où tu es capable de ramener à la pratique tout ce en quoi tu crois (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

La description donnée dans le passage suivant nous montre comment le processus émotionnel qui donne du sens dans le court terme à l'action violente est mis en place. Lors du passage à l'acte, comme l'avons déjà signalé, se produit un processus qui commence souvent par l'anxiété ; il suit avec la tension ; puis avec la rage qui se cumule, d'abord contre la police et ensuite contre tout ce qui représente le modèle néolibéral ; cela finit souvent par la satisfaction d'une mission accomplie :

Il y a des fois où ce truc, ça se donne pas, il y a des fois où tu sors et genre les flics sont déjà là à t'attendre, et quand ils sont déjà en train de t'attendre, putain, moi au moins la première fois que je suis sorti c'était comme si on a eu le temps parce que le truc était super bien organisé, tout ça de sortir, les attendre, et tout ce truc c'était trop stressant, mais tu vois qu'ils arrivent et que les enculés débarquent avec cette toute-puissance de merde, qu'ils sortent de leurs blindés en te visant direct au corps, en te lançant des trucs, en te lançant des lacrymogènes pour te faire chier quoi, parce que ces trucs explosent et ça brûle quoi, ça commence à te monter toute cette rage de merde et cette colère que tu étais en train de cumuler pendant que tu les attendais et tu voulais qu'ils arrivent, et c'est pas que avec les flics mec, c'est avec toutes ces instances de pouvoir tu vois, c'est comme arriver dans un endroit, tu vois, voir comment c'est la vie au quotidien, moi de mon côté je n'ai jamais critiqué des gars qui niquent une banque, putain si tu mets le feu à une banque, à un magasin mec, fais-le putain ! Tu pars sur ça et ça c'est le truc que toi aussi tu es conscient que le truc que tu fais ça va ne rien changer. (Tania, étudiante, 20 ans, 2012).

Les récits font état également d'une « motivation biologique » qui s'active lors du passage à l'acte. La « surcharge d'adrénaline », qui accompagne certaines émotions comme la peur et l'anxiété, se présente avec ses effets caractéristiques : accélère le rythme cardiaque, augmente la tension artérielle et permet à l'organisme de s'adapter rapidement à des agressions extérieures. Le chemin que suit à cette violente mobilisation générale est une action vigoureuse qui utilise les ressources rendues disponibles par la décharge d'adrénaline :

Là tu sens quand même beaucoup de peur, mais l'adrénaline quand même c'était génial, mais toujours mélangé avec de la peur quand même, je ne sais pas si tu ne peux jamais dépasser la peur que tu sentes en faisant ce type de choses, et là par contre on ne m'a pas eu, en fait mon pote ils l'ont arrêté ce jour-là... (Matias, étudiant, 23 ans, 2012)

C'est dans ce type de situation que la violence se transforme en une espèce de drogue, certains commencent à regarder l'action violente comme une activité adrénalinique dont ils ne peuvent plus se passer, en effet l'action vigoureuse rétablit l'équilibre psychophysique et entraîne une sensation de bien-être et de satisfaction, évoquée souvent comme l'émotion finale de tout passage à l'acte<sup>95</sup>. Les jeunes éprouvent ainsi un plaisir lié à l'intensité de ce qu'ils ont vécu : on le comprend surtout quand les jeunes font référence à leur première fois :

Adrénaline, avant de participer et quand ils sont arrivés les flics à résister, à celle-là c'était une adrénaline de merde que je n'avais jamais éprouvée, je ne sais pas, même pas quand je me suis battu avec quelqu'un [...] la première fois c'est la meilleure de ta vie, pour moi c'était genre la meilleure adrénaline que j'ai sentie dans ma vie ce jour-là (Michel, lycéen, 18 ans, 2011)

---

<sup>95</sup> Voir à ce sujet : STOFF D., CAIRNS R. (éd.), *Aggression and Violence: Genetic, Neurobiological, and Biosocial Perspectives*, Lawrence Erlbaum Associates, 1996

Les jeunes interviewés à travers leurs récits nous ont fait comprendre les diverses formes à travers lesquelles ils donnent du sens à leurs actions de violence : expressions d'une rage face aux pathologies sociales, une action défensive en réponse à la répression subie, une action politique d'information et de propagande, une forme de libération ou encore la construction de liens émotionnels entre semblables. Certes ces formes de rationalisation ne sont pas uniques, elles sont pourtant les plus entendues dans les expériences narrées par les militants.

Un deuxième questionnement lié à la violence politique populaire était de connaître les limites ou degrés d'acceptabilité de celle-ci. Ils dépendent, d'après les réponses recueillies, de plusieurs facteurs liés aux profils des jeunes militants. De ce fait, pour les plus jeunes, qui commencent leur processus de politisation, la pratique de la violence a souvent la limite de la proportionnalité. Issu de l'idée de défense, ils acceptent d'exercer la violence en fonction de l'exercice que fait de celle-ci la police :

Le fait d'être tellement extrême, moi je ne suis pas trop pour, parce que si je ne suis pas d'accord avec le fait qu'ils aillent tuer des gens, je ne vais pas moi les tuer, eux, ça serait genre me contredire en même temps (Pia, lycéenne, 13 ans, 2011)

Ces limites au contraire peuvent aller à l'extrême, guidées par de fortes émotions. Comme nous l'avons déjà évoqué, tout processus émotionnel est guidé par des éléments biographiques, historique, par des chocs moraux, et par l'environnement en général (*cf. chapitre 5*). La violence en situation présente, de ce fait, une dynamique émotionnelle singulière, dans laquelle la rage et la haine dépassent d'autres émotions :

Je suis arrivé avec une tonne de rage, putain tu...je me rappelle que le jour avant je pensais beaucoup et je pensais à la rage que j'avais contre le truc qui se passait, et ce stress ça dure quand même au début, avant de sortir, quand tu es en train de te préparer, quand tu changes tes vêtements, quand tu ranges tout, quand tu es en train de tout préparer et tout d'un coup tu sors et tu vois que les flics sont là qui t'attendent et ils attendent juste de te niquer, ça te rend fou, ça te rend fou et tu veux juste les tuer ces enculés, oui c'est ça, tu veux les tuer, tu ne veux pas qu'ils existent, tu ne veux pas avoir à les croiser tous les jours dans la rue, et que la plupart des gens les voie comme des enculés, putain ils sont méchants les enculés, parce que pour moi c'est des enculés de méchants, c'est des enculés qui au final sont en train de défendre un système qui est celui que je ne veux pas voir en place quoi (Tania, étudiante, 20 ans, 2012).

Pourtant, dans la réalité ces limites, semblant extrêmes dans un discours chargé d'émotions, vont être beaucoup plus mesurées, elles se feront en fonction des risques que comporte l'action. C'est un autre type de rationalité qui est mise en place. Ces limites vont se construire en fonction de l'image de l'ennemi et des interdictions de passer à des actions

plus violentes, car si l'envie existe, les moments et la préparation ne sont parfois pas propices :

poser une bombe, bon on ne va pas dire que c'est plus facile, mais c'est plus sûr, t'as un certain temps pour te barrer, parce que de là à ce que le truc explose, tu peux te mobiliser quoi, mais tirer sur un gars, putain tu sais déjà que tu peux en sortir super affecté, et puis, putain comment te dire, je crois qu'il y a l'envie, le problème c'est que tu n'as pas une préparation, et c'est quand même dur de vivre sous cette logique [...] parce que quand même les flics suivent des ordres, ils peuvent être des fils de putes et moi je les déteste et tout mec, parce que je considère que personne ne peut penser dans un moment de sa vie et dire : je veux être force spéciale . Mec tu es force spéciale et tu vas tirer sur des gamins, c'est truc ça fait depuis toujours que c'est comme ça, tu ne viens pas me dire que tu vas sauver ton pays quoi, non. Ça ne se passe pas comme ça, tu vois, du coup pour moi ce gars c'est un fils de pute pareil, mais bon, l'idée n'est pas de rester coincé là-bas, c'est clair, et pour ça tu dois avoir des infos, et c'est pour ça que c'est si important la préparation politique, parce que c'est à partir de cette instance que tu peux arriver aux gens, parce qu'au final ils ne sont pas beaucoup les gens qui savent, comment arriver à des gens qui peuvent te donner vraiment une formation paramilitaire, pour pouvoir commencer à se mobiliser dans d'autres domaines (Tania, étudiante, 20 ans, 2012).

Ainsi, la formation militaire, ou plutôt son absence, devient une des plus grandes contraintes. Cette situation soulève des questionnements concernant parfois les fondements moraux de leur pensée politique. Les jeunes le plus engagés revendiquent les niveaux d'organisation et d'efficacité des cadres marxistes par rapport au laissez-faire de leurs camarades libertaires et l'absence d'une autorité qui commande peut être regrettée :

Moi je me considère super libertaire et super anarchiste dans ce sens, mais je considère quand même que la préparation militaire est une question fondamentale, fondamentale si tu veux vraiment avancer plus loin, au final moi cette époque je l'assimile à une époque de préparation, de stratégie, de savoir qu'est-ce que tu dois faire, vers où tu dois aller, quels vont être les niveaux de sécurité genre constants dans ta vie, parce qu'au final les mesures de sécurité doivent être un truc constant [...] Tu sais que ça, c'est un processus, un processus pour créer une conscience putain ! Que les sorties sont aussi pour ça, c'est pour ça que tu fais de la propagande (Javi, étudiante, 22 ans, 2012)

Par ailleurs, la construction de limites peut être aussi liée à une histoire familiale tragique, à la haine concentrée, comme nous l'avons observé avec l'histoire de Tamara Sol Vergara (*cf. chapitre 3*). Une histoire familiale subversive donnera en effet une permissivité majeure, l'attentat ainsi que les bombes deviennent des moyens valides dans une lutte matériellement inégale :

moi j'ai des parents qui ne peuvent pas rentrer au Chili, parce qu'ils ont été impliqués dans des attentats, des attentats qui ont signifié des morts quoi, et que les gars ont dû quitter le pays, et moi je suis OK avec les attentats, je suis d'accord qu'ils sont des enculés, putain pour moi ces enculés ce ne sont même plus des personnes, des gens qui arrivent à être des fils de putes à ce niveau, au niveau de générer des exploitations comme ils les génèrent et dénigrer les gens comme ils le font, pour moi ces enculés ne doivent pas exister (Javi, étudiante, 22 ans, 2012)

Le niveau le plus avancé de la violence politique revendiquée est le crime politique. Nous n'avons certes jamais entendu parler de crimes massifs ou d'attentats où des innocents pouvaient se voir impliqués. Pourtant une radicalité qui va jusqu'à la mort de l'ennemi est souvent évoquée par les militants les plus politisés, soit la mort de policiers ou d'individus « puissants » :

moi j'ai toujours considéré que les frères Vergara ne sont pas des martyrs, c'est des gamins qui, s'ils avaient eu la possibilité de niquer un flic ou de niquer un enculé que tu sais qu'il t'emmerde la vie tu le niques quoi, et c'est la logique que tu dois suivre quoi, parce que malheureusement il s'agit ici de mener une lutte, et si c'est une lutte tu dois être habitué aux trucs où tu peux être et aux trucs dans lesquels tu peux tomber (Tania, étudiante, 20 ans, 2012)

En résumé, les limites de la violence seront donc cadrées par des processus émotionnels et soumis à des contraintes étroitement liées aux risques et conséquences que ces actions peuvent entraîner.

Le troisième questionnement lié aux risques de l'action directe pour les jeunes activistes s'explique premièrement par la conviction de leur rôle d'ennemi de l'État, qui leur fait comprendre que ses actions peuvent entraîner dans le pire des cas la mort ou la prison. Cette prise de recul face à cette nouvelle condition génère en eux de nouveaux compromis et une nouvelle situation sociale :

et là tu te rends compte que le truc est plus profond et du coup il comporte le fait d'assumer cette responsabilité du fait que quand tu participes dans des activités d'action directe du dois être conscient, au moins on a parlé de ça avec les gars, en fait ici vous avez deux possibilités, dans le pire des scénarios deux possibilités, ou de mourir ou de te faire prendre, dans le pire des scénarios tu as deux possibilités, ou ils te coincent ou ils te tuent, mais les enculés ils ne vont pas te dire « bon, rentre chez toi regarder la télé » ou « arrête de penser à des conneries ». Ils ne vont pas te dire ça tu vois, toi arrivé à ce moment-là tu dois assumer que c'est un rôle antagonique, et je crois que c'est ça le point, quand tu assumes que tu es, comme je l'ai dit, dans la résistance, quand tu es de l'autre côté c'est comme une guerre, tu es l'ennemi et l'ennemi ton ennemi il le tue, il ne va pas te réintégrer, il ne va pas te rééduquer (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

Pourtant, entre les jeunes la conscience du risque n'est pas toujours la même. Comme nous l'avons vu, les limites de leurs actions varient, ils n'agissent donc pas tous de la même façon, et il y a toujours des impondérables qui provoquent de nouveaux risques :

Ils sont débarqués genre comme des fous quoi, non, pour moi ces gens n'étaient pas en train de penser un minimum à ce qu'ils faisaient, je me rappelle, que cette fois-là c'était comme s'il y a eu trop d'erreurs tous ensemble, je me rappelle qu'ils étaient presque sur le point de se bagarrer entre ceux qui était là et c'était tout très désagréable, en plus une Molotov a explosé dans un bus qui était plein de gens, qu'une de ces personnes a lancé comme une folle, et moi indignée, indignée parce que je disais tu es folle il pourrait y avoir ton père là-dedans, qu'est-ce que tu fais pourquoi tu la lances là-dedans, l'ennemi ce n'est pas le chauffeur du bus ou les gens dans

le bus, du coup c'était genre tu piges ou quoi ? Sinon, il y avait une meuf insupportable qui voulait juste brûler le monde, moi je disais putain, si ta position est tellement radicale, putain vas-y tue le président, mais pourquoi tu dois tuer les gens comme toi, tu vois ? Là c'était un moment de rage, et ça m'a dérangé pas mal parce que tu ne peux pas contrôler la situation à ce moment ni les gens qui vont être là (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

De ce fait, nous observons une préoccupation presque paranoïaque pour la sécurité. D'abord à cause de l'impossibilité de tout contrôler, mais aussi des contraintes familiales : l'expérience de la prison et de l'exil ; une histoire familiale traumatique liée à la répression en dictature ; ou tout simplement, la peur de faire souffrir les siens génère une pression pour la sécurité de leurs actions. Certes les plus jeunes, des mineurs qui ne peuvent être incarcérés, se soucient moins de la sécurité, en même temps leur participation à des actions comportant des risques élevés sont moins fréquentes :

J'ai commencé à voir les sorties ici à la fac, comment ils les géraient, pour comprendre plus ou moins les niveaux de sécurité, parce que les niveaux de sécurité c'est genre le plus important dans tout ça. Et un jour un type s'approche à moi pour me parler, il m'a demandé si je voulais rentrer, parce qu'ils allaient former des gars, mais tu dois quand même avoir une préparation en amont, putain savoir comment faire une Molotov, quels sont les niveaux de sécurité que tu dois avoir cette semaine, comment tu dois te protéger finalement, et aussi comment faire les trucs quoi parce que dans tout ça les ressources sont quand même précaires, si ça s'ouvre une Molotov tu es foutu, tu termines brûlé, et ils t'amènent dans une maison de sécurité ou tu termines aux urgences, et des urgences tu passes en taule, que c'est justement ce qu'il faut éviter (Javi, étudiante, 22 ans, 2012)

Ainsi, lorsque quelqu'un est arrêté, suivant cette logique sécuritaire, il est banni du groupe, il devient un danger pour le reste, il est donc exclu<sup>96</sup>. C'est là qu'apparaît un nouveau risque, celui de la solitude. La peur de ne plus avoir de compagnons de lutte. On pourrait dire que d'une certaine façon les jeunes s'engagent pour tisser un lien plus fort que l'amitié, un lien de dépendance qui peut disparaître avec juste une détention :

nous ils nous apprennent toujours, si tu termines en taule, tu termines en taule tout seul, et tu dois supporter tout seul, et tu dois disparaître, t'éloigner de tes amis, parce que sinon tu vas finir par les niquer, et on sait tous que c'est un truc terriblement rationnel, c'est rationnel de savoir que tu ne veux niquer personne d'autre, parce que putain si tu te fais chopper, ils te coupent la lutte, ils commencent à te suivre, et quand tes amis se font chopper quand même, tu les vois passer et tu ne peux même pas les saluer, parce que tu sais qu'ils pourraient être en train de les suivre [...] c'est quand même ouf parce que ça nique ton système de vie, tes relations avec les gens que tu rencontres au quotidien, que c'est quand même tes amis quoi, ils font partie de ta famille, je crois que les *compañeros* deviennent une part de ta famille, parce que si tu es capable de te livrer à une personne au point de savoir qu'elle peut compter sur ton appui, c'est la même chose que quand tu vas quelque part, on t'invite, il y a une personne

---

<sup>96</sup> Cette pratique est un héritage des stratégies utilisées par les groupes subversifs des années 1970-1980. Lorsqu'un militant était arrêté et immédiatement libéré, l'éloignement était ou volontaire, car il savait qu'il serait surveillé, ou involontaire parce que ses mêmes compagnons l'évitent du moment qu'il devient un risque.



spécifique qui t'invite et tu y vas avec ses proches, et tu fais confiance au fait que cette personne ne va jamais vouloir te blesser (Tania, étudiante 20 ans, 2012)

La police a en effet compris cette logique sécuritaire, certainement influencée par les pratiques des groupes subversifs des années 1980, provoquant, comme nous l'avons signalé, une méfiance constante et la peur de l'infiltré qui peut même suspecter les plus proches amis :

Ils commencent à inventer des rumeurs : « ce gars pourrait être une balance, regarde ça », ils sèment la zizanie quoi. Pourrir l'organisation, diffuser la méfiance entre les *compañeros*. Je ne sais pas, ici quand le gars avec qui je faisais des trucs s'est fait arrêter, c'était le bordel, en fait ici personne ne nous faisait confiance, parce que le gars s'est fait arrêter et puis ils l'ont libéré, du coup moi je ne savais pas quoi penser de ce type (Matias, étudiant, 23 ans, 2012)

La méfiance et le risque sont certes des éléments qui peuvent détruire les organisations. Arrêter n'importe qui et ensuite le laisser partir devient ainsi une stratégie de la police qui donne des résultats :

Moi par exemple, cette année quand même j'arrête, mais pour des trucs, je ne sais pas, ils ont pris un pote, et je ne sais pas mec, ils nous suivaient tous, du coup, on avait peur quand même, en fait ce truc a explosé dans toute la fac et plus personne voulais ne rien faire. Et là tu commences à te rendre compte que c'est quand même difficile à faire le truc, et que tu ne vas pas non plus réussir à provoquer un changement depuis cette logique, parce que tu sais que tu vas toujours être le plus faible (Matias, étudiant, 23 ans, 2012)

En résumé, nous avons observé plusieurs caractéristiques de la violence décrites par les jeunes, des aspects plus ou moins concrets qui donnent du sens à ces actions, pourtant il y a aussi des éléments symboliques qui ont transformé la pratique de l'action directe ces dernières années au Chili, parmi eux se trouve l'utilisation généralisée de la cagoule comme élément tactique qui assure l'anonymat, mais aussi comme geste catalyseur d'énergies collectives, nous verrons subséquemment les éléments qui caractérisent cette pratique.

### 3.2.3. *Les jeunes cagoulés : la résistance à travers l'image*

Depuis une vingtaine d'années, la cagoule ou l'action de se cagouler est devenue un fait microsociologique dans les études de la violence politique collective<sup>97</sup>, mais aussi dans l'iconologie politique et l'esthétique<sup>98</sup>.

---

<sup>97</sup> Cf. DUPUIS-DERIF., « Penser l'action directe des black blocs », *op. cit.*

<sup>98</sup> BOIDY M., *Une iconologie politique du voilement. Sociologie et culture visuelle du black bloc*, Thèse en sociologie, Université de Strasbourg, 2014.

Ce geste conscient est devenu la marque de passage à l'action directe violente durant les grands rassemblements au Chili. Il s'encadre dans un processus de radicalisation de répertoires d'action avec des conséquences largement médiatisées. Pourtant, une série d'aspects sont encore méconnus. Quelles sont les origines de cette pratique chaque fois plus ritualisée ? Quelles sont les conséquences individuelles et collectives de revendiquer cette pratique ? Comment cette expression militante se met-elle en place ? Quels sont ces codes ? Quels sont les aspects émotionnels et symboliques qui entourent cette pratique ? Ce sont des questions que nous voudrions aborder.

Mettre la cagoule comme geste politique s'encadre certes dans une logique sécuritaire, où l'effacement de l'identité de celui qui enfreint la loi devient une nécessité pratique. Toutefois, elle entraîne la construction d'une identité nouvelle, une auto-identification extraordinaire<sup>99</sup> qui génère une série d'effets interactionnels lors du rassemblement que nous essayerons de comprendre.

D'autre part, la construction d'une identité nouvelle rend compte d'un besoin de reconnaissance<sup>100</sup> d'une lutte pour la visibilité<sup>101</sup>, c'est à travers ce geste que les jeunes accèdent à une visibilité qu'autrement ils n'auraient pas eue.

Ce geste qui est en effet une esthétisation de la violence suit une chaîne de rituels solidaires<sup>102</sup> qui deviennent des performances interactionnelles guidées par des émotions en situation<sup>103</sup>. Nous voudrions donc identifier cette construction rituelle et les aspects émotionnels qui les composent.

Nous nous demandons alors pour commencer comment le geste de mettre une cagoule est lié à une lutte pour la reconnaissance ?

Certes, une des attentes les plus fondamentales que tout individu formule implicitement lorsqu'il entre en relation avec autrui est d'être vu, regardé, de rencontrer le regard de l'autre, de manifester par des gestes visibles ses sentiments, de percevoir sa propre existence dans les yeux d'autrui.

---

<sup>99</sup> TAVORY I., « À la vue d'une kippa. Une phénoménologie des attentes d'interaction dans un quartier juif orthodoxe de Los Angeles », *op.cit.*

<sup>100</sup> HONNETH A., *La lutte pour la reconnaissance*, *op. cit.*

<sup>101</sup> VOIROL O., « Présentation » Visibilité et invisibilité : une introduction, *Réseaux*, 2005/1 n° 129-130, pp. 9-36

<sup>102</sup> COLLINS R., *Interaction Ritual Chains*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 2005

<sup>103</sup> COLLINS R., *Violence, a micro-sociological theory*, Princeton, Princeton university press, 2008

C'est pourquoi les jeunes signalent que l'utilisation de la cagoule leur permet d'être vus et de sortir de l'invisibilité, d'exister, le fait de couvrir leurs visages les sort par conséquent d'une situation sociale particulière. Il faut dire pourtant que toute personne dans une situation d'invisibilité représente des objets distincts et identifiables dans le champ visuel du sujet percevant ; en conséquence, l'invisibilité ne peut pas renvoyer ici à un fait cognitif, mais doit signifier plutôt une situation sociale particulière<sup>104</sup>, même si les jeunes se sentent effectivement non perçus.

Le conflit ne se trouve pourtant pas dans le simple stade de l'identification ou de la connaissance d'une personne, il se trouve dans l'acte expressif par lequel la connaissance est octroyée avec le sens positif d'une affirmation, autrement dit la reconnaissance. En effet et contrairement à la connaissance qui est un acte cognitif non public, la reconnaissance dépend de médiums qui expriment le fait que l'autre personne est censée posséder une « valeur » sociale<sup>105</sup>. Ce sont des expressions dont l'absence est considérée comme l'indication d'une pathologie sociale qui aboutit ainsi à l'état d' « invisibilité » des personnes concernées. Alors, en accomplissant un geste de reconnaissance envers une autre personne, nous lui faisons prendre conscience que nous nous sentons obligés d'agir envers elle d'une façon qui soit bienveillante. Un acte de reconnaissance signifie donc un décentrement du sujet parce qu'il concède à un autre sujet une valeur. Pour acquérir cette valeur, les jeunes cherchent à transformer la perception évaluative des individus – ce que Kant appelle la « représentation de la valeur<sup>106</sup> » – et trouver ainsi la manifestation publique d'une acceptation de leur moralité.

Les jeunes cagoulés profitent donc de l'attention sélective portée sur eux. Ils expliquent qu'en l'absence de cagoule ils font l'expérience régulière de l'invisibilité produite par une privation de l'attention d'autrui. Lorsqu'ils ne sont pas l'objet d'une curiosité négative, ils sont ignorés par les passants, qui s'engagent dans des rituels d'évitement et de prise de distance<sup>107</sup>.

Cette privation d'attention envers des individus ou des groupes sociaux exclus s'accompagne souvent, lorsqu'on l'analyse dans ses modalités pratiques, de formes de

---

<sup>104</sup> HONNETH A., *La société du mépris*, op. cit., p.227

<sup>105</sup> L'expression de la reconnaissance représente le « symbole » d'une action morale. PLESSNER H., « Lachen und Weinen », in *Philosophische Anthropologie*, Frankfurt, Fischer, 1970, p. 721

<sup>106</sup> Dans une phrase célèbre des *Fondements de la métaphysique des mœurs* (in *œuvres philosophiques II*, Paris, Gallimard, 1985, p. 260), Kant dit du respect qu'il est « la représentation d'une valeur qui porte préjudice à mon amour-propre. Cela s'expliquerait par le refoulement de l'inclination égocentrique du sujet.

<sup>107</sup> VOIROL O., op. cit., p. 16

mise en visibilité excessives lorsque ces acteurs apparaissent dans des situations où l'on ne les attend pas. Ainsi les regards se détournent des jeunes lorsqu'ils occupent la place qu'on leur présume, mais lorsqu'ils apparaissent dans des situations où leur présence est plus inattendue le regard des autres se concentre davantage sur eux. Ils sortent de l'invisibilité, mais n'obtiennent pour autant pas la reconnaissance morale.

Si nous fondons complètement nos observations sur les analyses portées par A. Honneth, le déni de ces attentes de reconnaissance morale est ressenti comme une inexistence, une invisibilité sociale qui mène à la déstabilisation du sens de soi pour les acteurs qui en sont victimes. Mais elle fait, également, naître un sentiment de révolte face à cette injustice. A. Honneth l'exprime ainsi : si l'individu socialement ignoré cherche à porter atteinte au bien d'autrui, ce n'est pas pour satisfaire des besoins physiques, mais pour exister à nouveau aux yeux de l'autre<sup>108</sup>.

Cette révolte s'exprime donc, entre autres, à travers une violence spectacle lors de rassemblements qui sont les événements extraordinaires où les jeunes exécutent le geste politique de se cagouler.

En revenant à la pratique de la violence en situation, la protection à travers l'anonymat est une pratique récente, elle se massifie avec la production technique. Les caméras, les appareils photo, et toute une sorte d'instruments destinés au contrôle et à la surveillance des individus sont d'accès facile, très peu coûteux et d'une excellente précision. Cela rend inenvisageable la pratique d'une activité interdite à visage découvert. L'utilisation du t-shirt comme cagoule ouvre en effet la radicalité à tous ceux qui veulent participer à celle-ci. La participation à l'action violente est d'une certaine façon démocratisée. Au Chili, ce sont d'abord les militants de mouvements subversifs –le MIR au début, le FPMP ensuite et finalement le MJL –qui couvrent leur visage avec un bandana rouge. Mais à partir des années 1994-1995 commencent à apparaître les premiers militants cagoulés avec un t-shirt noir :

Quand j'ai participé comme organisateur c'était un truc très particulier, en dehors discrétion, de me retrouver encore ici (Villa Francia), à me faufiler dans les rues, c'était très très intéressant. Oui je me souviens bien quand c'était la première fois, c'était en 94 ou 95, là je suis sorti déjà organisé et je me souviens des sensations émotionnelles, tu vois ? Du moment où tu enlever la cagoule... à cette époque ce n'était pas encore très connu le t-shirt, il y avait des passe-montagnes, mais moi je sortais avec un t-shirt [...] moi j'avais déjà vu que quelques un le faisaient comme ça et on a commencé, on a commencé à utiliser ce costume, avant on utilisait toujours le passe-montagne avec le foulard (Franco, formateur, 33 ans, 2011)

---

<sup>108</sup> HONNETH A., *La lutte pour la reconnaissance*, op. cit., p. 41

À partir de ce moment, deux façons de porter la cagoule se présentent. D'une part, les jeunes sans expérience militante, mêlés aux actions de violence lors des grands rassemblements, lui donnent un sens esthétique, un symbolisme, une aura spéciale, une force héroïque et en général un sens plus émotionnel. D'autre part, pour les militants plus expérimentés, elle reste un élément pratique, même s'ils acceptent que le fait d'être anonyme leur permette de s'exprimer autrement.

La cagoule en tant que composante de la violence en situation est une pratique apprise. Normalement sur le tas et par les semblables et c'est le passage nécessaire, mais pas obligatoire pour participer à l'action directe :

En 2008, c'était la première fois que j'étais seul dans une manif, et c'était pour un premier mai et ce jour-là c'était tout fermé [...] et là je me suis cagoulé parce que j'avais ramené un sweater et je ne savais pas comment me cagouler, un gars m'a dit : eh mec si tu vas te cagouler essaie de te cacher, moi je lui ai dit : pourquoi ? Parce qu'il y a des mouchards ! Et là je me suis rendu compte que la presse peut te balancer et tu peux partir en taule et là il m'a dit viens moi je te couvre, et il m'a cagoulé le mec, après là j'ai commencé à participer à la barricade [...] j'ai eu peur quand même après au moment de m'enlever la cagoule (Michel, lycéen, 18 ans, 2011)

Cette pratique leur permet de devenir, comme certains jeunes l'expriment, des « sans visage », et d'une certaine façon cela les unit, car elle enlève les différences. La cagoule représente et concrétise dans l'action des valeurs fondamentales dans les discours des jeunes : l'égalité et la liberté, même si cela ne dure qu'un temps limité. En représentant ces valeurs, son utilisation devient transversale, autant par les aspects sécuritaires que pour son symbolisme :

Mais il y a des trucs symboliques bien sûr, l'anonymat, la masse, le fait que personne n'est protagoniste, mais on est tous des *sans visage*, je crois que c'est ça le contexte qu'on donne à la cagoule, c'est ça que j'aime du truc symbolique, que ce n'est pas du n'importe quoi, mais il y a quelque chose derrière, ça d'être tous unis, ça, c'est ce qui est intéressant de la cagoule, que tu peux être gros, mince, petit, homme femme, enfant, adulte, tout ça est placé dans un contexte justement autour de se couvrir le visage, tu vois, *tu deviens visible quand tu deviens invisible*, et là ils commencent à te remarquer, parce que tu n'es pas en train de voir des visages, mais tu es en train de voir l'anonymat et je crois que c'est pour ça que *le peuple en lutte utilise la cagoule* partout : les *peñis* (mapuche), les travailleurs, et pour cette raison le discours du pouvoir est contre la cagoule, parce qu'ils veulent achever les anonymes (Franco, formateur, 33 ans, 2011)

Par ailleurs, lorsqu'on parle d'enlever les différences, un fait important surgit, la participation des femmes devient en effet plus massive, les femmes cagoulées se transforment en symbole d'une lutte de genre et la notion de liberté s'applique aussi aux nombreuses femmes militantes :

cette logique de ne pas créer des différences quoi, quand tu te couvres, entre hommes et femmes, parce que pour moi ce truc c'est trop important, moi ça me soule quand même quand les meufs, ça se voit qu'elles sont des meufs, là toi tu es juste un parmi les autres tu es un parmi tous les gens, parce qu'ils sont tous tes *compañeros* et au final tu es un pour tous les gens qui ne peuvent pas faire des trucs qu'ils ne veulent pas faire, tu vois, c'est un peu ça la logique [...] c'était beau de sentir que tu étais en train de faire quelque chose en communauté, et que au final la logique de tout le monde c'est la même je crois, c'est émouvant, pour moi c'était un truc très beau, très beau, moi j'ai été très contente, c'était génial. Pour cette logique sous laquelle tu ne te battais pas pour toi simplement, mais pour un tout, et en tant que tout ça ne nous intéresse pas les visages, ça ne nous intéresse pas ces choses-là [...] de pouvoir lutter, ça c'est le truc, de pouvoir lutter d'égal à égal, c'est ça le truc, si on parle strictement d'une action directe contre les flics, tu comprends que si un flic te flingue, lui il ne va rien perdre, si toi tu butes un flic ils vont te persécuter jusqu'à la mort [...] du coup pour créer une guerre, parce qu'au final ça, c'est une guerre sociale, je veux travailler d'égal à égal et ce n'est pas une question de lâche, moi beaucoup de gens m'ont dit : bah oui tu portes la cagoule toi, pourquoi tu ne te bats pas comme ça (Tania, étudiante, 20 ans, 2012)

En effet, la cagoule est souvent liée à l'idée de changement, cela peut être un changement dans le long terme lorsque se produit un changement dans la perception que les jeunes ont des choses, surtout pour les plus jeunes, lorsqu'ils enfilent la cagoule, ils donnent un pas vers un engagement réel, donc sérieux :

Je crois que ça te change même la personnalité, je considère ça en partie à moi, que ça me change la personnalité complètement quand je suis cagoulée, que je ne suis plus une simple gamine qui ne fout rien et qui rigole avec tout le monde, je suis comme, je me pose différemment (Nina, lycéenne, 16 ans, 2011)

En tant que tactique de lutte, la cagoule produit un changement dans la perception émotionnelle d'une situation à court terme, comme l'indique R. Collins<sup>109</sup>, les êtres humains sont tétonnés par la peur et la tension en cas d'interaction conflictuelle : dans une telle situation, la violence suppose l'exercice d'une domination émotionnelle et l'usage de « techniques interactionnelles » permettant de dépasser la tension et la peur qui empêchent quiconque d'agir, et plus encore, d'agir efficacement. La cagoule fait partie de ces techniques :

Je crois que c'est une forme de lutte aussi, oui c'est une forme de lutte [...] je pense que la cagoule genre ça te donne plus de force pour te battre, et le fait d'avoir pas peur, moi le fait de me cagouler ça m'a fait perdre la peur pour pouvoir tout faire quoi (Tito, lycéen, 19 ans, 2011)

Elle peut comporter aussi une idée de changement d'identité, qui se présente même dans des aspects physiologiques comme la façon de se déplacer, la posture corporelle : ils se sentent plus forts, presque comme des héros mobilisés par la haine qui ne peut être exprimée sans cet élément :

---

<sup>109</sup> COLLINS R., *Violence, a micro-sociological theory*, op. cit.

C'est comme cacher une autre personnalité, un autre regard sur moi, je mets ma cagoule et je ne suis plus le même, je suis une personne différente, d'autres vêtements, une autre façon de marcher, c'est pour couvrir mon identité et je suis différent à d'autres gens en plus avec ma cagoule, je suis différent (Michel, lycéen, 18 ans, 2011),

Mais quand tu es là en train de le faire tu es comme un super-héro, j'ai toujours dit que c'est comme un super-héro, tu rentres aux toilettes, tu changes tes vêtements et tu es Clark Kent quoi, t'es comme un super-héro, tu sens un besoin, tu sens ta colère de merde que tu peux pas exprimer sans cagoule (Juan, étudiant, 19 ans, 2011)

Les jeunes militants donnent aussi un sens encore plus abstrait lorsqu'ils assimilent celle-ci au visage du *pueblo* qui a pris conscience, c'est l'élément qui reflète la différence entre le *pueblo* qui agit et celui qui se laisse dominer :

La cagoule pour moi c'est le visage du *pueblo* qui se rend compte qui est en train d'être exploité, qui ne supporte plus quoi, que tu te sens sûr de quelque chose, qu'ils ne vont pas te suivre pour le fait de faire une action, pour distribuer des pamphlets, ils ne vont pas te suivre parce qu'ils ne peuvent pas te voir et toi, tu peux les voir tous. Ça, c'est la cagoule pour moi, la cagoule c'est ma tête d'indignation, de la rage que je vais sortir (Kato, lycéen, 18 ans, 2011)

Par ailleurs, la violence en tant que « performance interactionnelle » dépend des possibilités données par l'environnement. Dans ce sens la cagoule offre plus de liberté et moins de risques, donc la motivation nécessaire pour dépasser la « tension confrontationnelle<sup>110</sup> » :

Ce fait d'être anonyme ça va te donner bien sûr un peu plus de force parce que tu sais déjà que tu n'es pas reconnaissable pour les autres, du coup tu vas avoir plus de, je sais pas, je ne sais pas si liberté, plus, tu vas pas te voir limité par le fait que les gens reconnaissent ce que tu fais au final, tu vas pouvoir faire plus de choses (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

L'utilisation de la cagoule provoque donc sécurité, puis liberté, et durant l'action directe la solidarité est évoquée. Si nous nous servons de la théorie des « chaînes de rites d'interactions<sup>111</sup> » de R. Collins, le rôle des émotions en situation nous dévoile des individus « programmés », paraphrasant Collins, pour interagir par des rituels de solidarité. La cagoule est devenue fondamentale pour les activistes dans la construction de ces rituels de solidarité :

Je sentais de la liberté, je sentais que je pouvais jeter des pierres à n'importe quoi et personne allait rien me faire après quoi, je sentais que je pouvais m'exprimer exactement comme je voulais. Ça m'a plus beaucoup la sensation, je ne le vois pas non plus comme un jeu, mais c'est comme l'être là, oui (Matias, étudiant, 23 ans, 2012)

---

<sup>110</sup> L'agression physique, comme l'explique R. Collins est extrêmement rare, car difficile à entreprendre, les situations de tension confrontationnelle débouchant plus souvent sur de « simples » agressions verbales ou intimidations, donc ce sont les possibilités données par la situation qui permettront un passage à l'acte réussi.

<sup>111</sup> COLLINS R., *Interaction Ritual Chains*, op. cit.

En résumé, l'utilisation de la cagoule lors de rassemblements permet de participer à l'interdit sans réellement mettre en danger l'intégrité physique des jeunes, la violence est en effet rarement observée, car extrêmement difficile à mettre en œuvre. R. Collins remarque que, presque systématiquement, la pratique même de la violence dans une situation conflictuelle est le fait d'une minorité : sur les photos de guérilla ou de rixes, par exemple, les personnes en présence sont majoritairement passives, seules quelques-unes utilisent leurs armes ou frappent effectivement<sup>112</sup>, nous l'avons aussi exemplifié dans des chapitres précédents (*cf. chapitre 4*).

Ainsi pour que l'exercice de la violence ait lieu, R. Collins indique qu'elle doit reposer le plus souvent sur quatre conditions que nous observons principalement lors de rassemblement : la supériorité numérique, car elle consiste quasi systématiquement à attaquer le plus faible et/ou le moins nombreux ; la mise à distance entre l'agresseur et l'agressé, en effet les agressions corps à corps sont rarissimes ; l'invisibilité qui dans l'évitement de la confrontation psychologique fait que l'agression a souvent lieu avant le face-à-face ; et enfin ce qui est fondamental, le soutien, autrement dit l'existence d'un public qui soutient ou, au moins, se garde d'intervenir.

R. Collins explique que si la très grande majorité des combattants ordinaires finit par participer à la violence – c'est ce que l'on peut observer lors des rassemblements avec la grande quantité de jeunes cagoulés –, seuls quelques-uns se montrent d'emblée violents ou particulièrement engagés dans la violence. Ce sont habituellement les plus organisés, et qui, au cours de leur socialisation, ont appris les pratiques de la radicalité.

Finalement, deux types de publics sont les récepteurs de ces actions, d'abord le public qu'observe directement l'événement, en soutenant ou pas, et ensuite le « grand public » qu'accède aux phénomènes de violence spectacle à travers les médias. Un élément fondamental dans la construction de centres d'attention sont donc les médias, qui d'une certaine façon vont définir l'ordre du visible et de l'invisible, conférant une attention publique à certaines pratiques tout en en condamnant simultanément d'autres au silence<sup>113</sup>, y compris lorsque les répertoires d'action effacés sont moralement acceptables.

Il est donc normal que les luttes sociales actuelles soient aussi des luttes pour la visibilité. L'horizon des activités dignes d'attention est ainsi étroitement lié à l'horizon des

---

<sup>112</sup> BUTON F., « Microsociologie de la violence », Publié dans *la vie des idées*, 2011, p. 3

<sup>113</sup> VOIROL O., « Présentation. Visibilité et invisibilité : une introduction », *Réseaux*, 2005/1 n° 129-130, p. 20



pratiques socialement reconnues. Les jeunes, avec les actions, violentes cherchent une visibilité, car un acteur invisible est, comme nous l'avons observé, d'emblée exclu de la relation intersubjective et n'apparaît pas comme participant à l'interaction sociale. On peut signaler alors qu'une part considérable de l'expérience sociale consiste à transformer le spectre de la visibilité, en y faisant entrer de nouveaux centres d'attention avec des technologies concrètes comme peut l'être le geste politique de se cagouler ou la construction de barricades dans la ville.

#### 3.2.4. *La barricade*

L'utilisation de la barricade est la conséquence d'une évolution en matière de répertoires d'actions des jeunes populaires ces dix dernières années. Certainement, si nous comparons les nouvelles manifestations avec l'image des manifestations dans les années 1970, les pratiques utilisées par les nouveaux contestataires ont fortement changé, A. Touraine, en se référant à la situation chilienne, indiquait : l'action collective est donc divisée en deux éléments mal reliés l'un à l'autre : d'un côté entraide et négociations avec les autorités, de l'autre protestations « exemplaires » et violence politique<sup>114</sup>. A. Touraine attribue ce double caractère de l'action collective aux différentes réactions face à la pauvreté et à l'exclusion. Actuellement, après des années de néolibéralisme et d'une pauvreté dissimulée subjectivement, la négociation avec les autorités est effacée des répertoires d'action de secteurs populaires plus radicalisés, c'est donc la logique de l'exclusion et du mépris qui prime, autrement dit la violence politique du spectacle, du désordre et du chaos a complètement pris la place de l'entraide et la coopération.

Dans cette nouvelle situation, la forme la plus caractéristique que prend cette action collective est celle de la barricade à laquelle les jeunes donnent du sens sous plusieurs façons.

L'objectif concret de cette pratique est signalé par D. Merklen : ces formes d'action – mise en place de barricades qui coupent les routes principales, autoroutes et les ponts du pays –, qui mobilisent souvent plusieurs milliers de personnes sont parfois coordonnées sur des dizaines de points stratégiques de la circulation<sup>115</sup>. Les jeunes, lycéens et étudiants, faute de pouvoir faire grève, sont décidés à empêcher le fonctionnement de l'économie et

---

<sup>114</sup> TOURAINE A., *La parole et le sang. Politique et société en Amérique latine*, Paris, Odile Jacob, 1988, p. 240 sq

<sup>115</sup> MERKLEN D., « Le quartier et la barricade : Le local comme lieu de repli et base du rapport au politique dans la révolte populaire en Argentine », *L'Homme et la société*, 2002/1 n° 143-144, p. 144

de la société. La barricade devient ainsi une arme anticapitaliste. Les jeunes militants répètent souvent que l'objectif de la barricade est d'empêcher que les travailleurs arrivent à leur travail pour que les patrons ne gagnent rien. Or les routes sont des positions d'autant plus stratégiques qu'elles sont indispensables au fonctionnement du commerce, de la production et à la communication :

Moi je crois que c'est important qu'on te reconnaisse que, je ne sais pas que toute l'Alameda a été coupée, c'est important parce que beaucoup de gens n'arrivent pas au travail, beaucoup de patrons vont rester sans tout l'argent qu'ils gagnent habituellement (Kato, lycéen, 18 ans, 2011)

Par ailleurs et à la différence de ce qui s'observe dans d'autres pays de l'Amérique latine, les barricades ne se trouvent pas seulement circonscrites aux banlieues et zones périphériques<sup>116</sup>, elles sont aussi réalisées dans le centre de la ville aux heures de pointe ou à la fin des grands rassemblements. Il ne s'agit pas non plus, comme le décrit D. Merklen pour le cas argentin, de catégories sociales à l'écart des transformations sociales, exclues d'un capitalisme en formation, qui profitaient de l'absence de contrôle étatique dans certaines zones du territoire pour dévaliser le patron, la ville proche ou les passants, en guise de protestation sociale<sup>117</sup>. Il ne s'agit pas non plus de lycéens et d'étudiants parmi les plus démunis. Il ne s'agit pas non plus du symptôme d'une situation de crise généralisée, il y a derrière, comme nous l'avons déjà vu, une vision de société, un projet politique.

Néanmoins, le rôle le plus important donné par les jeunes est l'élément symbolique de la barricade. Ainsi un premier objectif est de rappeler que celle-ci est une forme valide de lutte, cela leur permet de revendiquer l'historicité de la lutte sociale et d'entretenir la mémoire de cette lutte en faisant de la propagande par le fait :

C'est clair, c'est pour ça que je crois c'est rien d'autre qu'une manifestation politique, au final, parce qu'avec ça, bien évidemment, on ne va pas faire la révolution. Mais tu maintiens cette mémoire historique de lutte quoi, du fait que couper la rue c'est tout aussi valide que faire une grève, comme faire des pamphlets, protester contre quelques institutions, c'est plus que l'arme en soi c'est ce qu'elle symbolise (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

Toujours sous sa forme symbolique, la barricade devient aussi, d'une façon plus individuelle, un moyen d'affronter les problèmes du quotidien à travers l'irruption dans l'espace public. La prise d'un espace devenant également symbolique, car investi par le feu, est une des formes les plus directes d'affronter le pouvoir :

---

<sup>116</sup> D. Merklen signale que c'est dans les quartiers pauvres que s'organisent les barricades et c'est là que les *piqueteros* mobilisent leur base sociale, *Ibidem*, p. 146

<sup>117</sup> *Ibid.*, p. 146

Pour moi la barricade, personnellement, c'est beaucoup de symbolisme, beaucoup, première chose moi je te disais l'irruption dans le quotidien, faire irruption justement dans ce qui est le quotidien, à n'importe quelle heure, tu vois, tu fais irruption dans quelque chose. Le feu aussi, tu vois, le fait de brûler beaucoup de choses, de brûler non seulement ce qui est en train de se brûler là, mais brûler des problèmes, des situations conflictuelles qu'on vit au quotidien, et le plus important c'est qu'on s'affronte d'égal à égal au pouvoir, parce que là tu es en train de dire justement, ça, c'est mon terrain, ça, c'est le terrain du *pueblo*, c'est le prolétariat qui l'a gagné (Franco, formateur, 33 ans, 2011)

La Molotov qui est l'arme qui accompagne la défense de la barricade représente aussi des aspects symboliques, elle est un outil de la « liberté » et un moyen de projeter, en la lançant, la rage que les jeunes militants ressentent :

Ça me provoque quand même, genre tout ce que je sens je le mets dans la *mecha* (Molotov), c'est quand même un peu mystique, moi tout ce que je pense et toute la rage que j'ai genre j'essaye de la mettre dans le machin et je la vois comme ça quoi, genre ici il y a toute la rage que je sens. En fait en même temps quand tu dois faire péter le matériel ça te fait la peine un peu, c'est cher le truc quoi (Matias, étudiant, 23 ans, 2012)

Bon une barricade c'est comme un moyen de libération [...] je trouve que le feu n'a pas de limites, n'a pas des limites. Il peut continuer et avancer et il n'est pas...il s'en fiche de par où il passe, il avance seulement, alors c'est pour cela que je pense qu'il m'attire (Ana, lycéenne, 17 ans, 2011)

L'aspect symbolique se nourrit aussi d'une partie émotionnelle, les jeunes déclarent aimer le feu, ils le voient comme l'arme du *pueblo*, la façon d'effrayer les puissants :

Le feu c'est un, je ne sais pas comment dire en fait moi, j'aime le feu, du coup je sais pas comment je pourrais expliquer qu'est-ce que ça signifie le feu, c'est un moyen d'effrayer les gens, je crois, ou d'effrayer les plus grands, pour qu'ils aient peur et qu'ils soient informés qu'il y a des gens qui sont, qui ne sont pas avec eux, c'est ce que je crois (Pia, lycéenne, 13 ans, 2011)

Mais elle appartient au *pueblo* surtout parce que c'est la défense la plus basique et gratuite :

Le feu c'est une arme, le feu pour moi c'est une arme, une arme avec laquelle nous on peut attaquer, avec laquelle on peut défendre, parce que je crois que la violence ce n'est que de l'autodéfense et le feu c'est l'une de celles-là, c'est une arme [...] c'est une arme importante qu'on a, à part le fait d'être la ressource la plus basique qu'on a comme personnes, comme *población* [...] et le feu pourrait attaquer tout ça, attaquer une injustice, attaquer des symboles, attaquer le patriarcat même qui nous impose à nous de porter des pantalons et aux filles des jupes, tout ça, ça serait comme un coup (Juan, étudiant, 19 ans, 2011)

Nos interviewés sont pourtant conscients des limites concrètes de la barricade, à savoir qu'elle est une action ponctuelle aux conséquences généralement associées à la durée de celle-ci, souvent quelques minutes dans le centre-ville ou quelques heures dans les périphéries :

La barricade, je la vois de deux points de vue, d'un côté ça donne de l'adrénaline parfois et de l'autre côté elle ramène ton impuissance dans un acte, et ça montre aux gens que tu es indigné avec la situation, tu vois ? Ça peut arriver maintenant, ça peut arriver dans mil ans, ça peut arriver, c'est arrivé avant, ça peut arriver dans d'autres sociétés dans quelque temps, mais une barricade c'est genre, je ne sais pas, c'est comme un coup de pied, un geste comme tirer les oreilles même, ça peut être ça, pour les gens ou pour l'État même, pour le système capital, parce que disons-le, ce n'est pas un truc, c'est un truc important, mais ça provoque un dommage ponctuel. Le président ne va pas mourir à cause d'une barricade, le patron ne va pas arrêter d'exploiter ou de travailler ou de faire que l'usine continue à marcher pour une barricade (Juan, étudiant, 19 ans, 2011)

Pour les jeunes militants, la barricade reflète finalement la façon de montrer leur impuissance et leur indignation, en témoignant que ce ne sera pas la manière de provoquer de vrais changements. Ceux-ci passent, d'après eux, par l'organisation et l'autogestion dans tous les domaines, en partant de l'école qui est le premier lieu d'interaction avec ses semblables.

### ***Conclusion***

En essayant de retrouver les sources morales des comportements violents, nous avons voulu rendre compte de la formation du sujet moral, à travers une construction théorique et pratique. Ainsi et à travers leurs récits les jeunes interviewés ont exposé trois aspects qui conforment leur moralité radicale : l'identité politique radicale, la transmission familiale et mémorielle, et finalement les pratiques politiques radicales.

Les éléments que nous avons identifiés dans cette construction de l'identité politique conflictuelle sont le résultat d'un questionnement de la société et d'une prise de conscience des situations d'inégalité et d'injustice. Ces deux aspects réveillent chez les jeunes une attitude avant-gardiste et une différenciation qui passe par leur engagement et leur devoir de lutte. Nous trouvons comme source de cet engagement la souffrance ressentie pour le malheur des autres.

Ainsi et en se basant sur ces idées de qu'est-ce que le « bien », ils sont capables de construire une nouvelle morale normative, différente de l'ordre moral néolibéral dominant depuis les années de la dictature dans la société chilienne. Cette construction normative s'établit sur trois critiques : les injustices, l'individualisme et la dénaturalisation.

En ce qui concerne la transmission familiale et mémorielle, nous avons observé un changement du rôle assigné à la famille qui ne se circonscrit plus à celui d'un facteur qu'impose une pensée, ainsi les jeunes prennent divers rôles et agissent dans cette configuration relationnelle de plusieurs façons. D'une part, lorsque leurs familles ne les

appuient pas, ils peuvent occulter leur engagement ou l'affronter, dans ce dernier cas ils peuvent entrer en conflit ou devenir un acteur de socialisation de leurs familles. D'autre part, ils peuvent être encouragés par leurs proches, cet encouragement passe par différents processus, liés principalement aux histoires politiques de leurs familles. Par rapport à la transmission mémorielle elle passe effectivement par les aspects les plus élémentaires de l'existence, chaque sens rend compte de cette transmission : l'écoute et les silences, l'observation et le toucher, ces éléments fondamentaux de perception de l'expérience.

Le troisième aspect lié aux pratiques politiques radicales se fonde sur l'engagement qui devient le premier pas lors du passage de la théorie à la pratique. Cette nouvelle forme de distinction qui se reflète dans l'engagement comporte plusieurs aspects : l'idée d'appartenir à une avant-garde incomprise par les « autres » (proches ou non), l'amour pour cette notion abstraite de *pueblo*, et une politisation qui passe par différents moments et endroits (la rue, le lycée, l'université et le quartier). Tout cela se retrouve dans une pratique organisatrice marquée profondément par l'idée autonomiste du pouvoir.

L'autogestion devient en effet l'aspect qui guide le projet des jeunes, c'est la pratique qui l'emporte sur la théorie, ce qui peut s'expliquer via l'admission d'une vision différente du pouvoir, celle-ci est contraire à la vision traditionnelle de la radicalité liée à la pensée marxiste.

Nous pouvons dire que pour la plupart des organisations radicales que nous avons rencontrées leur but principal est la formation et la propagande, les actions directes – violentes ou non – sont en effet seulement un complément d'un éventail très large d'activités.

Pourtant ces actions directes se sont répandues fortement ces dernières années trouvant du sens dans l'expression d'une rage face aux pathologies sociales, une action défensive en réponse à la répression subie, une action politique d'information et de propagande, une forme de libération ou encore une construction de liens émotionnels entre semblables. Des éléments symboliques importants se sont aussi développés dans ce type d'action, la cagoule et la barricade deviennent en effet des éléments importants pour l'engagement et le partage d'une identité et d'un univers du discours entre les jeunes.

À partir de ces aspects qui construisent la morale de la radicalité, nous pouvons nous intéresser ensuite à montrer comment ces éléments se sont rassemblés lors des processus de contestation récents à travers l'occupation de bâtiments et la formation de

collectifs qui représentent le passage d'une « communauté d'intérêts » et d'effort vers une « communauté d'action ».

## Chapitre 8 – L’espace éducatif, nouvelle sphère de l’intentionnalité collective

### *Introduction*

Après avoir identifié les éléments pris en compte par les jeunes pour la construction de leur morale radicale, autrement dit le sujet moral, nous souhaitons comprendre les processus et les formes à travers lesquels les jeunes activistes construisent leurs différentes « intentionnalités collectives ». Ce chapitre traite donc des pratiques alternatives du politique mises en place lors des derniers processus de contestation étudiante. Parmi lesquelles l’occupation d’établissements éducatifs réalisée par les lycéens et par les étudiants au cours de ces dernières années se présente comme la plus symbolique.

Nous avons identifié le monde scolaire – à tous les niveaux – comme le domaine de l’existence – ou champs de l’expérience – où se développent la plupart des expériences militantes des jeunes chiliens. Le jeune lycéen ou étudiant transforme ainsi son espace de sociabilité, c’est-à-dire l’espace scolaire ou éducatif, en espace émancipateur. Le rejet généralisé au modèle normatif imposé – reflété dans l’État et le capitalisme – permet la mise en place d’un processus de contestation dans lequel l’occupation deviendra la nouvelle plateforme à travers laquelle les jeunes construiront de nouvelles formes de sociabilité et par conséquent un contre-pouvoir au modèle normatif hégémonique.

Un élément fondamental dans cette construction normative anti-hégémonique est le passage d’une morale individuelle « je », vers une morale collective « nous », autrement dit, l’intentionnalité collective qui se concrétise. En effet, c’est le pronom « nous » qui – en tant que sujet d’une prédication intentionnelle – caractérise la « forme » de l’intentionnalité collective<sup>118</sup>. Ainsi, l’expérience subjective se façonne selon la modalité du « nous » lorsque le sujet l’éprouve en fonction de son affiliation à un groupe. Dans ce cas, le sujet n’éprouve pas son état en tant que personne privée selon la modalité du « je » individuel ; il endosse plutôt la perspective d’un groupe dont il est membre et répond donc, en fonction de son affiliation, selon la modalité du « nous ». Nous nous accordons à dire que la forme de groupe la plus basique est la famille, pourtant l’adhérence volontaire et subjective à une entité sociale se dessine lorsque le jeune commence sa participation à des « groupes de

---

<sup>118</sup> SEARLE J., *The Construction of Social Reality*, London, Penguin, 1995, p. 26

référence<sup>119</sup> » se trouvant dans un même « champ de l'expérience<sup>120</sup> » et partageant un « univers de discours<sup>121</sup> » analogue.

Ces phénomènes se produisent via les interactions avec leurs pairs qui interviennent, de plus en plus, dans l'espace éducatif. L'« intention collective » consisterait donc en une superposition de deux intentions différentes dont les contenus seraient reliés par une relation d'inclusion de type partie-tout. Ainsi, la structure de l'intention collective reflète la structure d'une intention individuelle dont la réalisation exige une activité complexe, composée de plusieurs actions et sous-actions impliquant elles-mêmes d'autres sous-intentions qui leur sont corrélatives<sup>122</sup>.

Les jeunes organisés dans leurs groupes de référence et se trouvant soumis à des contraintes similaires génèrent une « croyance mutuelle » concernant la nécessité de contester dont nous avons largement discuté dans les chapitres 4 et 5. Pourtant cette croyance mutuelle ne suffit pas pour rendre compte d'une intentionnalité collective. En effet, la transformation d'impulsion et de besoin en idées, désirs et buts fait naître, comme l'indique L. Queré<sup>123</sup>, une « communauté d'intérêt et d'effort », voire une « volonté collective ». Cette communauté repose sur « un ordre d'énergies transformé en un ordre de significations qui sont appréciées par ceux qui sont engagés dans une action conjointe et leur servent de références mutuelles. La « force » n'est pas éliminée, mais elle est transformée, dans son usage et sa direction, par des idées et des sentiments rendus possibles grâce aux symboles<sup>124</sup> ». Ainsi naît « une communauté d'action » saturée de significations partagées et contrôlée par un intérêt mutuel pour elles<sup>125</sup> ». L'occupation se transforme ainsi dans l'action concrète de cette communauté ou commence à se forger un intérêt mutuel, lorsque ces communautés se représentent en tant que « contre-pouvoir ».

Devenir un contre-pouvoir est en effet l'intentionnalité collective mobilisée par les jeunes plus radicalisés. Selon D. Graeber, le contre-pouvoir serait un ensemble d'institutions qui se situent en opposition à l'État et au Capital ; cela va des communautés

---

<sup>119</sup> Voir: SHIBUTANI T., «Reference Groups as Perspectives», *op. cit.*

<sup>120</sup> MEAD G. H., «The Genesis of the Self and Social Control», *International Journal of Ethics*, 35, 1925, p. 260

<sup>121</sup> *Idem.*

<sup>122</sup> KONZELMANN ZIV A., « L'intentionnalité collective – entre sujet pluriel et expérience individuelle ». In: D. TROM & L. KAUFMANN (eds.), *Qu'est-ce qu'un collectif ? Du commun à la politique*, *Raisons pratiques*, 20, Paris: Éditions EHESS, 2010, p.113.

<sup>123</sup> QUERE L., « Herméneutique et pragmatisme », *Occasional papers*, CEMS-EHESS, Exposé au séminaire « Herméneutique, poétique et sciences sociales » (Johann Michel, Olivier Abel), EHESS, 24 mars 2015.

<sup>124</sup> DEWEY J., *Le public et ses problèmes*, Paris, Folio, 2010, p. 249

<sup>125</sup> *Ibidem*, p. 249



autonomes aux syndicats radicaux et aux milices populaires<sup>126</sup>. Il indique que le contre-pouvoir est avant tout enraciné dans l'imagination, il est enraciné dans la relation entre l'imagination pratique requise pour maintenir une société fondée sur le consensus et la violence spectrale qui paraît être son corollaire constant, et peut-être inévitable<sup>127</sup>.

Afin de rendre compte de cette intentionnalité collective, nous avons travaillé ce chapitre en trois moments guidés par les questions suivantes : comment l'espace éducatif devient-il un espace émancipateur et de résistance ? Comment se met en place la construction entre semblables d'une volonté collective ? Et quels sont les éléments normatifs constitués autour de cette communauté d'action qui est l'occupation ?

Dans un premier temps, nous essayerons de comprendre comment s'est produit le déplacement de la radicalité depuis le monde social des *poblaciones* aux espaces éducatifs, principalement les lycées. Ensuite, nous regarderons les différentes façons de construire l'identité politique des jeunes, comment l'auto-formation théorique et pratique entre semblables leur permet de construire leur « univers de discours ». Enfin, notre intérêt se centrera sur la façon dont les jeunes se constituent en collectif, notamment pour l'identification, la définition, l'élucidation et, éventuellement, la résolution d'une situation problématique, l'aspect illégal de cette pratique et les conséquences qu'elle entraîne dans d'autres domaines du monde social des jeunes.

### ***1. Le déplacement de l'expérience politique radicale aux espaces de sociabilité éducative***<sup>128</sup>

Qu'est-ce qui nous amène à nous centrer sur le milieu lycéen et universitaire comme un des champs principaux où se concrétisent les expériences radicales des jeunes ? Tout d'abord, et comme nous l'avons observé dans des chapitres précédents (*cf. Chapitres 4 et 6*) la transmission parentale semble aujourd'hui jouer un rôle plus limité que par le passé. Ainsi serait-elle devenue moins importante que la socialisation entre pairs. Selon D. Pasquier<sup>129</sup> cet affaiblissement de la socialisation verticale au profit de la socialisation horizontale résulte pour l'essentiel de trois changements intervenus dans la société occidentale au cours des trois dernières décennies : l'allongement de la durée de la

---

<sup>126</sup> GRAEBER D., *Pour une anthropologie anarchiste, op. cit.*, p. 41

<sup>127</sup> *Ibidem.*, p. 57

<sup>128</sup> Lorsque nous parlons d'espace de sociabilité éducatif, nous faisons référence à tous les niveaux de l'enseignement (primaire, secondaire et tertiaire) les différences se feront plutôt en catégorisant les différents acteurs comme élève, lycéen et étudiant, respectivement.

<sup>129</sup> PASQUIER D., *Cultures lycéennes : la tyrannie de la majorité*, Paris, Éd. Autrement, 2005, 180 p.

scolarité, qui a entraîné un accroissement du temps passé entre pairs à l'adolescence<sup>130</sup> ; la redéfinition des relations entre parents et enfants, moins fondées aujourd'hui sur l'autorité et davantage sur le contrat ; et l'individualisation constante de pratiques au sein du domicile familial.

L'espace éducatif a également vécu une révolution symbolique, impliquant une transformation des lieux, une redéfinition des codes sociaux, une contestation des rapports sociaux et la création de symboles qui remettent en question le système même des représentations sociales hégémoniques<sup>131</sup>. Ces changements deviennent évidents avec le processus de contestation qui se manifeste progressivement à partir des années 2000.

Ce « cycle de mobilisation<sup>132</sup> », dans les termes de S. Tarrow, commence à se mettre en place, comme nous l'avons signalé (*cf. chapitre 6*) aux débuts des années 2000 pour se cristalliser en 2006, avec la révolte des pingouins, devenant un mouvement de contestation établi à partir de 2011.

Ces changements s'accompagnent d'une série de pratiques que nous avons déjà largement analysées – faire irruption pour contester des cérémonies publiques institutionnelles, occupation du parlement, occupation d'organismes internationaux comme l'UNESCO et utilisation différenciée de la violence dans les lycées. Pourtant, ces pratiques sont originales, car elles ne faisaient pas partie du répertoire d'actions des jeunes lycéens et étudiants avant les années 2000.

Parmi ces changements, nous avons donc identifié le déplacement de la radicalité à partir du monde social de la *población* aux espaces éducatifs. Effectivement, pendant plus de 20 ans, la jeunesse chilienne a été caractérisée par les approches théoriques prédominantes<sup>133</sup> comme « anomique » et désintégrée. En adoptant une perspective fonctionnaliste, ces approches évoquent une crise d'adaptation et d'intégration s'exprimant dans la désarticulation du monde collectif et la désintégration de la communauté<sup>134</sup>. Cependant, ces lectures théoriques concernent exclusivement l'aspect institutionnel de la politique ou des situations de très grande marginalité – évidente même pour les plus jeunes

---

<sup>130</sup> L'année 2002 sous le gouvernement de Ricardo Lagos l'enseignement secondaire devient obligatoire, ce qui signifie 12 ans de scolarité assurés par l'État.

<sup>131</sup> AGUILERA RUIZ O., "Acontecimiento y acción colectiva juvenil. El antes, durante y después de la rebelión de los estudiantes chilenos en el 2006", *Propuesta Educativa* Número 35, Año 20, 2011, p. 11

<sup>132</sup> TARROW S., "Ciclos de acción colectiva: entre los momentos de locura y el repertorio de contestación", en TRAUGOTT M., *Protesta Social. Repertorios y Ciclos de acción colectiva*, Barcelona, Editorial Hacer, 2002.

<sup>133</sup> VALENZUELA E., *La rebelión de los jóvenes*. SUR, Santiago de Chile, 1985

<sup>134</sup> SANDOVAL M., "Sub-culturas en la escuela. Análisis de sus contenidos y relaciones". *Revista temas sociológicos* N°12, 2007, LOM, Santiago, p. 63

militants – dans laquelle vivent seulement certains groupes issus des milieux populaires. Pourtant, une nouvelle façon de percevoir et d'agir se forme silencieusement autour du sujet jeune, la radicalité politique observée dans le monde social de *poblaciones* au début des années 1970 et à la fin des années 1980 se déplace ainsi graduellement du monde communautaire vers les espaces éducatifs.

On peut alors se demander comment les jeunes analysent ce revirement. Plusieurs causes sont évoquées. Cependant, un élément fort inquiétant est, selon eux, la désintégration de la famille et de la vie de *población* qu'ils attribuent, à raison, aux politiques néolibérales, à la dénaturation et à la réification qui se présente dans leur vie quotidienne :

Ça arrive souvent que les gamins passent beaucoup de temps dans la rue et que les mères ne savent même pas avec qui ils sortent. Qu'est-ce qu'ils font ? Tu vois, ils forment des gangs, ils se bagarrent entre bandes. Je crois que oui, en fait... ce système, je crois que ce système génère tout ce mécontentement qu'il y a parmi la jeunesse. (Pedro, étudiant, 19 ans, 2011)

Face à ce processus qui affecte leurs propres familles, les jeunes construisent leur résistance discrètement, passant par différentes stratégies comme le partage affectif avec leurs semblables en opposition à l'éloignement de leurs familles ou à la solitude :

J'étais tout le temps en train de déménager. Je crois que ça m'a fait développer une capacité à m'adapter au fait d'arriver dans de nouveaux endroits. J'arrivais dans un endroit et le jour d'après je connaissais déjà trois personnes, comme ça du jour au lendemain, tu vois, et je me formais tout de suite un groupe d'amis (Paty, lycéenne 17 ans, 2011)

En conséquence, ces mêmes jeunes partagent de forts liens affectifs guidés par leur socialisation familiale, qu'ils transposent aux relations avec leurs semblables :

...savoir me mettre à la place de l'autre, c'est quelque chose que j'ai su faire depuis petite. En fait c'est se mettre dans la peau de l'autre, et ça m'arrivait avec beaucoup de *compañeros* [...]. J'ai toujours été comme mes parents, genre super dévouée, si j'ai un ami qui a besoin de quelque chose : j'y vais, je vais t'aider ! (Sandra, étudiante, 30 ans, 2011)

Ils construisent dès leurs premières années d'école ces liens, qui passent inaperçus alors que la communauté d'adultes qui les entoure se préoccupe du manque de participation institutionnelle, de leur désintéressement politique, de la consommation de drogues ou de la violence délictuelle<sup>135</sup>. Tandis qu'eux s'approchent et génèrent de forts

---

<sup>135</sup> Avant 2006 rares sont les ouvrages ou revues scientifiques qui parlent des phénomènes de construction du politique se produisant dans les établissements éducatifs. Ce biais scientifique peut s'expliquer par l'importance donnée aux problèmes de la jeunesse se trouvant dans les situations de plus grande

rapports de confiance, de camaraderie et protection, ils construisent graduellement une morale collective dans leurs espaces de sociabilité :

Tu travailles avec un groupe de *compañeros*, qui, plus que des *compañeros* sont des amis, et tu ne veux pas que ça se passe mal avec eux, c'est ça, tu te donnes à eux [tu sais] qu'ils vont s'occuper de toi de la même façon dont tu vas t'occuper d'eux. Au final c'est un boulot de confiance, totalement, si t'as pas confiance tu es foutu. (Javi, étudiante, 22 ans, 2012)

Par ailleurs, durant les 15 premières années du gouvernement post-dictatorial, la *población* vit une période de dépolitisation : les groupes subversifs se désarticulent, et les pratiques de sociabilité se décomposent. Dans, ce contexte ce sont les universités puis les lycées qui vont canaliser la participation de groupes radicaux :

Bon du coup, on a commencé à regrouper des forces, autour des universités quoi, entre ceux qui avaient les idées un peu plus claires parmi nous, parce qu'il arrivait une nouvelle génération, et dans cette nouvelle génération, nous, on a commencé à discuter, à analyser plus la question politique, on a commencé à se regrouper, on a commencé à se réarticuler justement à différents endroits et on a commencé à arriver dans les universités. (Franco, formateur, 33 ans, 2011)

Pourtant, l'action radicale universitaire ne dépasse pas le stade de pratiques de violence ponctuelles lors d'évènements commémoratifs. Et même si la pratique de l'occupation est quasiment un rituel, elle dure rarement plus d'un mois et suit la logique verticale de fédérations d'étudiants dirigées par le parti communiste (PC). C'est donc avec l'apparition de l'Assemblée coordinatrice de lycéens (ACES) que de nouvelles pratiques éloignées de la verticalité du PC vont se mettre en place (*cf. chapitre 6*). L'ACES renoue avec les rassemblements massifs et les défilés de lycéens l'année 2001. Pourtant, il y a un fait particulier qui les distingue des rassemblements classiques : ils ont lieu dans les communes périphériques de Santiago (Puente Alto, La Florida, Maipú, Peñalolén). Les assemblées territoriales deviennent ainsi la manière la plus acceptée d'organiser les lycéens. Pour la première fois dans son histoire, le mouvement lycéen n'est pas contrôlé par les lycées du centre de Santiago. Cette situation produit un réaménagement du rapport centre-périphérie<sup>136</sup>.

---

vulnérabilité. Ces lectures assimilent l'ensemble des jeunes issus de milieux populaires aux groupes des jeunes à risque. Si nous creusons un peu, la réponse à ce tort méthodologique se trouve dans l'excessive importance donnée aux politiques de sécurité intérieure et de lutte contre la délinquance et la drogue qui absorbent l'ensemble des ressources destinées à la recherche dans le domaine des jeunes pendant les trois premiers gouvernements post dictature.

<sup>136</sup> AGUILERA RUIZ O., *op. cit.*, p. 15

Avec cette assise construite par l'ACES et par d'autres mouvements libertaires comme le Front d'étudiants libertaires (FEL) constitués dans les universités, se produit la « révolte des pingouins » en 2006. Cet événement marquera les premières expériences du politique des jeunes militants – avec des réussites et échecs – et confirme la voie prise par les organisations de lycéens (assemblée, décentralisation, formation et action directe de base) :

...quand je suis rentré au collège, j'ai commencé à m'organiser avec des gens, ce qu'on appelle la révolution des pingouins, et là j'ai commencé à être à fond dans le truc. J'ai commencé à lire beaucoup, genre, par exemple je ne me considérerais pas marxiste parce que je n'aime pas la logique avec laquelle ils travaillent, même si l'objectif est le même sur le long terme, moi je n'aime pas comment ils travaillent, c'est pour ça que je ne me placerais pas dans ce truc, mais je sais pas, moi je suis de Talagante, dans mon collège il y a eu toute la logique des occupations et trucs comme ça, et moi par exemple je ne me sentais pas à l'aise avec l'occupation de mon collège, ils appelaient ça la révolution et ils ont occupé le collège avec l'autorisation de la directrice, un groupe limité de gens, du coup ça moi ça m'a déçu (Matias, étudiant, 23 ans, 2012)

Ces premières expériences donnent la possibilité aux jeunes de rencontrer d'autres lycéens qui pensent comme eux, qui vivent la politique d'une façon plus radicale. Ils envisagent leur action dans de nouveaux champs de l'expérience :

Ça c'était les premiers indices que j'ai vraiment eus dans ma vie, de pouvoir commencer à comprendre qu'il y a beaucoup de gens qui pense comme toi, mais il y a des gens qui se sentent très seuls. Je crois que c'était ça qui m'a marqué, parce qu'à cette époque je n'allais pas m'y mettre (à l'action directe) quand il y avait le bordel, c'était beaucoup plus réservé, parce que là j'étais en train de faire un travail politique qui était différent, et je ne pouvais pas être impliquée, tu vois ? (Javi, étudiante, 22 ans, 2012)

D'autres sortent de la solitude et regardent la politique comme une continuation de leurs rapports d'amitié, avec leurs camarades ils arrivent à abattre leurs peurs. Ils construisent d'autres manières de vivre la politique, plus émotionnelle, non institutionnelle, une politique de proximité :

Je te parle de la première année de lycée quand je les ai connus et eux ils étaient en train de se diplômer, et après avec un copain que j'avais à cette époque on a commencé à sortir dans la rue et aller à des manifs. Moi j'étais très peureuse aux manifs, parce que ma mère m'a toujours mis en tête qu'aller aux manifs et à ce type de choses c'était le plus dangereux que je pouvais faire [...], mais plus que le voir comme quelque chose de politique, je le voyais comme un truc d'amitié, du coup moi je m'approchais des lycées, je participais aux manifs, et une de ces fois-là ça m'est arrivé de vivre la répression, et c'était quand j'étais juste en train de traîner, parce qu'il ne se passait rien du tout, on était juste dans la rue en train de hurler tous des consignes avec un drapeau et là les flics sont arrivés et ils nous ont chassés violemment (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

Les événements de 2006 provoquent aussi des réponses de la part des instances éducatives : celles-ci optent pour des sanctions internes dans les établissements les plus politisés afin d'éviter une nouvelle révolte. Cela signifie l'exclusion des étudiants les plus radicaux. Ces derniers quittent ainsi leurs lycées pour partir dans des lycées périphériques, ce qui, contrairement aux souhaits des autorités éducatives, permet à court terme un transfert des pratiques et ainsi l'instauration de pratiques du politique dans des lycées populaires et périphériques :

Là il y a eu une rupture quand je suis parti de ce lycée pour des questions liées quand même à la répression interne, c'est-à-dire mes camarades... par exemple un camarade à moi ils l'ont fait redoubler, une autre camarade qui venait de La Victoria, ils l'ont expulsée aussi d'une façon très... genre ils lui ont dit : « vous êtes arrivée en retard un grand nombre de fois, donc vous devez vous en aller », et moi ils m'ont dit : « ta moyenne n'est pas suffisante pour que tu puisses réussir ton année, et si tu veux réussir l'année, alors tu dois partir » ; alors moi j'ai dit d'accord je me casse quoi [...]. À ce moment-là j'avais déménagé, et là où je suis allé vivre, à Quinta Normal. Il y avait un lycée professionnel pas loin de la maison (lycée Juan Antonio Rios - JAR), et là c'était un changement très important, parce que c'était un autre ongle du populaire [...]. Le JAR c'était un collège qui ciblait les secteurs périphériques, uniquement et seulement des gamins de Cerro Navia, de Pudahuel et même de Quinta Normal. Et là ça a pas mal changé. C'était difficile pour moi au début, car il n'y avait pas de gars comme moi. Au début je ne connaissais pas de gars qui étaient dans mon délire, leur trip c'était plutôt être supporters d'une équipe de foot, faire partie d'un gang. Il y avait rien à part ça [...]. Quand ils ont vu que moi j'étais un des seuls qui étaient dans ce trip, j'ai assumé le rôle, ou ils m'ont investi du rôle de révolutionnaire de la promo d'une certaine manière, et en fait là avec les gars on a quand même avancé, dans un lycée où il n'y avait presque pas d'intérêt politique on a beaucoup avancé. J'ai pu parler avec mes camarades, on les a impliqués, on a réussi à participer à des manifs tu vois. C'était quand même quelque chose qu'on ne faisait pas dans ce lycée, quand il y avait des manifs ou des grèves les gars ils allaient faire la fête (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

Sur le long terme, l'expérience de 2006 permettra à des jeunes proches de pratiques radicales de retrouver d'anciens camarades à l'université ou des jeunes qui ont partagé cette même expérience. Ainsi, lorsque le mouvement se réactive en 2011, la pratique de l'action directe à l'université devient plus engagée, car elle fait partie d'un parcours qui s'est tissé pendant des années, même si souvent elle passe par des périodes d'inactivité :

Quand tu rentres ici tu t'y connais pas trop et puis tu te rends compte petit à petit que ce n'est pas tellement ouvert, ça ne peut pas l'être. Et là à travers un ami que j'ai connu, lui il m'a dit : tu sais, tel jour on va faire telle chose, tu veux venir ? Moi : ok [...] ça c'était l'année dernière, j'ai passé deux ans sans rien faire [...] quand je suis rentré ici (collectif) j'y suis rentré grave, en fait on faisait des trucs ici, j'ai commencé à connaître des gens d'autres lieux, à me retrouver avec des gens, des gars du lycée, je les croisais ici et je disais : salut mec !, t'es toujours engagé ? Et j'ai commencé à aller dans plein d'endroits en faisant le même type de choses (barrages de routes et barricades), et je sais pas, la première fois ici c'était très émouvant de refaire ça, et en plus c'était pas de la même manière, parce que c'est différent de lancer une pierre ou de la peinture en bouteille à utiliser l'autre type de choses (Molotov) et plus organisé, avec un objectif clair, et là j'y suis allé, c'était, pour un 29 [journée du jeune combattant] je me souviens, moi je ne savais rien de ce type de choses opératives. Je ne comprenais rien (Matias, étudiant, 23 ans, 2012)

La radicalité politique actuelle est une expérience générationnelle où des rapports affectifs avec les semblables se transforment en une composante essentielle à la pratique de l'action directe. Pourtant, dans le lieu de sociabilité qu'est l'espace éducatif, les rapports avec l'institution jouent aussi un rôle primordial dans l'explication de l'intentionnalité collective radicale que nous essayons de comprendre.

### **1.1. Rapports originaux avec et dans l'institution scolaire**

Dans les institutions scolaires des milieux populaires se reproduit un certain ordre social fondé sur un discours totalisateur qui s'insère dans la quotidienneté de l'établissement éducatif<sup>137</sup>. Il existe une hiérarchie inhérente à l'institution qui place les lycéens dans une position de subordination déduite de leur position dans la société : « dans le lycée on n'apprend qu'à obéir, car dans la société ils seront des subordonnés<sup>138</sup> » c'est le discours évoqué par certains enseignants. L'école comme institution se constitue ainsi dès son origine comme un des domaines de l'application du pouvoir sur les corps, en termes d'une biopolitique<sup>139</sup>, mais aussi comme le lieu privilégié et spécifique depuis lequel se prépare et se légitime le pouvoir exercé dans d'autres espaces de l'institutionnalité sociale<sup>140</sup>.

Face à cette image créée par l'institution scolaire dans les milieux populaires, les jeunes construisent comme stratégie la participation en dehors du cadre institutionnel, afin de s'imposer dans l'espace scolaire, mais sans l'institutionnalité issue de celui-ci. Ce sont de nouvelles formes d'associativité juvénile qui seront mises en place de manière presque spontanée.

L'indiscipline et la plainte constituent une expression immédiate de l'expérience d'insatisfaction face à l'ordre et la discipline, qui ont façonné l'espace scolaire de longue date. Ce sont en effet ce type de comportements que les adultes assimilent à l'expérience scolaire des jeunes issus des milieux populaires, alors que ce sont seulement des réponses à la normativité institutionnelle, et en aucun cas le centre de leur expérience :

---

<sup>137</sup> SEPÚLVEDA PRADO R., "Institución Escolar y Sujeto Juvenil en Liceos de Sectores Populares". *III Congreso Chileno de Antropología*. Colegio de Antropólogos de Chile A.G, Temuco, 1998, p. 605

<sup>138</sup> *Ibidem*, p. 606

<sup>139</sup> Cf. FOUCAULT M., *Le gouvernement de soi et des autres. Cours au Collège de France. 1982-1983*, Paris, Gallimard-Seuil, 2008

<sup>140</sup> PALMA FLORES E., "aquí no dice fumar no hay letreros: acerca de lo normativo en la institución escolar", in REDONDO J., MUÑOZ L. (Ed.), *Juventud y enseñanza media en Chile del bicentenario, antecedentes de la revolución pingüina*, OPECH, Chile, 2010, p. 309

J'ai toujours détesté le collège, sa structure plutôt... c'était parce qu'il était catholique le truc, on devait arriver le matin, il y avait des jours, pour la semaine de Pâques par exemple, il y avait une sorte de square à l'intérieur du collège, avec une vierge, et on devait aller prier là devant et c'était pas mon délire (Paty, lycéenne, 17 ans, 2011)

En dehors du refus de l'autoritarisme qui prépare la « prolétarianisation » des jeunes populaires, nous apercevons aussi une critique de l'influence catholique – même si, pendant la dictature, l'église dans les *poblaciones* était devenue un élément catalyseur des mouvements de contestation – qui reprend sa place conservatrice et proche de l'autoritarisme institutionnel de l'école. Ces résistances à l'institution se manifestent concrètement lors du passage de l'enseignement primaire au secondaire<sup>141</sup>. Cela passe par des changements individuels vécus où leur spectre de liberté et de responsabilité s'accroît :

Et là a commencé tout mon processus, mon changement : quand on est gamins quand même, quand tu es à l'école tu ne comprends pas tellement, genre tu vois pas vraiment la vie dans laquelle tu vis, tu ne vois pas vraiment, en fait ce n'est pas que tu ne vois pas, c'est que tu ne le sens pas comme ça de manière...ça ne te remue pas, mais quand tu rentres au lycée et tu commences à connaître plus de situations, plus de rues, plus de gens, parce que quand tu es à l'école, tu es à l'école primaire généralement, tu vois toujours d'un côté, tu es envoyé à l'école parce que ma mère ça l'intéresse ce truc et elle veut que je sois quelqu'un, mais en réalité ce n'est pas comme ça, en réalité c'est parce que les gars ils se préoccupent pour toi, du coup après quand tu rentres au lycée, que c'est le gros changement, au moins pour moi ça l'a été, parce que maintenant ils sont tous quand même... maintenant le truc ce n'est pas la première année de lycée, maintenant c'est la dernière année d'école, l'avant-dernière, c'est là que les gens commencent à changer, à se rendre compte des choses qui échouent, des choses que ne marchent pas (Juan, étudiant, 19 ans, 2011)

Ces nouvelles expériences dans le milieu lycéen s'accompagnent de la prise de conscience de leur place dans la société, et de ce que l'institution scolaire et la société attendent d'eux et de leurs semblables :

À part la Villa Francia je suis rentrée après dans un lycée très révolutionnaire, disons comme ça, et j'ai commencé à connaître des réalités d'autres gars qui venaient d'autres endroits, parce qu'au lycée on connaît des gens d'un peu partout (Ana, lycéenne, 17 ans, 2011)

Ainsi lorsqu'on arrive au mouvement de 2006, les lycées sont devenus les espaces de sociabilité où la normativité de l'institution éducative se trouve neutralisée. L'élément principal de cette neutralisation de la normativité est l'effacement du mode d'auto-contrôle imposé par l'institutionnalité. La disparition des centres d'élèves du secondaire (CA) marque ce détachement.

Comme l'indique J. Inzunza, ce système d'organisation de la vie « citoyenne » des lycéens naît pour représenter les jeunes de classes moyennes de lycées publics dits

---

<sup>141</sup> Il faut toujours rappeler que l'enseignement secondaire au Chili commence avec le lycée à l'âge de 13 ans.



« emblématiques » (cf. chapitre 4). Entre les années 1960 et 1980, les CA se constituent autour de la discussion des grands problèmes du pays. La préoccupation politique est une composante centrale de ces organisations<sup>142</sup> et pendant la dictature les CA sont cooptées ou disparaissent. Les gouvernements post-dictatoriaux se sont préoccupés de la réorganisation des pratiques participatives dans les lycées, mais l'organisation des CA répond surtout à une logique de démocratie représentative, où leur règlement est pratiquement imposé par les adultes (proviseurs, professeurs et parents d'élèves). Selon les lycéens, les CA deviennent une instance manipulée par les adultes, ce qui explique qu'ils y participent peu<sup>143</sup>. Le CA se trouve ainsi au centre de la visibilité institutionnelle et à la périphérie de la représentation des lycéens<sup>144</sup>.

Les jeunes qui commencent déjà à montrer une participation politique radicale, étrangère aux comportements considérés comme citoyens eut égard de la violence qui ponctue leurs rassemblements, trouvent dans la peur des enseignants un premier frein empêchant l'entrée de nouvelles formes du politique dans l'espace scolaire<sup>145</sup>. La mobilisation de 2006 avec l'occupation de lycées crée l'événement qui permet le dépassement – grâce à l'action directe – de ce que l'institution scolaire entendait par la représentation : les leaders sont dorénavant transitoires, l'organisation spontanée face à des nécessités urgentes ou émergentes, la révocabilité autonomise l'image de l'élection et les affects et la politique se rapprochent. Ces changements expliquent la relation de proximité entre le jeune militant « classique » et les lycéens alors qu'ils maintiennent une certaine distance avec les étudiants universitaires :

Je suis quand même plus proche des lycéens, je traîne plutôt, avec eux [...] en fait je crois que les universitaires sont moins sensibles à certaines choses, je crois aussi, il y en a certains qui se croient pauvres, il y en a d'autres qui croient qu'ils savent tout, c'est ça le truc avec les universitaires. Ils manquent d'humilité, voilà. (Pedro, étudiant, 19 ans, 2011)

Pour certains militants, le passage à l'université signifie un retour aux normes sociales qu'ils contestent et aux conflits politiques qu'ils méprisent :

---

<sup>142</sup> INZUNZA HIGUERAS J., "La asociatividad juvenil en los liceos públicos chilenos: la disolución de los centros de alumnos", in REDONDO J., MUÑOZ L. (Ed.), *Juventud y enseñanza media en Chile del bicentenario, antecedentes de la revolución pingüina*, OPECH, Chile, 2010, p. 381

<sup>143</sup> La plupart de travaux sur les jeunes vont se servir de ces indices pour mesurer et confirmer, à tort, la faible implication politique de jeunes.

<sup>144</sup> *Ibidem.*, p. 386

<sup>145</sup> Les enseignants font partie d'une génération qui a vécu la dictature donc revivre les événements préalables au Coup d'État et à la dictature génèrent une peur réelle chez eux. La peur de la violence expulse la politique vers l'extérieur des lycées.

À Concepción il y a eu un mouvement assez fort à l'intérieur de la fac, et là déjà pour moi c'était plus difficile, c'était un changement radical, dans le sens où c'est très différent la façon de vivre et faire de la politique à la fac par rapport au lycée. Là on se rend compte qu'il y a un nombre énorme de groupes, avec des opinions différentes, parfois même avec de forts conflits entre eux (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

Or, grâce aux changements dans les logiques organisatrices à l'intérieur de l'espace scolaire, les processus de contestation qui ont lieu en 2006 et en 2011 se caractérisent par des pratiques plus proches d'une politique radicale, celles-ci encouragent les actions directes violentes, mais surtout la participation d'un nombre très élevé de jeunes lycéens de la périphérie. Pourtant pour arriver à ce stade, il a fallu un processus de socialisation politique et de formation que nous analysons dans ce qui suit.

## 2. *Socialisation politique, espace éducatif et formation entre les pairs*

Comme nous venons de le voir, durant les années 2000 la socialisation politique se déplace vers l'espace éducatif. Pourtant, l'élément central de cette socialisation, à savoir la formation politique, se produit dans divers espaces constitués récemment. Ces espaces d'auto-éducation populaire comme les appelle J. Gonzales<sup>146</sup> prennent la forme de collectifs qui se relient territorialement et sont intégrés souvent par des lycéens, étudiants et jeunes *pobladores*. Ces formes d'organisation pour la formation politique se constituent pour reconstruire le tissu social détruit par l'action des politiques néolibérales chiliennes. Leur objectif est de fonder à nouveau des espaces microsociaux au niveau des étudiants et des *pobladores* et ainsi passer du plan individuel au collectif<sup>147</sup>. Ces groupes, qui optent pour la formation d'organisations en fonction du groupe de référence le plus proche (amis, camarades du lycée ou d'université), sont appelés communément *piños* ; ils privilégient l'horizontalité, la transparence de l'information, l'autogestion et l'indépendance par rapport à des instances externes<sup>148</sup>.

Ces organisations prolifèrent à partir des années 1990 sous la forme de pré-universitaires populaires ou d'écoles de mise à niveau. Elles s'ouvrent progressivement vers des organisations de jeunes à caractère culturel-éducatif (*brigades muralistes*, groupes

---

<sup>146</sup> GONZALEZ J., "ciudadanía juvenil en el Chile post-dictadura. El movimiento secundario del año 2006 y las organizaciones de auto-educación popular en Santiago de Chile" in REDONDO J., MUÑOZ L. (Ed.), *Juventud y enseñanza media en Chile del bicentenario, antecedentes de la revolución pingüina*, OPECH, Chile, 2010, pp. 394-438

<sup>147</sup> Comme l'indique V. Muñoz la lutte pour effectuer des faits politiques dans l'espace public comme les journées de protestation nationale durant la dictature, ne pouvait pas être possible sans la période de reconstruction du sujet collectif et la perte de la peur qui se développe au début des années 1980. MUÑOZ V., "Movimiento social juvenil y eje cultural. Dos contextos de reconstrucción organizativa (1976-1982/1989-2002)", *Revista Ultima Década* N°17. Vina del Mar, 2002.

<sup>148</sup> GONZALEZ J., *op. cit.*, p. 411

folkloriques, club de sport, maisons *okupa*, etc.). Ces pratiques de résistance sont un moyen de transformation sociale, elles constituent également des actions de transformation en tant que telles, qui visent à appliquer le pouvoir plutôt qu'à s'appropriier de celui-ci.

En ce qui concerne la participation, ces organisations se constituent fondamentalement à partir de la relation entre proches, de groupes primaires de socialisation, où l'école en tant qu'espace du quotidien est l'élément fédérateur. Ainsi, la formation politique des jeunes militants est liée au moment historique dans lequel ils s'insèrent. Pour les plus âgés, c'est au niveau de l'université et la *población* que cela se produit, à la différence des plus jeunes qui voient leur formation commencer beaucoup plus tôt, lorsqu'ils entrent au lycée. Ce sont en effet les années 2000 qui marquent ce virement. Cette formation, tant pratique que théorique, s'approfondit toutefois toujours à l'université :

À cette époque (1997), j'étais aussi dans un groupe qui s'appelait « *la fragua* ». À cette époque, eux ils étaient plus préparés, tu vois, et ils avaient un discours plus élaboré, alors ils avaient déjà les manuels sur lesquels nous on devait étudier, les documents qu'on devait étudier. Ça aussi je l'ai ramené à l'autre groupe et là on a commencé à étudier plus, et là il y a eu une plus grande élaboration du discours, ça commençait à être plus, comment dire, plus élaboré dans les thèmes, tu vois, on a commencé à lire un peu le Capital, le Manifeste, on a commencé à lire ce type de documents, de plus ample tournure, plus... je me souviens qu'on se réunissait à trois ou quatre dans une maison de sécurité<sup>149</sup>, parce que c'était tout comme ça tu vois, il faut reconnaître qu'ils étaient très disciplinés dans ce sens. (Franco, formateur, 33 ans, 2012)

En ce qui concerne les militants dont la socialisation politique débute au lycée, la prise de conscience évoquée précédemment se nourrit de connaissances théoriques apprises lors de leur passage vers l'enseignement secondaire. Ce revirement se caractérise par l'ouverture de leurs champs de connaissances, car des jeunes de plusieurs quartiers aux histoires politiques diverses se retrouvent dans le même espace de socialisation. Ce ne sont pas les dirigeants des CA qui vont participer à cette formation, mais des camarades provenant de quartiers politisés tels que la VF, la Victoria, ou d'autres *poblaciones* du secteur *poniente* qui participent déjà à des groupes d'auto-éducation populaire :

Et déjà au lycée, moi j'ai fait seulement la première année, il y avait des mobilisations étudiantes, lycéennes, mais là c'était toujours pour des trucs, des trucs petits, le titre de transport scolaire, le billet du bus qui montait de 10 pesos, et pour ça il y avait des manifs. Et là j'ai commencé à participer à des manifs et j'ai commencé à comprendre un peu plus de politique, plus théorie, plus une vraie identification avec le *pueblo*, comme si on savait toujours

---

<sup>149</sup> La maison de sécurité est l'endroit où se planifie l'action directe violente. Elle sert de stockage de certains matériels (principalement pamphlets et pancartes), à préparer les cocktails Molotov et comme lieu d'évaluation lorsque l'action est terminée.

qu'on vient d'en bas, qu'on est populaires, mais je ne comprenais pas au niveau politique, genre de structures ou théories politiques [...]. Dans ma classe il y avait justement un gars qui venait de la Villa Francia et une camarade qui était de La Victoria, du coup les deux ils venaient déjà avec le discours plus assimilé (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012).

La cognition passe donc par les espaces relationnels et de communication avec leurs camarades, les discussions, l'organisation de collectifs, l'action directe et l'apprentissage théorique pour justifier leurs pratiques. Néanmoins, même si la rencontre des subjectivités se produit dans l'espace éducatif, l'activité politique se produit à l'extérieur, entre camarades et amis du quartier qui s'organisent selon des intérêts divers :

Et j'y suis rentré comme ça quoi, c'était comme ça, j'ai formé le premier collectif, c'était pour les premières manif, la première fois que j'ai discuté avec quelqu'un de politique, la première fois que, je ne sais pas, que j'ai lancé une pierre et après j'ai appris à la justifier, enfin ça c'était mon changement et l'expérience que j'ai commencée à vivre dans un premier temps (Juan, étudiant, 19 ans, 2011)

Entre eux, les jeunes s'entraident pour comprendre leurs pensées politiques, assigner une signification à ces idées abstraites qui partent de processus émotionnels, mais ne sont pas encore théorisées. Ce sont les « semblables », ses pairs, qui participent et donnent des éléments pour la construction subjective d'un imaginaire politique, qui pour beaucoup sera l'anarchisme :

À partir de la façon dont je m'expliquais les choses eux ils ont commencé à me caractériser en tant qu'anarchiste. Ils me disaient que j'étais anarchiste. Moi je n'avais aucune idée de ce qu'était l'anarchisme, je n'avais jamais lu un bouquin là-dessus (Sandra, étudiante, 30 ans, 2011)

Par ailleurs, le lycée ouvre la voie aux plus jeunes à la compréhension théorique des problèmes sociaux, grâce aux contacts avec des camarades plus âgés, à la lecture et à la musique, qui se transforment d'ailleurs en moyens de sensibilisation :

Mais je me considère, je ne sais pas si on peut dire rebelle. [...]. Ça s'est passé comme ça en 2006, avec ce truc de la révolution des pingouins, on l'appelait ainsi à cette époque, là ça a commencé tout mon processus politique, ou de formation politique et de formation de conscience [...]. J'étais en première année de lycée et je connaissais tous les gens de quatrième, du coup des gens qui savaient beaucoup, des gens qui t'apprenaient, qui te filaient des bouquins, qui te passaient des outils, qui te formaient une conscience et une base théorique, d'une proposition révolutionnaire, d'une proposition combattante [...]. D'un autre côté la musique aussi, moi j'écoutais un peu plus de punk et toutes ces choses plus anarchistes dans ce sens, toujours en lisant des documents compliqués et des trucs comme ça. (Juan, étudiant, 19 ans, 2011)

Cet appui qu'ils trouvent chez leurs camarades plus âgés, ils le reproduiront avec les plus jeunes. L'idée horizontale de partage de connaissance sera aussi celle qu'ils vont

répliquer dans la *población*, lorsque le premier processus de mobilisation en 2006 sera suspendu :

Au début c'était un peu des propositions révolutionnaires, mais surtout un soutien aux gars qui venaient de deuxième ou troisième (années de lycée), pas comme quelque chose déjà de concret pour moi, mais plutôt quelque chose comme je « vous soutiens et je vous passe des outils pour que vous vous éduquiez et vous vous informiez des trucs qui se sont passés ici pour qu'ils ne se répètent plus ». Et maintenant que ça a commencé tout ça (contestation étudiante), j'ai commencé à sortir plus, à connaître plus de gens sur la base... la rue t'apprend toujours et te fait connaître plus de gens, un truc d'ouf de gens, et là j'ai commencé à former plus, j'ai connu le *negro* (Pedro), j'ai connu plus de gars d'ici aussi, et là on a commencé à avoir un truc plus organisé (Juan, étudiant, 19 ans, 2011)

Lorsque certains de ces jeunes militants accèdent à l'université, ils ont accès à une série d'apprentissages politiques qu'ils ne trouvaient pas au lycée. L'accès à une littérature plus spécifique et le temps pour se former se retrouvent dans tous leurs parcours. La plupart des étudiants militants radicaux passent un an ou deux à s'imprégner d'une forte culture politique – avant ou pendant les premières années d'université. Cela leur permet de revendiquer le choix de l'action directe face à d'autres étudiants qui la critiquent, ainsi que d'intégrer des organisations radicales de manière, d'après eux, plus consciente :

Après je suis rentrée ici à la fac, je me suis dédié beaucoup à la lecture. J'ai lu un an entier et je me demandais qu'est-ce que j'allais faire de ma vie parce que je n'aimais pas rester éloignée de la politique en soi, ça ne me plaisait pas d'être un fantôme sans vie, moi je voulais travailler, et comme ça je suis arrivée aux libertaires (Javi, étudiante, 22 ans, 2012)

En général, tous les militants et surtout les plus âgés (étudiants), se montrent très intéressés dans la formation théorique qu'ils revendiquent comme point fondamental de leur militance, c'est une façon de valider leur engagement radical et de se distinguer dans les milieux activistes :

Les *compañeros*, genre tu suivais leurs pas et parfois tu les voyais passer d'un côté comme ça, tu les dépassais, tu sais, comme s'ils n'allaient pas jusqu'au bout, ils ne lisaient pas plus que ça, moi genre un nouvel auteur je le cherchais, je le lisais, ça et ça... Je cherchais beaucoup, je cherchais tellement que j'ai trouvé beaucoup de choses, tu vois. Bon, à cette époque j'ai connu des *compañeros* de ligne plutôt marxiste, ils ont commencé à nous parler plus de marxisme et là j'ai scotché au marxisme quoi « bon je veux lire sur ce truc », et j'ai commencé à étudier le truc, la même chose qu'avant, j'ai commencé à étudier, étudier, tu vois, et à apprendre. (Sandra, étudiante, 30 ans, 2011)

C'est ainsi que la formation devient la limite, la frontière, entre le véritable et le faux activiste. À travers la critique aux jeunes qui refusent de s'imprégner de connaissance théorique, la formation ressort comme l'espace de différenciation et de reconnaissance,

normalement plus apprécié que le courage que quiconque pouvait montrer lors d'une action directe :

L'anarchisme s'est transformé dans une espèce de mode, genre tous les gens qui écoutaient un certain style de musique « ahh je suis anarchiste » jusqu'à aujourd'hui, et moi parfois je leur demandais: « dis-moi, et toi tu penses quoi des théories économiques que propose l'anarchisme ? ». Il y a trois théories, exposées par trois auteurs différents, du coup moi je savais que c'était un truc classique que l'anarchiste n'étudie pas, de l'économie, et je lui demandais combien ils savaient réellement, tu vois. Et rien, ils n'avaient aucune idée quoi, la plupart ne savaient rien du tout, ils ne savaient pas, ils étaient complètement à l'ouest. (Sandra, étudiante, 30 ans, 2011)

Grâce à la lecture d'abord de documents de vulgarisation (fanzines<sup>150</sup>, journaux politiques, biographies de révolutionnaires) et ensuite des ouvrages de formation<sup>151</sup>, les jeunes militants radicaux donnent sens à leur vécu et arrivent à comprendre les contradictions qu'ils vivent dans leur quotidien. C'est aussi à travers la socialisation de textes écrits et le partage qu'en font les militants plus anciens qu'ils recrutent des nouveaux activistes :

Après quand on commence à lire on commence à trouver certaines choses, comme des coïncidences qu'on voit parfois, mais le truc c'est qu'un autre gars l'a vu aussi avec plus de clarté et il le met en évidence, tout simplement. Quand j'ai commencé à lire un peu de marxisme et certains textes, parce qu'on me passait des textes, disons, parce qu'il ne manque jamais, l'ami qui arrive et qui te dit « écoutes lis ce texte », celui qui veut te recruter pour son camp (Sandra, étudiante, 30 ans, 2011)

Le partage se fait toujours sous la forme de la solidarité et l'horizontalité. Il y a souvent un consensus relatif aux documents à discuter lorsque s'organisent des réunions ou des séminaires de discussions politique :

Avec le temps j'ai connu les gars de là-bas et je suis rentré dans le collectif et j'ai commencé à participer, et là dans le collectif il y avait genre des sortes de formations, disons ça, et là j'ai commencé à apprendre des trucs plus théoriques, on peut dire, marxisme, et ils nous envoyaient, et ils nous filaient des textes, et quand même ce qui était bien, je parle de mon expérience, c'était qu'il n'y a jamais eu personne qui soit arrivé nous dire « bon les gars, ça, c'est ce qu'il faut faire ou ça, c'est le point » c'était toujours des choses discutées et accordées (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

Ils reconnaissent en fonction de leur expérience de formation que le changement et la prise de conscience sont possibles. La propagande se transforme ainsi en devoir.

---

<sup>150</sup> Un fanzine est un journal libre, une publication périodique ou non, institutionnellement indépendante, réalisée par des initiés d'un sujet pour d'autres initiés.

<sup>151</sup> Certains jeunes parlent des ouvrages de Marta Harnecker, sociologue chilienne marxiste léniniste qui a à son compte une considérable bibliographie de textes de formation et d'analyses de classique de la littérature révolutionnaire.

L'information permet de sortir de l'ignorance : c'est la façon d'intégrer ses camarades et de préparer le *pueblo* à comprendre et accepter l'action directe, qui est aussi pour eux une forme de propagande :

dans l'organisation où je travaillais, c'était une organisation qui se chargeait seulement de l'information, de sensibiliser, de créer la conscience, et selon cette logique au final toujours il apparaissait des gens sur le chemin, qui ont juste envie de travailler quoi, travailler avec toi, et c'est des gens qui pour une quelconque raison, en lisant des choses, en participant à des forums ou, je ne sais pas, à des manifs, ils ont pris conscience quoi, et si ces gars peuvent prendre conscience, putain moi j'ai pris conscience comme ça quoi, si moi j'ai pu et beaucoup de *compañeros* aussi, selon cette logique les autres gens pourraient aussi. (Javi, étudiante 22 ans, 2012)

### **2.1. La formation dans la pratique : comment l'action directe devient-elle un apprentissage**

Nous avons constaté que l'action directe s'apprend dans un processus qui évolue constamment en fonction de pratiques répressives, changements légaux, ou des représentations de l'opinion publique face à l'action mise en place.

La plupart des jeunes militants qui participent aujourd'hui de manière régulière aux actions directes violentes ont vécu leurs premières expériences radicales lors de rassemblements de rue. Ces militants bien organisés ont commencé leur pratique radicale comme un jeu de lycéens, où l'absence de peur et l'énergie émotionnelle de la situation permettaient une pratique continue de l'action violente. Nous avons observé comment les plus jeunes participants aux actions lors de grands rassemblements pouvaient se battre 6, 7 ou 8 heures de suite contre la police. Cette pratique intensive leur donne le temps d'apprendre la violence, de se former sur le tas, et d'assimiler rapidement le « métier » d'activiste radicale :

Je me souviens que dans un appel à la grève moi et mes *compañeros* on est sortis à dix heures du mat du lycée, et à dix heures du soir on était encore à fond dans les affrontements avec la police et ça te donne l'expérience de rester toute la journée à lutter [...]. C'est l'enjeu de prendre la décision de lutter directement, ça c'était une chose qui a toujours attiré mon attention et à laquelle j'ai adhéré. En fait moi au début, dans les premières manifs où j'ai été je tirais des pierres pour un fait de... ça me donnait confiance quoi, mais après quand tu prends l'habitude, disons, tu comprends mieux comment le faire et tu participes à ça autrement. (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

Bien que pour beaucoup de jeunes les actions de violence, la barricade et la cagoule sont un divertissement, il existe derrière leurs actions une prise de conscience précoce des enjeux sociopolitiques dans lesquels s'insère leur lutte. En effet, la pratique de la violence, même exercée de façon ludique, n'est pas dénuée de sens :

J'ai rencontré des gamins de 14 ans qui comprenaient très clairement ce qu'ils étaient en train de faire, que ce n'était pas juste un jeu, parce qu'il y en a beaucoup pour qui c'est un truc amusant, et ils manquent un peu d'une base politique, mais pour beaucoup d'autres c'était super clair ce qu'il fallait faire. Du coup cette prise de conscience est super importante, la prise de conscience du fait que ton lycée est pourri, que l'éducation est mauvaise... et depuis ça remettre en question aussi le fonctionnement du système, tout ça parmi les gens du collège, moi j'ai vu des conversations super élevées, super profondes, et pourtant tout le monde dit que les seuls qui peuvent penser la réalité c'est les étudiants universitaires (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

La pratique de l'action directe se transforme ainsi dans un élément d'auto-éducation populaire. Les groupes qui s'organisent pour apprendre la violence génèrent par ailleurs des stratégies de formation où la protection est fondamentale. L'auto-éducation et la protection resserrent les liens entre militants lorsque la confiance se centre sur l'être ensemble :

Moi j'ai été en 2006 en train de me battre tous les jours, tous les jours, et ils ne m'ont jamais choppé, et beaucoup de mes *compañeros* qui étaient plus cool et qui n'avaient rien à voir avec ce type d'actions, ils les ont arrêtés, parce que les gars ils savaient pas, il n'y avait pas cette ambiance de groupe qui participe activement dans les actions. Il y a un apprentissage, et puis il y a toujours cette idée de se protéger, de se prévenir et se dire eh fait gaffe par ici, venez par là, tu vois, faites ça, faites ça, du coup tu vois ça c'est des choses que tu peux apprendre seulement là dedans, personne ne peut t'apprendre ça, tu dois le vivre (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

Ainsi la sécurité devient un élément fondamental dans la formation. Derrière cette notion s'élabore une stratégie, qui est mise en place lors de chaque action directe : « certains camarades sont chargés de veiller à la sécurité de tous où il faut être attentif aux moyens de répression utilisée ». Ceux-ci changeant constamment, les stratégies de défense des jeunes doivent être également renouvelées :

Tu ne les as pas tous autour de toi tes *piños*, tu ne sais pas si tous les gars vont bien, si les flics sont rentrés quand tu as commencé à te mobiliser, tu ne sais pas s'ils ont pris quelqu'un ou pas, du coup ça revient la préoccupation pour tes *compañeros*, la préoccupation de ne pas savoir si tous les gars vont bien, si quelqu'un ne va pas bien. Putain, il y a des gars qui sont chargés de s'occuper de ça, c'est des gars qui ne se mêlent en rien dans une sortie, mais c'est les gars chargés d'aller chercher les gens au commissariat, ou de savoir où ils sont ou s'ils les ont choppé ou pas, parce que ça nous est arrivé beaucoup de fois que des gens se perdent et ils disparaissent toute la journée et personne ne sait où ils sont, et ce truc, ça t'affecte quand même, ça t'affecte ne pas savoir, parce que nous quand même on a accordé des points ou on se croise... c'est un truc très stratégique : des endroits spécifiques où tu dois t'arrêter un moment, où te faire voir par quelqu'un de ton *piño* pour qu'il sache que tu es bien et que tu es vivant, comme ça il peut informer que le gars il est là, mais il y a beaucoup de fois où non quoi, beaucoup de fois des gars disparaissent et tu ne sais pas où ils sont (Tania, étudiante, 20 ans, 2012)

Cette formation à la sécurité est due au fait qu'une stratégie répandue de destruction des collectifs d'action directe est de semer le soupçon à l'intérieur de ces derniers. La sécurité devient ainsi parfois une obsession :



Par exemple, ce gars s'était fait chopper et par exemple moi je le voyais dans la rue et je parlais avec lui et tout, et le mec complètement en déprime. Parce que le mec il ne pouvait plus rien faire, la rumeur qu'il était un mouchard était arrivée jusqu'à chez lui, personne ne voulait le voir, n'importe qui voulait le frapper. Et tout le monde connaît tout le monde, moi quand même j'ai essayé de faire comme si... j'ai essayé d'ouvrir un peu le truc, mais en apprenant en même temps tous les enjeux avec la sécurité... vraiment, je ne veux pas partir d'ici en sachant que rien ne va rester. (Matias, étudiant, 23 ans, 2012)

D'autre part, les apprentissages générés lors des mouvements étudiants provoquent des changements parmi les militants, y compris ceux qui ont vécu une socialisation politique de droite. En effet une simple ouverture à la radicalité en politique peut changer leur point de vue. Pour beaucoup de ces jeunes la violence n'est plus illégitime : elle devient un moyen juste, qu'eux ou leurs camarades peuvent utiliser :

moi je crois que oui quoi, que tu génères un apprentissage d'organisation, et beaucoup de mes *compañeros* aussi, parce que j'avais des camarades qui étaient des fachos, mais grave, ils ont appris que les choses étaient vraiment pourries, je crois que regarde le truc du 2006, du 2008, tout ce qui s'est passé l'année dernière (2011), c'était tous des gars qui ont compris petit à petit que la vie qu'ils étaient en train de vivre n'était pas celle qu'ils voulaient vivre, et c'est pour ça que la chose a été tellement massive, essayer de générer un processus d'égalité, et voir aussi que les affrontements n'étaient pas tellement mauvais non plus, j'ai eu beaucoup de camarades qui se sont rendu compte à ce moment-là que les cagoulés n'étaient pas des gars méchants, c'était un truc pour lequel je ne me suis jamais fait de problèmes moi, moi jamais j'ai pensé qu'ils étaient méchants tout au long de ma vie, mais j'ai vu quand même des gens qui ont vu la violence comme une méthode, une méthode qui au final, si tu l'utilises pas ils vont te niquer (Tania, étudiante, 20 ans, 2012)

Enfin, c'est au sein des occupations que les jeunes déclarent participer à un processus de formation complet, avec une théorie et une pratique que se vit au quotidien :

Genre en huitième année (dernière année d'école primaire) j'ai commencé à m'informer. Maintenant qu'on est dans l'occupation, qu'on lit des bouquins, qu'on regarde des documentaires, tout ça. Je crois qu'à chaque fois que... je ne sais pas, cette expérience de l'occupation m'a laissé beaucoup plus de conscience que celle que j'avais, c'est genre on est là, un groupe de jeunes qui échangent des idées, qui construisent la classe populaire, qu'on a une classe populaire, et qu'on peut dire que c'est nous qui sommes en train de la faire, et ne pas attendre qu'un bouquin te dise qu'est-ce que tu dois étudier ou pas. Mais nous-mêmes on est en train de dire : « regarde, c'est ce qui s'est passé », un autre peut donner une autre idée et comme ça on commence notre propre histoire. (Kato, lycéen, 18 ans, 2011)

Comme nous l'avons indiqué dans les deux premières parties de ce chapitre, durant la première moitié des années 2000 la formation et l'action directe se sont construites comme des pratiques qui impliquent des lycéens et des étudiants, mais qui se construisent en dehors de l'espace éducatif. Ce n'est que grâce au mouvement de 2006 que ces pratiques entrent dans ces espaces pour y rester. Cette entrée s'effectue à travers l'occupation, qui produit un bouleversement dans la perception des jeunes et des adultes du

rôle correspondant à ces derniers dans le fonctionnement de l'institution scolaire. Nous analysons maintenant comment se produit cette appropriation.

### **3. *L'occupation et ses éléments normatifs***

Pour comprendre l'importance de l'occupation, nous nous demandons ce que signifie cette pratique dans une société comme la société chilienne. La réponse à cette question passe par la compréhension du type de société qui a été bâti à partir des années 1980, lorsque les politiques néolibérales ont été mises en place dans tous les aspects de la vie sociale chilienne. Le Chili est considéré comme une des régions au monde où les politiques néolibérales ont été appliquées de la manière la plus brutale. Le marché a ainsi envahi la régulation de la totalité du système de droits sociaux. L'aspect le plus extrême s'exprime dans la marchandisation de tous les aspects de la vie quotidienne. La réification de rapports sociaux envahit chaque aspect de la vie des Chiliens.

Dans le domaine de la politique, le néolibéralisme se constitue dans ce que J. L. Rebellato appelle une « démocratie à faible intensité » : il s'agit d'un système qui protège et stimule les processus d'accumulation capitaliste encourageant l'action des individus en tant que consommateurs<sup>152</sup>. La fonction de l'État se circonscrit à identifier les groupes qui mettent en péril le libre fonctionnement du marché et à assurer le maintien de l'ordre social. Ainsi que le souligne M. Foucault<sup>153</sup>, le pouvoir politique s'exerce de plus en plus sur la population. Selon cet auteur, l'État néolibéral cherche d'abord, à rationaliser l'exercice du gouvernement. Cette rationalisation obéit, et c'est là sa spécificité, à la règle interne de l'économie maximale<sup>154</sup>. L'apparition du néolibéralisme – de l'école de Chicago – cherche ensuite à étendre la rationalité du marché, les schémas d'analyse qu'elle propose et les critères de décision qu'elle suggère à des domaines qui ne sont pas considérés a priori comme « économiques »<sup>155</sup>.

La stratégie néolibérale ne se passe donc pas de l'État, comme le propose son versant théorique : elle réduit ses fonctions, le spécialise et se l'approprie, concevant un État-marché fonctionnel au système économique. Du point de vue culturel et idéologique, cette stratégie considère un citoyen uniquement dans ses dimensions de

---

<sup>152</sup> REBELLATO J. L., "La globalización y su impacto educativo-cultural. El nuevo horizonte posible", en *Revista de la Multiversidad Franciscana de América Latina*, N° 8, Montevideo, 1998, pp. 23-51.

<sup>153</sup> FOUCAULT M., *La Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978-1979)*, Paris, Hautes études, EHESS-Gallimard-Seuil, 2004.

<sup>154</sup> FOUCAULT M., *Dits et écrits II, 1976-1988*, Paris, Quarto Gallimard, 2001, p. 819.

<sup>155</sup> *Ibidem*, p. 824

producteur/consommateur face au processus de « prolétarisation<sup>156</sup> » dont nous avons fait référence plus haut. La seule manière de développer l'action individuelle réside alors dans les possibilités que le marché offre aux sujets en fonction des dimensions signalées (producteur/consommateur). Par ailleurs, comme l'indique J. Rebellato, les inégalités deviennent, intrinsèquement, une valeur positive pour la logique néolibérale<sup>157</sup>. En analysant l'organisation capitaliste du travail et son rôle dans la construction du sentiment d'injustice, A. Honneth signale par ailleurs deux conséquences relatives à cette situation d'inégalité. Premièrement « l'existence d'une société de classes fondée sur les inégalités de chances entre les différents acteurs de la production entraîne une inégalité durable de perspectives de reconnaissance sociale »<sup>158</sup>. Ainsi, dans les groupes professionnels les moins qualifiés, essentiellement tournés vers les activités manuelles, cette répartition inégale de la dignité sociale limite drastiquement la possibilité de développer un sentiment de respect de soi. Deuxièmement, cette société de classes capitaliste contribue à déterminer le degré de liberté et le pouvoir de contrôle dont jouissent les différentes activités. Ainsi les membres de classes défavorisées sont condamnés au sein de l'entreprise à des activités monotones, ne laissant aucune place à l'initiative individuelle.

De ce fait, un système où la non-satisfaction des besoins produit la peur constante de la perte du travail, de l'endettement, de tomber malade sans assurance santé, etc., donne lieu à un état de compétition quotidienne pour le secours individuel. Le rôle qui reste aux classes populaires est d'être soumis à l'exploitation quotidienne et à la domination. C'est pourquoi le succès économique et politique du Chili doit être regardé à partir de la logique suivante : discipliner, atomiser, endetter et effrayer les classes populaires et moyennes en général.

Cet aperçu de la situation dans laquelle se trouve la société chilienne permet de comprendre que la possibilité d'une action individuelle au nom d'un collectif, comme l'occupation, perturbe l'ordre social établi. L'occupation en tant que monde social nouveau, devient de ce fait une réponse critique à la logique de fonctionnement néolibérale. Les jeunes élucident et cherchent à résoudre le problème auquel ils sont

---

<sup>156</sup> GONZALEZ J., *op. cit.*, p. 399

<sup>157</sup> Même si nombreux auteurs observent les inégalités comme une conséquence assumée, centrant la valeur dans le mérite ou le primat de l'individu.

<sup>158</sup> HONNETH A., *La société du mépris, op. cit.*, p. 221

confrontés. Ils se constituent en collectif notamment pour l'identification, la définition, l'élucidation et, éventuellement, la résolution d'une situation problématique<sup>159</sup>.

Si l'on essaye de comprendre quels sont les motifs qui conduisent les jeunes à se constituer en collectif pour réaliser une occupation, outre des problèmes éducatifs qui sont ici l'élément déclencheur, mais pas une cause réelle de cette pratique radicale, nous trouvons essentiellement le refus de collaborer avec les institutions génératrices de la normativité hégémonique. Il s'agit donc d'un simple refus d'obéir. Celui-ci n'implique pas nécessairement de violence physique. Pourtant, le passage du simple refus d'obéir à l'intention de créer un contre-pouvoir, autrement dit de passer de la croyance mutuelle à l'intentionnalité collective, signifie passer à l'acte, avec en première instance des changements normatifs qui prennent la forme de ce que l'on pourrait appeler des institutions de démocratie directe, de consensus et de médiation. Ce que l'on doit considérer comme idéal en rapport avec une forme de vie sociale dépendrait donc de la manière dont les membres de la société peuvent parvenir, grâce à une formation de la volonté organisée sur un mode démocratique, à un consensus sur le type d'évolution sociale souhaitable.

Comme l'explique D. Graeber, le peuple n'est donc plus seulement l'objet de la révolution, il en devient le sujet. Sa libération ne sera pas le fruit d'agents extérieurs. L'émancipation, pour être consistante et durable, doit se faire auto-émancipation. Ainsi dans des sociétés très inégalitaires comme la société chilienne, le contre-pouvoir, en tant que creuset des représentations, est responsable de la création de nouvelles formes sociales, de la revalorisation ou de la transformation de formes anciennes<sup>160</sup>.

En outre, si nous prenons ces pratiques en tant qu'élément faisant partie d'une lutte pour la reconnaissance, il existe, selon A. Honneth, la conviction que seule la destruction des formes juridiques de reconnaissance – c'est-à-dire les formes de producteur/consommateur – permet de prendre conscience de ce qui, dans les rapports intersubjectifs, peut servir de fondement à une communauté éthique à partir de laquelle une « communauté de libres citoyens » peut effectivement voir le jour. De ce fait, une action radicale dans l'illégalité peut être justifiée, car ce sont les conflits sociaux contre lesquels se brise la vie éthique naturelle qui poussent aussi les sujets à se reconnaître mutuellement

---

<sup>159</sup> QUERE L., TERZI C., « Pour une sociologie pragmatiste de l'expérience publique », *SociologieS* [En ligne], Dossiers, Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations, mis en ligne le 23 février 2015, consulté le 23 février 2015. URL : <http://sociologies.revues.org/4949>

<sup>160</sup> GRAEBER D., *op. cit.*, pp. 58-59

comme des personnes à la fois dépendantes les unes des autres et néanmoins entièrement individualisées<sup>161</sup>, les actes illégaux jouant un rôle constructif dans le processus de formation éthique, pour autant qu'ils sont capables de déclencher ces conflits sociaux.

Or, d'un point de vue pratique, nous pouvons nous demander comment se met en place l'occupation ? Quelles sont ses sources historiques et les pratiques concrètes qui la composent ?

Dans le chapitre précédent, nous avons brièvement signalé en quoi la naissance de l'occupation est liée en partie à une tradition des *pobladores* qui ont occupé (*tomado*) des terrains sur lesquels étaient construits des logements afin d'obtenir une solution à la crise du logement qui a marqué le Chili tout au long du XXe siècle. De ce fait, la *toma* (occupation) constitue certainement la pratique d'action directe la plus symbolique au Chili. Par ailleurs, l'occupation de maisons abandonnées par des jeunes s'inspirant d'expériences venues d'Europe s'est développée depuis les années 1990. Les maisons *okupas*, sont en effet des squats<sup>162</sup> où se développent des activités culturelles, politiques et de formation. L'utilisation en tant que lieu d'habitation est aussi importante, mais pas nécessaire. Comme le signalent T. Aguilera et F. Bouillon, leurs habitants se distinguent en ce qu'ils produisent et rendent public un discours contestataire relatif à la ville et à la société<sup>163</sup>, mais la solution aux problèmes de logement n'est pas leur fin ultime.

La *toma* et l'*okupa* sont issues des deux traditions politiques différentes. La première est la conséquence de luttes de *pobladores* et d'ouvriers soutenues par les partis de gauche marxiste, tandis que l'*okupa* est issue d'une tradition politique anarchiste. Ces deux traditions, ainsi que la pratique de la *toma* exercée par les étudiants lors des mobilisations universitaires – beaucoup moins massives et de courte durée – influencent la mise en pratique d'une nouvelle forme d'occupation exprimée lors de la révolte des pingouins en 2006 et instaurée définitivement avec le mouvement de 2011.

L'extrait suivant illustre comment une pratique similaire correspondant à deux traditions différentes se retrouve dans la vie d'une jeune activiste. Cela illustre comment

---

<sup>161</sup> HONNETH AXEL, *La lutte pour la reconnaissance*, op. cit., p. 45

<sup>162</sup> Le squat peut se définir comme l'action d'occupation illégale d'un lieu en vue de son habitation ou de son utilisation collective. Il peut désigner aussi bien le lieu occupé que l'action d'occupation. PECHU C., « Squat », *Dictionnaire des mouvements sociaux*, FILLIEULE O., MATHIEU L., PECHU C. (Dir.) Paris, Presse de science Po, 2009, p. 524

<sup>163</sup> AGUILERA T., BOUILLON F., « Le squat, un droit à la ville en actes », *Mouvements* 2013/2 (n° 74), p. 133

l'expérience du quotidien et l'interaction avec leurs semblables permettent le basculement d'une identité en quête d'un positionnement politique :

Un jour j'ai accompagné une copine chez elle et je vois cette maison. Il y avait juste les bases, disons, il y avait pas de grilles, rien du tout, et je lui demande : et cette maison-là ? Rien, elle me dit, « ça fait deux ans qu'elle est abandonnée »... Aahhh c'est vrai ? Alors, je suis rentrée une nuit, j'ai regardé dedans, elle était bien, il y avait des tags dedans, crade comme tout. Bah! Elle est bien quoi, et comme j'étais en train de me faire virer de chez moi, j'ai dit à mon copain : tu sais, je veux partir de chez moi parce qu'ils veulent me virer, etcetera – moi aussi je veux partir de chez moi – me dit-il – ah super, j'ai vu une maison, je lui ai dit, elle est abandonnée – comment ça abandonnée ? – personne ne vit là-dedans – ah bah, on va l'occuper alors ! – et on l'a occupée avec deux autres couples, deux amis plus leurs copines. Et on a occupé la maison, on était six en total et on a occupé la maison, on a commencé à la ranger et comme pour magie, disons, comme moi j'avais connu, à mon arrivée à Santiago, des copains d'ici, eh bah ils ont débarqué, une *okupa* ils ont dit, ils lui ont trouvé un nom tout de suite, ils l'ont baptisée et tout, ce n'était pas une *okupa*, c'était une *toma* pour nous, et là j'ai compris le trip plus *okupa*. Après un ou deux ans que je vivais là-bas, j'étais déjà à fond avec l'anarchisme, j'étais anarchiste (Sandra, étudiante, 30 ans, 2011)

Pour les plus jeunes, il est évident que la maison *okupa* possède une importance beaucoup plus significative : pour certains ce type de pratique a été en effet une première expérience dans leur parcours. Ces maisons ont en outre donné aux jeunes l'accès à des activités culturelles qui leur avaient été niées par les espaces institutionnels, principalement par l'école. La *toma* demeure néanmoins un événement mémoriel, lié surtout aux expériences de leurs grands-parents.

Très tôt le fonctionnement des maisons *okupa* montre des caractéristiques qui seront mises en place lors des occupations de lycées : l'itinérance et l'entraide surgit des contraintes que signifie vivre dans l'illégalité. Ce sont les premiers changements par rapport à la normativité hégémonique. L'occupation devient une forme de vie itinérante, constamment délogée : les occupants passent d'une maison à une autre, sans difficulté. Pourtant on observe déjà certaines tensions entre les différents participants d'une *okupa*, liées principalement à la consommation d'alcool et drogues. Ces tensions seront neutralisées lors des occupations de lycées avec un autocontrôle très respecté :

À cette époque, nous, on était très proches des gens de *la marraqueta* (squat), du coup quand ils les ont délogés nous on est allé chez eux (pour défendre le squat), et quand nous on a reçu l'avis d'expulsion eux ils sont venus nous voir et ils ne nous ont pas délogés à la date prévue, mais genre un mois après, du coup ils nous ont pris par surprise et c'était la merde quoi [...]. Bon, du coup moi, après ça, j'ai trainé dans plusieurs squats, une fois, à cette même période, on a aidé des filles à ouvrir une maison ici (Estación Central), et j'ai vécu un temps là-bas aussi. Du coup je restais quelques jours par ici et quelques jours par-là [...], mais je crois que dans certains moments ça me fait chier le manque d'engagement et de responsabilité, moi j'ai été super responsable, genre j'ai vécu quatre ans dans une *okupa*, du coup la vision que tu as de cette espace, comme d'une certaine façon propre, dans le sens que c'est un espace pour lequel tu as fait des efforts [...] c'était genre la mode du moment d'aller vivre dans une *okupa*, c'était

cool quoi, ça s'est transformé en une mode le truc. N'importe qui arrivait sans aucune base ou idée remarquable, ils venaient se bourrer la gueule et faire la fête, et la plupart d'eux après rentrait chez eux la nuit, du coup ils venaient seulement trainer ici (Sandra, étudiante, 30 ans, 2011)

Lorsque l'on se demande en quoi consiste une occupation de lycée, la réponse est simple : il s'agit d'une rencontre de pairs où se construit une réalité différente et où se produit une culture de la solidarité<sup>164</sup>. Les jeunes qui participent à l'occupation n'ont jamais participé à ce type d'action et doivent apprendre des routines, des mécanismes d'information et de décision. L'assemblée devient rapidement dans cette construction de normes la façon de résoudre les différences, et de préparer le quotidien. Les jeunes organisent rapidement des rencontres avec les protagonistes d'autres occupations générant un travail territorial rarement vu au sein de l'institution scolaire. Pourtant, les rencontres les plus importantes se génèrent à l'intérieur de l'occupation : les camarades qui s'y retrouvent partagent les mêmes idées politiques et une morale politique semblable. Pour tous, il s'agit d'un moment de politisation très puissant :

Et là je suis parti à l'occupation et là quand ma mère m'a dit t'inquiètes pas, tu peux venir à la maison, alors je suis parti vivre chez ma mère à Pudahuel sud. En fait pas vraiment à vivre : j'allais là-bas pour me changer de vêtements et me doucher, mais l'occupation a duré presque quatre semaines et moi je suis resté là-bas toutes les nuits [...]. Puis bien sûr, j'ai participé pendant toute l'occupation, en tant que groupe collectif et tout ça, en plus on a connu beaucoup de gars qu'on voit parfois au collège tu vois, qui sont et tu vois qu'il y a des gens qui s'intéressent quand même. Je crois qu'aujourd'hui pour beaucoup de gens qui sont dans ce truc, l'année 2006 a dû les marquer beaucoup dans le sens que beaucoup de ces gens sont arrivés cette année-là à se sentir genre identifié avec une question politique, parce qu'avant 2006, je ne sais pas, moi et beaucoup de mes camarades on allait aux manif, mais juste parce qu'on était des étudiants, pour l'unité des étudiants, mais pas pour un truc plus politique (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

L'ouverture ne se développe pas uniquement en termes politiques. Elle émerge également dans d'autres situations problématiques qui, jusqu'alors, avaient été effacées des débats sur les jeunes. Ainsi, des lycéens homosexuels et lycéennes lesbiennes qui revendiquent leur orientation sexuelle se font remarquer, les débats sortent de la sphère politique pour s'installer sur le terrain des questions morales. L'occupation est le contexte précis pour manifester ouvertement une option sexuelle, le droit à la vivre et à l'exprimer<sup>165</sup>.

---

<sup>164</sup> Les « cultures de la solidarité » sont de fait des processus culturels où se conjuguent des temporalités sur le moyen et sur le court terme. CEFAL D., *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, La découverte MAUSS, Paris, 2007, p. 509

<sup>165</sup> AGUILERA RUIZ O., "Acontecimiento y acción colectiva juvenil. El antes, durante y después de la rebelión de los estudiantes chilenos en el 2006", *op. cit.*, p. 19

Le temps dédié aux discussions se voit ainsi favorisé par l'autogestion d'apprentissages mise en place afin d'occuper le temps disponible. Les lycéens invitent des étudiants et des enseignants universitaires afin de recevoir une formation pendant l'occupation. Celle-ci se focalise sur les aspects politiques, mais les débats portent également sur la sexualité, les soins, les grossesses adolescentes, etc. L'organisation et l'autogestion de leur éducation nées ainsi pour la première fois d'une réflexion fondée sur leurs expériences et leurs besoins :

les gars sur la base de leurs expériences ils étaient en train de discuter des trucs super importants, ils menaient des expériences super importantes, autogérer ce qu'ils voulaient étudier, toute cette autogestion qu'il y a eu dans les lycées ça se maintient quoi, c'est des expériences qui vont continuer dans le futur, enfin pour moi ça doit continuer et se maintenir, on a déjà créé cette expérience, c'est pour ça que ces mêmes gars qui ont participé à la mobilisation des pingouins, et qui l'année dernière ont perdu leur année scolaire, beaucoup d'entre eux ils vont rentrer à la fac et je crois que l'année prochaine on va voir quelque chose de très similaire à ce qui s'est passé avant (2011). (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

L'occupation se construit ainsi sur la base d'une série d'éléments d'une pratique radicale non-violente. Pourtant, le versant de l'illégalité représenté par les actions violentes devient aussi important lors de ces périodes. Durant les occupations tous participent directement ou indirectement aux barrages de routes, aux barricades, et tout autre genre de sabotage pouvant être réalisé par les lycéens et les étudiants. Ces actions forment ceux qui ne sont pas nécessairement habitués, et ceux qui possèdent l'expérience deviennent des formateurs :

Mais oui, l'année dernière c'était quand il y a eu le plus d'activités politiques, de manifs, de barrages de rues. J'ai participé à l'occupation d'ici. Je me souviens qu'un jour on s'est organisés pour fermer tout le périmètre de la fac, c'était très drôle (rires), parce que des gens qui n'avaient jamais fait un barrage de rue ils sont sortis et je me souviens qu'on est restés presque toute la nuit à organiser le truc et le matin, et puis cette nuit je me souviens que j'étais rentré tôt à l'occupation, j'étais très fatiguée et je voyais à la télé qu'on avait coupé tout le centre, on avait coupé l'Alameda (avenue principale du Chili), derrière, Jotabeche, c'était le bordel et c'était genre : les gens peuvent !, c'était des gens super normaux, des gens du commun qui ont senti que couper toute la... tout le périmètre servait pour soutenir la grève, du coup au final je le valide quand même d'une certaine façon, ça avait du sens pour beaucoup de gens (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

### **3.1. « L'illégalisme » : de l'occupation au rassemblement de rue**

Parmi les étapes de la transformation d'un mode individuel de résistance en mode collectif de contestation, la radicalisation est le point final. L'occupation en soi est, comme



le signale C. Péchu, un « illégalisme sectoriel<sup>166</sup> ». Cette illégalité s'observe à deux moments. D'abord, lors de l'entrée dans l'établissement scolaire, souvent en sautant les murs pour ensuite enchaîner les portes. Ce moment, bien qu'« offensif », est en général pacifique, car l'action est basée sur la surprise et même si un gardien se trouve dans l'établissement, il affronte rarement les jeunes. L'action radicale se produit par contre lors de l'étape « défensive », autrement dit durant le maintien et la résistance à l'expulsion. Par ailleurs, l'existence même de l'occupation est un « fait insurrectionnel » qui se transforme en « propagande par le fait<sup>167</sup> » et comme l'explique C. Péchu, il y a surtout, dans la propagande par le fait, l'idée de la mise en œuvre de l'illégalité<sup>168</sup>. Cette propagande se reflète dans l'occupation même qui investit un espace de manière radicale et dans les actions de violence organisées par les jeunes suivant la logique du sabotage, la coupure de rues et la barricade que l'on pourrait considérer « offensive ».

En ce qui concerne le ressenti des jeunes, le fait d'être hors la loi leur donne une motivation additionnelle. La peur devient une émotion qui les mobilise et les fait se sentir plus vifs : ils sentent que les choses peuvent changer :

Moi j'avais déjà trainé avec les lycéens. J'allais aux manif d'ici et là, là j'ai commencé à apprendre comment bouger dans la rue dans ce sens. Je sentais la peur de me faire arrêter, je sentais que je pouvais, cette force que tu as pour rester en dehors de la loi pendant un moment, d'une certaine façon tu peux faire ce que tu veux et je me suis rendu compte que ça, quand même, ça me donnait un peu plus de vie, et tu te rends compte que tu peux quand même faire des trucs, bien que petits et même si les gens disent que ça ne sert à rien (Matias, étudiant, 23 ans, 2012)

Comme nous l'avons signalé, pour beaucoup de jeunes, les premières expériences de violence se déroulent lors des occupations : lorsque la police essaye de les déloger, ils justifient l'usage de la violence par l'appel à la résistance. Leur réflexion repose sur le fait que lors du délogement, avec ou sans résistance, il y a de fortes probabilités de se faire frapper par la police : avec la résistance violente, ils sentent qu'au moins ils se sont battus. La résistance passe surtout par l'appropriation qu'ils ont faite de leur occupation. Ils arrivent même à décrire leurs lycées comme une extension d'eux-mêmes :

---

<sup>166</sup> PECHU C., « Entre résistance et contestation. La genèse du squat comme mode d'action », *Travaux de science politique de l'Université de Lausanne*, n° 24, 2006.

<sup>167</sup> Parmi les opinions de jeunes se trouve souvent comme justification à ce type d'action en tant que propagande la même justification donnée par les anarchistes du début du XXe : les ouvriers et les paysans sont censés être trop éreintés pour avoir le loisir de réfléchir à leur sort, et la propagande par le fait est ainsi une « leçon de choses » de socialisme. L'expression est de James Guillaume, *L'Internationale : documents et souvenirs*, t. IV, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1910, p.116, cité in MAITRON J., *Le mouvement anarchiste en France*, t.1, Paris, Gallimard, coll. « Tel », 1992, p.76.

<sup>168</sup> PECHU C., « Entre résistance et contestation. La genèse du squat comme mode d'action », *op. cit.*, p. 26

la première fois que j'ai fait un truc comme ça, c'était pour le délogement de mon lycée, où on a dit : « non le délogement on va l'empêcher et on va l'éclipser, ou lui résister avec violence », ce qui était la seule manière de résister à ces connards (police), parce qu'on savait bien que s'ils arrivent à nous choper tous ces enculés ils allaient nous tabasser, ils allaient nous frapper dans le bus du coup on a résisté avec violence, là on s'est cagoulés, on a fait des groupes de collecte de pierres, certains ont amené les bombes de peinture, d'autres ont sorti les Molotov, et là on se change complètement, là c'était la première fois que j'ai mené une guerre contre les flics sur la base d'une injustice, finalement le lycée est à toi, le lycée c'est pas au directeur, parce que le directeur sans élèves il fait quoi ? Rien quoi, il n'est personne, c'est nous ceux qui donnons la vie aux lycées, aux instituts, aux universités (Juan, étudiant, 19 ans, 2011)

C'est en effet l'appropriation de l'espace qui amène les jeunes à la défense de l'occupation. À l'intérieur de ce lieu ils expriment d'autres pratiques, ils modifient l'espace à leur image, et génèrent de nouveaux liens d'interdépendance avec leurs semblables. De ce fait, la résistance et la violence qui l'accompagne deviennent une condition de l'occupation :

À part ça, nous, on avait des actes culturels, des *toccatas*, on avait peint tout le lycée quand même, et on a résisté avec violence, et là c'était la première fois où j'ai tiré une bombe de peinture, où je me suis cagoulé, je ne sais pas...où j'ai justifié ce truc avec une consigne, avec un cri, mais ce truc je l'ai vécu une seule fois... c'était pour le délogement (Juan, étudiant, 19 ans, 2011)

Toutefois, dans cette expérience les jeunes n'ont jamais été seuls : souvent, d'autres militants les forment dans ce passage vers l'illégalité. Cela se produit à travers des *pobladores* qui vont leur donner leur appui matériel et tactique, ou des étudiants anciens élèves du lycée qui vont s'inviter à l'occupation. La formation rapide sur le tas s'apprécie dans leurs phrases qui mêlent un discours appris avec des notions issues de leur socialisation familiale :

On y est rentrés de plus en plus quand même (à couper les rues), tu vois, au-delà du fait que ça nous ait plu l'attitude et la sensation d'être là, dans une barricade, de tout organiser, de voir arriver la police, avec les bombes lacrymogènes, avec les canons à eau, tu vois, c'est quand même super pour n'importe qui, tu vois, mais en même temps tu es conscient de ce que tu es en train de faire, c'est pour ça que tu ramènes toujours un tract, un drapeau, etcetera, tu vois, un truc qui te représente quoi. (Nina, lycéenne, 16 ans, 2011)

Dans cet apprentissage, ils vont rapidement comprendre l'importance de la propagande. Cela les oblige à lire, à penser des consignes politiques et à préparer des pamphlets :

Nous au début on faisait des barrages un peu au pif, et ils nous ont appris que non, que quand on faisait un barrage il fallait expliquer pourquoi, avec des tracts où tu faisais un discours, mais les barrages c'est des trucs organisés, pour que ça marche ça doit être bien organisé, ce n'est pas au pif. (Tito, lycéen, 18 ans, 2011)

Même la gestion de la violence est transformée. Chaque matin dans tous les établissements occupés des barricades sont allumées : elles génèrent ainsi un chaos routier, car les coupures de rues ne se réalisent plus exclusivement dans le centre-ville lors de rassemblement ou dans la périphérie les jours de commémoration. La barricade devient une pratique quotidienne défendue dans chaque lieu où il y a un lycée occupé. La dispersion et l'action spontanée deviennent les nouvelles stratégies face à l'absence de groupes politiques traditionnels qui centralisent le mouvement :

La dispersion a fait qu'ils (la police) se mobilisent à des milliers d'endroits simultanément, tu vois. Et moi je crois même que certains (jeunes) l'ont intégré de façon préconçue en sachant quel allait être l'effet de tout ça. Il peut y avoir certaines organisations politiques qui se sont organisées comme ça, et d'autres non. Moi je crois que dans sa nature, là où ils se sont désintégrés, et séparés, le truc (organisation) a gardé cette forme, il est tombé comme ça dans l'échiquier, il est tombé comme ça (Sandra, étudiante, 30 ans, 2011)

Au sein de l'occupation s'organisent aussi les groupes qui vont participer aux rassemblements. Ils se servent alors des lieux occupés pour préparer les cocktails Molotov et les bombes de peintures. Ils apprendront également au sein de l'occupation à se cagouler, à se donner les rôles et les directives à suivre s'ils sont arrêtés :

Bah j'étais avec une copine et on courrait parce que le canon à eau nous poursuivait et ils lançaient beaucoup de lacrymogènes, et moi j'étais avec ma copine et je me suis cagoulée et j'ai commencée à me défendre quoi, et à lancer (des pierres) aux flics qui étaient plus en arrière pour qu'ils arrêtent de nous poursuivre et ils ne pouvaient pas nous chopper, du coup j'ai commencé comme ça, en lançant des *camotes* (cailloux), des bombes de peinture... (Pia, lycéenne, 13 ans, 2011)

Après une première participation toujours justifiée en tant qu'acte de défense face à l'agression de la police, les jeunes acquièrent une confiance suffisante pour passer à l'offensive. Toujours soutenus par leurs camarades, se produit alors une énergie émotionnelle guidée par la solidarité et le sens de camaraderie :

Maintenant, je me souviens bien comment c'était, la première fois que j'ai participé au lancement des pierres. Je me souviens que le canon à eau s'approchait et moi j'allais m'enfuir, et j'étais avec mes camarades du collège et là un d'entre eux m'a dit : « tu vas où ? Il ne faut pas s'échapper maintenant, il faut aller de l'autre côté ». Tu vois – il m'a dit ça. « Bon, mais du coup qu'est-ce qu'on fait ? » je lui dis, et il me répond : « tu dois te mettre une cagoule et on part vers là-bas » - « ça marche ». C'était comme s'il fallait aller aider tous les autres, et là tu te rends compte que plus de gens se rejoignent, un, deux, trois, quatre, ils commencent à y aller tous, comme un truc de masse [...] allez! on va jeter des pierres aux flics et on est partis lancer des pierres aux flics, et c'était un truc genre de défense, je crois que ça, c'est le truc, le point de la question c'est se défendre si eux ils nous attaquent (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

Les premières actions directes violentes seront aussi un moyen de repérer de nouveaux militants parmi ceux qui se montrent les plus audacieux ou les plus radicaux dans leurs discours ou pratiques. Les jeunes militants plus expérimentés cherchent souvent un profil pour remplir certaines tâches lors des sabotages, mais ils cherchent surtout de jeunes manifestants avec un engagement politique évident, qui abandonnent les revendications étudiantes pour revendiquer des changements radicaux dans la société :

mais oui c'était ça, c'était un gars qui a compris qu'on était dans certains trucs, en essayant d'organiser quelque chose d'un point de vue plus révolutionnaire ou plus radical, à partir, comme je te disais, du collectif... les tracts et les choses qu'on tirait allaient plus loin que la question étudiante. Je me souviens qu'à cette époque il y avait les Mapuche en grève et on lançait des infos sur ça, sur les gars qui étaient emprisonnés ou pour commémorer des dates, le 29 mars, des trucs qui dépassent la question purement étudiante. Du coup ça je vois que c'est un pas qu'on fait et que c'est important de sortir de la question purement étudiante pour passer à une question plus générale. Du coup, là, dans cette ambiance, dans ce contexte, les gars nous ont contactés, pour le dire comme ça, bien discrètement : « eh les gars on y va ? » et on y est allé, on est allé là-bas et on a participé pour la première fois à l'activité. Je me rappelle qu'on était seulement deux, c'était moi et mon pote, qui était un peu le plus proche, tu vois, et ils nous ont dit : « bon, comme pour vous c'est la première fois, au moins avec nous ». Ils ne nous ont pas demandé si on y avait participé avant, ils ne nous ont rien expliqué. Ils ont dit : « vous allez avoir des missions plus simples ». On a ramené la pancarte, on l'a placée et d'autres gars, qui avaient plus d'expérience, allaient s'occuper du côté opératif, et là après la deuxième, troisième fois, tu te laisses aller, tu prends confiance, comme on dit, et tu passes en première ligne, mais oui mec, quand tu es là tu sens que tu es en train de faire quelque chose de beaucoup plus sérieux, si on peut dire comme ça, ce n'est plus la même chose après, c'est un groupe plus restreint, il faut une organisation (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

Les jeunes militants radicaux voient en effet dans les rassemblements étudiants une forme de poursuite de leur lutte, même si l'action directe dans ces événements est critiquée par une partie des participants arborant un discours antiviolence. Les militants radicaux considèrent l'action directe lors des défilés comme un moyen valide de propagande :

Il y a des fois où tu organises les actions ou tu participes à l'organisation directe des actions, et ce n'est pas une question de profiter du contexte ou de la manif, mais c'est plutôt assumer la possibilité de voir dans l'action directe une forme de manifester la lutte, en dehors du contexte établi (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

D'autre part, il y a aussi une solidarité et une entraide qui se manifeste lors de rassemblements ou lors d'actions directes plus organisées liées au conflit étudiant. La prise de conscience de risques ainsi que la participation massive à l'illégalité génèrent une force symbolique chez l'ensemble des participants :

On est en danger et tu dois l'aider, ou tu es là dans la position même et, bon, ça, c'est quand même une situation qui arrive dans ce contexte des sorties (activités de sabotage), tu me vois, on est tous pareils, on est tous égaux et ici on doit être tous avec tous. Il ne va pas y avoir un mec qui va juste détruire le truc, non quoi, si on est tous ici et on doit se protéger entre tous et

faire les choses ensemble, on arrive ensemble et on part ensemble, on se préoccupe que tout le monde soit bien rentré chez lui, se voir tous le jour d'après [...]. À ce moment on est tous ensemble, je crois que ça donne beaucoup de force symbolique au truc, tout comme le fait que tu vois 40 personnes là et tu ne puisses pas savoir qui est qui (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

La peur de la surveillance les amène à percevoir la protection de l'autre comme nécessaire, car cela implique leur propre protection. Les jeunes interviewés perçoivent la persécution de l'intelligence policière, et surtout un contrôle accru vers la population afin d'éviter un soulèvement :

Je crois qu'on est tous très enquêté, on est... même s'ils le font discrètement, on sait qu'ils nous contrôlent les téléphones, on est sur écoute, ils nous kidnappent, ils nous interrogent, on est enquêté pour l'affaire des bombes, certains *compañeros*, pas moi (Pedro, étudiant, 19 ans, 2011)

Cette perception d'une surveillance accrue va de pair avec la responsabilité pénale qu'implique l'illégalité. Lorsqu'ils passent du lycée à l'université, les risques sont plus élevés et la possibilité d'aller en prison certaine :

Enfin moi je comprends que le passage à la fac a marqué une différence avec le lycée, parce qu'au lycée, quand tu vas aux manif tu lances des pierres, mais c'est presque un truc de gamins, de lycéens, mais ce n'était pas un truc où tu assumes la responsabilité de ce que tu fais, tu vois ? Au contraire à la fac ça se voit cette différence, parce que tu te places dans une posture plus responsable et consciente de ce que tu fais et des conséquences que ça peut porter et là je crois que ça, c'est ce qui fait la différence au moment de participer et pourquoi, que ça te plaît, mais après oui ça te plaît de participer, mais aussi tu assumes les risques de ton engagement (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

Cette peur n'est pourtant pas seulement liée aux responsabilités pénales : elle est également attachée à la peur de l'exclusion du groupe de militants, chose que ne se produit pas chez les lycéens. L'expérience de la prison est ce que craignent le plus ceux qui s'engagent sérieusement dans une militance politique radicale :

Mais oui putain, j'ai assumé que l'unique voie faisable, oui c'est une voie risquée, oui c'est une voie qui implique pas mal de problèmes, ça implique penser que tu peux te faire arrêter. Merde, moi j'ai beaucoup d'amis qui se sont fait arrêter et tu ne peux pas aller les voir parce qu'au final c'est comme une loi, si un ami à toi se fait arrêter, putain, il va y avoir des gens qui vont se charger d'aller le voir, de parler avec eux, mais toi tu peux pas, tu ne peux pas parce que ça peut t'affecter toi, et si ça t'affecte toi ça peut affecter aussi tes *compañeros* qui sont encore dehors, et ça, c'est la peur la plus grande qu'ont beaucoup de gars. Le fait de réaliser que tu peux finir en taule et que tu peux rester tout seul, et rester seul signifie commencer à penser, penser si les trucs que tu étais en train de faire dehors, bah si ça valait tellement le coup au point de perdre ta propre liberté quoi, bon par rapport au paramètre de liberté qui existe aujourd'hui, qui est quand même très limité (Javi, étudiante, 22 ans, 2012)

En fonction de ces contraintes, nous observons une organisation différente de l'illégalité chez les étudiants. L'action directe à l'université se réalise au travers de petits

groupes qui organisent des actions de sabotage ponctuelles. Ces groupes suivent la même tactique que celle des groupes subversifs des années de dictature, avec évidemment un pouvoir de nuisance moins élevé :

Dans le milieu de la fac, il y a une autre ambiance, surtout par rapport aux sorties. On se pense en tant que groupe. Je ne sais pas si c'est quand même dispersé dans le sens qu'il y a pas une unité idéologique entre ceux qui participent, mais ils ont quand même cette idée qu'il faut faire quelque chose et il faut mener des actions et, au moins dans ce contexte, ça, c'est la forme qu'on a adoptée, quand même vieille, pas tellement vieille, ça doit être des années 1990, ce truc des sorties, plus anciennes. Et voilà quoi, à ce point-là j'ai viré, dans le sens qu'on ne doit pas attendre les dates ou se retrouver le jour de la manif pour faire des trucs, mais on peut, avec l'organisation, on peut mener des actions quand on le juge opportun, ou commémorer des dates qui ne sont pas si massives parfois (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

Nous observons donc dans le cadre universitaire deux types d'actions directes violentes. D'une part, les actions commémoratives habituellement attendues par la police et par les autorités, où tout un dispositif de sécurité et de répression est mis en place à l'avance, où les médias envoient des journalistes sur place, les transports publics modifient leur parcours habituel, les magasins ferment, etc. D'autre part, les actions planifiées qui cherchent à maintenir une situation de contestation sur le long terme à travers la surprise et une dimension spectaculaire :

Tu as des trucs qui sont commémoratifs, comme le truc de Catrileo (Matias), celui des frères Vergara. C'est des dates commémoratives et les gens au final ils les voient comme ça aussi. Tu le vois comme un truc, genre, tu vois que leurs morts ce n'est pas des trucs qui sont restés impunis au final. Ces sorties-là, putain moi j'aime pas trop, mais pour moi quand même c'est des sorties commémoratives. Sinon tu as des sorties qui sont planifiées, putain, pour des raisons différentes, moins connues (Javi, étudiante, 22 ans, 2012)

En résumé, nous pouvons montrer qu'au sein de l'illégalité se manifestent diverses formes de radicalité dans le milieu étudiant et lycéen. D'une part, nous observons l'occupation et sa défense qui se présentent sous une forme nouvelle, issue de deux traditions riches en expériences pratiques et théoriques. Celle-ci permet, en dehors d'une série de pratiques non radicales, la réalisation d'actions de « propagande par le fait » et d'actions directes lors de rassemblement. D'autre part, nous identifions les actions de sabotage réalisées au sein des universités sans avoir nécessairement comme contexte un mouvement de contestation ou une occupation.

### **3.2. Plus loin qu'une occupation : la constitution de collectifs**

Durant et après les occupations, une série de conséquences pratiques s'entrevoient progressivement. La conséquence la plus évidente est la multiplication de collectifs.

Pourtant ceux-ci échappent à la vision classique de solidarité à l'intérieur d'un collectif et d'antagonisme avec d'autres collectifs, qui constitue l'essence d'une identité collective. La notion de groupe de référence rend parfaitement compte de ces formes nouvelles de constitution en collectif : l'idée de personnalité multiple de soi qui accompagne cette notion permet d'identifier des sujets agissants sous une multiplicité d'actions et dans une multiplicité de groupes. D. Cefaï signale qu'un collectif n'existe qu'en se donnant une représentation de soi ou un miroir dans lequel il se reflète et que ses membres adoptent comme médiation dans leur rapport à soi et aux autres. Ce rapport se fixe dans un certain nombre de symboles et de normes de vivre et agir ensemble<sup>169</sup>. Les jeunes peuvent donc constituer une structure d'identités collectives diverses dans lesquelles ils se placent indistinctement. Ce qui nous intéresse dans cet échiquier est d'identifier les espaces relationnels et de communication qui rendent compte de ces expériences multiples.

En effet, les pratiques de démocratie directe telles que l'assembléisme ou l'autogestion socialisent et offrent un type de savoir organisateur qui permet aux jeunes d'accorder aux différentes représentations de la réalité, qu'ils assimilent comme légitimes, une opportunité d'expression dans l'espace public :

Nous quand il y a eu l'occupation de 2006 on était l'unique collectif et après l'occupation il y en avait trois, c'est-à-dire beaucoup plus de gens avec une envie de faire quelque chose, de participer, de bouger, et voilà. Puis bon, l'occupation c'était une expérience, bien sûr là tu as tout le truc des assemblées, de la coordination pour aller aux manifs, tu vois, et là tu comprends mieux le sens général, et là tu te rends compte que le truc ce n'est pas tellement facile non plus (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

C'est la sociabilité, le partage d'une vision politique particulière qui approche les subjectivités vers une action collective. Ainsi l'une des premières activités parmi les lycéens engagés est la formation d'un collectif où ils vont pouvoir exprimer leurs pensées et leurs pratiques. Lorsque le collectif se montre comme une pratique politique clandestine, il engage plus fortement ses participants, la sécurité, la confidentialité et la protection les rend dépendants les uns des autres comme s'il s'agissait d'une confrérie :

Et là c'était quand, bon, j'ai connu ces gars de là-bas, ils étaient mes camarades et on a commencé à devenir plus proches et à parler plus de questions politiques et là on a monté un collectif. Il y avait déjà un collectif dans ce lycée, ça s'appelait « *promedio rojo* » [moyenne défaillante], et ce collectif il existait déjà, et moi je me suis incorporé dans ce collectif. C'était quand même une expérience nouvelle pour moi, parce que le collectif avait une posture presque de clandestinité dans le collège, pour une question de sécurité parce qu'il y avait quand même une répression interne (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

---

<sup>169</sup> CEFĂĬD., *Pourquoi se mobilise-t-on ?... op. cit.*, p. 502

Ainsi, les jeunes tendent à assimiler le collectif dans lequel se cristallise l'action politique à la forme relationnelle et communicationnelle idéale. En effet, mettre en œuvre ses logiques de fonctionnement devient une mission dans chaque lycée : l'objectif visé consiste à en finir avec la hiérarchie et à passer vers la démocratie directe et l'assembléisme au sein de chaque établissement :

Pendant ce temps-là j'ai essayé de former des collectifs, j'ai essayé de former plusieurs trucs pour faire quelque chose de plus, plutôt dans le lycée. J'avais la conscience qu'ils m'avaient fait murir les gars qui étaient sortis en 2006, genre pour que tu formes des groupes de base, d'abord dans ton lycée, ensuite dans ta *población*, et après en général quoi. Du coup le groupe de base que j'avais moi c'était le centre des élèves. Il fallait commencer par éliminer le sommet du centre des élèves que ça ne soit pas un centre d'élèves, mais une assemblée (Juan, étudiant, 19 ans, 2011)

Généralement, l'expérience du collectif est motivée par des causes singulières qui entraînent des pratiques également singulières. Pourtant, ces pratiques se diversifient, surtout lors des occupations : elles deviennent également culturelles, artistiques, de formation, etc. Le collectif devient donc avant tout une forme de sociabilité et d'approche entre lycéens plus ou moins politisés :

Le collectif s'est défait ça fait pas longtemps, parce qu'on a eu, enfin, d'autres amis ont eu un problème. Tu vois, sinon on était en train de travailler avec les enfants, on était en train de monter un groupe de musique où on les intégrait, on les aidait avec leurs devoirs, on faisait des repas communs, on était en train d'aider avec les occupations maintenant, on allait aux occupations et on lui apprenait quoi faire en cas de délogement [...] qu'il fallait qu'ils travaillent, qu'ils ne délégitiment pas le mouvement (Ana, lycéenne, 17 ans, 2011)

Parmi les diverses pratiques, la formation et la propagande sont toujours présentes, tant au lycée qu'à l'université. Les étudiants produisent souvent des fanzines qui leur permettent d'exprimer leurs idées et de s'autoformer à une idéologie politique. La peinture murale remplit un rôle similaire, car elle exige une réflexion sur le message qu'elle comporte et la puissance de celui-ci :

Puis bon, ça c'était le premier pas, une question purement étudiante, truc de collègue et machins comme ça, et là on participait, enfin moi je participais dans l'édition du journal, à taguer le lycée, et ça c'était la première année, et participer aux manifs. Et la deuxième année c'était... bon moi j'ai vu la révolution des pingouins en 2006, et là bien sûr les choses déjà...c'était une question conjoncturelle et là on s'est joint à ça avec plus de force (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

Les activités derrière le collectif permettent de changer les *a priori* et de voir ses camarades sous un autre regard. Les activistes plus radicaux sont considérés



différemment : ils deviennent visibles pour les autres. Il se produit ainsi une nouvelle forme de reconnaissance mutuelle :

Et là on a commencé, je ne sais pas... là tu commences (à travers le collectif) à connaître d'autre type de gens et des gars qui sont plus dans l'action directe et les sorties et tout ce type de choses, et là c'est quand tu te rends compte qu'il y a beaucoup plus de gens que ce que tu crois, et que tu te rends compte qu'il y a un profil très divers parmi les gens qui participent. Il y a des gars que tu n'aurais jamais imaginé qu'ils seraient là et ils sont là (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

Pour certains jeunes le fonctionnement même du collectif est un mode *sui generis* d'organisation, un groupe d'affinité, des amis qui font des choses qu'ils associent communément aux institutions et qui en même temps s'organisent pour mener des actions dans l'illégalité. Se produit une contradiction qui sert de complément à leurs expériences de jeunes et ils accordent des degrés de réalité et de légitimité aux représentations de ce collectif. Ils se voient ainsi mêlés à toutes ces activités, ils sont invités et ensuite recrutés :

Et quand je rentre ici, je suis rentrée dans une organisation étudiante, politique, qui ne marchait pas comme... comme il fallait, c'était comme un collectif d'amis qui organisait des activités dans la fac, et ce groupe d'amis au final, parce qu'ils se connaissaient tous, très proches, et même jusqu'à aujourd'hui. Et un jour je suis arrivée à une réunion, on s'est retrouvés et ils ont fermé la porte, ils ont pris tous les portables et ils ont commencé à parler de trucs que je comprenais pas, comme en code, et moi je disais : « mais qu'est-ce qui se passe ici ? », je ne comprends rien. Et là j'ai commencé à comprendre qu'eux-mêmes ils étaient des gens qui s'organisaient pour faire des coupures de rue ici (Usach), et qu'ils faisaient la sortie là-bas. Et à partir de là, petit à petit, dans ces mêmes conversations où je me retrouvais, depuis tout ça j'ai commencé sans vouloir à en savoir plus sur le sujet, et bien évidemment quand il allait se passer quelque chose, eux ils s'organisaient préalablement et moi j'écoutais et je le savais, du coup j'allais voir. Et la première fois que j'ai vu un affrontement à l'Alameda, ici, je suis restée impressionnée et j'ai dit : ooh moi jamais je n'avais vu ça en direct, c'est dingue ! Et en même temps ça me plaisait, je trouvais que c'était intéressant, je pensais 'oui c'est cool qu'ils fassent ce type de choses', mais je restais toujours à regarder, regarder, je regardais jusqu'à qu'on pouvait plus respirer, et après je partais. (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

Enfin, nos observations et les récits que nous avons recueillis nous permettent d'identifier les caractéristiques des jeunes composant ces collectifs et de créer une catégorie simple. Ces jeunes sont issus pour la plupart des milieux populaires, ils sont comme nous l'avons déjà signalé très intéressés par la formation et par les études politiques. Pourtant comme ils proviennent des lycées populaires, leurs chances d'accès à l'université sont limitées et ils le savent. Avec le temps et à travers des stratégies diverses, ils y arrivent, souvent à un âge plus avancé que leurs camarades. Ils conjuguent ainsi une expérience pratique du politique de par le milieu d'où ils viennent et une connaissance théorique qui leur permet de légitimer leur engagement :

Un truc plutôt cool dans mon expérience personnelle que dans ces études, en *bachillerato*, il y a une politique qui s'appelle propédeutique où ils mettent des gars de collège municipaux qui sur la base de leur PSU (épreuve de sélection aux universités) n'auraient jamais pu rentrer dans ces études, mais ils les insèrent quand même [...]. On est devenu amis de ce groupe de gens, des gars du propédeutique, et ainsi notre cercle d'amitiés c'était ce groupe de gars, les gars du propédeutique. D'autre part, on n'était pas très proche, au-delà de la relation entre camarades, avec les gars qui étaient rentrés par la voie typique, disons. Du coup ça c'était quand même intéressant, comme nous, que ne venons pas de la voie propédeutique on s'était rapprochés de ce groupe, et avec ces gars on a monté aussi un collectif à la USACH [...]. L'idée c'était tout simplement que les gars qui étaient populaires et qui avaient les idées claires, de les faire rentrer dans le truc, et là on a assisté à un truc trop bien dans le sens que les gars participaient : ils ont écrit, ils n'avaient jamais fait ça eux, au moins quand on a parlé de ça ils n'avaient jamais fait partie d'un collectif. Jamais ils n'avaient participé, je ne sais pas, au fait d'écrire un bulletin, et là on l'a fait tous ensemble (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

### 3.2.1. *Les contre-cultures*

Les actions collectives forgées en tant que contre-cultures sont un élément que nous avons déjà traité au cours de ce travail (*cf. chapitre 6*). En effet, lors des occupations une série de pratiques et manières ponctuelles de penser leur rapport à leur environnement se sont répandues. Ces pratiques et ces manières de penser prennent également la forme de collectif qui revendique son caractère ségrégué : elles s'auto-identifient et elles s'auto-différencient<sup>170</sup>. L'acquisition de ces nouveaux types d'identité va de pair avec un accroissement de la réflexivité des acteurs collectifs quant à leur rapport avec d'autres formes de vie. Cela entraîne une transformation des modes de vie de leurs membres et une redéfinition des frontières entre le privé et public concernant des pratiques qui transforment leur avenir.

C'est ainsi que nous observons d'abord la pratique d'un végétalisme moral ou végan<sup>171</sup>, qui se revendique contre l'exploitation dans tous les domaines. Ces choix normatifs puissants rentrent même en conflit avec leurs projets d'avenir :

Je veux être chef cuisinier, mais tout ce qui est la cuisine en ce moment c'est un peu compliqué pour moi parce que je ne mange pas de la viande. Du coup je serais obligée de manipuler beaucoup de viande là, donc depuis que je suis devenue végétarienne, j'ai remis en question cette carrière (Ana, lycéenne, 17 ans, 2011).

---

<sup>170</sup> CEFAL D., *Pourquoi se mobilise-t-on ?... op. cit.*, p. 502

<sup>171</sup> Le mouvement végan ou véganisme c'est un engagement politique et moral en faveur de l'abolition de l'exploitation animale, à l'échelle individuelle et cela concerne non seulement l'alimentation, mais aussi l'habillement, l'utilisation d'autres produits ainsi que certaines actions et certains choix personnels. Voir à ce sujet : GIBERT M., *Voir son steak comme un animal mort. Véganisme et psychologie morale*, Lux éditeur, 2015

Lorsque ces pratiques débordent l'aspect privé, nos interviewés essaient souvent d'imposer leur norme morale en critiquant d'autres militants qui parlent, tout comme eux, de lutte sociale, mais qui ne respectent pas ce type de moralité :

Le fait qu'une personnalité politique parle, qu'il fasse toujours le grand discours et consomme de la viande c'est aussi quelque chose de contradictoire, ou parce qu'elle dit moi j'aime pas que les gens soient exploités et va faire le grand discours de cela, mais elle mange quand même de la viande, et ça aussi c'est de l'exploitation (Tania, étudiante, 20 ans, 2012)

Dans ce rapport au végétalisme et progressivement à un animalisme radical, deux valeurs sont mises en avant, qui dépassent progressivement la simple défense écologique. D'abord, la lutte contre toute exploitation :

Moi j'aime les animaux, depuis que je suis toute petite. Quand j'ai commencé à comprendre que c'était d'eux qu'on s'alimentait c'était frappant de voir... une fois j'ai vu comment ils tuaient un animal à la campagne et à partir de là j'ai décidé que non quoi, en plus c'est un moyen d'exploitation le fait d'enlever le lait aux vaches, je ne sais pas, quand ils fabriquent le fromage, tout ça quand ils tuent les animaux c'est des moyens d'exploitation (ana, lycéenne, 17 ans, 2012)

Ensuite le principe de liberté, en tant que respect de la liberté de tous les êtres vivants :

Je suis arrivé à ça à travers le concept même de liberté, le fait de voir comment l'humain, en étant l'animal le plus fort, il s'est dédié à niquer les autres animaux, et pour moi c'est contradictoire d'exiger la liberté ou de se battre pour sa propre liberté quand on est en train de niquer un autre être vivant. Peut-être je ne sais pas, la crise alimentaire ou d'autres machins qui t'obligent à manger de la viande, mais si on commence à aller voir... la viande ce n'est pas un truc nécessaire, le lait non plus, le lait tu le bois quand tu es un enfant et tu en as besoin comme tous les mammifères, le lait de ta mère c'est le seul dont tu as besoin [...]. Le plus correct à partir de la solidarité que tu dois exercer envers tout le monde, je ne produis pas de la liberté en tuant d'autres espèces. (Matias, étudiant, 23 ans, 2012).

Ces jeunes, certainement, vivent ces pratiques en fonction de contraintes qui les rendent plus ou moins difficiles à suivre. Pourtant ils s'organisent pour rendre leur agir plus simple. Cela passe notamment par la vente de nourriture végétalienne à la sortie des universités et lycées, des activités de formation aux soins vétérinaires, la propagande par le fait via l'attaque de boucheries, ou des actions directes contre des spectacles sportifs<sup>172</sup> où se produit la maltraitance des animaux.

---

<sup>172</sup> Le *rodeo chileno* est une discipline sportive, considéré par ceux que le pratiquent comme le sport national. Il est depuis une dizaine d'années fortement critique et à vu ses principales compétitions interrompues par des activistes contraires à une pratique qu'implique la souffrance des animaux utilisés dans cette pratique.

## ***Conclusion***

L'espace éducatif s'est trouvé au centre des processus de contestation qui ont marqué le Chili durant les dix dernières années. Plusieurs causes et conséquences peuvent être signalées à partir de cette évolution. Parmi les causes, nous avons identifié la désintégration de la famille et de la vie de *población* causées principalement par la logique de fonctionnement néolibérale imposée durant la dictature et approfondies dans les gouvernements successifs, ainsi que l'affaiblissement de la socialisation verticale au profit de la socialisation horizontale marquée aussi par l'individualisation de la société. Ce contexte permet à l'espace éducatif de devenir progressif et discrètement un espace de résistance où des pratiques alternatives du politique sont élaborées. S'observe donc une révolution symbolique de cet espace qui va se mettre en place lors des périodes critiques de contestation en 2006 et 2011 lors des occupations de lycées et d'universités.

Dans cette évolution, on retiendra trois aspects fondamentaux. Premièrement, nous avons identifié comment la radicalité politique se déplace de la *población* vers l'espace éducatif. Cette situation se produit entre autres à travers une période de dépolitisation vécue à la fin de la dictature qui se caractérise par la désarticulation des groupes subversifs et la décomposition de pratiques de sociabilité qui caractérisaient les milieux populaires. Ce contexte permet la création et la mise en place de nouvelles formes d'organisation parmi les jeunes. Le principal acteur dans cette nouvelle dynamique est l'ACES, qui renoue avec les rassemblements massifs et les défilés de lycéens à partir de 2001. Le processus se poursuit avec la « révolte de pingouins » en 2006, événement qui marquera les premières expériences du politique des jeunes militants et qui confirme la voie prise par les organisations de lycéens. Cette voie se caractérise par l'expression des rapports conflictuels avec les pratiques normatives de l'institution scolaire.

Dans ce déplacement de l'action politique contestataire, les jeunes regardent la politique comme une continuation de leurs rapports d'amitié. Pour arriver à ce stade il a fallu un processus de socialisation politique et de formation par le biais de collectifs qui se relient territorialement et sont intégrés souvent par des lycéens, étudiants et jeunes *pobladores*.

Le deuxième aspect que nous souhaitons souligner est que la formation politique transforme l'espace éducatif. Cette pratique se distingue des manières institutionnelles ou partisans de faire la formation connues auparavant. Aujourd'hui, les protagonistes de ces

formations sont les camarades provenant de quartiers politisés ou eux-mêmes avec l'autoformation liée à des expériences du quotidien. La formation est également investie de certaines fonctions, parmi lesquelles nous avons identifié le partage, le recrutement et la distinction.

Bien qu'étroitement liées à l'espace éducatif, ces pratiques de formation se construisent en dehors de celui-ci. Ce n'est que grâce au mouvement de 2006 que ces pratiques entrent à l'intérieur de ces espaces pour y rester ; cela se produit à travers le processus généralisé d'occupation.

L'occupation constitue donc le troisième aspect lié au déplacement de la radicalité vers le monde étudiant. Cette rencontre entre semblables permet la construction d'une réalité différente où se produit une culture de la solidarité qui donne une nouvelle possibilité d'action individuelle, cette fois-ci à travers le collectif. Cette pratique s'insère dans le monde de jeunes et perturbe la dynamique imposée par le modèle néolibéral.

Comme nous l'avons vu, l'occupation est issue de deux traditions politiques différentes où elle se dessine en tant que pratique originale. Cette pratique, illégale, montre rapidement des modes de fonctionnement particuliers. L'itinérance et l'entraide, la démocratie directe et l'assembléisme deviennent vite, dans cette construction de normativité, la façon de résoudre les différences, et préparer le quotidien. L'organisation et l'autogestion de leur éducation nées ainsi pour la première fois d'une réflexion fondée sur leurs expériences et leurs besoins.

Dans l'illégalité se présentent aussi des expériences de radicalisation qui s'expriment par des violences offensives et défensives. La résistance devient une condition de l'occupation et la gestion de la violence se transforme aussi dans une pratique du quotidien. En effet, les risques que l'illégalité entraîne ainsi que la participation massive aux violences défensives génèrent une force symbolique dans l'ensemble de participants.

Une dernière conséquence des occupations est la multiplication évidente de collectifs. Les pratiques de démocratie directe, l'assembléisme et l'autogestion socialisent un type de savoir organisateur qui permet cette multiplication. Pourtant toutes ces pratiques ne peuvent pas être contenues dans le seul monde social de jeunes – au lycée ou à l'université – : surgit donc une nécessité d'expansion et d'un retour aux sources de la radicalité. Nous observons ainsi qu'après un processus d'intériorisation de pratiques

radicales, le processus inverse commence à se mettre en place : il s'agit du retour des jeunes aux *poblaciones*.

## Chapitre 9 – Radicalité politique et espace communautaire

La force permanente d'organisation reste l'élément fondamental pour avancer lorsque la situation devient favorable (effondrement de l'adversaire, crise, etc.) et c'est une tâche essentielle que de s'appliquer à former cette force, la développer, l'élargir, la rendre plus homogène, plus compacte et plus consciente d'elle-même<sup>173</sup>.

Dans cette partie de notre recherche, un chemin heuristique inverse aux deux parties précédentes a été adopté. Nous avons commencé par une analyse « individuelle » à travers la compréhension des éléments constituant l'acquisition d'une identité politique radicale. Nous avons continué avec une analyse « de groupe », centrée sur la construction des rapports au sein du monde social scolaire ou espace éducatif, ceux-ci créés par des groupes d'appartenance concrets et abstraits<sup>174</sup> : des lycéens et des étudiants. Ici, nous nous consacrons finalement à une analyse « communautaire » de la radicalité politique vécue par les jeunes activistes dans les milieux populaires auxquels ils appartiennent, autrement dit, leur retour à l'espace de la *población*.

L'objectif de ce dernier chapitre est donc de mettre en évidence le thème suivant : comment l'acquisition d'une identité politique radicale basée sur des expériences individuelles vécues par les jeunes activistes s'est progressivement complétée par une interaction croissante d'abord avec les membres de leur groupe de référence et finalement avec l'ensemble des groupes populaires (*pobladores*, travailleurs précaires, femmes au foyer, syndicalistes déçus, etc.) ? Chacun d'eux, éloigné des activités politiques radicales, redécouvre au contact de jeunes leurs capacités de résistance et de construction de nouvelles pratiques et par conséquent de nouvelles normativités<sup>175</sup> émancipatrices.

---

<sup>173</sup> GRAMSCI A., « Machiavel. Rapports de force, etc. », *Cahier 8 in cahiers de prison, Chapitres 6,7,8 et 9*, trad. de l'italien de M. Aymard et P. Fulchignoni, éd. et avant-propos de R. Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de philosophie », 1983, p. 350

<sup>174</sup> On peut distinguer deux types de sous-groupes sociaux. Les sous-groupes concrets comme les partis, les clubs, les associations, les corporations où les membres sont directement reliés les uns aux autres par des interactions physiques. Dans le sous-groupe abstrait, comme les classes de débiteurs ou de créditeurs, que mettent en contact des « types sociaux », les membres sont connectés plus ou moins directement, mais sans nécessairement (des) relations de proximité ou d'interconnaissance. Cf. CEFAÏ D., « Mondes sociaux », *SociologieS* [En ligne], Dossiers, Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations, mis en ligne le 23 février 2015, consulté le 23 juillet 2015. URL : <http://sociologies.revues.org/4921>.

<sup>175</sup> Nous comprenons par normativité, et plus précisément par normativité sociale, les pratiques constituant le rapport entre exercice de la connaissance et réalisation de l'action. Celle-ci explique la coordination de

Trois moments sont donc travaillés dans ce chapitre. Premièrement, d'un point de vue théorique, nous voudrions mettre en évidence la lutte entre une théorie morale universelle et la fragmentation du comportement individuelle qui nous permet d'envisager ce déplacement que les jeunes militants effectuent vers le mode communautaire.

Deuxièmement, nous identifierons les éléments à travers lesquels se produit cette nouvelle socialisation de la conscience des dominés, étape préalable à la construction d'un nouvel espace politique radical. Le rôle de certaines formes d'action directe dans ce partage d'expériences lycéennes et communautaires sera aussi identifié. Ces formes d'action directe permettent, d'un côté, les transferts de traditions et de rites communautaires et de l'autre, la mise en place de nouvelles formes discursives.

Finalement, nous retracerons le retour des jeunes vers les quartiers populaires ainsi que la construction d'une résistance épistémique aux normes hégémoniques produit par ce processus. Cette forme de résistance épistémique sera envisagée comme une pratique active de transformation de soi et de la société, se plaçant dans un double mouvement d'émancipation croissante des sujets individuels et de renforcement de leurs liens communautaires.

### ***1. Construction communautaire versus fragmentation du comportement individuel***

Lors du premier chapitre de cette dernière partie, nous avons observé les écarts entre un positionnement anthropologique-philosophique et une vision issue de la philosophie de l'histoire. Tandis que le premier vise *grosso modo* à établir un concept général de forme de vie humaine en revenant à une situation de départ, la philosophie de l'histoire forge ce concept en recourant à un état final du développement humain compris comme un but nécessaire<sup>176</sup>. Ces écarts concernant les conditions d'autoréalisation de l'être humain peuvent être simplifiés dans la dichotomie individu-communauté.

Dans le premier positionnement, H. Plessner<sup>177</sup> affirme ainsi qu'en revenant à un type d'interaction communautaire, nous portons atteinte aux présupposés élémentaires qui permettent à l'être humain de se réaliser sans contraintes. H. Plessner arrive donc à la

---

l'action, et donc la régularité des conduites sociales. Cf. OGIEN A., « Normativité sociale et normativité neuronale. La découverte des « neurones miroirs » et ses usages en sociologie », *op.cit.*.

<sup>176</sup> MARQUARD O., *Des difficultés avec la philosophie de l'histoire*, trad. Olivier Mannoni, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'homme, 2002

<sup>177</sup> PLESSNER H., *The Limits of Community: A Critique of Social Radicalism*, trans. Andrew Wallace, Amherst, NY: Humanity Books, 1999



conclusion que l'émergence de communautés sociales fait disparaître toute chance de parvenir à une réalisation de soi autonome, et toute évolution de la société qui contredit les conditions d'une réalisation de soi autonome est considérée comme une pathologie sociale. Contrairement à H. Plessner, G. Lukacs est profondément marqué par la conviction que la pathologie propre à la modernité capitaliste réside justement dans la destruction des conditions sociales qui rendent possible une construction communautaire. En suivant à la fois K. Marx et M. Weber, G. Lukacs en est arrivé à défendre la thèse que la « réification » possède dans la société capitaliste une « réalité tellement immédiate (...) pour tout être humain<sup>178</sup> » que les conditions d'une libre réalisation de soi sont systématiquement détruites. Selon cette lecture, le calcul rationnel impliqué par le prisme capitaliste produit un processus de rationalisation qui transforme progressivement tous les phénomènes en objets mis à disposition de l'économie. Ils prennent tous la forme réifiée de simples objets. Ainsi, pour G. Lukacs, le fait que la vie sociale du présent soit dominée par une fausse abstraction ne devient évident que du point de vue de l'acte de libération à partir duquel on fait un retour sur le passé. Pour G. Lukacs, l'instant où sera détruite toute forme de réification adviendra effectivement dans le futur<sup>179</sup>, l'humanité sera émancipée à terme.

D'un autre point de vue, le diagnostic que H. Arendt<sup>180</sup> propose complète la critique de l'anthropologie philosophique. Elle signale que les êtres humains sont, par nature, destinés à être appréhendés et reconnus dans une sphère publique, car ce n'est qu'ainsi qu'ils peuvent acquérir la stabilité psychique et la conscience de soi nécessaires pour surmonter les risques et les problèmes existentiels. Le sujet n'est donc en mesure de faire l'expérience de soi-même comme d'un être libre que lorsqu'il apprend à s'engager activement dans les discussions publiques à caractère politique. Selon elle, les formes d'activité technique, telles que la fabrication et le travail, exercent, dans un contexte d'industrialisation croissante, une telle emprise sur la société qu'elles risquent de refouler entièrement la pratique de délibération et de communication politiques, génératrices de liberté<sup>181</sup>.

Dans cette conception d'une construction communautaire des conditions d'autoréalisation, nous retrouvons enfin la thèse selon laquelle les pathologies sociales doivent être comprises comme le produit d'une rationalité déficiente. Celle-ci est redevable

---

<sup>178</sup> LUKACS G., *Histoire et conscience de classe*, Traduit par K. Axelos et J. Bois. Paris, Editions de Minuit, 1960

<sup>179</sup> HONNETH A., *La société du mépris*, op. cit., p. 74

<sup>180</sup> Cf. ARENDT H., *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1983

<sup>181</sup> HONNETH A., *La société du mépris*, op. cit., p. 83

à la philosophie politique de G. W. Hegel<sup>182</sup> qui explique dans sa *Philosophie du droit* que la raison se déploie dans l'histoire en créant à chaque nouvelle étape des institutions « éthiques » universelles. La prise en considération de ces institutions permet aux individus de concevoir leur vie en accord avec des objectifs socialement reconnus, leur permettant de faire également une expérience sensée de la vie.

A. Honneth, se fondant sur la thèse exposée par G. Hegel, est persuadé que les pathologies sociales doivent être comprises comme le résultat d'une incapacité des sociétés à exprimer adéquatement le potentiel rationnel déjà inhérent à leurs institutions – à leurs pratiques et à leurs routines quotidiennes. Toute déviation par rapport à cet idéal ne peut que mener à une pathologie sociale, dans la mesure où les sujets éprouvent manifestement, de manière douloureuse, le déficit de finalités communes et universelles. G. W. Hegel nous montre ainsi la nécessité constante d'une universalité rationnelle pour rendre possible, pour les sujets, une manière entière de s'auto-réaliser dans la société. L'auto-réalisation du sujet individuel réussit de ce fait uniquement lorsqu'elle se combine avec l'auto-réalisation de tous les autres membres de la société.

Le potentiel rationnel inhérent à la société, les principes normatifs partagés, les objectifs socialement reconnus, la reconnaissance dans la sphère publique résument les bénéfices de faire l'expérience d'une autoréalisation de façon communautaire. Pourtant des obstacles se présentent, nous le verrons par la suite.

### **1.1. Domination normative dans la société chilienne : produit des conditions sociales**

Lorsque nous observons la situation chilienne à la fin de la Dictature, l'état de la société est caractérisé, comme il est signalé dans les chapitres précédents, par la peur de l'autre, par l'absence de liens communautaires, par l'imposition de l'idée du risque en tant que vecteur de décisions individuelles, par la décollectivisation des droits sociaux, par la réification de rapports sociaux, etc. ; nous parlons d'une société qui change son bien-être social par une image d'abondance matérielle. A. Honneth indique qu'il existe en effet une relation causale entre l'existence de carences sociales et l'absence de réactions publiques. Cette situation d'anomie sociale cause en elle-même ce mutisme ou cette apathie dont l'absence de toute réaction publique est la conséquence. Pendant presque vingt ans, la société chilienne est soumise à l'acceptation de son sort, fondée sur une consommation

---

<sup>182</sup> HEGEL G. W. F., *Principes de la philosophie du droit*, traduit de l'allemand par André Kaan, éditions Paris, Gallimard, 1940

accrue grâce à l'endettement massif<sup>183</sup>, à une idée de sécurité fondée sur le contrôle et la répression de quartiers populaires, bref, à une docilité apathique. Ainsi, et comme l'expliquent de nombreux auteurs, les conditions sociales produisant la pathologie des sociétés capitalistes ont pour spécificité structurelle précisément de dissimuler les faits qui devraient tout particulièrement occasionner la critique publique la plus massive<sup>184</sup>.

Plusieurs conceptions peuvent expliquer la dissimulation des conditions produisant des pathologies sociales. La tâche de la Théorie critique est en effet de relier la critique des situations d'anomie sociale à une explication des processus ayant contribué à leur dissimulation<sup>185</sup>. C'est pourquoi la critique normative doit aussi être complétée par un élément d'explication historique qui puisse rendre compte du « processus historique de déformation de la raison ».

Il existe d'autre part des conditions socio-structurelles qui font que les orientations morales des membres des classes inférieures échappent d'une manière particulière à toute exigence de cohérence, qu'elle soit institutionnelle ou formelle. En effet, on n'attend pas des groupes « faiblement qualifiés » (*pobladores*, lycéens et étudiants) qu'ils contribuent d'une quelconque manière à la dimension morale de l'ordre social. On ne les croit pas capables de maîtriser le code culturel ou linguistique nécessaire pour résoudre de tels problèmes<sup>186</sup>. L'incitation pour produire ces normes morales est en effet faible pour les membres des classes populaires, favorisant la dissimulation des pathologies sociales au sein de la société et leurs ressorts.

Michael Mann donne deux réponses pour expliquer cette situation de classes populaires<sup>187</sup> – réponses qui peuvent d'ailleurs s'ajouter aux thèses proposées par N.

---

<sup>183</sup> Le nombre de personnes endettées au Chili au mois de mars 2015 est de 10,6 millions de personnes. Si nous le comparons avec le nombre d'actifs occupés (personnes travaillant au moins une heure par semaine selon la typologie du sondage) qui est de 7,9 millions selon l'Institut national de statistiques, il se trouve qu'il y a 1,3 endetté par actif-occupé. La société chilienne vit sous une situation appelée « économie de la dette », c'est-à-dire que les mécanismes d'intégration et de reproduction sociale définis auparavant par l'insertion dans le marché de l'emploi sont actuellement définis par la consommation nécessairement sujette à la dette. LAZZARATO M., *La fabrique de l'homme endetté, essai sur la condition néolibérale*, Paris, éditions Amsterdam, 2011.

<sup>184</sup> Plusieurs conceptions issues de la théorie critique peuvent rendre compte de cette dissimulation de pathologies sociales : Chez Marx avec la théorie du « fétichisme » ou de la « réification », chez Horkheimer et Adorno la « relation d'aveuglement » (*Verblendungszusammenhang*), pour Marcuse « unidimensionnalité » et Habermas avec « positivisme ».

<sup>185</sup> HONNETH A., *La société du mépris, op. cit.*, p. 115

<sup>186</sup> *Ibidem*, p. 210

<sup>187</sup> MANN M., "The Social Cohesion of Liberal Democracy", *American Sociological Review*, vol. 35, 3/1970, p. 423.

Elias<sup>188</sup>, il signale, d'abord, que « seuls ceux qui participent effectivement au pouvoir sociétal ont besoin de développer des valeurs sociétales cohérentes ». Cela parce que d'abord les dominés ne sont soumis à aucune contrainte sociale de légitimation. Tandis que les membres de classes dominantes sont normalement obligés de justifier, pour eux comme pour les autres membres de la société, l'ordre social qui les privilégie. Ensuite, parce que le climat culturel des classes opprimées ne pousse pas leurs membres à donner à leurs convictions normatives une forme élaborée. Les classes favorisées détiennent ainsi les moyens symboliques de déchiffrer une tradition morale qui suscite et favorise l'inscription de leurs propres normes d'action dans un système de valeurs englobant. Ainsi le milieu culturel des classes dominantes accorde une prime sociale à la présentation la plus complexe et la plus abstraite des convictions normatives, alors que le milieu social des classes défavorisées ne possède manifestement pas un potentiel comparable pour inciter les sujets à élaborer leurs propres convictions axiologiques.

Deux processus peuvent décrire ce mécanisme de domination normative et de contrôle du sentiment d'injustice. D'abord celui d'exclusion culturelle qui limite les possibilités d'expression symbolique et sémantique et vise à priver de langage les dominés, et ensuite le processus d'individualisation institutionnelle qui vise à individualiser le sentiment d'injustice que les dominés partagent en tant que classe<sup>189</sup>.

### *1.1.1. Le processus d'exclusion culturelle*

Le processus d'exclusion culturelle recouvre toutes les stratégies qui, par le biais des dispositifs d'éducation publique, des médias *mainstream* ou de l'espace politique public, font obstacle à l'expression des expériences d'injustice spécifiques aux classes défavorisées, en leur refusant les moyens linguistiques et symboliques appropriés. Elles paralysent la capacité d'expression qui est la condition première d'une thématization efficace des sentiments d'injustice.

Il est possible de trouver, selon A. Honneth<sup>190</sup>, trois techniques sociales susceptibles de canaliser l'expression de l'injustice sociale issue de l'exclusion culturelle :

- Le système linguistique enseigné dans les lieux de socialisation et propagé par les médias de masse qui formalise et dépersonnalise aujourd'hui les expériences d'injustice propres aux groupes ou aux classes défavorisées. Il se manifeste d'une

---

<sup>188</sup> Cf. ELIAS N., *La civilisation de mœurs*, op. cit.

<sup>189</sup> HONNETH A., *La société du mépris*, op. cit., p. 211

<sup>190</sup> *Ibidem*, p. 213

manière si drastique que les groupes défavorisés restent purement et simplement extérieurs au monde de la communication. Ce type de situation n'est pas seulement vécu par les classes populaires. Les peuples autochtones, qui font partie de groupes dominés ont aussi été historiquement écartés de toute expression du sentiment d'injustice engendré par le système linguistique.

- Les situations de réprobation légitime sont définies juridiquement et les degrés de signification du discours moral sont structurés verticalement (plus le niveau d'instruction est élevé, plus les jugements de réprobation morale ont du poids dans la collectivité). Ainsi les expériences individuelles de frustrations communes à l'ensemble d'une classe sont exclues du discours public.
- Ces phénomènes de privation du langage – déverbalisation – s'accompagnent de mécanismes de refoulement institutionnel des traditions culturelles et des processus d'apprentissage politiques développés au sein des mouvements de résistance sociaux. L'intervention pour le contrôle et la répression dans les quartiers populaires, durant et surtout après la dictature, rend compte de cet abandon de traditions culturelles et politiques. Nous l'avons observé à travers l'effacement dans les récits institutionnels qui parlent, lors du retour à la « démocratie », de la résistance et du rôle joué par les groupes subversifs. Actuellement, les lieux où une culture politique est encore vivace sont une exception.

En résumé, ces mécanismes peuvent être compris comme les composantes d'une dynamique d'exclusion culturelle qui mettent à mal la capacité langagière de l'individu et, de cette manière, bloquent la résistance face aux situations d'injustice sociale.

### *1.1.2. Les processus d'individualisation institutionnelle.*

Ces processus recouvrent toutes les stratégies initiées par l'État ou mises en œuvre au sein des entreprises pour parer au danger d'une entente communicationnelle sur les expériences d'injustice propres aux groupes ou aux classes défavorisés, en suscitant directement ou en encourageant des orientations pratiques à caractère individualiste<sup>191</sup>.

On peut se demander alors comment ce processus d'individualisation s'est mis en place au Chili ? Nous pouvons signaler à ce sujet un ensemble non exhaustif d'éléments :

---

<sup>191</sup> *Ibid.*, p. 215

- Le discours sociopolitique de valorisation de la prise de risque individuelle est fondamental pour masquer les expériences d'injustice. Le discours de l'entrepreneur façonne cette idée, il est exprimé dans la phrase du Général Pinochet lors du 11 septembre 1980 qui peut être pris comme l'événement initiant l'expérience néolibérale au sein du pays : « nous essayons de construire un pays de propriétaires et non de prolétaires ».
- Un deuxième aspect est la destruction administrativement programmée de liens de voisinage. Cela commence avec le délogement, la destruction ou la périphérisation de *campamentos*, phase qui sera suivie par la ghettoïsation de classes populaires ainsi que la destruction ou infiltration des *juntas de vecinos*, entre autres.
- L'individualisation passe aussi par des changements lexicaux qui impliquent des changements culturels. Ainsi dans ce qui est resté des services public, l'utilisateur devient un client. Dès lors, la culture du privé imprègne celle du public en éloignant davantage l'individu du collectif.
- Pour ce qui est des entreprises, ce sont les politiques de la concurrence qui vont être appliquées. La survie est assimilée au succès professionnel et celui-ci à la productivité. Le syndicalisme n'a donc pas de sens lorsque la reconnaissance au travail passe par les caractéristiques personnelles des employés.
- En ce qui concerne les droits sociaux, deux phénomènes se manifestent. Premièrement, nous observons une décollectivisation du risque, résultat de la privatisation de la santé, de l'éducation et des retraites (la santé est privatisée à travers le système d'Isapres ; l'éducation à travers les crédits universitaires et la subvention par l'offre à l'école<sup>192</sup> ; et la retraite à travers le système d'AFP et l'épargne individuelle). Deuxièmement, se développe une *subsidiarisation* de la politique sociale, autrement dit, toutes les aides de l'État passent par une comptabilité de la pauvreté, basée sur une combinatoire construite de facteurs qui donne un pourcentage d'allocation au logement, à l'éducation, à la santé, etc<sup>193</sup>.

---

<sup>192</sup> Il s'agit de financer les écoles en fonction des élèves présents en cours durant l'année, sans différencier entre le public et le privé.

<sup>193</sup> Ces phénomènes peuvent être assimilés aux contradictions paradoxales du modèle capitaliste chilien. En effet, les effets paradoxaux se démarquent justement par le fait que leurs moments positifs et négatifs s'entremêlent de manière complexe et que les améliorations apportées à la situation s'accompagnent aussi de dégradations (par exemple, essayer d'améliorer la qualité de vie des habitants avec la construction de routes modernes à travers le système de « passation de marchés publics » a conduit à une ségrégation dans leur utilisation en augmentant l'écart entre riches et pauvres dans le déplacement. Autre exemple, est la

A. Honneth nous rappelle que ces processus d'individualisation sont destinés à contrôler les sentiments d'injustice sociale en atomisant l'expérience des conditions de vie. L'objectif étant de rendre plus difficile l'identification communicationnelle de l'expérience d'injustice sociale<sup>194</sup>.

On peut se demander quelles sont les conséquences de ces stratégies au sein de groupes populaires et comment les jeunes activistes le vivent ? Tout d'abord, du fait de la diminution de l'action collective, les pratiques revendicatives deviennent quelque chose de curieux, et la protestation est assimilée à une activité de jeunes, voire de révoltés, même dans les quartiers les plus engagés, ainsi l'exprime un jeune militant interviewé :

Du coup après les gens ont commencé à voir qu'ils pouvaient y avoir des bénéfices, tu vois, ils voyaient qu'il y avait une croissance économique, du coup les gens ont commencé à voir que ces protestations [où] les gens participaient massivement dans les années 1980, elles n'avaient plus raison d'être. [...] les groupes étaient minoritaires, moi je devais aller chercher des gens et j'en ramassais trois, quatre, ça dépendait de la date, mais ce n'était pas des groupes très massifs, il n'y avait pas de grandes masses lors des protestations, les gens sortaient pour regarder, comme un truc bizarre (Franco, formateur, 33 ans, 2012)

D'autre part, comme nous l'avons signalé, la notion de risque envahit le fonctionnement et les rapports au travail, la peur de perdre son travail, de tomber malade ou de ne pas pouvoir payer ses dettes empêche l'organisation et de ce fait l'action collective des travailleurs. La financiarisation de la vie quotidienne devient en effet un des principaux éléments dans la dissimulation des pathologies sociales :

Mais moi je crois qu'au final, si les gens avaient eu un peu plus [de courage] pour se défaire de cette peur, je ne sais pas... les travailleurs tu vois, les travailleurs aujourd'hui ne participent d'aucun truc politique par peur de perdre leur boulot, par peur de ne plus avoir de quoi payer leurs dettes. Cet endettement je crois que c'est tout le point quoi, ce qu'il faut faire connaître aux autres générations, qu'elles ne se laissent pas enchaîner, d'essayer de ne pas se faire enchaîner, parce que c'est la seule chose qu'ils veulent, t'enchaîner pour que tu sois un citoyen, une personne individuelle (individualiste), mieux encore si tu t'enfermes chez toi, tu installes des caméras et que tu aies peur de tout le monde, que tu partages jamais ton temps avec personnes. (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

L'expérience des jeunes militants se confronte donc à cette réalité, qui s'installe profondément dans les couches moyennes de la population :

---

démocratisation de l'éducation à travers l'octroi de crédits qui génèrent l'endettement des plus pauvres ou simplement l'éloignement des possibilités d'étudier). C'est-à-dire qu'il y a des transformations institutionnelles émancipatrices qui perdent leur contenu initial sous l'influence grandissante du capitalisme en expansion, favorisant *in fine* la valorisation capitaliste qu'elle était censée empêcher. En effet, et à la différence des sociétés occidentales développées, la société chilienne n'a pas traversé le chemin de la social-démocratie vers le néolibéralisme, cela compte au moment de mettre en place des politiques sociales qui seront toujours percées par l'influence néolibérale.

<sup>194</sup> *Ibid.*, p. 216

Moi je vivais entouré de gens qui ne manquaient de rien, et des gens assez égoïstes, ils s'enfermaient entre leurs quatre murs, ils sortaient pas, ils étaient assez individualistes là où j'habitais... j'habite en maison (Pedro, étudiant, 19 ans, 2011)

Finalement, les jeunes observent la disparition de liens affectifs, qu'ils assimilent tout simplement à l'absence d'amour :

Dans la société actuelle, tous vivent dans un monde individualiste, chaque personne dans ce système vit dans son trip individuel, jamais il va aller voir qu'est-ce qui arrive à la personne d'à côté. Si la personne d'à côté à son fils malade, au point de mourir, il ne va pas sortir sa voiture, car il va utiliser son essence pour aller au travail. Alors cette connerie n'est pas de l'amour envers autrui, nous non plus dans cette société on se sent pas aimé, parce que toujours ils te refusent [...] aujourd'hui une partie de la société ne nous aime pas, nous, en tant que révolutionnaires... (Juan, étudiant, 19 ans, 2011).

Plusieurs réponses à ce système de domination normative seront mises en place. La première et celle à laquelle nous avons accordé le plus de temps dans ce travail : la violence politique populaire qui, malgré tout, est considérée par les activistes comme dépourvue d'efficacité en dehors de sa capacité de propagande qui sera l'élément le plus relevé :

Absolument, tout va produire de la violence, sans compter qu'ils sont déjà en train de nous violenter dans le quotidien, avec les hausses des prix, le pétrole, les taux d'intérêt, c'est une violence constante de leur part, tu vois. Le minimum qu'on peut faire nous c'est de leur lancer une pierre qui avec de la chance va cabosser un canon d'eau. (Pedro, étudiant, 19 ans, 2011)

Alors ce qui tient lieu de moyen le plus significatif de lutte contre l'individualisme est le travail sous forme de collectifs, lequel leur refuse une reconnaissance personnelle, mais les autorise de se réaliser dans un « nous » :

Si je participe à un collectif ou à un travail avec des enfants, j'aimerais bien qu'on valorise le travail avec les enfants, mais en tant que groupe, pas genre : « il y a eu cette personne qui a fait ça », je crois que c'est justement là qu'on tombe dans... sur un truc genre : moi je suis plus que machin, etcétera. Au contraire, si on le valorisait en tant que groupe : « eux ils ont fait ça », mais sans nommer des personnes en particulier ni rien. Le : « c'était lui », non, ça m'intéresse pas ça (Ana, lycéenne, 17 ans, 2011)

Pourtant ce travail en collectif n'est pas satisfaisant s'il n'est pas accompagné d'une acquisition de connaissances et d'un processus de prise de conscience au sein de la communauté. La formation politique et l'explication du pourquoi ils font ce qu'ils font, ne semble pas rendre les effets escomptés :

les gens... bah souvent ils sont ignorants, ils savent pas pourquoi on est en train de le faire, et pas parce qu'on ne les informe pas, mais parce qu'eux ils veulent pas s'informer, parce que moi je participe à des ateliers, nous-mêmes on fait des ateliers, pour que le peuple participe,



pour créer une conscience chez le peuple, mais c'est différent si eux ils ne bougent pas, s'ils ne veulent pas ouvrir les yeux. [...] Je crois que...avant j'avais une crête et tout, et ils te regardent d'en haut, ou parfois pour le fait d'être étudiant, de s'habiller en noir, pour porter un sac à dos avec des rayures ou des patches, même en actions de conscientisation ils te regardent méchamment, pour distribuer des tracts, je sais pas. Parce que pour la société, on est tous regardés d'un mauvais œil (Kato, lycéen, 18 ans, 2011)

Le système de domination, fortement ancré dans la population, particulièrement dans les secteurs populaires, fait qu'ils ne se sentent pas capables de pouvoir participer aux discussions sur les problèmes publics. Les pratiques de communication et de délibération se sont effondrées et avec elles la possibilité de contribuer à la construction de l'ordre social. Seuls des groupes isolés essayent de participer à la construction de finalités communes, et au vu de l'exclusion vécue, la radicalité politique se présente comme l'unique moyen d'intégration et de reconnaissance. C'est donc sous cette base radicale que se construit la resocialisation de la conscience de domination.

## ***2. Resocialisation de la conscience de la domination***

Une des conséquences – conséquence plutôt qu'objectif – du mouvement étudiant, lorsque les jeunes activistes déplacent leurs pratiques de leur monde social le plus proche vers le monde communautaire, est une resocialisation mutuelle où se produit un ensemble de représentations permettant aux individus dominés ou exclus de se convaincre de l'injustice de leur situation et d'engager une lutte contre elle.

Pourquoi cette resocialisation est-elle possible ? Et pourquoi maintenant ?

Ainsi que l'explique E. Laclau : la fragmentation et la limitation croissante des acteurs sociaux sont liées à la multiplication des facteurs produits par un « capitalisme désorganisé ». Des domaines de plus en plus nombreux de la vie sociale doivent alors devenir le produit de formes politiques de reconstruction et de régulation<sup>195</sup>. En effet, suite au tournant politique néolibéral, lorsque les groupes populaires se trouvent délaissés par l'État, sans possibilité d'expression politique, ils cessent d'exister comme acteurs politiques. Se produit alors la fragmentation observée principalement dans les années 1990 et durant la première moitié des années 2000. Leur retour en tant qu'acteur au sein du « capitalisme désorganisé » passe ensuite nécessairement par la prise de conscience de leur situation de dominés. Ce processus implique, d'après notre analyse, trois moments :

---

<sup>195</sup> LACLAU E., *New reflections on the Revolution of our time*, Verso, London, 1990, p. 81

Premièrement, la reconstitution de « moyens symboliques », celle-ci se met en œuvre avec la construction d'un projet alternatif de société construit sur le terrain avec sa propre grammaire et ses propres pratiques. Il faut en effet construire une hégémonie symbolique. Autrement dit, il s'agit de reprendre des dénominations situées, comme nous l'observons avec la notion de *pueblo*<sup>196</sup>, afin qu'autour d'elles la politique radicale puisse s'hégémoniser<sup>197</sup>. Ensuite, rassembler ces dénominations en une sorte d'association, de front commun ou de volonté collective afin de constituer un sujet politique.

Un deuxième moment débute avec la renaissance ou l'élargissement de « traditions culturelles radicales », éventuellement assimilables aux dénominations nouvellement utilisées. Dans un premier temps avec la reprise de la protestation comme forme d'expression politique du *pueblo* et non seulement des étudiants ; puis dans un deuxième temps avec la réorganisation géographique à l'échelle locale. Les *cordones* font figure d'exemple, ils regroupent une série d'organisation d'ordre communale dans un ensemble plus vaste divisant généralement la ville en quatre points cardinaux. Cette stratégie organisatrice, qui a son origine dans les *cordones* industriels où s'organisaient les travailleurs durant l'UP (*Unidad Popular*)<sup>198</sup> a été reprise par les étudiants et les *pobladores*. Finalement, la pratique de la commémoration, qui se canalise principalement dans le lieu de l'événement traumatique, se répand dans tous les quartiers périphériques. Ainsi des événements comme la mort des frères Vergara Toledo deviennent des faits symboliques de lutte sociale dans tout le pays.

Le troisième temps se concrétise avec la « transformation de jugements de réprobation morale ». En effet, lorsque les *pobladores* s'identifient en tant que tels, en assimilant une nouvelle grammaire, et des pratiques de résistance, leurs jugements moraux concernant des actions comme la protestation, la désobéissance civile, les occupations, la barricade, la violence politique, etc., sont d'abord banalisés, puis justifiés pour finalement, dans le cas de ceux qui deviendront militants, être mis en pratique.

À travers les récits des jeunes activistes, il est possible de représenter de façon chronologique différents moments dans la vie politique des secteurs populaires. Nous

---

<sup>196</sup> Il est possible de faire une analogie avec la notion de multitude utilisée par M. Hardt et A. Negri, en tant que résistances au capitalisme. Cf. HARD M., NEGRI A., *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, trad. de l'anglais de N. Guilhot, Paris, La découverte, 2004.

<sup>197</sup> CRITCHEY S., *Une exigence infinie. Éthique de l'engagement, politique de la résistance*, Paris, François Bourin éditeur, 2013, p. 173

<sup>198</sup> À ce sujet, voir : GAUDICHAUD F., *Poder popular y cordones industriales: testimonios sobre el movimiento popular urbano 1970-1973*, Santiago, LOM, 2004

observons qu'avant 1993 les modes d'expression de la pensée radicale sont encore fortement présents. La représentation en armes<sup>199</sup> en tant que mode de propagande est une caractéristique des secteurs populaires, surtout où les groupes subversifs sont encore en activité. Pour les activistes plus âgés, les souvenirs de ces actions sont toujours ancrés dans leur mémoire :

Après quand on a commencé à faire les premières présentations armées c'était aussi...les premières fois ont été émotionnelles, la première présentation armée on est sortis, il y avait, je sais pas, cinq-cents personnes, c'était plein et on sort et on balance un discours et les gens applaudissaient, tu vois, et à partir de là j'ai commencé à les organiser moi-même, sinon après, parmi les premières actions plus radicales, on a participé à des récupérations (Franco, formateur, 33 ans, 2012)

Quelques années plus tard, les activistes déjà âgés ayant vécu la période de désillusion, n'ont plus grand-chose à faire et progressivement, ceux-ci délèguent leurs responsabilités politiques aux plus jeunes :

Un de mes camarades de la *muraliste* [l'équipe des peintres], très vieux, il a plus de 40 ans, il me disait : moi j'ai baissé les bras, je me suis rendu, ici un processus social est mort, ici tout ce qu'on avait fait, les gens sont rentrés chez eux en croyant que la joie allait arriver<sup>200</sup>. Du coup je pense que là tout est mort, il [le processus social] avançait déjà dégingué et il a juste fini de mourir, et il s'est passé du temps, ils se sont passé des années, beaucoup. Du coup maintenant les gens, les plus vieux surtout, sont en train de te dire : « repartez à nouveau, maintenant c'est à vous, c'est à vous, nous on est restés beaucoup de temps en silence, maintenant c'est à vous de sortir, de montrer votre colère ! ». (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

Le grand changement commence après la révolte des secondaires de 2006, il devient vraiment évident en 2007. Les *poblaciones* se révoltent et on observe un nouveau type de manifestant : le jeune de *población*, formé politiquement pendant les événements de 2006, possède les caractéristiques des jeunes de quartiers périphériques. Certains oscillent d'ailleurs entre un engagement réel et une rage proche du délictuel. Les armes réapparaissent et les protestations deviennent encore une fois dangereusement violentes ce qui, même pour les militants les plus engagés, devient parfois dérangeant :

l'année 2007 on a dit on va laisser ici [Villa Francia] quelques gars pour qu'ils montent la protestation du 11 septembre et nous on va faire une expérience, j'ai dit à... et ça pour moi ça a été, selon mon expérience, une des meilleures que j'ai eu dans toute ma vie de révolutionnaire [...] on va sortir en vélo et on va parcourir tout pour voir comment se passe le truc, tout le secteur *poniente*, on a parcouru genre huit communes : Pudahuel, Cerro Navia, Quinta Normal,

---

<sup>199</sup> Une représentation en armes est une action qui se réalise durant une barricade, souvent liée à une commémoration. Des militants sortent cagoulés et armés, ils prononcent des discours et lancent des feuilles pamphlétaires, en se dispersant rapidement en tirant en l'air.

<sup>200</sup> En référence à "*Chile la alegría ya viene*", slogan de la propagande politique du "No" lors du plébiscite de 1988 pour se prononcer pour la continuité ou non de la dictature.

Lo Prado, Renca, Estación Central, jusque-là, pas plus. Du coup on a commencé à parcourir tout ce secteur la nuit, et on avait un sac avec des pamphlets qu'on jetait sur le chemin, et c'était un truc incroyable, parce que là j'ai dit non, c'est truc a changé [...] en fait nous on avançait en vélo et on était couverts, on prononçait des discours à certains endroits, les gens nous écoutaient. Bon, là aussi on s'est rendu compte qu'il commençait à apparaître un nouveau type de gars, un jeune prolétaire, sans discours, sans beaucoup de conscience non plus, qui écoutait du *reggaeton*<sup>201</sup>, ça, c'était le nouveau modèle, tu vois, les fils du « peuple pauvre », mais en colère contre le système, comme toujours on le méprisait dans le sens un peu *lumpen* [...] ils étaient les fils du *reggaeton*, tu vois, qui sortaient dans la rue avec une haine collective, et cette fois-là c'était le bordel, genre des pillages collectifs, c'était incontrôlable le truc [...] c'était réellement très lumpen le truc, parce qu'il y avait des agressions et tout, il y avait pas un groupe politique qui aurait pu amener ça à une situation révolutionnaire, c'était plutôt un truc spontané (Franco, formateur, 33 ans, 2011)

Ainsi à partir de 2007 on observe le retour des jeunes aux *poblaciones*, même s'ils n'étaient jamais réellement partis, leur participation politique était marginale, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, elle était circonscrite à l'espace éducatif. Actuellement, les jeunes voient leur rôle de militants surtout dans les quartiers populaires et dans toutes les luttes sociales. Leur objectif est de politiser tous les espaces, tous les lieux :

Pour moi la stratégie serait de politiser tous les espaces où on se trouve [...] en produisant de l'organisation, du débat, avec des graffitis, *murales* (fresques sur les murs), animer... des ateliers, en mettant à disposition ce que chacun sait pour les autres (Pedro, étudiant, 19 ans, 2011)

De ce fait, les jeunes militants pensent et veulent, d'après leurs témoignages, socialiser l'ensemble de la classe ouvrière et surtout les *pobladores* : le pauvre et l'exploité, l'enfant et le vieux :

C'est-à-dire le niveau de conscience qu'on peut avoir dans un enfant, la dame du quartier peut l'atteindre aussi, la dame qui fait la cuisine peut l'atteindre, la dame qui regarde la matinale à la télé tous les jours, je crois que ça, c'est la base de tout, arriver aux travailleuses domestiques, arriver à la mamie qui cuisine tous les jours, la mamie qui fait à manger pour sept gosses, à sept personnes, tous ces gens quoi (Juan, étudiant, 19 ans, 2011)

Les moyens choisis dans ce but sont les ateliers (peinture, danse, etc.) au sein de collectifs, les activités avec les enfants, les clubs de foot, etc. Toutes ces actions sont toujours accompagnées d'un discours et d'un symbolisme anti-système :

Moi ici, comme je te disais, depuis petite je vois que tout est très inégal, merde ! Je regarde par exemple les enfants... moi je participe à beaucoup d'ateliers avec les enfants, du coup les regarder et savoir qu'ils vont faire la même chose que moi à un moment donné, ça me fait

---

<sup>201</sup> Genre de musique ayant émergé dans les années 1990, tirant ses origines de la musique reggae, des musiques du caraïbe et du hip-hop. Ce style de musique est très écouté dans les secteurs populaires de pays des Amériques.

sentir heureuse, voir que... et l'envie de continuer et de, putain, qu'il y ait plus d'enfants et plus de gens qui se rapprochent de ça, tu vois, et faire péter le système, faire tout péter... les gens qui contrôlent ça, c'est ça qui me donne de l'énergie (Ana, lycéenne, 17 ans, 2011)

Néanmoins, pour la plupart des militants la violence est l'élément catalyseur de la politique radicale et de sa propagande. Et même si l'utilité pratique n'est pas extraordinaire, elle doit constamment être exhibée, les militants construisent une mystification de la violence sur la base de personnages historiques, actuellement admirés par les *pobladores* :

Je crois que c'est la base, d'abord avant de faire ça, qui serait un contresens, créer conscience, et à partir de là, au lieu d'avoir cinq personnes qui font des barrages dans la rue, tu crées conscience chez ces femmes, ces gars de *población*, gosses de quartier, du secteur, si on faisait ça on serait beaucoup plus, et les gens te regarderaient différemment, ils te regarderaient comme ils regardaient le Che, comme aujourd'hui on aime le Che, comme aujourd'hui on aime tant de gens qui sont morts dans des révolutions. Comme ils regardent le sous-commandant Marcos, ou parce que le mec il est cagoulé, le mec il couvre sa tête, mais il n'est pas criminalisé par tout le monde, parce qu'il a défendu les intérêts du peuple et c'est exactement ce qu'on veut nous aujourd'hui (Juan, étudiant, 19 ans, 2011)

Les jeunes militants voient leurs actions – dans ce processus de socialisation et surtout dans le changement de leurs jugements moraux – comme quelque chose qui va être, à long terme, accepté, voire considéré avec reconnaissance de la part de la population.

## 2.1. Violences et lutte cognitive

La violence est pour ces jeunes le moyen qui permet la prise de conscience des injustices. Elle devient ainsi une composante de la lutte portant sur les systèmes de classement et de vision du monde qui sont la transcription symbolique des affrontements entre groupes sociaux<sup>202</sup>. C'est à travers la violence vécue – subie et exercée – que les exclus se convainquent de l'injustice de la situation qu'ils vivent. Au cours de cette lutte, qui est aussi une lutte contre la privation de parole, les jeunes passent d'une réflexion sur leur situation, à la production d'une moralité nouvelle fondée sur des pratiques de résistance.

Parmi ces pratiques de résistance, il y a celles qui proviennent d'un souvenir tragique, dont fait partie la « journée du jeune combattant ». Cet événement traumatique, qui s'est transformé progressivement en une sorte de carnaval pour la *población*, instaure de nouveaux principes symboliques comme la défense du peuple, le courage ou la coopération, entre autres :

---

<sup>202</sup> RENAULT E., « La philosophie critique : porte parole de la souffrance sociale ? », *Mouvements* N° 24, Paris, La découverte, 2002, p. 23

Oui, je m'identifie avec cette journée, parce que c'est le jour où des gars sont morts, ils sont morts en défendant quelque chose, ils sont morts pour un besoin de pain, si on nous enlevait la respiration, l'air, si on nous faisait payer pour l'oxygène, je crois qu'on commencerait tous à le piquer (voler) quoi, et ça serait la même histoire, on pique et ils nous tuent [...] il faut se souvenir de ces dates, pour qu'elles restent dans notre mémoire, dans la mémoire collective de chaque personne (Juan, étudiant, 19 ans, 2011)

La « journée du jeune combattant », c'est là où tout sort, où tout le monde participe, tu vois, je ne sais pas...pour moi ce jour c'est génial parce que c'est là qu'on se retrouve, beaucoup de gens viennent d'autres endroits et on commence à faire le même truc de toujours, mais plus grand, tu vois, du coup c'est comme notre jour à nous quoi (Ana, lycéenne, 17 ans, 2011)



Image N°29 et 30 : Affiches pour la commémoration du 29 mars de 2008 et 2015

Cette journée s'installe sous la forme d'un rituel communautaire qui s'étend dans les quartiers populaires comme nouvelle date symbolique de ceux qui se révoltent. En désamorçant la charge symbolique conférée à la date du 11 septembre, les jeunes militants effacent également la défaite que ce jour représente. Cet événement se transforme de ce fait en un jour d'espoir pour les militants radicaux :

Je crois que le 29 mars a eu le pouvoir de générer une vague, tu vois, auprès des gens. Il s'est installé si fortement qu'il a réussi à dépasser le 11 septembre, tu vois [...] le 29 mars, c'était un jour, justement, où plus que pleurer la peine de ceux qui souffrent, c'était la rage, un jour pour sortir la rage de ceux qui la gardent dedans, toujours, accumulée [...] une opportunité pour pouvoir arriver à certains secteurs, pour récupérer un peu justement l'histoire combattante [...] dans les dernières années, ça s'est même pas récupéré sous l'image des frères Vergara. Il a dépassé ça et c'est pour la question du combat, de la lutte et je ne sais pas quoi, je crois que c'est ça qu'on peut récupérer (Sandra, étudiante, 30 ans, 2011)

Au-delà de l'instauration d'une nouvelle journée commémorant les luttes sociales, s'installe aussi l'idée que l'action directe doit être constante afin de rappeler aux individus la persistance du mécontentement. La resocialisation passe par l'interdiction d'oublier la situation d'injustice :

Pour nous c'est super important qu'il y ait un truc constant, que les gens s'en rendent compte en permanence et qu'il y ait pas des périodes trop longues de tranquillité, parce que ça fait en sorte que les gens commencent à se sentir plus confortables dans leur vie qu'ils sont en train de vivre (Javi, étudiante, 22 ans, 2012)

Finalement les actions de violence contribuent à consacrer le sentiment d'appartenance et d'engagement des jeunes. C'est ce qu'attendent aussi les militants, un échange, une sorte de don, d'acceptation et d'assimilation par la violence :

Je crois que c'était en juin, et c'était, c'était génial, parce que c'était le premier barrage, les gens quand même nous faisaient pas confiance, ils pensaient qu'on était des espions et tout, du coup ils nous ont dit : « bon, si vous voulez rentrer dans la lutte, allez montez un barrage à sept heures du soir précises » et on l'a fait (Tito, lycéen, 18 ans, 2011)

L'action directe violente, comme mise en scène, légitime un discours plus ou moins articulé, lequel peut générer un questionnement moral sur celui qui le réalise et également sur celui qui l'observe.

## **2.2. Dispositifs de sensibilisation<sup>203</sup>**

Nous avons déjà parlé du rôle émotionnel assigné aux « dispositifs de sensibilisation » (*cf. chapitre 5*). Nous allons voir maintenant sous quelle forme ceux-ci sont mis en place. Après avoir identifié dans la propagande des pratiques qui vont plus loin que la simple action violente (la communication est en effet l'objectif de presque toutes les actions mises en place par les jeunes militants) les jeunes militants rendent compte de leur participation dans divers collectifs liés à des activités variées. Ces collectifs reflètent des « personnalités multiples de soi » et les différents mondes sociaux où cohabitent ces jeunes. Il existe donc une multiplicité de dispositifs qui visent à produire de nouveaux symbolismes et une récupération des traditions culturelles, toujours avec l'objectif de changer les jugements moraux des « autres » et leur permettre ainsi de comprendre leur condition de dominés.

---

<sup>203</sup> Ch. Traïni désigne les dispositifs de sensibilisation comme « les discours plus ou moins bien articulés, les supports matériels, les agencements d'objet, les interactions et mises en scène, que les entrepreneurs de cause soumettent à l'évaluation morale de leurs contemporains ». TRAÏNI Ch. (dir.), *S'émouvoir pour la cause*, *op. cit.*

### 2.2.1. *La propagande*

Nous souhaitons présenter cette pratique sous la perspective d'une dépendance réciproque entre le monde effectif et les valeurs de jeunes militants. Ainsi, selon H. Putnam, la manière dont nous pouvons percevoir la réalité dépend de nos convictions axiologiques, et inversement ces convictions axiologiques ne peuvent se former indépendamment de la manière dont nous percevons factuellement le monde<sup>204</sup>. Cette pratique qui cherche à montrer une conception alternative de la « vie bonne » est esquissée et défendue à l'aide d'arguments éthiques, en assumant qu'une description radicalement nouvelle est susceptible de changer notre perception de la réalité sociale, au point, comme l'indique Honneth, que nos convictions axiologiques ne restent pas indemnes<sup>205</sup>.

Leurs effets vont être mesurés en fonction d'un « modèle de persuasion rhétorique » et non pas en suivant celui de la « conviction rationnelle ». L'objectif est donc de provoquer un changement dans la perception des éléments visibles et familiers du monde dans lequel nous vivons afin de rendre perceptible le caractère pathologique de celui-ci.

Les jeunes militants ont toujours signalé que l'objectif de l'action directe est la propagande, que les individus réalisent pourquoi de telles actions sont menées, même si pour les lycéens cela peut être moins évident. Pour les militants l'action directe vise la compréhension de la réalité par « autrui » :

Je crois que le plus important pour moi c'est la propagande, pour que ce soit clair le sens qu'on veut donner à l'action, si on va faire un truc et personne comprend pourquoi, c'est un échec quoi. Pour moi c'est pas ça l'idée, je veux dire aller prendre des risques pour soi-même ou au nom de ce qu'on a compris à un moment donné ça a pas tellement de sens, si c'est pour ça je fais un truc tout seul, tu vois, du coup l'idée pour moi, l'idée importante ou l'idée forte du truc c'est que les gens qui voient ce truc puissent y voir quelque chose, quelque chose de plus que quelques types en train de foutre le bordel juste comme ça, parce qu'il y a un sens derrière, parce qu'il y a une idée, une conviction, une revendication qu'on veut montrer tu vois ? Et ça c'est, au moins dans le sens de l'action directe, c'est le plus important, qu'ils sachent pourquoi et qu'ils comprennent pourquoi tu vois. (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

Cette forme de persuasion se transforme pour les jeunes en une activité du quotidien. Cela commence avec la famille et doit s'étendre aux endroits où la pensée radicale est absente. Faire de la propagande chez soi, avec ses proches, commencer par ceux qui sont proches :

---

<sup>204</sup> PUTNAM H., *Raison, vérité et histoire*, Paris, Ed. de Minuit, 1984

<sup>205</sup> HONNETH A., *La société du mépris, op. cit.*, p. 144



je crois que ça, c'est autre question importante, on doit quand même essayer de porter notre message aux, enfin je crois que le plus facile c'est aux frères, parce que les parents déjà c'est autre chose, parce qu'ils ont déjà leurs idées, une vie établie et c'est difficile qu'un père prenne en compte son enfant à propos de politique [...] enfin je crois que quand on voit que la révolution est possible c'est justement quand on voit que nos familles, nos voisins sont dans le même trip, et là on peut dire oui on est sur la bonne voie, parce que si tu vas chercher des révolutionnaires toujours aux mêmes endroits, tu vas toujours en trouver, l'idée c'est les trouver là où il y en a pas, ou les créer là où il y en a pas (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

À travers la « propagande par le fait » ils appellent à l'organisation, en leur faisant comprendre qu'ils ne sont pas les seuls à être emplis de rage, et qu'ils peuvent aussi en faire partie. Ce message est difficilement assimilé par les *pobladores* plus âgés. Ce sont plutôt les enfants et les adolescents qui reçoivent le message :

L'objectif de commémorer ces dates importantes, quand les gens se sont révoltés, c'est de livrer aux gens le message qu'on est nombreux, ceux qui sont en colère avec ça, plein de rage, et puis je sais pas, si on fait ce type de choses, des gens normaux, du coup pour moi le message c'est : « eh mec, il y a tous les instruments pour leur démontrer qu'on se sent mal, alors rejoins-nous et organise-toi ! », pour moi c'est ça le message, que c'est pas un truc, ça devient pas un truc terroriste, mais des gens qui ont des idéaux, et qui vont lutter pour eux sans se soucier de tous les enculés qui nous tombent dessus (Matias, étudiant, 23 ans, 2012)

Dans l'action directe, les jeunes revendiquent le fait d'être étudiants ou lycéens, cela permet aux « autres », même s'ils ne justifient pas leur action, de valider la rationalité de l'action portée par les jeunes censés être les plus capables. Ils s'approchent des personnes et se présentent en tant que « jeunes normaux » :

En fait moi à chaque fois que je fais des trucs (barrages de rues et barricades), je m'approche à l'arrêt du bus, je commence à parler avec les mamies, je lui montre le truc, je leur dis vous savez je suis étudiant, je suis pas un terroriste ou un délinquant comme dit la télé... (Matias, étudiant, 23 ans, 2012)

La propagande fait partie aussi de l'aspect collectif de l'action. Elle fait partie d'un travail de coordination qui montre à la communauté que les activistes sont tous unis. C'est aussi une manière de diminuer les ennemis. Sans propagande rien n'est bien fait, celle-ci est la base de toute action directe :

Le fait que les types ne sortaient pas la propagande ça me dérange, ça me dérange parce que tu ne peux pas sortir juste pour la beauté du geste, sortir pour sortir, si tu sors, putain, au-delà que toi personnellement tu sais que tu as des milliers de raisons pour faire ce truc, tu n'es pas en train de le faire pour une question individuelle, tu es en train de faire ce truc pour une question collective. Et si les gens dehors ne savent pas ce qui se passe, c'est là que tu commences à te faire des ennemis, des ennemis dans la rue, parce qu'au final ce que tu essaies de faire, putain... moi je suis la logique anarchiste donc je ne veux obliger personne à penser comme moi, moi j'essaie de donner des informations à ces gens-là, parce que je sens que les gens raisonnent et qu'ils peuvent pas être tellement cons de ne pas se rendre compte (Tania, étudiante, 20 ans, 2012)

Ce travail d'équipe implique également de trouver les meilleures façons de persuader, notamment en ajustant son langage en fonction des interlocuteurs et en utilisant des exemples du quotidien issus de l'expérience directe des habitants des quartiers populaires. Il faut aussi démontrer que ce n'est pas seulement avec la violence qu'ils peuvent changer leur réalité. Ils sont donc amenés à proposer d'autres voies :

C'est un truc genre d'information différente, moi je ne partage pas la logique de ce qu'on t'envoie comme ça : « on va tout casser », genre : « brûle l'État ! », non, nous on travaille avec une logique différente. On essaie de saisir des problématiques, et d'amener les problématiques à quelque chose que les gens puissent sentir présent dans leur quotidien qu'ils se rendent compte que, je sais pas mec, que si ça augmente l'IPC (indice de prix à la consommation), dans ta vie quotidienne ça change [...] tu peux dire aux gens vous savez c'est tout pourri, mais ce type d'instances sont trop éphémères pour les gens : « bon, c'est tout pourri, et qu'est-ce que je devrais faire moi si c'est tout pourri ? ». Notre idée c'est prendre ces situations, les amener à des choses que les gens puissent voir dans leur quotidien et essayer de donner des solutions, tu vois ? Des assemblées, travailler avec tes voisins, enfin, si ça te plait pas la voie armée, tu peux faire d'autres choses, te réunir avec les gens qui t'entourent, tu vois. Ça va plutôt dans ce sens-là, en distribuant des affiches, brochures, en collant informations, en faisant des forums (Javi, étudiante, 22 ans, 2012)

C'est dans la logique de montrer des chemins différents que s'insèrent dans les pratiques des jeunes des actions directes non violentes, des interventions dans la rue sans barricades, sans affrontements, plus proches du carnaval, avec des danses, de la musique traditionnelle, etc. L'objectif est de sensibiliser les autres au travers d'une rhétorique esthétique, des images qui rendent compte d'une réalité qui leur est adverse, mais à laquelle il faut résister.

### 2.2.2. *L'art de la résistance : peinture murale, musique et danse*

Parmi les instruments dont se sert la propagande populaire chilienne, une des plus significatives est la peinture murale. Son histoire se trouve étroitement liée au parcours du *bajo pueblo*. Les premiers antécédents datent du milieu du XIXe siècle, dans les *liras populares*, feuilles de papier données aux passants, sur lesquelles les poètes populaires, souvent des jeunes arrivant de la campagne, inscrivaient un poème écrit en *décima* (strophe composée de dix vers). Ces *liras* étaient toujours accompagnées de gravures qui illustraient ce que le poème racontait, souvent les malheurs de pauvres<sup>206</sup>. Pour faire circuler ces poèmes illustrés, les poètes ont tissé des liens avec les typographes qui impriment en nombre ces poèmes pour les donner aux passants. Ces ouvriers « illustrés<sup>207</sup> » – proche comme nous l'avons déjà signalé du mouvement anarchiste du début du XXe siècle –

<sup>206</sup> NAVARRETE M., *La lira popular, poesía popular impresa del siglo XIX*, Santiago, Colección Almiro de Ávila, DIBAM, 1999.

<sup>207</sup> CASTILLO ESPINOZA E., *Puño y Letra*, Santiago, Ocho libros editores, 2006, p. 12

seront les précurseurs de cette tradition narrative populaire à travers l'illustration des injustices qu'ils subissent. Vers le milieu du XXe siècle, la tradition de typographes – devenus graphistes – entre en relation avec l'activisme politique et la participation populaire, créant le graphisme politique de rue. Ce mouvement connaît son âge d'or durant la décennie de 1960 et début 1970 : les groupes qui s'organisent pour réaliser des fresques se font appeler (encore aujourd'hui) des brigades.

Avec le coup d'État, la pratique devient clandestine jusqu'à devenir marginale, elle restera rattachée aux *poblaciones* jusqu'au milieu des années 1980 époque où elle fera partie de la période de contestations contre la dictature (cf. chapitre 2 et 3).



Image N°31 : Mural de la Brigade Ramona Parra durant la Dictature : « contre la Dictature, nous allons peindre même le ciel ».

Les années 1990, pour les raisons que nous avons largement évoquées au cœur de ce chapitre, voient l'activité muraliste s'éteindre<sup>208</sup>. Ce sont donc les collectifs et les brigades nouvelles et historiques<sup>209</sup> qui réorganisent au début des années 2000 ce type de propagande qui devient aussi et de manière progressive une forme d'expression artistique.

<sup>208</sup> Les années 1990 seront dépositaires d'une nouvelle pratique, influencée par la culture urbaine du hip-hop. Se développent ainsi fortement les pratiques du graffiti et du tag, des actions beaucoup plus individualistes dont l'objectif était de marquer un territoire, de manière collective avec le graffiti ou individuelle avec le tag, sans comporter d'un de discours politique.

<sup>209</sup> Brigada Ramona Parra du Parti Communiste née en 1968, Brigada Elmo Catalan du Parti Socialiste, Brigada Chacón, Brigada Camilo Torres, Brigada Ernesto Miranda, Brigada Negotropika, parmi d'autres qui surgissent chaque année.

L'organisation de cette activité par les brigades rend compte du caractère collectif de cette pratique<sup>210</sup> ainsi que de son illégalité. Lors de la période que nous pouvons appeler de repli vers les *poblaciones* durant le milieu de la période de dictature, la peinture murale se transforme en une activité dans laquelle participent tous les *pobladores*. Enfants, jeunes et vieux, étudiants, ouvriers et femmes au foyer se donnent rendez-vous pour élaborer des fresques. L'activité a souvent lieu pendant une journée de commémoration.



Image N°32 : Restauration communautaire d'un ancien mural à Villa Francia

C'est avec la récupération de cette tradition culturelle que les jeunes activistes se rapprochent des *pobladores* et travailleurs. L'organisation en collectifs de muralistes leur permet de sortir du monde des étudiants et de partager des expériences avec des syndicalistes ou des activistes dans d'autres domaines :

Je fais partie aussi de l'unité de peintres muralistes combattant Ernesto Miranda, un anarcho socialiste, comme tu dois savoir sans doute, et cette activité de peindre des « muraux » ça m'a ouvert tout, parce que déjà on participe avec des travailleurs, des *pobladores*, on est proches de certaines organisations étudiantes, avec lesquelles j'ai pas mal de différences, beaucoup avec certaines, mais je crois que c'est l'un des rares groupes de muralistes qui s'est maintenu dans le

<sup>210</sup> Plusieurs personnes doivent participer à l'élaboration d'un mural. Le premier à intervenir sur le mur est le *trazador* (le traçeur), qui dessine les lettres et les figures avec de la peinture noire, ensuite intervient le *fondeador* qui doit peindre le fond du mural avec les couleurs principales de l'œuvre, puis agit les *rellenadores* (les remplisseurs) chacun d'entre eux doit remplir les différentes parties du mural avec une couleur, finalement intervient le *fileteador* qui trace une ligne noire avec les contours du dessin. Étant au début une activité illégale donc clandestine, le mural devait être réalisé rapidement, pendant la nuit, et les participants devaient toujours être prêts à courir au cas où la police interviendrait. MANQUEZ M. F., "Huellas de Color: Una mirada a las brigadas muralistas chilenas como expresión cultural popular", VI Congreso de Estudiantes de Pós-graduação em Comunicação – UERJ | UFF | UFRJ | PUC-RIO | Fiocruz Universidade do Estado do Rio de Janeiro, Rio de Janeiro, 2013.

temps et qui maintient son travail constant, c'est pour ça que j'aime travailler avec eux, et dans le groupe il y a une diversité d'opinions, je trouve que c'est agréable de travailler avec eux (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

La richesse de la peinture murale en tant que propagande réside dans le fait qu'elle devient un élément de la rue. Elle s'insère dans l'espace public et utilise un lieu ouvert à tous pour imprimer une opinion. La peinture murale dans les *poblaciones* politisées est une œuvre produite par ses mêmes spectateurs et installée où circulent d'autres spectateurs, lesquels, en accord ou non avec le message, le verrons et réfléchirons à son contenu :

faire un *mural* où tout le monde n'est pas au courant ou ils sont pas tous attentifs à ça et qu'ils le voient, c'est autre chose, ça change la situation, parce que tu touches tout le monde, pas seulement ceux qui le veulent ou qui le cherchent, mais à tous les types qui sont juste là et ils l'ont vu, et ils ont vu quelque chose et dans leur délire ils ne partagent même pas ce message ou ils le rejettent carrément, mais peu importe, parce que tu les forces à penser le truc, et je crois que ça, c'est important. (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

La rue est donc l'espace principal où se produit la lutte idéologique. L'expression stylistique ne s'épuise pourtant pas dans le mural. Le graffiti, le stencil (pochoir) ou le *rayado* (tag) sur les murs sont aussi des pratiques utilisées par les jeunes, c'est le message rapide, la consigne courte, actuelle.



Image N°33 : Tag dans le quartier Yungay : « Domestication gratuite et de qualité – non merci »

Cette consigne fait référence de manière critique aux demandes du mouvement étudiant de 2011 : « éducation gratuite et de qualité » (cf. chapitre 4), mettant en cause l'éducation en tant que reproduction du système en l'approchant à une domestication.

Cette pratique reflète souvent un état émotionnel, l'expression de la rage, l'indignation ou simplement une manière de se détendre. Elle comporte donc un langage impertinent et agressif :



C'est une façon de m'exprimer, je ne sais pas c'est genre pour libérer ma colère je vais rayer, c'est comme une adrénaline que tu sens quand tu rayes [...] Je le pense comme une façon de laisser un message [...] La [phrase] typique que j'aime écrire souvent c'est : « si lutter pour la justice c'est la délinquance, je me déclare délinquant social ». Ça, c'est la citation que j'aime le plus, parce que si tu vois que tu es discriminé de tous les côtés pour le fait d'être un délinquant, d'une certaine façon moi je suis un délinquant anarchiste (Michel, lycéen, 18 ans, 2011)

À ces activités visuelles s'ajoutent d'autres types d'expressions culturelles qui font partie du répertoire des dispositifs de sensibilisation utilisés par les jeunes. Parmi elles, la danse folklorique, une pratique qui se répand depuis une dizaine d'années. Plusieurs collectifs participent à la revitalisation de cette tradition :

maintenant je suis plus focalisée sur le travail plus collectif, par exemple je participe à un atelier de danse andine qui s'appelle Churicanacu, ça veut dire fils du feu, ça vient du même documentaire<sup>211</sup>, mais nous on fait de la danse andine en utilisant la rue comme une autre forme de lutte, c'est ramener la culture dans les rues, et je fais partie aussi de l'unité de peintres muralistes combattant Ernesto Miranda (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

La danse présentée sous la forme d'un carnaval s'invite à chaque commémoration. L'ambiance de fête introduite par ces actions suscite la participation massive de tous les *pobladores*.



Image N°34 : Danses *Tinku*<sup>212</sup> pour la commémoration du 29 mars. Source : frente fotografico.

<sup>211</sup> Hijos del Fuego est un documentaire de 34 min, sans auteur connu. C'est un ensemble de registres de manifestation de rue depuis la dictature jusqu'à 1998, année de sa diffusion : [https://www.youtube.com/watch?v=fwK\\_ZHSQvmg](https://www.youtube.com/watch?v=fwK_ZHSQvmg)

<sup>212</sup> Le *Tinku* est une danse folklorique des Andes issue d'un rituel cérémonial préincainque. La danse est l'expression artistique de ce rituel religieux-philosophique. Il se caractérise par des combats qui ont l'objectif de verser le sang de l'opposant comme offre à la *pachamama* (mère terre).



Image N°35 : Danseurs *Tinkus* cagoulés pour la commémoration du 29 mars à VF

La musique est aussi un puissant moyen de politisation. Les groupes de rap et la musique *hardcore* et *punk* participent aussi à la propagande grâce à la portée de leurs paroles. Ces formes de diffusion de la pensée radicale se mêlent à l'ensemble des activités lors des commémorations :

La musique, ça m'a marqué beaucoup quand même, quand j'étais plus jeune j'allais souvent à des concerts *hardcore*, *punk*, des trucs comme ça, du coup, au-delà du fait que ça soit une scène *underground*, ça te donne quand même certains instruments pour voir les choses différemment (Matias, étudiant, 23 ans, 2012)

Les jeunes militants organisent donc des concerts. Ils chantent, invitent les *pobladores* toutes ces activités permettant de tisser rapidement des liens avec la communauté et permettant de passer ensuite vers une formation par des séminaires, la construction de bibliothèques populaires, etc., car pour les jeunes ce sont finalement les *pobladores* qui doivent entendre leur message :

...j'organisais des concerts... j'en ai organisé des tonnes, à cette époque je chantais même dans un groupe *punk*, tu vois, on organisait des concerts, tu vois, avec la communauté, on organisait des forums, et ça nous a beaucoup marqués quand même, parce qu'au début il y avait toujours les typiques, les amis, après ont commencé à arriver les voisins, et là je trouvais que c'était intéressant quand même, que c'était un truc bien. D'autres collectifs nous ont rejoints pour participer dans la maison, du coup la maison à un moment donné n'était plus de ceux qui vivaient là-bas, et ça, c'était flippant aussi, elle était la maison de beaucoup de gens. À un certain moment pour moi elle est passée de *toma* à *okupa*, je ne sais pas exactement à quel moment... [...] autre chose qu'on a fait, bon on a monté une bibliothèque, une bibliothèque populaire, et c'est là que moi j'étais le plus motivée, je me suis dédiée à le faire, et en fait jusqu'à ça fait pas très longtemps j'avais encore des bouquins, c'était genre 400 et quelques bouquins... (Sandra, étudiante, 30 ans, 2011)

Les jeunes militants comprennent que leur rôle dans la politisation et la resocialisation des *pobladores* est fondamental. En plus des actions violentes, la propagande passe surtout par les activités du quotidien, par les rapports qui se tissent avec les *pobladores*, et c'est là où les jeunes se démarquent des activités institutionnelles organisées par les universitaires (charité). Les activités des collectifs leur permettent en effet de se mêler à la population, de se sentir *pueblo*, ce qu'ils sont :

Par exemple ici pour certains camarades d'université c'est presque aller faire la charité dans des *poblaciones* quand ils vont jouer avec les enfants et ça serait tout, mais non, la construction elle est beaucoup plus profonde que ça, elle est plus profonde. Moi le fait de danser et de peindre des fresques ça m'a rapprochée beaucoup plus des gens et des organisations ; je connais des gens qui t'invitent, des voisins, voisins qui sont en train de s'organiser et qui t'invitent et ils te disent : tu sais, on est en train de monter une activité et on a besoin de faire venir des gens, vous pouvez venir danser ? Du coup, là tu vois les dames qui s'organisent pour quelque chose de très valable et elles t'invitent parce qu'elles veulent que le truc soit connu dans toute sa *población* (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

Dans ce dernier extrait, l'activiste rend compte de la manière dont les *pobladores* les invitent à participer à leurs activités et comment ils s'organisent pour leurs revendications. Ce récit montre le nouvel esprit vécu dans les *poblaciones* et comment la resocialisation autour du sentiment de domination devient concrète.

### 3. *Le retour à la población*

*Luchando, creando poder popular*<sup>213</sup>

Les processus de contestation des jeunes durant les années 2006 et 2011 ont démontré une relation différente au monde des adultes. Bien que leurs revendications s'attaquent à un modèle et à des institutions soutenus par les adultes, nous ne pouvons pas soutenir, à l'instar de J. Inzunza<sup>214</sup>, que ces processus soient un type de lutte générationnelle. Ils représentent plutôt une lutte contre toute l'institutionnalité<sup>215</sup>. Dans cette lutte les jeunes ne peuvent pas faire abstraction des adultes, ils vont nouer des alliances et établir des stratégies, comme nous l'avons déjà entrevu avec la resocialisation de la conscience de domination. C'est au travers de ces alliances que les jeunes reviennent

---

<sup>213</sup> « En luttant, en créant pouvoir populaire », est la consigne traditionnellement utilisée dans les manifestations de rue dans les *poblaciones*.

<sup>214</sup> INZUNZA HIGUERAS J., «La asociatividad juvenil en los liceos públicos chilenos: la disolución de los centros de alumnos», *op. cit.*, p. 381

<sup>215</sup> *Ibidem.*, p. 389



à la *población*. Deux éléments de ce retour nous intéressent, tout d'abord le processus de repli, d'incompréhension et d'adaptation des militants à une nouvelle réalité sociale. Ensuite les formes de résistances à la pensée hégémonique mises en place lors du retour à la *población*.

### 3.1. Dépolitisation, politisation et résistances

Nous nous sommes déjà intéressés aux causes globales de la dépolitisation de groupes populaires, pourtant aux fins de notre travail le processus au sein de groupes radicaux doit être regardé plus en détail, surtout en pensant le rôle que ces derniers seront amenés à jouer dans le retour de la radicalité au sein de *poblaciones*.

Une première question qui surgit est de savoir pourquoi, en dehors des causes auparavant signalées, et comment les militants radicaux perdent leur pouvoir au sein des quartiers populaires ? Une réponse possible de cette déprise dans la constitution d'une résistance, en dehors de la persécution subie, est leur mauvaise lecture de la réalité post-dictatoriale. Comme nous pouvons le constater dans l'extrait suivant, les militants s'attaquent aux facteurs matériels du capitalisme, lesquels étaient déjà fort insérés dans la pensée des secteurs populaires. Par contre, les nouvelles pathologies sociales, plus symboliques, n'étaient pas encore si évidentes pour qu'elles puissent être dénoncées en tant que telles au cœur des nouvelles luttes sociales :

Moi je pense qu'aux groupes de cette époque ça leur a manqué de faire une analyse, parce que le néolibéralisme est arrivé aux gens dans leurs comforts, le fait de pouvoir s'acheter des trucs, tu vois ? des télévisions, dans les années 1980 il n'y avait pas beaucoup de gens avec une télé, après la grande majorité en avait pas qu'une seule, mais trois, même ici concrètement dans le quartier, le viabilisation, ça c'était le seul quartier qui était revêtu, mais si tu allais un peu plus vers là-bas, beaucoup de rues n'étaient pas goudronnées, beaucoup de maisons n'avaient pas d'égouts, il y avait encore la décharge, du coup tu avais une pauvreté visuelle qui était évidente (Franco, formateur, 33 ans, 2011)

En outre, l'idéal révolutionnaire qui subsiste chez certains subversifs, emplis d'un romantisme qui cherchait à recréer le contexte des années 1970-1980, se transforme en un type de « sortie heureuse » à un modèle qui s'effondre. Les militants subversifs pensent encore, même de manière naïve, à une révolution militaire et à la clandestinité comme alternatives. Alors, les militants radicaux s'effondrent avec leur idée de révolution, certains vont s'auto-exiler, d'autres prendre le chemin de la délinquance commune ou le narcotrafic, et d'autres enfin prendront du recul pour comprendre le nouveau contexte, former les plus jeunes et participer au renouveau contestataire :

Pour la plupart leur plus grande aspiration c'était rentrer dans la clandestinité, c'est-à-dire ils avaient pas une vision politique révolutionnaire, il y avait pas un projet révolutionnaire, c'était un truc plutôt romantique limite des légendes, tu vois ou pas ? [...] et au final les attentes n'ont pas été remplies, parce que la révolution à ce moment je crois qu'ils la voyaient plutôt comme une question de structure, je veux dire qu'ils s'attendaient apparaître un groupe militaire, politique-militaire, tellement grand qu'il aurait éclipsé l'armée nationale, c'est un truc absurde, mais à cette époque on pensait comme ça, et on s'imaginait la révolution de cette façon (Franco, formateur, 33 ans, 2011)

Les années 1990 montrent, d'une part, une population désenchantée, et d'autre part, un radicalisme qui agit de manière complètement hors-contexte. Pourtant, plusieurs de leurs revendications seront brandies dans les nouveaux processus de contestation :

Comme je te disais les années 1990 étaient anti-Pinochet, à cette époque il y avait très peu de protestations d'autres types, en effet il n'y avait pas, ni pour les prisonniers politiques, rien, rien, rien. On était un groupe très réduit, il y avait quelques trucs, mais sans importance. En plus on faisait des protestations hors contexte pour la grande masse, contre les élections en 1990, tu vois ? On était complètement à l'ouest [...] bon il y a eu aussi une époque dans laquelle on converge avec les manifs des universitaires...les groupes de lycéens à ce moment-là n'existaient même pas en tant que masse protestante, les travailleurs encore moins (Franco, formateur, 33 ans, 2011)

Nous avons signalé que la plupart des militants de groupes subversifs se sont « reconvertis », pourtant un groupe important essaye de reconstruire une résistance politique. C'est ainsi qu'avec des militants plus jeunes, au sein de syndicats ou dans des maisons *okupas* une tradition d'autodidaxie va refaire surface. Le repli se fait vers la formation pour améliorer la compréhension des phénomènes sociaux et des nouvelles formes de domination instaurés. Le mouvement libertaire a d'ailleurs repris un rôle important dans toute cette dynamique, se montrant plus proche des jeunes lycéens, étudiants et *pobladores*, ainsi que de nouvelles critiques envers l'hégémonie capitaliste :

Parallèlement le mouvement anarchiste avait pris beaucoup de force, alors toujours il y a eu cette différence avec eux, mais on agissait de toute façon ensemble. Et ainsi on a commencé à se coordonner dans différents points (de la ville) et on a recommencé encore une fois. Et à partir de ce moment, on a commencé à chercher, parce qu'il nous manque une matrice théorique et on a commencé à se réunir encore avec tous ceux qui étaient dispersés par ici ou par là et qui avaient une plus grande clarté. Après ce coup que je te disais, je te signale que se sont passé des années, trois, quatre ans, et là on commence à étudier, on se retrouve dans les études, on commence à lire par exemple, différents chapitres du Capital, on commence à travailler différents théoriciens (Franco formateur, 33 ans, 2011)

Le processus de repli prend fin avec des événements qui troublent le quotidien. Même si la rage s'exprime contre les anciens symboles de la domination (dictature), progressivement de nouvelles causes émergent – conflit mapuche, droit à la ville, altermondialisme, etc., – la protestation et les rassemblements deviennent plus massifs.

Graduellement, la protestation se déplace d'un anti-pinochetisme vers un anticapitalisme. Ce fait ouvre les possibilités de la contestation, les contradictions se multiplient, et n'importe qui peut se voir affecté par les conséquences du modèle néolibéral : éducation, transport, logement, santé, emploi. Dans tous ces domaines de la vie quotidienne, des pathologies sociales se font de plus en plus ressentir. Ainsi, la massivité de la contestation revient dans les rues de *poblaciones* en 2007 pour y rester et s'intensifier en 2010 après le tremblement de terre, « le double mouvement tellurique et social<sup>216</sup> ». Ce mouvement montre la fracture sociale et le dégoût pour le modèle économique de façon évidente et aussi symbolique :

Alors, c'était un autre contexte, je pense que le gouvernement ou le pouvoir politique, ou le pouvoir économique avait compris qu'il y a un truc qui cloche, que s'il y a quelque chose qu'il y a quelque chose dans les masses que effectivement ne s'attachent pas au modèle (économique), le modèle à un moment les avait favorisé, comme je t'avais dit dans les années 1990, mais maintenant les gens viennent de retour, parce qu'ils viennent de retour, non ? Je crois qu'il y a plein de facteurs, d'abord je pense que c'est l'endettement, les gens sont étouffés avec les dettes, alors se développe une haine du système, qui te nique constamment, en plus il y a toute l'affaire de Salco-Brand<sup>217</sup>. Le gens sont au courant, le vol des AFP (Système de gestion privée des fonds pour la retraite) des banques, alors se produit une haine collective, qui se manifeste pendant le tremblement de terre (février 2010) avec le tremblement social [...] pour moi, le truc le plus emblématique c'est ce qui s'est passé avec Falabella (grand magasin) quand les gens se servent des choses et ensuite brûlent tout, ça, c'est quelque chose de symbolique qui est très significatif. Alors les gens ne voulaient pas ne pas voler, il y avait des gens qui faisaient ça, mais les gens voulaient brûler le truc, que jamais plus ça n'existe, et ça n'est pas normal qu'après un truc si énorme comme le tremblement de terre les gens brûlent le truc, pourtant ils l'ont brûlé, ils ont brûlé le supermarché. (Franco, formateur, 33 ans, 2011)

À partir de 2011, une critique de la légalité prédomine : dépasser la légalité pour obtenir des changements. Cette pratique, déjà assimilée par les étudiants depuis 2006, se généralise et devient un moyen légitime pour l'ensemble des groupes populaires. L'extrait qui suit est constitué d'un récit chronologique assez fidèle de la période :

Je pense qu'il y a eu un moment important, je crois que c'était l'année 1998, quand Pinochet accède au sénat, ce 11 mars de 1998, je crois qu'il y a eu une évolution dans la protestation. A ce moment tout à pété, c'était deux jours, mais avec une rage collective, mais contre Pinochet. Dans ces années commencent aussi les manifs des mapuche, qui arrivent ici à Santiago avec des groupes d'appui et commencent à obtenir une plus grande notoriété. Commencent aussi les groupes anarchistes, aussi, commencent les maisons *okupa* et commence à apparaître tout cette massivité plus combative, plus radicale [...] et l'année 2004 on a travaillé presque toute l'année autour du sommet de l'APEC (*Asia Pacific Economic Cooperation*), on a fait divers actions et il commence à se massifier cette idée de la protestation, l'idée était de faire un bordel

---

<sup>216</sup> Cf. PULGAR C., « Quand la justice spatiale fait trembler la ville néolibérale. Le double mouvement tellurique et social ai le Chili d'après le tremblement de terre du 27 février 2010 », *Justice spatiale / spatial justice*, n°6, 2014

<sup>217</sup> Salco-Brand est une affaire de collusion entre les principales chaînes de pharmacies chiliennes (Farmacias Ahumada, Cruz Verde et Salco-Brand). Elles ont concerté l'augmentation de prix sur au moins 220 médicaments pour le traitement de maladies chroniques

ces jours-là, trois jours de combativité maximale, en effet l'APEC dure presque toute l'année en fonction des activités qui sont organisées, mais les activités les plus importantes sont en novembre [...] avec l'APEC on comprend qu'il y avait une question combative contre le capitalisme, contre, bon à cette époque il y avait Bush et là je pense que c'était fort. On n'a pas réussi en tout cas, et là il faut être sincère et j'étais toujours critique de ça, on n'a pas réussi à rallier la population parce que c'était le bordel au centre-ville, évidemment ici à la Villa Francia...mais on n'a pas eu cette massivité qu'on voulait [...] et après en 2006, je crois que cela marque un fait important, un autre fait important c'était le truc des lycéens, les lycéens, car là ils nous ont tous pris par surprise, à tous cela nous a pris sans réponse, parce que nous, on ne savait pas la réponse qu'allait avoir le mouvement lycéen de 2006 [...] l'attitude combative des gamins, comment ils commencent à s'affronter au pouvoir de manière directe [...] après il y a eu un autre fait d'importance en 2007 qui était le *Transantiago* (système de transport mis en place en 2007), le *transantiago* parce que là les masses, à ce moment-là les masses commencent à montrer une rage collective contre le système de transport, et à ce moment j'ai vu que la situation change, 2007 c'est pour moi une année importante pour les luttes populaires [...] tous les jours je dirais de février à mars jusqu'à avril, tous les jours des manif contre le *transantiago*, ici il y avait des barricades constamment, parce qu'il avait une rage collective, et nous, on allait aux *poblaciones* des environs, d'autres lieux et nous, l'unique chose que l'on pouvait faire c'était de lancer des pamphlets parce que les masses sortaient déjà toutes seules, tu vois ? Les gens ont engendré une haine viscérale au système et cela s'exprimait dans la rue [...] 2007 c'était aussi important parce que commencent les manif de travailleurs, nous aussi on a compris ou l'analyse qu'on a faite c'était de collaborer avec les travailleurs, surtout avec les travailleurs les plus relégués, qui étaient les précaires, et ils ont commencé avec une question très politique, très combative, tu vois ? De commencer à foutre le bordel partout, commencent les travailleurs forestiers d'abord, et un *compañero* est mort là, après les mineurs et le bordel se répand partout [...] en 2008 et 2009 il y avait des groupes qui commencent avec les sabotages, l'affaire des bombes. Là les groupes marxistes, on perd, je crois, en effet on perd assez l'hégémonie face aux anarchistes, le nôtre n'est pas un discours qui enthousiasme beaucoup la jeunesse, surtout parce qu'il y a eu un problème de corruption à l'intérieur des groupes marxistes [...] après arrive tout ce qui se passe en 2010 avec le tremblement de terre, le tremblement...je dirais que le truc le plus important qui se produit c'est le tremblement social qui se produit, que les gens sortent dans la rue, ils sortent récupérer des denrées, prennent des choses du supermarché, on a vu qu'il y avait une fracture sociale, je pense que c'est ça ce qui arrive, je pense que personne n'a analysé en profondeur ce qui arrive en 2010 avec le tremblement de terre [...] après ce sont les lycéens qui nous surprennent encore une fois et on sait pas comment, nous on n'a pas interprété correctement à ce moment, ce fait nous surprend tous tu vois ? Et cela change complètement le contexte, c'est totalement différent ici la massivité, cela nous a tous étonné, je crois que cela, j'insiste, cela s'est construit avec le temps, cela se fait de manière spontanée de la part du pueblo, ce truc de la massivité, d'apprendre, je crois qu'apprendre la protestation, apprendre qu'en dépassant la légalité ou en débordant la légalité on peut atteindre des choses. (Franco, formateur, 33 ans, 2011)

Dans ces nouveaux conflits, même si leur origine est souvent produite par une carence matérielle, la revendication passe par la reconnaissance juridique d'un droit. C'est le cas des mobilisations des débiteurs de subsides pour le logement, qui demandent la fin des dettes, et surtout le droit au logement. Du côté des travailleurs, la situation est similaire, l'emploi précaire est dénoncé, mais pas seulement par les faibles salaires, ce sont des droits à la négociation, à la syndicalisation et surtout à la stabilité de l'emploi pour chaque travailleur.

Par ailleurs, les organisations sociales classiques ne sont plus celles qui motivent et développent des stratégies de mobilisation permanente. Ce sont au contraire de nouveaux acteurs sociaux qui se mobilisent autrement, nous l'avons déjà vu avec les étudiants, on

peut même penser que c'est l'héritage qu'ils ont laissé. L'organisation politique traditionnelle se dilue. Elle est dépassée par une idée plus libertaire, cette situation est incomprise et parfois critiquée par les militants les plus anciens, généralement marxistes, qui voient leurs organisations périr, car elles n'attirent plus l'attention des jeunes :

Les organisations politiques se voient peut-être depuis 2008 en arrière, même 2009, elles se voient présentes dans les mobilisations [...] aujourd'hui ils ne sont plus là, je pense que c'est un premier signe qui est évident quand on va aux manifs, comme quelque chose de négatif, c'est-à-dire il n'y a pas de direction, ni un discours très politique, et je pense que cela est quand même important pour moi [...] et dans ce sens je crois qu'il y a une absence d'un groupe important qui devrait être là en train de participer dans cet espace, qui peut-être il le fait mais il ne se fait pas remarquer politiquement, ce sont les organisations politiques d'avant-garde on pourrait dire, qui ont été habituellement les organisations qui se caractérisent soi-même comme plus révolutionnaires, elles ne se trouvent pas dans ce processus. (Sandra, étudiante, 30 ans, 2011)

Le type d'organisation autonomiste – horizontale et territoriale – met en valeur les lieux où se produit l'expérience du quotidien, et où les acteurs se mobilisent sur leur propre territoire. C'est pourquoi nous voyons dans ce moment comme un retour à la *población*, après une période de recul de la politique radicale durant plus d'une décennie.

C'est donc dans la *población* que se manifeste la contestation, en dehors des grands rassemblements du centre-ville. La résistance est permanente dans les quartiers populaires, et cela se voit lors de chaque journée de protestation, avec une ambiance particulière connue des habitants :

Dans les *poblaciones* on arrivait au coin de rue et parfois de manière suspecte c'est plein de décombres tirés partout, il y a des pneus sur les places et là on comprend. Vers 18 heures tu commences à voir à tous les gars se promener dans les rues, ils sortent, se promènent, ils regardent, par ici et par là, alors genre on comprend qu'ils vont rester toute la nuit dans la même attitude, en plus on le sait pour la date. Par exemple, je me souviens qu'une fois dans un coin de rue je me promenais et des gosses de pas plus de 13 ans avec des chaînes ils les lançaient sur les câbles électriques pour couper la lumière et là tu te dis dans deux heures ça va être le bordel. (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

La protestation, en tant que tradition récupérée par les *pobladores*, s'étend surtout chez les jeunes, avec ou sans conviction politique. Cela devient un apprentissage qui fera partie de leur quotidien, et ce qui était une tradition de *poblaciones* historiquement politisées se transforme en une forme d'expression de chaque quartier populaire avec ou sans histoire qui se trouve dans la « mémoire collective des opprimés » :

Dans ce à quoi nous tous participons et c'était un truc transversal c'était les manifs, s'il y avait une manif on y allait tous, c'est-à-dire c'était genre un truc que l'on savait, et cela c'est bizarre aussi, genre sans réflexion, sans théorie politique les gamins des *poblas* vont toujours aux

manifestations, celle qui sont du quartier, je me souviens du 29 mars à Pudahuel sur, cette *población* avec aucune histoire politique, parce que ce sont des *poblaciones* nouvelles, des années 1990, et même comme ça il y avait un sacré désordre le 29 mars, plein de barricades et les flics, il y avait un sacré bordel. Et cela c'était un truc qui toujours a attiré mon attention, genre que à ce moment-là, ce sont des moments dans lesquels tous se rendent compte que le truc ne marche plus, les dates sont plutôt pour exprimer cette rage cumulée, c'est-à-dire c'est comme ça que je le ressentais. (Michel, lycéen, 18 ans, 2011)

L'émergence de nouveaux mouvements sociaux, lesquels s'expriment précisément lors de processus de contestation et gagnent une visibilité et une reconnaissance durant les moments le plus intenses de la contestation, sont les plus visibles et puissants dans leurs appels à la résistance dans les *poblaciones*. Même si souvent sont regardés comme spontanés ou non organisés. Le mouvement des étudiants est le cas le plus emblématique, car il amène certainement la politisation dans des lieux qui n'avaient encore jamais été politisés. Ils arrivent à de nouvelles *poblaciones*, ou reviennent dans des lieux qui avaient perdu leur combativité durant la période de la *Concertación* :

Le mouvement étudiant de l'année dernière c'était définitivement un facteur important qui arrive à politiser encore une fois beaucoup de gens et cela est amené et montré dans plusieurs *poblaciones* ou dans des lieux où il n'y avait pas de politisation, ou il y en avait très peu. Il y avait des lieux où il n'y avait rien et maintenant il y a des organisations populaires qui s'élèvent, tu vois ? Elles érigent des formes critiques [...] anti partis politiques et contre les élections et anti système, avec un discours contre les hommes politiques et les patrons « qui sont la même chose, pareil pour le parlement et que ce n'est pas là que se trouvent les solutions », tu vois ? Ce sont des discours qui dans les années précédentes l'unique endroit où tu pouvais les entendre c'était à la Villa Francia ou à la Victoria, mais tu n'allais pas les écouter ailleurs, et cela se produit beaucoup maintenant. (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

Les jeunes se déplacent et travaillent donc pour la récupération historique des quartiers où ces nouvelles *poblaciones* méconnaissent la tradition contestataire de ceux-ci. C'est le cas des jeunes militants interviewés qui se sont installés dans la *población* Santa Anita, anciennement appelée Che Guevara, née d'une occupation à la fin des années 1960 et qui compte un nombre important de disparus et d'assassinés durant la dictature, mais dont l'histoire avait été complètement occultée de même que son nom originel :

Par exemple, mon expérience personnelle, la Santa Anita par exemple avant il n'y avait rien, en dehors de son histoire en train d'être supprimée d'être oublié, nous on essaye de la récupérer, tu vois ? Et là avec cette récupération historique<sup>218</sup> revenir et installer un truc d'identité populaire et d'organisation populaire. (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

---

<sup>218</sup> Un des jeunes militants, étudiant en histoire, rédige durant la période de l'enquête un très beau mémoire sur la *población*.

Les activités des étudiants provoquent donc chez les *pobladores* une découverte de leur histoire, de leur capacité à devenir des acteurs sociaux. Ils perdent la peur de se révolter, ce qui leur permet de se constituer en organisation :

Je crois que les mobilisations des étudiants allument la mèche de l'affaire. C'était comme le moment pendant lequel les gens ont vu qu'il y avait tellement de gamins mécontents qu'ils ont dit : oui, en réalité la dictature c'est fini et ils répriment pareil, mais avec moins de balles, mais on peut, on peut. Ils ont quand même perdu la peur et ils ont essayé de s'organiser avec ce qu'ils peuvent, car quand même tout est très limité, tout ce que tu essayes de faire ils essayent de te l'enlever, mais quand même les gens ont perdu la peur. (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

La construction de dénominations symboliques et le sauvetage de traditions culturelles deviennent petit à petit une partie fondamentale de la « culture » politique des acteurs et des mouvements populaires. La prise de conscience de leur situation de dominé s'accompagne de la revendication de leur qualité de *poblador* :

Et 2010, je commence à lire un peu plus à comprendre de quoi il s'agissait que ce n'était pas seulement...que notre lutte n'était pas seulement pour des réformes, que ça allait plus loin des réformes, parce que bien que l'éducation est liée à l'économie, avec le social, cela inclut tout un système et à la fin ça prend tout et l'éducation est une partie minimale dans laquelle on peut penser en ce moment, en tant que *poblador*, étudiant et révolutionnaire. (Pedro, étudiant, 19 ans, 2011)

Symboles et traditions se combinent et permettent la resocialisation des jeunes et des *pobladores*. Ils apprennent à travers une coopération accrue l'art de la protestation, celle qui reste dans leur mémoire :

Les gars ce truc il y a pas moyen de le contrôler, de le regarder, de le comprendre, parce que si tu vois bien, les gamins maintenant sont en train d'apprendre à protester, et cet apprentissage ils ne vont pas l'oublier, c'est comme apprendre à faire du vélo ou à marcher. Les gamins ont appris à protester et ça, c'est une grande avancée pour nous [...] ce même gosse qui se retrouve un jour dans un contexte où il est au chômage, mais il sait déjà protester, il sait qu'il doit se coordonner avec d'autres, il sait qu'il doit descendre dans la rue, il sait qu'il doit faire ça et ça. (Franco, formateur, 33 ans, 2011)

La coopération observée dans l'action directe devient une valeur fondamentale dans la reconstruction normative des *pobladores*. Ils s'entendent d'une manière rationnelle pour pouvoir se rapporter mutuellement à leur liberté individuelle, comme le signale H. Marcuse la liberté des êtres humains ne peut réussir que dans les conditions d'une liberté coopérative<sup>219</sup>. Au sein de la Théorie critique, tous les auteurs, d'Horkheimer à Habermas, aboutissent à la même idée selon laquelle l'orientation vers une praxis de « coopération libératrice » ne doit pas résulter de liens affectifs d'appartenance ou d'harmonie, mais d'un

---

<sup>219</sup> MARCUSE H., *Essai sur la libération. Au-delà de l'homme unidimensionnel*, Ed. de Minuit, Paris, 1970

examen rationnel<sup>220</sup>. Le bonheur du peuple passe donc par la coopération et le partage en tant que pratique rationnelle, par l'interaction et la vie en communauté :

Notre but c'est différent, c'est un but dans lequel tu espères que les gens génèrent des organisations dans leurs coins, et que sous cette logique ils puissent travailler, bouger, que leurs nécessités soient accomplies, mais aussi faire en sorte que l'idée de la nécessité change. Tu ne peux pas attendre que, je sais pas moi putain parce que souvent quand même ça fini tout en rigolade, on pense que les gens sont heureux avec un écran plat, avec je ne sais pas combien d'ordinateurs, c'est cette logique qui doit changer, pour que les choses matérielles ne soient pas le plus important, mais que ça soit une logique de l'être vraiment heureux : toi mec, toi qui a une famille, des amis, une communauté, et tu dois savoir que tu as seulement une vie, et cette vie c'est fait pour partager avec les gens, moi je suis très pour le truc communautaire (Javi, étudiante, 22 ans, 2012).

Ce sont les stratégies que les jeunes militants et *pobladores* utilisent pour résister à la domination normative que nous voudrions analyser par la suite.

### 3.2. La résistance épistémique

Comme il a été signalé dès l'introduction de cette troisième partie, ce sont les pratiques qui instaurent une normativité morale, et celles-ci dépendent du contexte, lequel se construit avec les interactions quotidiennes des individus. Le principe de la résistance est donc de se constituer en tant que source de légitimité de nouvelles pratiques normatives, autrement dit à travers l'habitude qui s'exprime par le biais des dénominations symboliques et traditions culturelles. Cette légitimité est en principe obtenue par la rationalité de la pratique normative qui, comme l'explique R. Frega<sup>221</sup>, se situe au carrefour des instances individuelles d'affirmation et d'auto-réalisation et des contraintes collectives de coordination et de coopération. Elle est en même temps et de manière indissociable, un attribut individuel et une institution sociale.

C'est alors, au travers d'une réflexion sur les dimensions contextuelles qui caractérisent toute forme d'action en situation, que l'on peut renouveler notre compréhension de la rationalité<sup>222</sup>.

Ainsi, la dimension contextuelle principale où s'insère la résistance à l'hégémonie normative est celle d'une « injustice épistémique ». Autrement dit la situation où est niée la crédibilité d'un sujet en raison de certains attributs sociaux<sup>223</sup> (jeunes, pauvres, précaires, etc.). La confrontation à cette injustice épistémique passe par trois aspects : la

---

<sup>220</sup> HONNETH A., *La société du mépris, op. cit.*, p. 113

<sup>221</sup> FREGA R., *Les sources sociales de la normativité*, Vrin, Paris, 2013, p. 13

<sup>222</sup> *Ibidem*, p. 22

<sup>223</sup> FREGA R., « L'épistémologie des dominés », *Critique* 2013/12 (n° 799), p. 978



reconstruction d'une crédibilité, la reconstruction d'un espace politique différent, et l'entretien d'une « lucidité subversive » et une capacité à résister.

En ce qui concerne le premier aspect, du statut épistémique dépend la crédibilité des individus, c'est à partir de cette base que les agents se reconnaissent eux, grâce au capital social de la « crédibilité ». Dans la situation d'injustice épistémique, le sujet vit la perte de crédibilité. Donc les membres de la société disposent de la légitimité de ne pas octroyer ou de retirer à quelqu'un son autorité épistémique dans l'interaction quotidienne. Nous ne pouvons pas nier que les militants radicaux sont un groupe réduit, marginalisé dans l'ensemble du processus de contestation. Ils vivent donc directement cette incompréhension de la société. Les gens ne les comprennent pas et ils les empêchent de légitimer leurs pratiques. Se produit donc le conflit moral entre les instances individuelles d'affirmation et d'auto-réalisation et les contraintes collectives de coordination et de coopération :

Parfois c'est chiant de voir comment les gens dans les manifs te cassent tout le truc quoi, quand tu vois des gens cagoulés qui balancent des décombres, les gens qui sortent les décombres et les cagoulés qui les balancent encore et cette connerie ça fait chier parce que tu essaies de leur expliquer l'importance que ça doit avoir, tu leur expliques qu'ils doivent avoir conscience de certaines choses pour faire ça, tu leur dis ça parce que les gars ce sont pas des délinquants, ce sont pas n'importe qui, ce sont des gens conscients, des gens qui ont lu, qui ont appris, des gens qui ont des expériences de vie, tu vois, et ce truc, ça te fait chier parce que les gens ne le comprennent pas. (Juan, étudiant, 19 ans, 2011)

On peut observer du côté de la société ce que J. Medina nomme des déficits cognitifs-affectifs qui équivalent à des formes spécifiques d'insensibilité épistémique : « l'incapacité à écouter et à apprendre des autres, l'incapacité à remettre en cause son propre point de vue et à faire face à la résistance épistémique qui est produite par l'effritement entre différents points de vue<sup>224</sup> ». Les inégalités sociales produisent donc dès lors de véritables formes d'ignorance épistémique, qui interdisent une pensée anti-hégémonique au sein de groupes dominés :

Du coup tu essaies d'ouvrir les yeux des gens, du peuple, et ils ne se rendent pas compte, ça énerve un peu, ça fait de la peine, parce que, bah moi je crois que la télé, ça leur met tellement de merde dans la tête que les gens deviennent complètement aveugles après, tout d'un coup tu sais même plus qui tu es, ou quels étaient tes idéaux [...] Moi je crois que pour eux [la barricade] c'est un chaos, un désordre, ce que la plupart des gens pensent de l'anarchisme, que c'est le désordre, que c'est... je sais pas... de tuer quelqu'un juste pour le tuer, de qu'on est des vagabonds, de qu'on ait rien de mieux à faire qu'on le fait parce qu'on s'ennuie. Peut-être, que

---

<sup>224</sup> MEDINA J., *The Epistemology of Resistance Gender and Racial Oppression, Epistemic Injustice, and Resistant Imaginations*, Oxford, Oxford University Press, 2012, p. 17-18

c'est ça que pense la société, qu'on est des délinquants, qu'on est le *lumpen*, je crois que c'est ça que la société pense de nous (Kato, lycéen, 18 ans, 2011)

Les jeunes pourtant utilisent des ressources épistémiques pour affaiblir et changer les structures normatives de l'oppression ainsi que les formes complaisantes du fonctionnement cognitif-affectif qui soutient ces structures. C'est ce que J. Medina appelle l'épistémologie de la résistance. Ce sont donc les pratiques avec lesquelles ils retournent dans un espace social qui permettent de mettre en place cette résistance. Cette dernière, comprise en tant que critique du conformisme, est donc conçue moins comme une stratégie réactive de survie que comme une pratique active de transformation de soi et de la société.

La construction d'un espace politique est donc déterminante pour assurer la crédibilité épistémique d'un sujet. Les jeunes et les *pobladores* construisent de ce fait un espace politique différent de celui où se développent les discours épistémiques dominants, afin d'assurer un espace propice pour l'instauration de nouvelles pratiques normatives. Cela s'est produit premièrement dans les lycées, lors des occupations, puis dans leurs *poblaciones* lorsqu'ils reviennent et s'installent de façon plus permanente. Un exemple de ces espaces est la VF :

La Villa Francia c'est une *población* populaire, mais politique, même si elle a les mêmes problèmes que toutes les *poblaciones*, la pauvreté, le trafic de drogue, et tous ces machins qui sont typiques de, putain, partout où tu as des pauvres tu vas avoir ça, dans le système actuel c'est impossible que tu ne voies pas ça, mais même avec tout ça ils ont réussi à faire valoir cette position politique de la Villa et ça je sais pas quoi, les gars qui ont travaillé pour ça, et qui doivent être beaucoup et venir d'endroits très différents, ils ont réussi, ils ont réussi dans ce sens, et c'est génial d'aller à la Villa pour le 29 mars et voir le carnaval qu'il y a pendant la journée et voir comme les gosses s'identifient avec le truc, c'est clair, ça leur donne genre un regard sur le futur, ils peuvent dire c'est bien quand même, parce que si tu vas dans d'autres *poblaciones* tu vois qu'ils sont dans des délires beaucoup plus appauvris que la Villa Francia, c'est pire, et les gosses de là-bas ils ne pensent qu'à avoir un flingue et devenir riches (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

À VF se produit une interaction entre jeunes et adultes qui assure une légitimité à l'action entreprise. Les déficits cognitifs-affectifs disparaissent et la légitimité morale de pratiques normatives est assurée par l'action des autorités épistémiques représentées par les entrepreneurs de mémoire comme la famille des frères Vergara Toledo :

Moi j'ai connu la Villa Francia en tant que lieu physique il y a juste deux ans, quand j'y suis allée pour une activité d'un 29 mars, ils ont fait un défilé très beau, musique en direct, au milieu de la *población*, ils ont mis des photos, et juste là j'ai connu la tia Luisa (mère des frères Vergara), et quand tu l'écoutes faire un discours, moi je l'admire beaucoup, ses discours sont très enrichissants, j'inviterais tout le monde à écouter ce qu'elle pense et ce qu'elle dit et quand tu commences à te promener par la *población*, tu vois les murales, tu vois qu'il y a une organisation constante d'activités, c'est une dynamique qui maintient la mémoire historique de

lutte. Si la vie c'était réaliser tout le temps ce type d'activités, plus d'action directe, propagande, et c'est pas que ça, pour le peu que j'ai pu participer je sais qu'on réalise beaucoup d'activités culturelles et on invite les gens à rester plus en communauté (Viviana, étudiante, 21 ans, 2012)

Les diverses habitudes rattachées à VF – la protestation, la commémoration, la peinture murale, la danse, etc. – permettent de former les *pobladores* depuis leur enfance et de garder ainsi la tradition de résistance politique, malgré tous les problèmes que subissent les quartiers défavorisés. L'objectif est de garder une « lucidité subversive des dominés ». Autrement dit, une fois la conscience de la domination acquise par les *pobladores*, la dimension proprement cognitive des luttes sociales doit être redéfinie constamment :

Moi j'ai grandi ici, cet endroit m'a appris pratiquement tout, il y a très peu de choses que j'ai apprises dehors, j'ai appris des choses sur les *campamentos*, j'ai connu des survivants de la torture, des gens qui ont eu des séquelles très dures suite à l'époque de la dictature, j'ai vu souffrir beaucoup de gens, du coup tout ça a commencé à me... ça m'a transformé dans une personne comme ça quoi (Ana, lycéenne, 17 ans, 2011).

La rationalité de la pratique renoue avec le milieu local, où même les pratiques de la radicalité les plus critiquées redeviennent légitimes. La violence, par exemple, au sein de l'espace politique retrouve des principes normatifs qui seront toujours repris, comme celui de la vengeance :

Moi généralement j'allais pas aux manifs, en fait ça m'a jamais plu d'aller aux manifs parce que je trouvais que c'était un peu se mettre en danger sans raison, tu vois, ça, c'était ma vision quand j'étais petite [...], mais ce n'est pas comme ça ici dans la *población*, ici je participais quand même tu vois. On faisait des barrages de rue comme d'habitude. On peut dire que c'est un truc plus proche, pour moi ça avait plus de sens au moins, je trouvais pas trop de sens dans le fait d'aller au centre avec un groupe d'inconnus pour foutre le bordel [...] au moins dans l'espace de la *villa*, tu es beaucoup plus engagé avec des organisations politiques différentes et dans un certain sens tu t'engages avec chacune une forme différente. [...] C'est là je crois que j'ai commencé à rentrer dans le truc de la violence, à le comprendre un peu plus, au début j'en avais une idée parce que les gars le manifestaient toujours comme une question de, genre de rage retenue, tu vois. Et c'était un peu ce que je mettais en question moi quoi, je disais s'il y a de la rage contenue, etcétera, aucun intérêt d'aller là se défouler, parce que le fait concret pour moi c'était que c'était comme une vengeance, c'était genre infliger un certain dommage, et moi je ne parlais pas de dommages matériels quoi, tu vois (Sandra, étudiante, 30 ans, 2011)

Enfin, c'est dans l'espace local que les traditions qui permettent une continuité de la lucidité subversive s'expriment plus profondément. Les événements marquants la résistance épistémique, comme le 29 mars, retrouvent une importance dans le fait que les frères Vergara ont fait de leur vie une pratique de leur pensée. Ils ont orienté leur conduite en fonction de la validité de leur argument, c'est-à-dire de la raison. Pleinement légitimé au vu de la vertu de leur message :

Si tu es un étudiant, un type normal, un *poblador*, et tu assumes une question politique et tu la mets en pratique, tu es en train de le faire parce que tu le veux, personne t'as pointé un flingue sur la tempe et tu n'as signé aucun contrat qui disait on doit donner notre vie pour ça, tu vois ? Et là tu te rends compte de l'importance de ces dates, où au-delà de la date en soi c'est une question de voir comment les gars font de leur vie une pratique de ce qu'ils pensent, je crois que là on revient à la même question, être cohérents, c'est-à-dire si les gars se font tuer c'était pour être cohérents et pas pour autre chose (Silvio, étudiant, 22 ans, 2012)

C'est donc dans la capacité à résister aux schèmes sociaux dominants, aux manières de voir et de percevoir socialement constituées, et aux habitudes dans lesquelles elles s'incarnent, que se trouve le moteur du changement social.

### ***Conclusion***

Ce chapitre nous a permis de comprendre comment les jeunes s'insèrent dans de nouveaux espaces de résistance. La *población* se transforme ainsi en un lieu où se mettent en place les nouvelles pratiques anti-hégémoniques. Plusieurs éléments théoriques justifient ce déplacement de la sphère individuelle vers le milieu communautaire. Nous garderons surtout l'idée que les êtres humains sont, par nature, destinés à être appréhendés et reconnus dans une sphère publique et de ce fait leur auto-réalisation individuelle réussit uniquement lorsqu'elle se combine avec l'auto-réalisation de tous les autres membres de la société.

Pourtant ce processus, comporte nombre de contraintes dissimulées par des conditions produisant des pathologies sociales. À cela s'ajoutent les faibles ressources normatives que possèdent les groupes populaires endurent ces pathologies. Les moyens ayant été signalés dans la mise en place de cette dissimulation sont l'exclusion culturelle – linguistique et symbolique – et l'individualisation institutionnelle. Ces processus d'individualisation sont destinés à contrôler les sentiments d'injustice sociale en atomisant l'expérience des conditions de vie et en rendant ainsi plus difficile l'identification communicationnelle de l'expérience d'injustice.

La situation des groupes populaires au Chili montre que depuis la Dictature et les quinze premières années du gouvernement de la *Concertación*, les pratiques de communication et de délibération se sont effondrées et avec elles la possibilité de contribuer à la construction d'un ordre social. Pourtant, le processus appelé de resocialisation de la conscience de domination est mis en marche depuis plusieurs années.

Sur cette base radicale ainsi construite, on observe le retour des groupes populaires en tant qu'acteurs au sein du « capitalisme désorganisé ». Ils se sont développés

progressivement et de concert avec les jeunes lycéens et étudiants. Ce retour passe nécessairement par la prise de conscience de leur situation de dominés, processus composé de trois éléments : la reconstruction de moyens symboliques ; la renaissance ou l'élargissement de traditions culturelles radicales ; et la modification de jugements de réprobation morale.

La contestation, et la radicalisation de celle-ci se mettent en place lorsque ces trois éléments commencent à agir dans le quotidien des *pobladores*. La forme que ces éléments prennent est celle de dispositifs de sensibilisation à fort potentiel instituant. La multiplicité de dispositifs mis en place vise à construire de nouveaux symbolismes et la récupération des traditions culturelles se fait toujours avec l'objectif de changer les jugements moraux des « autres » et leur permettre de comprendre leur condition de dominés.

Se manifeste ainsi la propagande, en tant qu'aspect collectif de la résistance, chargée de provoquer un changement dans la perception des éléments visibles et familiers du monde dans lequel vivent les *pobladores*, afin d'en rendre perceptible le caractère pathologique de celui-ci. Dans le domaine de cette propagande collective, les activités artistiques, qui se mêlent avec la politique dont le lieu d'accomplissement est la *población*, sont récupérées : la peinture murale est la plus répandue et politiquement engagée de par son histoire. Ces activités ont permis d'attirer les *pobladores* vers des activités complémentaires de l'action directe. Ils sont ainsi intégrés à tout le « processus événementiel de la contestation ».

En effet, ce que nous avons observé était un dépassement du discours épistémique tenu par les groupes hégémoniques. L'articulation et l'alliance entre jeunes et *pobladores* permettent la construction d'une résistance à ce discours passant par la critique de la légalité et le dépassement de celle-ci comme condition pour obtenir des changements.

Dans la rupture avec la légalité, l'élément local, c'est-à-dire la résistance permanente dans les quartiers populaires, avec ou sans histoire politique, devient fondamental. En effet, le processus de décentralisation de l'organisation étudiante et surtout lycéenne a permis que toutes les *poblaciones* disposant d'un lycée – quasiment toutes à Santiago – observent et s'informent du mouvement et de leurs revendications et de leurs pratiques radicales. Les lycéens habitant la *población* continuent, à la fin des occupations, avec leurs pratiques radicales au sein de leurs groupes d'affinité, qui actuellement s'étend à l'ensemble des *pobladores*.

Nous sommes conscients que ces formes d'activité suivent des idéaux de vie très sélectifs et généralement conditionnés par l'époque où certains événements se sont produits. Elles peuvent donc difficilement constituer des conditions universelles de réalisation de soi. Pourtant, il est indéniable que la société étudiée a été confrontée à une profonde désillusion politique, et comme le signale S. Critchley, la désillusion est la réponse à une injustice précise ou à un tort précis qui entraîne la nécessité d'une éthique<sup>225</sup>. Dans cette nouvelle condition, le sujet éthique apparaît dès lors que le moi se lie volontairement à une conception du bien<sup>226</sup>. C'est donc la condition pour les jeunes d'une construction d'une identité politique radicale où leur subjectivité éthique est fondée sur l'idée de fidélité ou d'engagement à l'égard d'une exigence éthique unilatérale, radicale et irréalisable.

D'autre part, l'insatisfaction de citoyens devant les formes traditionnelles de la politique fondées sur le vote et ses institutions a, en effet, conduit au développement spectaculaire d'un engagement et d'un activisme à l'écart des bureaux de vote. Celui-ci se manifeste dans l'action communautaire. Cette action guidée par l'idée autonomiste fondée autour de la liberté, au moment de s'ouvrir vers l'espace communautaire *poblacional*, présente un changement de paradigme. L'autonomisme s'organise ainsi autour de la responsabilité, d'une responsabilité qui surgit face à une situation d'injustice ressentie comme généralisée.

---

<sup>225</sup> CRITCHLEY S., *Une exigence infinie*, op. cit., p. 152

<sup>226</sup> *Idem.* p. 152

## Conclusion générale

Au cours des cinq dernières années, nous avons été témoins d'une vague de mouvements de contestation sans précédent sur l'ensemble de la planète. L'interconnexion de réseaux de manifestants, les moyens rapides d'accès à l'information et d'innombrables causes ont permis, selon la thèse évoquée par A. Ogien et S. Laugier<sup>1</sup>, une uniformisation de pratiques protestataires. Les motifs brandis sont généralement les mêmes : les inégalités sociales, l'expérience ordinaire de la paupérisation et l'expérience de dictatures, donc les demandes sont souvent similaires : plus de justice et plus de démocratie.

Cette homogénéisation de répertoires d'action contestataires, au sens donné par C. Tilly<sup>2</sup>, a également acquis une certaine uniformité idéologique dans les processus observés notamment dans les pays qui adoptent la démocratie représentative et le (néo)libéralisme comme principes conducteurs de l'ordre politique. De ce point de vue, nous ne pouvons pas nier l'importance du mouvement altermondialiste qui, depuis les années 1990, s'organise dans un vaste réseau à l'échelle mondiale. Le mouvement Zapatiste inspire en termes pratiques, esthétiques et idéologiques ce vaste réseau contestataire éloigné des partis politiques révolutionnaires classiques<sup>3</sup>. Mais c'est surtout la pensée autonomiste (anarchiste, libertaire) qui prend la place laissée par l'idéologie marxiste<sup>4</sup>.

La mondialisation des types de contestation passe aussi par l'universalisation de pratiques d'action directe. Il y a, d'abord, l'occupation – de roues, de places, voir l'installation de campements – dont ce travail a largement parlé, qui est un répertoire utilisé par les mouvements les plus médiatisés : Occupy Wall Street, le mouvement des indignés à Puerta del Sol, la place Taksim en Turquie et plus récemment la ZAD de Sivens, entre autres<sup>5</sup>. Les rassemblements massifs de milliers de participants se généralisent

---

<sup>1</sup> Cf. OGIEN A., LAUGIER S., *Le principe démocratie : enquête sur les nouvelles formes du politique*, op. cit.

<sup>2</sup> Cf. TILLY C., « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », op. cit.

<sup>3</sup> AGRIKOLIANSKY E., FILLIEULE O., MAYER N. (dir.) *L'altermondialisme en France : la longue histoire d'une nouvelle cause* Paris, Flammarion, 2005

<sup>4</sup> Voir sur ce changement : DUPUIS-DERI F., « L'altermondialisme à l'ombre du drapeau noir. L'Anarchie en héritage » in AGRIKOLIANSKY E., FILLIEULE O., MAYER N. (dir.) *L'altermondialisme en France : la longue histoire d'une nouvelle cause* Paris, Flammarion, 2005, pp. 199-231 ; GRAEBER D., *Pour une anthropologie anarchiste*, op. cit.

<sup>5</sup> Comme l'expliquent A. Ogien et S. Laugier, les occupations deviennent le moyen d'organiser un lieu de vie collective permettant l'expression libre de la parole des citoyens ordinaires et la constitution d'une revendication de démocratie [...] visant à réaliser, en pratique et réellement, l'égalité, l'autonomie et la responsabilité de personnes. [...] elles s'attachent, au contraire, à imposer d'autres manières de penser et de vivre les relations sociales que celles qui reposent sur l'hierarchie et la domination : souveraineté des assemblées délibératives, refus de l'officialisation de la représentation, rotation de postes de responsabilité,

également. Ces pratiques se sont adaptées à un monde de plus en plus urbanisé et à une société – occidentale – qui n’admet pas la violence dangereuse de mouvements révolutionnaires. Des pratiques comme le black bloc trouvent dans ce paysage un espace d’évolution en tant que prototype de l’action violente « contestataire » (non révolutionnaire). Elles se déroulent dans les grandes villes dans lesquelles se trouvent tous les éléments nécessaires pour mettre en place ces stratégies de lutte urbaine esthétique et spectaculaire.

La ville devient ainsi l’une des principales scènes des événements contestataires<sup>6</sup>. L’environnement urbain peut devenir source d’ouverture et de mobilité appelant à la formation d’une opinion publique émancipatrice. Il ne faut pas oublier le potentiel émancipateur des villes<sup>7</sup>, tout comme leur plasticité au moment d’être converties en dispositifs disciplinaires qui préfigurent un grand renfermement<sup>8</sup>.

Ce travail a identifié une grande partie des éléments précédemment mentionnés au sein des actions collectives radicales mises en place au cours des cinq dernières années au Chili. Pourtant, avec cette recherche, notre intérêt était d’identifier, à travers l’interprétation de la réflexion des acteurs sur leurs pratiques et une ethnographie de pratiques radicales, le sens donné par les jeunes militants au phénomène de radicalisation politique. Nous avons cru à la capacité de ces acteurs de rendre leur monde intelligible. Dès lors, notre travail a consisté à introduire les interprétations des acteurs dans un cadre de signification scientifique et de le situer dans le cadre établi par l’enquête ethnographique.

Pour achever ce travail, une première interrogation nous vient à l’esprit : qu’avons-nous finalement appris ? Dans cette conclusion, nous souhaitons revenir sur les particularités des situations chiliennes relatives à la radicalisation de l’action collective. Nous soulignerons trois points : les origines de cette radicalisation, les espaces où elle se produit, et les évolutions des formes d’engagement.

---

extension de l’autonomie des individus, rejet de la division sexuelle de rôles, mépris des positions de pouvoir instituées, etc. OGIEN A., LAUGIER S., *op. cit.*, p. 33 et 77

<sup>6</sup> Il faut pourtant souligner le grand nombre de contestations, surtout lié à l’environnement et aux droits de peuples autochtones, qui se centrent dans des espaces ruraux : Conflit Mapuche au Chili, Conflit du parc Yasuni en Équateur, Mouvement Zapatiste au Mexique, Zadistes à Sivens et à Notre-Dame de Landes en France et No TAV dans la vallée de Suse en Italie, parmi d’autres.

<sup>7</sup> Cf. PARK R.E. *The Crowd and the Public, and Other Essays*. Chicago: University of Chicago Press, 1972.

<sup>8</sup> FOUCAULT M., *Surveiller et Punir*. Vol. 225. Paris, Gallimard, 1975



### a. Les origines de la radicalisation.

La constitution d'un acteur de la violence politique au Chili est fortement guidée par une disparition rapide de la notion de prolétariat dans le discours révolutionnaire. La notion de *pueblo* et *poblador* s'impose rapidement dans la construction d'un sujet social contestataire à partir des années 1970<sup>9</sup>. Ces agents non structurés du point de vue du marxisme classique, qui se constituent seulement sous la base de la mobilisation et de l'action, sont identifiés comme des « sujets non institutionnels » qui se constituent autour de la *población*. Ces caractéristiques expliquent, parmi d'autres conditions, la défaite rapide des acteurs du mouvement populaire pendant la dictature.

Les nouveaux acteurs qui émergent à partir des années 2000 se montrent héritiers de la notion de *pueblo* tout en étant porteurs de nouvelles caractéristiques : ils sont très jeunes et scolarisés ; ce sont des étudiants, mais surtout des lycéens et parfois même des écoliers qui prennent le relais. Au sein de ces acteurs, les nouvelles formes d'organisation – décentralisation, élection en assemblée de porte-paroles, démocratie directe comme forme de délibération – prennent une place fondamentale. L'Assemblée coordinatrice d'élèves de secondaire (ACES), symbole de ces nouvelles pratiques, permet l'émergence d'une jeunesse provenant des milieux populaires plus politisés. L'ACES reprend les appels à des rassemblements massifs et des défilés en 2001. Ce processus se cristallise dans la « révolte de pingouins » en 2006 et atteint son apogée lors du mouvement de 2011. Ces événements marquent les expériences du politique les plus significatives des nouveaux militants. Ces expériences se manifestent dans l'expression de rapports conflictuels par rapport aux pratiques normatives de l'institution scolaire et le mode d'autocontrôle imposé par celle-ci ; l'élément reflétant au mieux ce conflit sera l'occupation de l'espace éducatif.

L'enquête montre comment la repolitisation des jeunes militants passe généralement par des éléments qui touchent directement leur moralité. Il s'agit d'abord de l'adhésion à une identité politique radicale, qui passe par une critique subjective de la société. Cela passe ensuite par la transmission familiale et mémorielle, autrement dit, la socialisation politique familiale implicite ou explicite. Il s'agit enfin des pratiques politiques radicales où se concrétise leur engagement.

---

<sup>9</sup> Des réponses à ce processus peuvent se trouver dans la faible industrialisation du pays qui permet le passage rapide des métiers d'artisans à celles d'employés du secteur services sans nécessairement passer par la voie industrielle ouvrière.

Un dernier élément émerge lorsque ces trois aspects sont identifiés dans l'interprétation de récits biographiques. Il est représenté par une lecture particulière de la réalité expérimentée par les « jeunes » : la vision d'un néolibéralisme dérégulé qui rend les couches populaires extrêmement vulnérables aux risques de l'existence. Les liens verticaux de reconnaissance, comme le rappelle A. Honneth, supposent que les individus ne doivent allégeance et obéissance à l'État que si celui-ci les protège en retour et respecte leur autonomie. Ces nouveaux militants dénoncent donc la non-protection ou, comme l'exposent M. Hardt et A. Negri<sup>10</sup>, l'occupation « du social par le capital » : il s'agit d'un élément de justification d'une désobéissance et de leur radicalisation violente postérieure face à une autorité qui les contrôle, mais ne les reconnaît pas à leur juste valeur.

Différents types d'actions directes violentes se sont donc répandus fortement à partir de 2006, trouvant du sens de diverses façons : dans l'expression d'une « rage » face aux pathologies sociales, en tant qu'action défensive en réponse à la répression subie, comme une action politique d'information et de propagande, comme une forme de libération ou encore comme une construction de liens émotionnels entre semblables.

#### **b. L'espace de la radicalisation**

Chaque environnement subit des changements singuliers selon les particularités de chaque acteur ; chaque individualité en interaction permet la variation de cet espace d'une façon unique. On en déduit que, même si les pratiques et les connaissances sont similaires, leur circulation produira toujours des configurations singulières. Historiquement, la plupart des actions de violence politique se sont déroulées dans la rue, ainsi que d'autres pratiques contestataires radicales : défilés, rassemblements, occupations, etc. Nous avons appris des actions des jeunes chiliens comment l'appropriation de leurs espaces du quotidien et de sociabilité intragénérationnelle (écoles et universités) leur a permis de constituer des lieux de résistance et de transformation de normes et de pratiques. Mais c'est tout particulièrement l'occupation de lycées qui marque notre enquête. À différence de la rue, l'espace éducatif est un lieu pour lequel les jeunes construisent une appartenance. Ils expérimentent également le paradoxe de l'« enracinement temporel » : ils savent que sans eux cette structure n'a aucune raison d'être ; c'est pourquoi ils revendiquent cette interdépendance. La structure physique dans laquelle se met en acte l'occupation est aussi

---

<sup>10</sup> HARDT M. and NEGRI A., *Multitude : guerre et démocratie à l'époque de l'Empire*, op. cit.

significative : il s'agit d'un lieu fermé, protégé, meublé. Les jeunes peuvent y trouver refuge, le défendre et le transformer.

Ce contexte a permis à l'espace éducatif, comme le rappelle le chapitre 8, de devenir progressivement et discrètement un espace de résistance, théâtre de violences, où des pratiques alternatives du politique sont élaborées. On observe ainsi une révolution symbolique de cet espace qui se met en place lors des périodes critiques de contestation en 2006 et 2011.

Bien qu'elle trouve son origine dans deux traditions politiques historiquement marquantes (occupation de terrains et squat), l'occupation des Lycées a été réappropriée ici de façon originale en tant qu'action contestataire<sup>11</sup>. Cette pratique, illégale en tant que telle, cultive des modes de fonctionnement particuliers. L'itinérance et l'entraide, la démocratie directe et l'assembléisme deviennent vite des manières de résoudre les différends et de préparer le quotidien. Pour les jeunes, l'organisation et l'autogestion de leur éducation, mêmes si circonscrites dans une temporalité réduite, sont le fruit d'une réflexion fondée sur leurs expériences et leurs besoins.

Lorsque la mobilisation prend fin, nous observons que les jeunes reviennent vers l'espace traditionnel de contestation (la *población*), où toute la richesse de la « mémoire populaire » se combine aux expériences vécues lors des occupations. Au centre de ce processus mémoriel se trouvent les dispositifs de commémorations. Événements et acteurs se rassemblent ainsi dans un espace investi de mémoire<sup>12</sup>. Nous découvrons que la topographie acquiert une importance particulière, surtout parce que cet espace urbain-populaire est la réification de la mémoire collective<sup>13</sup>. D'une part, l'espace réifie le langage commun et le temps collectif ; d'autre part, il subjectivise le groupe dans une temporalité et une conscience de soi qui lui sont propres.

En même temps, l'investissement de dispositifs de commémorations par les jeunes militants transforme leur aspect solennel – parfois tragique – en devenant festifs, carnavalesques. Nous observons que cette réappropriation renforcée de l'espace public

---

<sup>11</sup> L'occupation de terrains pour le logement et le squat ou « *okupas* » plus centré sur les pratiques de contreculture, artistiques et intellectuelles constituent ses principales origines.

<sup>12</sup> Selon M. Halbwachs, l'espace est une réalité qui dure : nos impressions se chassent l'une à l'autre, rien ne demeure dans notre esprit, et l'on ne comprendrait pas que nous puissions ressaisir le passé s'il ne se conservait pas en effet dans le milieu matériel qui nous entoure. HALBWACHS M, *La mémoire collective*, op. cit., p. 209

<sup>13</sup> BERDET M., « Benjamin sociographe de la mémoire collective ? », *Temporalités* [En ligne], 3 | 2005, mis en ligne le 07 juillet 2009, consulté le 26 mars 2012. URL : <http://temporalites.revues.org/410>

redéfinit les normes du permis, légitimant la violence contre l'autorité, violence qui n'est pas spontanée ou anémique, mais ritualisée et fortement esthétisée.

Les actions radicales observées se présentent dans l'espace public comme une publicité matérialisée : l'environnement apparaît comme un élément structurant de la discussion politique. À travers sa capacité à rendre visibles les inégalités, cet espace permet la création d'un contre-public<sup>14</sup> particulier<sup>15</sup>. Ainsi cet espace, à travers les actions violentes, les occupations, la peinture murale ou les défilés de commémoration, produit la publicisation d'une nouvelle pensée et des nouvelles pratiques qui président à la formation d'une nouvelle « sensibilité publique ». Les jeunes ont un impact sur l'engagement moral d'autres individus lorsqu'ils reviennent vers le *pueblo* qui avait été éloigné de la pratique de la protestation radicale.

L'usage de la rue offre par ailleurs des potentialités pour l'action motrice : il s'agit de performances, de formes esthétiques, émotionnelles et relationnelles particulièrement expressives. Dans ce cadre, l'art se transforme en instrument d'esthétisation de la violence. La reprise de la peinture murale, pratiquement arrêtée durant les premières années de post-dictature, en est le meilleur exemple : cette expression figurative subversive essaye de légitimer la violence à travers la représentation artistique de celle-ci. Nous avons également observé l'accompagnement de toutes les commémorations et de tous les rassemblements par des danses qui, au son des musiques traditionnelles, permettent aux acteurs de pratiques radicales de les revendiquer, notamment à travers la mise en scène de danseurs cagoulés s'affrontant comme des héros à des personnages représentant le mal (les diables). Ces activités ont permis d'attirer les *pobladores* vers des activités complémentaires de l'action directe violente. Ces habitants sont ainsi intégrés à l'ensemble du « processus événementiel de la contestation » qui s'exprime dans l'espace public.

### **c. Changement dans la dynamique de la militance radicale**

Enfin, nous observons tout au long de ce travail de recherche comment les mouvements de contestation et certaines pratiques telles que l'occupation deviennent des laboratoires politiques au sein desquels les militants élaborent de nouvelles formes

---

<sup>14</sup> Leur opposition réside en ceci qu'ils estiment que l'« espace public » libéral est entaché d'un vice de forme ontologique, qui motive la lutte souterraine qu'ils engagent pour le subvertir.

<sup>15</sup> Fraser, Nancy. «Repenser la sphère publique: une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement extrait de *Habermas and the Public Sphere*, sous la direction de Craig Calhoun, Cambridge, MIT Press, 1992, P. 109-142.» Traduit par Muriel Valenta. *Hermès* (31), 2001.

organisationnelles et expérimentent de nouvelles façons de faire de la politique<sup>16</sup>. Ces évolutions font partie d'une transformation qui investit la subjectivité même des individus qui s'engagent dans un militantisme radical.

Depuis la décennie 1980, on assiste au Chili à la transition d'un militant subversif « adulte », caractérisé par la pensée marxiste et révolutionnaire et par la clandestinité d'une action militarisée, vers un type de militantisme radical jeune, parfois adolescent, plus libre et ouvert à différents versants idéologiques où l'anarchisme, sans être l'unique courant<sup>17</sup>, s'impose fortement. Ce militant s'adonne plus facilement à l'action illégale, et le nombre d'individus qui passe à l'acte se multiplie.

Selon nos observations, cette dernière caractéristique est intimement liée à la répétition progressive de manifestations qui se trouvent la plupart du temps corrélées à l'apparition de violences. Cette répétition engendre aussi une adaptation et une insensibilisation de la population aux violences collectives. De ce fait, l'action directe gagne en légitimité ou au moins elle perd des détracteurs.

En même temps, l'origine étudiante de ces mobilisations ne correspond pas nécessairement à l'adhésion à des causes typiquement issues du milieu scolaire. Ces nouveaux militants orientent leurs revendications vers l'extérieur et s'expriment souvent pour se solidariser avec d'autres groupes – Mapuche, prisonniers politiques, etc. –, plus que pour peser sur le monde de l'éducation. Autrement dit, les groupes le plus radicalisés ne sont pas vraiment en lutte pour la cause étudiante : ils se servent plutôt des instances scolaires et universitaires comme des espaces de sociabilité et d'engagement.

C'est donc l'évolution d'un engagement excluant vers un engagement inclusif que nous identifions comme l'une des particularités majeures du phénomène de radicalisation actuel. Nous apprenons ainsi que la radicalisation politique qui tend à disparaître des *poblaciones* dans les années 1990 cherche un nouveau foyer au sein de l'espace éducatif, d'abord et de manière modérée dans l'université et à partir des années 2000 dans le lycée.

L'interprétation des récits des militants révèle l'existence d'un processus d'intériorisation de nouvelles pratiques et normes – d'abord individuelle puis groupale –

---

<sup>16</sup> ANCELOVICI M., ROY-ALLARD M., « la démocratie directe en mouvement », in Ancelovici Marcos et Francis Dupuis-Deri, *Un printemps rouge et noir. Regards croisés sur la grève étudiante de 2012*, Montréal, écosociété, 2014, p. 89

<sup>17</sup> Le trotskisme et le guévarisme sont deux versants du marxisme fortement revendiqués par certains jeunes militants. Pourtant cette revendication est souvent individuelle et l'existence de groupes organisés sous ces tendances est de moins en moins évidente.

suivi d'un processus inverse : le retour des jeunes activistes aux *poblaciones*. Le déplacement du « sens-militant » se produit donc de la sphère individuelle vers le milieu communautaire. A ce titre, les organisations politiques lycéennes jouent une fois de plus un rôle important. En effet, le processus de décentralisation de la représentation lycéenne et étudiante a permis que toutes les *poblaciones* disposant d'un lycée – quasiment toutes celles situées à Santiago – observent, s'informent sur le mouvement, sur leurs revendications et leurs pratiques radicales. Lorsque les lycéens continuent avec leurs pratiques radicales à la fin des occupations et du processus de contestation, ces pratiques s'étendent de leurs groupes d'affinité à l'ensemble de *pobladores*.

Pourtant, la séparation entre jeunes et *población* n'est pas si évidente : dans l'étude de jeunes activistes, nous avons identifié un processus d'adaptation qui provoque deux types d'engagement. D'une part, un engagement qui naît, se déploie et se transforme au sein des communautés déjà très politisées (comme VF) dans lesquelles, à travers un travail émotionnel, l'environnement incite depuis l'enfance à un activisme radical. D'autre part, ce sont souvent les jeunes originaires de ces communautés qui, à l'intérieur des lycées occupés durant les mobilisations de 2011, encouragent à emprunter une autre voie d'engagement, plus spontanée, qui commence avec un événement contestataire ponctuel, mais qui, dans certains cas, peut devenir un engagement militant sur le long terme. Ce sont les jeunes participants au deuxième type d'engagement qui permettent un déplacement de l'action radicale à d'autres lieux, revitalisant ainsi le mouvement contestataire.

Les jeunes militants dans l'espace communautaire de la *población* se servent d'une tradition manifestante avec laquelle ils accèdent à la « ritualisation des comportements ». Cette ritualisation passe par l'acceptation de valeurs, croyances et symboles obtenus à travers des mécanismes de socialisation particulière à ces espaces urbains-populaires. Ce qui se produit chez les jeunes militants est donc une mise à niveau et une uniformité de conduites, c'est-à-dire participer à un modèle comportemental qui leur permet de construire identité et appartenance<sup>18</sup> au sein de leur espace communautaire.

L'ensemble des valeurs, des croyances et des symboles qu'ils recueillent dans l'espace communautaire se trouve souvent en contradiction directe avec les normes morales du modèle néolibéral. Ainsi, la solidarité se présente comme la principale valeur brandie par ceux qui se trouvent plus fortement impliqués dans la lutte radicale.

---

<sup>18</sup> GOICOVIC I., "Los escenarios de la violencia popular en la transición al capitalismo", *Espacio Regional*, Año 3, Volumen 1, Osorno, 2006, p. 80

Dans cette évolution de la dynamique militante, l'autogestion devient un élément qui guide le projet des jeunes. Nous observons donc que la pratique l'emporte sur la théorie, ce qui peut s'expliquer par une vision du pouvoir qui ne correspond pas à la vision traditionnelle de la radicalité portée par la pensée marxiste.

Enfin, nous constatons que la construction de l'engagement politique de ces nouveaux militants s'inscrit souvent dans la continuation de leurs rapports d'amitié. La dynamique émotionnelle dans la construction d'une identité politique prend de ce fait une importance majeure, car des liens émotionnels forts sont préalables à un militantisme radical. Nous sommes face à une construction du politique fondée sur l'affinité, sur des liens affectifs et émotionnels.

## Bibliographie

### I. Bibliographie méthodologique

AUYERO Javier, «El oficio de la etnografía política», *Iconos*, N° 22, 2005.

BERGER Peter et LUCKMANN Thomas, *La Construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin, 2012.

BERTAUX Daniel, *L'enquête et ses méthodes. Le récit de vie*, Paris, Armand Colin, 2010.

BESSIN Marc, « Parcours de vie et temporalités biographiques : quelques éléments de problématique », *Informations sociales*, 2009/6 n° 156, p. 12-21

BESSIN Marc, BIDART Claire, GROSSETTI Michel (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, coll. « recherches », 2010.

BLIN Thierry, *Phénoménologie et sociologie compréhensive sur Alfred Schütz*, Paris, l'Harmattan, 1995.

BLOCH Maurice, « Mémoire autobiographique et mémoire historique du passé éloigné », *Usages de la tradition*, N° 2, <http://enquete.revues.org/document309.html?format=print>

BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 62-63, juin 1986. L'illusion biographique. pp. 69-72.

BROQUA Christophe, « L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant », *Genèses*, 2009/2 n° 75, pp. 109-124

CARR David, « Epistémologie et ontologie du récit », in GREISCH Jean et KEARNEY Richard (dir.) *Paul Ricœur, Les métamorphoses de la raison herméneutique*, Paris, Cerf, 1991

CEFAÏ Daniel, « Editorial », *Cultures & Conflits* n°47 3/2002 pp.5-13

CEFAÏ Daniel et AMIRAUX Valérie, « Les risques du métier. Engagements problématiques en sciences sociales. Partie 1 », *Cultures & Conflits* [En ligne], Tous les numéros, Les risques du métier, mis en ligne le 29 avril 2003, URL : <http://conflits.revues.org/index829.html>



CEFAÏ Daniel et AMIRAUX Valérie, « Les risques du métier. Partie 2 », *Cultures & Conflits* [En ligne], Tous les numéros, Les risques du métier, mis en ligne le 29 avril 2003. URL : <http://conflits.revues.org/index832.html>

CEFAÏ Daniel (dir.), *L'engagement ethnographique*, Paris, éditions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2010.

COMBES Hélène *et al.*, « Observer les mobilisations. Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux », *Politix* 2011/1 (n° 93), p. 7-27.

DELORY-MOMBERGER Christine, *Les histoires de vie. De l'invention de soi au projet de formation*, Paris, Anthropos, 2000

DEMAZIERE Didier et SAMUEL Olivia, « Inscrire les parcours individuels dans leurs contextes », *Temporalités* [En ligne], 11 | 2010, mis en ligne le 05 juillet 2010, consulté le 23 mai 2012. URL : <http://temporalites.revues.org/1167>

DEWEY John, *Logique. La théorie de l'enquête*, (première édition 1938), Paris: PUF, 1993.

FABIANI Jean-Louis, « La survie du sociologue », *Critique*, n° 445-446, juin-juillet 1984, p. 449-459

FAVRET-SAADA Jeanne, *Les mots, la mort, les sorts. La sorcellerie dans le Bocage*, Paris, Gallimard, 1977.

FILLIEULE Olivier, « Carrière militante », in Fillieule (O.), Mathieu (L.), Péchu (C.), dir. *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009

GARFINKEL Harold, *Recherches en ethnométhodologie*, Paris, Presses Universitaires de France – PUF, 2007

GHASARIAN Christian. « Les désarrois de l'ethnographe », *L'Homme*, 1997, tome 37 n°143. Histoire d'homme Jean Pouillon. pp. 189-198.

HAUCHECORNE Mathieu, « Faire du terrain en pensée politique », *Politix*, 2012/4 n° 100, p. 149-165.

HUMPHREYS Laud, *Le commerce des pissotières. Pratiques homosexuelles anonymes dans l'Amérique des années 1960*, Paris, La Découverte, 2007 [1e éd. 1970]

HAVARD-DUCLOS Bénédicte, « Les coûts subjectifs de l'enquête ethnographique », *SociologieS*, mis en ligne le 21 juin 2007, <http://sociologies.revues.org/document182.html>

- KLEINMAN Sheryl et COOP Martha, *Emotion and fieldwork*. Newbury Park, Ca., Sage Publications (« Qualitative Research Method Series » 30). 1993.
- LAPLANTINE François, *La description ethnographique*. Paris, Nathan, 1996
- MAUGER Gérard. « Enquêter en milieu populaire ». *Genèses*, 6, 1991. Femmes, genre, histoire. pp. 125-143.
- MICHEL Johann, *Sociologie du soi. Essai d'herméneutique appliquée*, Rennes, Presse universitaire de Rennes, 2012
- MICHEL Johann, « Narrativité, narration narratologie : du concept ricœurrien d'identité narrative aux sciences sociales », *Revue européenne des sciences sociales*, Tome XLI, 2003, N° 125, pp. 125-142
- NAUDIER Delphine (dir.), *Des sociologues sans qualités ? : Pratiques de recherche et engagements*, Paris, Editions La Découverte, 2011
- RICŒUR Paul, *Du texte à l'action. Essais d'herméneutique II*, Paris, Éditions du Seuil, 1986
- SCHÜTZ Alfred, *On Phenomenology and social relations*, Chicago-Londres, The Chicago University Press, 1970
- SCHÜTZ Alfred, *Éléments de Sociologie Phénoménologique*, Paris, l'Harmattan, 1998.
- SCHÜTZ Alfred, « Choisir parmi des projets d'action ». In SCHÜTZ Alfred *Éléments de sociologie phénoménologique* (T. Blin, trad., pp. 53-87). Paris, L'Harmattan. 1998
- SCHÜTZ Alfred, *Essais sur le monde ordinaire*, Paris, Le felin poche, 2007.
- SCHÜTZ Alfred, *Le chercheur et le quotidien*, Paris, Klincksieck, 2008.
- SIZORN Magalie, « Expérience partagée, empathie et construction des savoirs », in *Journal des anthropologues* [En ligne], 114-115 | 2008, mis en ligne le 28 décembre 2010, consulté le 07 mai 2014. URL: <http://jda.revues.org/302>
- TILLY Charles, "Event Catalogs as Theories", *Sociological Theory*, 20, 2002, pp. 248-254
- TULVING Endel, « Episodic and Semantic Memory », in E. Tulving, & W. Donaldson, eds, *The Organisation of Memory*, New York, Academic Press, 1972
- WACQUANT Loïc, « Chicago fade, Le corps du sociologue en scène », *Quasimodo*, n° 7 (« Modifications corporelles »), printemps 2003, Montpellier, pp. 171-180

## II. Bibliographie générale

- ALVAREZ JUNCO José, *La ideología política del anarquismo español*, Madrid, Siglo XXI Editores, 1991
- ARENDT Hannah, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1983
- ARENDT Hannah, *Sobre la Violencia*, Madrid, Alianza Editores, 2005
- AROSTEGUI Julio, «Violencia, sociedad y política: la definición de la violencia», *Ayer* N° 13, Madrid Asociación de Historia Contemporánea, 1994.
- BARTHE Yannick *et al.*, « Sociologie pragmatique : mode d'emploi », *Politix*, 2013/3 N° 103, pp. 175-204
- BECKER Howard, *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985.
- BENDURA Albert, *Aggression. A social learning analysis*, Englewood Cliffs: Prentice Hall, 1973
- BENJAMIN Walter, « Thèses sur la philosophie de l'histoire », in *Poésie et Révolution*, Paris, Denoël, 1971.
- BENJAMIN Walter « Critique de la violence », in *Œuvres I*, trad. M. de Gandillac, P. Rusch, et R. Rochlitz, Paris, Gallimard, Folio, 2000, pp. 210-243
- BERDET Marc, « Benjamin sociographe de la mémoire collective ? », *Temporalités* [En ligne], 3 | 2005, mis en ligne le 07 juillet 2009, consulté le 26 mars 2012. URL : <http://temporalites.revues.org/410>
- BERGSON Henri, Testament, 8 février 1937
- BERGSON Henri, *Matière et mémoire*, Paris, PUF, quadrige, 2007.
- BESSIN Marc *et al.*, «Le motif de tout conflit est une attente de reconnaissance », entretien avec Axel Honneth, *Mouvements*, N° 49, 2007, p. 145-152
- BLANCHARD Pascal et VEYRAT-MASSON Isabelle (dir.), *Les Guerres de mémoires, La France et son histoire Enjeux politiques, controverses historiques, stratégies médiatiques*, Paris, Éditions La Découverte, 2008.
- BORISENKOVA Anna, « Narrative Refiguration of Social Events, Paul Ricoeur's Contribution to Rethinking the Social », *Études Ricœuriennes*, Vol 1, N°1, 2010.

- BOSCHI Renato, *A Arte da Associação: Política de base e democracia no Brasil*, São-Paulo, Vértice-IUPERJ, 1987.
- BOURDIEU Pierre, *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Les éditions de minuit, 1979.
- BOURDIEU Pierre, *La Domination masculine*, Paris, Seuil, 1998
- BOUSSAGUET Laurie, JACQUOT Sophie, RAVINET Pauline (dir.), *Dictionnaire de politiques publiques*, Paris, Presses de Science Po, 2010.
- BRESSER-PAREIRA Luiz Carlos et THEUER Daniela, « Amérique latine : après les années néolibérales, l'État développementiste est-il de retour ? », *Recherches internationales*, n° 93, janvier-mars 2012, pp. 83-106
- BRAUD Philippe, « la violence politique : repères et problèmes », *Cultures & Conflits*, La violence politique dans les démocraties occidentales, N° 9-10, 1993, 19p
- BUTON François, « Microsociologie de la violence », Publié dans *la vie des idées*, 2011
- CALVEIRO Pilar, *Poder y desaparición: los campos de concentración en Argentina*. Buenos Aires: Colihue, 2004.
- CASTEL Robert, *La Gestion des risques, De l'anti-psychiatrie à l'après-psychanalyse*, Paris, Collection « Le sens commun », 1981.
- CHESNAY Jean-Claude, *Histoire de la violence*, Paris, Laffont, 1981
- CEFAÏ Daniel, « Vers une ethnographie (du) politique. Décrire des ordres d'interaction, analyser des situations sociales », in BERGER Mathieu, CEFAÏ Daniel, GAYET-VIAUD Carole (Dir.), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, Bruxelles, Peter Lang, 2011
- CEFAÏ Daniel, « Mondes sociaux », *SociologieS* [En ligne], Dossiers, Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations, mis en ligne le 23 février 2015, consulté le 23 juillet 2015. URL : <http://sociologies.revues.org/4921>.
- CLAUSEWITZ Carl, *De la guerre*, première partie, livre premier, chap. I, Ivrea, Gérard Lebovici, 1989,
- COLLINS Randall, *Interaction Ritual Chains*, Princeton, NJ: Princeton University Press, 2005

COLLINS Randal, *Violence, a micro-sociological theory*, Princeton, Princeton university press, 2008

COLLOVALD Anni et GAÏTI Brigitte, « chapitre I. Questions sur la radicalisation politique », dans *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La dispute, 2006, pp. 19-45.

COURTEL Yannick, « La lutte pour la reconnaissance dans la philosophie sociale d'Axel Honneth », *Revue des sciences religieuses* [En ligne], 82/1 | 2008, mis en ligne le 05 octobre 2012, consulté le 07 novembre 2012. URL : <http://rsr.revues.org/622>

DE LA BOETIE Étienne, *Discours de la servitude volontaire*, Paris, Éditions mille et une nuits, 1995.

DE SAINT-EXUPERY Antoine, *Le petit prince*, Paris, Gallimard (1946), 1988

DE SINGLY François, *Le soi, le Couple et la Famille*. Paris : Nathan, 1996

DEJOURS Christophe. « Violence ou Domination ? », *Travail. Revue Internationale de Psychopathologie et de psychodynamique du travail*. No. 3, 1999, pp. 11-29.

DEWEY John, *Expérience et nature*, Paris, Gallimard, 1925

DEWEY John, *Le public et ses problèmes*, Paris, Folio, 2010

DEWEY John, *Démocratie et éducation - suivi d'Expérience et Éducation*, Paris, Armand Colin, 2011.

DOBRY Michel, « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependence », *Revue française de science politique*, 50e année, n°4-5, 2000. pp. 585-614.

DOSSE François, « Entre histoire et mémoire : une histoire sociale de la mémoire », *Raison présente*, septembre 1998, pp. 5-24.

ELIAS Norbert, *La civilisation de mœurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1973

ELIAS Norbert, *La dynamique de l'occident*, Paris, Calmann-Lévy, 1975

ELIAS Norbert, *La société des individus*, Paris, Fayard, 1991.

FOOTE, Kenneth. E., *Shadowed ground: America's landscapes of violence and tragedy*. Austin: University of Texas Press. 2003

FOUCAULT Michel, *Histoire de la folie à l'âge classique*, Paris, Gallimard, 1972.

- FOUCAULT Michel, *Dits et écrits II, 1976-1988*, Paris, Quarto Gallimard, 2001
- FOUCAULT Michel, *La Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978-1979)*, Paris, Hautes études, EHESS-Gallimard-Seuil, 2004.
- FOUCAULT Michel. *Le gouvernement de soi et des autres. Cours au Collège de France. 1982-1983*, Paris, Gallimard-Seuil, 2008
- FRAPPANT Hélène, *La violence*, Paris, Flammarion, 2000.
- FREGA Roberto, « L'épistémologie des dominés », *Critique* 2013/12 (n° 799), pp. 978-991
- FREGA Roberto, *Les sources sociales de la normativité*, Vrin, Paris, 2013
- GADAMER Hans-Gregor, *Vérité et méthode : Les grandes lignes d'une herméneutique philosophique*, Paris, Seuil, 1996.
- GARRETA G., « Une régularité sans répétition ? L'habitude comme schème dynamique », in C. Chauviré & A. Ogien (eds.), *La régularité*, Paris, Editions de l'EHESS, 2002, pp. 137-166.
- GIRARD René, *La violence et le sacré*, Paris, éditions Grasset et Fasquelle, 1972
- GIRARD René, *Le bouc émissaire*, Paris, éditions Grasset et Fasquelle, 1982
- GOFFMAN Erving, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Le Sens commun, Éditions de Minuit, 1975
- GRAMSCI Antonio, « Machiavel. Rapports de force, etc. », *Cahier 8 in cahiers de prison, Chapitres 6,7,8 et 9*, trad. de l'italien de M. Aymard et P. Fulchignoni, éd. et avant propos de R. Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de philosophie », 1983
- GUILLEMIN Henry, *Silence aux pauvres!*, Paris, Arléa, 1989
- HABERMAS Jürgen, *La technique et la science comme idéologie*, Gallimard, Paris, 1973.
- HABERMAS Jürgen, *L'espace public : Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1993.
- HABERMAS Jürgen, « De l'usage pragmatique, éthique et moral de la raison pratique », in *De l'éthique de la discussion*, Paris, Cerf, 1996
- HALBWACHS Maurice, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994.
- HALBWACHS Maurice, *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997.

HARDT Michel et NEGRI Antonio, *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, trad. de l'anglais de N. Guilhot, Paris, La découverte, 2004.

HAROCHE Claudine, « Retenue dans le mœurs et maîtrise de la violence politique. La thèse de Norbert Elias », *Cultures & Conflits*, La violence politique dans les démocraties occidentales, N° 9-10, 1993.

HEGEL Georg Wilhelm Friedrich, *Principes de la philosophie du droit*, traduit de l'allemand par André Kaan, éditions Paris, Gallimard, 1940

HEGEL Georg Wilhelm Friedrich, "System der Sittlichkeit", *Früere politische systeme*, ed. Gerhard Göhler, Frankfurt Main: Ullstein, 1974

HEGEL Georg Wilhelm Friedrich, *Leçons sur la philosophie de l'histoire*, Paris, Librairie philosophique J. Vrin, 1967

HOBBS Thomas, *Léviathan*, Paris, Folio essai, 2000.

HOFFER Eric, *The True Believer*, New York: Harper and Row, 1951

HONNETH Axel, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, 2000.

HONNETH Axel, *La société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique*, Paris, La découverte/Poche, 2006

HORKHEIMER Max et ADORNO Theodore, *La dialectique de la raison*, Paris, Gallimard, 1974

HULL George, "Reification and Social Criticism", *Philosophical Papers*, 42:1, 2013, 49-77

KALBERG Stephen, *La sociologie historique comparative de Max Weber*, Paris, La découverte, 2002.

KANT Emmanuel, *Fondements de la métaphysique des mœurs* (in *œuvres philosophiques II*, Paris, Gallimard, 1985.

KANT Emmanuel, *Métaphysique des mœurs*, Introduction à la doctrine du droit, § E, trad. A. Renaut, Paris, GF-Flammarion, 1994.

KUPER Leo, *Genocide. Its Political Use in the Twentieth Century*. New Haven: Yale University Press. 1981.

LACLAU Ernesto, *New reflections on the Revolution of our time*, Verso, London, 1990

- LAPIERRE Nicole, « Dialectique de la mémoire et de l'oubli », *Communications*, 49, 1989.
- LASSWELL Harold D, *Psychopathology and Politics*, Chicago: University of Chicago Press, 1930.
- LAVABRE Marie-Claire, « Usages et mésusages de la notion de mémoire », *Critique internationale*, le cours de la recherche, Vol. 7, 2000, pp. 48-57
- LAZZARATO Maurizio, *La fabrique de l'homme endetté, essai sur la condition néolibérale*, Paris, éditions Amsterdam, 2011.
- LE BON Gustave, *Psychologie des foules*, édition électronique réalisée à partir du livre de Gustave Le Bon, *Psychologie des foules*. Paris, Édition Félix Alcan, 1905, 9e édition.
- LEWIS Oscar, *Les enfants de Sanchez*, Paris, Gallimard, 1963
- LOMBROSO Cesare, *Les anarchistes*, Paris, Ernest Flammarion, 1896.
- LUKACS Georg, *Histoire et conscience de classe*, Traduit par K. Axelos et J. Bois. Paris, Editions de Minuit, 1960
- LUSSU Emilio, *Théorie de l'insurrection*, (trad.), Paris, éd. F. Maspéro, 1971
- MAALOUF Tina, « Le Martyr : du religieux au politique », *Sens Public*, Revue électronique internationale International Web Journal [www.sens-public.org](http://www.sens-public.org). 2005
- MACHIAVEL Nicolo, *Histoires florentines*, III, 13, « L'émeute de Ciompi », *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, « La Pléiade », 1952.
- MACHIAVEL Nicolo, *Œuvres complètes, Vol 1*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1974.
- MAÎTRON Jean, *Le mouvement anarchiste en France*, t.1, Paris, Gallimard, coll. « Tel », 1992
- MANN Michael, "The Social Cohesion of Liberal Democracy", *American Sociological Review*, vol. 35, 3/1970, pp. 423-439
- MANVILLE Alain, SANTAMARIA Ulysses. « Marx : entre l'idéalisme radical et l'individualisme anarchique », *L Homme et la société*, N°87, 1988.
- MARCUSE Herbert, *L'homme unidimensionnel. Etude sur l'idéologie des sociétés avancées*, Paris, Editions de minuit, 1968.



- MARCUSE Herbert, *Essai sur la libération. Au-delà de l'homme unidimensionnel*, Ed. de Minuit, Paris, 1970
- MARQUARD Odo, *Des difficultés avec la philosophie de l'histoire*, trad. Olivier Mannoni, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'homme, 2002
- MARX Karl, *Manuscrits de 1844 (trad. J-P. Gougeon)*, Paris, Garnier-Flammarion, 1996
- MEAD George Herbert, "The Genesis of the Self and Social Control", *International Journal of Ethics*, 35, 1925, pp. 251-277.
- MEAD George Herbert, *Mind, Self, and Society*, ed. Charles W. Morris, University of Chicago Press, 1934.
- MEDINA José, *The Epistemology of Resistance Gender and Racial Oppression, Epistemic Injustice, and Resistant Imaginations*, Oxford, Oxford University Press, 2012
- MERKLEN Denis, « Le quartier et la barricade : Le local comme lieu de repli et base du rapport au politique dans la révolte populaire en Argentine », *L'Homme et la société*, 2002/1 n° 143-144, pp. 143-164
- MERKLEN Denis, « De la violence politique en démocratie », *Cités extrêmes violences*, PUF, N°50, 2012, pp. 57-73.
- MICHEL Johann, *Gouverner les mémoires. Les politiques mémorielles en France*, Paris, PUF, 2010, 208 p
- MILGRAM Stanley, *Soumission à l'autorité*, Paris, Calmann-Lévy, 1974
- NAVET Georges et VERMEREN Patrice, « Théories de la violence, politiques de la mémoire et sujets de la démocratie », *Topique*, 2003/2 N°83, pp. 43-53.
- NIEBURG Harold, *Political violence. The Behavioral Process*, New York, St Martin's Press, 1969
- NIETZSCHE Friedrich, *Considérations inactuelles (Unzeitgemässe Betrachtungen)*, Paris, Aubier-Montaigne, 1964.
- NIETZSCHE Friedrich, *La Généalogie de la morale*, Paris, Gallimard, 1989
- NOIRIEL Gérard, *Introduction à la socio-histoire*, Paris, La découverte, Coll. Repères, 2008.

- NORA Pierre, « La mémoire collective », chap. cité, et « Quatre coins de la mémoire », *Histoire*, n° 2, juin 1979, pp. 9-32.
- NORA Pierre, « Entre mémoire et histoire », in *Les Lieux de mémoire*, tome 1, Paris, La République, Gallimard, 1984
- NORA Pierre (dir.). *Les lieux de mémoire*. Paris : Gallimard, 1992, 7 vol.
- NUGIER Armelle, « Histoire et grands courants de recherche sur les émotions », *Revue électronique de Psychologie Sociale*, 4, 2009, 8-14
- NUSSBAUM Martha C., *Upheavals of Thought: The Intelligence of Emotions*, New York, Cambridge University Press, 2001.
- NUSSBAUM Martha, *Poetic Justice*, Boston, Beacon Press, 2004.
- OCDE, *Regards sur l'éducation 2011: Panorama*, Paris, Éditions OCDE, 2011
- OGIEN Albert et LAUGIER Sandra, *Pourquoi désobéir en démocratie ?*, Paris, Éditions la Découverte/Poche, 2010.
- OGIEN Albert, « Normativité sociale et normativité neuronale. La découverte des « neurones miroirs » et ses usages en sociologie », *Revue française de sociologie*, 2010/4 (Vol. 51), p. 667-691.
- OGIEN Albert, « Théories sociologiques de l'action », *Occasional Papers* 14, Institut Marcel Mauss - CEMS, février 2013.
- OGIEN Albert et LAUGIER Sandra, *Le principe démocratie : enquête sur les nouvelles formes du politique*, Paris, La découverte, 2014.
- PARK R.E., "Human migration and the marginal man". *American Journal of Sociology*. 33, 6 : 1928, pp. 881-893
- PINKER Steven, *Gewalt. Eine neue Geschichte der Menschheit*, Frankfurt am Mein, Fischer, 2011.
- PLESSNER Helmuth, « Lachen und Weinen », in *Philosophische Anthropologie*, Fischer, Frankfurt, 1970
- PLESSNER Helmuth, *The Limits of Community: A Critique of Social Radicalism*, trans. Andrew Wallace, Amherst, NY: Humanity Books, 1999

PRESTINI Mireille, « Une nouvelle grille de lecture : l'événement », *Pensée plurielle*, 2006/3 no 13, p. 81-90.

PUTNAM Hilary, *Raison, vérité et histoire*, Paris, Ed. de Minuit, 1984

QUERE Louis et TERZI Cédric, « Pour une sociologie pragmatiste de l'expérience publique », *Sociologies* [En ligne], Dossiers, Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations, mis en ligne le 23 février 2015, consulté le 23 février 2015. URL : <http://sociologies.revues.org/4949>

QUERE Louis, « Herméneutique et pragmatisme », *Occasional papers*, CEMS-EHESS, Exposé au séminaire « Herméneutique, poétique et sciences sociales » (Johann Michel, Olivier Abel), EHESS, 24 mars 2015.

RENAULT Emmanuel, « La philosophie critique : porte parole de la souffrance sociale ? », *Mouvements* N° 24, Paris, La découverte, 2002, pp. 21-32

RICOEUR Paul, « L'action sensée considérée comme texte », in *Du texte à l'action. Essais d'herméneutique II*, Paris, Seuil, 1986

RICOEUR Paul, *Du texte à l'action. Essais d'herméneutique II*, Paris, Éditions du Seuil, 1986

RICOEUR Paul. « Le retour de l'Événement », *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée* T. 104, N°1. 1992. pp. 29-35

RORTY Richard, *Objectivisme, relativisme et vérité*, Paris, PUF, trad. fr. 1994.

ROUSSEAU Jean-Jacques, *Du contrat social* (1762), Livre I, Chapitre III, Gallimard 1964.

ROUSSEAU Jean-Jacques, *Émile ou de l'éducation : livre IV, 1762*, Édition électronique, Université du Québec, 2002

ROUSSEAU Jean-Jacques, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, Paris, Flammarion, 2011

SANCHEZ ALONSO Blanca, *Las causas de la emigración española, 1880-1930*, Madrid, Alianza, 1995.

SCHMITT Carl, *La notion de politique – Théorie du partisan*, Paris, Calmann-Lévy, 1972

- SCHMITTER Philippe C. et KARL Terry Lynn, "The Conceptual Travels of Transitologists and Consolidologists: How Far East Should They Attempt to Go?", *Slavic Review*, Vol. 53, No. 1, Spring 1994, pp. 173-185.
- SCHUTZ Alfred, *The Phenomenology of the Social World*, Evanston, Northwestern University Press, 1967
- SEARLE John, *The Construction of Social Reality*, Penguin, London, 1995
- SHIBUTANI Tamotsu, "Reference Groups as Perspectives", *American Journal of Sociology*, 60, 1955, pp. 522-529.
- SOFSKY Wolfgang, *Traité de la violence*, Paris, Gallimard, 1998
- STOFF David M., CAIRNS Robert B (éd.). *Aggression and Violence: Genetic, Neurobiological, and Biosocial Perspectives*, Lawrence Erlbaum Associates, 1996
- TAVORY Iddo, « À la vue d'une kippa. Une phénoménologie des attentes d'interaction dans un quartier juif orthodoxe de Los Angeles », in BERGER Mathieu, CEFAÏ Daniel, GAYET-VIAUD Carole (Dir.), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, Bruxelles, Peter Lang, 2011
- THOMPSON John B., « La nouvelle visibilité », *Réseaux*, 2005/1 n° 129-130, p. 59-87.
- TOURAINÉ Alain, *La fin des sociétés*, Paris, La couleur des idées, éditions du Seuil, 2013
- TRUC Gêrôme, « Memory of places and places of memory: for a Halbwachsian socio-ethnography of collective memory », *A Halbwachsian socio-ethnography of collective memory*, UNESCO 2012. Published by Blackwell Publishing, Oxford, pp. 147-159.
- VILAR Juan Bautista, *Emigración española a Argelia (1830-1900). Colonización hispánica en la Argelia Francesa*, Madrid, Instituto de estudios africanos, consejo superior de investigación científica, 1975.
- VOIROL Olivier, « Présentation. Visibilité et invisibilité : une introduction », *Réseaux*, 2005/1 n° 129-130, pp. 9-36.
- VOIROL Olivier, « Les luttes pour la visibilité » Esquisse d'une problématique, *Réseaux*, 2005/1 n° 129-130, p. 89-121.
- WAHNICH Sophie, *La liberté ou la mort. Essai sur la Terreur et le terrorisme*, Paris, La Fabrique, 2003

WALZER Michael, *Sphères de justice : une défense du pluralisme et de l'égalité*, Paris, Le Seuil, trad. fr. 1997.

WEBER Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964.

WEBER Max, *Economie et société 1. Les catégories de la sociologie*, Paris, Plon, 1971

WEBER Max, *Le savant et le politique*, Paris, 10/18 essai, 2002.

WIEVIORKA Michel, « Éditorial : Approche comparée des violences urbaines », *Cultures & Conflits*, 06, Centre d'études sur les conflits, 1992.

WIEVIORKA Michel, *La violence*, Paris, Hachette littératures, 2005

### III. Bibliographie action collective

AUYERO Javier, « L'espace des luttes » Topographie des mobilisations collectives, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005/5 no 160.

BRAUD Philippe, « La violence politique : repères et problèmes », *Cultures & Conflits* [En ligne], Tous les numéros, La violence politique dans les démocraties européennes occidentales, mis en ligne le 13 mars 2006. URL: <http://conflits.revues.org/index406.html>

BRITT Lory, HEISE David, "From shame to pride in identity politics". In *Self, identity, and Social Movements*, ed. S Stryker, T J Owens , RW White, pp. 252-268. Minneapolis : Univ. Minn. Press, 2000.

CEFAÏ Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La découverte MAUSS, 2007.

COLLINS Randall, *Interaction Ritual Chains*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 2005

COMBES Hélène *et al.*, « Observer les mobilisations. Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux », *Politix* 2011/1 (n° 93), p. 7-27.

CROSLEY Nick, "From Reproduction to Transformation. Social Movement Fields and the Radical Habitus", *Theory, Culture & Society*, 20 (6), 2003.

DOBRY Michel, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986

DUPERRE Martine, « La rationalité des émotions dans les processus de mobilisation collective », *Service social*, Volume 54, numéro 1, 2008, pp. 67-81

- DUPUIS-DERI Francis, « Manifestations altermondialisation et “groupes d’affinité”. Anarchisme et psychologie des foules rationnelles », *Colloque « Les mobilisations altermondialistes »* 3-5 décembre 2003
- DUPUIS-DERI Francis, « Penser l’action directe des black blocs », *Politix*. Vol. 17 – n° 68/2004, pp. 79-109
- EYERMAN R, “How social movement move: emotions and social movements”. In Flam H, King D, *Emotions and Social Movements*, London: Routledge, 2005 pp. 41-56.
- FILLIEULE Olivier, « L’émergence de la violence dans la manifestation de rue. Éléments pour une analyse étiologique », *Cultures & Conflits*, La violence politique dans les démocraties occidentales, N° 9-10, 1993
- FILLIEULE Olivier, MATHIEU Liliam, PECHU Cécile (Dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presse de science Po, 2009
- FRANK J. A., « La dynamique de manifestations violentes », *Canadian Journal of Political Science*, Vol 17, N° 2, 1984, pp. 325-349
- GOIRAND Camille, « Penser les mouvements sociaux d’Amérique latine. Les approches des mobilisations depuis les années 1970 », *Revue française de science politique*, 2010/3 Vol. 60, pp. 445-466.
- GOBILLE Boris, *Mai 68*, Paris, La découverte, coll. « Repères Histoire », 2008
- GOBILLE Boris, « Charles Tilly et la violence collective : moment critique et formation conceptuelle, 1968-1979 », *Tracés, Revue de Sciences humaines*, N°19, 2010 p.173-182.
- GOODWIN Jeff, “The Libidinal Constitution of a High-Risk Social Movement: Affectual Ties and Solidarity in the Huk Rebellion, 1946 to 1954”, *American Sociological Review*, 1997, pp. 53-69
- GOODWIN Jeff, JASPER James, “Caught in a Winding, Snarling Vine: The Structural Bias of Political Process Theory”, *Sociological Forum* 14 (1), 1999, pp. 27–54
- GOODWIN Jeff, JASPER James, POLLETTA Francesca, *Passionate Politics - Emotions & Social Movements*, Chicago: University of Chicago Press, 2001
- GUPTA D., “The power of incrementals outcomes: how small victories or defeats affect social movement organizations”, *Mobilization* 14, 2009, pp. 417-432
- GURR Ted, “Psychological Factors in Civil Violence”, *World Politics*, Vol. 20, N°2, 1968.

- GURR Ted, *Why Men Rebel?*, New Jersey: Princeton University Press, 1970.
- HARRE Rom, « An Outline of the social constructionist viewpoint », in HARRÉ Rom (ed.), *The Social Construction of Emotions*, Oxford, Basil Blackwell, 1986.
- HEURTIN Jean-Philippe « Les propositions d'engagement enthousiastes du Téléthon » (Université de Versailles Saint-Quentin, GSPM/IMM-EHESS)
- ION Jacques, FRANGUIDAKIS Spyros, VIOT Pascal, *Militer aujourd'hui*. Paris, Éd. Autrement, coll. CEVIPOF/Autrement, 2005.
- JASPER M James, *The Art of Moral Protest: Culture, Biography, and Creativity in Social Movements*. Chicago: University of Chicago Press, 1997.
- JASPER M James, "The Emotions of Protest: Affective and Reactive Emotions In and Around Social Movements", *Sociological Forum*, Vol 13, N° 3, 1998.
- JASPER James M., « L'art de la protestation collective », in CEFAÏ Daniel & TROM Danny (eds) *Raison Pratiques* N° 12, Les formes de l'action collective Mobilisations dans des arènes publiques, Paris, La découverte, 2001, pp. 135-159
- JASPER James, "Emotional Dimensions of Social Movements", in David A. Snow, Sarah A. Soule, and Hanspeter Kriesi, editors, *The Blackwell Companion to Social Movements*. (Oxford: Blackwell). With Jeff Goodwin and Francesca Polletta. 2004, pp. 413-432
- JASPER James M., "Emotions and Social Movements: Twenty Years of Theory and Research", *The Annual Review of Sociology* 14, 2011
- KAUFMANN Laurence et TROM Danny (eds.) *Qu'est-ce qu'un collectif? Du commun au politique*, Raisons Pratiques N°20, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2010
- KOKOREFF Michel, « Sociologie de l'émeute. Les dimensions de l'action en question », *Déviance et Société*, 2006/4 Vol. 30.
- KONZELMANN ZIV, Anita, « L'intentionnalité collective – entre sujet pluriel et expérience individuelle ». In: D. Trom & L. Kaufmann (eds.), *Qu'est-ce qu'un collectif ? Du commun à la politique*, *Raisons pratiques*, 20, Paris: Editions EHESS, 2010
- LATTE Stéphane, « La "force de l'événement" est-elle un artefact ? Les mobilisations de "victimes" au prisme des théories événementielles de l'action collective », *Revue française de sciences politique*, vol. 62, n° 3, 2012, p. 409-432.

MATHIEU Lilian, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, 2007/1 n° 77, pp. 131-151

MATONTI Frédérique, POUPEAU Franck, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, N°155, 2004.

McADAM Doug, *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, Chicago: University of Chicago Press, 1982.

McADAM Doug, « Recruitment to High Risk Activism. The case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, vol. 92, n° 1, 1986.

McADAM Doug, TARROW Sidney et TILLY Charles, *Dynamics of contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

MELUCCI Alberto, "The process of Collective Identity", *Social Movements and Culture*, edited by H. Johnston and B. Klandermans. Minneapolis: University of Minnesota Press, pp. 41-63

REA Andrea, « Les émeutes urbaines : causes institutionnelles et absence de reconnaissance », *Déviance et Société*, 2006/4 Vol. 30, pp. 463-475

ROUTLEDGE Paul, "A Spatiality of Resistance. Theory and practice in Nepal's revolution of 1990", in Steve Pile et Michael Keith (éds), *Geographies of Resistance*, Londres, Routledge, 1997, p. 68-86.

SEWELL William H., "Space in Contentious Politics", in Ronald Aminzade *et al.* (éds), *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Mass., Cambridge University Press, 2001.

SNOW David, MACHALEK Richard, "The Sociology of Conversion", *Annual Review of Sociology* 10, 1984, pp. 167-190

SOMMIER Isabelle, « Sentiments, affects et émotions dans l'engagement à haut risque », *Terrains/Théories* [En ligne], 2 | 2015, mis en ligne le 17 octobre 2014, consulté le 15 août 2015. URL : <http://teth.revues.org/236>

SOREL George, *Réflexions sur la violence*, Paris, Quartier libre, 2006.

TARROW Sidney, "Ciclos de acción colectiva: entre los momentos de locura y el repertorio de contestación", en TRAUGOTT, Marc, *Protesta Social. Repertorios y Ciclos de acción colectiva*, Barcelona, Editorial Hacer, 2002.



THERBORN Göran, "Why and How Place Matters", in TILLY Charles et GOODIN Robert (éds), *Oxford Handbook of Contextual Political Analysis*, Oxford, Oxford University Press, 2006.

THOITS Peggy, "The sociology of the emotions", *Annual Review of Sociology* 15, 1989, pp. 317-342.

TILLY Charles, *Front mobilization to revolution*. Reading, Mass., Addison-Wesley Publishing Co., 1978.

TILLY Charles, « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. N°4, octobre 1984. pp. 89-108.

TILLY Charles, « Décrire, mesurer et expliquer le conflit », *Revue internationale de politique comparée*, 2010/2 Vol. 17, p. 187-205.

TRAÏNI Christophe (dir.), *Émotions... mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « sociétés en mouvement », 2009.

TRAÏNI Christophe, « Des sentiments aux émotions (et vice-versa) Comment devient-on militant de la cause animale ? », *Revue française de science politique*, Vol. 60, 2010, pp. 335-358.

TRAÏNI Christophe, *La cause animale (1820-1980). Essai de sociologie historique*. Paris, PUF, 2011

TRUC Gérôme, « La violence en situations. Entretien avec Randall Collins », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [en ligne], 19 | 2010, mis en ligne le 30 novembre 2012. URL : <http://traces.revues.org/index4930.html>

#### **IV. Bibliographie Chili : histoire, mobilisation sociale et violences**

ALVARADO Luis, CHEETHAN Rosemond et ROJAS Gastón, "Movilización social en torno al problema de la vivienda", *Revista Latinoamericana de Estudios Urbano Regionales EURE*, N° 7, 1973.

ALVAREZ VALLEJOS Rolando, "Los hermanos rodriguistas. La división del Frente Patriótico Manuel Rodríguez y el nacimiento de una nueva cultura política en la izquierda chilena. 1975-1987", *Revista Izquierdas*, año 2, N° 3, 2009.

ARTAZA Pablo, "La matanza de la escuela Santa María de Iquique y La radicalización de la conciencia de clase", *Patrimonio Cultural* N° 45 (Año XII) Revista estacional de la

Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos (Dibam), Ministerio de Educación de Chile, Primavera de 2007.

AYLWIN José, *Estudio sobre tierras indígenas de la Araucanía: antecedentes histórico-legislativos (1850-1920)*. Temuco, Instituto de Estudios Indígenas, 1995.

BAÑO Rodrigo, “Los sectores populares y la política: Una reflexión socio-histórica”, *Revista Política* N° 43. Santiago, 2004. pp. 35-55

BENGOA José, *Historia del Pueblo Mapuche, Siglos XIX y XX*, Santiago, LOM ediciones, 2008.

BEYER Harald, LE FOULON Carmen, “Un recorrido por las desigualdades salariales en Chile”, *Estudios Públicos*, 85, 2002.

BOCCARA Guillaume, SEGUER BOCCARA Ingrid, “Políticas indígenas en Chile (siglos XIX y XX), de la asimilación al pluralismo (el caso Mapuche)”, *Revista de Indias*, vol. LIX, num. 217, 1999.

BOLTON Roberto, *Memoria Histórica de los oprimidos*, témoignage mis en ligne par l’auteur, Santiago, 1986.

CABRERA MOLINA Eugenio, *Historia y Protagonismo Popular en Villa Francia*, Tesis para optar al grado de Licenciado en Historia, Santiago, Universidad ARCIS, 2007.

CALQUIN DONOSO Claudia, “De conventillos y conventilleras: género y poder en las viviendas populares colectivas en el Chile de inicios del siglo XX”, *Encrucijadas. Revista crítica de ciencias sociales*, N° 2, 2011, pp. 34-47

CASTELLS Manuel, “Movimiento de Pobladores y lucha de clases en Chile”, *Revista Eure*, Volumen 3, N° 7, abril de 1973

CASTILLO ESPINOZA Eduardo, *Puño y letra: movimiento social y comunicación gráfica en Chile*, Santiago, Ocho Libros Editores, 2006.

CHAOUCH Malik Tahar, « La théologie de la libération en Amérique latine », *Archives de sciences sociales des religions*, 138 | 2007, pp. 9-28.

CONTRERAS LINEO Selena et IBARRA CORTES Luís, *Villa Francia: pobladores y manifestaciones violentas*, Tesis para optar al grado de Licenciado en Trabajo Social, Santiago de Chile, Universidad Academia de Humanismo Cristiano, 2005.

CORTEZ MORALES Alexis, “A 39 años de la toma de terreno. Memorias de la Victoria: una aproximación a la historia de la población”, *Archivo de Chile*, Santiago, 2006.

DE LA MAZA Gonzalo et GARCÉS Mario, *La explosión de las mayorías, protesta Nacional 1983-1984*. Eco, Educación y Comunicaciones, Santiago, 1985

DE RAMÓN, Armando. “La población informal: Poblamiento de la periferia de Santiago de Chile, 1920 – 1970”, *Revista Latinoamericana de Estudios Urbanos Regionales EURE*. 16(50): 5 – 17. 1990, pp. 4-17

DE SHAZO Peter, *Urban workers and labor unions in Chile: 1902-1927*, Wisconsin, Madison, University of Wisconsin Press, 1983

DESAL, *La marginalidad Urbana: origen, modo y proceso*, Santiago, Mimeo, 1968

DEVES Eduardo, *Los que van a morir te saludan, Historia de una masacre, Escuela Santa Maria de Iquique, 1907*, Santiago, Ediciones Documentas, 1989

DONOSO ROJAS Carlos, “Escuela Santa María: revisitando la matanza desde los documentos”, *Revista de ciencias sociales* N° 22, Departamento de Ciencias Sociales, Universidad Arturo Prat de Iquique, Primer Semestre 2009, pp. 57-82

DORAN Marie-Christine, « Les effets politiques des luttes contre l'impunité au Chili : de la revitalisation de l'action collective à la démocratisation », *Revue internationale de politique comparée*, 2010/2 Vol. 17, p. 103-126

DURÁN MIGLIARDI Carlos, « Transición y consolidación democrática. Aspectos generales », in *Sujetos sociales y nuevas formas de protesta en la historia reciente de América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, 2006, pp. 213-240

EDWARDS Alberto, *La Fronda aristocrática en Chile*, Santiago, Editorial del Pacífico, 1945

FEIERSTEIN Daniel, *El genocidio como práctica social. Entre el nazismo y la experiencia argentina. Hacia un análisis del aniquilamiento como reorganizador de las relaciones sociales*. Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica, 2007.

FERNANDEZ RODRIGUEZ Manuel et MARTINEZ PEÑAS Leandro, “Alteraciones violentas de la vida política en Chile (1810-1891)”, *Revista electrónica Iberoamericana CEIB*, Vol. 4, N°2, 2010

GARCES Mario, “Los pobladores tomando sitio en la sociedad chilena, Santiago 1957-1970”; en M. Garcés, P. Milos, M. Olguín, J. Pinto, M. T. Rojas y M. Urrutia (compiladores): *Memoria para un nuevo siglo*, Santiago, Ed. LOM, 2000.

GARCES Mario, *Tomando su sitio. El movimiento de pobladores de Santiago, 1957-1970*, Santiago, LOM Ediciones, 2002.

GARCES Mario, *Crisis social y motines populares en el 1900*. Santiago, LOM Ediciones, 2003.

GARCÉS Mario, “Cuando hicimos historia, La experiencia de la Unidad Popular”. En *Construyendo las poblaciones: El movimiento de pobladores durante la Unidad popular*. Santiago, LOM Ediciones, 2005.

GARCIA CASTRO Antonia, “Por un análisis político de la desaparición-forzada”, in RICHARD Nelly, *Políticas y estéticas de la memoria*, Santiago, Ed. Cuarto Propio, 2000.

GARCIA CASTRO Antonia, *La mort lente des disparus au Chili sous la négociation civils-militaires (1973-2002)*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2002

GARCIA CASTRO Antonia, « Les murs comme support du politique : la brigade Chacón au Chili (1989-1997) », *Cultures & Conflits*, 57 | 2005, pp. 259-275.

GARCIA MOLINA Jaime, “Segregación espacial y social en la ciudades Chilenas en el contexto de una cultura de frontera”, *Quorum, Revista de Pensamiento Iberoamericano*, Universidad de Alcalá Madrid, 2007, n° 18, pp 13-25

GAZMURI Cristian, “Alberto Edwards y la Fronda Aristocrática”, *Histoire*, N°37, Vol. 1, 2004, pp. 61-95,

GAUDICHAUD Franck, *Poder popular y cordones industriales: testimonios sobre el movimiento popular urbano 1970-1973*, Santiago, LOM, 2004

GOICOVIC DONOSO Igor, “La propaganda por los hechos en el movimiento anarquista chileno (1890-1910)”, *Archivo de Chile*, Historia Político Social – Movimiento Popular, 2001, <http://www.memoriachilena.cl/archivos2/pdfs/MC0018289.pdf>

GOICOVIC DONOSO Igor, “Teoría de la violencia y estrategia de poder en el Movimiento de Izquierda Revolucionario, 1967-1986”, *Archivo de Chile*, Usach, 2002

GOICOVIC DONOSO Igor, “Consideraciones teóricas sobre la violencia social en Chile (1850-1930)”, *Ultima Década* n°21, CIDPA, Valparaíso, 2004, pp. 121-145.

GOICOVIC DONOSO Igor, *Entre el dolor y la ira. La venganza de Antonio Ramon Ramon. Chile 1914*, Osorno, Colección monográficos, editorial Universidad de los Lagos, 2005

GÓNGORA Mario, *Ensayo histórico sobre la noción de Estado en Chile en los siglos XIX y XX*, Santiago, Ed. La Ciudad, 1981.

GONZALEZ VERA, José Santos, *Cuando era muchacho*, Edit. Nacimiento 1951

GREZ TOSO Sergio, *De la "regeneración del pueblo" a la huelga general. Génesis y evolución histórica del movimiento popular en Chile (1810-1910)*, Santiago, Centro de Investigaciones Diego Barros Arana, 1998.

GREZ TOSO Sergio, “La guerra preventiva: Escuela Santa María de Iquique. Las razones del poder”, *Patrimonio Cultural* N° 45 (Año XII) Revista estacional de la Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos (Dibam), Ministerio de Educación de Chile, Primavera de 2007

GUERRERO ANTEQUERA, Manuel, “El conjuro de los movimientos sociales en el Chile Neoliberal”, *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*, Mayo-Agosto, Vol 12 N° 2, Universidad Central de Venezuela, Caracas, Venezuela, 2006, pp. 147-158

GUTIERREZ Francisca et ANGELCOS Nicolás, « Reconstruction de la mémoire de la dictature par les jeunes militants syndicaux et « pobladores » au Chili », *Émulations*, n°11, Mémoire collective, subjectivités et engagement, 2013.

GUTIERREZ Gustavo, *Hacia una teología de la liberación*, Montevideo, MIEC-JECI, 1969.

HIDALGO DATTWYLER, Rodrigo, *La vivienda social en Chile y la construcción del espacio urbano en el Santiago del siglo XX*, Santiago, Colección Sociedad y Cultura, Ediciones de la Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos, 2005

IDINI FLORES Mariano, *Detrás de cada combatiente, un sujeto cotidiano: motivaciones, afectos y emociones en el proyecto Rodriquista*, Informe de Seminario para optar al grado de licenciado en Historia, Universidad de Chile, 2005.

ILLANES María Angélica, “Lápiz contra fusil, Las claves de un nuevo siglo. Santiago-Iquique, 1900-1907”, in ILLANES María Angélica, *La Batalla de la memoria, ensayos históricos de nuestro siglo 1900-2000*, Santiago, Planeta, 2002.

ILLANES María Angélica, *La batalla de la memoria. Ensayos históricos de nuestro siglo: Chile, 1900-2000*. Santiago: Planeta/Ariel, 2002.

JEDLICKI Fanny, « De l'exil au retour. Les figures des familles réfugiées politiques et retornadas chiliennes », *Revue Hommes et migrations*, N°1270 : Migrations latino-américaines, 2007.

JELIN, Elizabeth, “Fechas de la memoria social. Las conmemoraciones en perspectiva comparada”, *ÍCONOS* No. 18, Flacso-Ecuador, Quito, 2004, pp. 141-151

LABARCA Cristian, “entrevista à Gabriel Salazar” *Patrimonio Cultural* N° 45 (Année XII) Revista estacional de la Dirección de Bibliotecas, Archivos y Museos (Dibam), Ministerio de Educación de Chile, Primavera de 2007.

LECHNER Norbert, *Los patios interiores de la democracia*, Santiago, Flacso, 1988

LOVEMAN Bryan et LIRA Elisabeth, *Las suaves cenizas del olvido: vía chilena de reconciliación política, 1814-1932*, Santiago, LOM/DIBAM, 1999.

LOVEMAN Bryan et LIRA Elisabeth *Las ardientes cenizas del olvido: vía chilena de reconciliación política, 1932-1994*, Santiago, LOM/DIBAM, 2000.

MANQUEZ María Fernanda, “Huellas de Color: Una mirada a las brigadas muralistas chilenas como expresión cultural popular”, VI Congresso de Estudantes de Pós-graduação em Comunicação – UERJ | UFF | UFRJ | PUC-RIO | Fiocruz Universidade do Estado do Rio de Janeiro, Rio de Janeiro, 2013.

MANS Patricio, *Las grandes masacres*, Santiago (Chile), Colección Nosotros los Chilenos, 20, Empresa Editora Nacional Quimantú, 1972

MANSILLA AGÜERO Miguel Ángel, “La canutofobia en Chile: Los factores socioculturales de la discriminación evangélica”, *Ciencias Sociales Online*, marzo 2007, Vol. IV, No. 1, pp. 48-61.

MAYOL Alberto, *El derrumbe del modelo. La crisis de la economía de mercado en el Chile contemporáneo*, Santiago, LOM Ediciones, 2013

MIGUEZ Eduardo et VIVANCO Álvaro, “El anarquismo y el origen del movimiento Obrero Chileno 1881- 1916”, *Revista Andes*, 4: 6, 1987, pp. 93-136

Ministère de Planification, Unidad de estudios prospectivos, *Relación entre salarios y tipo de educación. Evidencia para hombres en Chile: 1990-1998*, 2000.

- MOULIAN Tomás, *Chile actual: anatomía de un mito*. Santiago: LOM, 2002.
- MOYANO BARAHONA, Cristina. “De Gramsci a Foucault: los referente teóricos y los inesperados rumbos de la Renovación Socialista en el MAPU 1973-1989”. Article electrónico: [http://web.uchile.cl/vignette/cyberhumanitatis/CDA/texto\\_sub\\_simple2/0,1257,PRID%253D16159%2526SCID%253D16169%2526ISID%253D576,00.html](http://web.uchile.cl/vignette/cyberhumanitatis/CDA/texto_sub_simple2/0,1257,PRID%253D16159%2526SCID%253D16169%2526ISID%253D576,00.html)
- NAVARRETE Micaela, *La lira popular, poesía popular impresa del siglo XIX*, Santiago, Colección Almiro de Avila, DIBAM, 1999.
- NUÑEZ Manuel A., “Las universidades estatales y la construcción unitaria del principio de autonomía universitaria: Ensayo de una crítica a la jurisprudencia constitucional chilena”, *Estudios Constitucionales* Año 5, N°2, 2007, pp. 223-249.
- O’DONNELL Guillermo et SCHMITTER Philippe, *Transiciones desde un gobierno autoritario*, Buenos Aires, Paidós, 1986.
- OJEDA LEDESMA Lautaro, « Hologrammes d’une mémoire désobéissante: Les animitas du Chili », in BERNIER Lyne (Dir.), *La patrimonialisation de l’urbain*, Presses de l’Université du Québec, 2012, pp. 11-40
- ORDENES HERMOSILLA Héctor, *Jóvenes rebeldes y armados, teoría, identidad y praxis del MAPU-Lautaro*, Informe de Seminario de grado para optar al grado de Licenciado en Historia, Universidad de Chile, 2007.
- PEREZ SILVA Claudio, “Violencia y política en las publicaciones clandestinas bajo Pinochet: la palabra armada en el FPMR. Chile, 1983-1987”, *Revista de historia social y de las mentalidades*, Departamento de historia Universidad de Santiago de Chile, N° XII, Vol. 2, 2008, pp. 71-90
- PEREZ, Andrés, DEL SOLAR, Felipe, *ANARQUISTAS: Presencia Libertaria en Chile 1970 – 2000*, RIL editores, 2008.
- PINOCHET LE-BRUM Tancredo, *La conquista de Chile en el siglo XX*, Santiago, La ilustración, 1990.
- PINTO Jorge, VILLALOBOS Sergio, *Araucanía, temas de historia fronteriza*, Temuco, ediciones Universidad de la Frontera, 1985

PINTO VALLEJOS Julio, *Trabajos y rebeldías en la pampa salitrera: el ciclo del salitre y la reconfiguración de las identidades populares, (1850-1900)*, Santiago de Chile, Universidad de Santiago-LOM Ediciones, 1998.

PIZARRO Crisostomo, *La huelga obrera en Chile*, Santiago, Ed.Sur, 1986

PROGNON Nicolas, « Le Chili, une transition vers la démocratie aboutie ? », *ILCEA* N°13, 2010.

PULGAR Claudio, « Quand la justice spatiale fait trembler la ville néolibérale. Le double mouvement tellurique et social au Chili d'après le tremblement de terre du 27 février 2010 », *Justice spatiale / spatial justice*, n°6, 2014

QUIROGA VENEGAS Pamela, *Movimientos populares, Siglo XIX y XX. La diversidad anarquista*, Informe de Seminario de Grado para optar al grado de licenciado en Historia, Santiago, 2005

RAMIREZ NECOCHEA Hernán, *Historia del Movimiento Obrero. Antecedentes siglo XIX*, Concepción, Ediciones LAR, 1986.

RAPOSO QUINTANA Gabriela, “Territorios de la memoria: La retórica de la calle en Villa Francia”, *Polis: Lo público un espacio en disputa*, N°31, Centro de Investigación Sociedad y Políticas Públicas (CISPO), 2012.

SALAZAR Gabriel, “Raíces históricas de la violencia en Chile”, *Revista de Psicología*, No. 2, Universidad de Chile, Santiago, 1999

SALAZAR Gabriel et PINTO Julio, *Historia contemporánea de Chile, tomes I-V*, Santiago de Chile, LOM ediciones, 1999-2002.

SALAZAR Gabriel, “La historia como ciencia popular: despertando a los “Weupifes””, *Revista Austral de Ciencias Sociales* N°11: 143-168, 2006

SALAZAR Gabriel, *La Violencia Política Popular en las Grandes Alamedas, la violencia en Chile 1947-1987*, Santiago, LOM Ediciones, 2006

SALAZAR, Gabriel, *Mercaderes, empresarios y capitalistas (Chile, Siglo XIX)*, Santiago, Editorial Sudamericana, 2009.

SALINAS CAMPOS Maximiliano, *Historia del pueblo de Dios en Chile: la evolución del cristianismo desde la perspectiva de los pobres*, Santiago, Eds. Rehue, 1987



STERN Steve J., *The Memory Box of Pinochet's Chile*. Durham: Duke University Press, 2004

SUD ediciones Varios autores, *Constructores de Ciudad, nueve historias de poblaciones*, Santiago, Sud Ediciones, 1989

TIJOUX María Emilia, “Peruanas inmigrantes en Santiago. Un arte cotidiano de la lucha por la vida”, *Polis* [En ligne], 18 | 2007, mis en ligne le 23 décembre 2007, consulté le 09 septembre 2014. URL: <http://polis.revues.org/4185>

TIRONI Eugenio, “Marginalidad movimientos sociales y democracia” (Introducción). *Revista Proposiciones*. Santiago de Chile: SUR, Vol.14, agosto, 1987, pp.9-20

TOURAINÉ Alain, *La parole et le sang. Politique et société en Amérique latine*, Paris, Odile Jacob, 1988

ULIANOVA Olga, “Levantamiento campesino de Lonquimay y la Internacional Comunista”, *Estudios Públicos*, N° 89, 2003, pp.173-223

URRUTIA Cecilia, *Historia de las poblaciones callampas*, Santiago, Ed. Quimantú, 1972.

VERGARA-ESTEVEZ, Jorge, “La cultura de la violencia en Chile”, *Nueva Sociedad* N°105, 1990, pp. 172-183.

VETO Silvana, “Prácticas genocidas en la dictadura chilena”, *Revista Lecturas*, Santiago, 2011.

VITALES Luis, *Contribución a una historia del anarquismo en América Latina*. Ed. Instituto de Investigación de Movimientos Sociales “Pedro Vuskovic”, Santiago, 1998.

WINN Peter. “El pasado está presente. Historia y memoria en el Chile contemporáneo”, en Anne Pérotin-Dumon (dir.). *Historizar el pasado vivo en América Latina*, 2007. [http://etica.uahurtado.cl/historizarelpasadovivo/es\\_contenido.php](http://etica.uahurtado.cl/historizarelpasadovivo/es_contenido.php)

## V. Bibliographie jeunesse et engagement

AGUILERA RUIZ Oscar, “Acontecimiento y acción colectiva juvenil. El antes, durante y después de la rebelión de los estudiantes chilenos en el 2006”, *Propuesta Educativa* Número 35, Año 20, 2011

ANDREWS Molly, *Lifetimes of Commitment: Aging, Politics, Psychology*, Cambridge University Press, 1991

- BLAYA Catherine, DEBARBIEUX Eric, FLORES Luis M., ZERON Ana Maria, « Réflexions phénoménologiques sur le sens de la violence scolaire au Chili », *International journal of violence and school*, 2009.
- BOURDIEU, Pierre. “La "juventud" no es más que una palabra”, in *Sociología y cultura* (p. 163-173). Mexico: Grijalbo, Conaculta, 2002.
- CADOLLE Sylvie, « Les mutations de l'autorité familiale », *Les Sciences de l'éducation - Pour l'Ère nouvelle*, 2009/3 Vol. 42, pp. 55-80
- CONTRERAS, T., GUAJARDO, S. & ZARZURI, R, *Identidad, participación e hitos de resistencia juvenil en Chile contemporáneo*. Santiago de Chile: Centro de Estudios Socioculturales (Cesc), 2005.
- CRETTEZ Xavier, « « High Risk Activism » : Essai sur le processus de radicalisation violente » (seconde partie), *Pôle Sud*, 2011/2 n° 35, pp. 97-112.
- DÁVILA LEÓN Oscar. “Exclusión Social y Juventud Popular”, *Ultima Década* N° 8, CIDPA, Viña del Mar, Chile, 1997
- DUARTE QUAPPER Klaudio, *Discursos de resistencias juveniles en sociedades adultocéntricas*, Departamento Ecuménico de Investigaciones, San José, 2006.
- DUBET François, *La Galère : jeunes en Survie*, Paris, Fayard, 1987
- DUBET François, « A propos de la violence et des jeunes », *Cultures & Conflits*, n°6, 1992, pp. 7-24
- ELIAS Norbert, « Conflits de générations et célébrations nationales : analyse et perspectives », *Cultures & Conflits* [En ligne], tous les numéros, Le passage par la violence en politique, mis en ligne le 05 septembre 2012. URL : <http://conflits.revues.org/index18095.html>
- FALABELLA A Alejandra “Democracia a la chilena”: Un análisis del movimiento estudiantil y su desenlace, *Docencia* N° 36, diciembre 2008, pp. 5-17
- FELICES LUNA Maritza, « Déviance et politique : la carrière des femmes au sein de groupes armés contestataires », *Déviance et société*, vol. 32, n° 2, 2008, pp. 163-185.
- FILLIEULE Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, volume 51, n°1-2, 2001, pp. 199-215

FILLIEULE Olivier, « Le désengagement d'organisations radicales. Approche par les processus et les configurations », *Lien social et politiques*, n° 68, 2012, pp. 37-59

GONZALEZ Juan, “ciudadanía juvenil en el Chile post-dictadura. El movimiento secundario del año 2006 y las organizaciones de auto-educación popular en Santiago de Chile” in Redondo Jesús y Lorena Muñoz (Ed.), *Juventud y enseñanza media en Chile del bicentenario, antecedentes de la revolución pingüina*, OPECH, Chile, 2010, pp. 394-438

INZUNZA HIGUERAS Jorge, “La asociatividad juvenil en los liceos públicos chilenos: la disolución de los centros de alumnos”, in Redondo Jesús y Lorena Muñoz (Ed.), *Juventud y enseñanza media en Chile del bicentenario, antecedentes de la revolución pingüina*, OPECH, Chile, 2010

ION Jacques, FRANGUIDAKIS Spyros, VIOT Pascal, *Militer aujourd'hui*. Paris, Éd. Autrement, coll. CEVIPOF/Autrement, 2005.

MUÑOZ Víctor, “Movimiento social juvenil y eje cultural. Dos contextos de reconstrucción organizativa (1976-1982/1989-2002)”, *Ultima Década*, N° 17, CIDPA, 2002, pp. 41-64

MUXEL Anne, « L'âge des choix politiques. Une enquête longitudinale auprès des 18-25 ans », *Revue française de sociologie*, 1992, 33-2, pp. 233-263

NICOURD Sandrine, *Le travail militant*, Rennes, PUR, 2009.

OLABARRIA José, BENAVENTE Cristina, MELLADO Patricio, “Los jóvenes de sectores populares: nuevas preguntas de investigación”, *Chile 97, Análisis y opiniones*, FLACSO – Chile, 1998

PALMA FLORES Evelyn, “aquí no dice fumar no hay letreros: acerca de lo normativo en la institución escolar”, in Redondo Jesús y Lorena Muñoz (Ed.), *Juventud y enseñanza media en Chile del bicentenario, antecedentes de la revolución pingüina*, OPECH, Chile, 2010, pp.

PASQUIER Dominique. *Cultures lycéennes : la tyrannie de la majorité*, Paris, Éd. Autrement, 2005

REBELLATO José Luis, “La globalización y su impacto educativo-cultural. El nuevo horizonte posible”, *Revista de la Multiversidad Franciscana de América Latina*, N° 8, Montevideo, 1998, pp. 23-51.

REGUILLO CRUZ Rossana, *En la calle otra vez. Las bandas: identidad urbana y usos de la comunicación*. México, Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Occidente (ITESO), 1991.

SANDOVAL Mario, “Sub-culturas en la escuela. Análisis de sus contenidos y relaciones”. *Revista temas sociológicos N°12*, Santiago, LOM, 2007

SEPÚLVEDA PRADO Rodrigo, “Institución Escolar y Sujeto Juvenil en Liceos de Sectores Populares”. *III Congreso Chileno de Antropología*. Colegio de Antropólogos de Chile A.G, Temuco, 1998, pp. 604-609

SNOW David, MACHALEK Richard, “The Sociology of Conversion”, *Annual Review of Sociology* 10, 1984, pp. 167-190

SOMMIER Isabelle, « Sentiments, affects et émotions dans l’engagement à haut risque », *Terrains/Théories* [En ligne], 2 | 2015, mis en ligne le 17 octobre 2014, consulté le 15 août 2015. URL : <http://teth.revues.org/236>

TORO MAUREIRA, Sergio, *La inscripción electoral de los jóvenes en Chile. Factores de incidencia y aproximaciones al debate*. Santiago de Chile: Cieplan. 2007, pp. 101-122

TOURAINÉ Alain, “Juventud y democracia en Chile”, *Ultima Década* 008, Cidpa, 1998, pp. 71-87

TRAÏNI Christophe, « Les émotions de la cause animale. Histoires affectives et travail militant », *Politix* 2011/1 (n° 93), p. 69-92

VALENZUELA Eduardo, *La rebelión de los jóvenes*. Santiago de Chile, SUR, 1985

VALENZUELA FUENTES Katia, “colectivos juveniles: ¿inmadurez política o afirmación de otras políticas posibles?”, *Ultima Década* n°26, CIDPA, Valparaíso, julio 2007, pp. 31-52

ZARZURI, Raul, « Participación Juvenil, Cultura y Movimientos », *Revista Observatorio de Juventud*, Injuv, 3(11), 2006, pp. 42-50

## **VI. Bibliographie nouvelles pratiques du politique**

AGUILERA Thomas et BOUILLON Florence, « Le squat, un droit à la ville en actes », *Mouvements* 2013/2 (n° 74), pp. 132-142.

AGRIKOLIANSKY Eric, FILLIEULE Olivier, MAYER Nona. (dir.) *L’altermondialisme en France : la longue histoire d’une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005

ANCELOVICI Marcos et ROY-ALLARD Maxime, « la démocratie directe en mouvement », in Ancelovici Marcos et Dupuis-Deri Francis, *Un printemps rouge et noire. Regards croisés sur la grève étudiant de 2012*, Montréal, écosociété, 2014, pp. 87-114

BAEZA CORREA Jorge, SANDOVAL MANRIQUEZ Mario, “Nuevas prácticas políticas en jóvenes de Chile: conocimientos acumulados 2000-2008”, *Revista Latinoamericana de ciencias sociales, niñez y juventud*, volumen 7, n° 2, 2009, pp. 1379-1403

BASCHET Jérôme « Du guévarisme au refus du pouvoir d’État: les zapatistes et le champ politique » *Contretemps, Changer le monde sans prendre le pouvoir ? Nouveaux libertaires, nouveaux communistes*, numéro six, février 2003.

BAY Hakim, *TAZ Zone Autonome Temporaire*, Editions de l’Eclat, 1997

BOIDY Maxime, *Une iconologie politique du voilement. Sociologie et culture visuelle du black bloc*, Thèse en sociologie, Université de Strasbourg, 2014.

BORON Atilio, « La montagne et la ville », *Contretemps, Changer le monde sans prendre le pouvoir ? Nouveaux libertaires, nouveaux communistes*, numéro six, février 2003

BROSSAT Alain, *Tous Coupat, tous coupables. Le moralisme anti-violence*, Lignes, 2009

Colectivo Diatriba - Opech/Centro de Alerta, *Trazas de Utopía. La experiencia de autogestión de cuatro liceos chilenos durante 2011*, Chile, diciembre 2011

CRITCHLEY Simon, *Une exigence infinie. Ethique de l’engagement, politique de la résistance*, Paris, François Bourin éditeur, 2013, p. 173

DUPUIS-DERI Francis, « Manifestations altermondialisation et “groupes d’affinité”. Anarchisme et psychologie des foules rationnelles », *Colloque « Les mobilisations altermondialistes »* 3-5 décembre 2003

DUPUIS-DERI Francis, « Penser l’action directe des black blocs », *Politix*. Vol. 17 – n° 68/2004, pp. 79-109

DUPUIS-DERI Francis, « L’altermondialisme à l’ombre du drapeau noir. L’Anarchie en héritage » in AGRIKOLIANSKY E, FILLIEULE O, MAYER N. (dir.) *L’altermondialisme en France : la longue histoire d’une nouvelle cause* Paris, Flammarion, 2005, pp. 199-231

GANTER SOLÍS Rodrigo, “Conflictos urbanos e insuñiciones ciudadanas: El caso de la "okupa" de calle República en Santiago centro”, *Sociedad Hoy*, núm. 8 - 9, 2005, pp. 39-57

GIBERT Martin, *Voir son steak comme un animal mort. Véganisme et psychologie morale*, Lux éditeur, 2015

GONZALEZ Juan, "ciudadanía juvenil en el Chile post-dictadura. El movimiento secundario del año 2006 y las organizaciones de auto-educación popular en Santiago de Chile" in Redondo Jesús y Lorena Muñoz (Ed.), *Juventud y enseñanza media en Chile del bicentenario, antecedentes de la revolución pingüina*, OPECH, Chile, 2010, pp. 394-438

GRAEVER David, *Pour une anthropologie anarchiste*, Québec, LUX, 2006

HARDT Michel et NEGRI Antonio, *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, trad. de l'anglais de N. Guilhot, Paris, La découverte, 2004.

HOLLOWAY John, « Douze thèses sur l'anti-pouvoir », *Contretemps*, Changer le monde sans prendre le pouvoir ? Nouveaux libertaires, nouveaux communistes, numéro 6, février 2003, pp. 38-45

HOLLOWAY John, *Peut-on changer le monde sans prendre le pouvoir ? (Can We Change The World Without Taking Power ?)* Traduction par Blackjack sur le site *l'En Dehors* 6 avril 2005

KAUFMANN Laurence et TROM Danny (eds.) *Qu'est-ce qu'un collectif? Du commun au politique*, Raisons Pratiques N°20, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2010

LATOCHE serge, HARPAGES Didier *Le temps de la décroissance*, Paris, col. Troisième culture, éd. Thierry Magnier, 2010

LATOCHE serge, *Sortir de la société de consommation: Voix et voies de la décroissance*, Arles, Actes Sud, coll. « les liens qui libèrent », 2010

OGIEN Albert et LAUGIER Sandra, *Le principe démocratie : enquête sur les nouvelles formes du politique*, Paris, La découverte, 2014.

PECHU, Cécile, « Entre résistance et contestation. La genèse du squat comme mode d'action », *Travaux de science politique de l'Université de Lausanne*, n° 24, 2006.

PECHU Cécile, « Squat », *Dictionnaire des mouvements sociaux*, FILLIEULE Olivier, MATHIEU Liliam, PECHU Cécile (Dir.) Paris, Presse de science Po, 2009, pp. 524-530

PLEYERS Geoffrey, « Des black blocks aux alter-activistes : pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes », *Lien social et Politiques*, n° 51, 2004, pp. 123-134

TRAÏNI Christophe, « Des sentiments aux émotions (et vice-versa) Comment devient-on militant de la cause animale ? », *Revue française de science politique*, Vol. 60, 2010, pp. 335-358.

VALENZUELA FUENTES Katia, “colectivos juveniles: ¿inmadurez política o afirmación de otras políticas posibles?”, *Ultima Década* n°26, CIDPA, Valparaíso, julio 2007, pp. 31-52

WHITE Damian F. et KOSSOFF Gideon, « Anarchisme, libertarisme et environnementalisme?: la pensée anti-autoritaire et la quête de sociétés auto-organisées », *Ecologie & politique*, 2011/1 N°41, pp. 145-171

### **Journaux, revues de presse et archives**

*Archivo Nacional de Santiago, fondo judicial*, legajo 1670, pieza 3

Centro de estudios sociales y de opinión pública, *Sondeos de opinión*, Universidad Central de Chile, enero 2011.

*El Ácrata*, N°5, Santiago du Chili, 1 juillet 1900

*El mostrador* Journal en ligne “Contundente manifestación estudiantil en la antesala del 21 de mayo”, 12 mai 2011.

*El Mostrador* (30 juin 2011). «[Movimiento estudiantil da sólida demostración de poder y gobierno acusa fines políticos](#)». Consulté le 30 novembre 2011.

*El Pueblo Obrero*, Iquique, 11 de enero de 1908

*El Pueblo Obrero*, Iquique 21 de diciembre de 1908

*El Rebelde*, N°1, Santiago de Chile, 20 de Noviembre de 1898.

*El Rebelde*, N°2, Santiago du Chili, 1 de mayo de 1899.

*El Rebelde*, Septiembre 1965, Declaración de principios du MIR, Santiago du Chili, 1965

*Emol.com.* <http://www.emol.com/noticias/economia/2011/06/17/487864/clientes-de-la-polar-con-repactaciones-son-mas-de-400-mil-y-se-registran-desde-hace-6-anos.html>

<http://ciperchile.cl/2011/09/12/las-reveladoras-cifras-de-la-crisis-de-representatividad-de-los-parlamentarios/>

*La Democracia*, RECABARREN, Luis Emilio. El Servicio Militar Obligatorio. 3 de Febrero de 1901.

*La Tercera*. Consulté le 30 novembre 2011. Poblete, J.; Labrín, S. y Ramírez, J. (26 août 2011). «Masiva marcha cierra protesta que no logra paralizar al país».

*Radio Bío-Bío* (6 juin 2011), «[75 detenidos, 2 heridos y millonarias pérdidas deja desalojo de estudiantes en Liceo Barros Borgoño](#)»

*Revue Araucaria de Chile*, Madrid España, 1985, Témoignage de Ana et Pablo Vergara Toledo sur la mort de ses deux frères, Rafael et Eduardo depuis l'exil en Madrid

*TV Publique Argentina*, Resumen de la « Crisis en la educación chilena », 25 juin 2011

### **Vidéos et documentaires**

GUZMÁN Patricio, *La batalla de Chile*, composé de trois documentaires: *La insurrección en la burguesía 1975*; *El golpe de estado 1976*; *El poder popular 1979*.

GUZMÁN Patricio, *Chile, la memoria obstinada*, 1997

GUZMÁN Patricio, *Nostalgia de la luz*, 2010.

GUZMÁN Patricio, *Le bouton de nacre*, 2015

HÜBNER Douglas, *Herminda de la Victoira*, 1969, 20 min.

SALAZAR Ximena, *La venganza de Ramón Ramón*, DOC TV IB, Santiago, 2007, 52 minutes.

SÁNCHEZ Rafael, *Las Callampas*, 1958, 20 min.

Sans auteur connu, *Hijos del Fuego*, documentaire de 34 min, 1998 : [https://www.youtube.com/watch?v=fwK\\_ZHSQvmg](https://www.youtube.com/watch?v=fwK_ZHSQvmg)

Sans auteur connu, *La muerte de Pinochet*, 1997, 10 min : <https://www.youtube.com/watch?v=EF8x96J8xHc>



## **Table des annexes**

Annexe 1 Liste d'entretiens.....	555
Annexe 2 Comparaison d'événements du mouvement étudiant de 1997 et de 2011 .....	558
Annexe 3 Catalogue d'événements du Mouvement étudiant 2011 .....	559
Annexe 4 Rapport entre le numéro de participants et le numéro de détenus selon rassemblement contestataire .....	568
Rapport entre le numéro de participants et le numéro de détenus selon période mensuelle .....	569
Annexe 5 Carte de Santiago par zones et communes.....	570

## Annexe 1 Liste d'entretiens

### Entretiens réalisés en 2011

N°	Nom	Age	Trajectoire scolaire ou professionnelle	Activité militante	Date et durée de l'entretien	Lieu de l'entretien
1	Miguel	19	Etudiant université	Membre d'une organisation guevariste	Août 2011, 1h45	Occupation du lycée Amunategui, samedi à 13h.
2	Pedro	19	Etudiant d'un institut professionnel	Membre du FER (front d'étudiants révolutionnaires)	Août 2011, 2h10	Occupation du lycée Amunategui, lundi à 19h.
3	Sonia	29	Vendeuse	Activiste Villa Francia	Septembre 2011, 3h	A son domicile Villa Francia, 15h.
4	Ana	17	Lycéenne	Activiste Villa Francia	Septembre 2011, 2h	Square à Villa Francia, 11h.
5	Sandra	30	Etudiante université	Activiste Población Santa Ana ex Che Guevara	Septembre 2011, 2h30	Café dans le secteur "poniente", 11h.
6	Marcela	32	Pobladora (au chômage)	Activiste Villa Francia	Septembre 2011, 1h45	A son domicile Villa Francia, 21h.
7	Paty	17	Lycéenne	Activiste Villa Francia	Septembre 2011, 1h30	Occupation du Lycée A71, 15hrs
8	Tito	19	Lycéen	Porte-parole de l'occupation d'un Lycée	Septembre 2011, 1h30	Occupation du Lycée A71, 17hrs
9	Nina	16	Lycéenne	Porte-parole de l'occupation d'un lycée	Septembre 2011, 1h45	Occupation du Lycée A71, 20hrs
10	Diego	19	Etudiant CFT (centre de formation technique)	Membre du FER (front d'étudiants révolutionnaires)	Septembre 2011, 1h10	Occupation du lycée Amunategui,

11	Juan	19	Etudiant université	Membre d'une organisation guevariste	Octobre 2011, 2h15	Samedi 14h. Occupation du lycée Amunategui, Samedi 21h
12	Kato	18	Lycéen	Membre du FER (front d'étudiants révolutionnaires)	Octobre 2011, 1h50	Occupation du lycée Amunategui, Mardi 19h.
13	Michel	18	Lycéen	Participant à l'occupation de son lycée	Octobre 2011, 1h45	Occupation du lycée Amunategui, samedi 17h
14	Pia	13	Lycéenne	Participante à l'occupation de son lycée	Octobre 2011, 1h30	Occupation du lycée Amunategui, Mercredi 19h
15	Franco	33	Formateur	Activiste Villa Francia	Novembre 2011, 3h30	Domicile de ses parents, samedi 17h.

#### Entretiens réalisés en 2012

N°	Nom	Age	Trajectoire scolaire ou professionnelle	Activité militante	Date et durée de l'entretien	Lieu de l'entretien
1	Silvio	22	Etudiant université	Activiste población Santa Ana ex Che Guevara	Octubre 2012, 3h	Faculté SHS Université du Chili, 13h.
2	Viviana	21	Etudiante université	Activiste población Santa Ana ex Che Guevara	Octubre 2012, 2h10	Jardins Université de Santiago, 14h.
3	Javi	22	Etudiante université	Activiste libertaire	Octubre 2012, 1h45	Jardins Université de Santiago, 12h.
4	Matias	23	Etudiant université	Activiste libertaire	Octubre 2012, 1h50	Jardins Université de Santiago, 14h.

5	Tania	20	Étudiante université	Activiste libertaire	Novembre 2012, 1h50	Jardins Université de Santiago, 14h.
6	Lautaro	24	Étudiant université	Dirigent universitaire (guevariste)	Novembre 2012, 2h30	Jardins Université de Santiago, 11h.
7	Jorge	26	Étudiant université	Activiste Población Santa Ana ex Che Guevara	Décembre 2012, 2h10	Cerro Santa Lucia, jeudi 18hrs.
8	Franco	34	Formateur	Activiste Villa Francia	Décembre 2012, 2h30	Promenade à Villa Francia, 8h.

#### Entretien réalisé en 2014

N°	Nom	Age	Trajectoire scolaire ou professionnelle	Activité militante	Date et durée de l'entretien	Lieu de l'entretien
1	Rodrigo	36	Poblador	Activiste Villa Francia	Juin 2014, 1h	Mon domicile, 14h

#### Entretiens chercheurs chiliens

N°	Nom	Affiliation	Thèmes de recherche	Date et durée de l'entretien
1	Igor Goicovic	Universidad de Santiago Directeur du département d'Histoire	Histoire de la violence au Chili, histoire de groupes populaires	Septembre 2011, 3h30
2	Klaudio Duarte	Universidad de Chile, département de sociologie	Jeunesse, transformations sociales et culturelles de jeunes au Chili	Octobre 2011, 2h30
3	Oscar Davila Leon	Centro de Estudios Sociales CIDPA, directeur	Jeunesse populaire, politiques de jeunes	Octobre 2011, 2h20
4	Ivan Pincheira	Universidad de Chile, département de sociologie	Gouvernementalité, émotions	Décembre 2012, 2h

## Annexe 2

### Comparaison d'événements du mouvement étudiant de 1997 et de 2011

1997				2011			
N°	DATE	N° PARTICIPANTS	N° DETENUS	N°	DATE	N° PARTICIPANTS	N° DETENUS
1	06/05/97	800	28	1	28/04/11	8000	10
2	06/05/1997	3000	10	2	12/05/11	30000	18
3	08/05/1997	50	4	3	26/05/11	8000	30
4	05/06/1997	250	180	4	01/06/11	25000	0
5	13/06/1997	9000		5	15/06/11	7000	38
6	20/06/1997	10000		6	16/06/11	100000	37
7	26/06/1997	100	100	7	23/06/11	20000	107
8	26/06/1997	100	100	8	30/06/11	200000	38
9	02/07/1997	300	4	9	14/07/11	50000	62
10	03/07/1997	250	104	10	29/07/11	1000	20
11	03/07/1997	40	5	11	01/08/11	4000	17
12	04/07/1997	120	21	12	04/08/11	10000	874
<b>TOTAL</b>		<b>24010</b>	<b>556</b>	13	05/08/11	3000	0
				14	06/08/11	200	0
				15	07/08/11	70000	0
				16	09/08/11	150000	118
				17	09/08/11	8000	0
				18	10/08/11	1000	0
				19	11/08/11	700	0
				20	12/08/11	500	0
				21	18/08/11	100000	6
				22	21/08/11	100000	0
				23	24/08/11	10000	348
				24	25/08/11	300000	287
				25	26/08/11	200	5
				26	02/09/11	2000	22
				27	08/09/11	9000	20
				28	11/09/11	10000	182
				29	14/09/11	10000	0
				30	22/09/11	180000	50
				31	29/09/11	100000	140
				32	06/10/11	10000	249
				33	13/10/11	3000	87
				34	15/10/11	100000	20
				35	18/10/11	10000	132
				36	19/10/11	150000	110
				37	06/11/11	40000	0
				38	09/11/11	30000	20
				39	10/11/11	300	57
				40	17/11/11	50000	9
				41	18/11/11	40000	21
				42	24/11/11	10000	82
				43	27/11/11	100000	19
				<b>Total</b>		<b>2060900</b>	<b>3235</b>

### Annexe 3

## Catalogue d'événements du Mouvement étudiant 2011

DATE	JOUR	CARACTERISTIQUES	REVENDEICATION	N° PARTICIPANTS	N° DETENUS	SOURCE
28/04/11	Jeudi	Deux manifestations: élèves secondaires à 10h, non autorisée, jusque Mineduc et universitaires à 11h, autorisée, jusque plaza los Heroes, à la fin, la police disperse les étudiants avec gaz lacrymogène	Universitaires: plus de démocratie à l'intérieur des universités, augmentation des dépenses publiques et restructuration du système de bourses. Secondaires: problèmes du transport public, prix du transport scolaire (augmentation de 10 pesos)	5000: Police 8000: organisateurs	10	Radio Biobío, Terra, el ciudadano
12/05/11	Jeudi	Manifs... secondaires et universitaires, les secondaires s'affrontent avec la police, premiers jeunes cagoulés, premiers pillages	Accès gratuit à l'université des quintiles plus vulnérables en plus apparaît le concept de qualité	15000: Police 30000 organisateurs 20000: médias	18	Radio bio-bio terra, el mostrador, el universal (Mx)
26/05/11	Jeudi	Manif... non autorisée des étudiants secondaires, plus de violence et plus de détenus que d'habitude, sans gaz lacrymogène, seulement canons à eau	Manque d'annonces dans le compte public du président, fin du profit, gratuité du carnet du transport scolaire, éducation gratuite laïque, amélioration d'enseignement professionnel	3000 secondaires selon la police, 8000: total	30	lanacion.cl;mega noticias, chilevision
01/06/11	Mercredi	Grève nationale pacifique, les recteurs de deux universités s'unissent aux manifestants, ainsi que des parents d'élèves, fin de la marche petits incidents quartier universitaire et USACH	Renforcement de l'éducation publique, fin au profit, régulation de l'éducation privée. Réformer le système en entier	25000: médias		cooperativa, la nación, bio-bio, terra, chilevision

15/06/11	Mercredi	Manif d'étudiants secondaires non autorisée la police disperse les étudiants avec du gaz et canons à eau, barricades comme réponse et attaque aux reporters graphiques, vers 16h, des étudiants universitaires sortent de l'UTEM (60) se battent contre la police	7000: médias	38	cooperativa
16/06/11	Jeudi	Manif autorisée d'universitaires, la plus massive jusque ce moment après la dictature, fin de la manif: affrontement et barricades dans l'Alameda, les commerçants ferment leurs locaux. Les "pacos de rojo" apparaîtront, 13:30 commencent les affrontements, pillage des agences de téléphonie cellulaire, témoins: environ 300 personnes cagoulés, total 1000	70000:medias 100000: organisateur	37	cooperativa, la cuarta, emol, terra, telesur (Vz)
23/06/11	Jeudi	Manif d'étudiants secondaires, rapidement réprimés et une des plus violentes, justifiée par ses dirigeants ACES	Fin de la municipalisation, amélioration d'infrastructures 10000: médias 20000: organisateurs et police	107	cooperativa, telesur, meganoticias, el mundo (es)
30/06/11	Jeudi	Commence très tôt les affrontements à l'USACH 13 secondaires détenus avec des cocktails Molotov, se parle des infiltrés de la police. La marche se déroule sans incidents, participation des syndicats de professeurs, fonctionnaires publics et maires. Vers 13:20 commencent les affrontements et le pillage d'un supermarché et des sièges de banques	Démission du ministre (qui a avancé les vacances d'hiver pour décourager les occupations de lycée, il y a 600 lycées occupés au 26 juin), plébiscite pour réformer l'éducation 200000 organisateur	121 (38 à Santiago)	cooperativa, informador (Mx)

14/07/11	jeudi	Très varié la présence, étudiants, travailleurs, fonctionnaires, parents d'élèves, enfants, manif non autorisée. (Valparaiso 600 cagoulés)	Démunicipalisation, refus de GANE et FE, naissance de l'"acuerdo social por la educacion", pour la mort des emprisonnés de San Miguel,	50000: organisateurs 20000: police	62	cooperativa, eluniverso (Eq)
29/07/11	vendredi	Manif de secondaires de Providencia, municipalité huppée de Stgo. Policier menace des étudiants avec son arme de service		1000	20	bio-bio
01/08/11	Lundi	Barricades simultanées de matin à la sortie de Lycée occupés, cinq points	Contre la proposition du gouvernement annoncée ce soir	400 aprox	17	bio-bio, eldinamo, agricultura
04/08/11	Jeudi	Manif étudiante de secondaire, matin, non autorisée, plus de 1000 policiers, utilisation des policiers à cheval, grande répression, barricades dans tout le centre-ville	Contre la proposition du gouvernement: «Políticas y propuestas de acción para el desarrollo de la educación chilena», démission du ministre de l'Intérieur	3000 secondaires selon la police, 8000: total	874	bio-bio, emol, elciudadano, etc.
04/08/11	Jeudi	Manif d'étudiants universitaires non autorisée, à la fin de la journée il y a eu des "cacerolazos" à partir de 21h protestation typique en dictature, incendie d'un magasin de grande distribution, barricades partout, des foules d'émeutiers attaquent la police vers 20h,	Contre la proposition du gouvernement: «Políticas y propuestas de acción para el desarrollo de la educación chilena», démission du ministre de l'Intérieur	2000 universitaires selon la police, 8000: total	407 (874 total chili)	bio-bio, emol, elciudadano, etc.
05/08/11	Vendredi	Cacerolazos dans Santiago, Providencia, Peñalolén, Puente Alto, Las Condes, San Bernardo y Ñuñoa. Barricades dans différents endroits dans l'heure pointe	Protestation contre la répression du 04/08	3000		emol, bio-bio, cooperativa
06/08/11	Jeudi	Cacerolazos en Plaza Ñuñoa, la police disperse les manifestants avec gaz lacrymogène et canons à eau		200		cooperativa, emol
07/08/11	Dimanche	Manif organisée par les parents d'élève "marcha familiar"		10000: police 70000: organisateurs		cooperativa



09/08/11	Mardi	Barricades de matin dans dizaines des points à Stgo et régions chaque fois plus organisées, appui des étudiants mapuche, mineurs et travailleurs argentins, après le manif, les manifestants ont brûlé deux voitures. Les étudiants universitaires s'affrontent aux "cagoulés", depuis des bâtiments des gens lancent de l'eau et objets aux manifestants.	Changement du système éducatif, éducation de qualité pluraliste et "multiculturelle", commence à sortir la réforme tributaire, fin du profit dans tout le système	150000: organisateurs	118 (396 total chili)	cooperativa, bio-bio
09/08/11	Mardi	<i>Cacerolazos</i> dans tout le pays des milliers se rejoint dans différents endroits (le plus nombreux c'est à Plaza Ñuñoa) dans ce type de manif il y a la participation des adultes qui sortent du travail, point à analyser.		4000 à Plaza Ñuñoa, 2000 Maipú, 2000 plaza Brasil		emol, bio-bio, cooperativa
10/08/11	Mercredi	<i>Cacerolazos</i> en Plaza Ñuñoa, manifestantes s'affrontent à la police			1000	bio-bio, cooperativa
11/08/11	Jeudi	Barricades de matin, UTEM, velaton le soir 21:00			200 matin, 500 soir	bio-bio, cooperativa emol
12/08/11	Vendredi	Marche d'étudiants secondaires à Ñuñoa, petite, <i>cacerolazos</i> Plaza Ñuñoa			500	bio-bio, cooperativa
16/08/11	Mardi	Occupation de l'UNICEF par des artistes, occupation du SERVEL (service électoral), 30 jours de grève de la faim de 3 étudiants secondaires à Buin	Demandes des étudiants, changement du système d'élections "binominale", modification de la constitution et demander un plébiscite			bio-bio, cooperativa

18/08/11	Jeudi	"Marcha de los paraguas", jour le plus froid de l'année, tombe la neige et il pleut, petits accrochements entre la police et les étudiants contrôlés par les mêmes et les professeurs, fin de la journée <i>cacerolazos</i> partout	Fin du profit dans tous les niveaux de l'éducation, contre la troisième proposition du gouvernement (système mixte de bourses et crédits, programmation de crédits actuels, réduction du taux d'intérêt, projet de Démunicipalisation de l'éducation publique, fiscalisation des universités privées afin d'éviter le profit), car il perpétue un système d'endettement.	100000 50000 230000	Santiago, police, tout le Chili	6	cooperativa, la nación, emol, radio U de chile, la tercera
21/08/11	Dimanche	Marcha familiar por la educacion: concert au parque O'higgins, jour de détente pour la famille des concerts gratuits qui attirent une grande foule, très calme l'ambiance, en plus la météo accompagne, car il a fait beau,	Plébiscite pour l'éducation	1000000 500000 120000	assistants, dans un même moment, selon la police		cooperativa, bio-bio, la cuarta, emol, meganoticias
24/08/11	Mercredi	Grève nationale de la CUT, les étudiants s'unissent, à partir de 6h commencent les barricades à la sortie des universités, lycées et dans des quartiers comme Villa Francia, coupure de routes, selon le gouvernement 18 barricades dans différents points à 8h, la police se bat avec de jeunes cagoulés dans différents endroits 9h (universités: U de chile casa central, Utem, Usach et lycées), les manifs se développent de manière localisée avec de petites marches (300-1000 pers.), à la fin de la journée <i>cacerolazos</i> partout, et barricades qui accompagnent les rassemblements de gens, pillages dans différents quartiers difficiles et coupure de lumière	Changement dans le système de retraite, dans la santé et changement de la constitution, nouveau code du travail, nouvelle institutionnalité dans l'éducation	10000		11h. 35, 19h 348 (pays), 78 la nuit à Stgo	cooperativa, BBC mundo

25/08/11	Jeudi	Barricades comme le jour d'avant dans tous les lycées et universités occupés très tôt le matin, ainsi que dans de points stratégiques de la ville, 4 marches prévues, partant des 4 points cardinaux de la capitale, affrontement entre manifestants et jeunes cagoulés, finalement les jeunes cagoulés restent seules et se battent avec la police, pillage de sièges de banques et brûlent d'une église. fin de la journée avec <i>cacerolazos</i> , barricades et pillage et la mort d'un jeune	300000 organisateur 175000 gouvernement	287, 120 la nuit	cooperativa, meganoticias, emol
26/08/11	Vendredi	<i>Velaton</i> et marche pour la mort de Manuel Gutierrez	200 médias	5	cooperativa
02/09/11	Vendredi	Marche des étudiants secondaires ACES (assemblée coordinatrice d'étudiants secondaires), non autorisée, elle est rapidement réprimée par la police	Ne pas avoir été invités à réunion avec le gouvernement 2000 selon la police	22	cooperativa, el ciudadano
08/09/11	Jeudi	Manifs silencieuses à cause d'un accident d'avion qui a coûté la vie à des gens très connus de la TV.	Pression au gouvernement suite à dernière réunion: 4 points, arrêter les projets de loi en éducation qui sont en discussion dans le congrès, arrêter le délai limite pour bourses et crédit (problème avec la fermeture du 1er semestre), transmettre le dialogue par TV, ne pas octroyer des ressources publiques aux universités qui cherchent du profit. 4000 matin et 5000 après-midi journal	20	el ciudadano, el universal Mx

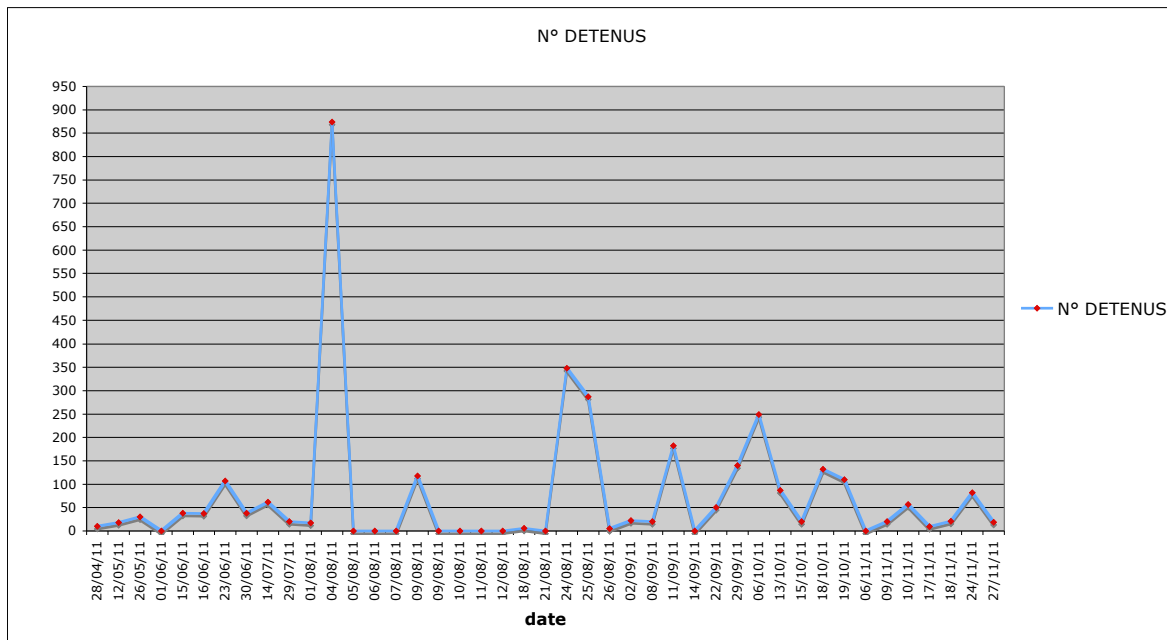
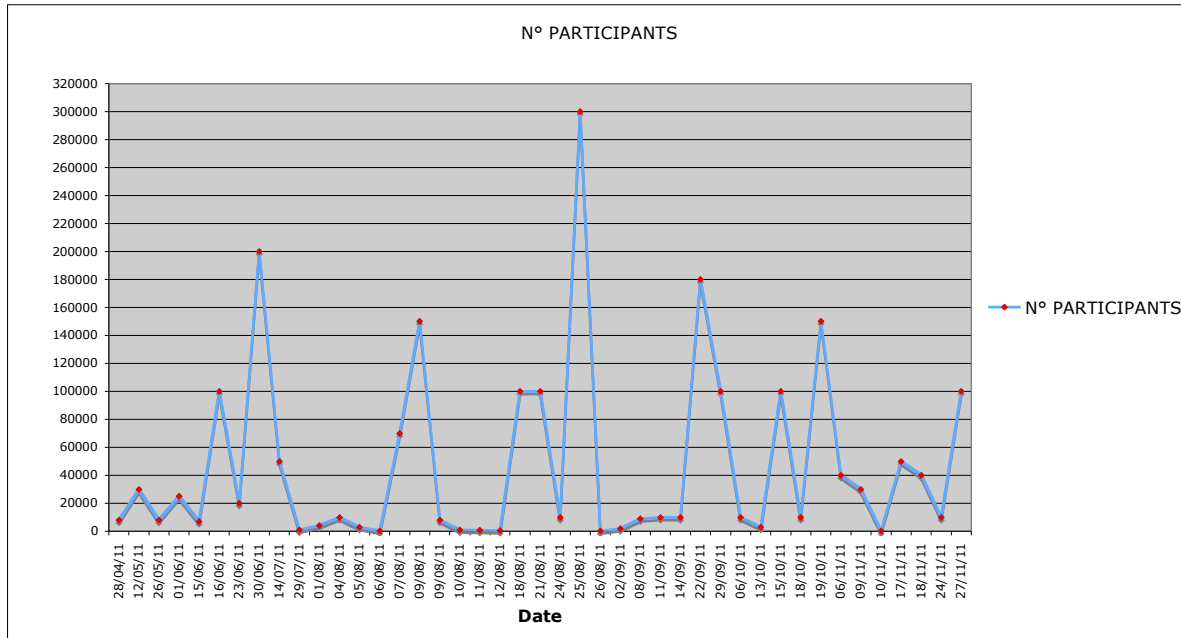
11/09/11	Dimanche	Manif annuelle des familiers des détenus disparus pendant la dictature, commémoration du coup d'État, pendant la nuit plus de 350 barricades, des lycées et universités servent de tranchée pour des affrontements avec la police pendant la nuit		10000-5000 presse	24 jour, 182 (Santiago) nuit, 280 au Chili.	emol, ciudadano, cooperativa, tercera	el la
14/09/11	Mercredi	Marche et acte culturel, pas si nombreux, à cause de la fête de l'indépendance et accident aérien, quelques accrochages entre police et cagoulés	Pression au gouvernement suite à dernière réunion: 4 points, arrêter les projets de loi en éducation qui sont en discussion dans le congrès, arrêter le délai limite pour bourses et crédit (problème avec la fermeture du 1er semestre), transmettre le dialogue par TV, ne pas octroyer des ressources publiques aux universités qui cherchent du profit.	10000, presse		la tercera,	
22/09/11	Jeudi	Manif fondamentale pour montrer que le mouvement est encore fort	Pression au gouvernement, critique au jeu du ministre qui cherche à casser le mouvement en l'élargissant	180000, organisateurs, 60000 gouvernement	50	cooperativa, emol, radio U de Chile	
29/09/11	Jeudi	Manif de pression au gouvernement la même journée de négociations, la manif n'a pas été bien délimitée, les étudiants continuent à marcher plus loin que permis et commencent les affrontements avec la police, il y a eu de pillages et barricades en différents points	Pression au gouvernement pendant les négociations de ce jour la Moneda	100000 Organisateurs, 20000 police	140	emol, cooperativa, terra	

06/10/11	Jeudi	Manif étudiante, non autorisée, réprimée très fortement, barricades le matin, comme d'habitude, à 10:30 les étudiants sont dispersés et se battent avec la police dans différents points de la ville, des barricades dans tout le centre de Santiago, fin de la manif et nuit de <i>cacerolazos</i> et barricades, plus de 1000 pers. à Plaza Ñuñoa	Réforme des impôts, fin du dialogue entre les étudiants et le gouvernement	entre 5000 et 10000	249	el pais.es, emol, cooperativa, la segunda
13/10/11	Jeudi	Marche de secondaires non autorisée, le matin se repentent les barricades à la sortie de lycée et universités occupées	Arrête de la table de négociations	3000	87	la segunda, emol, cooperativa, el dinamo
15/10/11	Samedi	Marche des indignés	l'indignation avec le système	100000 organisateurs	20	emol, la tercera
18/10/11	Mardi	Barricades de matin à partir de 6h30, grève nationale, manifs dans différents points, il n'y a pas de défilé programmé, différentes marches pendant la nuit, <i>cacerolazos</i> et barricades dans les quartiers périphériques	Arrêter les projets de loi sur l'éducation dans le congrès	10000	132	cooperativa, emol, la segunda
19/10/11	Mercredi	Marche par deux endroits différents avec un même point de convergence, les barricades de matin se repentent de manière habituelle, les affrontements commencent à la fin de la marche, très nombreux sont les cagoulés environ 2000 ou 3000, à la fin de la journée il y a de <i>cacerolazos</i>	Pression au congrès pour ne pas approuver le budget en éducation	150000 organisateurs, 25000 gouvernement	110	cooperativa, emol, la segunda, bio-bio
06/11/11	Dimanche	Marche familial pour l'éducation organisée par les parents d'élèves	Contre l'arrêt de bourses d'alimentation pour les universitaires en grève	40000 organisateurs 15000 medias		el ciudadano, emol, bio-bio, cooperativa

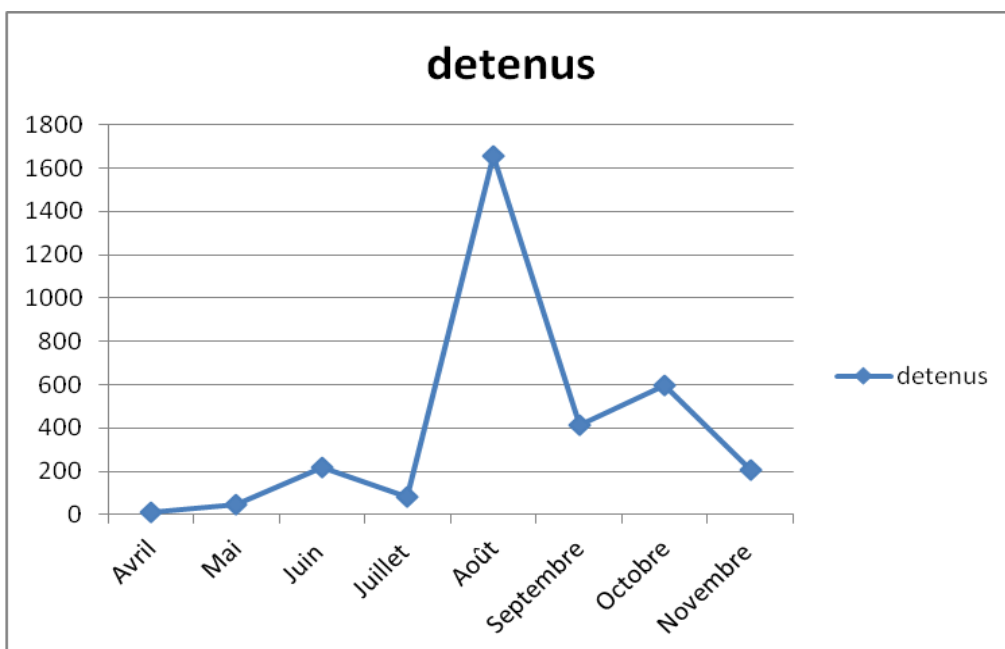
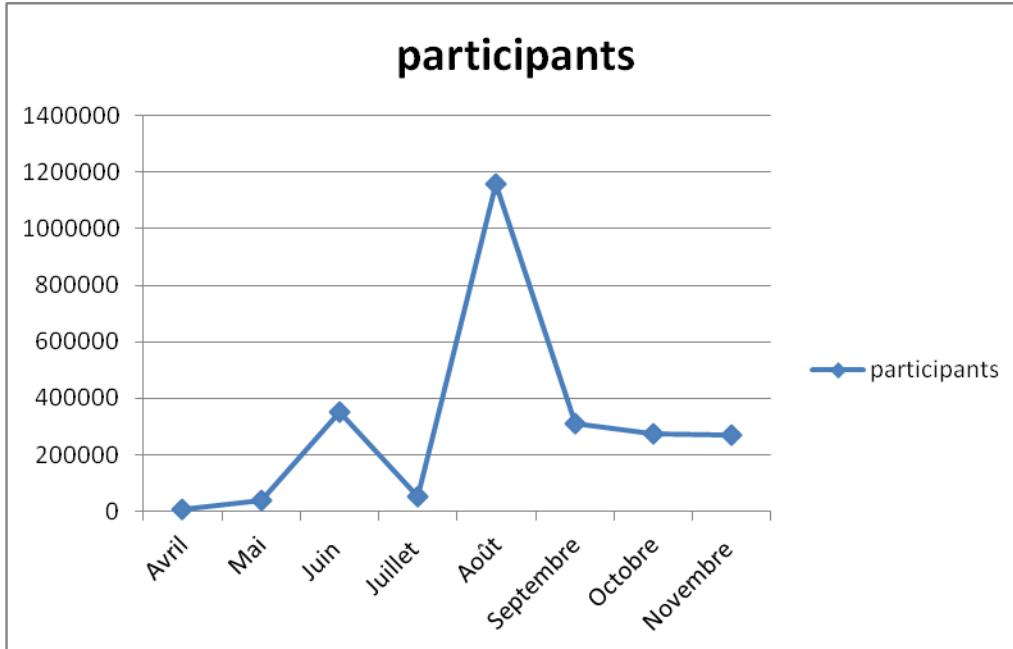
09/11/11	Mercredi	Marche pour l'éducation à Valparaiso, des bus partent de Santiago vers Valparaiso, les affrontements commencent quand les étudiants essayent de s'approcher du congrès national	Pression au congrès pour prendre en compte les demandes dans le budget de l'État qui est en train de se voter, que les demandes des étudiants	30000 selon les organisateurs, 8000 selon le gouvernement	20	emol, cooperativa
10/11/11	Jeudi	Occupation de l'USACH par environ 300 étudiants, pression aux dirigeants des étudiants qui veulent arrêter la grève et qui avaient déjà arrêté l'occupation. "Assemblée populaire d'étudiants"	Pression aux centres d'étudiants à ne pas arrêter les mobilisations.	300	57	cooperativa, el dinamo, bio-bio, la nación
17/11/11	Jeudi	Marche par les rues de Valparaiso, convoquée par les professeurs dans le contexte d'une grève nationale des jours 17 et 18/11, environ 200 cagoulés s'affrontent à la police à la fin du défilé, moins des dégâts, tous les détenus sont des mineurs, comme d'habitude	Demander au gouvernement transparence dans le projet de démunicipalisation,	50000 organisateurs, 15000 gouvernement	9	bio-bio, emol, cooperativa
18/11/11	Vendredi	Défilé organisé par la "mesa social de la educacion" (parents d'élèves, élèves, étudiants et profs, CUT)	Pour la démunicipalisation comme hier	40000 organisateurs 5000 gouvernement	21	cooperativa, bio-bio, emol, el ciudadano, meganoticias
24/11/11	Jeudi	Marcha latino americana por la educacion, à partir de 18h, convoquée par les élèves de lycées techniques		10000 organisateurs, 4500 gouvernement	82	cooperativa, emol, bio-bio
27/11/11	Dimanche	Dia de la musica, activité organisée par le ministère de la Culture, un groupe d'environ 200 personnes monte la scène et commence à s'affronter à la police		100000 organisateurs	19	emol, bio-bio, cooperativa

## Annexe 4

### Rapport entre le numéro de participants et le numéro de détenus selon rassemblement contestataire



## Rapport entre le numéro de participants et le numéro de détenus selon période mensuelle





## Annexe 5 Carte de Santiago par zones et communes



## Table des illustrations (dans le texte)

<b>Encadre 1 : Formes et instruments des violences politiques populaires (VPP)</b> .....	49
<b>Tableau N°1. Les massacres au Chili</b> .....	70
Image N° 1. Groupe de chasseurs d'Indiens en Terre du feu. Source Editorial Catalonia.....	80
Image N°2. Morts lors de la grève de la viande. Source www.memoriachilena.cl.....	92
Image N°3. Président German Riesco Errazuriz, on peut lire dans les affiches : « unique boucherie qui a de bons produits », « on dépèce tous les types de transgresseurs de la loi ». Source revista Zig-Zag .....	92
Image N°4. Minières du salpêtre en grève Plaza Colon 1906.....	93
<b>Encadré 2 : groupes paramilitaires du début du XXe siècle</b> .....	103
Image N°5. Ouvrier assassiné lors du massacre	Image N°6. Ramona Parra morte ....
Image N°7. Enfant blessé à la <i>Población</i> J.M. Caro. Source: MANS Patricio, <i>Las grandes masacres</i> , Colección 'Nosotros los Chilenos', 20, Empresa Editora Nacional Quimantú, Santiago (Chile), 1972.....	107
Image N°8 : intérieur d'un <i>conventillo</i> , source : www.memoriachilena.cl.....	119
<b>Tableau N°2</b> .....	120
<b>Numéro de personnes habitant des logements détériorés, provisoires ou sans équipement, région de Santiago 1952, 1966, 1970.</b> .....	120
Image N°9 : Photo satellite de Villa Francia et ses environs .....	127
Image N°10 : photo satellite de la Villa Canada, elle est composée par une série d'immeubles d'appartement de quatre étages, ce sont leurs murs qui servent aux peintures qui décorent la VF .....	129
<b>Tableau N°4</b> .....	141
<b>Morts et disparus de Villa Francia</b> .....	141
Image N°11: désertion d'un policier, Source : El Rodriguista N°35, 1988, p.28 .....	146
Image N° 12. Villa Francia Mural por hermanos Vergara Toledo 1989 Marzo 27 photographe: Anselmo Córdova source journal Fortín Mapocho .....	179
Image N° 13. Animita des frères Vergara Toledo placée dans l'intersection des avenues Cinco de Abril et Las Rejas. ....	187
Image N° 14. Peintures murales dans les bâtiments de Villa Canada. ....	188
Image N°15. Trajet historique du défile du 11 septembre à Santiago.....	244
Image N° 16. Graffitis dans le chemin au cimetière Générale Avenue Recoleta 11 sept 2011 ....	246
Image N° 17. Jeunes manifestants à la sortie du Cimetière Général, 11 septembre 2011. ....	247
Image N° 18, barricade à Villa Francia le 11 septembre 2011 à 20h30.....	250
Image N°19. Incendie d'un bus dans le quartier de Villa Francia lors de la commémoration du coup d'État, 11 septembre 2011 .....	251
Image N°20. Rues de Villa Francia après les affrontements, 11 septembre 2011 à minuit .....	254
Image N° 21. Jeunes manifestants cagoulés au parc Almagro lors de la marche du 22 septembre 2011 .....	256
Image N° 22. Police de forces spéciales (FP) à Plaza Italia lors de la marche interdite 6 octobre 2011 .....	260
Image N° 23. Jeunes manifestants qui défendent une barricade lors de la marche interdite 6 octobre 2011 .....	262
Image N°24. Manifestants échappent du char lance eau à l'entrée de la Faculté d'Architecture de l'université du Chili, 6 octobre 2011 .....	264
Image N°25. Jeunes manifestants vus de l'intérieur de la Faculté d'Architecture, 6 octobre 2011.....	265
Image N°26. Char lance eau de la police à la sortie de la Faculté d'architecture, 6 octobre 2011 .....	266
Image N°27. Barricades à Villa Francia pendant la grève nationale, 18 octobre 2011.....	268
Image N°28. Jeunes manifestants s'affrontent à la police dans la Faculté d'Ingénierie de l'Université du Chili suite au défilé de la grève nationale, 19 octobre 2011.....	271
Image N°29 et 30 : Affiches pour la commémoration du 29 mars de 2008 et 2015 .....	487
Image N°31 : Mural de la Brigade Ramona Parra durant la Dictature : « contre la Dictature, nous allons peindre même le ciel ». ....	492

Image N°32 : Restauration communautaire d'un ancien mural à Villa Francia.....	493
Image N°33 : Tag dans le quartier Yungay : « Domestication gratuite et de qualité – non merci » .....	494
Image N°34 : Danses <i>Tinku</i> pour la commémoration du 29 mars. Source : frente fotografico.....	495
Image N°35 : Danseurs <i>Tinkus</i> cagoulés pour la commémoration du 29 mars à VF .....	496

## Sigles et acronymes utilisés

ACES: *Asamblea coordinadora de estudiantes secundarios*/Assemblée Coordinatrice des Élèves de Secondaire.

APEC: *Asia Pacific Economic Cooperation*/Coopération économique pour l'Asie-pacifique.

BC: *Brigada Chacón*/Brigade Chacón

BEC: *Brigada Elmo Catalán*/Brigade Elmo Catalán.

BRP: *Brigada Ramona Parra*/Brigade Ramona Parra.

CA: *Centro de Alumnos*/Centre d'Elèves

CAE: *Centro de apoyo escolar*/Centre d'Appui Scolaire.

CAE: *Coordinadora Anarquista de Estudiantes*/Coordinatrice Anarchiste Étudiante.

CAP: *Comité de Aprovisionamiento Popular*/Comité d'Approvisionnement Populaire.

CESEC: *Centro de estudios socioculturales*/Centre d'Études Socioculturels.

CGT: *Confederación general del Trabajo*/Confédération Générale du Travail.

CIPER: *Centro de Investigación e Información Periodística*/Centre de Recherche Journalistique.

CNI: *Central Nacional de inteligencia*/Centrale Nationale de Renseignement.

CONADI: *Corporación Nacional de desarrollo Indígena*/Corporation nationale de Développement Indigène.

CONAMA: *Comisión Nacional del Medio Ambiente*/Commission Nationale de l'Environnement.

CONFECH: *Confederación de Estudiantes de Chile*/Confédération Étudiants du Chili.

CONFEP: *Confederación de Padres y Apoderados de Colegios Particulares Subvencionados de Chile*/Confédération de Parents d'élèves des établissements Privés.

CRA: *Corriente Revolucionaria Anarquista*/Courant Révolutionnaire Anarchiste.

CRS: *Compagnie Républicaine de Sécurité*.

CUAC: *Congreso Unificado Anarco-Comunista*/Congrès Unifié Anarco Communiste.

CUT: *Central Única de Trabajadores*/Centrale Unique du Travail.

EGPP: *Estrategia de Guerra Popular Prolongada*/Stratégie de Guerre Populaire Prolongée.

EZLN: *Ejercito Zapatista de Liberación Nacional*/Armée Zapatiste de Libération Nationale.

FAL: *Federación Anarquista Libertaria*/Fédération Anarchiste Libertaire

FAZ: *Fuerza Antifascista*/Force Antifasciste

FE: *Fuerzas Especiales de carabineros*/Forces spéciales de la police

FECH: *Federación de estudiantes de Chile*/Fédération d'Étudiants de l'université du Chili

FEL: *Frente de Estudiantes Libertarios*/Front d'Étudiants Libertaires

FER: *Frente de Estudiantes Revolucionarios*/Front d'étudiants Révolutionnaires

FESES: *Federación de estudiantes Secundarios de Santiago*/Federation d'élèves du Secondaire de Santiago

FORCH: *Federación Obrera de Chile*/Fédération Ouvrière Régionale du Chili

FPMR: *Frente Patriótico Manuel Rodríguez*/Front Patriotique Manuel Rodríguez

GANE: *Gran Acuerdo Nacional por la Educación*/Grand Accord National pour l'Éducation

GAP: *Grupo de Acción Popular*/Groupes d'Action Populaire

INJ: *Instituto Nacional de Jóvenes*/Institut National des Jeunes  
 IWW: *Industrial Workers of the World*  
 JJCC: *Juventudes Comunistas de Chile*/Jeunesse Communiste Chilienne  
 MAPU: *Movimiento de Acción Popular Unitario*/Mouvement d'Action Populaire Unitaire  
 MCR: *Movimiento Campesino revolucionario*/Mouvement de Paysans Révolutionnaires  
 MIR: *Movimiento de Izquierda Revolucionario*/Mouvement de Gauche Revolutionnaire  
 MJL: *Movimiento Juvenil Lautaro*/Mouvement de Jeunesse Lautaro  
 MPR: *Movimiento de Pobladores Revolucionarios*/Mouvement d'habitants Revolutionnaires  
 MUI: *Movimiento Universitario de Izquierda*/Mouvement d'étudiants de Gauche  
 MUNT: *Movimiento Unitario Nacional de Trabajadores*/Mouvement Unitaire National des Travailleurs  
 OCL: *Organización Comunista Libertaria*/Organisation Communiste Libertaire  
 OMC: *Organización Mundial de Comercio*/Organisation Mondiale du Commerce  
 PBC: *pasta base de cocaína*/pâte base de cocaïne  
 PC: *Partido Comunista*/Parti Communiste  
 PDI: *Policía de Investigaciones*/Police judiciare.  
 POS: *Partido Obrero Socialista*/Parti Ouvrier Socialiste  
 PSU: *Prueba de Selección Universitaria*/Preuve de Sélection Universitaire  
 RAE: *Resistencia Anarquista Estudiantil*/Resistance Anarchiste Étudiante  
 RN: *Renovación Nacional*/Renovation Nationale  
 SERNAM: *Servicio Nacional de la Mujer*/Service National des Femmes  
 TAZ: *Temporary Autonomous Zone*/Zone Autonome Temporaire  
 UDI: *Unión Demócrata Independiente*/Union Démocratique Indépendante  
 UP: *Unidad Popular*/Unité Populaire  
 VF: Villa Francia  
 VPP: *Violencia Política Popular*/Violence Politique Populaire  
 ZAD : Zone à défendre

# Table des matières

Remerciements .....	4
Sommaire .....	5
INTRODUCTION GENERALE .....	7
1. Le rapport à l'objet : quelques éléments biographiques.....	7
2. Vers l'identification d'une problématique.....	11
A. Terrains, méthodes, sources et enjeux .....	15
1. Une phénoménologie de la violence.....	17
2. Le récit de vie.....	20
3. Enquêter dans le milieu des jeunes activistes radicaux.....	25
3.1. Devenir comme eux .....	25
3.2. Assimiler les signes d'identité et des rituels de passage à l'acte .....	28
3.3. Limites de l'enquête .....	30
3.4. Détachement .....	32
4. Les moments de la recherche.....	33
CHAPITRE PRELIMINAIRE : QUESTIONNEMENTS THEORIQUES .....	36
1. La violence au centre de la radicalisation politique .....	36
2. La violence ou l'opérationnalisation d'une notion.....	37
2.1. La violence politique.....	40
2.2. Violence politique « populaire » .....	46
2.3. Violences politiques populaires urbaines à Santiago du Chili .....	51
3. Violence politique et jeunes populaires .....	52
3.1. La jeunesse populaire à Santiago du Chili : identité en construction .....	53
3.2. Violences de jeunes : de l'émeute urbaine aux violences politiques .....	58
<b>PARTIE 1 - UNE SOCIOLOGIE HISTORIQUE DE LA VIOLENCE POLITICO POPULAIRE AU CHILI.....</b>	<b>64</b>
CHAPITRE 1 – FORMES HISTORIQUES DE LA VIOLENCE POLITIQUE POPULAIRE (VPP) AU CHILI.....	65
Introduction.....	65
1. Les formes classiques de la violence populaire : le soulèvement, la rébellion et la révolte .....	68
1.1. Le massacre comme événement constructeur d'une histoire populaire .....	69
2. La résistance du peuple Mapuche .....	71
2.1. De héros guerrier au traître sauvage.....	73
2.2. La pacification de l'Araucanie : répression de l'État et résistance Mapuche .....	77
3. Indépendance et post-indépendance : des processus investis par l'aristocratie.....	80
4. Naissance et politisation des classes ouvrières : une histoire de répressions .....	82
4.1. La naissance des mouvements populaires révolutionnaires : l'anarchisme et le socialisme pendant l'oligarchie.....	85
4.2. L'action ouvrière en évolution : les années de grèves .....	89
4.2.1. La grève des dockers de Valparaiso .....	91
4.2.2. La grève de la viande .....	91
4.2.3. Plaza Colon Antofagasta.....	93
4.3. La tuerie de l'école Santa Maria d'Iquique : figure symbolique de la violence d'État.....	93
4.3.1. Conséquences de l'événement : représentations et stigmatisations des classes populaires .....	99
5. Les nouveaux acteurs du mouvement populaire : étudiants, prolétaires et pobladores .....	102
5.1. Nationalisme et répression : l'assaut contre la Fédération d'étudiants du Chili et l'incendie de la Fédération ouvrière du Chili .....	102
5.2. Crise économique et intensification des soulèvements.....	103
5.2.1. Le massacre de Ránquil .....	103
5.2.2. La tuerie du Seguro Obrero et le massacre de plaza Bulnes.....	105
5.2.3. Avril 1957 : l'automne sanglant.....	106
5.3. Les <i>Pobladores</i> se révoltent .....	106
5.3.1. Tuerie de la Población José María Caro.....	106
5.3.2. La tuerie de la pampa Irigoín à Puerto Montt en 1969.....	107
6. Coup d'État et période de dictature : le régime de la terreur.....	109
CHAPITRE 2 – COMMUNAUTÉS ORGANISÉES ET PRATIQUES DE RÉSISTANCE VIOLENTE .....	112
Introduction.....	112
1. La construction d'une communauté : l'exercice de la science populaire au Chili.....	113

1.1.	Quels acteurs pour la construction d'une communauté populaire ?.....	115
2.	Les poblaciones et les pobladores protagonistes de la résistance violente .....	117
2.1.	Du <i>Conventillo</i> au <i>Campamento</i> : construction d'une résistance forgée par l'occupation.....	118
3.	Villa Francia : lieu de résistance .....	125
3.1.	Le commencement d'un chemin identitaire particulier .....	126
3.2.	Villa Francia sous la dictature : construction de nouvelles pratiques de résistance .....	132
3.3.	La proteste (1982-1986): renouveau de la révolte populaire .....	136
4.	Les groupes subversifs : une militance au service du peuple .....	141
4.1.	Le mouvement de gauche révolutionnaire MIR : Peuple, conscience et fusil .....	142
4.2.	Le Frente Patriótico Manuel Rodriguez et le plan de soulèvement national .....	144
4.3.	Jeunes, rebelles et armés : le Lautaro et le pouvoir populaire.....	146
4.4.	Le militantisme : motivations, émotions et sentiments.....	151
	Conclusion.....	156
	<b>CHAPITRE 3 – L'HISTOIRE, LA VIOLENCE ET LA MEMOIRE.....</b>	<b>158</b>
1.	Mémoire de la violence : les mouvements de contestation à la source d'une identité collective des secteurs populaires .....	162
1.1.	De l'histoire sociale à la mémoire collective de la VPP .....	163
1.2.	Entre la mémoire vive et l'indifférence .....	167
2.	Martyrs et commémorations .....	172
2.1.	De l'espace qui nous contrôle au contrôle de l'espace public.....	175
2.2.	La commémoration : tradition, rituels et valeurs .....	178
2.3.	Les martyrs : jeunes combattants de Villa Francia .....	183
3.	La vengeance en tant que crime politique .....	190
3.1.	Antonio Ramon Ramon : le vengeur des martyrs d'Iquique.....	191
3.2.	Tamara Sol et l'apprentissage du sacrifice .....	194
3.3.	Les chemins de la vengeance.....	197
	Conclusion.....	201
	<b>PARTIE 2 - VIOLENCES POLITIQUES : ENGAGEMENTS ET NOUVELLES PRATIQUES DE L'ACTION COLLECTIVE .....</b>	<b>204</b>
	INTRODUCTION.....	205
	<b>CHAPITRE 4 – CONFLITS SOCIAUX, ATTENTES MORALES ET VIOLENCES POLITIQUES POPULAIRES DANS LE CHILI ACTUEL.....</b>	<b>208</b>
	Introduction : l'événement contestataire, bifurcations et conséquences durables dans la violence politique ...	212
1.	De la gestion du conflit aux atteintes morales : les années de la « Concertación » .....	215
1.1.	Le discours de la transitologie ou la pacification de mœurs. ....	215
2.	L'âme de la contestation : de la désobéissance civile à la violence politique populaire.....	219
2.1.	De la politique au politique : ou comment lire les nouveaux processus de contestation.....	220
2.2.	Les violences collectives : quelles motivations et quelles évolutions pendant le mouvement étudiant ?	226
2.3.	Comment rendre compte des émotions collectives ? .....	234
3.	L'inhérence et les dynamiques des violences politiques au Chili .....	239
3.1.	La description des événements : comment passe-t-on à l'acte ?.....	242
3.1.1.	11 septembre 2011: défilé et commémoration du Coup d'État de 1973.....	243
3.1.2.	Marche du 22 septembre 2011 : mesurer la force du mouvement .....	254
3.1.3.	Marche interdite : 6 octobre 2011 .....	259
3.1.4.	Grève nationale : 18 et 19 octobre.....	267
3.2.	Réponses et conclusions .....	272
	<b>CHAPITRE 5 – DYNAMIQUE DE L'EVENEMENT : EMOTIONS ET VIOLENCE POLITIQUE POPULAIRE.....</b>	<b>276</b>
	<i>Introduction.....</i>	276
1.	Émotions, politique et contestation : l'émotion comme objet sociologique .....	277
1.1.	Quelles issues méthodologiques pour l'étude des émotions dans les mouvements de contestation ?	277
1.2.	Émotion, politique et mouvement social : l'émotion comme objet sociologique. ....	280
2.	Construction émotionnelle de la violence politique dans le mouvement étudiant : répression affective et contrôle social.....	286
2.1.	La retenue et la violence politique dans les mouvements sociaux : deux aspects structurels de la société chilienne .....	288

2.2.	La pudeur et la peur : le plaisir de la violence jusqu'où ? .....	294
3.	L'engagement à risque des jeunes de quartiers populaires : une analyse à partir de la sociologie des émotions.....	299
3.1.	Les jeunes populaires et l'engagement politique.....	301
3.1.1.	La jeunesse populaire au Chili .....	301
3.2.	Les origines d'un engagement militant .....	303
3.3.	L'activisme radical et la jeunesse populaire : construction d'une dynamique émotionnelle .....	305
3.4.	Le passage à l'acte : l'émotion en situation.....	317
	Conclusion .....	320
<b>CHAPITRES 6 – NOUVELLES PRATIQUES, NOUVEL ENGAGEMENT ET NOUVELLES IDEOLOGIES : LA MOUVANCE LIBERTAIRE ET LA VIOLENCE POLITIQUE.....</b>		<b>322</b>
1.	La pensée libertaire au sein de la jeunesse populaire chilienne : aux origines d'une tradition ancienne.....	322
1.1.	Composantes historiques de l'anarchisme au Chili .....	323
1.2.	Violence et sacrifice devises des premières années de la pensée autonomiste chilienne.....	326
1.3.	L'arrivée des étudiants dans la mouvance libertaire.....	328
1.4.	Les anarchistes dans le monde syndical : une relation conflictuelle avec le Marxisme.....	329
2.	La renaissance de la pensée libertaire : des événements récents et un héritage historique et social.....	331
2.1.	Une première coordination contre le capitalisme. ....	332
2.1.1.	Causes endogènes d'une renaissance inattendue.....	332
2.1.2.	Une nature internationaliste toujours active : causes exogènes d'une renaissance.....	334
2.2.	Des lycéens pour l'autonomisme, l'assemblée et l'action directe .....	336
2.3.	L'occupation et le communautarisme au sein de mouvement des pingouins .....	337
2.4.	Les jeunes populaires : autogestion et violence organisée.....	341
3.	Des parcours individuels qui définissent le militantisme libertaire.....	345
	Conclusion .....	350
<b>PARTIE 3 - CONSTRUCTION D'UNE RADICALITE POLITIQUE : VIOLENCES, RECONNAISSANCE ET NOUVELLES NORMATIVITES .....</b>		<b>352</b>
INTRODUCTION .....		353
1.	Introduction théorique .....	355
2.	Introduction méthodologique .....	358
2.1.	L'Expérience : connaissance et habitude .....	358
2.2.	De l'événement au texte.....	360
<b>CHAPITRE 7 – LES SOURCES MORALES DES COMPORTEMENTS VIOLENTS.....</b>		<b>366</b>
Introduction.....		366
1.	Identité politique radicale et construction d'une conflictualité .....	367
1.1.	Principes normatifs internes, une critique de la civilisation .....	374
1.1.1.	Exacerbation de l'individualisme.....	376
1.1.2.	L'expérience de l'injustice.....	377
1.1.3.	Processus de dénaturation. ....	379
2.	Rapports avec ses proches : famille et transmission mémorielle .....	383
2.1.	Socialisation politique et rapports affectifs familiaux .....	383
2.2.	Assimiler des événements non vécus .....	389
3.	Pratiques politiques radicales : distinction et action directe.....	392
3.1.	Nouvelles formes de distinction : l'engagement.....	393
3.1.1.	Organisation et politisation .....	393
3.1.2.	De l'organisation à l'autonomisme .....	399
3.1.3.	La formation ou comment apprendre la radicalisation .....	401
3.2.	La pratique de l'action directe.....	404
3.2.1.	Les stratégies de rupture : l'occupation.....	404
3.2.2.	L'action violente .....	405
3.2.3.	Les jeunes cagoulés : la résistance à travers l'image.....	418
3.2.4.	La barricade .....	426
	Conclusion .....	429
<b>CHAPITRE 8 – L'ESPACE EDUCATIF, NOUVELLE SPHERE DE L'INTENTIONNALITE COLLECTIVE .....</b>		<b>432</b>
Introduction.....		432
1.	Le déplacement de l'expérience politique radicale aux espaces de sociabilité éducative .....	434
1.1.	Rapports originaux avec et dans l'institution scolaire .....	440
2.	Socialisation politique, espace éducatif et formation entre les pairs .....	443



2.1.	La formation dans la pratique : comment l'action directe devient-elle un apprentissage .....	448
3.	L'occupation et ses éléments normatifs .....	451
3.1.	« L'illégalisme » : de l'occupation au rassemblement de rue .....	457
3.2.	Plus loin qu'une occupation : la constitution de collectifs.....	463
3.2.1.	Les contre-cultures.....	467
	Conclusion.....	469
CHAPITRE 9 – RADICALITE POLITIQUE ET ESPACE COMMUNAUTAIRE.....		472
1.	Construction communautaire versus fragmentation du comportement individuel .....	473
1.1.	Domination normative dans la société chilienne : produit des conditions sociales.....	475
1.1.1.	Le processus d'exclusion culturelle.....	477
1.1.2.	Les processus d'individualisation institutionnelle.....	478
2.	Resocialisation de la conscience de la domination.....	482
2.1.	Violences et lutte cognitive .....	486
2.2.	Dispositifs de sensibilisation .....	488
2.2.1.	La propagande.....	489
2.2.2.	L'art de la résistance : peinture murale, musique et danse .....	491
3.	Le retour à la población .....	497
3.1.	Dépolitisation, politisation et résistances.....	498
3.2.	La résistance épistémique.....	505
	Conclusion.....	509
CONCLUSION GENERALE .....		512
a.	Les origines de la radicalisation.....	514
b.	L'espace de la radicalisation.....	515
c.	Changement dans la dynamique de la militance radicale.....	517
Bibliographie.....		521
I.	Bibliographie méthodologique.....	521
II.	Bibliographie générale .....	524
III.	Bibliographie action collective .....	534
IV.	Bibliographie Chili : histoire, mobilisation sociale et violences .....	538
V.	Bibliographie jeunesse et engagement .....	546
VI.	Bibliographie nouvelles pratiques du politique.....	549
Journaux, revues de presse et archives.....		552
Vidéos et documentaires .....		553
Table des annexes .....		554
Table des illustrations (dans le texte).....		571
Sigles et acronymes utilisés .....		573
Table des matières.....		575

## RÉSUMÉ

Cette thèse analyse le processus de radicalisation politique chez les jeunes issus des quartiers populaires à Santiago du Chili, à partir d'une enquête ethnographique de diverses pratiques du politique mises en œuvre par des individus actifs au sein de collectifs d'action directe. L'enquête se déroule principalement durant la période de mobilisation étudiante de 2011 et 2012, qui constitue l'événement contestataire le plus important depuis la fin de la Dictature en 1989. Fondée sur la politisation de l'expérience de jeunes, cette étude cherche à comprendre, à travers l'interprétation de récits de vie, l'observation et le travail d'archive, les motifs d'un engagement radical dans lequel les actions de violence politique prennent une place essentielle.

Ce travail est composé de trois parties. La première interroge le rôle de l'histoire et de la mémoire en tant que sources d'une radicalisation politique de groupes populaires. Dans un second temps, le travail sur l'histoire du temps présent mené à travers une ethnographie d'événements contestataires et de violences en situation permet de comprendre l'importance des aspects émotionnels et de nouvelles pratiques du politique (occupation de lieux, démocratie directe, pratiques de contre culture, etc.) dans un engagement radical fondé sur une idée autonomiste de la société. Cette thèse défend enfin l'idée d'un déplacement d'expériences individuelles du politique vers l'espace communautaire : l'instauration de collectifs politiques, artistiques et sociaux permet aux jeunes militants de construire de nouvelles normativités et de nouvelles formes de résistance, intégrées ensuite par d'autres acteurs populaires.

**MOTS CLÉS** : radicalisation politique, jeunesse, violence, engagement, mémoire, émotions, action collective, résistances.

## SUMMARY

### **Radicalization of collective action and working-class youth: construction of the political and strategies of resistance in Chile.**

This thesis takes as its object the process of political radicalization observed in young people from the working-class areas of Santiago de Chile. In order to understand this process, we have conducted an ethnographic field survey into the diverse practices of the political developed by subjects who are participants in direct action collectives. The field survey took place mostly during the period of student mobilization in 2011 and 2012, the most significant protest since the fall of the dictatorship in 1989. Based on the politicization of young people's experience, and through the interpretation of life histories, observations, and archive research, this study seeks to understand the motives underpinning radical involvement in which acts of political violence hold a central place an essential role.

Organized in three parts, this study first investigates the role of history and memory as sources of political radicalization within working-class groups. In a second time, a history of present time analyzed through an ethnography of protest events and of violence in situation sheds light on the importance of the emotional aspects of protests and on the new practices of the political (occupations of sites, direct democracy, counter-cultural practices, etc.) in forms of radical involvement founded on an autonomist vision of society. This thesis defends in a final part the idea that individual experiences of the political have shifted towards community spaces. The creation of political, artistic and social collectives enables young people to recreate new kinds of normativity and forms of resistance, which are in turn taken up by other working-class actors.

**KEY WORDS**: political radicalization, youth, violence, involvement, memory, emotions, collective action, resistance

## RESUMEN

### **Radicalización de la acción colectiva y jóvenes populares: construcción de lo político y estrategias de resistencia en Chile**

Esta tesis estudia el proceso de radicalización política de jóvenes provenientes de barrios populares en Santiago de Chile. Para estudiar este proceso realizamos una investigación etnográfica sobre las diferentes prácticas políticas de individuos activos en un colectivo de acción directa. La investigación se realizó fundamentalmente durante el periodo de movilización estudiantil de 2011-2012, principal evento contestatario desde el final de la dictadura. Sobre la base de la experiencia de estos jóvenes, este estudio busca entender, a través de la interpretación de sus relatos de vida y de un trabajo de observación y de archivo, los motivos de un compromiso radical en el cual las acciones políticas violentas juegan un rol central.

Las tres partes que de esta tesis nos permite cuestionarnos en un primer momento sobre el rol de la historia y la memoria como fuentes de la radicalización política dentro de los grupos populares. La segunda parte centrada en la historia presente. Allí, a través de una etnografía de los eventos contestatarios y en particular de la violencia en situación, los aspectos emocionales y las nuevas prácticas políticas nos permiten explicar el compromiso radical fundado en una idea autonomista de la sociedad. La tercera parte, defiende la idea de un desplazamiento de las experiencias políticas individuales hacia el espacio comunitario. La instauración de colectivos políticos, artísticos y sociales permite a los jóvenes militantes, en este contexto, construir nuevos principios normativos y formas de resistencia que luego son integradas por otros actores populares.

**PALABRAS CLÁVES:** radicalismo político, jóvenes, violencia, compromiso político, memoria, emociones, acción colectiva, resistencias.

## RESUMO

### **Radicalização da ação coletiva e juventude popular: construção política e resistência em Chile**

Esta tese tem como objetivo analisar o processo de radicalização política entre jovens de bairros populares em Santiago, Chile. Na compreensão desse processo foi realizado um estudo etnográfico de diversas práticas políticas levadas à cabo por indivíduos atuantes junto a coletivos de ação direta. A pesquisa ocorreu principalmente durante o período da mobilização estudantil de 2011 e 2012, por sua vez o mais importante evento de protesto desde o fim da ditadura, em 1989. Centrado na politização da experiência dos jovens, este estudo procura compreender, através da interpretação de histórias de vida, observação e trabalho de arquivo, os fundamentos de um engajamento radical onde os atos de violência política ocupam um lugar essencial.

Esta tese é composta de três seções. Num primeiro momento, busca-se questionar o papel da história e da memória enquanto fontes de uma radicalização política de grupos populares. Num segundo tempo, o trabalho sobre a história do tempo presente nos possibilita compreender - através de uma etnografia dos protestos e da violência *in situ* - a importância dos aspectos emocionais e de novas práticas políticas (ocupações, democracia direta, práticas de contra-cultura, etc.) num engajamento radical fundado numa ideia autonomista de sociedade. Finalmente, esta tese defende a ideia de um deslocamento das experiências individuais do político para o espaço comunitário. A formação de coletivos políticos, artísticos e sociais permite aos jovens militantes de construir novas normatividades e formas de resistência, posteriormente incorporadas por outros atores populares.

**PALAVRAS-CHAVE :** radicalização política, juventude, violência, engajamento, memória, emoções, ação coletiva, resistência.